



PhD-FHSE-2023-002

Faculté des Sciences Humaines, des Sciences de l'Éducation et des Sciences Sociales

THÈSE

Soutenue le 27/01/2023 à Esch-sur-Alzette

En vue de l'obtention du grade académique de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG

EN HISTOIRE

par

Thibault Fouillet

né le 24 janvier 1994 à Lyon (France)

**SUJET: LA GRANDE STRATÉGIE DES PETITES
PUISSANCES**

**[ETUDE DES MECANISMES DE FONDATION D'UNE
GRANDE STRATEGIE FACE A UN DILEMME DE SECURITE
APPLIQUES AU LUXEMBOURG, A LA LITUANIE ET A
SINGAPOUR (1965-2025)]**

Jury de thèse

Dr Sonja Kmec, directrice de thèse

Professeur, Université du Luxembourg

Dr Jean-Jacques Patry

Chargé de mission, Fondation pour la recherche stratégique (France)

Dr Anna-Lena Högenauer, présidente

Professeur, Université du Luxembourg

Dr Antony Dabila, président suppléant

Maitre de conférence, Université Catholique de Paris

Dr Joseph Henrotin,

CAPRI, Belgique

Table des matières

Résumé	12
Abstract	13
Avant-Propos	14
Remerciements	16
Liste des abréviations	17
Introduction et méthode de recherche	18
Chapitre 1. Introduction.....	20
Chapitre 2. Cadre méthodologique.....	34
2.1. De l'usage des sciences historiques	36
2.1.1. L'Histoire du temps présent et l'Histoire prospective	37
2.1.2. L'Histoire militaire	40
2.2. Le recours aux relations internationales	47
2.2.1. Dilemme de sécurité et action de l'Etat dans les relations internationales	58
2.2.2. De la Grande Stratégie	69
2.2.3. Le concept de petites puissances/ <i>Small States</i>	94
Chapitre 3. Outils Conceptuels	102
3.1. Dilemme de sécurité et grande stratégie.....	102
3.1.1. Un rapport de co-constitution.....	103
3.1.2. L'émergence d'une nouvelle pyramide stratégique : clé d'appropriation des déterminants de la Grande Stratégie	107
3.2. Petits Etats et Grande Stratégie.....	112
3.2.1. Une Grande Stratégie des petits Etats ?.....	112

3.2.2. Du choix des cas d'étude.....	116
Chapitre 4. Grille d'analyse et outils méthodologiques	120
4.1. La grille d'analyse (1/4) : Les cas d'étude : Hypothèses et caractéristiques générales de l'acteur.....	120
4.2. La grille d'analyse (2/4) : La caractérisation du Dilemme de Sécurité.....	124
4.3. La grille d'analyse (3/4) : Caractériser la Grande Stratégie et user de l'outil qu'est la Doctrine.....	127
4.4. La grille d'analyse (4/4) : L'efficacité de la Grande Stratégie en question : User de l'outil de test qu'est le <i>wargaming</i>	132
4.4.1. Histoire et définition du Wargaming.....	134
4.4.2. Du wargame : caractéristiques et fondements théoriques.....	144
4.4.3. Le Wargame dans la thèse.....	151
Partie I : De la Grande Stratégie du Luxembourg, de la Lituanie, et de Singapour (1/2) : dimension théorique et historique.....	159
Chapitre 1. Le Luxembourg : une vision stratégique en devenir.....	162
1.1. Hypothèses et présupposés fondamentaux.....	163
1.1.1. Contexte général de l'acteur.....	163
1.1.2. Hypothèses initiales	171
1.2. Etude historique : Dilemmes de Sécurité et Grandes Stratégies significatives : l'émergence d'une autonomie de la pensée stratégique.....	173
1.3. La Grande Stratégie d'une petite puissance ? : Le Luxembourg aujourd'hui ou la quête d'une Doctrine formelle (1997-2030).....	177
1.3.1. La culture stratégique du Luxembourg et son influence	177
1.3.2. Le Dilemme de Sécurité contemporain : entre intensité faible et risque de dilemme par contagion.....	179

1.3.3.	Doctrine et Grande Stratégie contemporaine du Luxembourg : étude détaillée	
		184
1.3.4.	Doctrine et Grande stratégie contemporaine du Luxembourg : synthèse comparative selon la grille de lecture	203
1.4.	La Grande Stratégie du Luxembourg : bilan théorique.....	207
Chapitre 2.	Singapour : archétype du succès par la Grande Stratégie.....	212
2.1.	Hypothèses et présupposés fondamentaux.....	212
2.1.1.	Contexte général de l'acteur.....	212
2.1.2.	Hypothèses initiales	222
2.2.	Etude historique : Dilemmes de sécurité et grandes stratégies significatives : l'acquisition d'un statut de puissance par une pensée stratégiques aboutie	224
2.3.	La grande stratégie d'une petite puissance : Singapour aujourd'hui, un leadership régional (2010-2030)	237
2.3.1.	La culture stratégique de Singapour et son influence	237
2.3.2.	Le dilemme de sécurité contemporain : une continuité dans la maximisation des intérêts et l'impératif de survie.....	239
2.3.3.	Doctrine et Grande Stratégie contemporaine de Singapour : étude détaillée	243
2.3.4.	Doctrine et Grande Stratégie de Singapour : synthèse comparative selon la grille de lecture	250
2.4.	La Grande Stratégie de Singapour : bilan théorique.....	256
Chapitre 3.	La Lituanie : une petite puissance face à un paradoxe de sécurité constant	
		262
3.1.	Hypothèses et présupposés fondamentaux.....	262
3.1.1.	Contexte général de l'acteur.....	263
3.1.2.	Hypothèses initiales	274

3.2.	Etude historique : Dilemmes de sécurité et grandes stratégies significatives : Une lutte constante pour l'indépendance.....	276
3.3.	La Grande Stratégie d'une petite puissance : la Lituanie aujourd'hui ou le retour du paradoxe de sécurité (2010-2035).....	293
3.3.1.	La culture stratégique de la Lituanie et son influence.....	293
3.3.2.	Le dilemme de sécurité contemporain : retour du paradoxe de sécurité et surprise stratégique.....	296
3.3.3.	Doctrines et Grande Stratégie contemporaines de la Lituanie.....	303
3.3.4.	Doctrine et Grande Stratégie de la Lituanie : synthèse comparative selon la grille de lecture.....	316
3.4.	La grande Stratégie de la Lituanie : Bilan théorique.....	324
	Partie II : De la Grande Stratégie du Luxembourg, de la Lituanie, et de Singapour (2/2) : dimension pratique.....	328
Chapitre 1.	Etude pratique de la Grande Stratégie luxembourgeoise.....	331
1.1.	L'histoire immédiate du Luxembourg : un approfondissement des logiques sécuritaires (2021-2022).....	332
1.1.1.	Une évolution tous azimuts.....	332
1.1.2.	Histoire immédiate et Grande Stratégie du Luxembourg : quelle influence ?.....	336
1.1.3.	Conclusions de l'étude pratique par l'histoire immédiate, vis-à-vis de la doctrine luxembourgeoise.....	337
1.2.	La doctrine luxembourgeoise au prime des wargames.....	338
1.2.1.	Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour le Luxembourg.....	338
1.2.2.	Simulation n°1 : Gestion de crise.....	339
1.2.3.	Simulation n° 2 : Red Team.....	370
1.3.	Conclusions de l'étude pratique de la Grande Stratégie du Luxembourg.....	398
1.3.1.	<i>Suitability</i>	398

1.3.2.	<i>Acceptability</i>	399
1.3.3.	<i>Feasibility</i>	400
Chapitre 2.	Etude pratique de la Grande Stratégie singapourienne.....	403
2.1.	La doctrine singapourienne au prisme des wargames	404
2.1.1.	Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour Singapour.....	404
2.1.2.	Simulation n°1 : <i>Matrix Game</i> et <i>Kriegspiel</i>	406
2.1.3.	Simulation n°2 : Red team	483
2.2.	Conclusions de l'étude pratique de la grande stratégie de Singapour.....	510
2.2.1.	<i>Suitability</i>	510
2.2.2.	<i>Acceptability</i>	511
2.2.3.	<i>Feasibility</i>	511
Chapitre 3.	Etude pratique de la Grande Stratégie Lituanienne.....	513
3.1.	L'histoire immédiate de la Lituanie : la concrétisation du paradoxe de sécurité (Février 2022 – Juillet 2022).....	514
3.1.1.	L'invasion de l'Ukraine : entre Dilemme de Sécurité par contagion et concrétisation du paradoxe de sécurité national.....	514
3.1.2.	Histoire immédiate et Grande Stratégie de la Lituanie : quelle influence ? ...	516
3.1.3.	Conclusions de l'étude pratique par l'histoire immédiate, vis-à-vis de la doctrine lituanienne.....	519
3.2.	La doctrine lituanienne au prisme des wargames.....	520
3.2.1.	Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour la Lituanie	520
3.2.2.	Simulation n° 1 : Scénario d'emploi (<i>Blue Team/Kriegspiel</i>)	522
3.2.3.	Simulation n°2 : Red Team.....	594
3.3.	Conclusions de l'étude pratique de la grande stratégie de la Lituanie	622

3.3.1. <i>Suitability</i>	623
3.3.2. <i>Acceptability</i>	623
3.3.3. <i>Feasibility</i>	624
Partie III : la Grande Stratégie des Petites Puissances.....	626
Chapitre 1. Discussion concernant les cas d'étude : adéquation et réponse par acteur aux hypothèses initiales	628
1.1. Le Luxembourg.....	628
1.2. Singapour	630
1.3. La Lituanie	633
1.4. Synthèse.....	636
Chapitre 2. Discussion concernant le travail de thèse : réponses aux hypothèses et à la problématique	639
2.1. des réponses aux hypothèses initiales	639
2.1.1. A propos de la méthode de recherche	639
2.1.2. A propos du thème de recherche : la Grande Stratégie des petites puissances	642
2.2. Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie, et petites puissances : les réponses à la problématique	645
2.2.1. Les petites puissances sont capables de créer des Grandes Stratégies adaptées à leurs moyens et objectifs dans les relations internationales.....	645
2.2.2. De la régularité de construction des grandes stratégies : réponse aux dilemmes de sécurité et maturité doctrinale.....	646
2.2.3. Une efficacité sans conteste : la Grande Stratégie au prisme de l'Histoire et des études pratiques (wargaming et histoire immédiate).....	647
2.2.4. Synthèse : une Grande Stratégie des petites puissances réelle, efficace, et mesurable	648

Chapitre 3.	Conclusion générale & leçons de la thèse : la Grande Stratégie des petites puissances	650
3.1.	Leçons conceptuelles et méthodologiques.....	650
3.1.1.	Une grille d'analyse et de modélisation de la Grande Stratégie est possible par le biais de la Doctrine.....	650
3.1.2.	Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie sont des outils pertinents d'étude des relations internationales et notamment de l'action de l'Etat dans le système international	651
3.1.3.	Le wargaming et l'Histoire immédiate sont des méthodes efficaces d'analyse stratégique.....	652
3.2.	Leçons spécifiques à la Grande Stratégie des petites puissances.....	654
3.2.1.	Les petites puissances sont des acteurs à part entière du système international de par leur capacité à créer et mettre en œuvre des grandes stratégies.....	654
3.2.2.	La pertinence et l'efficacité stratégique des petites puissances, sources d'inspiration pour les grandes puissances.....	656
Chapitre 4.	Pistes d'application future.....	658
4.1.	L'étude des doctrines des petites puissances : un domaine clé de l'analyse stratégique contemporaine.....	659
4.2.	Les petites puissances : une discipline à part entière des études historiques et géopolitiques.....	660
4.3.	La méthode wargaming : un incontournable pour la recherche.....	661
	Annexes.....	663
	Table des matières des annexes.....	665
Annexe n°1 :	Grille d'analyse historique des événements : John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, <i>A guide to the study and use of military history</i> , Center for military history, Washington, United States Army, 1988, pp. 52-55.....	666
Annexe n°2 :	Les concepts de la pensée stratégique soviétique : synthèse.....	670

Annexe n°3 : Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie : mise en perspective historique.	672
Annexe n°4 : Chronologie du Wargaming.....	675
Annexe n°5 : Repère bibliographique des entretiens conduits dans le cadre de la thèse ...	683
Annexe n°6 : Les futures capacités militaires singapouriennes (horizon 2030-2040).....	686
Annexe n°7 : Valorisation de la Recherche : Publications et évènements réalisés en lien avec le travail de thèse	688
Annexe n°8 : Synthèse de l'ouvrage de l'auteur <i>Wargaming : un outil de recherche stratégique</i> ..	691
Annexe n°9 : Lettre d'approbation de la procédure des entretiens conduits dans le cadre de la thèse par le comité d'éthique de l'université du Luxembourg.....	694
Bibliographie.....	695
Table des matières de la bibliographie	696
Bibliographie alphabétique.....	697
<i>Ouvrages</i>	697
<i>Articles</i>	704
<i>Sources internet</i>	707
<i>Divers</i>	709
Bibliographie Thématique	710
<i>Théories des relations internationales</i>	710
<i>Etudes stratégiques et doctrines</i>	712
<i>Histoire/Histoire militaire</i>	715
<i>Etude des petits Etats</i>	717
<i>Cas d'étude de la Lituanie</i>	718
<i>Cas d'étude du Luxembourg</i>	720
<i>Cas d'étude de Singapour</i>	722

Wargaming 724

Résumé

La capacité des petites puissances à penser la stratégie demeure un champ d'intérêt limité de la réflexion historique et des relations internationales. Ainsi, au-delà du débat concernant la capacité des petits Etats à être des acteurs à part entière du système international, il apparait une négation de la capacité de conceptualisation et d'innovation doctrinale des petites puissances malgré une redondance historique de la victoire du faible au fort. Pourtant, les petites puissances sont par nature plus sensibles aux menaces du fait de leurs capacités de réponse limitées, et sont donc plus enclines à rationaliser leur action sur le long terme pour développer des mécanismes nationaux (capacités militaires, économiques, diplomatiques, etc.) et internationaux (alliances, organisations internationales...) permettant d'endiguer ces menaces.

A ce titre, cette thèse propose de s'intéresser à la construction de la pensée stratégique des petites puissances face aux menaces perçues et aux moyens mis en œuvre pour tenter de les circonscrire. Il s'agit donc d'étudier les mécanismes de fondation d'une Grande Stratégie (transcrite sous la forme de doctrines) par les petites puissances pour faire face aux dilemmes de sécurité qu'elles rencontrent. Pour ce faire, trois cas d'études ont été analysés (Luxembourg, Singapour, Lituanie), choisis pour la diversité de leurs contextes stratégiques et historiques offrant une variété de dilemmes de sécurité. La Grande Stratégie étant par essence une construction conceptuelle à visée prospective et applicative, une méthodologie aussi bien théorique que pratique (par le recours à l'histoire immédiate, et au wargaming) a alors été mise en œuvre.

Cette thèse permet de dégager deux ensembles d'enseignements. Le premier d'ordre méthodologique, confirme l'intérêt des études doctrinales comme champ de réflexion stratégique, et consacre le wargaming comme un outil prospectif adapté à la conduite de recherches fondamentales. Le second d'ordre conceptuel, permet de mieux comprendre la capacité des petites puissances à créer des grandes stratégies efficaces, dont la prise en compte s'avère incontournable au sein de la généalogie stratégique du fait de leur dynamisme conceptuel porteur d'enseignements même au profit des grandes puissances.

Abstract

The capacity of small powers to think strategically remains a limited field of interest in historical thinking and international relations. Thus, beyond the debate concerning the capacity of small states to be full-fledged actors in the international system, there appears to be a denial of the conceptualization and doctrinal innovation capacity of small powers despite the historical redundancy of the victory of the weak over the strong. However, small powers are by nature more sensitive to threats due to their limited response capabilities, and are therefore more inclined to rationalize their action over the long term in order to develop national (military, economic, diplomatic capabilities, etc.) and international (alliances, international organizations, etc.) mechanisms for containing these threats.

In this respect, this thesis proposes to look at the construction of the strategic thinking of small powers in the face of perceived threats and the means used to try to contain them. The aim is therefore to study the mechanisms by which small powers found a Grand Strategy (transcribed in the form of doctrines) to deal with the security dilemmas they face. To this end, three case studies were analyzed (Luxembourg, Singapore, Lithuania), chosen for the diversity of their strategic and historical contexts offering a variety of security dilemmas. The Grand Strategy being in essence a conceptual construction with a prospective and applicative aim, a theoretical as well as a practical methodology (through the use of immediate history and wargaming) was then implemented.

Two sets of lessons can be drawn from this thesis. The first is methodological, confirming the interest of doctrinal studies as a field of strategic reflection, and establishing wargaming as a prospective tool adapted to the conduct of fundamental research. The second, conceptual, allows for a better understanding of the capacity of small powers to create great and efficient strategies, which must be taken into account within the strategic genealogy because of their conceptual dynamism, which can be used to teach lessons even to great powers.

Avant-Propos

Plusieurs points essentiels sont portés à l'attention des lecteurs afin de dissiper d'éventuels quiproquos et de mieux comprendre certains aspects fondamentaux de ce travail de thèse :

- Les entretiens qui ont été conduits dans le cadre de l'analyse théorique et pratique des cas d'étude ne sont pas reproduits au sein de la thèse afin de préserver la non-attribution des propos. De fait, la conduction d'entretiens sur des ressorts de la Grande Stratégie des officiels encore en poste, imposait pour un échange porteur sur le fond (facteurs réels ayant conduit aux décisions, inertie de certaines organisations, etc.) une liberté de parole que seul le cadre de la règle dite de *Chatham House* pouvait apporter. Ainsi, ne sont rapportés en annexe que la bibliographie de ces entretiens dévoilant la personne, le lieu, l'année et la durée, afin de présenter les interlocuteurs avec lesquels l'auteur a été conduit à échanger. Les entretiens servant ainsi à confirmer/infirmier ou réorienter les conclusions théoriques pour en affiner la teneur, de même qu'à recueillir d'autres éléments sur la résilience et l'efficacité des doctrines actuelles exprimant une visée prospective.
- L'ensemble des schémas, tableaux et graphiques de la thèse sont du fait de l'auteur qui les a intégralement réalisés, expliquant ainsi l'absence de référence bibliographique qui les accompagne. Les rares exceptions sont clairement identifiées par une mention directement sous le graphique ou le schéma de la source depuis laquelle elles ont été tirées.
- La partie méthodologique sur le wargaming présentée dans la thèse est liée à l'ouvrage réalisé par l'auteur de ce travail : Thibault Fouillet, *Wargaming : un outil de recherche stratégique*, L'Harmattan, collection « perspectives stratégiques », 2022, 196pages. Relais approfondi de la partie conceptuelle de la thèse, il s'agit dans ce livre de fournir une vision globale sur le sujet, donnant à voir l'ensemble des dimensions de cet outil. Cet ouvrage, a ainsi pour fonction de légitimer l'usage du wargaming pour la recherche, et d'en donner une approche

complète. Les éléments utilisés dans la thèse forment par conséquent une adaptation de la méthode du wargaming à l'objet d'étude particulier qu'est la Grande Stratégie des petites puissances. De ce fait, des mentions régulières seront réalisées dans la thèse, et -en accord avec l'éditeur- une version de celui-ci sera transmise aux membres du jury de thèse et du comité d'encadrement afin qu'ils puissent le considérer comme une « annexe » à la partie théorique sur le wargaming.

Remerciements

Ce travail de long court n'aurait pas été possible sans un ensemble de personnes bienveillantes et inspirantes qui m'ont soutenu tout au long de ce parcours.

A cet effet, mes remerciements vont en premier lieu aux membres de mon Comité d'Encadrement de Thèse, Madame le professeur Sonja Kmec, le Docteur Antony Dabila, et le Docteur Jean-Jacques Patry. Je les remercie sincèrement de leur confiance, écoute et conseils, ces recherches leurs doivent beaucoup.

En second lieu, je tiens à exprimer ma gratitude à la Fondation pour la Recherche Stratégique et plus particulièrement à Xavier Pasco son directeur et Isabelle Facon sa directrice adjointe qui m'ont fait confiance, ont permis de renforcer mon expertise au sein de cette magnifique institution, et ont toujours permis le développement de mes compétences. Plus que des supérieurs, ils sont mes mentors, puis-je avoir l'honneur de m'inscrire dans leurs pas.

Dans le même ordre d'idée je remercie également l'Institut d'Etudes de Stratégie et de Défense qui m'a offert sa confiance et permis de développer mes compétences lors de conférences et organisations de wargames, la partie pratique de la thèse n'aurait pas été aussi fournie sans eux.

A titre plus personnel, je tiens à remercier le général Bruno Lassalle dont le travail commun au sein de la FRS et les conversations régulières m'ont ouvert l'esprit à de nouveaux enjeux stratégiques et qui a toujours su enrichir ma réflexion, mon amitié l'accompagne.

Enfin, je conclus ses remerciement par celle sans qui rien n'aurait été possible tant son appui au quotidien est essentiel, ma femme Kelly, à qui cette thèse de doctorat est dédiée.

Liste des abréviations

- DS : Dilemme de Sécurité
- GS : Grande Stratégie
- ONU : Organisation des Nations Unies
- OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- RI : Relations Internationales (discipline de recherche)
- SI : Système International

Introduction et méthode de recherche

Chapitre 1. Introduction

“The constant intrusion, or potential intrusion, of power renders meaningless any conception of equality between members of the international community”¹

Ces mots, particulièrement évocateurs, mettent en exergue l’amalgame régulier entre impact d’un acteur dans les relations internationales et statut de grande puissance, l’inégalité créée étant forcément favorable à la grande puissance qui impose ses vues à la petite. C’est ainsi confondre stratégie et moyens, ne pas distinguer entre capacité d’agir et masse, et surtout penser que la victoire est toujours conditionnée par la variable quantitative. Une telle lecture des rapports de forces internationaux, en plus de contrevenir à l’ensemble des principes stratégiques, a pour conséquence d’effacer d’un trait de plume l’écrasante majorité des Etats du système international, en ne focalisant la réflexion que sur les plus puissants d’entre eux. Si ce travail n’est pas le premier à mettre en exergue cette contradiction et à vouloir donner aux petits Etats une place à part entière dans les études historiques et des relations internationales², il innove néanmoins en se focalisant sur leur capacité à développer une pensée stratégique complète et pertinente à l’instar de celle des dites grandes puissances. Il s’agit donc de pouvoir rendre toute sa place aux concepts doctrinaux et innovations stratégiques des petites puissances au sein de la généalogie stratégique. Néanmoins, l’ambition de ce travail ne s’arrête pas là et s’incarne dans un objectif supérieur qu’est la capacité pour une petite puissance à développer une Grande Stratégie. Stade le plus avancé de la pensée stratégique, il s’agit

¹ Martin Wight, *Power Politics*, edited by Hedley Bull and Carsten Holbraad, Leicester University Press and The Royal Institute of International Affairs, 1978. 317 pages.

² Pléthore d’ouvrages et d’articles sont parus sur ces questions, le plus emblématique ces dernières années étant : Vernon Noël Bennett, *Military forces structures in small states : providing for relevant and credible military capability*, Thèse soumise à l’Université Victoria de Wellington, 2018, 268pages.

de la capacité d'un Etat à définir des objectifs sécuritaires et de puissance sur le temps long et à développer et coordonner l'ensemble des moyens à sa disposition pour y parvenir.

Traditionnellement dévolue au « dessein mondial » des grandes puissances, la Grande Stratégie a dans ce travail de thèse l'ambition d'être appliquée à tout Etat développant une pensée stratégique cohérente. Il s'agit donc d'étudier : si les petites puissances en sont capables, et surtout quels moyens elles vont utiliser pour ce faire, notamment afin de combler leur déficit initial de capacités ou de positionnement (ex : absence de profondeur stratégique) ? Cette spécification posée, le champ de la littérature traitant du sujet est dès lors restreint, et seul un travail de thèse récent en reprend la thématique de manière explicite³.

Malgré cette proximité, l'ouvrage ainsi présenté n'est pas pour autant en lien direct avec le travail de thèse que nous proposons, puisque ce dernier souhaite aller plus loin en dépassant le seul cadre de la *possibilité* de fonder une Grande Stratégie, pour s'intéresser aux *caractéristiques* de celle-ci et surtout de son *efficacité* c'est-à-dire de sa capacité (ou non) à atteindre les objectifs fixés par l'Etat. De ce fait, le travail de thèse entend traiter la question de la Grande Stratégie des petits Etats sous un angle nouveau parce que complet, c'est-à-dire non-pas seulement son existence théorique, mais bien également sa pratique. Or cette dernière impose de caractériser les menaces perçues par l'Etat ainsi que les objectifs fixés, pour par la suite déterminer si la pensée stratégique mise en œuvre ainsi que les modalités d'exécution qui en découlent, ont répondu aux buts initiaux. L'apport fondamental de ce travail résidera donc autant dans l'étude de la Grande Stratégie des petits Etats que dans la caractérisation intégrale de la Grande Stratégie, depuis les menaces dont elle découle, jusqu'aux modalités de mise en œuvre en passant par ses documents d'orientations doctrinales, le tout au prisme de l'efficacité vis-à-vis des buts fixés. Le focus de ce travail de recherche est donc double, une étude minutieuse

³ Hilary Briffa, Can small states have grand strategy ?, Thèse soutenue au King's College (Ecole doctorale de philosophie), Juin 2020, [https://kclpure.kcl.ac.uk/portal/en/theses/can-small-states-have-a-grand-strategy\(a0d6f16e-bbcc-4768-8c23-dca7b88b351b\).html](https://kclpure.kcl.ac.uk/portal/en/theses/can-small-states-have-a-grand-strategy(a0d6f16e-bbcc-4768-8c23-dca7b88b351b).html).

de la *knowledge production* d'un Etat en tant que transcription de sa pensée stratégique, ainsi qu'à part égale la nécessité d'une caractérisation de l'efficacité pratique de sa Grande Stratégie que celle-ci soit passée ou à visée prospective (production actuelle d'une vision sur le futur, ex : doctrine produite en 2019 définissant un modèle d'armée pour 2030⁴).

Loin de se contenter de poursuivre le débat sur la capacité d'un petit Etat à développer une Grande Stratégie, le travail ici présenté approfondi la question pour se concentrer sur les modalités de mise en œuvre de cette Grande Stratégie et ce dans son intégralité, tant au plan théorique (traditionnellement effectué dans la littérature stratégique) que dans sa dimension pratique et le test de son efficacité (innovation de ce travail de thèse).

Objet de la recherche

La question méthodologique soulevée précédemment concernant la focalisation des écrits et travaux en histoire militaire et plus largement en relations internationales sur les puissances dominantes, conduit bien souvent le chercheur s'intéressant à l'étude stratégique des petites puissances à une impasse. Ainsi, hormis une connaissance historique générale sur les évolutions de la structure militaire d'un Etat - souvent incomplet de surcroît - et quelques éléments sur l'action des petites puissances dans les conflits qu'ils ont à mener de près ou de loin, très peu de travaux permettent de mettre en avant la pensée stratégique de ces acteurs ainsi que leur processus de réflexion et de conceptualisation. Or, un paradoxe émerge entre cette faiblesse de la littérature et le dynamisme conceptuel et l'activisme des petites puissances dans le système international. De même, la capacité de puissances très limitées de prime abord à acquérir un statut régional voir mondial conséquent, comme Singapour en est l'archétype, milite pour une prise en considération accrue des petites puissances dans l'histoire militaire et stratégique.

⁴ Par exemple la dernière doctrine militaire de Singapour, qui présente la troisième génération de ses forces armées à horizon 2030 : MINDEF Singapore, « 3G SAF », [mindef.gov.sg](https://www.mindef.gov.sg), 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf>.

Par conséquent, l'objet de recherche de cette thèse a très vite émergé de ce double constat. Il s'agit de se pencher sur la pensée stratégique des petites puissances, afin d'en discerner les mécanismes, les contraintes, les échecs et réussites, pour de manière plus générale déceler les caractéristiques particulières et les innovations essentielles, permettant de combler une partie (modeste) du vide de la pensée stratégique concernant les petites puissances. Une fois cette première étape accomplie une nouvelle vision de l'action stratégique de l'Etat sera possible en mettant en exergue la capacité pour tout acteur de conduire une Grande Stratégie. L'ambition de ce travail de thèse est ainsi duale, en donnant toute sa place à la pensée stratégique des petites puissances l'on étoffe également les modalités et la pertinence de la Grande Stratégie pour éclairer les rapports de puissance à travers l'histoire mais également pour l'avenir.

Question de recherche

Une fois le constat posé, demeure la question de l'angle sous lequel traiter l'étude de la pensée stratégique historique des petites puissances. Plusieurs voies ont été développées avant d'en arriver à la position structurant le travail de thèse :

- Une vision conceptuelle : centrée sur l'étude des grands concepts issus de la production théorique des petites puissances comme la doctrine de *Total Defense* initiée par la Suisse. Un travail de recension de ces éléments aurait été conduit dans une dimension générale, avant de les mettre en perspective vis-à-vis de la pensée stratégique des grandes puissances. Néanmoins cette piste présentait l'inconvénient de délaissier les mécanismes de fondation de la pensée stratégique et du développement des capacités des petites puissances pour se concentrer uniquement sur le produit final que sont les concepts.
- Une vision exclusivement historique : visant à discerner les évolutions sur le temps long de la construction de la pensée stratégique des petites puissances, et du développement de leurs moyens. Bien qu'indispensable, cette vision délaissie le champ stratégique puisqu'elle ne questionne pas la pertinence des choix effectués et des concepts et surtout ne permet pas de déterminer la spécificité de l'action stratégique des petites puissances au sein du système international.

- Une vision centrée sur les relations internationales : approche la plus simple concernant l'étude des mécanismes de puissance d'un acteur et de leur développement, avec la possibilité de fonder une comparaison directe entre ces éléments et ceux développés par les grandes puissances. Toutefois, en l'absence d'une mise en perspective des concepts stratégiques, ainsi que de l'ignorance des déterminants historiques présidant à leur production et organisation, seule une vision partielle aurait été conduite. En outre, une telle étude n'aurait pas permis de répondre au besoin caractérisé de placer la production conceptuelle des petites puissances dans la généalogie stratégique.

Ces trois visions toutes pertinentes, ne peuvent cependant répondre à l'objectif de la thèse qu'est l'étude des mécanismes de construction de la pensée stratégique des petites puissances, et la place de celle-ci dans la théorie stratégique. Aussi, c'est une méthode transverse qui a été privilégiée, centrée sur la **capacité de l'Etat doté d'une petite puissance à développer historiquement des moyens de la puissance par le biais d'une production stratégique particulière**. La question de recherche ainsi exprimée s'attache de ce fait à deux ensembles structurants, la dimension historique et la dimension des relations internationales de la production de puissance par la stratégie et la pensée stratégique ; c'est-à-dire en somme à l'étude de la Grande Stratégie, en tant que pensée stratégique historique puisque développée sur le temps long et pour construire l'avenir, le tout appliqué à l'objet des petites puissances.

Sujet de recherche et problématique

Puisqu'il s'agit de caractériser la pensée des petites puissances concrétisée dans des concepts d'action stratégique il convient de disposer des outils adéquats, ceux-ci permettant d'établir un ensemble de conclusions de recherche pour définir, compiler, et comparer cette pensée stratégique des petites puissances et l'insérer dans le champ global de ce domaine de recherche.

Pour ce faire, c'est sous l'angle de la Grande Stratégie (GS) que le travail sera conduit, afin de déterminer si cette vision est applicable aux petites puissances, et plus

particulièrement dans une inclinaison positive de connaître les déterminants qui en émergent.

Ce choix de centrer l'étude du développement de la pensée stratégique des petites puissances et de ses particularités autour de la **Grande Stratégie**, a été décidé parce qu'il s'agit du concept stratégique permettant de saisir au mieux **l'action d'un acteur face à une menace**, et donc de développer les moyens de sa survie et de l'augmentation de sa puissance. Cet outil est le moyen de recherche le plus pertinent pour définir la **liaison et la coordination de l'ensemble des moyens de l'Etat pour réaliser un objectif stratégique commun**. Il est également un élément fondé sur les évolutions historiques et l'étude sur le temps long des déterminants constitutifs de la production stratégique d'un acteur. De manière pratique il s'agit enfin de l'outil adéquat de la conduite d'une analyse globale puisque prenant en compte les divers moyens de la puissance dans un concept unificateur.

Néanmoins, le sujet de recherche ne peut s'attacher qu'à la Grande Stratégie, puisque cela reviendrait à aborder un concept *ex nihilo* ce qui n'aurait pas de sens. En effet, la Grande Stratégie est une conséquence, et n'est pas produite sans raison, il s'agit de maximiser la puissance vis-à-vis d'un contexte qu'est le système international ou du moins dans certains cas de parer aux déséquilibres de puissance qui émergent avec d'autres acteurs. Celui-ci implique des menaces et opportunités vis-à-vis des autres acteurs avec lesquels l'on interagit, permettant de déterminer des objectifs qui conduisent à vouloir coordonner les moyens à disposition pour les réaliser, donc à faire appel à la Grande Stratégie. C'est pourquoi, la question de la production stratégique des petits Etats repose sur la Grande Stratégie, mais également sur le contexte qui conduit à sa création, l'ensemble des menaces et opportunités, que nous rassemblons sous le concept du **Dilemme de Sécurité**. Bien que détaillé par la suite, ce concept est entendu ici de manière synthétique comme **l'ensemble des menaces pesant ou pouvant peser sur un acteur, créant des défis stratégiques qui conduisent à la formulation d'une Grande Stratégie** pour diminuer les risques et saisir les opportunités ainsi produites.

Le sujet de recherche se concentre ainsi sur le fait de déterminer les moyens de développer une Grande Stratégie pour une petite puissance, et surtout de savoir en quoi la production stratégique ainsi réalisée peut être pertinente de manière générale pour la pensée

stratégique, et surtout si elle a permis de solutionner les menaces ou à tout le moins de réaliser les objectifs stratégiques définis.

La problématique principale s'exprimant comme suit : **Comment une petite puissance peut-elle élaborer une Grande Stratégie lui permettant d'influer sur le système international par la réponse à des dilemmes de sécurité ?**

Interrogation synthétique posant en réalité un ensemble de questionnements affiliés :

- Comment les petites puissances peuvent-elles produire une Grande Stratégie ?
- Quels sont les déterminants historiques présidant à la constitution et au succès/échecs d'une Grande Stratégie ?
- Peut-on déceler des régularités dans la fondation des grandes stratégies des petites puissances ?
- Les grandes stratégies produites par des petites puissances sont-elles efficaces ? Présentent-elles des redondances ? Comment le mesurer ?
- Quels éléments stratégiques produits par les petites puissances ont été/sont à même d'influer sur le système international et/ou la pensée stratégique ?

Hypothèses de recherche

Le travail réalisé dans cette thèse parce qu'explorant un champ de recherche peu abordé, entend autant livrer une grille d'analyse particulière, que développer les ressorts de la production stratégique des petites puissances, aussi les hypothèses de recherches concernent ces deux points, la seconde partie dérivant irrémédiablement de la première.

- **Hypothèses sur la méthode de recherche**

Hypothèse n°1 – Le Dilemme de Sécurité est créateur de la Grande Stratégie

Fondement de la recherche effectuée dans le travail de thèse, il s'agit du cœur conceptuel défini dans la première partie permettant de déterminer la production stratégique d'un acteur face à un contexte particulier.

Hypothèse n°2 – L'étude doctrinale générale des Etats est le seul moyen de saisir la pensée stratégique d'un Etat et son processus de création

L'outil qu'est la Doctrine d'un Etat, est la traduction pratique de la pensée stratégique qu'il produit, et représente la matérialité des concepts et décisions prises pour maximiser ses intérêts. Une caractérisation précise de son contenu pour chaque acteur est la clé de l'étude de la Grande Stratégie.

Hypothèse n°3 – L'étude historique de la Grande Stratégie permet de déterminer des récurrences dans la production stratégique des petites puissances

Le pan historique de l'étude de la Grande Stratégie est primordial puisque c'est lui qui donne les caractéristiques du processus décisionnel d'une petite puissance et surtout de son évolution jusqu'aux déterminants actuels. Ce n'est que par l'évolution sur le temps long des actions et décisions d'un Etat que se fonde une vision doctrinale complète à même de réaliser une Grande Stratégie.

Hypothèse n°4 – La Grande Stratégie étant une vision de l'action future elle ne trouve sa pertinence que dans l'efficacité qu'il faut par conséquent tester par l'histoire et le wargaming

Au-delà de la vision théorique, la Grande Stratégie développe une seconde nature qu'est sa dimension pratique dans la capacité à solutionner les dilemmes de sécurité. Pour ce faire une vision seulement historique s'avère incomplète puisque la plupart des dilemmes de sécurité ne se réalisent pas concrètement (guerres, crises) et ne permettent pas de ce fait de constater l'efficacité de la Grande Stratégie mise en place pour y répondre. Ainsi l'usage de simulations stratégiques (*Wargaming*) apparaît un pilier méthodologique incontournable pour réaliser ce test pratique de fiabilité lorsque des faits ne sont pas disponibles pour le faire (du fait d'une menace qui ne s'est pas réalisée et/ou d'une doctrine inscrite dans le futur : ex : horizon 2030).

- **Hypothèses sur la grande stratégie des petites puissances**

Hypothèse n°1 – La production stratégique des petites puissances permet une maximisation de leurs intérêts à l'image des grandes puissances

Les petites puissances en tant qu'acteurs à part entière des relations internationales utilisent les mêmes outils et sont soumises aux mêmes contraintes dans le système international que les grandes puissances. Par conséquent l'acteur rationnel qu'est la petite puissance va par la production stratégique définir une maximisation de ses intérêts.

Hypothèse n°2 – Le développement de grandes stratégies permet aux petites puissances d'augmenter leur puissance et influence dans le système international

La réussite d'une Grande Stratégie par la diminution des menaces et/ou la maximisation des éléments de la puissance, permet à une petite puissance d'augmenter sa marge de manœuvre au sein du système international et par conséquent d'augmenter sa puissance et son influence. Il s'agit du but fondamental de la mise en œuvre d'une Grande Stratégie. La puissance n'est dans ce cadre-là pas entendue dans son acception absolue mais bien comme tout moyen pour un Etat d'améliorer sa situation dans les relations internationales permettant de mieux défendre ses intérêts et de combler le déficit initial (ressources énergétique/minérales, structures internationales défavorables, etc.).

Hypothèse n°3 – Les concepts et moyens produits par les petites puissances sont aussi utiles que ceux développés par les grandes puissances

La production de la Grande Stratégie et de la Doctrine qu'elle implique n'est pas un élément singulier, elle repose sur une vision partagée par l'ensemble des acteurs des relations internationales quel que soit leur niveau de puissance. Des concepts généraux et méthodes ayant permis aux petits Etats un gain de puissance ou une amélioration de leur position au sein du système international n'ont par conséquent pas moins d'importance et de leçons théoriques à apporter que s'ils avaient été le fruit d'une grande puissance.

Approche de la recherche

Le contour général du projet de recherche suivi dans la réalisation de la thèse étant posé, il convient désormais d'aborder la question de l'approche adoptée. Celle-ci entraîne une étude géographique à visée comparative. Ainsi un ensemble de cas d'étude sous la forme d'Etats représentant des petites puissances est mobilisé avec pour objectif final de croiser les similitudes et divergences pour établir une cartographie qualitative à même d'énoncer les divers chemins possibles de la fondation de la Grande Stratégie par les petites puissances. Cette vision comparative ayant vocation à s'appliquer à l'ensemble des dimensions de la Grande Stratégie, de ses mécanismes de conception à la pertinence et l'efficacité des concepts développés, elle sera caractérisée comme le reste du travail par une dimension historique pour ne pas se concentrer uniquement sur les résultats finaux et les déterminants actuels de fondation de la Grande Stratégie.

Concernant la littérature mobilisée une priorité sera donnée à celle de première main, à savoir les rapports et déclarations officielles des Etats, ainsi que (particularité de cette thèse déclinée plus loin dans la première partie) les entretiens et processus de test (*Wargaming*) réalisés directement pour la thèse. De manière plus précise le choix de la littérature mobilisée a été effectué comme suit :

- Pour la partie conceptuelle et le cadre méthodologique :

Croisement de la littérature de seconde main concernant les concepts de Grande Stratégie et du Dilemme de Sécurité, et de la littérature de première main lorsque des Etats ont produits des documents théoriques et/ou de doctrine sur ces concepts (notamment pour entendre la compréhension qu'ont les divers acteurs de ces concepts).

- Pour la partie concernant l'analyse des cas d'étude :

Quasi-exclusivité de la littérature de première main (documents et déclarations constituant la Doctrine ; archives) afin d'avoir au plus près le cadre conceptuel et les déclinaisons pratiques de la Grande Stratégie définis par chaque acteur face à un Dilemme de Sécurité.

➤ En ce qui concerne le test des concepts :

La méthodologie des outils utilisés (*wargaming*) étant le fruit d'une vaste déclinaison théorique et conceptuelle allant de la théorie des jeux jusqu'aux *handbook* des ministères de la défense des grandes puissances, un croisement des sources a été effectué avec une prédominance de la littérature de seconde main.

A l'inverse, la partie de test en tant que telle sera strictement de première main et créée exclusivement pour la thèse, avec soit une politique d'entretiens, soit des scénarios de test construits par l'auteur même de cette thèse et appliqués ensuite par un panel de joueurs représentatif, voir même dans certains cas une synthèse de ces deux méthodes.

Objectifs de la thèse

En vue de conclure la définition du champ de recherche couvert par ce travail de thèse il faut aborder la question des objectifs poursuivis lors de la réalisation de celui-ci. A l'instar des hypothèses de recherche, des objectifs à la fois conceptuels et portants sur le fond du sujet ont été définis :

- **Objectifs conceptuels**

Il s'agit de fonder un outil d'analyse et de définition de la Grande Stratégie d'un Etat au prisme de ses réalisations concrètes et de sa traduction par la Doctrine. De même, un lien entre la Grande Stratégie et le Dilemme de sécurité est réalisé afin de fournir une clé de lecture de l'action d'un acteur au sein du système international. Enfin, il s'agit de mettre en avant le caractère trop souvent oublié de la dimension pratique de la stratégie et de la Grande Stratégie, qui oblige de ce fait à se doter d'outils permettant de transcrire ces besoins. Pour ce faire ce travail de thèse entend introduire comme méthode de recherche innovante en Histoire et en Stratégie le *wargaming*, outil ouvrant un nouveau champ d'étude par l'apport de dimensions pratiques au sein de la recherche fondamentale dans ces domaines lorsque la sanction des faits (et donc la méthode d'analyse historique qui l'accompagne) n'est pas possible.

• **Objectifs sur la Grande Stratégie des petites puissances**

Par l'étude de sa capacité à user de la Grande Stratégie, l'objectif est de définir les petites puissances comme des acteurs à part entière des relations internationales à même de maximiser leurs intérêts et développer leur puissance. Il s'agit également de discerner la construction historique de la Grande Stratégie d'une petite puissance pour en déduire un modèle théorique d'analyse. De même la compilation des concepts les plus efficaces (par succès historique ou tests conduits pour la thèse) doit permettre de conférer à la pensée stratégique des petites puissances sa juste place dans la généalogie de la stratégie et de l'histoire militaire.

La compréhension des objectifs et hypothèses de ce travail de recherche offre tout naturellement la structure même de la thèse en quatre moments que sont : la définition du cadre conceptuel et méthodologique à même de traiter la Grande Stratégie de manière intégrale, l'analyse théorique des cas d'études (premier volet de la Grande Stratégie), l'analyse pratique des cas d'étude afin de pouvoir traiter d'histoire prospective (second volet de la Grande Stratégie), et enfin une discussion générale répondant aux hypothèses concernant la Grande Stratégie et son application par les petites puissances. De manière plus précise, les quatre parties de la thèse s'articuleront comme suit :

- Temps 1 : Introduction spécialisée :

Il s'agit du cadre méthodologique et conceptuel qui sera détaillé dans la suite de l'introduction, et aura pour objectif de construire la grille d'analyse qui sera appliquée aux cas d'étude. Pour ce faire il faudra conduire en premier lieu une présentation de la méthodologie générale qui sous-tend ce travail de thèse, à savoir l'apport de l'Histoire et des Relations Internationales. Par la suite il s'agira de préciser le cadre conceptuel, par un travail de définition mais surtout d'étude des mécanismes d'interaction entre les concepts gravitant autour de la Grande Stratégie lorsqu'elle est entendue intégralement (Dilemme de Sécurité, Doctrine, etc.). *In fine*, lorsque ces éléments auront été entendus, pourra être dévoilée la grille d'analyse qui sera appliquée aux cas d'étude, avec une dimension théorique et une dimension pratique, cette dernière imposant de procéder à un

nouvel apport méthodologique concernant les méthodes de test de l'efficacité des grandes stratégies, c'est à ce moment-là qu'interviendra la présentation du *wargaming* en tant que méthode de recherche.

- Temps 2 : Partie I : Les cas d'étude (dimension théorique/empirique) :

Souscrivant au premier volet de la Grande Stratégie qu'est sa dimension théorique, c'est-à-dire la formation de la pensée stratégique d'un acteur face à une menace et le processus de conceptualisation qui l'accompagne, il s'agira de présenter ces éléments pour chacun des cas d'étude⁵.

L'ambition étant de disposer au final d'une caractérisation précise de l'évolution stratégique de l'acteur, des concepts structurants qu'il développe, et d'une définition de sa vision prospective actuelle (derniers éléments doctrinaux qui sont construits sur un horizon futur : ex : vision SAF 2030), autant d'éléments qui feront l'objet des tests d'efficacité de la partie suivante. Néanmoins, puisque chaque acteur évolue dans un contexte différent, la seule analyse stratégique par les Relations Internationales ne sera pas possible et devra nécessairement être précédée d'une étude historique sur laquelle sera apposée la grille de lecture. Ainsi la caractérisation des dilemmes de sécurité historiques rencontrés par un acteur et des grandes stratégies mise en œuvre pour tenter de les solutionner, permettra de mieux entendre la culture stratégique de l'Etat et donc ses procédés de conceptualisation et de création de la Doctrine. Ce n'est qu'après cette étude historico-stratégique que pourra être dégagée la vision contemporaine de la Grande Stratégie d'un cas d'étude.

- Temps 3 : Partie II : Les cas d'étude (dimension pratique) :

Une fois dégagés les aspects théoriques de la Grande Stratégie des cas d'étude il faudra s'attacher à la caractérisation de sa dimension pratique qu'est son efficacité. Pour ce faire, lorsque les faits de l'histoire n'ont pas permis d'apporter de solution (ce qui est le cas bien entendu des derniers documents doctrinaux qui à l'heure actuelle demeurent

⁵ Pour chacun d'entre eux une sous-partie sera dédiée à la présentation des sources mobilisées, afin d'entendre précisément l'analyse des documents doctrinaux, et de saisir parfaitement la place de la littérature de seconde main ainsi que des éléments de première main comme les entretiens effectués.

prospectifs), il faudra pallier à cette impossibilité de tests par l'apport du *wargaming* et des entretiens. Ainsi, seront présentées les simulations créées, le rapport de leur mise en œuvre, et les conclusions qui en ont été tirées.

- Temps 4 : Partie III : La grande stratégie des petites puissances : discussion

Une fois les cas d'étude traités, il conviendra de prendre de la hauteur afin de retrouver les hypothèses concernant la Grande Stratégie et les petites puissances pour apporter les conclusions tirées des analyses théoriques et pratiques. Il s'agira par conséquent tout à la fois de traiter des questions conceptuelles (modalités de développement d'une Grande Stratégie par une petite puissance, apport du *wargaming* en tant que méthode de recherche...), que des questions plus générales comme l'apport des concepts développés par les petites puissances pour la généalogie stratégique, le lien entre Grande Stratégie et efficacité dans le système international, etc. C'est à ce titre que pourront être exprimées les leçons générales de la thèse.

Chapitre 2. Cadre méthodologique

La dimension conceptuelle effectuée au sein de ce travail de thèse est aussi importante que l'analyse des cas d'étude à proprement parler puisqu'elle entend fonder une grille méthodologique générale de la Grande Stratégie des petites puissances. Dans cette optique il convient de distinguer le cadre des recherches des outils d'analyse (concepts, méthodologies). Le premier (cadre de recherche), soutient l'ensemble de la structure de la thèse en déterminant les méthodes employées et la caractérisation précise des concepts structurants qui vont s'appliquer à l'ensemble de la recherche. Les seconds (outils d'analyse), permettent d'énoncer à la fois les rapports entre les divers concepts, mais également de constituer la grille d'analyse appliquée aux cas d'étude.

Ce premier temps de la thèse procède ainsi en trois chapitres : celui-ci consacré au cadre méthodologique, puis les suivants aux diverses dimensions des outils d'analyse. Ainsi, après un chapitre 2 centré sur la présentation des concepts structurants, le chapitre 3 sera dédié aux outils conceptuels et à leurs interactions, tandis que le chapitre 4 portera sur la définition de la grille d'analyse et des outils méthodologiques nécessaires à son application en particulier les méthodes d'analyse de la dimension pratique.

Le cadre méthodologique, présente une double filiation : Histoire et Relations Internationales. Cette dernière fournissant un trio de concepts structurants que sont la Grande Stratégie, le Dilemme de Sécurité, et les petites puissances.

Un avertissement s'impose d'emblée avant de se pencher sur la méthodologie de ce travail. Le champ analytique sélectionné, n'est que l'un des choix possibles pour traiter de la Grande Stratégie des petites puissances, en l'occurrence en s'intéressant exclusivement à l'étude stratégique des acteurs et donc à leur pensée rationnelle. Une telle approche ne saurait ainsi être exempte de biais d'interprétation, avec comme plus grand risque en l'espèce une sur-rationalisation des faits. Dans le même ordre d'idée, parce que l'auteur de cette thèse est un être pensant qui par nature est influencé par ses expériences, référentiels culturels, et activités professionnelles⁶, ce travail ne saurait prétendre à une parfaite objectivité. Toutefois, conscient de ces limites, la méthodologie construite dans le premier temps de la thèse entend diminuer autant que faire se peut les biais d'analyse, en ayant notamment recours à une grille analytique étoffée mêlant études théoriques et pratiques⁷.

Cette mise en garde prise en compte, il apparaît que l'on ne peut entendre de manière satisfaisante la Grande Stratégie appliquée à un acteur des relations internationales sous le prisme d'une méthodologie unique puisque de par son inscription à la fois dans les rapports de puissance entre Etats et dans un développement des capacités sur le temps long, l'Histoire et les Relations Internationales s'y co-constituent. Interdépendance dont découle une double filiation méthodologique avec un pan particulier de l'Histoire qu'est l'histoire militaire, ainsi que le recours aux relations internationales au travers de l'école néo-réaliste mettant en exergue l'anarchie et l'impératif de survie, le système international et la maximisation des moyens de la puissance, ou encore l'influence déterminante des perceptions, théorie des Relations Internationales qui sera dans ce travail de thèse enrichie d'un emprunt à la vision constructiviste de l'identité des acteurs.

⁶ Bien que puisque cette recherche n'est financée par aucun organisme (public ou privé) elle s'affranchit *a minima* de tout conflit d'intérêt de cet ordre.

⁷ Dans ce second cas d'ailleurs, le recours massif au wargaming permet par nature de mettre en œuvre un ensemble de garde-fous du fait d'un outil construit autour de la diminution des biais cognitifs et de la réduction de la variance pour fiabiliser les résultats, sensibilisant l'auteur à leur prise en compte tout au long du travail de recherche.

2.1. DE L'USAGE DES SCIENCES HISTORIQUES

L'Histoire en tant que méthode emporte de nombreuses définitions et sous-tend de vifs débats sur son usage et sa portée. Loin ici l'idée de trancher ce nœud gordien ou d'entrer dans une analyse historiographique, cependant l'Histoire comme outil de recherche et cadre d'analyse de ce travail de thèse entend une vision particulière qu'il convient de détailler.

En effet, puisque son application sera utilisée pour l'étude des dynamiques du temps long et des évolutions des Etats dans la mise en œuvre d'une Grande Stratégie, l'Histoire n'est pas dans la thèse simple relation de faits, elle entend poursuivre une visée explicative de compréhension des événements et surtout elle est vue comme dynamique c'est-à-dire qu'elle permet par le passé d'éclairer le présent.

Vision de l'Histoire telle que définie par John Keegan⁸ :

« Permettre une meilleure compréhension et non-pas seulement une meilleure connaissance du passé, là est le vrai devoir de l'historien »

L'Histoire sera ainsi vue comme le moyen de comprendre le présent et de guider l'avenir⁹, dans le sens originel défini par Thucydide lorsqu'il énonce le but donné à son étude historique de la guerre du Péloponnèse¹⁰, la méthode historique est la clé pour interpréter le présent et déterminer les orientations du futur. Il ne s'agit bien entendu pas de verser dans la prédiction mais bien de prendre en considération les tendances lourdes influant sur l'action actuelle et la vision du futur probable d'un acteur.

⁸ John Keegan, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013, p.25.

⁹ John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, *A guide to the study and use of military history*, Center for military history, Washington, United States Army, 1988, p.14.

¹⁰ « *L'histoire de la guerre du Péloponnèse est pour ceux qui désirent une connaissance exacte du passé en tant qu'aide pour l'interprétation du futur* » : Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Folio classique, 2000, p.15.

2.1.1. L'Histoire du temps présent et l'Histoire prospective

Prendre en compte des faits récents auxquels sont appliqués une méthode historique n'est pas une innovation propre à ce travail, c'est pourquoi il convient de présenter les deux principaux courants sur lesquels il va pouvoir se baser.

Le premier d'entre eux concerne l'histoire immédiate, souvent représentée par l'*Institut du temps présent* créé par le CNRS en 1978 et qui ouvre la voie à la formalisation de ce type d'Histoire en remettant en cause le précepte classique liant objectivité des travaux et distance temporelle avec l'objet d'étude¹¹.

Il s'agit d'une reprise du travail des *Annales* qui voulaient fonder une histoire plus immédiate avec des commentaires du temps présent, comme par exemple en 1937 un numéro portant sur l'Allemagne nazie¹². L'Histoire est alors définie comme une « relation entre passé et présent » qui doit aider le présent et servir de guide pour l'avenir. L'on approche de ce fait d'une vision prospective de l'usage de l'Histoire.

La question la plus régulièrement opposée à cette vision de l'histoire était centrée sur l'impossibilité d'appliquer la même rigueur méthodologique au traitement de faits contemporains, aussi très rapidement l'histoire immédiate s'est dotée d'une grille d'analyse précise reposant sur trois points¹³ :

- La valorisation du témoignage oral : qui bien que non-indispensable est le privilège de l'histoire récente et un atout indéniable.

Reprenant pour une large part les préceptes de l'*oral history*, il s'agit d'accorder une place toute particulière aux témoignages des acteurs sur des évènements, afin de les utiliser en

¹¹ Patrick Garcia, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS*, 2003, 5pages.

¹² Cette pratique est même souvent énoncée comme faisant partie intégrante de l'étude de l'histoire, avec les premiers historiens comme analystes du temps présent : Thucydide étant l'archétype.

¹³ C. Delacroix, F. Dosse (dirs.), « Histoire du temps présent », *Historiographie : concepts et débats*, Volume I, Folio histoire, 2020 (1^{ère} édition : 2010), pp. 282-293 (646pages).

tant que sources à part entière¹⁴. Cette dimension sera particulièrement utile pour la thèse, où le fait de procéder à des entretiens mais également de se fonder sur les mémoires des dirigeants, permettra d'étoffer la compréhension des mécanismes de fondation de la pensée stratégique et de la Doctrine d'un acteur à un moment donné. En effet, dans le cas de l'étude de la Grande Stratégie la parole des acteurs a une importance particulière puisque l'objet d'étude qui est un processus de pensée est très peu matérialisé. La parole des praticiens est ainsi utile pour détailler les éléments qui ne peuvent être déduits de la seule étude documentaire.

- L'histoire n'est pas seulement une vision du passé, elle sert l'avenir : vision incarnée dans la maxime de François Lérída : « L'histoire est tout ensemble analyse du passé, mise en perspective du présent et anticipation de l'avenir ».

Plus qu'un rappel, cette logique présente un caractère méthodologique en soi puisqu'elle énonce la connaissance du passé comme incomplète si elle ne prolonge pas son action pour éclairer le présent et donner des clés de lecture pour mieux comprendre les défis à venir. L'étude de l'histoire immédiate réside donc en partie dans cette liaison entre connaissance du passé et usage pour l'action présente.

- L'histoire même prospective doit demeurer une logique de la connaissance et non pas servir de guide politique ou idéologique.

La question de l'objectivité doit demeurer centrale pour assurer la crédibilité des résultats, renforçant l'impératif de neutralité et de rigueur dans l'exploitation de résultats et la production de conclusions.

La thèse dans son étude d'une période récente, avec un objet sans distance temporelle et exprimant une analyse prospective (doctrines projetées vers le futur) étayée par des entretiens et des tests pratiques, s'inscrit par conséquent en droite ligne de ce courant qu'est « l'histoire du temps présent ». Elle se fondera ainsi en partie sur la méthodologie qui a été présentée.

¹⁴ Oral history association, *Oral history metadata and description: a survey of practices*, survey report, Décembre 2020, 36pages.

Toutefois, il est impossible de s'arrêter à cette seule dimension, ce serait oublier un pan majeur de l'analyse des cas d'étude qu'est la caractérisation de leur pensée stratégique prospective, avec des documents produits ces dernières années qui projettent une vision doctrinale au futur (horizons 2030 pour la plupart). *L'histoire du temps présent* ne pouvant s'accommoder de cette variable, il convient par conséquent d'enrichir notre méthodologie en recourant à *l'histoire prospective*. A l'instar de l'histoire immédiate, la prospective historique n'est pas une vision nouvelle et s'inscrit dans une historiographie. Les débuts de cette méthode historique remontent aux années 1940 avec la fondation aux Etats-Unis de cercles de réflexion sur le futur des relations internationales, en particulier la vision du monde au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, le tout conduisant notamment à la fondation du célèbre *think-tank* de la RAND corporation. Il faut attendre les années 1950 pour qu'un mouvement similaire émerge en France, incarné en particulier par Gaston Berger et Bertrand de Jouvenel fondateur du concept de « futuribles », processus à l'origine de toutes les analyses des grandes commissions aux plans et instituts dédiés à la prospective technologiques, sociales et militaires qui seront fondés dans les années suivantes. L'objectif de ce courant méthodologique étant de présenter le futur comme un élément qui peut être analysé scientifiquement par le biais de l'Histoire et d'expertises stratégiques, afin de distinguer les ruptures éventuelles et surtout la résilience des modèles mis en œuvre dans le temps¹⁵. C'est toute l'ambition du travail de thèse sur les doctrines à visée prospective, qui nécessitent une grille de lecture structurée et disposant d'une capacité à tester la praticité des modèles définis par le biais d'un test de leur résilience. Ainsi, c'est tout naturellement que cette posture sera adaptée à l'analyse des doctrines, qui sont des projections sur les menaces dans le futur et les moyens de les combattre, faisant de cette base méthodologique qu'est « l'histoire prospective » un point fondamental pour la thèse, avec une place aussi importante que l'Histoire du temps présent et l'Histoire militaire, et s'incarnant en particulier dans le test pratique des doctrines futures par le *wargaming* (cf. Chapitre 4).

¹⁵ Hugues de Jouvenel, *Brève histoire de la prospective, futuribles*, 2012, 5pages.

Le premier pilier méthodologique de ce travail de thèse qu'est le cadre historique s'inscrit, par conséquent, dans un pan particulier de la recherche qu'est l'histoire immédiate et prospective, champ le plus adapté à la caractérisation de la Grande Stratégie et à la compréhension des doctrines qu'elles soient passées ou exprimées pour le futur. Toutefois, le cadre méthodologique ne s'arrête pas à ce constat premier puisque ce n'est pas toute l'Histoire en tant que méthode qui est utilisée ici, mais une branche de celle-ci qu'est **l'Histoire militaire**. Il s'agit donc désormais, d'inscrire cette dernière dans le champ de l'étude de l'Histoire immédiate et prospective.

2.1.2. L'Histoire militaire

L'histoire militaire dans son acception élémentaire, en synthèse des définitions de Hans Delbrück et Michaël Howard, peut se caractériser comme la **vision sur le temps long d'une société faisant face à des conflits et potentiellement à l'action de guerre dont la bataille 'n'est qu'un accroc dans le tissu social'** (Delbrück)¹⁶ **et dans laquelle par conséquent la société globale domine liant sur le même plan l'économique, le militaire et le diplomatique** (Howard)¹⁷.

La cadre même de l'Histoire militaire ainsi considérée s'inscrit directement dans les concepts cadres étudiés puisque la Grande Stratégie représente cette vision de temps long et se construit face à un ensemble de menaces perçues, desquelles émergent défis et opportunités (Dilemme de Sécurité). Toutefois, une double dynamique sous-tend l'Histoire militaire, celle des causalités générales et celle de l'étude des événements

¹⁶ Hans Delbrück, *La stratégie oubliée : Périclès, Frédéric le Grand, Thucydide et Cléon*, Broché, 2015 (texte original de 1890), 192pages.

¹⁷ Michaël Howard, *La guerre dans l'histoire de l'occident*, Fayard, 1988, 168pages.

particuliers que sont les batailles. C'est ce qui conduit Henri de Jomini au XIX^{ème} siècle à discerner trois catégories de l'Histoire militaire en tant que méthode d'analyse¹⁸ :

- L'histoire « dans sa version pure » : relation des faits minutieusement sans interprétation pour décrire simplement le déroulé d'un évènement.
- L'histoire des campagnes et opérations : résulte de l'examen du succès d'une action et de la part prise par les principes de la guerre dans ces succès, l'on procède alors par comparaison des évènements afin de déterminer les évolutions de l'art de la guerre.
- L'histoire militaire-politique : étude du conflit dans son spectre le plus large afin de dégager les leçons de la conduite de celui-ci par un Etat et des concepts mis en œuvre, en associant au militaire l'étude des dimensions politiques, économiques et sociales.

C'est cette dernière catégorie qui forme la méthode utilisée dans cette thèse, qui édité notamment par l'US Army¹⁹ qualifie l'Histoire militaire comme l'étude de l'ensemble de la composante étatique avant, pendant et après un conflit dans l'usage des instruments à sa disposition pour obtenir la victoire. L'action armée selon cette conception se définit alors en fonction de variables structurantes, ainsi que l'effectue par exemple le Colonel Reichel qui fait de l'Histoire militaire l'étude du choc²⁰. La particularité de l'action guerrière qu'est le contact avec l'ennemi est de ce fait gouvernée par le choc, préparé par la manœuvre et prolongé par le feu. Cette vision toutefois uniquement centrée sur les opérations et l'action militaire stricto-sensu s'écarte de la définition initiale de Delbrück et d'Howard, elle permet en miroir de replacer l'importance fondamentale de l'action qui

¹⁸ Jean-Jacques Langendorf, *Faire la guerre : Antoine-Henri Jomini, Tome II : le penseur politique, l'historien militaire, le stratéliste*, Paris, Broché, 2004, pp. 192-194.

¹⁹ "Military history is concerned with how nations prepared for war, how they wage and terminate wars, how preparing for and fighting wars influence society, and how nations assign and regulate the peacetime functions for armed forces" : John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, *A guide to the study and use of military history*, op. cit., p.31.

²⁰ Colonel Daniel Reichel, *Le choc*, Armée Suisse, service historique, 1984, 64pages.

ordonne et définit les contours de cet acte de guerre, et qui agit au niveau politique : la Stratégie dérivant elle-même de la Grande Stratégie.

Ainsi, l'histoire militaire telle que considérée ici reprend l'idée de concepts structurants, mais s'attache non-pas à la variable uniquement militaire et opérationnelle alors gouvernée par la réalité du choc comme l'énonce Reichel, **mais bien au niveau supérieur de la Grande Stratégie**. Celle-ci cherchant à définir les concepts structurants la société face aux conflits avec la bataille comme accroc et non-pas comme rapport dominant.

Une fois ces éléments pris en compte dans la définition du cadre de l'Histoire militaire traitée dans cette thèse (politico-militaire) il s'agit de savoir quelle méthode sera privilégiée puisque divers débats structurent ce pan de la discipline historique.

Deux grands courants s'affrontent en effet dans l'étude du fait militaire par l'Histoire, une vision dite traditionnelle et souvent qualifiée « d'histoire bataille » et une vision moderne rompant avec la centralité de l'affrontement dénommée « *new military history* ».

L'histoire-bataille est généralement définie comme une *histoire centrée sur les événements les plus marquants et les plus politiques de l'histoire*. Il s'agit donc d'une lecture de l'histoire centrée sur les guerres et les nations avec en ce qui concerne le fait militaire une vision focalisée sur la stratégie et les opérations²¹. Cette Histoire dite « d'en haut » se concentre ainsi sur l'étude des batailles et conflits d'un point de vue d'ensemble et sur la vision centrale de la décision du commandement.

La « *new military history* » pour sa part entend proposer une histoire « par le bas » centrée sur le point de vue des soldats, les mentalités, et les autres dimensions structurantes des conflits (maladies, foi, etc.)²². Le pionnier de ce modèle étant John Keegan dans *Anatomie*

²¹ C. Delacroix, F. Dosse (dirs.), « Histoire bataille », *Historiographie : concepts et débats*, Volume I, Folio histoire, 2020 (1ère édition : 2010), pp. 162-169 (646pages).

²² Jiri Hetecka, "New military history of the first World War", *History-theory-criticism*, volume 1, 2018, pp. 99-123.

de la Bataille qui déconstruisait méthodiquement les mythes associés aux batailles dites « décisives »²³. Depuis de nombreux auteurs ont empruntés cette voix, comme par exemple Victor Davis Hanson dans *Le modèle occidental de la guerre*, ouvrage qui présente toutes les facettes de la bataille d'hoplites, de la tactique aux équipements, en passant par les mentalités ou encore l'aide de l'alcool. Pavé de bonnes intentions, ce modèle est toutefois souvent caractérisé comme réalisant une rupture plus politique de méthodologique, en dénonçant notamment le manque d'objectivité de « l'histoire bataille » souvent financée par les ministères et autres académies militaires²⁴.

Si l'on se penche désormais sur la méthode la plus adaptée à ce travail de thèse, il faut avant tout s'attacher à son apport pour les objectifs de recherche. De ce fait, un prisme dominant est à retrouver dans la réhabilitation de l'Histoire militaire traditionnelle puisque la Grande Stratégie et le Dilemme de Sécurité s'incarnent dans l'histoire politique et les événements majeurs, et sont centrés sur la décision du commandement. Ainsi, l'Histoire militaire traditionnelle permettra d'analyser :

- Par la théorie : les objectifs, les plans (doctrine), les actions, et les conséquences historiques.
- Par la pratique : les résultats, l'efficacité des plans et des décisions, l'adéquation entre planification et succès...

La « *new military history* » pour sa part semble plus éloignée des questions de recherche de la thèse, et sera plus utilisée en tant que garde-fou, notamment dans le besoin de faire ressortir de nouveaux enjeux de l'étude de l'histoire. A ce propos, le recours à cette méthode sera convoqué lors des analyses relevant de « l'histoire sociale » dans le cadre

²³ Une référence plus ancienne peut même être évoquée avec Georges Duby et son *Dimanche de Bouvines*, mais il s'agit alors plutôt d'une vision mixte, qui bien que centrée sur la bataille décisive et sa narration/explication, vient introduire des éléments nouveaux (représentations, équipement et formation des combattants...).

²⁴ Joanna Bourke, "New military history", *Palgrave advances in modern military history*, Palgrave Macmillan, 2006, pp.258-280.

de l'étude des frictions interagences et interarmées dans la mise en œuvre des doctrines et leur impact sur l'efficacité de la Grande Stratégie des acteurs étudiés.

Au bilan, la vision de **l'Histoire en tant que méthode analytique** pour ce travail de recherche est centrée sur un outil de **compréhension du temps long à destination de l'entendement du présent et des lignes directrices façonnant l'avenir (Histoire du temps présent et Histoire prospective)** ; elle prend également place dans un **champ particulier qu'est l'Histoire militaire, qui de niveau politique** conduit à distinguer entre les opérations (qui sont étudiées mais secondaires) et la conception stratégique (domaine principal de l'étude), pour une **étude globale des rapports de puissances entre Etats dans la résolution des menaces perçues** (Grande Stratégie), impliquant ainsi une focale sur l'Histoire militaire dite « traditionnelle ».

Le cadre théorique défini, encore faut-il en présenter les modalités concrètes pour conduire l'analyse des faits historiques militaires.

En effet, la **méthode historique du temps présent et de l'avenir est ainsi considérée dans une nature double entre science et art** ainsi que l'énonçait Basil Liddell-Hart²⁵ :

- Science : l'Histoire a pour objet un traitement scientifique des faits dans la sélection des sources selon un principe d'objectivité et l'usage d'une méthode concrète et solidement définie.
- Art : malgré son désir d'objectivité, l'Histoire comme toute science sociale implique une part de subjectivité, celle-ci s'inscrit dans la mise en lumière des rapports de causalité par l'intuition.

Le premier cadre méthodologique de l'usage de l'Histoire est ainsi posé, la définition des déterminants historiques de la pensée stratégique des Etats devra se faire selon une grille

²⁵ Basil H. Liddell-Hart, *Why don't we learn from history?*, Sophron, 2012, pp.9-10.

d'analyse la plus objective possible²⁶ et précisément déterminée, mettant en lumière des faits jugés pertinents dont la sélection implique que les conclusions déduites ne pourront jamais prétendre à l'exhaustivité. Ladite subjectivité mettant en garde sur le risque des analogies qui ne pourront être effectuées que dans un cadre contextuel bien précisé avec une définition des différences de variables impliquées ; en outre est actée l'impossibilité de fonder des lois universelles, les redondances et concepts partagés auront toujours une unicité dans leur application dérivant des caractéristiques particulières de chaque acteur.

Un second pan méthodologique s'impose toutefois, pour discerner de manière concrète les outils qui seront mobilisés pour assurer l'objectivité de la grille d'analyse et permettre dans l'étude des faits historiques de chaque acteur de lier la double essence de science et d'art. Deux dynamiques ont ainsi été sélectionnées²⁷ :

I. Méthode selon la vision de l'acteur :

Ensemble de questions posées pour chaque évènement particulier manifestant une action de Grande Stratégie face à une menace : qui étaient les participants ? que s'est-il passé ? quand et où ? comment l'action s'est-elle développée et selon quels principes, pour quel but ? pourquoi les évènements se sont-ils déroulés ainsi du point de vue de l'acteur considéré ? quelles significations retirer de cet évènement ?

II. Méthode selon une grille analytique :

Elle se décompose de six points appliqués invariablement à tout évènement jugé pertinent : évaluation de la situation stratégique, revue des dispositions tactiques/manœuvres et des objectifs poursuivis, liste des autres facteurs affectant

²⁶ Bien que comme de nombreux théoriciens l'aient énoncé (et sans rentrer dans une analyse historiographique) l'objectivité absolue est une chimère, toute vision historique étant une interprétation. Il s'agit donc d'essayer de se rapprocher au plus près de l'objectivité tout en étant conscient de ne pouvoir à tout moment s'extraire d'éventuels biais cognitifs.

²⁷ Méthode inspirée notamment des pages 52 à 55 de John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, *A guide to the study and use of military history*, op. cit., dont le texte est à retrouver dans l'annexe n°1 p.648 afin que le lecteur puisse en avoir une version plus détaillée.

l'évènement, synopsis du déroulé de l'évènement, leçons/tendances historiques produites par l'évènement, signification en termes de Grande Stratégie de l'évènement.

Le premier jalon méthodologique de la grille d'analyse de la thèse étant posé il convient désormais de s'attacher à la seconde filiation, celle des relations internationales.

Schéma n°1 : synthèse de l'usage de la méthode historique dans la thèse



2.2. LE RECOURS AUX RELATIONS INTERNATIONALES

L'histoire militaire en tant qu'étude globale des rapports de puissance ne peut se séparer dans une étude de niveau stratégique des théories des Relations Internationales. Les deux cadres méthodologiques telles les faces d'une même pièce se co-constituent pour permettre une analyse complète prenant en compte l'entièreté de la Grande Stratégie.

Néanmoins à l'instar de l'Histoire, les Relations Internationales ne sont pas un ensemble unifié et expriment une pluralité de paradigmes formant autant de clés de lecture des relations entre acteurs. De ce fait, il nous faut décliner précisément le cadre méthodologique utilisé dans la thèse, servant de fondement à l'étude de la Grande Stratégie des petites puissances.

Ainsi en termes de théories des Relations Internationales, la thèse prend appui sur une **vision dominante** qu'est le **néo-réalisme structuraliste** tel que défini par Kenneth Waltz et postulant que l'élément déterminant des relations internationales est le **Système International** qui est le produit des interactions entre les acteurs mais agit également sur eux. **Rapport de co-constitution qui permet de distinguer une évolution des rapports de force en fonction de la nature dudit système** (fondé sur la norme, fondé sur la guerre...) ²⁸.

Ce paradigme des relations internationales prend appui sur les présupposés fondamentaux du **paradigme réaliste** impliquant que la nature égoïste de l'Homme est répliquée au niveau international poussant les acteurs à la **maximisation de leurs intérêts** (Morgenthau) ²⁹ ; Cette vision reprenant les postulats philosophiques et historiques de Hobbes et de Thucydide quant au **besoin pour chaque acteur de poursuivre le développement de sa puissance pour éviter que l'autre ne le fasse et que par ce biais il le subjugué** ³⁰.

²⁸ K. Waltz, *Theory of international politics*, New-York, Mac-Grav-Hill, 1979, pp.94-95.

²⁹ H. Morgenthau, *Scientific man VS power politics*, Chicago, Chicago university press, 1946, pp.29-30.

³⁰ Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Science Po les presses, 3^{ème} édition : 2009, p. 132.

La maximisation des intérêts ne pouvant se faire selon des règles acceptées par tous **en l'absence d'une entité supérieure contrôlant les moyens de la force** (il n'y a pas comme au sein de l'Etat un monopole de la violence légitime), c'est **la confrontation des acteurs** qui paradoxalement -en l'absence d'un acteur subjuguant tous les autres- **conduit à un équilibre relatif des puissances** et donc à mettre en avant une structure internationale (le « Système » selon Waltz). **Ladite structure est par conséquent de type anarchique, avec pour chacun le risque de guerre toujours présent qui implique que la maximisation des intérêts s'exprime à travers les rapports de puissance** (Carr)³¹. Rapports ne pouvant être réalisés que par une entité disposant des moyens de les conduire, c'est-à-dire des capacités à maximiser ses intérêts et ainsi par extension à menacer les autres ou à tout le moins à les empêcher d'atteindre leurs objectifs, **ensemble d'actions ne pouvant alors dériver que des Etats considérés comme l'acteur dominant du Système International**³².

Deux précisions essentielles sous-tendent cette affirmation.

La première concerne la raison méthodologique propre à cette prééminence de l'Etat (statocentrisme)³³. Au-delà d'une conception théorique, il s'agit surtout de la seule entité

³¹ Edward Carr, *The twenty years crisis: 1919-1939*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2ème édition : 2001 (texte original: 1949), p.97.

³² Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, op. cit.

³³ Le terme a de fait été régulièrement connoté péjorativement parce qu'utilisé par les détracteurs de cette vision qui contestaient le monopole de cet acteur sur les Relations Internationales (cf. Vincent Chapaux, Julien Pieret, « statocentrisme », *Dictionnaire encyclopédique de l'Etat*, Berger Levrault, Paris, 2015, pp. 864-874), on lui préférera donc pour la suite de la thèse le terme de « l'Etat acteur primordial ». Ce changement sémantique n'entraîne cependant pas un changement de signification, puisque par ce biais nous continuons à manifester la prépondérance de l'Etat dans les relations internationales et seule entité à même de créer une Grande Stratégie, ce qui implique que la structure prioritaire de l'étude demeure le gouvernement ou du moins la sphère décisionnelle de la politique étrangère (président, premier ministre...) comme lieu de fondation de la Grande Stratégie et de mise en œuvre de la Doctrine, de même que les doctrines proviennent d'institutions décisionnelles étatiques (ministères, états-majors...). L'on retrouve alors de ce fait en premier lieu le néo-réalisme des années 1970 usant de manière affirmée le concept de

à même de conduire une Grande Stratégie par le biais de la formation de doctrines générales définissant la posture de l'acteur face à des menaces existentielles comme le sont les dilemmes de sécurité. Cette affirmation nous amène à reprendre les théories de Bary Posen à propos de la caractérisation de la Doctrine. Il définit en effet, de même que nous le faisons dans la thèse par le biais des théories réalistes et néoréalistes, que l'atteinte de l'objectif primaire de sécurité implique une menace existentielle (que nous nommons Dilemme de Sécurité) imposant pour sa résolution la mise en place d'une Grande Stratégie, qui vient s'incarner de manière palpable dans la Doctrine. Cette dernière vient de fait fournir les objectifs concrets ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre³⁴.

Ainsi, la Grande Stratégie est le seul moyen d'assurer la survie et de maximiser la puissance sur le long terme, du fait d'une probabilité de conflits ou de pertes des intérêts toujours possible (en l'absence d'un mécanisme obligatoire de régulation pour les Etats) qui crée un état anarchique dans les relations internationales en ce qu'en définitive seule la puissance effectivement mobilisable peut contraindre l'autre³⁵. Selon Barry Posen, pour comprendre l'action de l'Etat dans les relations internationales il faut donc étudier le processus de maximisation de sa puissance qu'est la Grande Stratégie, en caractérisant sa manifestation palpable qu'est la Doctrine et en analysant son efficacité³⁶.

statocentrisme pour remettre en avant son caractère central (aucun autre acteur des RI ne l'ayant remplacé) dans le système international, ainsi qu'en second lieu la vision du droit international considérant qu'il s'agit quasi-exclusivement d'un droit interétatique (cf. *ibid.* p.872).

³⁴ Barry R. Posen, *The sources of military doctrine: France, Britain, and Germany between the world wars*, Cornell studies in security affairs, 1984, 282pages.

³⁵ L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 étant un exemple récent de cette logique, puisque le droit international ainsi que les organisations internationales ou même les autres grandes puissances n'ont pas réussi à s'opposer à l'action russe. Seul le rapport de puissance a alors joué dans cette crise, mêlant risque d'escalade et agitation du parapluie nucléaire.

³⁶ Comme nous le verrons dans la sous partie dédiée la Doctrine apparaît comme la seule manifestation/représentation de l'Etat agissant dans les relations internationales, puisqu'il s'agit du seul document qui décrit les actions à venir, les modalités de mobilisation des moyens, les objectifs à atteindre,

La Doctrine, manifestation de la Grande Stratégie, ne peut par conséquent s'incarner que dans l'Etat en tant que sphère de décision institutionnelle, expliquant « l'Etat acteur primordial » dans l'analyse.

La seconde précision, quant à l'usage de l'Etat comme acteur primordial des relations internationales et seule entité à même de conduire la Grande Stratégie, concerne la caractérisation précise de ce que recouvre cet acteur. Il ne s'agit pas de le considérer comme un tout monolithique, mais bien de s'intéresser à l'organe administratif de décision politique qui a en sa possession la capacité de mobiliser les moyens nationaux et internationaux à sa disposition et de prendre des décisions orientant sa course dans les relations internationales. Ainsi, exprimé de manière schématique il s'agit par exemple en France de la présidence de la république et des organes administratifs de décision dans chaque domaine (à titre d'exemple l'Etat-Major des Armées pour le volet militaire). L'Etat se rapproche par conséquent en réalité dans la thèse d'une vision minimaliste d'un organe de décision capable de mettre en œuvre les moyens de la puissance (force, économie, diplomatie) et de développer une planification de long terme. L'acteur étatique est par conséquent considéré dans son action stratégique comme un acteur rationnel dans sa définition de la Grande Stratégie³⁷.

et surtout qui prend à la fois en compte les contraintes internes (valeurs, traditions, budgets...) et les influences externes (géopolitique, structure du système international, anarchie...).

³⁷ Le détail de ces champs théoriques est à retrouver dans la caractérisation des fondements méthodologiques du wargaming.

<i>Tableau n°1 : Les présupposés réalistes</i>	
Maximiser ses intérêts	Les acteurs des relations internationales ont un comportement égoïste les conduisant à privilégier leurs intérêts
Anarchie du système international	L'absence d'une entité disposant du monopole de la violence légitime empêche une régulation du système
Logique des rapports de puissance	La poursuite d'intérêts dans une structure anarchique implique une opposition entre les acteurs avec un usage de la guerre possible imposant à chacun de développer sa puissance pour s'assurer de subjuguer l'autre en cas de conflit
Statocentrisme	<p>L'Etat est le seul acteur des relations internationales à même de conduire une réelle politique de puissance puisqu'il est le seul capable de conduire une Grande Stratégie et de produire une Doctrine.</p> <p>L'Etat est alors entendu dans sa vision minimaliste de la sphère décisionnelle capable de définir les objectifs de la nation sur le long terme et de mobiliser en conséquence les moyens nationaux et internationaux à sa disposition.</p>

Une fois cette genèse définie, le néo-réalisme poursuit une vision particulière en définissant le **système international comme cadre de l'action étatique et donc cœur de l'anarchie** dans laquelle les acteurs évoluent. Ce n'est pas la nature humaine mais bien l'action des acteurs dans une structure anarchique qui conduit les Etats à devoir maximiser leur puissance pour garantir leurs intérêts³⁸. Cette conception qui se distingue

³⁸ K. Waltz, *Theory of international politics*, op. cit.

du réalisme, **délaisse la vision immanente du rapport de puissance pour en conférer une explication dans le besoin de sécurité**³⁹. Pour Waltz en effet ce n'est pas par essence que l'Etat maximise sa puissance, puisque sans système anarchique il lui suffirait de poursuivre ses intérêts par un calcul supérieur à l'adversaire (comme dans la théorie des jeux par exemple) pour l'emporter. Or, du fait de la présence permanente des deux variables de l'anarchie que sont la possibilité des guerres et l'impossibilité en cas d'action adverse désavantageuse de faire appel à un arbitre, la politique de puissance est incontournable puisqu'elle est la seule garantie de survie. L'Etat doit alors équilibrer la puissance des autres Etats perçus comme une menace, logique de *Self-help*⁴⁰ **qui implique que l'anarchie du système international fonde pour tout acteur un Dilemme de Sécurité originel qu'est l'impératif de survie**. Il lui faut alors nécessairement pourvoir à une maximisation de sa puissance afin de garantir l'atteinte de ses intérêts et objectifs.

Cet impératif de survie a été interprété de manière théorique par deux courants opposés du néo-réalisme, la vision offensive de Mearsheimer et la théorie défensive de Waltz.

Le réalisme offensif postule que l'Etat ne se contente que rarement du statuquo et de la paix qui ne permet pas de maximiser ses intérêts et ne fait que figer sa puissance, aussi la réalité des relations internationales est à rechercher dans l'action offensive des Etats qui tendent à bousculer l'ordre établi pour atteindre une position hégémonique⁴¹. Bien que théoriquement pertinente, une telle vision ne peut correspondre au présent travail de thèse puisqu'elle demeure partielle en niant le rôle des petites puissances -cœur de ce travail- en faisant des candidats à l'hégémonie, donc *de facto* des grandes puissances, la seule variable structurant les relations internationales en influant sur le système international.

³⁹ K. Waltz, *Man, The state and war*, New-York, Columbia university press, 1959, pp.180-188.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ John Mearsheimer, *The tragedy of great power politics*, New-York, Norton, 2001, pp.21-30.

Cette vision rend donc impropre à l'action la grande majorité des 193 Etats dans le monde⁴².

A l'inverse, le **néo-réalisme défensif de Waltz**⁴³ s'applique à tous les Etats, qui **doivent maximiser leur puissance pour réduire les menaces issues du Dilemme de Sécurité qui pèse sur sa survie**. En outre, la théorie défensive de Waltz ouvre un champ d'étude plus large à même de convenir à l'étude globale qu'est la Grande Stratégie, puisque l'auteur postule que **la matérialité des actions et de la puissance ne suffit pas à définir l'action de l'Etat**⁴⁴. De fait, le **Dilemme de Sécurité ressenti n'est pas irréductible d'une action de la part d'autrui, mais peut simplement provenir de la menace perçue** inhérente au système international et aux caractéristiques de l'Etat considéré.

Ouverture néo-réaliste aux **perceptions** qui énonce la pluralité des menaces possibles et donc des intérêts notamment du fait de la position géographique de l'acteur⁴⁵. Cette théorie sera par la suite développée par Barry Buzan avec le concept du *complexe de sécurité*⁴⁶ :

« Groupe d'Etats géographiquement liés impliquant que le dilemme de sécurité de l'un ne peut être séparé de celui des autres »

Logique qui invite à considérer chaque acteur dans une dimension particulière puisque soumis à des impératifs sécuritaires propres en fonction de ses caractéristiques, qui peuvent se concevoir tant en autonomie qu'en groupes lorsque par exemple la proximité

⁴² Nations Unies, « Progression du nombre des Etats de 1945 à nos jours », un.org, 2020, <https://www.un.org/fr/sections/member-states/growth-united-nations-membership-1945-present/index.html>.

⁴³ Frédéric Charillon (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de science po, 2002, p.44.

⁴⁴ K. Waltz, *Man, the state and war*, op. cit.

⁴⁵ Frédéric Charillon (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, op. cit.

⁴⁶ Barry Buzan, *People, state and fear*, Colchester, ECPR Press, 3ème édition: 2007, p.190.

géographique l'impose. L'on s'écarte un peu plus du réalisme traditionnel pour **penser l'Etat en tant qu'acteur particulier qui par son identité possède un Dilemme de Sécurité propre et donc des moyens et articulation de ceux-ci** (Grande Stratégie) propres pour maximiser sa puissance. L'importance de ce particularisme également développé par Raymond Aron et Colin S. Gray chez les néo-réalistes postule une place particulière de la notion d'identité pour l'action stratégique de l'Etat⁴⁷, qui impose de souscrire à une seconde dimension théorique : le constructivisme.

Une digression méthodologique s'impose toutefois auparavant pour préciser le choix de ces théories pour ce travail de recherche. De fait, à la lecture de ces éléments certains doutes pourraient émerger quant à leur adéquation pour un travail de recherche contemporain, puisqu'il s'agit de concepts traditionnels dans les théories des relations internationales quelques peu datés (formulés dans les 1970) et exprimés dans un contexte bien défini qu'était le système international bipolaire structurant la Guerre froide. Néanmoins, il ne faut pas s'y tromper, ils demeurent plus que pertinents et sont même incontournables pour la méthode de recherche de ce travail de thèse. En effet, au-delà de leur simple intérêt historique puisque la Guerre froide couvre une large part de notre période de recherches, ils expriment surtout des notions intemporelles puisque l'étude de l'action des Etats comme acteurs principaux et soumis à des dilemmes de sécurité n'a pas cessé avec la Guerre froide. Au contraire, la fin de la bipolarité a coïncidé avec un regain des tensions internationales et la multiplication des crises et conflits, conduisant même les doctrines récentes des grandes puissances à théoriser un retour aux affrontements majeurs par la hausse des dilemmes de sécurité⁴⁸. Le modèle conceptuel mobilisé est donc plus que jamais d'actualité pour opérer une analyse de la Grande Stratégie d'un Etat.

⁴⁷ Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, op. cit.

⁴⁸ Pour ne citer que les plus emblématiques : U.S Department of Defense, *National defense strategy of the United States of America*, summary, 2018, 14pages ; Republic of Lithuania ministry of national defense, *Defense policy*, kam.lt, 2020 ; Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, *Vision stratégique : supériorité opérationnelle 2030*, Armée de Terre, avril 2020, 20pages.

<i>Tableau n°2 : Le néo-réalisme défensif</i>	
Le système international cadre de l'anarchie	L'anarchie ne provient pas du comportement égoïste des acteurs mais d'un système sans instance supérieure qui impose le développement de la puissance
Les rapports de puissance proviennent de l'impératif de survie	Dans un système anarchique demeure toujours le risque d'être détruit par l'ennemi, la survie devient donc l'élément moteur de l'Etat qui de se fait doit maximiser sa puissance
Dilemme de sécurité	L'impératif de survie projette sur l'Etat un ensemble de menaces existentielles créatrices d'un dilemme de sécurité originel
Importance des perceptions	L'impératif de survie et donc les menaces qui en découlent sont propres à chacun du fait du système et des caractéristiques de chaque Etat, les actions et critères matériels ne peuvent donc expliquer l'entièreté du dilemme de sécurité et de la maximisation de la puissance, laissant la place à l'importance des perceptions

Le besoin de s'attacher à l'identité des acteurs et de leurs perceptions pour expliquer la mise en œuvre historique d'une Grande Stratégie face à un ensemble de menaces, implique d'ajouter à la théorie dominante du néo-réalisme structuraliste dans le cadre méthodologique de la thèse, une **théorie secondaire liée** qu'est le **constructivisme**.

Au sein de cette école théorique aux développements nombreux, la thèse ne reprendra que la vision première exprimée par Alexander Wendt⁴⁹ :

« Les identités sont le fondement des intérêts »

⁴⁹ Alexander Wendt, "Anarchy is what states make of it. The social construction of power politics", *International theory: critical investigations*, 1992, pp.127-177.

Chaque Etat de par sa structure nationale issue de son histoire et de ses déterminants propres (géographie, économie, structure sociale) **poursuit des intérêts et objectifs particuliers en fonction également de la menace qu'il perçoit**⁵⁰. Cette lecture permet ainsi d'appuyer une vision particulière du dilemme de sécurité propre à chaque Etat **issue de son identité**.

Selon cette lecture il y a donc bien un intérêt structurel à la survie exprimé par un dilemme de sécurité originel et constant fruit de l'anarchie du système, mais qui n'est pas unique et dépend en réalité de chaque acteur en fonction de son particularisme ou encore de son identité qui évolue en fonction des circonstances et du fil de l'histoire (apprentissage, modification de sa situation géographique et/ou sociale, etc.).

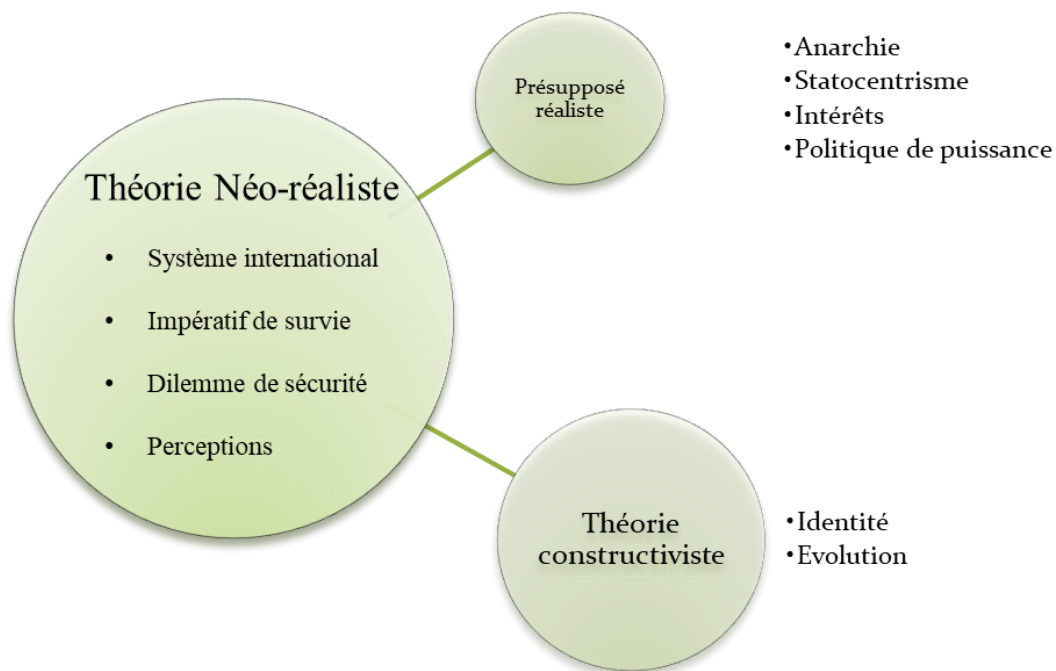
Le constructivisme étant dès lors **l'outil conceptuel** des théories des relations internationales le plus à même de **prendre en compte les évolutions de l'action d'un Etat dans le système international**, dimension cardinale dans une étude de la Grande Stratégie se modifiant sans cesse en fonction de l'évolution du contexte et modelée au fil de l'évolution historique de l'acteur lui-même.

<i>Tableau n°3 : L'approche constructiviste</i>	
L'identité	Les menaces perçues comme les intérêts poursuivis et les voies de maximisation de la puissance sont propres à chaque acteur en fonction de son identité
Changements et évolution	L'identité évolue en fonction de l'histoire (expériences vécues par l'Etat) et de la modification de la menace, conduisant à lire l'action de l'Etat comme une suite d'évolutions construites dans une logique relationnelle (interactions de l'acteur avec son milieu et les autres acteurs)

⁵⁰ Ibid.

De manière synthétique le **cadre méthodologique de la thèse** en ce qui concerne les théories des Relations Internationales est par conséquent **centré sur une lecture néo-réaliste défensive postulant un besoin de survie fondamental de la part de l'Etat** (acteur dominant) **du fait de l'anarchie du système international**, besoin issu d'un ensemble de menaces perçues conduisant à structurer les relations internationales selon **le Dilemme de Sécurité**. Toutefois **celui-ci n'est pas unique** et réductible à des éléments matériels, **mais dépend de la perception que chaque acteur a** de lui-même, des autres et du système international, conduisant à étudier l'Etat comme une entité particulière **dépendante de son identité**.

Schéma n°2 : La méthodologie des relations internationales dans la thèse



Le cadre théorique ainsi formulé est indispensable pour l'étude de la Grande Stratégie des petites puissances puisque seule une vision centrée sur l'Etat et le besoin de répondre à une menace existentielle qu'est le Dilemme de Sécurité permet de rendre compte de la mise en œuvre de la Grande Stratégie. En outre, seule une vision défensive centrée sur la sécurité et non-pas l'hégémonie permet de s'intéresser aux petites puissances, qui ne pouvant prétendre à la domination doivent développer les moyens de la survie. Enfin le

concept d'identité postule pour une analyse comparative et différenciée des petites puissances qui ne peuvent être conçues comme un ensemble unifié mais bien différent pour chaque acteur et surtout évolutif, donnant un lien direct entre étude historique de la Grande Stratégie et analyses des relations internationales.

Nous avons, par la définition de l'Histoire militaire et des Relations Internationales telles qu'elles seront mobilisées dans la thèse, défini le cadre méthodologique fondamental soutenant ce travail de recherche. Toutefois, avant de pouvoir refermer le champ du cadre des recherches, il convient de mettre en exergue la seconde partie de cette charpente théorique qu'est l'étude des concepts structurants. Ceux-ci cadrés par la double filiation méthodologique (Histoire et Relations Internationales) sont d'une importance cruciale puisqu'ils président à l'ensemble de l'analyse ultérieure et renvoient surtout à la nature même du sujet de recherche. Trois ensembles conceptuels sous-tendent ainsi la thèse, le Dilemme de Sécurité, la Grande Stratégie, et la notion de petite puissance.

2.2.1. Dilemme de sécurité et action de l'Etat dans les relations internationales

Dérivant directement du cadre méthodologique évoqué supra, le Dilemme de Sécurité (DS) est le concept primordial présidant à l'étude de la Grande Stratégie des petites puissances. Il s'agit en effet de la clé de lecture principale de l'action de l'Etat dans le système international comme nous l'avons constaté avec la théorie néo-réaliste.

Deux visions sont en effet possibles, une focalisation sur la paix par les normes avec un système international légaliste régissant les rapports de puissance -telle la vision américaine post-seconde Guerre mondiale avec la création de l'ONU, du GATT et du FMI-, ou bien la paix par la sécurité c'est-à-dire la mise en œuvre d'un équilibre des puissances avec des Etats développant des Grandes Stratégies pour maximiser leurs intérêts et assurer leur survie face aux menaces (Dilemme de Sécurité). Bien que la paix par les normes soit un élément à ne pas négliger, le travail de thèse ici conduit dans une logique néoréaliste postule pour une **domination historique des rapports de puissance**

et par conséquent de la **permanence de la Grande Stratégie face à l'élément structurant du DS.**

Vision indispensable en outre pour traiter de l'action contemporaine de l'Etat avec depuis 2014 et les actions russes en Ukraine (Crimée puis Donbass) un retour de la focalisation doctrinale sur la compétition entre puissances. Cette dernière étant issu d'un constat unanime d'une érosion du multilatéralisme et de l'échec de la gouvernance par le libéralisme et les valeurs avec le retour comme en Crimée des annexions territoriales et de l'interventionnisme armé d'ampleur⁵¹ ainsi que les actions russes et turques en Syrie et en Libye, puis la guerre en Ukraine le démontrent. De ce fait, les Etats fondent leur action dans le système international actuel et futur comme une lutte de puissance dans laquelle une maximisation des intérêts passera nécessairement par la mise en œuvre d'une vision stratégique supérieure⁵².

Ce retour de **l'anarchie du système international centrée sur la compétition stratégique** et donc la production de menaces, fait du **DS l'outil primordial de lecture de l'action étatique moderne**, et oriente par conséquent naturellement le travail de thèse sur ce biais, afin que l'étude conduite sur le temps long n'aboutisse pas dans sa lecture contemporaine à une impasse. Cette vision conceptuelle s'inscrit ainsi dans l'assertion célèbre de John Mearsheimer⁵³ :

⁵¹ Vision couplée à un consensus sur le retour probable des conflits de haute intensité. Définition unanime dont le florilège de doctrines militaires suivant donne un aperçu : U.S Department of Defense, *National defense strategy of the United States of America*, summary, 2018, 14pages ; Latvian ministry of defence, *Defense policy*, mod.gouv.lv, 2020 ; Republic of Lithuania ministry of national defense, *Defense policy*, kam.lt, 2020 ; Ministry of defense, *National security concept*, Estonian ministry of defense, 2017, 22pages ; Norwegian ministry of defense, *The defence of Norway capabilities and readiness: long term defense plan 2020*, Norvège, Juillet 2020, 24pages.

⁵² Ainsi en France de la nouvelle vision stratégique de l'Armée de Terre : Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, *Vision stratégique : supériorité opérationnelle 2030*, Armée de Terre, avril 2020, 20pages.

⁵³ John Mearsheimer, *The tragedy of great power politics*, Norton & Cie, 2001, p.32.

“The security dilemma is what drives the dynamics of the structural forces in the international politics”

Ainsi, puisque le DS est institué comme cadre conceptuel fondamental et structurant de la thèse en tant qu'origine et but de la mise en œuvre d'une Grande Stratégie, il convient désormais de livrer une vision plus précise de cet outil méthodologique complexe afin de disposer *in fine* d'une grille de lecture claire et précise à appliquer aux petites puissances.

Le terme même de Dilemme de Sécurité est tardif puisqu'il apparaît pour la première fois en 1950 sous la plume de John Herz au sein de l'article « *Idealist internationalism and the security dilemma* », reprenant les concepts économiques des théories de la décision autour de la théorie des jeux à somme nulle appliquée aux relations internationales. Il s'agit de caractériser l'action mimétique des Etats qui en fonction de la menace perçue par le comportement de l'autre, implique des actions pour notre sécurité qui vont elle-même pouvoir être perçues comme menaces par l'adversaire. Herz définissant alors le Dilemme de Sécurité comme suit⁵⁴ :

« Notion structurelle dans laquelle la tentative des Etats à prendre soin de leurs besoins de sécurité ont tendance, quelle que soit l'intention, de conduire à une insécurité croissante pour les autres »

La logique binaire et dialectique de cette définition a conduit bien souvent à réduire le DS au cas particulier de la course aux armements, notamment afin d'expliquer l'arsenalisation nucléaire de l'URSS et des Etats-Unis durant la Guerre froide. Le développement d'un stock par l'un conduisant l'autre à ressentir une menace par peur d'avoir été placé dans une situation de faiblesse et donc à lui-même augmenter ses stocks, conduisant le premier à ressentir la même peur, et ainsi de suite.

⁵⁴ John H. Herz, “Realism and idealism in international politics”, *World politics*, vol.5, n°1, 1952, pp.116-128.

Cette lecture, réductrice et partielle, méconnaît la **complexité du DS** en ne se concentrant que sur l'un de ses aboutissements possibles qu'est le *paradoxe de sécurité*⁵⁵ définit comme « *conflict with expectations* », c'est-à-dire la vision la plus négative du Dilemme de Sécurité qu'est une guerre latente (Guerre froide) ou une préparation au conflit à venir comme par exemple la relation franco-allemande entre 1870 et 1914.

A l'inverse, le Dilemme de Sécurité en tant qu'outil structurant les relations entre Etats n'est **pas un procédé rigide et hiérarchisé aboutissant à une conclusion centrée sur le conflit**, dans ce cas la Grande Stratégie serait inutile, il suffirait alors de développer une stratégie militaire pour le conflit à venir. Une telle lecture ne peut être en adéquation avec la complexité des relations internationales desquelles dérive le DS et mettant en application une conjonction de moyens dont la grande majorité est non-militaire. De ce fait c'est une lecture globale et précise du DS qu'il faut mener, avec une reprise de la définition de Herz en insistant non-pas sur la dimension matérielle (centrée sur la course aux armements) mais plutôt sur l'aspect de la perception de la menace et le caractère potentiellement inconscient de celle-ci.

En effet, la menace provoquée peut se faire « quelle que soit l'intention » de l'acteur, **ce n'est donc pas la matérialité des actes qui compte mais bien la façon dont ils sont perçus** par un Etat qui va les qualifier de menace et donc créer un DS. Emerge alors le **second caractère, déterminant**, du DS qu'est la **dimension psychologique**.

Lecture mise en exergue par divers auteurs comme en France Raymond Aron, ou encore l'américain Robert Jervis. Ce dernier étant celui qui a le plus profondément étudié cette question avec la définition du DS comme le **couple « weapons and fear »**⁵⁶, avec primauté de la peur c'est-à-dire de la dimension psychologique dans la fondation d'un DS. Ainsi, parce que **les relations internationales sont caractérisées par l'incertitude** dérivant de l'anarchie et de l'impossibilité de prévoir assurément le comportement des autres Etats, alors **toute action d'un acteur estimée comme contraire à ses intérêts et**

⁵⁵ Ken Booth, Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, Palgrave Mcmillan, 2008, pp.8-9.

⁵⁶ Robert Jervis, "Cooperation under the security dilemma", *World politics*, vol.30, n°2, 1978, pp.167-214.

pouvant atteindre sa survie est constitutive d'une menace. Menace qui en fonction de l'intensité qui lui est prêtée peut devenir structurante, si c'est le cas elle devient un DS qui nécessite une vision stratégique particulière afin de le circonscrire. Selon cette lecture, même en l'absence d'une action réelle, c'est-à-dire de la dimension matérielle des armements, un DS est possible. Toute dépend des représentations de l'acteur, qui proviennent d'une lecture particulière des relations internationales comme fruit de l'histoire et du contexte qui va influencer sur les intérêts et les impératifs de survie définis par chaque Etats, en somme son identité.

De nouveau un pont est effectué entre théories des Relations Internationales et DS avec une lecture constructiviste de la dimension psychologique permettant de définir des **DS sur le seul fait de représentations issues de l'identité de l'acteur.**

Le DS se définit par conséquent selon Jervis par un **triptyque « uncertainty, weapons, fear »**⁵⁷, avec primauté de la « peur » sur les éléments matériels. Lecture bien éloignée de la vision traditionnelle et partielle du DS centrée sur la course aux armements, permettant de dépasser le rapport binaire du *paradoxe de sécurité* pour entendre une vision globale et contextuelle du DS centrée sur la perception de menaces multiples obligeant l'Etat à définir une Grande Stratégie.

Afin de disposer d'un outil complet il convient de définir plus avant le trio conceptuel définissant le DS.

- ⇒ **Incertitude** : constante stratégique applicable en temps de paix (action des Etats dans les relations internationales) comme en temps de guerre (brouillard de la guerre), elle dérive de la structure anarchique du système international qui ne permet pas de discerner les intentions des autres acteurs et tend de ce fait à créer un ensemble de menaces par peur que l'autre mette en cause nos intérêts et notre survie⁵⁸. En outre, cette dimension d'incertitude doit se coupler avec celle des résultats en cas d'action armée pour créer un DS. De fait, sans l'incertitude quant

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Ken Booth, Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, op. cit. p.23.

au succès de notre propre action il n'y aurait pas de DS ni de Grande Stratégie puisque toute menace serait réglée par une guerre décisive et rapide. Or, la complexité du DS réside justement dans l'imprévisibilité du succès des actions de l'Etat dans les relations internationales (défaites militaires, création de coalitions contre nous, embargo, menaces économiques, etc.) obligeant à développer une vision stratégique aboutie et de long terme pour maximiser ses intérêts face à des menaces *de facto* durables.

- ⇒ **Armements** : éléments de la matérialité de la violence ils constituent la manifestation directe de la volonté d'un acteur et donc de la menace perçue⁵⁹. Les éléments matériels n'étant pas -comme vu précédemment- une condition irréductible de la création d'un DS, ils agissent néanmoins comme un accélérateur de la menace ainsi qu'un critère déterminant de son intensité. De même, si pour solutionner le DS l'acteur augmente lui-même significativement sa composante matérielle alors il vient amplifier le DS de l'autre voire même en créer à d'autres acteurs initialement non-concernés mais qui perçoivent ces nouvelles données comme une menace.
- ⇒ **Peur** : émotion primordiale dans les relations internationales elle caractérise l'ensemble de la vision qu'un acteur a de l'autre (confiance, méfiance, menace) en fonction de son intensité ou de son absence. La peur ainsi déterminée est une vision subjective propre à chaque Etat en fonction de son identité et de ses intérêts⁶⁰. Elle prend son assise sur deux éléments : en premier lieu la peur fondamentale dans le système international qu'est l'atteinte à la survie d'un acteur impliquant le recours à la force armée dès que nécessaire⁶¹ ; en second lieu la peur de l'atteinte aux intérêts de l'acteur, le comportement de l'autre étant jugé comme pouvant contrevenir aux intérêts et besoins de l'Etat.

⁵⁹ John Mearsheimer, *The tragedy of great power politics*, op. cit., p.35.

⁶⁰ Ken Booth, Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, op. cit. p.79.

⁶¹ K. Waltz, *Man, the state and war*, New-York, op. cit., p.182.

Le DS à la lecture de ces développements devient l'outil d'étude tant du contexte conduisant à la Grande Stratégie, que de la perception des Etats et de leur psychologie. Il s'articule ainsi comme **l'ensemble des menaces perçues par un Etat sur ses intérêts fondamentaux ou sa survie, dérivant du comportement conscient ou non d'autres acteurs du fait de l'incertitude des relations internationales**. Une fois créé il impose une coordination des moyens de l'Etat sur le long terme pour circonscrire au mieux la menace, c'est-à-dire la Grande Stratégie.

La dynamique de constitution du Dilemme de Sécurité ainsi entendue l'on comprend que la dimension psychologique du DS en fait un outil protéiforme, qui à l'instar de la guerre est un caméléon⁶² puisqu'il est chaque fois unique en fonction de l'identité de l'Etat bien entendu mais également au sein même de l'histoire d'un Etat du fait du contexte qui le caractérise lorsqu'il se met en œuvre.

Contexte et identité sont donc les éléments connexes de la définition du DS rencontré par un acteur en sus du triptyque conceptuel du DS lui-même (armements/incertitude/peur). Ils **permettent alors de discerner diverses intensités du DS** en fonction de l'atteinte -perçue- aux intérêts de l'Etat ou à sa capacité de survie. On ne saurait en effet mettre sur un même volet d'intensité le *paradoxe de sécurité* ressenti par la France vis-à-vis de l'Allemagne entre 1870 et 1914, avec la situation actuelle du Luxembourg inséré dans diverses garanties sécuritaires (OTAN et UE) et évoluant dans le contexte apaisé de l'Union Européenne.

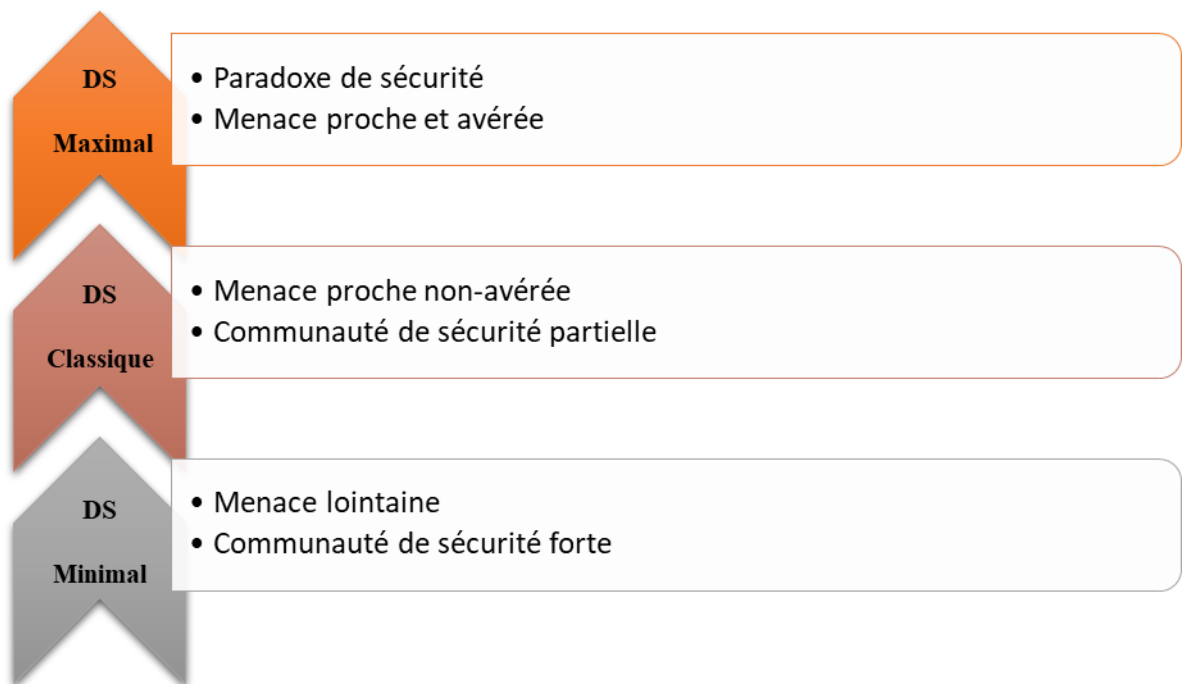
Afin de prendre en compte cette dynamique dans le cadre de la grille de lecture de la thèse concernant la Grande Stratégie des petites puissances, l'on peut fournir une échelle de valeur de l'intensité du Dilemme de Sécurité. Cette conceptualisation prenant appui sur des valeurs étalon permettant de positionner tout DS sur une échelle graduée :

- ⇒ **Intensité minimale** : le DS est constitué par une perception de l'acteur d'un point d'intérêt grave pouvant à long terme compromettre indirectement ses intérêts ou sa survie. En général ce type de DS prend place face à une menace lointaine ou non-immédiate et pour un acteur inséré dans une communauté de sécurité forte.

⁶² Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Tempus, 2014, p.212.

- ⇒ **Intensité classique/point moyen** : le DS est ici constitué par une menace proche mais non-directe avec une communauté de sécurité partielle, conduisant l'Etat à devoir produire et tenir sur le long terme une Grande Stratégie efficiente afin d'éviter une aggravation du dilemme.
- ⇒ **Intensité maximale** : il s'agit en somme du *paradoxe de sécurité* qui pose l'Etat en situation de conflit latent avec le ou les autres acteurs à l'origine du DS du fait d'une menace proche et avérée (et ce même en cas de forte communauté de sécurité). La Grande Stratégie est dès lors vitale afin de garantir la survie de l'acteur. L'échec de la circonscription du dilemme conduisant au conflit armé direct entraînant la défense des intérêts vitaux de l'Etat avec la volonté de destruction de l'origine de la menace ou à défaut la survie pour établir un statuquo aussi favorable que possible.

Schéma n°3 : Les intensités du dilemme de sécurité



La grille de lecture ainsi contextualisée permet une étude complète de l'outil qu'est le DS en mettant en lumière les différentes dimensions du concept au prisme du contexte de mise en œuvre de celui-ci.

Ainsi par exemple du *dilemme de sécurité par contagion*⁶³, qui se définit comme le fait que les actions d'un Etat vont rejaillir sur d'autres acteurs que ceux originellement aux prises avec celui-ci, soit par une communauté de destins (alliances) soit par une intensité de la menace suffisamment importante pour rejaillir sur un pan entier du système international. Un tel mécanisme permet alors de comprendre le plus objectivement des contextes sécuritaires comme le réarmement du Danemark et sa préparation à une guerre de haute-intensité face à la Russie suite à ses actions en Ukraine en 2014 conduisant les pays d'Europe de l'Est à un paradoxe de sécurité, qui par contagion crée un Dilemme de Sécurité au Danemark du fait des alliances (OTAN, UE).

Le DS, telle la palette de l'artiste, dispose ainsi d'une infinité de variations mais qui correspondent à un cadre précis permettant une lecture la plus objective possible ; surtout que ce concept n'est pas exclusif en livrant une analyse fermée des relations internationales, au contraire le **DS n'est que la première étape -structurante certes- de l'action de l'Etat dans le système international en fournissant le cadre face auquel il doit répondre. La Grande Stratégie, moyen de cette réaction, devant solutionner au mieux le dilemme** sous peine d'aboutir à une situation de guerre ouverte que l'incertitude caractérisant les relations internationales ne permet pas de garantir comme solution optimale.

L'Etat face au DS rentre ainsi dans la dialectique du couple paix/guerre décrite par Raymond Aron⁶⁴ pour caractériser les relations internationales. Dans ce cadre, lorsqu'un Etat n'est pas sûr de bénéficier de la guerre il cherche à l'éviter et donc à agir dans la paix pour maximiser ses intérêts, pour se faire il lui faut solutionner les dilemmes de sécurité

⁶³ Ken Booth, Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, op. cit. p.103.

⁶⁴ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 767pages.

qui lui sont opposés afin d'obtenir un état de paix meilleur. **Bien plus que la victoire, la mise en œuvre d'une vision stratégique générale (Grande Stratégie) est ainsi centrée sur l'obtention d'un statu quo plus avantageux dans le système international**⁶⁵.

Vision d'autant plus adaptée à l'étude des petites puissances qui peuvent moins que les autres compter sur la guerre pour maximiser leurs intérêts et doivent donc prioriser la Grande Stratégie pour solutionner leurs problématiques sécuritaires, et à défaut de pouvoir gagner la guerre essayer de gagner la paix.

Cette logique antagoniste paix/guerre met en exergue les **trois types de solutions possibles à un DS** par la mise en œuvre d'une Grande Stratégie⁶⁶, allant d'une **maximisation des intérêts dans la paix à l'aggravation des tensions menant progressivement à la guerre** :

- ⇒ **L'évitement** : la Grande Stratégie permet d'éviter la menace perçue en menant une politique à même de se détourner des foyers de risques. Ceci s'incarne par exemple dans la signature d'un partenariat commercial pour éviter une compétition des ressources.
- ⇒ **L'atténuation** : la Grande Stratégie permet de solutionner une grande partie des menaces du DS sans toutefois pouvoir toutes les faire disparaître (en effet de manière littérale un dilemme est souvent insoluble d'autant plus qu'en relations internationales tant que les autres acteurs existent l'incertitude peut toujours conduire à un risque). Un exemple de solution à un DS pesant sur la survie d'un Etat est fréquemment constitué par l'adhésion à une alliance de défense, comme les Etats baltes à l'OTAN afin de garantir leur indépendance vis-à-vis de la Russie.
- ⇒ **L'aggravation** : la Grande Stratégie a échoué et les menaces perçues tendent progressivement à se réaliser, faisant passer le DS dans un *paradoxe de sécurité* qui s'il n'est pas maîtrisé aboutira à un état de guerre.

⁶⁵ Jean-Louis Martres, « De la nécessité d'une théorie des relations internationales », diplomatie.gouv.fr, 2015, p.27.

⁶⁶ Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, pp. 515-517.

Une fois créé, le DS est donc intrinsèquement lié à la Grande Stratégie qui se déploie pour tenter de lui apporter une dimension positive et éviter le conflit direct si la victoire militaire n'est pas assurée. Une fois encore l'on peut voir la différence entre une prise en compte complète du concept du DS vis-à-vis de sa lecture profane, puisque la course aux armements (*paradoxe de sécurité*) n'est pas automatique mais dépend en réalité de la Grande Stratégie mise en œuvre⁶⁷, qui en fonction des actions qu'elle implique permet des résultats positifs (atténuation, évitement) ou négatifs (aggravation).

Le DS est par conséquent un élément neutre des relations internationales. Il caractérise l'action des Etats face à la perception de menaces sur ses intérêts, les conduisant à définir une vision de court et long terme pour tirer leur épingle du jeu par la Grande Stratégie. **L'Etat face au dilemme de sécurité voit donc autant de défis stratégiques que d'opportunités** : défis dans la nécessité de garantir sa survie et de préserver au moins son statut actuel, opportunités dans la maximisation des intérêts et le gain de puissance en cas de succès de la Grande Stratégie.

<i>Tableau n°4 : Le Dilemme de Sécurité</i>	
Essence	Complexe centré en priorité sur les perceptions et pas seulement sur les éléments matériels (course aux armements)
Caractéristiques	Triptyque conceptuel : incertitude, armements, peur
Définition	Ensemble des menaces perçues par un Etat sur ses intérêts fondamentaux ou sa survie, dérivant du comportement conscient ou non d'autres acteurs du fait de l'incertitude des relations internationales
Manifestations	Du fait du contexte et de l'identité de chaque Etat multiplicité des dilemmes de sécurité : grille d'intensité et des dimensions du concept

⁶⁷ Ken Booth, Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, op. cit. p.4.

	(paradoxe de sécurité, dilemme par contagion, etc.)
Solutions	Trois dénouements possibles en fonction du succès ou de l'échec de la Grande Stratégie : évitement, atténuation, aggravation Le dilemme de sécurité n'est donc pas négatif mais neutre, dépend du succès de la Grande Stratégie : défis et opportunités

In fine, entendre l'action historique de l'Etat pour étudier l'évolution de sa politique de puissance dans les relations internationales revient à structurer l'étude autour du DS, mais surtout à son pendant, qu'est la tentative de réponse opérée par la Grande Stratégie. Ainsi, telles les deux faces de Janus, la thèse ne peut avoir comme concept structurant le Dilemme de Sécurité sans entendre la notion de Grande Stratégie.

2.2.2. De la Grande Stratégie

Depuis les premiers temps de la thèse nous postulons l'usage de la Grande Stratégie comme cadre de la recherche et outil d'étude et de compréhension de l'action internationale des Etats en particulier des petites puissances. Bien qu'une définition sommaire de la Grande Stratégie -envisagée comme l'organisation des moyens de l'Etat pour atteindre ses objectifs stratégiques- ait pu servir de cadre premier de compréhension de la méthode, ce concept structurant doit à l'image du Dilemme de Sécurité être étudié dans toutes ses dimensions.

Il s'agit de disposer d'un outil complet et clair à appliquer aux petites puissances, pour ce faire trois points émergent : la fondation d'une définition plus objective et consensuelle ; une mise en perspective vis-à-vis de la Stratégie et l'explication du rapport entre les deux concepts ; la mise en exergue du moyen de traduction pratique de la Grande Stratégie en actes pour l'Etat, c'est-à-dire la prise en considération du concept de Doctrine dans sa vision haute et globale.

A. Définitions

A l'instar de la stratégie ou de la guerre, la notion de Grande Stratégie bien que couramment utilisée ne possède pas de définition unique et universelle. Pire, selon le contexte d'utilisation les définitions peuvent recouvrir des réalités divergentes voir opposées.

Depuis sa création sous la plume de Basil Liddell-Hart, le concept a notamment évolué pour aboutir dans les doctrines contemporaines à une notion de politique étrangère.

A ce titre, l'on peut distinguer trois catégories de définition concernant la Grande Stratégie selon les objectifs de l'analyse : militaire, stratégique générale, et politique⁶⁸.

➤ **La vision militaro-centrée de la Grande Stratégie**

La définition originelle de la Grande Stratégie est formulée par Basil Liddell-Hart dans son ouvrage *Stratégie* afin de donner une assise théorique au niveau de conceptualisation militaire entre la décision politique et la stratégie du chef militaire. Le concept est alors défini comme⁶⁹ :

« Le rôle de la grande stratégie consiste en effet à coordonner et diriger toutes les ressources de la nation ou d'une coalition afin d'atteindre l'objectif politique de la guerre, but défini par la politique fondamentale »

⁶⁸ Bien entendu nous sommes conscients de la multitude des définitions de la grande stratégie, notamment contemporaine avec de nombreux auteurs français et anglo-saxons (Jean-Vincent Holeindre, Martin Motte, Kenneth Waltz, Colin Gray, etc. pour ne citer que les plus connus) usant du terme. Les éléments qui suivent n'ont par conséquent pas prétention à l'exhaustivité, et se contentent de donner les lignes de forces sur la question pour en tirer par la suite une vision syncrétique et neutre de cet outil afin de l'insérer dans le cadre méthodologique global de la thèse.

⁶⁹ Basil Liddell-Hart, *Stratégie*, Paris, Tempus Perrin, 2015, p.394.

Cette définition donne de ce fait un nouveau niveau de la conduite de la guerre entre la sphère politique et la conduite des opérations allant de la stratégie de théâtre à l'engagement tactique.

Bien qu'intéressante, cette notion reste parcellaire chez l'auteur qui ne la développe que succinctement à la conclusion d'un livre traitant exclusivement du niveau stratégique et ayant pour fonction de plaider la cause de l'action indirecte. Ainsi la Grande Stratégie n'apparaît-elle qu'en tant que niveau supérieur de conception mais ayant pour fonction de s'insérer dans l'action guerrière globale, avec toutefois pour objectif non la seule victoire militaire comme le fait la stratégie, mais bien la paix qui succède au conflit.

Cette notion de recherche de la paix avantageuse et de la conclusion du conflit orientée en fonction des buts définis par la Grande Stratégie est énoncée par le politologue Edward Mead Earle, qui en reprise de Liddell-Hart voit le concept comme étant un niveau supérieur à la stratégie qu'elle oriente pour un objectif supérieur qu'est la paix. Là où la stratégie n'utilise que des moyens militaires, la grande stratégie doit coordonner l'ensemble des moyens de l'Etat dans la guerre pour garantir que la victoire se transformera en paix avantageuse⁷⁰.

Sous ce prisme la grande stratégie est alors un élément de traduction de la volonté politique dans la guerre, et l'élément pivot permettant de lier les composantes horizontales de la défense de la nation (diplomatie, économie) avec les éléments verticaux des niveaux militaires de la guerre (stratégie, opératif, tactique), ainsi que l'énonce Edward Luttwak⁷¹ dans la continuité de la vision originelle de Liddell-Hart :

« Tous les Etats ont une grande stratégie, cela est inévitable puisque la grande stratégie est simplement le niveau auquel le renseignement et la diplomatie interagissent avec la force militaire pour définir des

⁷⁰ E. M. Earle, *Makers of Modern Strategy*, Princeton, 1943, p. VIII, cité par Christian Malis, Raymond Aron et le débat stratégique française, 1930-1966, *Economica*, 2005, p. 178.

⁷¹ Edward Luttwak, *La grande stratégie de l'empire romain*, Paris, *Economica*, 2009 (2^{ème} édition), p.4.

objectifs face aux autres Etats ayant eux-mêmes leurs grandes stratégies »

Toute puissance lorsqu'elle recourt à la force voit donc s'exprimer une coordination de ses moyens en vue de la victoire pour une paix avantageuse, conception qui comme la stratégie s'exerce en dialectique avec la propre vision de grande stratégie de l'adversaire.

<i>Tableau n°5 : La grande stratégie : vision militaire</i>	
Essence	Coordination des éléments de toute nature pour l'atteinte des objectifs politiques
Cadre d'application	Temps de guerre : lien entre les buts politiques et l'action militaire
Objectifs	<p>Définir les objectifs à la stratégie et permettre la conclusion d'une paix avantageuse</p> <div style="text-align: center;"> <pre> graph TD GS[Grande Stratégie] --> O[Objectif • Paix] GS --> G[Guide • Stratégie] </pre> </div>
Manifestation	<div style="text-align: center;"> <pre> graph TD subgraph "Politique générale" BG[Buts de guerre] end subgraph "Grande stratégie" M[Militaire] E[Economie] D[Diplomatie] end subgraph "Niveaux de la guerre" S[Stratégie] O[Opératif] T[Tactique] end BG --- M BG --- E BG --- D M --- S S --- O O --- T </pre> </div>

➤ **La grande stratégie comme outil stratégique : stratégie intégrale/totale**

En réaction aux développements post Seconde Guerre mondiale des armements nucléaires et en exploitation de la réflexion sur la grande stratégie telle que définie par Liddell Hart (dont certains ont été en lien direct avec lui comme le général Beaufre), un ensemble de généraux français a conceptualisé une vision propre du champ couvert par la Grande Stratégie en insistant pour leur part sur la dimension conceptuelle et non-strictement militaire de celle-ci.

Une remarque toutefois, les auteurs de cette vision de la grande stratégie n'ont jamais utilisé le terme à proprement parler dans l'optique de ne pas voir leur pensée confondue avec la définition anglo-saxonne du terme proposée à l'époque par Liddell-Hart ; cependant, du fait d'une conceptualisation couvrant le même champ théorique, les concepts de stratégie totale et intégrale procèdent d'une analyse et d'un usage de l'objet qu'est la Grande Stratégie.

Le général Beaufre énonce dès 1963 le besoin d'un concept structurant la réflexion militaire et la conduite de la conflictualité par un Etat d'un niveau supérieur à la seule conduite opérationnelle. Ainsi dans son livre *Introduction à la Stratégie* il énonce en premier lieu, à l'image de la vision de Liddell-Hart, un niveau supérieur à la stratégie et à l'action militaire, et inférieur au politique, qui permet l'articulation entre les deux éléments par une traduction des besoins politiques en orientations militaires⁷². Toutefois, la grande stratégie avec le nucléaire ne peut plus se contenter de ce rôle pivot du conflit armé ouvert, la multiplication des conflits indirects impose une vision stratégique permanente pour soutenir une conflictualité elle aussi permanente.

Aussi, la grande stratégie alors usitée par Beaufre sous le terme de *stratégie totale* devient avant tout politique parce qu'elle s'occupe de la coordination et des orientations données à l'ensemble des moyens de l'Etat pour le conflit⁷³ :

⁷² André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Pluriel, 2012 (texte de 1963), 192pages.

⁷³ Ibid, pp. 24-30.

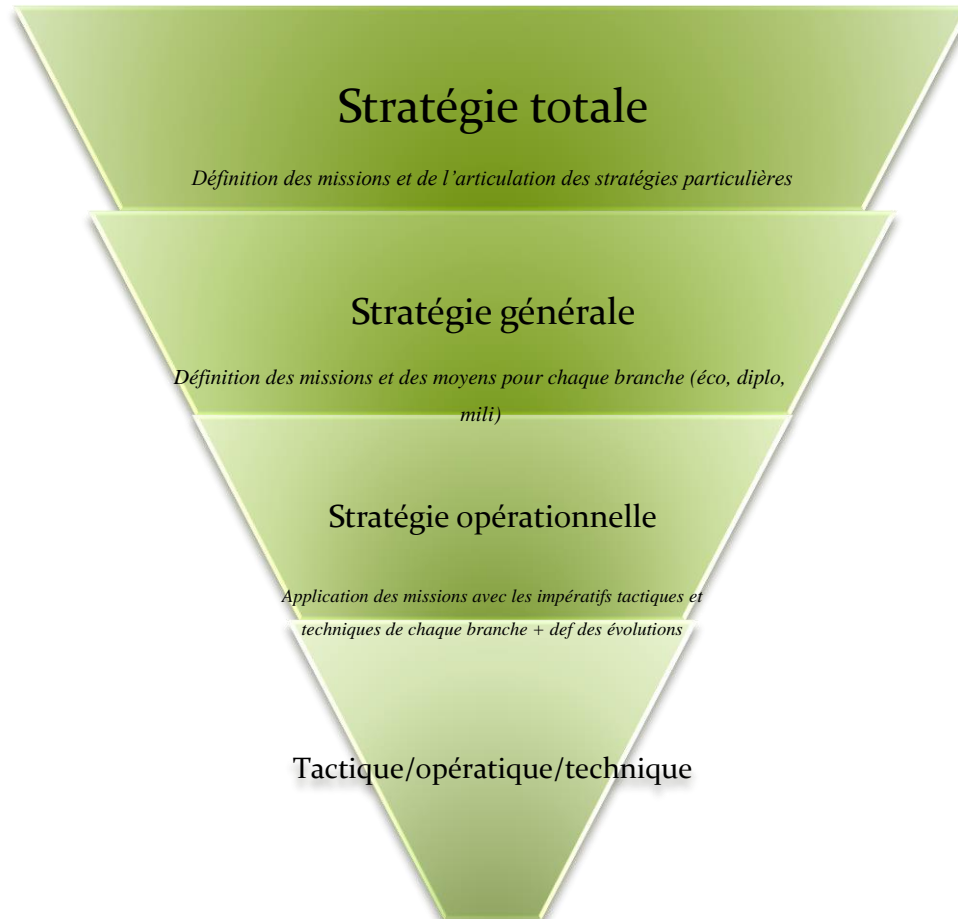
« *Chargée de concevoir la conduite de la guerre totale. Son rôle est de définir la mission propre et la combinaison des diverses stratégies générales, politique, économique, diplomatique et militaire* »

La différence est fondamentale en ce qu'elle ne postule plus comme dans la vision précédente, que la stratégie n'est que militaire et donc que la Grande Stratégie vient ajouter des éléments à l'action militaire qui est prépondérante.

Dans ce cadre au contraire, le militaire n'est que l'un des moyens de l'action de l'Etat, aux côtés d'autres domaines (économie, diplomatie, logistique) qui ont eux-mêmes une stratégie.

C'est pourquoi Beaufre définit une nouvelle organisation stratégique, avec la politique qui définit la *stratégie totale* qui coordonne les domaines de la puissance et livre les indications générales à chaque domaine qui développe sa stratégie, c'est-à-dire que sont subordonnées à la *stratégie totale* les *stratégies générales*, créant alors leurs modes opérationnels privilégiés aussi dénommés *stratégies opérationnelles*⁷⁴.

⁷⁴ Ibid.

Schéma n°4 : La pyramide stratégique de Beaufre

Cette vision bien que novatrice et particulièrement adaptée à une conflictualité plus politique depuis 1945 et l'impératif nucléaire, est pour le général Poirier, trop centrée sur l'impératif de guerre et ne prend pas assez en compte la dynamique moderne d'une stratégie étatique avant tout mise en œuvre dans le temps de paix⁷⁵. C'est pourquoi au concept de *stratégie totale*, Poirier préfère utiliser le terme de *stratégie intégrale*⁷⁶ :

« Théorie et pratique de la manœuvre de l'ensemble des forces de toute nature, actuelles et potentielles, résultant de l'activité nationale,

⁷⁵ Joseph Henrotin, « Stratégie et grande stratégie : introduction », *Institut de stratégie comparée*, institut-strategie.fr, 2005.

⁷⁶ Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*, Paris, Economica, 1987, pp. 113-116.

elle a pour but d'accomplir l'ensemble des fins définies par la politique générale »

Dans ce cadre l'on touche à une dimension plus orientée sur la politique étrangère, l'outil a ainsi vocation à traduire « la politique en actes » à savoir donner les orientations pratiques de la vision et des attendus politiques, notamment afin de pouvoir contrevenir aux actions indirectes adverses. Le cadre de référence restant néanmoins les variables sécuritaires, la politique étatique envisagée est ici circonscrite au cadre la compétition stratégique.

<i>Tableau n°6 : La grande stratégie : vision stratégique</i>	
Essence	Coordination de l'ensemble des domaines pour l'atteinte des objectifs politiques
Cadre d'application	Temps de guerre comme temps de paix : compétition stratégique permanente des actions indirectes sous le seuil nucléaire, et, permanence de la dissuasion nucléaire
Objectifs	Définir les objectifs des stratégies pour chaque domaine par une traduction en actes des orientations politiques
Manifestation	<pre> graph TD subgraph "Politique générale" OS[Objectifs stratégiques] end subgraph "Stratégie totale/intégrale" TOA[Traduction en acte des objectifs politiques] end subgraph "Stratégies générales" D[Diplomatie] E[Economie] C[Culture/influence] M[Militaire] end O[Opératif] T[Tactique] OS --- TOA TOA --- D TOA --- E TOA --- C TOA --- M M --- O O --- T </pre>

➤ **La grande stratégie en tant que politique étrangère**

Au fil de la seconde moitié du 20^{ème} siècle le développement des analyses en relations internationales sur la rationalité de l'acteur, et les théories de la décision conduisent à retrouver le vocabulaire militaire et en particulier le champ stratégique afin de disposer d'un cadre solide d'analyse. De ce fait, une porosité toujours plus importante entre militaire et théories des Relations Internationales conduit à faire de la Grande Stratégie un vocable remis au goût du jour et centré sur la dimension la plus haute de son spectre à savoir la politique étrangère. Ainsi, en extension de la vision stratégique portée par Beaufre et Poirier, la subdivision entre politique/grande stratégie/stratégie est précisée pour l'orienter vers un niveau de conceptualisation plus politique et centré sur la décision étatique plutôt que la praticité du concept. Dans cette optique, Colin S. Gray dispose de la grande stratégie comme⁷⁷ :

« Art d'employer tous les moyens adéquats dont dispose un pays en vue de réaliser les objectifs politiques établis par la grande politique que définissent les hautes autorités gouvernementales »

Définition très proche de celle donnée par Poirier concernant la *stratégie intégrale* mais qui oriente en réalité la Grande Stratégie dans une dimension permanente et pan-domaines. En effet, le lien avec le militaire n'est plus systématique et l'attention est centrée vers l'Etat, non-pas vers les domaines d'action, il s'agit moins de traduire la politique en actes que de donner à la politique une structure et une coordination à même de définir clairement les voies et moyens pour atteindre ses objectifs. Dans ce cadre tout objectif étatique, militaire ou non, tant qu'il implique une mobilisation et une coordination des moyens de l'Etat pour agir dans le système international, va impliquer le recours à la Grande Stratégie.

⁷⁷ Cité par : François Géré, « Entre révolution et restauration : la pensée stratégique américaine », *Stratégie n°49 : la pensée stratégique*, 1991, pp.83-143.

Cette migration vers l'action internationale de l'Etat et les moyens de la coordonner et de l'organiser devient progressivement la définition des grandes doctrines modernes, ainsi par exemple de la définition fournie dans l'ouvrage dédié de l'US *Air Force*⁷⁸ :

“Grand national strategy (grand strategy) can be usefully defined as the art of coordination of the development and use of the instruments of national power to achieve national security objectives”

L'objectif n'est plus de préparer la paix ou de traduire la politique en actions concrètes, il s'agit désormais de définir les moyens pour l'Etat d'atteindre ses objectifs dans les relations internationales de manière permanente (temps de paix comme temps de guerre). La Grande Stratégie devient l'élément caractéristique de la politique étrangère d'un Etat, la coordination des moyens de toute nature de même que l'articulation entre politique et stratégies particulières sont des moyens d'expression de cette action dans les relations internationales. Dans ce cadre les éléments de la grande stratégie évoluent et se concentrent désormais sur la notion d'intérêt, prenant le relais direct de la vision des relations internationales et de l'action des acteurs dans le système international⁷⁹ :

“Grand strategy is the highest level of national statecraft that establishes how states, or other political units, prioritize and mobilize which military, diplomatic, economic, and other sources of power to ensure what they perceive as their interests”

A ce stade la Grande Stratégie se confond *de facto* avec la notion de politique étrangère exercée par un acteur rationnel, délaissant totalement sa vision originelle militaro-centrée pour n'en conserver que l'outil brut de coordination des moyens de l'Etat. Il convient de noter que cette vision de la Grande Stratégie comme outil des relations internationales pour un Etat permettant de lier intérêts nationaux et besoins de sécurité est largement

⁷⁸ Dennis M. Drew, Donald M. Snow, *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, Washington, Air University press, 2006, p.17.

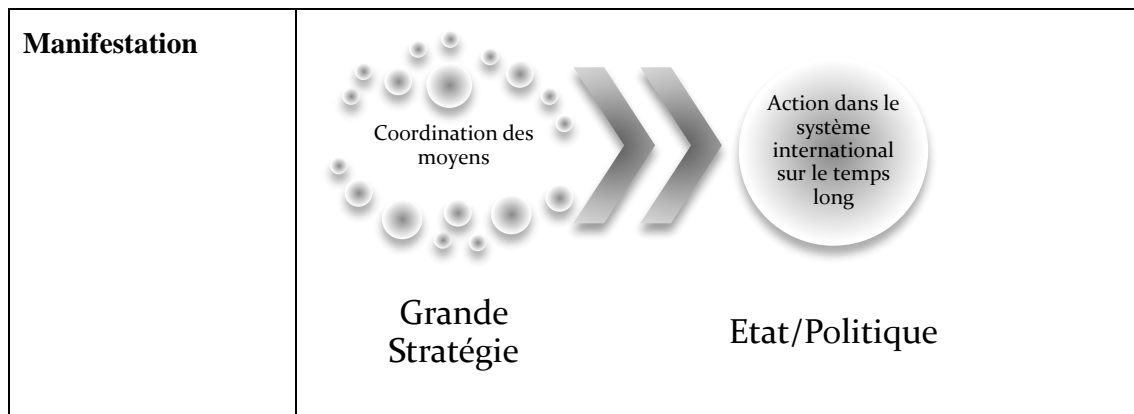
⁷⁹ Paul Van Hooft, *Grand strategy*, Oxford, Oxford bibliographies, 2017, p.2.

partagée au sein des grandes puissances, et n'est pas réductible qu'aux auteurs américains mis en exergue précédemment. Ainsi par exemple l'on retrouve des éléments similaires dans la vision théorique chinoise exprimée dans les années 2000 par les colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui⁸⁰ :

« La stratégie nationale assurant la réalisation des objectifs de sécurité nationale, c'est-à-dire ce que l'on appelle couramment la Grande Stratégie, exige des aménagements qui vont au-delà de la stratégie militaire et même politique. Elle exige également la prise en compte de tous les aspects de l'indice de sécurité concernant l'intérêt de l'Etat tout entier, et la superposition de facteurs politiques et militaires aux paramètres que sont l'économie, la culture, la diplomatie, la technologie, l'environnement, les ressources naturelles...pour pouvoir tracer une grande carte de la situation stratégique cumulant intérêt national et sécurité nationale »

<i>Tableau n°7 : La grande stratégie : vision de politique étrangère</i>	
Essence	Outil pour l'Etat d'organisation et de coordination de ses moyens pour atteindre des objectifs dans les relations internationales
Cadre d'application	Permanent caractérisant l'action de l'Etat dans le système international
Objectifs	Structurer sur le temps long l'action de l'Etat et organisation des moyens de la puissance pour l'atteinte des objectifs politiques

⁸⁰ Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La guerre hors-limites*, Beijing, Rivage Poche, 2006, p.171.



➤ **De la grande stratégie comme cadre méthodologique : la vision de la thèse**

Comme constaté, l'objet de Grande Stratégie encourt diverses définitions et champs d'application. Comment dans ce cadre obtenir un outil méthodologique objectif et cohérent pour l'appliquer au travail de recherche de la thèse ? Deux critères ont été établis : la pertinence vis-à-vis de l'organisation des concepts et la cohérence avec les postulats de recherche.

En ce qui concerne l'organisation des concepts, **la Grande Stratégie en tant qu'outil ne peut se concevoir que dans une logique générale d'organisation des moyens de toute nature pour qualifier l'action de l'Etat dans les relations internationales face au défi sécuritaire qu'est le Dilemme de Sécurité.** De ce fait, la lecture militaro-centrée apparaît comme trop restrictive, tant pour sa logique à vocation opérationnelle que pour son inscription unique dans le temps de guerre alors que le Dilemme de Sécurité et l'action de l'Etat dans le système international s'inscrivent très majoritairement dans le temps de paix. Cette première considération oriente ainsi l'outil de la thèse vers une logique générale stratégique et politique.

Néanmoins, en cumulant cet impératif avec le second qu'est la cohérence avec les postulats de recherche une nouvelle logique d'exclusion s'opère. La vision de la grande stratégie des petites puissances s'opère sous le prisme d'une analyse d'un acteur face à un contexte stratégique (le système international) dans une logique d'étude des mécanismes de la décision et de compréhension de la coordination des moyens. A ce titre, bien que la Grande Stratégie soit de fait une traduction des objectifs politiques en voies et moyens concrets, elle apparaît avant tout comme un outil pour l'acteur lui-même de

formalisation et d'organisation de ses moyens face à une menace ainsi que pour la maximisation des intérêts sur le temps long. Par conséquent, la Grande Stratégie en tant que moyen primordial de la politique étrangère semble la vision la plus adaptée et par conséquent la plus pertinente pour le cadre méthodologique de la thèse.

Il ne faut toutefois pas oublier la spécificité des relations internationales telles que présentées ici ayant pour cadre principal le système international producteur de dilemmes de sécurité. La vision de politique étrangère doit donc être spécifiée, et intégrer les dimensions pratiques de la conception militaire et stratégique d'un niveau médian entre la politique et la stratégie pour chaque domaine. Une logique revenant aux fondamentaux de l'histoire de la guerre tels qu'exprimés par Thucydide dans *La guerre du Péloponnèse* qui fait de l'action de tout acteur désirant maximiser ses intérêts et assurer sa réussite l'application d'une Grande Stratégie, qui dans une logique compréhensive énonce la combinaison de tous les facteurs⁸¹ pour assurer l'action dans un contexte international marqué par les dilemmes de sécurité.

La Grande Stratégie entendue dans le cadre de la thèse procède par conséquent d'une vision syncrétique, et sera définie ainsi : **art pour un Etat face à un Dilemme de Sécurité, de coordonner les éléments de la puissance nationale, afin de répondre aux menaces et maximiser ses intérêts sur le long terme.**

Ou pour le dire autrement, il s'agit pour un Etat pour répondre aux défis posés par un Dilemme de Sécurité (menace perçue) de produire une vision pour le présent et surtout l'avenir afin d'organiser ses moyens pour maximiser ses intérêts et assurer sa survie.

Puisque le champ de définition de la Grande Stratégie dans le cadre méthodologique de la thèse est entendu, il faut désormais en décliner l'essence et surtout en préciser les contours. En effet comme le travail de définition l'a démontré, la Grande

⁸¹ Il en dénombre sept : situation politique interne ; nécessité économique ; honneur et réputation ; innovation militaire ; géostratégie ; stabilité des alliances ; batailles décisives. Sources : Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Folio classique, 2000, 912pages ; R. Graig, « Thucydide and contemporary strategy », *Guide to national security issues*, Washington, US army war college, 2008, pp.129-142.

Stratégie est inséparable de la stratégie concrète avec laquelle elle doit s'articuler tout en s'en démarquant. De même, puisque la Grande Stratégie n'est pas entendue comme l'outil de traduction de la politique en actes mais bien comme celui de l'Etat pour agir dans les relations internationales, elle nécessite donc un tel organe de traduction qu'est la Doctrine. Par conséquent, afin de disposer d'une vision complète de l'outil de la grande stratégie ces deux points doivent être respectivement éclaircis.

B. Grande stratégie et stratégie

Il ne s'agit pas ici d'opérer la même étude de définition concernant la stratégie que celle de la Grande Stratégie, mais bien de saisir la différence conceptuelle ainsi que l'articulation concrète entre les deux éléments.

En ce qui concerne la stratégie en tant qu'outil tout d'abord, il est intéressant de noter qu'une évolution du cadre de la définition du terme est constatée entre les époques en fonction de l'extension des champs de la conflictualité. En effet l'apparition de la guerre aérienne, de même que de la mobilisation économique générale alliée à la confrontation des peuples en armes durant les conflits mondiaux⁸², ont conduit à diversifier les moyens de la conduite de l'action et donc à étendre le champ de la stratégie.

Schématiquement celle-ci a connu trois grandes époques de définition⁸³ :

- ⇒ Définition **classique** : définition originelle de la stratégie selon le terme grec *strategos* (commandant) qui développé jusqu'au XIXème siècle où elle est popularisée, entend la stratégie comme une fonction uniquement militaire consistant pour le commandant d'armées à définir l'utilisation optimale de ses forces et du terrain pour prendre l'avantage sur l'ennemi.

⁸² Plus connu sous le nom de « guerre totale » mais dont le terme semble en réalité inadéquat puisque ces conflits n'ont pas abouti à la disparition d'une nation, la guerre totale dérive alors plus d'une abstraction théorique plus adaptée de nos jours au cadre d'un éventuel affrontement nucléaire d'ampleur.

⁸³ J. Boone Bartholomees, *A survey of the theory of strategy*, Washington, Us Army War College, 2008, pp.13-41.

- ⇒ Définition **moderne** : liée au XX^{ème} siècle et à la mobilisation des ressources de l'Etat dans l'action armée, la stratégie devient en plus de son aspect militaire, l'organisation de l'ensemble des moyens nécessaires -y compris non-militaires- pour la victoire.
- ⇒ Définition **contemporaine** : la stratégie avec le fait nucléaire délaisse la seule action de guerre pour devenir une réalité du temps de paix, elle devient le vecteur qui permet d'agencer les moyens pour atteindre les fins définies par la politique. C'est notamment la vision développée par Beaufre énonçant la stratégie en tant qu'« art de faire concourir la force pour atteindre les buts de la politique »⁸⁴, l'objectif étant de forcer l'adversaire au compromis avantageux pour notre camp en provoquant par l'action stratégique *l'effet moral décisif*⁸⁵.

La notion de stratégie entendue ainsi présente de fortes similitudes avec la Grande Stratégie, et l'on pourrait aisément confondre les deux pans, d'autant plus que la vision contemporaine offre un cadre du temps de paix et de coordination des moyens pour atteindre les objectifs politiques. Pourtant, de part à la fois son essence et ses objectifs la stratégie se distingue fortement de la Grande Stratégie.

En premier lieu en termes de nature et de fonction, la stratégie est avant tout un élément de coordination et d'application concrète, il s'agit d'articuler les moyens avec les fins définies au niveau politique comme l'exprime d'ailleurs très clairement la doctrine américaine⁸⁶ :

*“Conceptually we defined strategy as the relationship among ends,
ways and means”*

Tandis que pour sa part comme cela a été déterminé précédemment, la Grande Stratégie est une action de niveau politique permettant à l'Etat de structurer la mise en œuvre de

⁸⁴ André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, op. cit., p.33.

⁸⁵ Ibid. p.36.

⁸⁶ Dennis M. Drew, Donal M. Snow, *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, op. cit., p.103.

ses moyens sur le temps long pour maximiser ses intérêts dans les relations internationales face à un Dilemme de Sécurité. En outre, et c'est également un point décisif, alors que la Grande Stratégie procède d'une vision globale et partant unique (pour un contexte et un temps donné), la stratégie est particulière et multiple en fonction de chaque domaine considéré. C'est ce qui explique et justifie la distinction précédemment évoquée chez Beaufre entre la *stratégie totale* (Grande Stratégie) et les *stratégies générales*.

En second lieu stratégie et Grande Stratégie ne peuvent se confondre ou s'amalgamer puisqu'elles ne poursuivent pas le même but et n'ont pas conséquent pas la même utilité conceptuelle et pratique. Alors que la stratégie cherche la victoire et à en définir les voies par la coordination optimale de ses moyens face à l'adversaire, la Grande Stratégie pour sa part entend renforcer la puissance de l'Etat dans les relations internationales en définissant les moyens et actions pour maximiser ses intérêts et assurer sa survie au sein du système international⁸⁷.

<i>Tableau n°8 : Différences entre Stratégie et Grande Stratégie</i>		
	<i>Stratégies générales de domaine</i>	<i>Grande Stratégie</i>
Essence	Coordination des moyens pour atteindre les buts de la politique Multiple : une stratégie pour chaque domaine de la puissance	Organisation et structuration de l'action de l'Etat dans le système international Unique : vision générale de l'Etat dans un contexte et face à une menace donnée
Niveau	Stratégique dans chaque domaine	Politique

⁸⁷ LTC Armin Wagner, *Can small-and medium-sized states have grand strategies ?*, in *Ad securitatem : the best essays written by students at the Baltic Defence College*, 2016, p. 195.

Objectifs	Victoire	Puissance (garantie de la survie et maximisation des intérêts de l'Etat)
------------------	----------	--

Dès lors comment s'articulent les relations entre la stratégie et la Grande Stratégie ?

La réponse est « simple et toute d'exécution » pour reprendre les mots prêtés à Napoléon Ier, la stratégie est subordonnée à la Grande Stratégie dont elle essaye de mettre en œuvre les directives. La Grande Stratégie présente donc l'intention de l'Etat dans les relations internationales traduite en termes d'objectifs et de voies pour les atteindre. Chaque domaine en fonction de cette vision définit à son tour par la stratégie la coordination optimale de ses moyens et les voies envisagées pour répondre à ses directives et atteindre les objectifs politiques au mieux. Nous userons donc dans la suite de ce travail de thèse du vocable de *Stratégie générale de domaine* en reprenant les travaux du Général Beaufre pour qualifier la stratégie afin de la différencier de la Grande Stratégie. En effet cette précision permettra tant d'éviter les confusions entre les deux vocables, que de rappeler le lien de subordination permanent entre la stratégie agissant de manière concrète et la Grande Stratégie étant plutôt de l'ordre de la conception.

Constat d'ailleurs repris et rendu limpide par les propos du général français Pierre M. Gallois⁸⁸ :

« De nos jours, seule compte la grande stratégie, celle qui combine tous les instruments du pouvoir en vue d'atteindre les objectifs qu'elle assigne. Certes, confirme Liddell-Hart, la stratégie militaire est bien l'art de mettre en œuvre les forces armées disponibles afin de répondre à l'attente du politique, mais cette stratégie n'est qu'un des éléments de la grande stratégie »

⁸⁸ Pierre M. Gallois, "Postface", *Anthologie mondiale de la stratégie* (auteur : Gérard Chaliand), Robert Laffont, 2009, pp. 1491-1496.

La pyramide stratégique qui en émerge est ainsi claire :

Schéma n°5 : La pyramide stratégique



C. Grande Stratégie et Doctrine

La Grande Stratégie en tant que concept affilié à l'action de l'Etat dans le système international est avant tout une vision intangible de l'idée et de l'orientation prise par la haute sphère politique pour définir ses objectifs sur le long terme afin de maximiser ses intérêts. Or, pour qu'elle puisse devenir réelle et soit mise en œuvre elle doit nécessairement s'incarner en prises de positions claires et en énoncés concrets.

C'est à ce titre en effet que la Grande Stratégie comme outil de politique étrangère peut se diffuser dans les divers domaines et fournir les lignes directrices pour la stratégie générale par domaine. L'outil de traduction conceptuel, liant Grande Stratégie et stratégies générales n'est pas un indispensable de la compréhension de l'édifice stratégique en soit, expliquant chez de nombreux auteurs la simple distinction entre Grande Stratégie et stratégie, toutefois dans le cadre d'un travail de recherche ou dans l'optique pour un Etat de transformer ses ambitions et projets en actes il faut recourir à un intermédiaire : la Doctrine.

L'outil ainsi mis en exergue ayant un double intérêt, incarner la Grande Stratégie pour l'Etat, et par recoupement et analyse de celle-ci permettre au chercheur en inversant le fil de déterminer la Grande Stratégie mise en œuvre par un Etat dans un contexte donné. Ensemble de points imposant la prise en considération de la Doctrine dans le cadre méthodologique de la thèse.

Un travail de définition s'impose néanmoins afin comme dans le cadre de la Grande Stratégie de disposer d'un outil clair et caractérisé. En effet, la Doctrine n'est pas un concept envisagé par tous selon les mêmes modalités, et à l'instar de ce qui a été décrit pour la Grande Stratégie il convient d'opérer une distinction entre **LA Doctrine** et **les doctrines**.

La Doctrine étant de portée générale et s'imposant à tous les domaines, tandis que les doctrines expriment dans chaque domaine des prescriptions claires et pratiques issues de la stratégie concrète adaptée afin d'orienter les actions opératives et tactiques. Dans ce cadre les doctrines répondent à la définition posée par l'armée américaine à propos de la doctrine militaire⁸⁹ :

*“Military doctrine is what is believed about the best way to conduct
military affairs”*

La Doctrine pour sa part est une notion générale et conceptuelle englobant l'ensemble de la vision stratégique de l'Etat exprimée par la Grande Stratégie, avec pour objectif d'unifier le cadre d'action afin de coordonner au mieux les divers éléments de la puissance de même que de discerner les éléments d'action prioritaires afin d'assurer la survie de la nation.

Elle devient de fait la manœuvre de la Grande Stratégie ainsi que le développait Poirier à propos de la traduction de la *stratégie intégrale*⁹⁰ :

*« Sa manœuvre n'est pas la simple somme des trois manœuvres
(économique, culturelle, militaire), mais leur intégration dans une
unité de pensée et d'action qui combine et leurs buts et leurs voies et
moyens »*

⁸⁹ Dennis M. Drew, Donald M. Snow, *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, op. cit., p.210.

⁹⁰ Lucien Poirier, « Penser stratégiquement », *Stratégique : la pensée stratégique*, n°49, 1991, p.37.

Le champ couvert par la Doctrine étant défini de même que sa distinction avec les doctrines propres à chaque domaine de la puissance, il faut toutefois pour disposer d'un outil méthodologique complet et pratique en définir les déterminants.

Il semble établi que la Doctrine n'est pas produite *ex-nihilo* mais provient de la vision d'un Etat sur les menaces à venir et les options prévues pour y remédier, en ce sens elle doit s'appuyer sur un corpus théorique solide, une culture stratégique en somme (dont la caractérisation théorique viendra par la suite) qui oriente les décideurs dans son action en fonction de l'histoire et des particularités de l'Etat en question⁹¹.

Mais quelle place lui conférer dans l'édifice stratégique et quelle réalité recouvre-t-elle au-delà d'une assise théorique importante ?

Il faut ici faire référence à la pensée stratégique soviétique qui dans sa version la plus aboutie à la fin des années 1980⁹² a su le mieux prendre en compte le concept de Doctrine définie comme « choix politique réalisé en temps de paix pour identifier les menaces présentes et à venir et définir les moyens nécessaires et les concepts envisagés pour y répondre »⁹³. Il faut bien alors ici distinguer entre la Doctrine Politique générale de l'URSS centrée sur le marxisme-léninisme, qui n'est pas susceptible d'évolution (dont il n'est pas question ici), et la Doctrine étatique de l'URSS centrée sur la vision de l'Etat soviétique à un instant T sur la définition des menaces futures et la mobilisation des

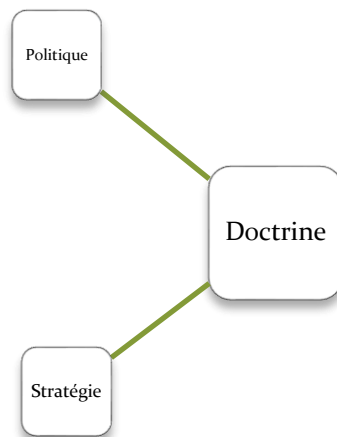
⁹¹ Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*, op. cit. pp.113-115. Un point d'attention à ce stade, cela ne veut pas dire que les écrits des doctrines particulières ne seront pas étudiés, bien au contraire ils permettent par recoupement de préciser la Doctrine et donc de mieux en éclairer les intentions. A titre d'exemple alors qu'au niveau de la défense en France le *livre blanc* soit un document de La Doctrine, le *concept d'emploi des forces* et les documents produits par les différentes armées bien qu'étant parties de la doctrine militaire seront utilisés pour définir plus précisément les orientations et objectifs de la Doctrine.

⁹² Une vision plus développée de l'édifice conceptuel soviétique est d'ailleurs disponible en annexe n°2 p.652.

⁹³ Jacques Laurent, *Evolution de la pensée militaire soviétique : à la recherche d'une stratégie adéquate*, Paris, Institut de stratégie comparée, 1991, pp.146-160.

moyens nécessaires pour la combattre (cœur de la démonstration à suivre). Nous réalisons ainsi une distinction fondamentale entre idéologie et pensée stratégique, la première pouvant influencer/orienter la seconde sans toutefois la remplacer puisque la seconde traite d'une application concrète et évolutive qu'elle peut seule réaliser face à une menace.

Schéma n°6 : Le concept de doctrine dans la vision stratégique soviétique



Mais l'intérêt de la vision soviétique est de dépasser ce simple cadre théorique d'inclusion de la doctrine dans la pyramide stratégique, elle en fournit également la réalité en énonçant quatre déterminants la constituant :

- ⇒ **Définition de l'ennemi** : il s'agit de caractériser la source de la menace afin d'en déterminer la probabilité, l'intensité, et surtout en connaissant l'adversaire de discerner les points sur lesquels l'on va pouvoir agir afin de maximiser les gains.
- ⇒ **Vision probable des conflits/oppositions futures** : que l'on pourrait traduire par la définition précise des menaces et du cadre dans lequel elles vont se réaliser (en somme la nature du DS considéré), livrant le champ d'action envisagé pour ses propres moyens.
- ⇒ **Moyens nécessaires** : coordination et organisation des moyens de la puissance pour la définition de stratégies dans chacun d'eux.
- ⇒ **Éléments à renforcer pour garantir le succès** : analyse critique des faiblesses et manquement des moyens nationaux pour assurer les intérêts (voire la survie) face

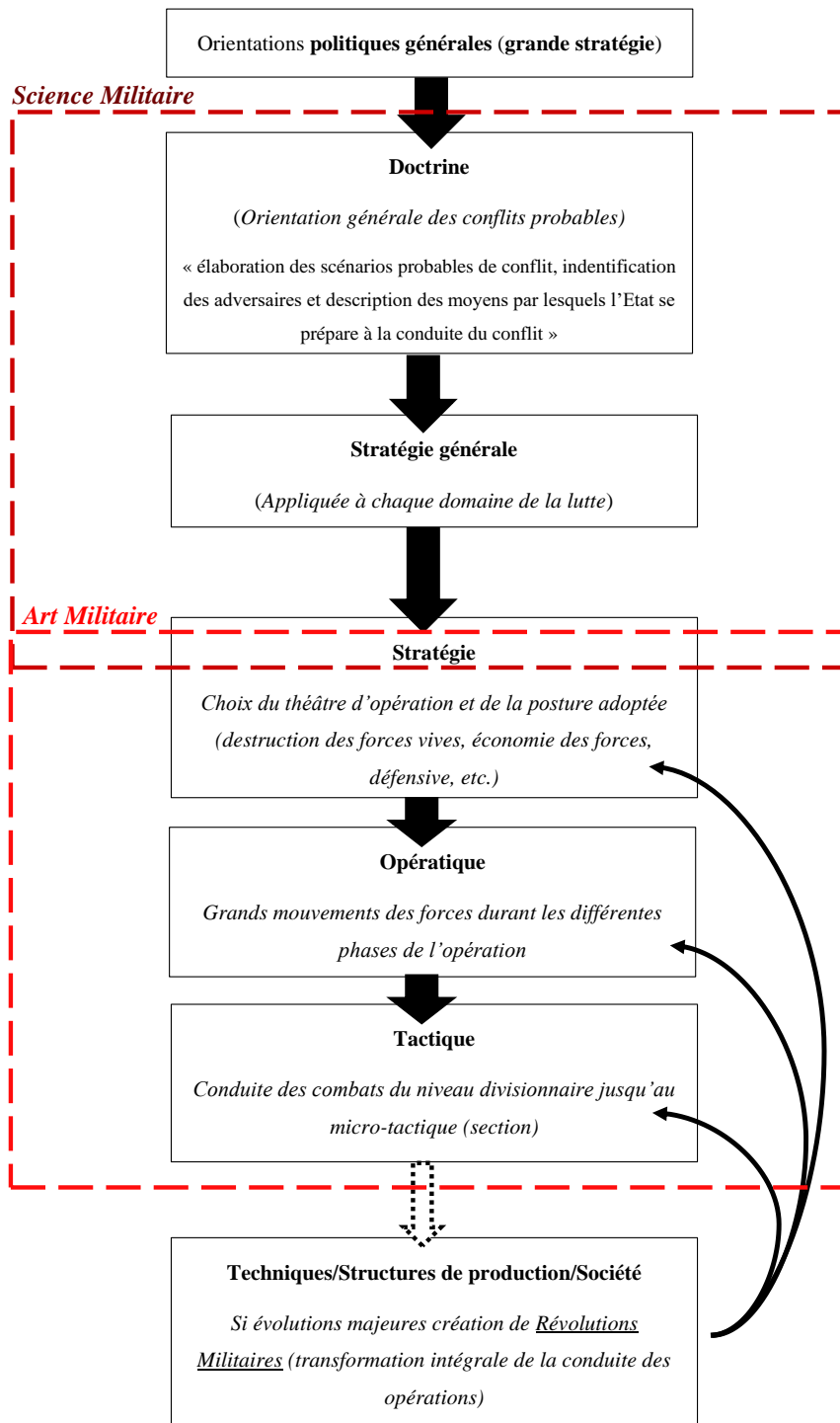
au DS, il s'agit de définir sur le long terme les plans capacitaires et conceptuels nécessaires à l'augmentation de la puissance étatique.

La Doctrine cumulant ses quatre éléments permet alors d'orienter les stratégies générales par domaine et par là-même de s'assurer qu'elles correspondent aux besoins de la Grande Stratégie.

Schéma n°7 : La pyramide stratégique soviétique



Une fois cet ensemble (Doctrine/stratégies) définit, ce qui relève de la science de la guerre, c'est-à-dire pour les soviétiques ce qui est conceptualisable et maîtrisable, est constitué et permet de maximiser ses chances dans les opérations qui pour leur part relèvent de l'art de guerre c'est-à-dire soumises à l'incertitude et aux aléas.

Schéma n°8 : L'édifice stratégique selon la pensée soviétique⁹⁴

⁹⁴ Jacques Sapir, *Le discours stratégique soviétique. Elaboration et pertinence d'un langage stratégique*, Persée, 1997, pp.5-8.

La Doctrine en tant qu'élément d'analyse procède donc de la caractérisation de la Doctrine d'un Etat face à un Dilemme de Sécurité, traduction concrète de la Grande Stratégie⁹⁵. En tant qu'élément objectif de la science militaire il s'agit bien d'une production palpable et organisée afin que chaque acteur des domaines mobilisés puisse comprendre et appliquer la vision politique afin d'atteindre les buts définis par la politique et organisés par la Grande Stratégie.

Ainsi, dans le cadre de la thèse nous définirons la Doctrine en tant que : **traduction de la vision générale d'un Etat face à un Dilemme de sécurité s'incarnant dans un ensemble de documents et/ou de discours prescrivant les objectifs à atteindre et les voies pour les réaliser.**

Deux prérogatives découlent de cette définition qui doivent être bien intégrées pour entendre la Doctrine telle qu'elle sera utilisée dans la thèse, **le processus doit être conscient et institutionnalisé** ; ce qui implique qu'il n'y a pas de Doctrine dans l'improvisation comme cela peut être le cas des doctrines opérationnelles, ou de doctrines créées par le terrain.

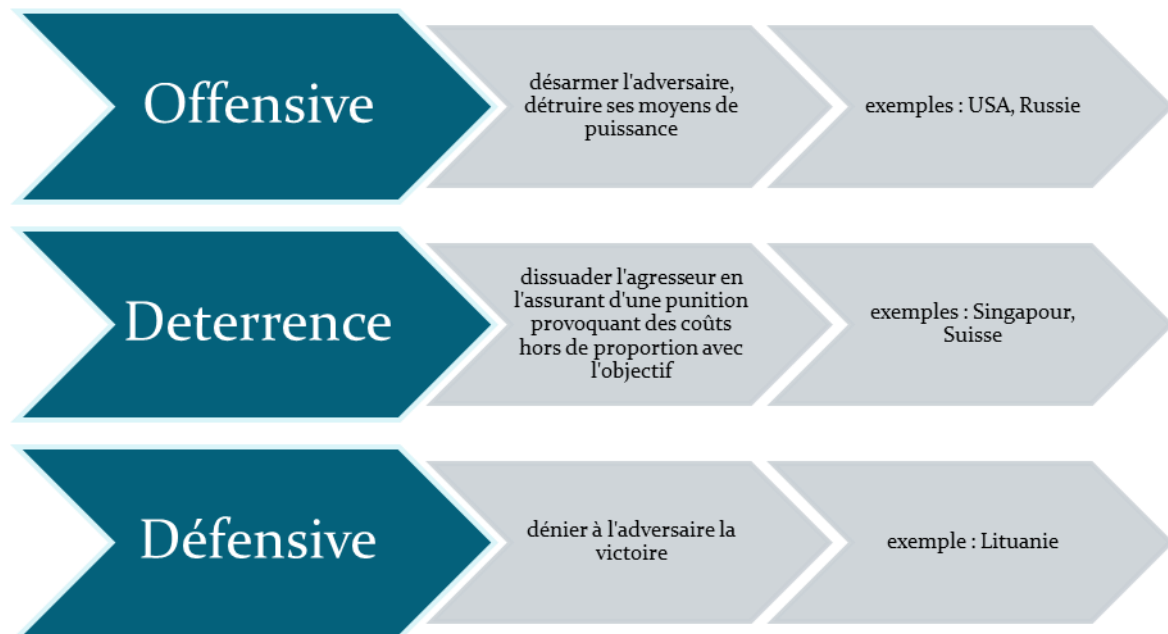
En effet, dérivant de la Grande Stratégie qui est produite par l'Etat rationnel elle ne peut venir que de lui et selon un processus conscient de réflexion stratégique face à une menace, elle ne peut être immédiate et se distingue en cela de la décision politique qui elle s'incarne en permanence.

La Doctrine bien que concept évolutif puisque suivant l'évolution historique de l'Etat et du système international dans lequel il agit, n'est pas en modification permanente et procède donc pour un temps plus ou moins long d'une réalité fixe incarnée dans les documents et/ou discours.

⁹⁵ Peter Feaver, *What is grand strategy and why do we need it?*, New-York, New-York Times books, 2009, p.3.

Cette définition exhaustive construite, il s'agit toutefois d'en préciser la dimension concrète afin de mieux entendre l'usage de la Doctrine en tant qu'outil d'analyse dans la thèse. Pour ce faire nous avons recours à la mobilisation de la grille de lecture de Barry Posen⁹⁶ qui vient énoncer trois grandes familles de Doctrines, selon les critères primordiaux de la pensée stratégique d'un Etat que sont les compromis acceptés, les objectifs, et les moyens disponibles ou probables. La première famille de Doctrine est alors « l'offensive » qui repose sur une vision conflictuelle (militaire ou non) pour un Etat et entend atteindre ses objectifs par la destruction des moyens et/ou avantages adversaires afin de le forcer au compromis. La seconde famille dite « dissuasive », entend pour sa part préserver les acquis ou le statuquo en dissuadant l'adversaire d'agir sous peine de lui infliger des dommages prohibitifs aux vues des gains espérés. Enfin la dernière famille doctrinale est nommée « défensive » en ce qu'elle ne refuse pas la conflictualité mais agira alors avant tout pour empêcher l'autre d'atteindre la victoire, maximisant ainsi ses intérêts propres par l'impossibilité pour l'autre de gagner en puissance.

Schéma n°9 : les trois types de doctrine (Barry Posen)



⁹⁶ Barry R. Posen, *The sources of military doctrines: France, Britain and Germany between the world wars*, Cornell studies in security affairs, 283pages.

La Doctrine entendue ainsi, révèle son caractère pratique, lié à la pensée stratégique de l'Etat face à une menace qu'elle ne fait que matérialiser par un discours constitué et définissant des buts précis.

La prise en compte de la Doctrine dans le processus de Grande Stratégie qu'elle permet de rendre palpable et indentifiable, nous permet ainsi de compléter notre définition première afin de disposer d'une vision complète de l'outil conceptuel ; La Grande Stratégie sera ainsi entendue comme : **art pour un Etat face à un Dilemme de Sécurité de coordonner les éléments de la puissance nationale, afin de répondre aux menaces et maximiser ses intérêts sur le long terme, par le biais d'une Doctrine orientant concrètement les divers domaines de l'action.**

Avec sa définition, ainsi que son rapport à la stratégie, et son moyen de traduction qu'est la Doctrine, nous disposons désormais de la Grande Stratégie en tant que concept structurant complet et cohérent pour l'analyse produite dans cette thèse. Il nous faut désormais nous attacher au dernier élément fondateur de la méthode de recherche, l'objet même de l'analyse : les petites puissances (*small states*).

2.2.3. Le concept de petites puissances/*Small States*

Les petits Etats en tant qu'objet d'étude de la thèse bien que notion simple de prime abord, méritent en réalité une étude particulière. En effet le vocable souvent nommé *Small States* dans les analyses renvoi comme tout concept implantant une hiérarchie (entre *small* et *big States* en l'occurrence) à diverses définitions et recoupe surtout des réalités différentes en fonction des critères d'évaluation utilisés.

De nouveaux trois catégories peuvent être distinguées : selon les théories des Relations Internationales ; selon leurs modes d'action stratégique dans le système international ; selon le critère exclusif de la puissance.

➤ **Définir les *small states* au prisme des théories des Relations Internationales**

Nonobstant les divergences théoriques sur la nature du système international et des acteurs qui le compose, notamment la remise en cause du statocentrisme par certains courants, la question de l'importance de l'Etat exprimée sous forme de grandeur est une question récurrente des théories des Relations Internationales. Deux grandes tendances s'opposent ainsi entre réalisme et constructivisme.

Le courant réaliste dans sa volonté d'objectivité de l'étude des relations internationales cherche à établir une définition scientifique et immuable des grands et des petits Etats. Pour ce faire les critères retenus sont matériels afin qu'ils soient quantifiables et incontestables⁹⁷.

La grandeur de l'Etat se mesure par quatre critères cumulatifs⁹⁸ :

- ⇒ Population ;
- ⇒ Taille du territoire ;
- ⇒ PIB ;
- ⇒ Forces militaires.

De ce fait est petit tout Etat qui ne peut soutenir le niveau des grandes puissances. Cette vision au-delà d'une tendance à considérer la quasi-totalité des Etats dans le monde comme petits, incite surtout à ne focaliser l'attention que sur les Etats-Continents seules entités à même de développer une puissance véritable et donc à faire de cette clé de lecture (propice au contexte de la Guerre froide et depuis 1991 à l'hyperpuissance américaine et la Chine émergente) l'unique point d'intérêt puisque les autres nations n'auront par essence pas les moyens d'influer sur le système international⁹⁹.

⁹⁷ Martins Nilsons, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2015, p.138.

⁹⁸ Ibid. p.140.

⁹⁹ Vitalijus Anisimenko, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2018, pp. 17-27.

A rebours de cette vision réifiée et figée, le paradigme constructiviste postule pour sa part une hiérarchisation des Etats sur des critères conditionnels et subjectifs. De fait, il est considéré que l'essence d'un Etat ne peut présider à son niveau de puissance, sans quoi un ensemble d'évènements historiques ne pourraient être expliqués (ascension de la Prusse, empire britannique, etc.) de même que la difficulté pour certains Etats avec un territoire vaste et une population importante de devenir des puissances dominantes (Brésil, Ukraine)¹⁰⁰. Les sources de la grandeur d'un Etat sont ailleurs, elles viennent de la mise en concurrence avec ses principaux opposants. L'Etat est petit vis-à-vis d'un autre Etat avec lequel il interagit, et pour un temps donné¹⁰¹. En effet l'Etat peut augmenter sa puissance et ses moyens et à un moment dépasser les capacités de l'autre pour lequel il devient alors un grand Etat, le cas de Singapour face à la Malaisie depuis 1965 est assez révélateur sur ce point. La grandeur de l'Etat pour les constructivistes est par conséquent doublement contextuelle : pour une période donnée face à un acteur donné.

➤ **Le caractère de *small state* en fonction de ses actes ?**

Le champ stratégique a très tôt cherché à déterminer les acteurs à l'origine des évolutions de l'histoire et les éléments leur permettant d'influer sur le système international. Par ce biais il ne s'agissait pas de distinguer les Etats en fonction de leurs moyens originels, mais plutôt de considérer comment leurs actions et conséquences se révélaient être décisives et relever de grandes puissances à un moment de l'histoire¹⁰², dans ce cadre par exemple l'Allemagne de 1939 est une grande puissance quand bien même elle était ruinée au début des années 1930 et avec une force militaire limitée.

¹⁰⁰ Thierry Balzacq, Peter Dombrowski, Simon Reich, *Comparative grand strategy: a framework and cases*, op. cit., p.295.

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² LTC Armin Wagner, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic Defence College, 2016, pp. 197-199.

Une fois ce constat établi se pose néanmoins la question des critères de discrimination entre les Etats pour déterminer s'ils sont un grand ou un petit acteur des relations internationales. Le juge de paix a été trouvé dans la capacité de l'Etat à recourir à la force pour imposer ses intérêts si besoin, les petites nations devant alors subir sans pouvoir réagir face à l'écrasante puissance de l'adversaire. Les grandes puissances sont donc celles qui dans le système international vont recourir aux menaces de la force et de la coalition dès que leurs intérêts sont menacés, tandis que les petites puissances à l'inverse sont celles privilégiant la *position refuge* par la neutralité ou l'influence dans les structures multilatérales seules garantes du respect de leur indépendance¹⁰³.

➤ **La puissance critère exclusif du caractère de *Small State***

Nous effleurons constamment à travers les éléments précédents la notion de puissance pour distinguer entre les grands et petits Etats, ce qui a conduit certains chercheurs à ne retenir que ce critère comme moyen de hiérarchisation. Est grand l'Etat qui parvient à développer par une augmentation de ses capacités ou une utilisation supérieure de ses moyens, une puissance assez grande pour lui permettre d'imposer sa volonté à la majeure partie des Etats qui lui font face¹⁰⁴.

Toutefois la puissance étant une notion évolutive elle doit également se comprendre selon des critères objectifs expliquant la permanence de certains Etats comme des puissances majeures au fil de l'histoire.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Vernon Noël Bennett, *Military forces structures in small states: providing for relevant and credible military capability*, Thèse soumise à l'université de Victoria de Wellington, 2018, pp. 1-11.

De ce fait deux catégories cumulatives de la puissance sont relevées¹⁰⁵ :

Tableau n°9 : Les éléments de la puissance

<i>Eléments naturels</i>	<i>Eléments sociaux</i>
- Taille	- Economique
- Population	- Militaire
- Ressources naturelles	- Politique
	- Informationnel

Les éléments naturels confèrent une puissance originelle qui peut ne pas être transformée en puissance réelle, mais qui si elle est exploitée donne un avantage permettant en cas d'éléments sociaux équivalents à l'adversaire de prendre le meilleur sur lui. Les petites puissances sont alors souvent caractérisées par un déficit d'éléments naturels les orientant vers une maximisation des éléments sociaux pour développer leurs moyens d'action, bien que ce critère ne soit pas exhaustif.

➤ **Le *small state* un caractère conditionnel, fonction de la menace : la vision de la thèse**

Les catégories précédentes sont essentielles pour une caractérisation plus objective du concept de *Small state* en ce qu'elles fournissent chacune des clés de lecture de l'objet d'étude. Toutefois, sans remettre en cause leur bienfondé il apparaît que dans le cadre de la thèse elles soient toutes incomplètes ou porteuses de failles.

En effet la vision matérielle du réalisme ne prend pas en compte la capacité d'un petit Etat à acquérir un statut de puissance, comme Singapour par exemple ; de même la vision constructiviste bien que repris largement ici dans la conditionnalité du statut de petit Etat

¹⁰⁵ David Jablonsky, "National power", *Guide to national security issues*, Washington, US Army War College, 2008, p.155.

a tendance à s'arrêter à ce constat sans en conférer la cause (que nous postulons comme étant le Dilemme de Sécurité).

En outre, la lecture sur le comportement de l'acteur dans le système international bien que souvent juste s'avère toutefois impossible à généraliser, la neutralité américaine dans l'entre-deux guerres et jusqu'à Pearl Harbor ne dénote pas de son statut de petit Etat mais bien d'une décision politique.

Enfin, le critère de puissance encore une fois bien que très pertinent ne permet pas une prise en considération complète du caractère de *small state* en omettant que la puissance est théorique et ne permet pas d'expliquer dans ce cadre l'une des bases de la stratégie à savoir la victoire de celui qui était à l'origine le plus faible et qui dans le contexte précis de l'affrontement a en réalité été une puissance supérieure.

Pour toutes ces raisons, plutôt que de se ranger dans une catégorie d'étude nous fournirons notre propre définition des *small states* centrée sur les deux éléments fondamentaux de l'étude conduite concernant ces Etats : la Grande Stratégie et le Dilemme de Sécurité.

Puisque la nature même de la Grande Stratégie est de permettre à un acteur de maximiser ses actions pour augmenter sa puissance et assurer ses intérêts, il n'est pas concevable de conférer une vision immuable et partant matérielle aux petits Etats. Dans ce cadre la thèse rejoint les théories conditionnelles des *small states*, un Etat en fonction du contexte peut être soit une petite puissance soit une grande puissance, à l'instar du Japon comme puissance régionale mais petite puissance face aux Etats-Unis. De même un petit Etat à un instant T peut par une grande stratégie efficace devenir une grande puissance, ainsi entre 1965 et aujourd'hui de Singapour en Asie du sud-est.

Toutefois l'on ne peut s'arrêter ici, il faut alors expliquer le contexte et ce qui va déterminer qu'un Etat est une petite puissance dans celui-ci. Nous retrouvons alors le Dilemme de Sécurité, **est petit l'Etat qui ne peut provoquer un Dilemme de Sécurité parce qu'il subit celui de l'adversaire et dispose de moyens insuffisants pour en constituer à son tour. Par opposition le statut de grande puissance est quantifiable dans sa capacité à provoquer si nécessaire un Dilemme de Sécurité**, les plus grandes puissances étant celles qui peuvent en générer au niveau mondial par des actions régionales ou globales suffisamment importantes.

Quelques exemples pour illustrer le propos selon l'état des puissances en 2020 :

- ⇒ Puissance dominante par capacité globale à générer des Dilemmes de Sécurité (Etats-Unis) ;
- ⇒ Grandes puissances générant des actions régionales aux répercussions mondiales créant un Dilemme de sécurité global (France, Chine, Russie) ;
- ⇒ Grande puissance contextuelle : Israël vis-à-vis des pays du Moyen-Orient ;
- ⇒ Petite puissance contextuelle : Australie face à la Chine ;
- ⇒ Petite puissance par essence dans l'incapacité de générer des dilemmes de sécurité : Vatican.

La définition des *small states* qui en découle peut alors s'exprimer ainsi : **Etat subissant un dilemme de sécurité et ne pouvant par sa seule action en créer un à l'adversaire comparable à celui ressenti**¹⁰⁶.

Bien que la définition soit établie il convient néanmoins d'opérer à présent une précision sémantique. En effet, le terme *small state* peut porter à confusion puisque l'on ne parle pas de petit Etat par sa taille, aussi nous préférons employer le terme de puissance. Mais nous l'avons vu la puissance doit être précisée, nous ne parlerons pas de puissances contraintes ou limitées, parce qu'hormis un hégémon écrasant les autres, tout Etat dans le système international a une puissance limitée, avec ce vocable nous ne ferions que substituer une confusion par une autre. Par conséquent, **c'est la notion de *petite puissance* qui sera retenue puisqu'elle correspond à un statut d'infériorité contextuelle d'un Etat qui peut évoluer par sa Grande Stratégie en maximisant ses intérêts face à un Dilemme de Sécurité.**

¹⁰⁶ Il apparaît donc que souvent les grandes puissances se créent mutuellement des dilemmes de sécurité comparables, l'exemple le plus parlant étant l'opposition des deux superpuissances durant la Guerre Froide en état de Dilemme de Sécurité permanent, ou encore de nos jours le cas de la dissuasion nucléaire reposant sur la destruction mutuelle assurée c'est-à-dire un Dilemme de Sécurité équivalent permanent.

Ce cadre conceptuel et sémantique dévoilé concernant les Petites Puissances, l'ensemble des concepts structurants est désormais défini, de même que l'assise méthodologique, achevant ainsi le cadre de recherche de la thèse. Désormais peuvent être mis en relation les concepts afin de dégager les outils analytiques complémentaires, indispensables à la formulation *in fine* de la grille d'analyse qui sera appliquée aux cas d'étude.

Chapitre 3. Outils Conceptuels

Disposer de l'outil de lecture formel et complet à appliquer à la Grande Stratégie des Petites Puissances nécessite au préalable de dégager les éléments et logiques d'interactions entre les concepts structurants (Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie, Petites Puissances) dont découleront les procédés d'étude concrets.

Ainsi, il convient d'étudier le rapport entre le Dilemme de Sécurité et la Grande Stratégie, puis entre la Grande Stratégie et l'objet que sont les Petites Puissances, afin *in fine* dans le dernier chapitre de cette première partie de la thèse de pouvoir constituer la grille d'analyse concrète et les procédés d'étude pratiques appliqués lors du travail de recherche.

3.1. DILEMME DE SECURITE ET GRANDE STRATEGIE

La relation entre Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie est le rapport fondamental du système international pour un Etat, ce dernier produisant une vision stratégique pour répondre aux menaces perçues.

Cette vision élémentaire n'est toutefois pas suffisante pour entendre l'usage méthodologique et approfondi de ces concepts, il faut en détailler le rapport et en comprendre les conséquences, c'est-à-dire définir la co-constitution des concepts aboutissant à la mise en œuvre d'une nouvelle pyramide stratégique.

3.1.1. Un rapport de co-constitution

Jusqu'à présent la vision de la Grande Stratégie et du Dilemme de Sécurité appliqués dans le travail de thèse peut se résumer à travers les mots du théoricien des Relations Internationales Barry Posen¹⁰⁷ :

“A grand strategy is a nation-state's theory about how to produce security for itself”

Dans ce cadre une relation élémentaire est constituée entre les relations internationales produisant un ensemble de menaces conduisant les Etats à percevoir un Dilemme de Sécurité, et le besoin de l'Etat de maximiser ses intérêts et de garantir sa survie et qui pour ce faire organise ses moyens et actions par la Grande Stratégie.

Toutefois la nature de ce lien est plus complexe en ce qu'elle fait intervenir des degrés et concepts multiples. En effet, en tant qu'outil de réduction du risque, **la Grande Stratégie entre dans le cadre d'une gestion du risque** en en faisant une donnée dépassable puisque l'action dans ce cadre, si elle est judicieuse, peut conduire à autant d'opportunités et d'avantages que d'inconvénients.

La Grande Stratégie devient dans ce cadre une planification de défense¹⁰⁸ :

“Defense planning is conducted in conditions of uncertainty and functions as the management of strategic risk. State need to determine the capabilities that they will maintain and the resources that they are willing to commit to provide for their security and defence interests”

La seule différence -majeure toutefois- est que la Grande Stratégie réalise ce management des risques de manière globale et non-pas seulement pour les questions de défense, puisque l'Etat ne possède pas que ce moyen pour maximiser ses intérêts.

¹⁰⁷ Barry Posen, *Restraint: a new foundation for U.S grand strategy*, Cornell University Press, 2014, p.2.

¹⁰⁸ Vernon Noël Bennett, *Military forces structures in small states: providing for relevant and credible military capability*, op. cit., p.41.

Émerge de cette vision une **intensité et une typologie des menaces relevant de la Grande Stratégie** puisque celles-ci doivent engendrer une action étatique de management permettant de les circonscrire ou de les utiliser.

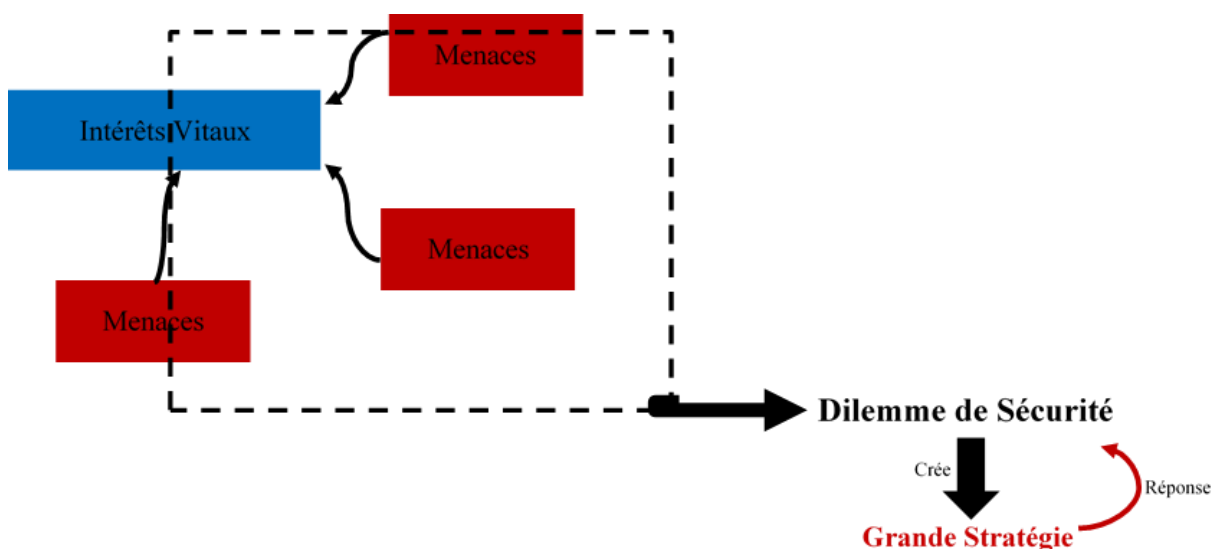
Cette précision est déterminante, en effet les menaces imminentes ne peuvent faire l'objet d'une Grande Stratégie, du moins d'une nouvelle version de celle-ci, elles devront être traitées par les dispositifs antérieurement développés et ayant cours actuellement.

Par exemple, un Etat désirent modifier son approche de la conflictualité jusqu'à présent déterminée en termes d'actions indirectes, pour développer un modèle capacitaire centré sur l'affrontement direct, ne peut en cas de conflit immédiat basculer dans le nouveau schéma stratégique mais devra agir avec les moyens dont il dispose à l'instant T.

De même des menaces trop faibles n'auront pas pour conséquence de menacer les intérêts d'un Etat ou sa survie, une gestion courante sera donc effectuée sans avoir besoin d'investir dans la création d'une Grande Stratégie qui n'apportera pas d'avantage.

La Grande Stratégie ne s'inscrit par conséquent que face à un véritable Dilemme de Sécurité face auquel elle peut développer les moyens de maximiser des intérêts, pas contre une simple menace ne mettant en pas en péril ses intérêts fondamentaux. En outre la Grande Stratégie est une notion du temps long qui ne saurait de ce fait se construire face à un péril nouveau et soudain.

Schéma n°10 : La co-constitution entre dilemme de sécurité et grande stratégie

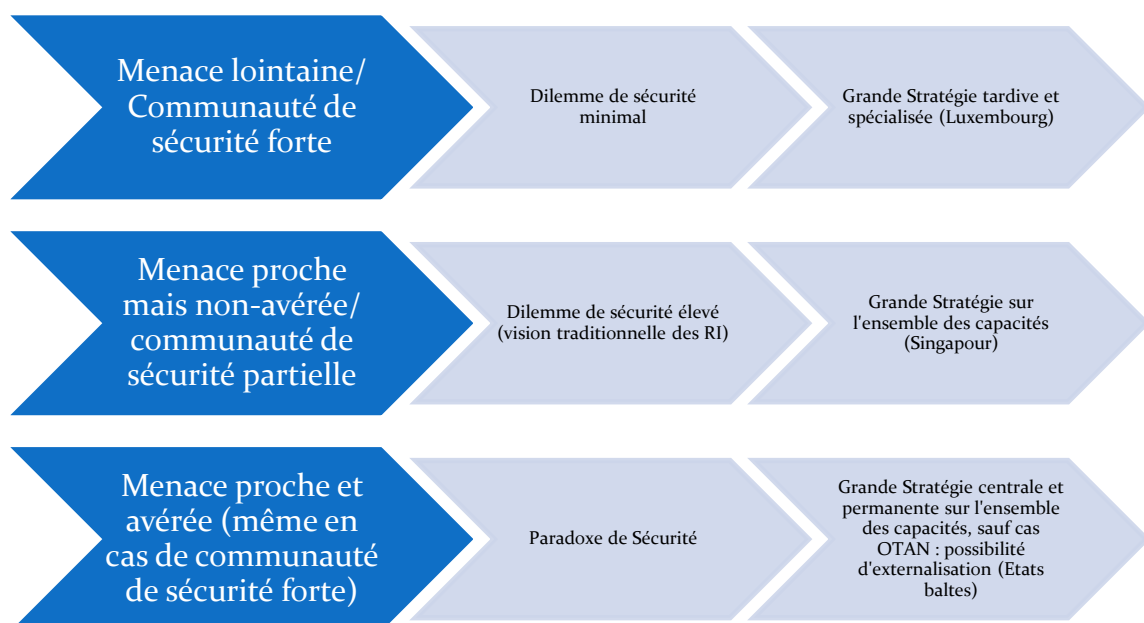


De manière synthétique et quelques peu cavalière nous pourrions ainsi résumer **la Grande Stratégie comme le fait de voir les menaces futures en tant qu'opportunités**. Il faut construire pour ce faire les moyens de répondre au dilemme posé en l'évitant ou le dépassant pour empêcher sa conclusion négative qu'est le *paradoxe de sécurité*. La Grande Stratégie dans ce cadre s'adapte à son contexte et est donc fonction du Dilemme de Sécurité.

En effet, un dilemme très fort centré sur un risque de conflit militaire n'entraînera pas les mêmes modalités de Grande Stratégie, qu'un dilemme minimal opéré par une menace lointaine pour un acteur pouvant compter une communauté de sécurité fortement développée.

Par conséquent, à l'image de la gradation du Dilemme de Sécurité, la Grande Stratégie parce que fondée par le dilemme lui-même correspond également à cette hiérarchisation de l'intensité.

Schéma n°11 : Intensité de la menace, intensité du dilemme de sécurité, et grande stratégie



De ce fait, le lien entre la Grande Stratégie et le Dilemme de Sécurité prend toute son épaisseur, il n'est pas qu'un rapport simple de l'un découlant mécaniquement de l'autre, mais bien une logique de co-constitution de la Grande Stratégie, définit dans ses modalités en fonction de l'intensité et de la durabilité de la menace posée.

Mais ce n'est pas tout, la co-constitution s'incarne également dans son second volet qu'est l'action de la Grande Stratégie sur le Dilemme de Sécurité.

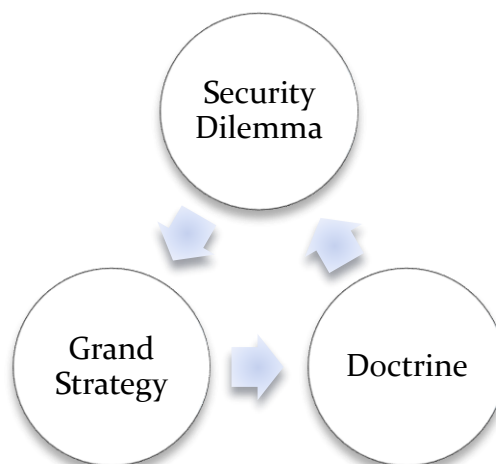
De fait, celle-ci est produite pour permettre d'éviter une spirale négative de la menace perçue, pour ce faire il est indispensable que les actes de l'Etat permettent de développer ses moyens ou d'agir pour renforcer ses intérêts et diminuer l'intensité du dilemme.

Or, comme nous l'avons évoqué précédemment la Grande Stratégie en tant que telle n'est qu'une vision, et sa praticité s'incarne dans la Doctrine.

C'est donc bien cette dernière qui fonde la réponse (ou du moins la tentative de réponse) aux défis et opportunités stratégiques issus du Dilemme de Sécurité. De ce fait, c'est bien l'efficacité de la Doctrine qui permet -ou non- de diminuer et/ou circonscrire le dilemme posé.

La relation entre les concepts s'affine d'autant, pour faire émerger non-pas un duopole conceptuel mais bel et bien un triptyque se co-constituant et livrant une vision précise des objets étudiés et donc de la méthode d'analyse nécessaire pour les étudier :

Schéma n°12 : La relation triangulaire : dilemme de sécurité, grande stratégie, doctrine



3.1.2. L'émergence d'une nouvelle pyramide stratégique : clé d'appropriation des déterminants de la Grande Stratégie

Puisque le lien fondamental entre Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie, et Doctrine a été effectué, et que leur relation a été développée l'on comprend mieux la dimension cardinale de la Doctrine comme élément d'action de l'Etat dans les relations internationales. De même, on entend mieux l'origine des objectifs politiques présidant à la Grande Stratégie et orientant par la suite les divers domaines de la puissance d'une nation.

Cette réalité conduit à détailler le cadre d'analyse de la thèse en deux points, en premier lieu par la fondation d'une nouvelle pyramide stratégique prenant en compte ces éléments ; mais également deuxièmement en lien direct avec cette vision précisant l'articulation entre la Grande Stratégie et les autres niveaux, une mise en exergue de ses déterminants permettant de mettre en avant ses composantes au-delà de sa seule définition.

A. La nouvelle pyramide stratégique

La vision stratégique établie jusqu'à présent dans la thèse correspond au cadre hiérarchique linéaire classique¹⁰⁹ partant des objectifs politiques et de la Grande Stratégie prescrivant les stratégies générales pour aboutir aux divers niveaux opérationnels. Pourtant nous l'avons vu le Dilemme de Sécurité et la Doctrine sont des éléments insérés dans cette dynamique au même titre que la Grande Stratégie. Une réalité souvent prise en compte dans les développements doctrinaux modernes, avec par exemple chez les américains une distinction au sein des niveaux de la stratégie nationale qui n'est plus vue comme une logique unique et auto-constituée mais qui dérive de diverses étapes hiérarchiques depuis le besoin jusqu'à la formulation pratique des orientations stratégiques¹¹⁰.

¹⁰⁹ Bernard Penisson, *Histoire de la pensée stratégique : de Sun Zi au Nucléaire*, Ellipses poche, 2019, p.11.

¹¹⁰ Harry P. Yarger, "Toward a theory of strategy", *Guide to national security issues*, Washington, US Army war college, 2008, pp.43-49.

A l'instar des développements de la thèse provenant d'une étude fine des concepts de Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie et Doctrine qui conduisent à définir ces éléments dans une interaction permanente et innée, la vision américaine décortique le niveau de pensée stratégique de l'Etat en trois volets : vision politique, Grande Stratégie, Doctrine, évoquées sous les termes de *political objectives*, *national security strategy*, et *national defense strategy*¹¹¹.

La vision politique est le premier niveau de réflexion d'un Etat face à l'action dans le système international, qui fonde alors sa perception des menaces et les intérêts et besoins de sécurité sur le long terme que cela implique. L'on comprend mieux ici la place du Dilemme de Sécurité en tant qu'origine de la vision politique, il est, par l'ampleur des menaces créées, l'élément d'éveil de l'Etat dans sa planification de long terme.

Une fois cet éveil effectué, il s'agit de construire une vision générale d'organisation des moyens et des actions pour maximiser ses intérêts sur le long terme, c'est ici qu'intervient la Grande Stratégie.

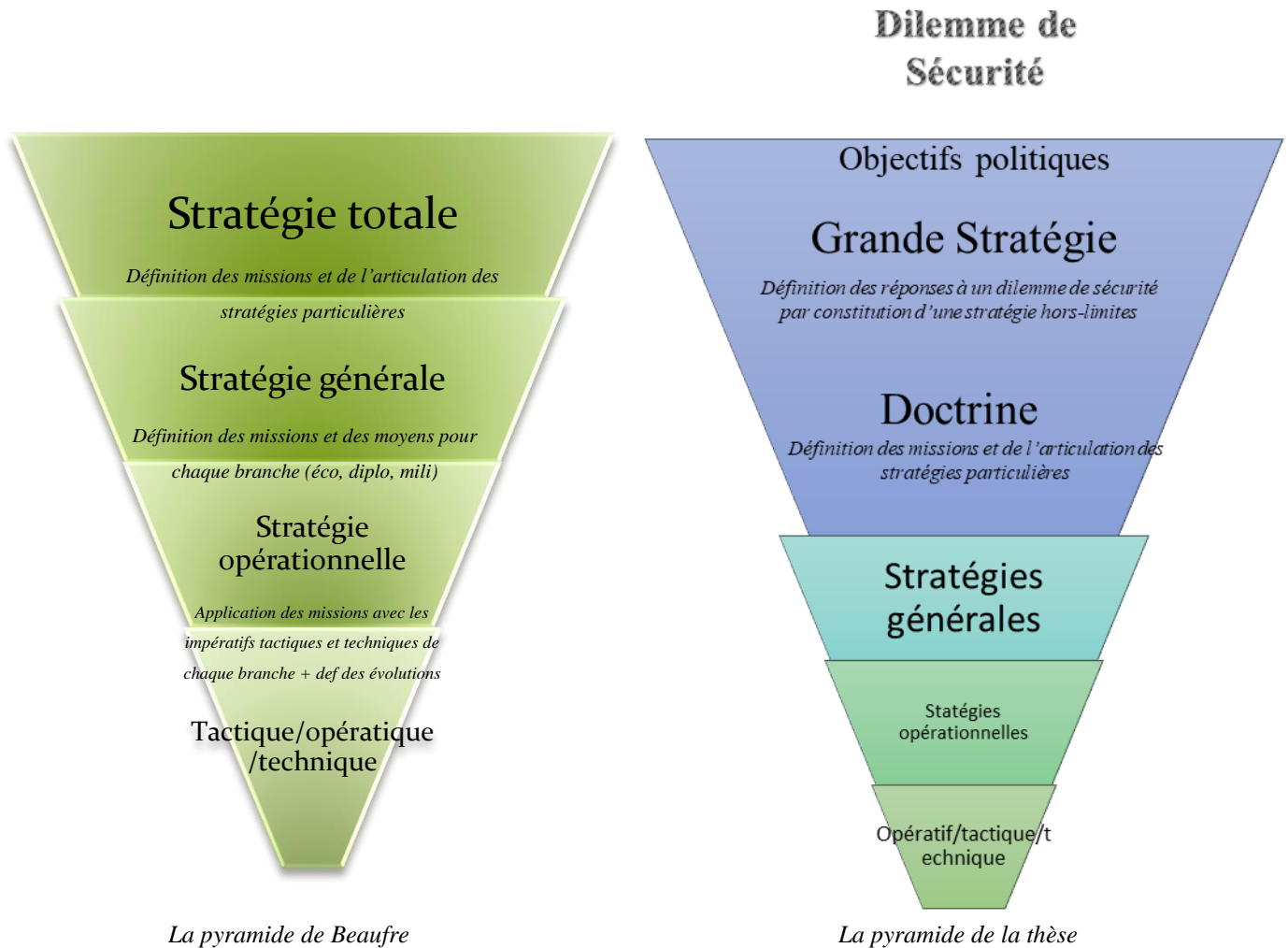
Vision qu'il faut enfin matérialiser pour la rendre pratique et applicable par l'ensemble des domaines nécessaires à la maximisation des intérêts, d'où une mise en place de la Doctrine.

Nous le voyons, **la mise en relation de la Grande Stratégie dans son aspect de pensée stratégique de l'Etat invite à spécifier le cadre du niveau politico-stratégique par un lien indéfectible avec le Dilemme de Sécurité, et une nécessité pratique qu'est la formulation de la doctrine.**

¹¹¹ Paul E. Vera Dolzo, *Military transformation: effort and institutional commitment*, Military Review, 2019, pp.51-59.

La pyramide stratégique traditionnelle de Beaufre se trouve donc modifiée par l'analyse détaillée de la Grande Stratégie et de son cadre d'action dans les relations internationales, conduisant en termes méthodologiques et théoriques à désormais se tourner vers une nouvelle schématisation hiérarchique :

Schéma n°13 : Pyramide stratégique de Beaufre et pyramide stratégique de la Thèse



B. Des déterminants de la Grande Stratégie

Le paragraphe précédent n'avait pas seulement pour but de livrer une ambition théorique de remise en cause de la pyramide stratégique classique, mais aussi d'apporter l'élément final des concepts structurants de la thèse. De fait, la Grande Stratégie apparaît à la lumière de son rôle et de son placement dans la pensée stratégico-politique comme un élément simultané de développement et de coordination¹¹² ; le développement des objectifs et craintes de l'Etat face au Dilemme de Sécurité, et la coordination des moyens sur le long terme (en les renforçant si besoin) par la création de la Doctrine.

La Grande Stratégie n'est donc pas simplement une définition, ou un élément hiérarchique supérieur à la stratégie concrète et se traduisant par la Doctrine, elle est un concept aux déterminants particuliers mis en lumière par cette nouvelle pyramide stratégique.

Ces **déterminants** sont de manière **élémentaire** incarnés dans la **Survie et la Puissance**¹¹³ qui découlent directement du besoin de développement et coordination et renvoient aux besoins fondamentaux de l'Etat face au Dilemme de Sécurité. La Grande Stratégie est avant tout le moyen d'assurer sa survie en maximisant ses intérêts et ses actions c'est-à-dire en fait en développant -ou a minima en garantissant- sa puissance face au péril et ce sur le long terme.

De cette affirmation découle une **nouvelle caractéristique fondamentale de la Grande Stratégie**, son **indépendance**. En tant que vision stratégique d'un acteur particulier face à une menace particulière (le Dilemme de Sécurité étant d'une intensité et d'une nature issue du contexte propre à des acteurs particuliers en un moment particulier), la Grande Stratégie ne peut qu'être produite par l'Etat. Bien entendu elle n'est pas une pensée unique hermétique à toutes les autres visions stratégiques, la Grande Stratégie peut s'inspirer ou reprendre des concepts, toutefois dans ce cas elle les adaptera aux besoins et moyens

¹¹² Dennis M. Drew, Donald M. Snow, *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, op. cit., p.17.

¹¹³ Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*, op. cit., pp. 176-177.

particuliers de l'Etat. Dans le cas contraire, si elle se contente de reprendre point par point la Doctrine d'un autre Etat alors il existe un rapport de vassalisation, incompatible par essence avec la Grande Stratégie qui est la pensée d'un acteur face à des menaces et défis. Ce n'est pas pour cela que l'acteur n'agira pas dans le système international, néanmoins il sera dans un alignement stratégique complet et ne pourra donc produire une Grande Stratégie. Ce cadre s'est souvent appliqué dans l'histoire aux cas des Etats-clients qui ne faisaient que décliner la vision stratégique de leurs Etats-suzerains¹¹⁴.

Les concepts mis en exergue ont alors une vocation générale et impliquent que la Grande Stratégie n'est pas dépendante du seul cadre militaire puisqu'il s'agit de maximiser ses intérêts dans le système international. Les impératifs de survie et de puissance, font donc par essence de la **Grande Stratégie une dimension pan-domaines et omnidirectionnelle, bien que la variable sécuritaire demeure incontournable** puisqu'elle est obligatoirement présente au moins **pour garantir la survie de l'acteur face au Dilemme de Sécurité** et au cas où celui-ci basculerait en *paradoxe de sécurité*. Nous avons **de ce fait non-pas une hiérarchisation des moyens, mais un cadre indépassable et premier** dans toute Grande Stratégie qu'est **la place donnée au militaire, et ensuite les autres moyens qui sont mobilisés** (et pouvant être prioritaires sur le domaine militaire sans l'effacer) pour l'atteinte des objectifs¹¹⁵.

Les caractères de la Grande Stratégie permettent de conclure le rapport entre cet outil et le Dilemme de Sécurité, afin d'en faire des éléments complets et clairement définis

¹¹⁴ Pour le volet antique des Etats-clients de l'Empire romain : Edward Luttwak, *La grande stratégie de l'empire romain*, Economica, 2009 (2^{ème} édition), 260pages ; pour le cas des Etats-clients européens à la France de Napoléon Ier (royaumes aux mains de sa famille ou protectorats comme le duché de Varsovie, la Saxe, etc.) : Antoine-Henri Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon : racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric*, Forgotten books, 2019, 490pages. Une logique similaire est souvent appliquée aux Etats alignés sur la position otanienne durant la Guerre Froide, notamment pour les petits Etats comme le Luxembourg dans les années 1960-1970.

¹¹⁵ Un gage de clarté de ce processus et du lien entre Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie est à retrouver dans l'annexe n°3 livrant deux archétypes historiques du processus : les cités grecques et la politique étrangère de Richelieu (cf. p.654).

à appliquer à l'étude des petites puissances. Toutefois, avant de pouvoir livrer la grille d'analyse concrète du phénomène, il convient de traiter de ce volet précis qu'est la Grande Stratégie des petites puissances afin de déterminer ses spécificités et de pouvoir discriminer les Etats étudiés en fonction de celles-ci.

3.2. PETITS ETATS ET GRANDE STRATEGIE

Nous arrivons à l'étape finale de la dimension conceptuelle de la thèse, avec le rapport entre l'outil primordial qu'est la Grande Stratégie et l'objet d'étude que sont les petites puissances. Il faut par conséquent en détailler les caractéristiques propres avant de mettre en exergue les éléments qui seront étudiés dans le cadre de la thèse à savoir les Etats pour lesquels une étude historique de la Grande Stratégie sera conduite.

3.2.1. Une Grande Stratégie des petits Etats ?

Comme constaté auparavant, la capacité d'une petite puissance à développer une Grande Stratégie ne va pas de soi, et de nombreux auteurs leur dénie même ce droit au prétexte de leur impossibilité à faire évoluer le système international. L'école réaliste en Relations Internationales mettant en avant cette position avec la vision de la Grande Stratégie comme l'action stratégique de l'Etat qui prétend à un statut hégémonique au sein du système international¹¹⁶ :

“Middle or smaller powers are often explicitly assumed to be too constrained to pursue grand strategies”

Ainsi, toute puissance ne pouvant accéder à cette position, ce qui correspond de fait à la majorité des pays, mais en particulier les petites puissances, ne peuvent de ce fait prétendre à la mise en œuvre d'une Grande Stratégie. Au-delà même de ce constat, une

¹¹⁶ Paul Van Hooft, *Grand strategy*, Oxford Bibliographies, 2017, p.2.

petite puissance n'aurait en outre aucun intérêt à développer une Grande Stratégie puisque l'investissement concédé serait inutile.

Se pose par conséquent la question de l'intérêt et de la possibilité d'étudier la Grande Stratégie des petites puissances.

La définition conditionnelle de petite puissance de même que le lien développé entre le Dilemme de Sécurité et la Grande Stratégie, élude le problème de la possibilité ou non de développer une Grande Stratégie pour un petit Etat¹¹⁷. De fait, puisque tout Etat dans les relations internationales est susceptible de subir un Dilemme de Sécurité, et devra ainsi définir une vision stratégique pour assurer sa survie et maximiser ses intérêts, alors tout Etat a intérêt et peut réaliser une Grande Stratégie¹¹⁸.

Néanmoins, dépassant ce cadre premier de la possibilité de conduire une Grande Stratégie, c'est dans l'intérêt de la mettre en place pour un petit Etat que réside la cardinalité de cet objet d'étude pour la thèse. En effet, parce que les petits Etats sont en déficit régulier de puissance vis-à-vis des autres acteurs, leur capacité de survie est régulièrement remise en cause, multipliant les dilemmes de sécurité opposés. De même, toute menace revêt pour un petit Etat une intensité supérieure que si elle est opposée à une plus grande puissance.

Dans ce cadre les petites puissances ont en réalité une prédisposition naturelle plus importante à la mise en œuvre d'une Grande Stratégie, cette dernière étant d'ailleurs d'autant plus essentielle et décisive que son échec implique bien souvent la remise en cause de l'Etat lui-même¹¹⁹ :

¹¹⁷ De fait grâce au Dilemme de Sécurité et au besoin initial de survie partagé par l'ensemble des Etats l'on tranche la question de savoir si une petite puissance est à même de fonder une Grande Stratégie et l'on élude ici le débat stérile encore trop souvent posé dans les travaux universitaires : Hilary Briffa, *Can small states have grand strategy ?*, Thèse soutenue au King's College (Ecole doctorale de philosophie).

¹¹⁸ Vernon Noël Bennett, *Military forces structures in small states: providing for relevant and credible military capability*, op. cit., p.8.

¹¹⁹ Thierry Balzacq (dir.), *Comparative grand strategy: a framework and cases*, op. cit., p.295.

“If they face existential threats smaller states may be compelled to think more about GS than the great powers, as their survival depends on their ability to muster the strategic resources over the long-term to counter regional rivals”

Cette vision est en réalité fondée sur la logique primaire du conflit, un acteur surpuissant et conscient de sa force n'aura pas un besoin de réfléchir de manière approfondie et pourra sans crainte fondre sur son adversaire pour l'écraser pouvant dans l'intervalle subir diverses attaques sans craintes. A l'inverse, c'est l'acteur en déficit de puissance qui doit réfléchir, et par une stratégie mettre en œuvre une coordination optimale de ses moyens et une gestion de ses actions lui permettant d'éroder la puissance ennemie pour garantir sa propre survie ou saisir un avantage.

De ce fait, l'on se rend compte que la Grande Stratégie des petites puissances n'est pas seulement réelle, elle est primordiale et prioritaire en ce qu'elle est consubstantielle de la survie du petit Etat qui ne peut s'en affranchir au contraire d'une grande puissance ; d'autant plus que la Grande Stratégie mise en œuvre se doit pour une petite puissance de fonctionner sous peine de menace sur sa survie, quand une grande puissance possède un droit à l'échec sans remise en cause de sa puissance globale¹²⁰. La Grande Stratégie trouve par conséquent ses manifestations les plus nombreuses et fines dans l'étude des petites puissances qui se doivent d'en réaliser un usage constant et parcimonieux engageant leur survie et l'ensemble de leurs moyens à chaque instant.

Si l'on usait d'un raccourci théorique l'on pourrait même affirmer que **si la recherche d'une position hégémonique est l'attribut des grandes puissances, la Grande Stratégie -bien que possible pour tous- est l'attribut premier des petites puissances** qui fondent leur survie sur son efficience.

¹²⁰ L'exemple des échecs américains au Moyen-Orient dans les années 2000 (Irak, Afghanistan) est un exemple révélateur, il s'agit d'une défaite des opérations de stabilisation pour un coût total dépassant les mille milliards, pourtant le statut hégémonique des Etats-Unis (malgré la perte d'image affiliée) n'a pas été remis en cause, de même que son caractère de première puissance militaire mondiale. De tels investissements non-fructueux pour une petite puissance auraient conduit à sa faillite sans aucun doute.

Vision partagée par un chapelet d'auteurs développant même une dynamique particulière de la Grande Stratégie de ces Etats en mettant en avant leur différence vis-à-vis de celle éventuellement mise en œuvre par les grandes puissances. La vision stratégique des petites puissances serait permanente parce qu'elle développe les éléments fondamentaux de la survie de l'Etat¹²¹ : survie/viabilité ; autonomie/influence ; vulnérabilité/résilience. Elle serait même plus complète que la Grande Stratégie des grandes puissances en usant de domaines et éléments non-usités par les autres comme les actions dans les champs non-stratégiques pour maximiser leur puissance en obtenant un leadership laissé vacant (notamment au sein des organisations internationales), ou encore la capacité à exercer des actions de médiation et de règlement des conflits par une image d'absence d'intérêts dans les conflits entre grandes puissances.

La Grande Stratégie apparaît de ce fait comme élément révélant toute sa complexité et son intérêt dans son application à l'objet des petites puissances, permettant de développer un champ stratégique délaissé tout en livrant une vision complète et plus fine du concept de Grande Stratégie avec les acteurs qui en livrent une vision plus approfondie du fait d'un déficit de moyens imposant un calcul stratégique permanent pour assurer leur survie. Le rapport entre les deux outils théoriques devient de ce fait plus qu'évident.

Reste désormais pour conclure le cadre conceptuel de la thèse, à mettre en lumière les cas d'étude et la période historique convoquée dans ce travail de recherche afin de livrer précisément l'objet d'analyse et les éléments sur lesquels devront être apposés la grille méthodologique concrète.

¹²¹ LTC Armin Wagner, *Can small and medium-sized states have grand strategies?*, op. cit., pp. 191-208.

3.2.2. Du choix des cas d'étude

La prise en compte concrète de la Grande Stratégie des petites puissances, devant le nombre d'Etats concernés ne peut être exhaustive et implique de ce fait une étude limitée à un panel cohérent d'acteurs afin d'en livrer une étude approfondie et pertinente. Il fallait de ce fait aboutir au choix d'un échantillon représentatif, puisque bien que le caractère de petite puissance soit défini comme conditionnel, il faut que l'étude réponde au besoin d'un Etat de se protéger face à un Dilemme de Sécurité important conduisant à la mise en œuvre d'une Grande Stratégie caractéristique. Ainsi deux critères de sélection ont été utilisés :

- ⇒ L'intensité du dilemme de sécurité : bien que ne prendre que des Etats faisant face aux mêmes types de menaces aurait permis de faciliter la comparaison, la complexité de l'objet d'étude qu'est le Dilemme de Sécurité répondant à un contexte précis et fondé en priorité sur l'interprétation propre à l'identité de chaque acteur, ainsi que l'ambition d'étudier la Grande Stratégie dans l'ensemble de ses manifestations, imposait de choisir des cas d'étude faisant face à diverses intensités de menaces (et donc divers types de dilemmes de sécurité).
- ⇒ La diversité géographique et historique : de même afin de livrer une vision la plus universelle possible de la Grande Stratégie des petites puissances, il fallait prendre des Etats d'une communauté historique différente afin de discerner des déterminants divers et surtout d'éviter de rester figé dans un même modèle de conceptions et un même espace sécuritaire.

En combinant ces deux impératifs¹²², l'échantillon représenté par le Luxembourg, la Lituanie, et Singapour a été retenu puisque celui qui présentait l'ensemble des types de

¹²² Auxquels ont pu s'ajouter bien évidemment des considérations plus pratiques et propres à la faisabilité des recherches, par exemple : la Lituanie a été choisie entre les trois Etats baltes pour la disponibilité intégrale de ses sources en langue anglaise, ainsi que d'une large production conceptuelle et doctrinale ;

dilemmes de sécurité (menace diffuse pour le Luxembourg, Dilemme de Sécurité classique pour Singapour, paradoxe sécuritaire depuis 2014 pour la Lituanie) ; ainsi que d'une diversité des espaces sécuritaires (confort de l'Europe de l'Ouest pour le Luxembourg, ex-espace soviétique pour la Lituanie, Asie du Sud-Est pour Singapour) et donc des logiques d'alliances, de développement et de partenariats, quand bien même certains déterminants sécuritaires peuvent se recouper (alliance américaine, communauté OTAN pour le Luxembourg et la Lituanie, etc.).

En termes pratiques enfin, la limite de l'étude à trois cas d'étude a été jugé indispensable pour garantir la représentativité tout en permettant une étude approfondie de chaque acteur, ce qu'un échantillon plus large aurait pu compromettre compte tenu de la complexité des outils que sont le Dilemme de Sécurité et la Grande Stratégie.

Enfin s'est posée, comme pour toute recherche historique, la question de la période couverte par l'analyse portée sur les cas d'étude mobilisés. Est rapidement apparu un triple impératif :

- ⇒ La création de Singapour en tant qu'Etat indépendant : 9 août 1965, empêchant une analyse de sa Grande Stratégie antérieure puisque la méthode poursuivie par la thèse est fondée sur l'acteur unique qu'est l'Etat. Ce qui implique un cadre de comparaison débutant à cette date, bien que les déterminants historiques antérieurs ne soient pas omis et seront effectués en préambule pour les autres cas d'étude (Lituanie, Luxembourg).
- ⇒ La disponibilité de la littérature : la Grande Stratégie en tant que vision stratégique incarnée dans la Doctrine s'appuie autant sur des documents et archives que sur des discours et éléments informels conceptuels et contextuels. Aussi étudier une période proche jusqu'à actuelle permet une disponibilité accrue de la littérature

Singapour pour sa part est apparu incontournable en tant que l'archétype du succès d'une grande stratégie par une petite puissance avec la capacité à devenir une grande puissance économique et militaire, aussi il s'agit de l'acteur majeur pour aborder le sujet de la thèse au-delà de ses caractéristiques géographiques et l'intensité de son Dilemme de Sécurité.

tant en termes de documents doctrinaux que surtout les sources humaines et directes (entretiens, discours, etc.), et permet une étude des concepts et priorités stratégiques plus aisée par une diminution du risque d'anachronisme ou d'analogies inadéquates.

- ⇒ L'étude prospective dans les relations internationales : puisque la Grande Stratégie des petites puissances a vocation à déterminer leur action sur le long terme face à une menace, les éléments doctrinaux développés actuellement par les cas d'étude n'auront une praticité que dans le futur proche, aussi les productions de 2015-2020 correspondent en réalité à des objectifs étatiques pour 2035-2040, ce qui fait de l'analyse historique considérée une étude orientée vers le futur et non-pas le passé et qui devra être prise en compte dans la grille d'analyse.

Le croisement de ces trois éléments invite ainsi à réaliser une étude historique de la Grande Stratégie des petites puissances ancrée dans une période contemporaine, avec comme limite première 1965 année de création de Singapour et donc de sa Grande Stratégie officielle, et comme limite finale 2025 en ce qui concernent les documents doctrinaux produits dernièrement ou en cours de production et qui fournissent le volet actuel du Dilemme de Sécurité de ces acteurs.

En effet, si l'on avait décidé de commencer la période plus tôt une comparaison entre les cas d'étude aurait été biaisée ; de même si nous avions décidé d'arrêter l'étude des grandes stratégies développées à leurs effets actuels alors en réalité l'étude se serait arrêté au début des années 2000 date de conception des moyens et concepts stratégiques en place actuellement, occultant de ce fait une partie non-négligeable de l'évolution conceptuelle de ces Etats ainsi que perdant de vue l'objectif de la Grande Stratégie qu'est la production d'une vision sur le futur.

Le champ définitif de la thèse est ainsi posé : dans le cadre d'une méthode historique (histoire militaire) et des relations internationales (action stratégique de l'Etat dans le système international), l'étude de la Grande Stratégie des petites puissances que sont le Luxembourg, la Lituanie et Singapour, sur la période 1965-2025 au prisme du Dilemme

de Sécurité et de l'outil qu'est la Doctrine autant dans une dimension théorique que pratique puisque la Grande Stratégie est une théorie de l'action.

Reste désormais en synthèse et traduction pratique des éléments de définition et caractérisation développés tout au long de cette partie conceptuelle, à détailler la grille d'analyse concrète qui sera appliquée aux cas d'étude, notamment en explicitant la méthodologie usitée concernant l'étude de la dimension pratique de la Grande Stratégie des cas d'étude.

Chapitre 4. Grille d'analyse et outils méthodologiques

La méthode d'analyse concrète usitée dans la thèse concernant les cas d'étude suivra une logique propre à la mise en œuvre et aux relations entre les concepts structurants. En effet, puisque la Grande Stratégie est formulée en fonction d'un Dilemme de Sécurité et doit en fournir une réponse, l'étude des petites puissances suivra ce cheminement afin de rendre compte au mieux du processus de pensée stratégique et d'action de l'Etat dans le système international à travers l'histoire.

Quatre étapes sont dès lors envisagées : les hypothèses et les caractères déterminants du pays étudié ; le Dilemme de Sécurité ; la Grande Stratégie construite pour le résoudre ou le dépasser ; et enfin puisque celle-ci doit apporter une solution au dilemme l'étude de l'efficacité de la vision stratégique produite par l'usage du *wargaming*.

4.1. LA GRILLE D'ANALYSE (1/4) : LES CAS D'ETUDE : HYPOTHESES ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACTEUR

Chaque cas d'étude procède d'une réalité différente en fonction de son identité et de ses moyens, tant dans la perception des menaces et de leur intensité, que dans les domaines mobilisés ou les actions conduites. Cet ensemble issu de l'histoire et des caractéristiques géostratégiques de l'acteur, conduit à devoir réaliser en préambule de chaque pays étudié un tableau des caractéristiques générales de l'acteur et des hypothèses de recherche qui sont affiliées. Par exemple un Etat avec une façade maritime favorable aura pour

hypothèse de spécialiser sa Grande Stratégie sur cette dimension et aura tendance à développer des dilemmes de sécurité sur cet élément.

L'intérêt de l'étude de la Grande Stratégie par la suite réalisée étant, nonobstant le détail du processus, de répondre à ces hypothèses pour faire émerger des redondances et déterminants précis de la Grande Stratégie et/ou de l'émergence des dilemmes de sécurité.

Ainsi seront en réalité réalisés quatre tableaux au fil de l'étude de chaque pays cible : un tableau introductif posant les éléments généraux étudiés par la suite et les hypothèses de recherche pour chaque cas ; et trois tableaux conclusifs, le premier portant un bilan théorique infirmant ou confirmant a priori les hypothèses, le second ajoutant les éléments pratiques de la simulation et enfin le troisième permettant une synthèse des éléments déterminants pour le Dilemme de Sécurité et la Grande Stratégie des petites puissances¹²³.

A. Tableau des caractéristiques générales et hypothèses

Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Cadre géopolitique dans lequel émergent le déficit de puissance et la présentation des adversaires principaux susceptibles d'entraîner un DS
Déterminants géostratégiques et culturels (identité)	Eléments généraux sur l'acteur Hypothèses d'action type dans les relations internationales selon ces éléments
Dilemmes de sécurité rencontrés (1965-2025)	Rapide énoncé du DS et de son intensité
Eléments de grande stratégie généraux	Pour chaque DS hypothèses de résolution

¹²³ Procédure d'analyse inspirée par la méthode utilisée par Bennett dans sa thèse sur les petits Etats : Vernon Noël Bennett, *Military forces structures in small states: providing for relevant and credible military capability*, op. cit., pp. 30-55 ; 105-107.

B. Tableau conclusif des caractéristiques théoriques de la Grande Stratégie de l'Etat étudié

Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Eléments maintenus ou dépassés
Hypothèses sur les déterminants géostratégiques/identité	Eléments dans le sens des hypothèses + éléments infirmant ces hypothèses
Dilemmes de sécurité	Eléments détaillés sur son déroulé, ses caractéristiques et son intensité : confirme ou infirme les présupposés établis
Grande Stratégie développée	Enonciation des principales caractéristiques et actions entraînées par la mise en œuvre de la Grande Stratégie apposée à chaque DS (vision si conforme aux hypothèses de résolution)
Concepts clés/innovants	Ici prend place la Doctrine et les éléments stratégiques mis en œuvre par l'Etat qui pourront servir d'inspiration pour d'autres puissances (production stratégique émergeant de la Grande Stratégie)
Test de l'efficacité des éléments développés	Permet de saisir l'efficacité de la Grande Stratégie mise en œuvre par énonciation de la conclusion du DS et donc de la pertinence de la vision stratégique produite.

C. Tableau conclusif des caractéristiques pratiques de la Grande Stratégie de l'état étudié¹²⁴

Test de l'efficacité des éléments théoriques développés	
Simulations effectuées	Rappel des procédures utilisées, nombre de simulations, panel de joueurs,
Leçons tirées des simulations	Leçons générales et leçons particulières à chaque type de simulation
Efficacité des Grandes Stratégies	Grille d'efficacité et raison des succès/échecs
Conclusions générales sur l'acteur	Bilan de ces simulations sur la Grande Stratégie historique du cas d'étude, permettant de confirmer ou infirmer les conclusions théoriques

D. Bilan de l'étude de la Grande Stratégie du cas étudié

Hypothèses	Résultat	Conclusions
Concernant l'influence des déterminants géostratégiques	Confirmé/partiellement confirmé/excédé/infirmer/partiellement infirmer/sans influence	Eléments redondants et pouvant faire l'objet d'une universalisation ou à tout le moins d'une comparaison avec les autres cas d'étude
Concernant les dilemmes de sécurité	Idem	Idem
Concernant la Grande Stratégie	Idem	Idem
Concernant les concepts clés de la Doctrine	Idem	Idem

¹²⁴ Dans la pratique, pour permettre une étude plus détaillée ce tableau sera l'objet pour chaque cas d'étude de paragraphes rédigés à la fois dans l'exploitation du point moyen de chaque wargame, et à la fois dans la mise en balance des conclusions de chaque étude pratique selon le triptyque *suitability*, *feasability*, *acceptability*.

Concernant l'efficacité de la vision stratégique et des actions entreprises	Idem	Idem
---	------	------

L'enjeu de cet ultime tableau étant de fournir les éléments nécessaires au but fondamental de la thèse qu'est la caractérisation de la Grande Stratégie des petites puissances de manière générale. Il faut donc disposer d'éléments de comparaison avec les données relevées au sein des autres cas d'étude afin d'en déduire une logique et des caractéristiques générales concernant la Grande Stratégie des petites puissances, mais également permettant d'apporter de nouveaux éléments aux concepts structurants dans leur application concrète que ce soit pour le Dilemme de Sécurité, la Doctrine ou la Grande Stratégie.

Cette grille méthodologique est ainsi à la fois le préambule et la conclusion de chaque pays étudié, posant les hypothèses ouvrant le cheminement vers les concepts structurants, pour au final en extraire les éléments déterminants afin de permettre la formulation de conclusions pour répondre aux problématiques de recherche posées.

4.2. LA GRILLE D'ANALYSE (2/4) : LA CARACTERISATION DU DILEMME DE SECURITE

Le Dilemme de Sécurité nous l'avons vu est une notion particulière et conditionnelle. En effet, toute menace n'est pas constitutive d'un dilemme, elle doit atteindre les intérêts vitaux de l'Etat pour conduire à la fondation d'une Grande Stratégie. Le processus doit prendre une intensité particulière pour transformer la menace en dilemme, et ce en prenant en compte l'identité de l'acteur qui va par son interprétation influencer sur la possibilité ou non de le créer.

L'ensemble de ces éléments conduit, pour caractériser un Dilemme de Sécurité parmi les menaces ressenties continuellement par un Etat dans le système international, à dérouler le processus factuel et psychologique d'aggravation du contexte avec un acteur suffisamment important pour conduire au dilemme proprement dit.

Pour ce faire il faut revenir aux éléments originels de définition du Dilemme de Sécurité que sont *weapons, uncertainty and fear*, déclinés en termes factuels par le contexte, les faits, et surtout l'interprétation¹²⁵.

Une hiérarchie s'établit d'ailleurs naturellement entre eux, puisque le contexte général préside à la fondation des menaces avec un autre acteur en livrant une tendance à la méfiance ou à la coopération. Par exemple l'Union Européenne et les éléments de coopération qu'elle implique, font que les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne sont assez favorables pour éviter tout Dilemme de Sécurité entre les deux Etats¹²⁶, ne nécessitant pas une étude des faits et des interprétions puisque les divergences n'aboutiront pas à une intensité suffisante pour constituer un dilemme sécuritaire.

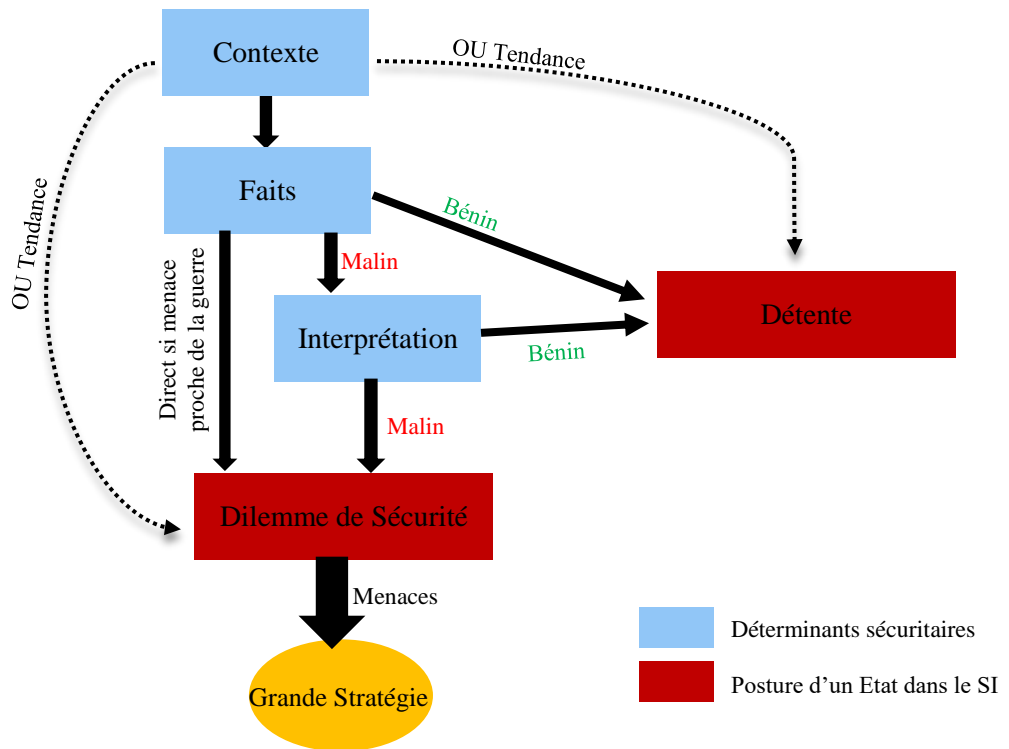
Si le contexte ne permet pas de lui-même d'empêcher l'apparition d'un Dilemme de Sécurité entre deux ou plusieurs acteurs, alors entre en considération les faits pouvant caractériser une menace (dans le cas contraire le dilemme est automatiquement évité), ceux-ci ont alors deux voies possibles. Soit une intensité tellement forte (embargo, menace d'invasion explicite, attaques indirectes contre un ou plusieurs Etats¹²⁷, etc.) que dans ce cas un *paradoxe de sécurité* ou du moins un dilemme important est constitué sans même besoin d'une interprétation par l'acteur pour le caractériser ; soit des actions menaçant les intérêts de l'Etat mais sans remise en cause directe de ses intérêts fondamentaux. Dans ce second cas une interprétation de l'acteur entre en jeu qui selon son identité et sa perception de l'action de l'autre vient ou non caractériser la menace comme suffisamment importante pour remettre en cause ses intérêts vitaux et ainsi constituer un Dilemme de Sécurité nécessitant la mise en œuvre d'une Grande Stratégie.

¹²⁵ Ken Booth et Nicholas J. Wheeler, *The security dilemma: fear, cooperation and trust in world politics*, op. cit., pp. 6-15.

¹²⁶ Une surprise stratégique est toujours possible avec un dirigeant sortant de ce cadre, toutefois la probabilité est assez faible pour l'écarter de nos présupposés de recherche.

¹²⁷ Les attentats terroristes financés par la Lybie de Kadhafi en Europe en 1988-1989 en fournissent un bon exemple.

Schéma n°14 : Processus et éléments d'étude de la constitution d'un Dilemme de Sécurité



Voici donc mise en place la grille d'analyse d'un Dilemme de Sécurité qui sera appliquée au Luxembourg, à la Lituanie, et à Singapour sur la période 1965-2025. Il s'agit toutefois d'en préciser le contenu afin de déterminer précisément la procédure de recherche.

Elément d'étude	Contenu
Contexte	<ol style="list-style-type: none"> 1. Histoire : perception de l'autre et l'extrapolation ou la diminution du caractère de menace pour chacune de ses actions. 2. Posture géopolitique/définition de la menace : donne la place de l'Etat dans le système international tel qu'il se la représente, donc des défis jugés prioritaires, des déterminants sécuritaires fondamentaux, et de la vision générale des acteurs avec lesquels il interagit.
Faits	Rappel du déroulé des faits : émergence/origine, gravité, durée, conséquences, menace engendrée.

Interprétation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Déclarations et posture de l'Etat face aux faits et à la menace identifiée. 2. Intensité de la menace et intérêts vitaux mis en balance. 3. Dilemme de Sécurité constitué et intensité relevée.
----------------	--

Une fois ces éléments mis en lumière le Dilemme de Sécurité sera suffisamment détaillé et précis pour pouvoir lui opposer les actions concrètes de l'Etat et par conséquent de permettre de voir quelle Grande Stratégie a été mise en œuvre par l'acteur pour garantir sa survie et ses intérêts.

4.3. LA GRILLE D'ANALYSE (3/4) : CARACTERISER LA GRANDE STRATEGIE ET USER DE L'OUTIL QU'EST LA DOCTRINE

Hormis dans le cas (possible) d'une Grande Stratégie clairement exprimée et officiellement relayée par un Etat, cet outil en tant qu'expression de sa vision stratégique est en partie non-accessible. Par conséquent, c'est en rembobinant la pelote par une caractérisation de la Doctrine de l'Etat face au Dilemme de Sécurité que l'on pourra déduire les éléments et principes ordonnateurs produits pour circonscrire la menace et donc réaliser la Grande Stratégie de l'acteur dans ce contexte précis. Afin de mettre en exergue la pensée stratégique de l'Etat face au dilemme il s'agira alors de procéder en deux étapes, reconstituer la Doctrine de manière détaillée, et présenter la Grande Stratégie qui a présidé à sa construction.

En ce qui concerne la première étape, qu'est la constitution de la Doctrine, deux éléments originaux sont à prendre en compte dans la grille d'analyse. En plus de la grille d'analyse de Barry Posen définie précédemment, permettant de déterminer trois types de Doctrines étatiques possibles, il convient d'en exprimer le contexte premier de mise en œuvre, mobilisant par là-même le concept de culture stratégique.

Nous nous contenterons ici de ce concept dans sa vision première qui est de relever historiquement les actions traditionnelles de l'Etat dans le système international et sa vision de la dynamique des relations internationales¹²⁸, comprenant ainsi (sans être exhaustif), le recours à l'usage de la force, la politique vis-à-vis des alliances, la place accordée au multilatéralisme et au Droit International ou encore la structure internationale privilégiée (hégémonie, bipolarité, multipolarité). Autant d'éléments qui vont influencer sur le processus de décision et l'expression de la vision stratégique d'un Etat.

Il ne s'agit par conséquent pas dans ce travail de thèse de trancher parmi les nombreuses définitions et catégorisations du terme de « culture stratégique » ni d'évaluer son efficience. Le travail de recherche ici conduit, postule simplement que l'histoire et l'expérience des relations internationales et des conflits, de même que les déterminants géopolitiques et les ressources disponibles, possèdent une influence sur la vision stratégique des décideurs et sur la façon dont ils vont formuler une Grande Stratégie. En ce sens, la définition retenue de la culture stratégique repose sur sa dimension d'outil d'étude de la politique étrangère au niveau de la politique nationale de sécurité d'un Etat, permettant de définir sa perception historique des menaces, des intérêts vitaux et des instruments privilégiés de politique extérieure.

Cette définition ne prend pas en compte les autres dimensions de l'étude théorique de la culture stratégique que sont l'analyse bureaucratique des cultures institutionnelles (ex : la culture des institutions militaires) ou l'analyse sociologique du rapport d'un Etat donné à l'usage de l'outil militaire dans les relations internationales. De manière plus précise, nous avons de ce fait recours à la définition fournie par Molder qui voit la culture stratégique comme l'ensemble des valeurs, perceptions, inclinaisons stratégiques et déterminants historiques qui influencent le comportement d'un Etat sur la définition et la mise en œuvre de sa politique étrangère¹²⁹.

¹²⁸ Dennis M. Drew, Donald M. Snow, *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, op. cit., pp. 89-95.

¹²⁹ Holger Mölder, « The development of military cultures », *Twenty years of defence development in the Baltic States*, Baltic Defense College papers, pp.85-121.

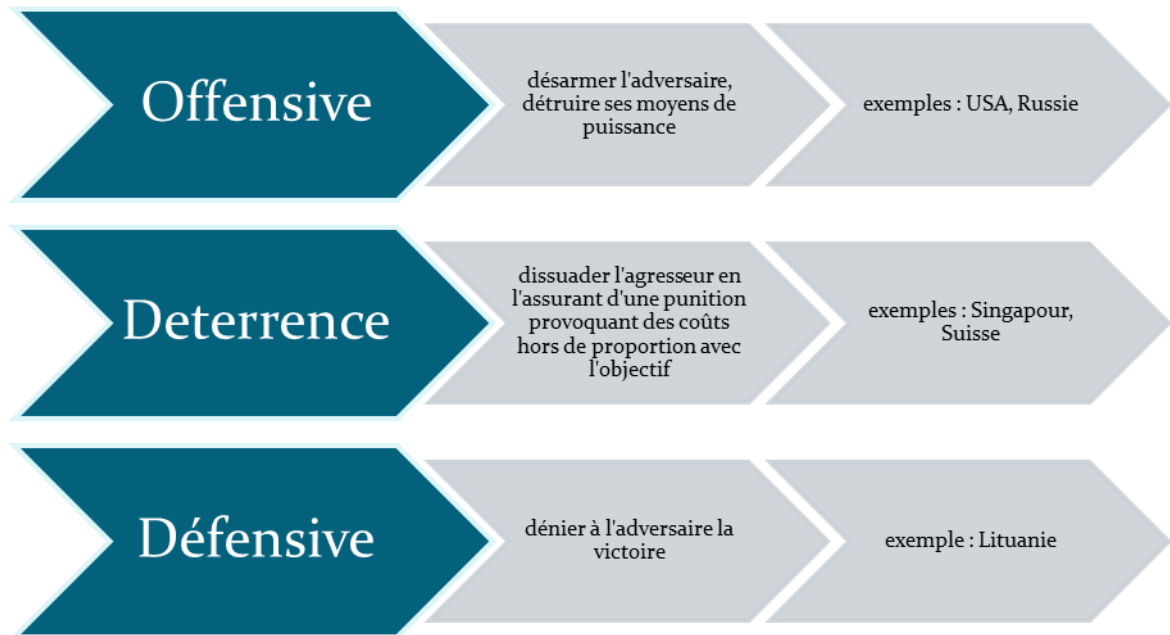
Ainsi à titre d'exemple, selon cette vision, le Royaume-Uni présente grossièrement une *culture stratégique* fondée sur les engagements terrestres limités, l'emphase des capacités maritimes, la défense du libre-échange, et une vision des relations internationales centrée sur la *balance of power*¹³⁰. Tous ces éléments influant tout naturellement sur sa vision stratégique et ses moyens d'actions privilégiés.

Une fois *la culture stratégique* de l'acteur relevée ainsi que son influence sur la mise en œuvre de la Grande Stratégie et des modalités de la doctrine (ex : tendance à agir par le biais des structures multilatérales), il s'agira de revenir à la dimension comparative de Barry Posen pour à la fin de cette thèse pouvoir définir un modèle générique de la Grande Stratégie des petites puissances, en disposant ainsi d'une taxinomie des Doctrines étudiées.

Logique comparative dont la modélisation est rappelée dans le schéma ci-dessous qui sera adapté à chaque cas d'étude :

Schéma n°15 : Les trois types de doctrines et leurs objectifs selon Barry Posen

¹³⁰ Ibid.



De la prise en compte de ces deux éléments peuvent être déterminées la Doctrine et par ricochet la Grande Stratégie d'un acteur, selon les grilles analytiques présentées ci-dessous :

A. Constitution de la Doctrine

Éléments clés	Contenu
Sources de la Doctrine	Discours, documents par domaines, documents de sécurité générale (livre blanc, déclaration de sécurité nationale, doctrine des alliances militaires principales), entretiens le cas échéant, archives gouvernementales.
Concepts clés	Principes directeurs et mobilisation explicite de concepts stratégiques (dissuasion, total défense, défense intégrée...).
Prescriptions pour chaque domaine	Lignes directrices relevées par domaines par étude de leurs documents cadre (manifeste diplomatique, orientations économiques, actions en droit international, doctrines des forces armées) et des référentiels mobilisés lors des actions de politique étrangère.

Actions mises en œuvre	<p>Actes concrets réalisés par l'Etat pour circonscrire la menace : insertion dans une communauté de défense, diversification des partenaires commerciaux et des activités, augmentation des capacités militaires, etc.</p> <p>Permettant de définir le modèle doctrinal à l'étude dans une des trois catégories comparatives de Barry Posen</p>
------------------------	--

B. Caractériser la Grande Stratégie

Déterminants	Contenu
Vision stratégique	Orientations pour lutter contre le DS et maximiser ses intérêts : objectifs et lignes directrices.
Champs d'action	Domaines mobilisés et grandes orientations : actions envisagées et éléments doctrinaux évoqués pour y répondre. C'est ici que prend place la tendance (élément central) de la Grande Stratégie mise en œuvre : militaire, économique, diplomatique, influence...
Eléments/concepts clés	Pensée stratégique explicite (<i>total defense</i> , hub économique, etc.) et concepts mobilisés pour construire la réflexion (dissuasion conventionnelle, défense élargie...).
Moyens mobilisés et coordination des domaines	Identification des moyens prioritaires, des objectifs énoncés par domaines et de la coordination envisagée pour produire des effets.

4.4. LA GRILLE D'ANALYSE (4/4) : L'EFFICACITE DE LA GRANDE STRATEGIE EN QUESTION : USER DE L'OUTIL DE TEST QU'EST LE WARGAMING

Avec la vision précise de la Grande Stratégie et de sa traduction doctrinale, les éléments opposés au Dilemme de Sécurité sont fournis. Encore faut-il confronter les deux ensembles afin d'en éprouver l'efficacité tant au niveau historique pour déterminer l'influence de la Grande Stratégie, que dans un test particulier des concepts pour entendre leur rôle dans le succès ou l'échec de la vision stratégique mise en œuvre.

Sans cela l'étude réalisée dans cette thèse serait incomplète puisque se limitant à la dimension théorique de la Grande Stratégie c'est-à-dire une partie seulement de son essence, et manquerai ainsi un pan essentiel qu'est d'éprouver l'efficacité de la Doctrine cœur même de la définition de cet outil selon Hervé Coutau-Bégarie¹³¹ :

« Une doctrine n'est jamais neutre, elle est gouvernée par le principe d'efficacité »

Quel intérêt en effet de formuler des concepts si l'on ne parvient pas à déterminer leur utilité et leur intérêt réel pour l'Etat qui les met en place¹³² ? Il faut de ce fait développer une méthode de test particulière, puisque le simple jugement de l'histoire par les faits ne permet pas -bien qu'il donne la conclusion de l'affaire- dans tous les cas de mettre en

¹³¹ Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2011 (7^{ème} édition), p. 281.

¹³² Ce serait alors oublier la différence fondamentale entre théorie et pratique et les frictions que cela implique. Au-delà de la réalité de la mise en œuvre qui est modifiée par le contexte, il s'agit également par le test de prendre en compte les dynamiques internes pouvant former un décalage entre vision stratégique et application. Deux données seront prises en compte par le test dans ce cadre : les conflits entre agences qui ralentissent la mise en œuvre (Tayla Greene, « The impact of culture clash on deployed troops », *Military medicine*, n°175, 2010, pp958-963) et l'impact des agences et de la bureaucratie sur la décision stratégique notamment la recherche d'équilibre et son influence sur la préférence pour des décisions de court terme (théorie de la « bureaucratic politics » de Graham Allison : chapitres 14 et 24, Graham Allison, *Essence of decision : explaining the Cuban missile crisis*, 1971).

exergue l'importance de la Grande Stratégie et des concepts dans le succès ou l'échec de l'Etat. Or, au-delà des caractères de la Grande Stratégie des petites puissances, il s'agit bien également de déterminer l'impact et par conséquent l'intérêt de ces méthodes et outils pour l'Etat dans les relations internationales.

De ce fait, une méthode d'analyse de l'efficacité de la vision stratégique de l'Etat est nécessaire, elle devra alors répondre à trois objectifs¹³³ :

- ⇒ *Suitability* : les fins politiques énoncées sont-elles réalisées et si oui proviennent-elles de la Grande Stratégie ou d'une cause extérieure ?
- ⇒ *Acceptability* : test des voies utilisées : les résultats sont-ils acquis, et si oui avec des coûts mesurés en accord avec les possibilités et l'identité de l'acteur ?
- ⇒ *Feasibility* : les moyens envisagés sont-ils suffisants et/ou réalisables ou le succès a-t-il été dû à une cause extérieure ?

Une fois ces éléments considérés et une réponse apportée, pourra être définie la pertinence et l'efficacité de la Grande Stratégie face au Dilemme de Sécurité considéré.

Deux méthodologies seront donc appliquées tout au long de ce travail de thèse : l'Histoire et le *wargaming*.

Lorsque l' « analyse des faits » a pu être réalisée, alors des éléments précis sont exploitables pour discerner l'atteinte des objectifs d'une Grande Stratégie face à la réalisation de son Dilemme de Sécurité. Dans ce cadre ce sera donc la méthode historique (telle que décrite précédemment) qui permettra de rendre compte de l'efficacité de la Grande Stratégie et du décalage entre prévisions doctrinales et applications pratiques. Ces éléments prendront ainsi place dans la partie sur les dilemmes de sécurité et les grandes stratégies historiques de chaque cas d'étude.

¹³³ Reprise des principes de la méthode effectuée par l'US Army pour tester ses concepts doctrinaux : J. Boone Bartholomees, *A survey of the theory of strategy*, op. cit., pp. 13-41.

Toutefois, quand ceci n'est pas possible puisque l'on fait face à des doctrines prospectives ou alors à des menaces historiques qui ne se sont pas réalisées, alors il faut disposer d'une méthode d'analyse pratique permettant de rendre compte du contexte et de l'application des éléments de la Doctrine du cas d'étude. C'est pourquoi la thèse aura recours à la méthodologie du *wargaming*, innovation pour un travail de thèse, qu'il convient de présenter en détail.

4.4.1. Histoire et définition du Wargaming

Cet outil étant généralement peu usité dans un travail d'Histoire même militaire, il convient d'en fournir une définition et une caractérisation fine afin d'en comprendre l'intérêt et la cardinalité dans l'étude de la Grande Stratégie. Préalable indispensable avant de pouvoir fournir la grille d'analyse et la méthode concrète utilisée pour ce travail de recherche¹³⁴.

Parmi l'ensemble des moyens d'évaluation des concepts théoriques, allant de la méthode contradictoire aux modélisations sociologiques, pourquoi en effet s'attacher à l'usage du *wargaming* ?

¹³⁴ Comme énoncé dans l'avant-propos les éléments présentés ici concernant le *wargaming* sont largement tirés de l'ouvrage *wargaming : un outil de recherche stratégique* réalisé par l'auteur. De ce fait, cette méthode n'est pas utilisée uniquement pour la thèse mais provient également d'un usage professionnel en tant que chargé de recherches pour un think tank français et est utilisée dans le cadre de fonctions exercées pour l'administration française de la défense (Direction Générale de l'Armement, ministère des armées, événement « Fabrique Défense 2021 », etc.). Le *wargaming* est alors employé comme outil cardinal pour la conduite d'études stratégiques prospectives. De ce fait, les développements apportés dans la thèse sont à la fois un approfondissement et un condensé de l'ouvrage (dont la synthèse est disponible en annexe n°8, puisque le *wargaming* est une méthode adaptée aux objectifs précis de la thèse ne prenant par conséquent en compte que certaines dimensions, certains types de simulations, etc. Pour une vision générale et complète sur le sujet nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage susmentionné.

En premier lieu à l'instar de ce que nous décrit Peter Perla -l'un de ses principaux théoriciens- parce que le *wargame* est le meilleur moyen d'analyse de la guerre en se rapprochant de ses particularités comme les frictions et la pression du temps¹³⁵ :

“Wargames can help to explore questions of strategy, human decision making, and warfighting trends. By explicitly allowing human decisions that are made under the press of time and on the basis of imperfect or incomplete information to influence the course of events, and by incorporating the capricious effects of randomness and ‘luck’, wargaming comes closer than any form of intellectual exercise to illuminating the dynamics of warfare”

La richesse du *wargaming* n'étant pas épuisée en outre par la mise en exergue de la dynamique conflictuelle mais présente également pour l'historien une nouvelle dimension à l'étude des faits et à la validation de ses modèles en particulier lorsqu'il traite des évolutions stratégiques¹³⁶ :

“There is a range of ways in which wargaming can help historians: checking the plausibility of facts, identifying gaps in information, providing substance to what is now speculations, and enriching the development and communication of insights”

Cette méthodologie de vérification et d'épreuve de nos conclusions théoriques correspond donc pleinement à l'objet d'étude centré sur une double dimension historique et stratégique relevant du champ de la conflictualité et de ses caractéristiques particulières. Bien que peu courant dans son usage pour un travail de recherche universitaire, le *wargaming* a en outre la légitimité d'une assise historique profonde, plus ancienne encore que les études stratégiques, et est en outre en usage régulier dans la plupart des Etats du monde pour la planification stratégique et l'anticipation des menaces. Une étude comme

¹³⁵ Peter P. Perla, *The art of wargaming*, Naval Institute Press, 1990, p. 181.

¹³⁶ Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, Newport Papers, n°43, 2019, p. 360.

celle de la thèse centrée sur la Grande Stratégie et le Dilemme de Sécurité ne peut donc que gagner dans l'apport de ces méthodes en usage par les acteurs étudiés pour le développement de leur Grande Stratégie.

Le constat ainsi posé de l'utilité et de la pertinence de l'usage du *wargaming* impose néanmoins de mieux définir les contours de cet outil par une mise en contexte historique ainsi qu'un travail de définition.

A. Histoire du *wargaming*

L'histoire du *wargaming* s'attache au développement des sociétés la rendant vaste et variée. Aussi, puisque l'objet exclusif de cette thèse n'est pas le *wargame* un survol historique sera conduit ne s'attachant qu'aux principales évolutions du phénomène¹³⁷.

La première période du *wargaming* qui est aussi la plus pérenne puisque courant jusqu'à aujourd'hui réside dans l'usage de jeux de plateaux entraînant le chef aux prises de décision et au calcul stratégique (jeu de go, échecs), et dans la simulation de la bataille comme les tournois du moyen-âge mettant en scène une mêlée entre unités constituées ou les simulations de batailles navales en Grande Bretagne à partir de 1781¹³⁸.

Un tournant s'opère au début du XIX^{ème} siècle avec en Prusse la fondation des *Kriegspiel*, qui en sus de diffuser pour la première fois le vocable de *wargame* viennent consacrer sa dimension moderne et l'insérer dans une planification stratégique globale de l'Etat (dimension militaire de sa Grande Stratégie). Le modèle initié depuis le premier *kriegspiel*

¹³⁷ Une étude plus complète de l'histoire du *wargaming* est à retrouver dans la lecture des sources suivantes : Naval war college, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit. ; Matthew Caffrey, *Toward a history based doctrine for wargaming*, US Air force university, 2000, 37pages. Ainsi que dans la première partie de l'ouvrage de l'auteur : *Wargaming : un outil de recherche stratégique*, op. cit.

Un survol des évolutions historiques précises du *wargaming* est à retrouver dans la chronologie rapportée en Annexe n°4 p.657.

¹³⁸ Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit, pp. 13-15.

en 1811 par Von Reisswitz par une simulation d'opérations sur cartes avec des unités présentées en blocs pour développer la réflexion stratégique et déceler les failles de la planification, va apporter une supériorité militaire à la Prusse et un cadre de réflexion si innovant que le process est généralisé par Moltke -alors général en chef- dès 1837¹³⁹. Une dynamique globale de l'usage au niveau des hautes instances militaires du *wargaming* sur table prend alors l'Europe pour devenir progressivement la norme au tournant du XX^{ème} siècle¹⁴⁰.

Tableau n°10 : La diffusion du wargame en Europe¹⁴¹

Pays	Diffusion	Adoption officielle
Pays-Bas	1836	1836
Autriche-Hongrie	1866	1866
Royaume-Uni	1872	1883
Italie	1873	1873
France	1874	1889
Russie	1875	1905

L'échec des doctrines d'enveloppement du premier conflit mondial conduit à redéfinir l'approche de la planification stratégique et si le modèle du *wargame* sur table est conservé il apparaît désormais nécessaire de le coupler à une simulation pratique plus

¹³⁹ Matthew Caffrey, *Toward a history based doctrine for wargaming*, op. cit., p. 3.

¹⁴⁰ Il faut dire qu'il y a un sentiment unanime au sein des grandes puissances après 1870 pour caractériser la victoire éclair de la Prusse contre la France de Napoléon III comme venant d'une planification et d'une conception stratégique supérieure, elle-même le fruit de l'usage des wargames. L'imitation ne tarde donc pas à se faire pour que chacun puisse tirer les avantages de cette nouvelle manne stratégique.

¹⁴¹ Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit, pp. 15-30.

étendue et surtout à insérer dans l'étude stratégique un ensemble de dimensions non-militaires (diplomatie, capacités d'approvisionnement, économie, capacités industrielles, etc.). Une fois encore se sont les allemands qui innoveront en la matière avec le développement dans l'entre-deux guerres d'une logique de validation des doctrines de la guerre future par le *wargaming* sur table et de simulations des opérations grandeur nature¹⁴².

Pour ce faire le *wargame* devient un cadre méthodologique complet avec non-plus seulement la phase terminale de simulation, mais un déroulement en trois étapes :

- ⇒ Mise en perspective de la Doctrine par l'histoire stratégique et militaire pour en déceler les incohérences premières.
- ⇒ *Wargames* sur carte pour déterminer les succès et faiblesses du plan dans sa globalité et déterminer les axes de progression.
- ⇒ *Wargames live* pour expérimenter les frictions et ajuster de manière concrète le déroulement du plan.

C'est par cette méthode qu'ont été définis les concepts des opérations mobiles mécanisées, la fameuse *Blitzkrieg* allemande¹⁴³.

¹⁴² Ibid. p.44.

¹⁴³ Le succès de ce modèle n'est d'ailleurs pas exclusif à l'Allemagne, dès 1938 est conduit en France une validation des doctrines selon un processus similaire en trois étapes et aboutissant à un exercice d'attaque des allemands par les Ardennes. La conclusion de la simulation étant qu'une offensive mécanisée allemande dans cette zone entraînerait une défaite française même si les délais pourraient permettre une contre-offensive française si elle était effectuée dès le passage des allemandes sur la Meuse (Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit, pp 47-50).

Même si cette simulation ne prenait pas en compte la supériorité aérienne allemande et la diversion en Belgique qui a réduit cette fenêtre de contre-attaque, l'on constate à quel point la simulation est porteuse d'enseignements stratégiques et est une bonne méthodologie de test des doctrines et de planification, puisque les grandes tendances de l'offensive allemande de 1940 avaient été anticipées : surprise stratégique par voie de contournement, action mécanisée, délais de réaction courts. Une plus grande foi dans l'outil de test et de planification aurait permis au commandement français d'anticiper la manœuvre allemande.

Enfin la dernière grande évolution du *wargaming* s'impose post-1945 et en particulier dans les années 1960 à propos de la gestion de l'escalade nucléaire. Désormais, au-delà de la planification militaire stricto-sensu doivent s'ajouter et même être priorisées les variables non-militaires. En effet, la planification doit se faire en temps de paix pour le temps de paix, la guerre nucléaire devant justement être évitée. C'est de cette époque que le *wargaming* développe une nouvelle branche dans la simulation et test des doctrines de gestion de crise et de développement de la Grande Stratégie non-plus pour gagner la guerre mais pour maximiser sa position dans les relations internationales.

En résumé l'on peut donc distinguer quatre grandes périodes et types de *wargaming* de cette revue historique succincte¹⁴⁴ :

1^{ère} génération du <i>wargaming</i>	Compétition abstraite fondée sur les décisions de participants dans un cadre ludique : <u>jeux de plateau</u> (go, échecs)
2^e génération du <i>wargaming</i>	Simulation des opérations armées et des batailles : <u><i>live wargames</i></u>
3^{ème} génération du <i>wargaming</i>	Simulation des conflits impliquant les éléments de la puissance : <u>Kriegspiel sur carte</u> puis modèle complet allemand mêlant <i>kriegspiel</i> et <i>live wargames</i>
4^{ème} génération de <i>wargaming</i>	<i>Peace games</i> développant des situations de compétition/conflits entre Etats dans les relations internationales : <u>test de Grande Stratégie sur carte</u> (face à un DS, gestion de crise, etc.)

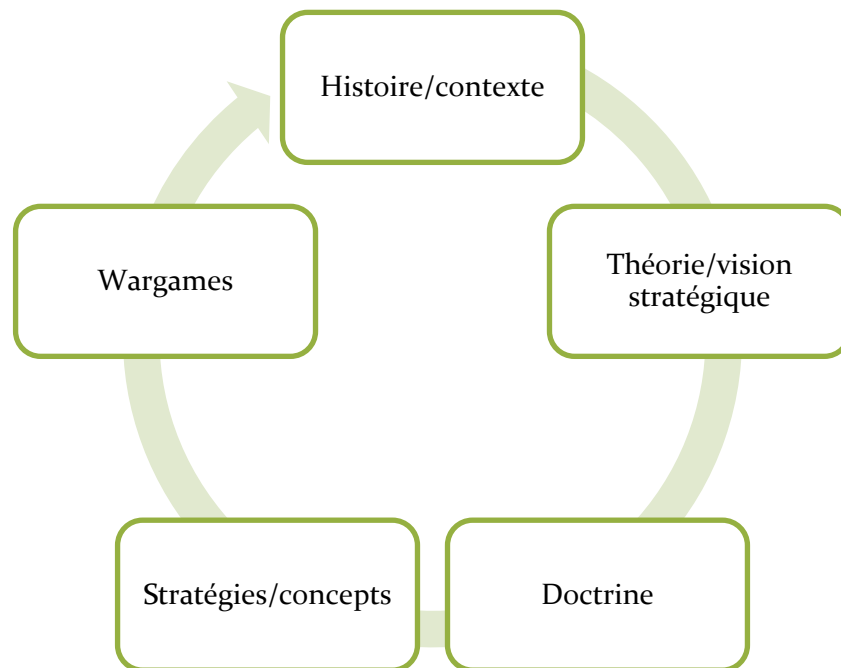
¹⁴⁴ Air force Research Laboratory, *Investigating the fundamentals of the third-generation wargame: wargaming a course for future development*, US Air Force, 2000, pp. 1-4.

B. Définition et caractéristiques du *wargaming*

L'étude historique ainsi conduite, en plus de livrer une contextualisation et une profondeur au *wargaming*, permet de mettre en exergue l'ambition théorique de cet outil ainsi que ses manifestations modernes.

En ce qui concerne l'ambition des *wargames*, depuis l'entre-deux guerres l'on constate une dimension supplémentaire au simple exercice de planification, il s'agit de valider des doctrines et des choix stratégiques, en somme de tester les éléments de Grande Stratégie de l'Etat. Phénomène accentué avec les *peace games* qui en se concentrant sur l'action dans le système international impliquent une simulation des conséquences de l'action de l'Etat et donc a fortiori l'impact de sa Grande Stratégie sur son environnement sécuritaire. Le *wargaming* devient ainsi la voie naturelle de clôture d'un cycle de constitution d'une Grande Stratégie en validant les présupposés ou bien au contraire en décelant les voies à reprendre. Cette logique est d'ailleurs explicitement décrite par la marine américaine au travers du schéma suivant¹⁴⁵ :

Schéma n°16 : Le wargaming dans la conception stratégique de la Navy américaine



¹⁴⁵ Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit, p.288.

Cette modélisation rend d'autant plus primordial le recours au *wargaming* puisque celui-ci en plus de valider la pyramide stratégique de constitution et mise en œuvre de la Grande Stratégie (de son assise théorique à sa mise en pratique par les concepts en passant par la Doctrine), vient développer le test des doctrines et concepts par les wargames comme la voie naturelle de tout édifice théorique et méthodologique traitant de la vision stratégique d'un Etat.

En ce qui concerne à présent les manifestations modernes du *wargaming*, il n'aura pas échappé aux lecteurs et lectrices que les diverses générations impliquent toutes un modèle différent traduisant le déroulé pratique du test des concepts ou de simulation de la décision par l'acteur. Une différenciation classique dans les études concernant le *wargaming* postulant que ces divers modèles peuvent se séparer entre les *wargames* traitant des conflits armés, et les simulations traitant de la compétition entre acteurs¹⁴⁶. Toutefois, comme les *peace games* le démontrent, la logique contemporaine du *wargaming* ne peut se satisfaire de cette catégorisation. Il faut donc opérer un autre type de distinction qui permet également de définir précisément les outils issus du *wargaming*.

Pour ce faire le critère retenu est celui du type du test opéré par la simulation/*wargaming*¹⁴⁷.

¹⁴⁶ Ibid. p.263.

¹⁴⁷ Matthew Caffrey, *Toward a history based doctrine for wargaming*, op. cit., p. 2.

Excluant ainsi les jeux à visée ludique (échecs, go...) qui n'entrent pas dans la planification d'une Grande Stratégie pour un Etat, le type de *wargaming* adapté à l'étude de la Grande Stratégie, de la Doctrine et du Dilemme de Sécurité s'incarne dans deux catégories¹⁴⁸ :

- ⇒ La mise à l'épreuve de la Doctrine par l'adversaire : le *red teaming*.
- ⇒ La mise à l'épreuve de la Doctrine par le scénario : le *wargame politique/peace game/kriegspiel*.

Ces deux voies bien que complémentaires et poursuivant le même but de test de l'efficacité d'une Grande Stratégie formulée dans une Doctrine, ne procèdent pas du même modèle et constituent de ce fait deux ensembles distincts de l'usage du *wargaming* contemporain qu'il nous appartient de définir.

¹⁴⁸ Ces deux catégories ne sont bien entendu pas exclusives des types de wargames, qui sont très nombreux (gestion de crise, political wargame, kriegspiel, etc.) et dont les modalités diffèrent selon leurs objectifs (hobby ou professionnels) de même que selon les objectifs de recherche qui leur sont assignés. Il existe ainsi une infinité de combinaisons possibles au sein de chaque catégorie en fonction du scénario mis en œuvre et des besoins exprimés par les chercheurs ou l'Etat. Ne sont de ce fait présentés dans ce travail que les types de wargames correspondant aux objectifs et concepts spécifiques de cette thèse que sont l'étude de la Grande Stratégie (incarnée par la Doctrine) pour lutter contre un Dilemme de Sécurité. Un autre objet de recherche aurait par conséquent pu mobiliser d'autres sources/types de simulations et de wargames. Pour plus de détail sur les catégories de wargames se référer à : Thibault Fouillet, *Wargaming : un outil de recherche stratégique*, op. cit.

Modèles contemporains du wargaming	<i>Red Teaming</i> ¹⁴⁹	<i>Wargame politique/peace game</i> ¹⁵⁰
Définition	Equipe formée pour mettre en cause une organisation, un plan ou des concepts par une analyse/test conduit du point de vue de l'adversaire.	Test de l'efficacité de plans, concepts, stratégies, par un scénario mettant en œuvre le plan face à des adversaires agissant en même temps que l'acteur faisant tester sa vision stratégique.
Caractéristiques	Il faut ici caractériser la vision de l'adversaire et comment il pourrait mettre à défaut le plan par la mise en œuvre de sa propre Grande Stratégie. Il s'agit avant tout d'une réflexion stratégique dans un temps contraint sur l'ensemble des éléments mis en œuvre par la Doctrine testée.	Le plan doctrinal est mis en œuvre dans une simulation de développement du DS considéré, la réussite ou l'échec des objectifs définis en fonction des actions de l'adversaire et du hasard modélisé permettent de déterminer les voies d'amélioration et d'efficacité de la Doctrine. La modélisation prend généralement la forme d'une simulation sur carte ou de type 'gestion de crise'.

Cette première étape aura permis d'établir le caractère primordial de l'usage du *wargaming* dans le travail de thèse afin de développer une vision complète de l'étude de la Grande Stratégie. En outre, la revue historique de cet outil aura de même dégagé les principales manifestations du phénomène et définit les deux modèles contemporains que sont le *red teaming* et le *peace game*. Il convient désormais à l'instar de tous les éléments conceptuels évoqués dans la thèse d'en déterminer le cadre méthodologique et théorique précis afin de pouvoir *in fine* en déduire la grille d'analyse concrète qui sera apposée par la suite aux cas d'étude.

¹⁴⁹ Joint Force Commander and Chiefs of staff, *Red teaming guide*, Development concept and doctrine center: UK ministry of defence, 2013, pp. 9-30.

¹⁵⁰ UK ministry of defence, *Wargaming handbook*, Development concept and doctrine center, 2017, 98pages.

4.4.2. Du wargame : caractéristiques et fondements théoriques

Le *wargaming* n'est pas -surtout dans sa dimension moderne- un simple jeu de simulation créé *ex nihilo* pour tester des concepts. Il est un outil au cadre théorique et méthodologique précis ciblant les éléments qu'il souhaite mettre en lumière dans le test des concepts et stratégies développées par un acteur. Dans ce cadre, en tant qu'élément de simulation politico-militaire **le *wargaming* qu'il soit organisé sous forme de *red teaming* ou de *peace game* procède d'un croisement de méthodes de recherches : les théories de la décision (de l'acteur rationnel) et les théories du *wargaming* professionnel.**

Les **théories de la décision** forment un champ célèbre et privilégié de l'étude des relations internationales post-1945 avec comme référence le monument de Graham Allison, *Essence of decision : explaining the Cuban missile crisis*, publié en 1971. Elles remettent en cause la théorie de l'acteur rationnel et de l'explication des choix stratégiques par la théorie des jeux. Il ne s'agit pas dans ce cadre d'étudier en profondeur les ressorts de la théorie de la décision, cela serait sortir par trop du champ de la thèse. Toutefois il convient de s'attacher à un pan précis de ces théories, à rebours du livre d'Allison, celui de **l'acteur rationnel et des modèles pouvant expliquer ses choix : la théorie des jeux**. Par ce biais nous ne postulons pas d'une préférence théorique ou d'un choix entre cette vision et les autres modèles des théories de la décision comme celui d'Allison, il se trouve simplement que le *wargaming* se fonde dans son approche théorique et méthodologique sur la théorie de l'acteur rationnel et en particulier sur la théorie des jeux¹⁵¹.

¹⁵¹ En effet, les premiers wargames politiques (POLEX pour *political exercises*) développés par les Etats-Unis en 1955 et courant jusqu'à aujourd'hui sont fondés sur le modèle de **Goldhamer** reprenant directement la théorie des jeux : scénario dans lequel les joueurs représentent les divers pays du contexte de crise et dont les actions sont pondérées selon les réactions du système international produites par l'organe de contrôle : Thomas B. Allen, *Wargames*, New-York, McGraw-Hill book company, 1988, p.149.

La théorie des jeux instaure en premier lieu un postulat fondamental à **l'étude des décisions des Etats/acteurs : elles sont prises par des agents rationnels stratégiquement interdépendants**¹⁵². Ceci, mis en exergue en premier lieu par John Von Neumann en 1944 dans *Theory of games and economic behavior*, implique que l'ensemble des acteurs va chercher dans la compétition la maximisation de ses intérêts et que ses décisions seront toujours orientées vers le choix lui apportant le plus de gains possibles. De même les acteurs sont interdépendants puisque le jeu est conçu comme étant à gains limités dans le sens où un individu ne peut pas par ses seules décisions tout contrôler, il dépend également de l'action des autres joueurs, son gain est donc suspendu autant à son action qu'aux actions des autres¹⁵³.

Ce présupposé établit d'acteurs rationnels et interdépendants, la **théorie des jeux s'enrichit ensuite** de l'apport de John Nash qui introduit en 1950 le concept de **point d'équilibre**¹⁵⁴. Il s'agit de définir que même dans un jeu non-coopératif (situation d'affrontement déclaré), la rationalité des acteurs entraîne mécaniquement un point d'équilibre dans les gains obtenus, avec dans la majorité des cas une tendance à des gains pour les divers acteurs et non-pas la suprématie de l'un sur les autres. Cet apport majeur implique que **l'on peut déterminer une espérance raisonnable de gain dans toute situation stratégique si l'on adopte un comportement rationnel et un calcul judicieux de ses actions**. Cette *utilité espérée* conduisant tous les acteurs à développer un comportement stratégique puisque même dans une situation d'incertitude les gains ne sont pas indéterminés mais tendent à l'équilibre en cas d'usage d'une vision stratégique¹⁵⁵.

¹⁵² Frédéric Koessler, « Théorie des jeux », U-cergy.fr, Août 2005.

¹⁵³ John Von Neumann, Oskar Morgenstern, Harold William Kuhn, *Theory of games and economic behavior*, Princeton university press, 2007, 776pages.

¹⁵⁴ John Nash, *Non-cooperative games*, Princeton University, Thèse soumise à l'université de Princeton en 1950, 32pages.

¹⁵⁵ Jean-Louis Rullière, « L'indétermination et la méthode de John Nash », *Revue économique*, vol. 51 n°5, 2000, pp. 1169-1184.

En plus de correspondre à notre modèle de recherche de la thèse fondé sur la Grande Stratégie comme moyen pour un Etat de maximiser ses intérêts dans le système international, la théorie des jeux donne au *wargaming* son cadre scientifique premier qu'est la simulation d'une situation conflictuelle et/ou coopérative en mettant en place des acteurs rationnels, ou en testant leur rationalité (test de leurs visions stratégiques : concepts, Doctrine) face à un défi sécuritaire précis pour déterminer quels sont les gains possibles et comment peut s'opérer la maximisation de leurs intérêts.

A ce cadre théorique préliminaire, le *wargaming* s'attache également à **diverses théories** et cadres méthodologiques dans son utilisation politique (ce que l'on nomme les **wargames professionnels** par opposition aux *wargames* de hobby relevant du jeu récréatif) **en fonction de la rationalité testée et des objectifs poursuivis par le travail de simulation**. De ce fait peuvent se distinguer divers types de *wargames* en fonction de l'échelle de mise en situation et en fonction du modèle de jeu.

En ce qui concerne l'échelle de mise en œuvre, le *wargaming* va distinguer **trois niveaux de simulation développant chacun leur étude de la rationalité et la granularité du test** de la vision stratégique présentée¹⁵⁶ :

- ⇒ *Local/tactical wargames* : commandement du niveau des groupes de combat ou d'éléments très localisés (ambassade par exemple). Rationalité pratique d'acteurs au niveau tactique par usage d'éléments autant qualitatifs que quantitatifs (déroulé des combats, pourcentages de victoires...).
- ⇒ *Theater/operational wargames* : commandement d'opérations sur un théâtre avec comme objectif de tester la rationalité de l'emploi des forces et de leur coordination.
- ⇒ *Global/strategic wargames* : oppose des Etats afin de tester leurs stratégies et la rationalité de celles-ci en éprouvant leur capacité selon des scénarios qualitatifs, ainsi que leurs capacités de décision et d'adaptation face à un contexte évolutif.

¹⁵⁶ Peter P. Perla, *The art of wargaming*, op. cit., pp. 170-172.

Le cadre de la thèse focalisé sur l'étude de la Grande Stratégie et donc de la vision stratégique d'un acteur face à un défi sécuritaire dans les relations internationales implique de centrer les tests opérés sur l'échelle globale et stratégique.

De ce fait une description plus détaillée de ce niveau de *wargaming* est nécessaire¹⁵⁷ :

<i>Tableau n°11 : Global/Strategic wargaming</i>	
Niveau de la décision	Commandement national
Buts	Meilleure perspective, identification des déterminants stratégiques, test des concepts et doctrines
Focus	Dimensions diplomatiques, situation d'escalade des tensions, processus de déclenchement des conflits
Principal résultat	Qualitatif. Interprétation des processus de décision et d'efficacité des concepts et choix stratégiques sur une faible base de données numériques

S'ajoute à cette différenciation en fonction du niveau d'analyse dans la théorie des *wargames* professionnels, **une distinction en fonction du modèle de jeu** avec deux champs particuliers :

- ⇒ Selon le nombre de joueurs¹⁵⁸ : on distingue ici les jeux à deux camps qui se concentrent sur la décision pure et sa rationalité (particulièrement adapté au *red teaming*) et les jeux à plus de deux camps permettant une simulation plus fidèle de l'action dans les relations internationales mais moins fine en ce qui concerne les décisions des acteurs.

¹⁵⁷ Peter P. Perla, *The art of wargaming*, op. cit., p. 173.

¹⁵⁸ Ibid. p. 175.

⇒ Selon la disponibilité de l'information¹⁵⁹ : l'on parle dans ce cadre de l'opposition entre *open* et *closed wargames*. Le système *open* délivrant une information intégrale et parfaite aux acteurs afin de tester au plus près la rationalité de leurs décisions et l'efficacité du modèle (cas du *red teaming*). A l'inverse le système *closed* entend simuler le 'brouillard de la guerre' avec une information limitée pour chaque acteur, particulièrement adapté aux *wargames* politiques il s'agit de tester la Doctrine directement dans les conditions de son opposition à un Dilemme de Sécurité identifié et de déterminer tant son efficacité que sa capacité d'adaptation.

Afin de disposer d'une vision complète de l'essence du *wargaming* dans son aspect méthodologique et théorique il convient **également en plus de son échelle d'analyse et de son modèle de jeu, de définir ses caractéristiques particulières que sont l'appréciation de la victoire et la place des organes de contrôle.**

La victoire dans un *wargame* est une notion délicate à déterminer, elle ne peut s'établir formellement selon un schéma militaire d'atteinte des objectifs au sens strict, puisque la simulation est par elle-même un cadre illimité pouvant toujours déterminer une variable remettant en cause le succès établi (le fameux *what if ?*). De ce fait le succès sera déterminé en fonction du type de *wargaming* (*red team, peace game*) et de l'objectif assigné pour le test (étude du comportement des acteurs, validité d'une Grande Stratégie, etc.).

Dans le cadre de la thèse, focalisée sur l'étude de la validité des concepts stratégiques et donc testant l'efficacité des doctrines la victoire sera ainsi défini en fonction du type de simulation :

⇒ Pour le *red teaming* : la victoire de la Doctrine testée sera dans la garantie des intérêts et de la survie de l'acteur malgré les tentatives adverses, tandis que la victoire de la cellule de *red teaming* sera dans la définition d'actions de l'ennemi

¹⁵⁹ Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, op. cit, p. 268.

permettant la réalisation du Dilemme de Sécurité dans tous les cas et garantissant un recul des intérêts de l'acteur dont la Doctrine est testée.

- ⇒ Pour le *peace game* : la victoire sera mesurée dans l'étendue de la maximisation des intérêts des divers acteurs, sachant que tout résultat aboutissant à la réalisation du DS (soit un conflit armé ouvert) conduira à un arrêt de la simulation par défaite de l'acteur principal dont la Doctrine est testée puisque cela signifierait l'échec de sa Grande Stratégie.

Pour ce qui est désormais de la question de la place de l'organe de contrôle, qui définira les conséquences des actions des joueurs et les réactions du système international, divers systèmes peuvent être mis en œuvre (**libre, rigide, semi-rigide**)¹⁶⁰. Les systèmes rigides et semi-rigides devant anticiper les conséquences des joueurs ceci ne peut être effectué généralement que dans le cadre d'un niveau local ou bien pour des conflits armés au niveau des batailles dont les résultats peuvent être calculés ; toutefois **dans le cadre de la thèse focalisée sur une analyse politico-stratégique d'acteurs agissant dans un cadre anarchique caractérisé par l'incertitude, un système de contrôle libre** sera utilisé la plupart du temps laissant à la cellule de contrôle l'entière liberté de définir les conséquences des actions des joueurs et l'évolution du scénario à la fin de chaque tour de jeu.

Au bilan, l'étude des caractéristiques et du fondement théorique du *wargaming* contemporain aura déterminé un ensemble d'éléments présidant à la constitution de notre modèle d'analyse de la Grande Stratégie dans la thèse, reprenant autant les théories de la décision de l'acteur rationnel que les théories du *wargaming* en tant que telles. Le cadre élémentaire de l'usage du *wargaming* dans la thèse peut ainsi être clairement constitué.

¹⁶⁰ UK ministry of defence, *Wargaming handbook*, op. cit., p. 43.

Tableau 12 : Prérésumé théorique du wargaming dans la thèse

Base théorique	Usage dans la thèse	
Théorie des jeux		
L'acteur rationnel et interdépendant	L'action des acteurs dans les relations internationales est formulée en fonction de la maximisation de leurs intérêts, et doivent prendre en compte l'action de l'autre qui conditionne sa propre réussite.	
Le point d'équilibre	Toute situation de compétition ou de coopération implique un gain espéré réel en cas d'action stratégique rationnelle : la maximisation de la stratégie implique une tendance à la maximisation des gains jusqu'à l'équilibre.	
Théories du wargaming		
Echelle de mise en œuvre	<i>Global/Strategic games</i>	
Modèle de jeu	<i>Red Teaming</i> Deux camps pour test de l'efficacité de la doctrine, avec <i>open game</i> pour l'ensemble de la Doctrine à tester.	<i>Peace game</i> Multi-camps dans une simulation générale de la doctrine dans le cadre d'un DS particulier. Pour une mise en situation réaliste recours à un <i>closed game</i> .
Définition de la victoire	<i>Red Teaming</i> Atteinte des intérêts par la Doctrine ; ou pour la cellule de <i>red teaming</i> actions empêchant une maximisation des intérêts et déclenchement	<i>Peace game</i> Définition du degré de maximisation des intérêts par acteur et de l'efficacité de la Doctrine dans ce processus. Fin du wargame si réalisation du DS par

	obligatoire d'un conflit armé.	ouverture d'un conflit armé direct.
Logique de contrôle	Libre : conséquences et évolutions du scénario en fonction des actions des joueurs à chaque tour.	

Une fois ce présupposé théorique et méthodologique établi nous pouvons à présent en déduire la manifestation concrète dans la thèse à savoir la grille d'analyse apposée aux cas d'étude.

4.4.3. Le Wargame dans la thèse

De manière concrète la mise en œuvre de *peace games* et *red teaming* dans la thèse implique de déterminer une grille méthodologique la plus objective et complète possible à apposer à chaque simulation pour chaque GS testée et pour chaque cas d'étude, afin de disposer d'un outil précis permettant de déduire des conclusions les plus objectives possibles et comparables.

Pour ce faire il convient d'identifier les sept étapes qui seront poursuivies dans la constitution des simulations durant la thèse, et qui reprennent le modèle défini par Peter Perla¹⁶¹ :

- Objectifs de la simulation ;
- Modèle et scénario envisagé ;
- Données fondamentales à diffuser aux joueurs ;
- Modèle d'analyse et du jeu pour répondre au scénario ;
- Règles (tours, mouvements, informations pour les joueurs, délais des tours et des décisions, forces en présence, cadre géographique et temporel, etc.) ;

¹⁶¹ Peter P. Perla, *The art of wargaming*, op. cit., p. 165.

- Différents camps ;
- Procédure d'analyse.

Ce processus permet de déterminer le modèle technique de la simulation et sa forme (*red teaming, peace game*) ainsi que les contours préliminaires et l'enjeu du test des concepts. Toutefois il ne s'agit que de l'étape initiale, puisqu'à ce stade la grille d'analyse appliquée au cas d'étude n'est pas mise en forme, et la construction établie ne sert qu'à déterminer le test le plus adapté. De fait, la grille d'analyse n'est effective qu'à la mise en œuvre du scénario pour les joueurs et l'équipe de contrôle de la simulation.

Ainsi, une fois le cadrage élémentaire du *wargaming* effectué il faut construire le test de la Grande Stratégie selon quatre étapes formant la structure de la grille d'analyse reproduite dans la thèse : design du scénario pour l'analyse ; scénario présenté aux joueurs ; déroulé de la simulation ; leçons du test et conclusions.

⇒ **Etape 1 : design du scénario :**

Il s'agit de définir l'objectif et la structure détaillée de la simulation envisagée en fonction du modèle de *wargaming* et du contexte général de test déterminé au préalable avec les sept étapes du modèle de Perla.

De manière concrète ce design de la simulation s'incarne dans les rubriques suivantes¹⁶² :

Appréhension du problème
<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs du jeu • Comment le scénario permet-il d'atteindre les objectifs du test ?
Création de la simulation en Bottom up
<ul style="list-style-type: none"> • Définition des points décisifs • Mécanismes assurant la cohérence et la crédibilité de l'action des joueurs • Etendue des informations et éléments contextuels indépassables (ex : variable nucléaire)
Documentation des choix

¹⁶² Reprise de : Ibid. p. 211.

<ul style="list-style-type: none"> • Sources des informations • Sources et fondements des éléments contextuels indépassables
Modèle
<ul style="list-style-type: none"> • Rappel du type de wargame, nombre de camps, type de joueurs, etc.

⇒ Etape 2 : le scénario présenté aux joueurs :

Dans cette étape la simulation est concrètement établie dans son contexte, sa dimension pratique et ses éléments contextuels. Il s'agit de réaliser le document initial qui sera remis aux joueurs de chaque camp pour qu'ils puissent réaliser la simulation. L'ensemble de ces documents sera reproduit dans le travail de thèse afin que le lecteur puisse entendre le cadre concret de la simulation.

Ces scénarios seront indifféremment réalisés selon la grille méthodologique suivante¹⁶³ :

Background
<ul style="list-style-type: none"> • Situation/contexte¹⁶⁴ <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Composition (acteurs, moyens, stratégies connues) ⇒ Timeline (retex, situation actuelle) ⇒ Présentation du contexte du scénario ⇒ Biais sélectionnés (éléments historiques priorisés, moyens privilégiés, omissions volontaires...) • Attitudes¹⁶⁵

¹⁶³ Pour la structure générale de la grille : Ibid. p. 208.

¹⁶⁴ James Dunningan, *Wargames handbook: how to play and design commercial and professional wargames*, Writers club press, 2000 (3ème édition), p. 235.

¹⁶⁵ Paul K. Davis, *Illustrating a model-game-model paradigm for using human wargames in analysis*, Rand corporation : national security research division, 2017, 35pages.

<p>⇒ Ensemble de présupposés censés être intégrés par l'ensemble des joueurs (oriente le jeu et évite les dérives) : ex : interdiction d'usage des armes nucléaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intentions • Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame • Buts/objectifs : du wargame en général et des autres camps (objectifs connus et ou supposés, en fonction d'un open ou d'un closed wargame)
<p>Objectifs/missions</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Pour chaque acteur considéré : détail des objectifs poursuivis et de la tradition historique d'usage des moyens (donne au joueur une appréciation plus précise de l'acteur qu'il va incarner)
<p>Relations</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Entre les divers camps : procédures de communication, procédure de captage de l'information • Entre le joueur et l'organe de contrôle : interactions possibles ou non, fréquence des événements, etc.
<p>Ressources</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Structure des forces en présence et des moyens disponibles • Informations élémentaires et voies d'acquisition/développement de l'information en autonome
<p>Règles</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Générales avant la mise en œuvre du scénario, et également les voies d'évolution du scénario ou d'adaptation éventuelle des règles, ainsi que l'organisation du temps pour les tours des joueurs mais également dans la correspondance avec l'évolution du temps dans le scénario

⇒ **Etape 3 : La simulation :**

Dans le cadre du travail de thèse un compte-rendu fidèle du déroulé de la simulation sera produit, récapitulant les décisions clés, les mouvements des acteurs, l'évolution du scénario, et sa conclusion, ainsi qu'un tableau récapitulatif de l'atteinte (ou non) des objectifs pour chaque camp.

⇒ **Etape 4 : les conclusions tirées de la simulation :**

Il s'agit de pouvoir, en exploitation de l'exercice de simulation, déterminer l'efficience d'une vision stratégique d'un cas d'étude à un moment de l'histoire face à un Dilemme

de Sécurité caractérisé. Pour ce faire un ensemble de conclusions devront être établies au travers d'une grille d'analyse regroupant un ensemble de questions mettant en perspective l'action des joueurs durant la simulation¹⁶⁶.

- Combien de fois et pour quelle raison les joueurs ont-ils mobilisés les concepts de la Doctrine ?
- A quel point les décisions cruciales concernant la survie de l'acteur (désescalade des tensions, recours à la force) ont-elles été détaillées ? Ont-elles été fondées sur l'usage des concepts doctrinaux ?
- Durant les différents tours, quelles décisions ont-été prises par les joueurs ? De manière contrainte par l'adversaire ou agissant de manière délibérée ?
- Quels éléments ont été déterminés comme problématiques ? Etaient-ils anticipés par la Doctrine ? Si oui les solutions envisagées étaient-elles utiles ?
- Quel a été le sentiment des joueurs sur leur capacité à maximiser leurs intérêts ? La Grande Stratégie définie en amont a-t-elle été un accélérateur ou un frein à cette capacité ?
- En ce qui concerne les décisions cruciales des joueurs, quels ont été les éléments qui les ont orientés vers ces décisions ? Le contexte ? L'action de l'adversaire, sa Grande Stratégie ? Les concepts de Grande Stratégie de leur propre acteur ? Le hasard ?
- Quel est l'avis des joueurs sur l'utilité des concepts doctrinaux et de la Grande Stratégie développée par leur acteur dans l'atteinte de leurs objectifs ? (Échelle de 1 à 10, puis précisions et explications de la part de chaque joueur).

Ces conclusions étant par la suite exploitées pour produire la réponse aux besoins du test tels que définis en prélude à l'étude du *wargaming*, à savoir si la Doctrine produite répond au triptyque de *suitability*, *acceptability*, *feasability*.

Un dernier point, indispensable, devra toutefois être systématiquement introduit : la variable quantitative. De fait, comme tout objet méthodologique ayant pour base de travail l'incertitude et usant comme matériel de l'action et de la réflexion humaine (par nature soumises aux biais cognitifs), une simulation unique ne peut prétendre à la fiabilité tant le hasard et la chance ont pu influencer les résultats d'un acteur. Il est indispensable

¹⁶⁶ Structure inspirée de : Peter P. Perla, *The art of wargaming*, op. cit., pp. 324-325.

par conséquent de disposer d'un moyen de réduire autant que possible cette variable. Nous retrouvons par ce biais l'ensemble des théories portant sur les jeux contenant une part de hasard et sur les calculs économiques de rentabilité. Il s'agit alors de trouver comment lisser la variance pour obtenir un résultat le plus fiable possible. Deux dimensions sont prises en compte pour le *wargaming* :

- Lisser la variance de l'incertitude par une masse critique de simulations : il s'agit basiquement de déterminer un nombre de fois où un scénario va être joué afin de réduire l'incertitude et de disposer d'un point moyen de résultats à même de distinguer ceux qui diffèrent du fait d'un contexte particulier ou de la chance/malchance d'un joueur.

Si aucune règle précise n'existe concernant le nombre de fois où un scénario doit être joué pour que l'incertitude puisse être lissée, une dizaine de fois (plus ou moins) est en général une base solide. Ainsi à titre d'exemple, une simulation géopolitique cherchant à déterminer la résilience d'un Etat face à un risque d'escalade jouée dix fois et qui dans sept cas sur dix se conclue sur un résultat similaire d'échec de l'apaisement et de dérive en conflit ouvert, apparaît comme fiable puisqu'exprimant une tendance nette¹⁶⁷.

- Lisser la variance des biais cognitifs par une masse critique de joueurs : dans ce cadre il s'agit avant tout d'éviter les biais de confirmation régulièrement présentés sous la forme de « l'effet silo ». Ce processus correspond au fait qu'un expert sur une question aura du mal à s'affranchir de son expertise et projettera donc ses propres conclusions dans la simulation sans prendre en compte des variables extérieures ou l'évolution du contexte. Ce problème, particulièrement présent dans le cadre de *peace game* peut conduire un expert-pays qui incarne l'Etat dont il est expert à ne pas s'adapter au scénario. Toutefois, du fait de la connaissance unique des experts sur un acteur, il ne faut pas non-plus se priver de leurs connaissances, mais bien la rationaliser par l'apport d'autres joueurs, qui en plus d'éviter ce type de biais pourront apporter des éléments d'action et de réflexion

¹⁶⁷ Thibault Fouillet, *Wargaming : un outil de recherche stratégique*, op. cit., pp. 78-79.

inédits, rien ne remplaçant la vision d'un néophyte tant son regard neuf apporte souvent des problématiques pertinentes non-prévues.

La solution consiste donc pour un même scénario à conduire la simulation avec des panels différents pour se prémunir un maximum des biais cognitifs et faire émerger un éventail plus large de résultats possibles. Dans le cadre de la thèse chaque simulation verra ainsi la mise en œuvre de trois panels :

- Un panel de néophytes : pour un regard neuf sur la simulation.
- Un panel d'experts des questions stratégiques et historiques mais non spécialisés sur les acteurs et le contexte en question : fournissant un point moyen entre connaissance des mécanismes et enjeux, et expertise précise (avec risques de biais de confirmation).
- Un panel d'experts des acteurs incarnés et du contexte en question : pour une analyse et des décisions les plus approfondies possibles mais qui sont dans le même temps particulièrement vulnérables aux biais de confirmation.

Le nombre de simulations pour chaque cas d'étude, ainsi que la composition des panels et le déroulé des scénarios sera ainsi scrupuleusement reporté dans les conclusions correspondantes à chaque pays étudié afin que le lecteur dispose de l'ensemble des données pour comprendre le processus et les conclusions tirées des wargames dans la thèse.

Voici donc établie la grille analytique de l'usage du *wargaming* pour déterminer l'efficacité des doctrines contemporaines des cas d'étude, concluant par là-même l'analyse de cette dimension méthodologique de la thèse qu'est le test des conclusions théoriques. La mise à l'épreuve de la Grande Stratégie s'incarnera de ce fait pour chaque cas d'étude dans une procédure en trois temps :

1. La définition du besoin d'un test par le *wargaming* et le modèle adéquat pour le réaliser (cadre préliminaire selon la méthode de Perla).
2. La mise en œuvre de la simulation par le *wargaming* (4 étapes de la grille d'analyse, du design du scénario jusqu'aux conclusions tirées de la simulation).

3. L'exploitation des éléments du *wargaming* réalisé afin de déterminer clairement l'efficacité de la Grande Stratégie à l'étude (réponse au cadre général de *suitability, acceptability, feasibility*) selon une variable quantitative et qualitative

La mise en exergue du *wargaming* et de son apport fondamental pour valider l'étude de la Grande Stratégie dans sa dimension pratique, vient conclure le premier temps de la thèse ayant pour trait la définition de l'objet de recherche, du but du travail poursuivi, et surtout du cadre méthodologique convoqué.

L'étude de la Grande Stratégie des petites puissances s'incarne ainsi dans une vision double, liant Histoire militaire et Relations Internationales centrées sur une lecture néo-réaliste et constructiviste. Cadre théorique élémentaire permettant de déterminer un triptyque d'objets de recherche que sont la Grande Stratégie, le Dilemme de Sécurité et les Petites Puissances.

L'interaction de ces trois éléments définissant un ensemble d'outils conceptuels, comme la Doctrine élément de liaison fruit du rapport de co-constitution entre le Dilemme de Sécurité et la Grande Stratégie, ou encore la nécessité de fonder une nouvelle pyramide stratégique.

Le champ de l'étude a également été déterminé avec trois acteurs mis en lumière : le Luxembourg, la Lituanie, et Singapour ; de même qu'une période historique précise de 1965 à 2025.

De cet ensemble méthodologique appliqué aux cas d'étude identifiés découlait le besoin de fonder une grille d'analyse précise, issue des concepts structurants, pour déterminer leur mise en œuvre et leurs caractéristiques, mais également issue du besoin de test des théorisations réalisées d'où l'introduction de la méthodologie du *wargaming* lorsque la sanction des faits exploitable par la méthode historique n'a pu avoir lieu.

Cet objectif atteint il s'agit dès à présent de basculer dans la seconde étape de ce travail de recherche en définissant les cadres théoriques de la mise en œuvre de la Grande Stratégie du Luxembourg, de la Lituanie et de Singapour sur la période 1965-2025.

Partie I : De la Grande Stratégie du
Luxembourg, de la Lituanie, et de
Singapour (1/2) : dimension
théorique et historique

Le premier temps de l'analyse grande stratégique des petites puissances, c'est-à-dire sa dimension théorique, impose dans le cadre de la thèse de mener une étude spécifique pour chaque acteur afin d'en discerner toute la complexité. Toutefois des déterminants communs sont à prendre en compte du fait de l'ambition comparative et généraliste de ce travail.

Ainsi en premier lieu le plan de chaque chapitre sera identique puisqu'il s'agit d'appliquer la même grille de lecture -définie supra- à chaque Etat.

En outre, dans la contextualisation initiale des cas d'étude le choix a été fait d'user de la recension de l'histoire « officielle » c'est-à-dire produite par les Etats eux-mêmes. En effet, bien que ce type de documentation présente de toute évidence des biais cognitifs, il s'agit en soit du premier document d'ordre doctrinal que l'on puisse analyser et donc une première évocation de la vision de l'acteur sur son action antérieure dans les relations internationales. Le choix ainsi constitué est exprimé en accord avec l'angle méthodologique de la thèse construit sur la pensée stratégique de l'Etat, qui peut de ce fait différer de la réalité historique voir même entrer en contradiction avec elle¹⁶⁸. Le « roman national » ainsi construit exprime dans la plupart des cas une légitimation de l'acteur et ne saurait révéler une vérité historique¹⁶⁹. De ce fait nous sommes bien conscient que cette histoire ne peut se substituer aux travaux de recherche sur le sujet et sa présentation dans la mise en contexte des acteurs n'est en aucun cas l'expression de son approbation, le choix n'est effectué que pour son seul caractère d'expression indirecte de la pensée stratégique historique de l'acteur étudié.

¹⁶⁸ Le débat sur la date d'indépendance réelle du Luxembourg forme un cas d'étude intéressant de cette différence entre le discours officiel et le travail historique en perpétuelle évolution, l'Etat en question étant même en l'espèce conscient de cette divergence sans pour autant à ce stade la prendre en compte dans ses documents officiels : Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, « Séance académique '175^{ème} anniversaire de l'indépendance du Grand-Duché de Luxembourg », gouvernement.lu, 2014, https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/articles/2014/04-avril/29-175.html.

¹⁶⁹ Voir à propos de la création des grands récits nationaux et de leur divergence avec l'histoire réelle : Floor van Alphen, Mario Carretero, *The construction of the relation between national past and present in the appropriation of historical master narratives*, Springer, 2015, 19pages.

Enfin troisièmement, comme évoqué dans la formation de la grille d'analyse, nous aurons recours pour chaque Etat à la définition de sa « culture stratégique », élément fondamental dans la production des concepts contemporains et de la vision exprimée sur la définition des objectifs et menaces. Pour rappel, nous entendrons de manière identique pour les trois Etats étudiés la culture stratégique comme l'ensemble des valeurs, perceptions, inclinaisons stratégiques et déterminants historiques qui influencent le comportement d'un Etat sur la définition et la mise en œuvre de sa politique étrangère¹⁷⁰.

Ces éléments pris en compte, cette première partie de l'analyse de la grande stratégie des petites puissances comportera autant de chapitres que de cas d'étude, de ce fait l'analyse théorique commencera par le Luxembourg en tant que vision stratégique en devenir (Chapitre 1) ; puis poursuivra par Singapour archétype du succès par la Grande Stratégie (Chapitre 2) ; pour s'achever par la Lituanie comme symbole d'un petit Etat face à un *paradoxe de sécurité* (Chapitre 3).

¹⁷⁰ Holger Mölder, « The development of military cultures », *Twenty years of defence development in the Baltic States*, Baltic Defense College papers, pp.85-121.

Chapitre 1. Le Luxembourg : une vision stratégique en devenir

Le Luxembourg ouvre le bal de l'application de la grille de lecture à des petites puissances afin de comprendre les mécanismes de mise en œuvre et d'efficience d'une Grande Stratégie. Une fois n'est pas coutume, cet acteur présente une Grande Stratégie en devenir permettant donc d'en déterminer plus difficilement l'efficacité mais a contrario d'en apprécier plus finement la maturation de la culture stratégique et de la mise en œuvre des doctrines. Conformément au schéma d'analyse constitué dans le premier temps de cette thèse, l'étude théorique de la Grande Stratégie du Luxembourg sera fondée sur quatre points : les hypothèses initiales et principes directeurs ; l'analyse historique des dilemmes de sécurité et grandes stratégies passées ; puis la partie maîtresse qu'est la caractérisation et l'étude de la Grande Stratégie contemporaine du Luxembourg ; pour finir par une modélisation comparative de la Grande Stratégie, de la Doctrine, et du Dilemme de sécurité du Luxembourg permettant *in fine* de dégager les wargames nécessaires à la validation pratique.

1.1. HYPOTHESES ET PRESUPPOSES FONDAMENTAUX

Nous entrons dans cette partie dans la caractérisation initiale de l'acteur, qui œuvre à la fois à la présentation du cas d'étude et des singularités pesant sur la mise en œuvre de sa pensée stratégique, et à la fois à une caractérisation générique selon la grille d'étude pour affiner par la suite la dimension comparative.

1.1.1. Contexte général de l'acteur

- **Données structurantes commentées**

Bien que le choix des cas d'étude ait été conduit rationnellement selon les objectifs de recherche, il apparaît jusqu'à présent que leur caractère de « petite puissance » est un présupposé théorique. Or, il convient de fournir les éléments concrets permettant de caractériser le Luxembourg en tant que petite puissance. Ainsi que nous l'avons exprimé dans le premier temps de cette thèse, la définition qui est donnée aux petites puissances est conditionnelle c'est-à-dire qu'elle repose sur des données quantitatives certes mais également -et surtout- qualitatives permettant de considérer que l'Etat en question est en position d'infériorité vis-à-vis des acteurs avec lesquels il rencontre des dilemmes de sécurité. Dans ce le cas contraire, il devrait être considéré comme une grande puissance.

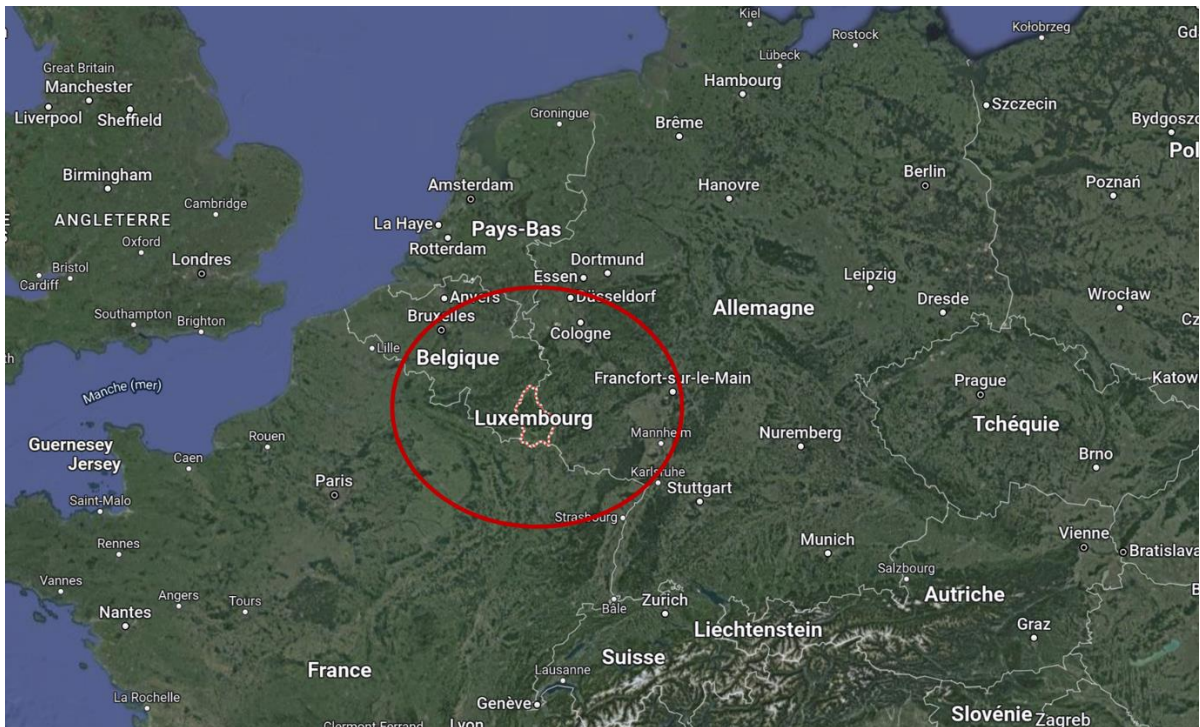
Au plan des éléments quantitatifs, les plus significatifs sont à retrouver dans la population totale et la superficie. Dans ce cadre le Luxembourg est respectivement au 174^{ème} rang mondial et au 179^{ème} rang mondial, et s'inscrit de ce fait parmi les plus petits Etats selon les critères géographiques établis par la Banque Mondiale. Toutefois, la variable économique n'est pas un critère caractéristique du statut de petite puissance, puisque le Luxembourg est au 79^{ème} rang mondial en terme de PIB global mais est surtout classé second au monde en ce qui concerne le PIB par habitants¹⁷¹. Le pays n'est donc pas une petite puissance économique, quand bien même il est dépourvu de ressources naturelles abondantes. La fin de la sidérurgie qui avait permis l'essor du pays au XIXème siècle a

¹⁷¹ Justine Gay, « Classement PIB/habitants : les pays les plus riches en 2021 », journaldunet.com, 20 janvier 2021.

été remplacé par la financiarisation de l'économie et une production technologique et de services avancés permettant au pays de tirer son épingle du jeu.

Si l'on s'attache ensuite au plan qualitatif l'on constate que la dimension diplomatique et sécuritaire du Luxembourg ne présente pas les mêmes avantages que le volet économique. En effet, l'enclavement historique du pays entre grandes puissances (Allemagne, France) a été successivement gage de sa neutralisation par ses deux menaces historiques, puis se trouve désormais être une garantie fondamentale de sécurité du fait des alliances et de l'intégration européenne. Bien que le contexte sécuritaire contemporain apparaisse donc apaisé, il n'en demeure pas moins que face à ces géants proches une voie autonome de la puissance militaire et sécuritaire apparaît impossible et conduit de ce fait à une faible puissance dans ces domaines. L'atout sécuritaire majeur conduit donc à une externalisation de la sécurité par mutualisation et donne ainsi à ce petit Etat géographique un statut de petite puissance de politique étrangère puisque ses processus de sécurité ne sont pas conduits en autonome. Dans ce cadre, les éléments qualitatifs permettent d'énoncer un statut de petite puissance non-pas du fait de l'intensité de la menace¹⁷² mais du fait de l'absence d'une capacité de sécurité autonome.

¹⁷² A l'inverse par exemple des cas lituaniens et singapouriens qui sont à retrouver dans les chapitres suivants.



Carte n°1 : Le Luxembourg : la sécurité contemporaine par l'enclavement entre grandes puissances alliées (source fond de carte : googlemaps)

L'étude des données structurantes géographiques, économiques et géopolitiques auront permis de caractériser le Luxembourg en tant que petite puissance. Il s'agit désormais de compléter cette présentation générale du cas d'étude par une revue historique et ses implications stratégiques.

• Histoire synthétique et ses leçons stratégiques

L'histoire officielle du Luxembourg est présentée, au-delà des sites gouvernementaux des affaires étrangères et du tourisme, au sein du document : Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, *A propos... de l'histoire du Luxembourg*, service information et presse, 2017, 27pages. Énonçant l'histoire du pays depuis ses origines préhistoriques jusqu'à aujourd'hui, le document s'efforce de mettre en exergue l'histoire nationale comme ancrée dans le temps long afin de couper avec l'idée d'une création tardive liée à l'indépendance officielle de 1867. Pour rappel, l'histoire officielle présentée ici n'est en aucun cas révélatrice de la conception que nous avons de l'histoire du Luxembourg, dont nous connaissons la complexité et l'étendue des recherches historiques sur la question (débat concernant la date réelle de l'indépendance, importance sous-estimée de la

révolution de 1848, continuité artificielle entre le Duché et le Grand-Duché, etc.). Nous sommes bien conscients que les documents officiels présentés œuvrent à la fabrication du sentiment national et peuvent contrevenir à la réalité historique¹⁷³, toutefois ils sont présentés en tant que source exclusive dans le but de présenter la perception qu'à l'acteur de sa propre identité en tant qu'élément indirect de doctrine.

Ceci pris en considération, selon les documents d'histoire officielle, la première évocation d'un Luxembourg unifié géographiquement et politiquement provient de la fondation du comté de Luxembourg par Conrad Ier en 1086 au sein du Saint-Empire Romain Germanique. Cette division féodale possède une large autonomie et apparaît comme un carrefour entre les influences germaniques et françaises. Malgré sa petite taille, l'importance du comté ne cesse de croître puisque ses titulaires sont d'éminents membres de l'empire permettant de donner une importance au comté sans commune mesure avec ses apports financiers et militaires. La consécration intervient même en 1308 quand le comte de Luxembourg Henri VII est élu roi, avant d'être nommé empereur du saint empire en 1312. En tant que patrie originelle de l'empereur le comté devient un carrefour commercial et politique incontournable. La croissance est telle que la juridiction est élevée au rang de duché en 1354. Toutefois, cette acmé correspond également à un déclin politique puisque le cumul de ce duché est incompatible avec la charge impériale et implique donc un transfert vassalique. Cette manœuvre juridique conduit à sortir le Luxembourg de la couronne germanique pour entrer dans les possessions bourguignonnes. Le Luxembourg se normalise de fait et intègre la province des Pays-Bas dans laquelle elle demeurera sans changement pendant quatre siècles. Néanmoins, du fait de sa position stratégique entre le duché de Bourgogne, le royaume de France et le Saint Empire Romain, le duché conserve un rôle stratégique fondamental le conduisant à devenir une forteresse pivot, enjeu de toutes les convoitises. C'est ainsi que la ville fortifiée gagne le surnom de « Gibraltar du Nord ».

¹⁷³ Sonja Kmec, Benoît Majerus, Michel Margue, Pit Peporte, *Inventing Luxemburg: representations of the past, space and language from the nineteenth century to the twenty-first century*, Brill, 2010, 383pages.

Malgré les guerres successives, aucun évènement majeur n'intervient dans les siècles suivant concernant la « destinée politique » du Luxembourg, et il faut attendre 1815 et le Congrès de Vienne réglant la question européenne après la chute de Napoléon Ier pour qu'un tournant majeur apparaisse. De fait, avec la prononciation de l'indépendance des Pays-Bas, le Luxembourg se détache formellement de toute appartenance allemande ou bourguignonne. C'est d'ailleurs au sein du royaume des Pays-Bas nouvellement créé que le Luxembourg retrouve une autonomie large et une conception nationale forte. Première étape, vers l'indépendance qui sera largement renforcée peu de temps après avec l'indépendance belge en 1830 suivie du traité de Londres en 1839 qui permet par le redécoupage territorial de donner au Luxembourg ses frontières actuelles, ainsi que de renforcer son autonomie bien que la nation reste pour l'heure au sein des Pays-Bas. Cette autonomie permet alors d'être considéré comme un acteur en soit et par ricochet de devenir un enjeu géopolitique en tant que tel pour les grandes puissances environnantes. Ainsi, c'est du fait de la compétition entre la Prusse et l'Empire français que le Luxembourg va obtenir son indépendance officielle, puisque face à la montée des tensions entre les deux grandes puissances, la guerre est évitée au prix de la création en 1867 (Traité de Londres) d'un Etat éternellement neutre : le Luxembourg. L'Etat nouvellement créé est maître de sa politique interne mais demeure vassalisé au plan de la politique étrangère puisque le volet militaire est la sécurité est sous la garantie commune de la France, des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Prusse. Il n'en demeure pas moins, que par ce biais le Luxembourg devient pour la première fois de son histoire un Etat indépendant avec pour la première fois la signature par un de ses ministres d'un document international.

La posture de neutralité est scrupuleusement maintenue par la suite même durant le premier conflit mondial et ce malgré l'occupation allemande. Cette posture vivement critiquée pour la relative complaisance de la Grande-Duchesse vis-à-vis de l'Allemagne, conduira à une montée des revendications antimonarchiques. Toutefois la crise institutionnelle sera rapidement éteinte par un référendum pour le maintien de la monarchie, et des leçons seront tirées puisque la posture de neutralité est progressivement dépassée. L'exemple le plus emblématique étant la création d'une union économique avec la Belgique en 1921.

Par conséquent, l'invasion allemande de 1940 malgré les déclarations répétées de neutralité conduira le gouvernement luxembourgeois à un changement de vision stratégique pour une insertion dans le camp occidental et une insertion dans le camp des alliés avec le gouvernement en exil à Londres et la mise en œuvre d'actions de résistance. La décision stratégique s'avère payante puisque la victoire de 1945 permettra au Luxembourg de retrouver une pleine indépendance et surtout les fondements d'une politique étrangère nouvelle. Ainsi, le pays peut désormais s'insérer dans l'ensemble des projets d'alliances et d'intégrations qui suivent : ONU, OCDE, OTAN, membre fondateur de la CEE... développant sa communauté de sécurité et ses relais de puissance.

La priorité revient, au-delà du volet diplomatique, au développement économique. Il s'agit ainsi de tourner la page de la sidérurgie, ayant permis la croissance du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle, pour se concentrer sur le développement du tertiaire (financiarisation, services, haute technologie) qui porte ses fruits dès les années 1960¹⁷⁴. L'attractivité économique du pays ne cesse de croître, de même que l'importance politique du pays en particulier au sein de la communauté européenne. Le Luxembourg apparaît ainsi comme un membre historique de l'Union Européenne, pleinement indépendant et parfaitement intégré dans les relations internationales.

Si l'on tire à présent des enseignements stratégiques de cette présentation, l'on constate que l'histoire du Luxembourg d'un point de vue politique présente un processus long d'indépendance et surtout d'autonomie décisionnelle et stratégique. Cette dernière est d'ailleurs relativement jeune puisque datant au mieux du début du XIX^{ème} siècle. La tradition doctrinale et conceptuelle n'apparaît ainsi pas de prime abord comme possible, et se révèle en outre limitée structurellement par une dépossession de la réflexion sur la puissance du fait de la posture de neutralité puis d'une insertion dans les alliances conduisant à une duplication des mécanismes et doctrines de l'organisation de sécurité collective (en l'espèce l'OTAN). La posture internationale moderne du Luxembourg laisse toutefois entrevoir des marqueurs stratégiques clairs. En premier lieu la priorité est

¹⁷⁴ La conversion économique a été brillamment effectuée puisque la finance représente aujourd'hui plus d'¼ du PIB du Luxembourg.

à l'insertion dans les alliances en tant que garantie fondamentale de sécurité. Ensuite, les deux piliers de la puissance apparaissent comme constitués par la diplomatie orientée vers l'intégration régionale et le développement des valeurs, et l'économie comme moyen de rayonnement international et de production autonome de puissance.

• **Structure stratégique a priori**

Les données fondamentales du Luxembourg en tant que petite puissance ainsi que les leçons stratégiques tirées de son histoire officielle, permettent de conclure la caractérisation générale de ce cas d'étude par la fondation d'une structure de pensée stratégique a priori. C'est ce modèle qui devra alors être développé et affiné par l'étude des grandes stratégies historiques et influera sur la conception stratégique et doctrinale contemporaine.

Le Luxembourg présente ainsi l'archétype d'une petite puissance ayant eu durant son histoire une quasi-impossibilité (du moins jusqu'à une histoire récente) de développer une Grande Stratégie ou même une vision stratégique du fait d'un contexte permanent d'inclusion à des grandes puissances ou à des communautés de sécurité fortes assumant le rôle doctrinal et stratégique. La garantie de sécurité a donc la particularité dans le cas du Luxembourg de toujours avoir été déléguée. Celle-ci conduit ainsi à ne pas subir directement de dilemmes de sécurité dans la période contemporaine du fait de deux déterminants géopolitiques :

- La multiculturalité : du fait des dominations étrangères successives, et qui offre aujourd'hui un atout d'intégration dans la communauté européenne
- Le voisinage de grandes puissances : atout majeur depuis 1945 par risque très faible d'atteinte à l'intégrité territoriale

La menace historique fondamentale sur l'indépendance conduisant à un impératif de survie est donc toujours théoriquement présente comme pour tout Etat dans les relations internationales, mais se trouve très amoindrie dans la période récente du fait d'une garantie sécuritaire par les alliances. L'enclavement historique entre grande puissance

s'étant ainsi complètement retourné pour passer d'une menace fondamentale à une garantie de sécurité fondamentale.

L'on assiste de ce fait concernant le Luxembourg à un paradoxe stratégique : la capacité à lutter en autonome contre une menace sur la survie est très faible, cependant elle est intégralement compensée par les alliances. Les dilemmes de sécurité depuis 1949 et encore davantage depuis la formation de l'Union Européenne sont donc rare et uniquement fondés sur la contagion en touchant les alliances dans lesquelles est inséré le Luxembourg. Le volet militaire est par conséquent tout naturellement secondaire dans la projection de puissance luxembourgeoise. L'analyse de la pensée stratégique ne sera donc pas -une fois n'est pas coutume- centré sur la variable militaire mais bien plutôt sur les affaires étrangères auxquelles est attaché le militaire.

Deux piliers sous-tendent alors cette vision de politique étrangère :

- La diplomatie : construite autour d'un triptyque de moyens que sont l'intégration dans une communauté d'alliance, la promotion du droit international, et la projection de valeurs (démocratie, libre-échange).
- L'économie : assurant le développement de la puissance nationale par le libre-échange construit autour de deux moyens que sont la financiarisation et la tertiarisation.

En somme, le constat formulé a priori sur le fondement de ces déterminants stratégiques s'inscrit dans une validation par la négative du présupposé de thèse. De fait, le Luxembourg apparaît comme faisant face depuis 1965 à une quasi-inexistence du Dilemme de Sécurité¹⁷⁵, impliquant donc une absence d'intérêt à la formulation d'une pensée stratégique générale et autonome et ainsi à l'absence d'une véritable Grande

¹⁷⁵ La perception de menaces peut exister (cf. extension du communisme et peur de l'invasion soviétique) mais elle n'est soit pas assez durable, soit rapidement endiguée par le biais d'une communauté de sécurité forte (OTAN et intégration européenne) ce qui n'implique pas la définition d'un schéma doctrinal et grand stratégique effectif.

Stratégie et jusque très récemment d'une doctrine formelle. L'action stratégique du Luxembourg dans les relations internationales devrait donc se caractériser par une politique pragmatique réalisée en conduite plutôt que passant par une conception formelle.

1.1.2. Hypothèses initiales

La logique théorique sous-jacente au travail de thèse est fondamentalement déductive avec la création d'une grille de lecture fondée sur des présupposés théoriques qui est mise en lumière et confirmée (ou infirmée) par les cas d'étude. Ainsi, chaque acteur étudié est d'abord ciblé selon des hypothèses fondamentales que l'étude théorique puis pratique permettra de confirmer (validant ainsi le modèle choisi) ou d'infirmier (faisant évoluer la grille de lecture initiale), et servant au final de base comparative avec les autres cas d'étude pour produire une synthèse générale permettant de répondre aux problématiques fondamentales de ce travail. De ce fait, en se basant sur les éléments de contexte présentés précédemment, ainsi que sur une analyse sommaire du corpus doctrinal, des hypothèses initiales sont établies sous la forme du tableau ci-dessous :

Hypothèses stratégiques concernant le Luxembourg	
Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Plus de ressources naturelles minérales depuis la fin de la sidérurgie Enclave entre les grandes puissances européennes et indépendance tardive 179 ^{ème} rang en termes de superficie 174 ^{ème} rang en termes de population
Déterminants géostratégiques et culturels (identité)	Déterminants géostratégiques
	Libéralisation politique et économique (financiarisation de l'économie)
	Renversement après 1945 du désavantage géographique : les alliances faisant de l'enclave entre grandes puissances un atout de sécurité
	Action type dans les relations internationales
	Alliances de sécurité comme garantie fondamentale

	Promotion de la paix et de l'intégration régionale Action préférentielle de la puissance dans les volets économiques et technologiques
Dilemmes de sécurité rencontrés (1965-2025)	<p>1- 1940 : survie par les alliances : succès malgré l'occupation qui influence par la suite la politique sécuritaire pour une focalisation sur la sanctuarisation par les alliances et donc une politique sécuritaire de mimétisme (logique pragmatique ne nécessitant pas un effort de pensée stratégique et de production doctrinale autonome)</p> <p>2- 2014 -... : globalisation des risques et retour de la posture agressive de la Russie: intensité faible du fait de garanties de sécurités fortes (OTAN/UE). Toutefois ce dilemme de sécurité donne l'occasion de sanctuariser l'évolution de la pensée stratégique du Luxembourg avec depuis 1997 une marche vers l'autonomie et la production doctrinale, aboutissant en 2017 à la production des « lignes directrices » premier document de doctrine du Luxembourg</p>
Eléments de grande stratégie généraux	Rares et tardifs du fait de l'absence d'une réelle Grande Stratégie et d'un Dilemme de Sécurité tardif et de faible intensité : politique 3D et défense intégrée en étant les seuls marqueurs tangibles

Ainsi, par une comparaison entre cette analyse conduite a priori avec une connaissance limitée et de l'autre côté une étude approfondie avec une connaissance maximale, nous pourrons déterminer les ressorts de la fondation de la pensée stratégique luxembourgeoise. Par conséquent, une adéquation entre les hypothèses initiales et les conclusions théoriques et pratiques démontrera une pensée stratégique influencée par les facteurs historiques et géographiques, tandis qu'une grande divergence mettra à l'inverse à mal la grille d'analyse conduisant à son évolution. L'objectif final étant la comparaison des résultats et modélisations des cas d'étude pour disposer d'un corpus suffisamment dense pour en tirer des conclusions générales sur la Grande Stratégie des petites puissances.

La présentation générale du Luxembourg ayant permis de définir un ensemble d'hypothèses concernant les déterminants de sa pensée stratégique et des grandes

stratégies mises en œuvre, il s'agit désormais de s'attacher à l'étude théorique approfondie de l'acteur en commençant par son analyse historique.

1.2. ETUDE HISTORIQUE : DILEMMES DE SECURITE ET GRANDES STRATEGIES SIGNIFICATIVES : L'EMERGENCE D'UNE AUTONOMIE DE LA PENSEE STRATEGIQUE

• Présentation générale

Une fois de plus, le cas d'étude du Luxembourg tranche en présentant une vision par la négative des présupposés de la thèse. Ainsi, contrairement au regard initial de la grille de lecture qui devait s'appuyer sur les dilemmes de sécurité et les grandes stratégies historiques afin de comprendre la doctrine contemporaine, le Luxembourg dénote historiquement par l'absence de Grande Stratégie. Néanmoins, par cette même absence ce cas d'étude vient confirmer l'un des piliers méthodologiques de la thèse liant Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie selon les critères d'indépendance et d'intensité. De fait, la Grande Stratégie n'est développée par un Etat dans le système international que face à un Dilemme de Sécurité véritable et surtout uniquement si l'Etat qui le subit est à même de développer en autonomie ses concepts doctrinaux.

Or, dans le cas du Luxembourg les deux critères cumulatifs d'indépendance et d'intensité se sont constamment retrouvés incomplets. Le premier manque est venu de l'indépendance, puisque bien que depuis 1867 un Dilemme de Sécurité de forte intensité ait pu être ressenti vis-à-vis des grandes puissances françaises puis allemandes, la vassalisation par la neutralité imposée conduit à l'impossibilité d'une pensée stratégique autonome. L'entre-deux guerres, si elle voit émerger les prémices d'une politique étrangère indépendante, ne s'exprime pas dans une période suffisamment longue pour permettre la création d'une pensée stratégique formelle et complète, d'autant plus qu'elle demeure contrainte par la posture de neutralité.

Le second manque, l'intensité, provient pour sa part de la période post Seconde Guerre mondiale, puisque les alliances nouvellement créées font des grandes puissances limitrophes ainsi que de la garantie américaine les cautions de la survie et de la sécurité.

L'intégration régionale et par les alliances, inverse ainsi le rapport des menaces, avec une quasi-disparition du Dilemme de Sécurité qui dispense le Luxembourg de la formulation d'une pensée stratégique autonome et intégrale. La Grande Stratégie n'est de ce fait pas nécessaire puisque la duplication des doctrines OTAN et une action stratégique pragmatique suffisent.

Si une Grande Stratégie historique n'est pas identifiable concernant le Luxembourg, à l'inverse des autres cas d'étude qui seront étudiés plus loin, l'étude historique n'en demeure pas moins primordiale puisqu'elle permet mieux qu'avec aucun autre acteur de discerner les étapes précises d'évolution de la posture stratégique d'un Etat dans la construction d'une pensée stratégique autonome et par voie de conséquence sa marche vers l'établissement d'une Doctrine formelle (prémices d'une Grande Stratégie).

Ainsi, il s'agit de faire émerger des marqueurs stratégiques depuis les grandes phases de politique étrangère du Luxembourg, dégagant ainsi des éléments de culture stratégique ayant conduit à la vision doctrinale contemporaine. Trois dynamiques historiques sont ainsi pertinentes :

1. 1867-1919 : indépendance mais vassalisation
2. 1919-1945 : la genèse d'une vision stratégique
3. 1945-1997 : la stratégie du pragmatisme

• **Entre indépendance et vassalisation : 1867-1919**

Bien qu'une doctrine claire soit exprimée et appliquée par le Luxembourg durant cette période à travers le principe de neutralité, l'on ne peut la considérer comme l'expression d'une pensée stratégique et encore moins d'une Grande Stratégie. De fait, alors que l'indépendance est conditionnée par cette posture de neutralité et qu'elle répond à un Dilemme de Sécurité maximal face aux puissances françaises et prussiennes, elle est imposée par ses dernières et ne relève donc pas d'une indépendance même minimale. Il n'y a pas eu de choix stratégique de la part du Luxembourg ou de formulation d'une doctrine claire, mais simplement l'acceptation des termes d'un accord effectué par des puissances tierces. Ces dernières accomplissant d'ailleurs un rôle de tutrice et de garantie

de la sécurité du pays. La vassalisation ainsi subie par le Luxembourg est impropre à la formulation d'une Doctrine et donc ne saurait permettre d'identifier des éléments conceptuels.

Cependant, tout n'est pas à jeter concernant cette période, et son évocation mérite l'attention puisqu'elle permet de déterminer l'un des marqueurs stratégiques structurants du Luxembourg : la délégation de sécurité. Concept brièvement évoqué lors de la présentation générale de l'acteur, la période de vassalisation lance ce principe d'externalisation de la sécurité au moyen de traités ou de garanties fondamentales des alliances du fait d'un voisinage de grandes puissances et d'une incapacité à développer une puissance à même d'assurer la survie en autonomie. La délégation de sécurité provenant aussi bien d'une vassalisation face à des puissances à l'origine du Dilemme de Sécurité comme dans la période ici présentée, que plus tard dans le cadre d'une alliance de sécurité collective et d'une intégration régionale avec des grandes puissances qui empêchent la création de dilemmes de sécurité pesant sur le Luxembourg.

• **La genèse d'une vision stratégique : 1919-1945**

Cette seconde période permet d'entrevoir une première évocation de pensée stratégique autonome du fait d'orientations affirmées de politique étrangère. Ainsi, bien que la posture de neutralité soit officiellement maintenue dans l'entre-deux guerres l'on constate pour la première fois des choix stratégiques propres et une volonté de consolider la puissance pour assurer l'indépendance et la survie. Celle-ci s'incarne dans trois ensembles complémentaires :

- Promotion du droit international et de la résolution pacifique des différends : adhésion à la Société Des Nations.
- Développement de partenariats économiques : tous azimuts en Europe, mais plus particulièrement par le biais d'intégrations régionales comme l'union économique avec la Belgique dès 1921.
- Posture affirmée d'intérêt national : s'exprimant dans une neutralité évolutive, contrairement à la Première Guerre mondiale, avec lorsque l'ennemi la viole

l'insertion dans un camp et l'entrée en résistance. En l'occurrence il s'agira de l'adhésion au camp des alliés. Cette décision stratégique forte présente alors une capacité de choix autonome et une réactivité notable.

Sans parler de la formulation d'une Doctrine ou de la fondation d'une Grande Stratégie, ces éléments dénotent d'une véritable capacité de pensée stratégique ainsi que de la création d'un second marqueur stratégique qu'est la défense de valeurs communes et la promotion d'un modèle dans les relations internationales. Les alliances sont donc la garantie de la victoire finale et du maintien du modèle luxembourgeois fondé sur le libéralisme politique et économique.

• La stratégie du pragmatisme : 1945-1997

La parenthèse de l'entre-deux guerres, suivie de l'abandon de la neutralité ne permet pas de basculer dans une conception autonome de la sécurité. Toutefois, le marqueur stratégique de la Seconde Guerre mondiale est poursuivi en approfondissant les trois piliers précédents (droit international, économie, alliances). Il s'agit de poursuivre les principes assurant la survie et la maximisation des intérêts mais sans une projection réelle de puissance ou de volonté stratégique du fait de l'absence d'un Dilemme de Sécurité réellement caractérisé. La menace soviétique est en effet réglée par la garantie des alliances et l'intégration régionale (OTAN et communauté européenne), auxquelles le Luxembourg ne peut que contribuer sans un réel pouvoir d'influence. Il ne s'agit toutefois pas d'une vassalisation comme lors de la période 1867-1919, mais bien d'une absence de menace qui permet de développer une vision de politique étrangère et de puissance militaire en conduite en fonction des besoins de court terme.

L'action stratégique du Luxembourg est alors caractérisée par une logique pragmatique et empirique comme tout acteur rationnel confronté à une situation compétitive mais sans risque majeur. La priorité est ainsi placée sur le dynamisme économique par la financiarisation et la tertiarisation, trouvant un succès notable dès les années 1980. Emerge ainsi un duopole de marqueurs stratégiques que sont la tradition d'une pensée stratégique pratique à rebours de la formalisation théorique qu'est la Doctrine, et une priorité de la puissance par l'économie et la diplomatie.

Ce premier temps de l'étude théorique approfondie du cas d'étude luxembourgeois, aura permis de mettre en lumière l'absence de Grande Stratégie historique du fait d'un critère d'autonomie stratégique non-rempli ou d'une menace trop faible pour nécessiter une formalisation doctrinale. Toutefois, les diverses périodes marquantes de la politique étrangère du Luxembourg font émerger un ensemble de marqueurs stratégiques, fournissant des éléments concrets d'une culture stratégique pouvant influencer la vision contemporaine du cas d'étude.

1.3. LA GRANDE STRATEGIE D'UNE PETITE PUISSANCE ? : LE LUXEMBOURG AUJOURD'HUI OU LA QUETE D'UNE DOCTRINE FORMELLE (1997-2030)

Le cas du Luxembourg est emblématique d'une pensée stratégique en devenir par la formulation progressive d'une Doctrine. Aussi le choix de parler de la stratégie contemporaine du pays depuis 1997 n'est pas anodin mais se fonde sur un tournant institutionnel avec une réorganisation complète du volet militaire et le début d'une planification pluriannuelle formelle. Cette pierre angulaire dans la formulation d'une pensée doctrinale s'est par la suite poursuivie jusqu'à l'acmé de 2017 avec la publication des « Lignes directrices de la défense » premier document officiel de stratégie projetant une ambition de puissance à horizon 2030. Il s'agit par conséquent de s'attacher à l'étude précise de cette évolution vers une vision de type grand stratégique.

1.3.1. La culture stratégique du Luxembourg et son influence

Auparavant, il nous appartient toutefois de devoir caractériser la culture stratégique du Luxembourg au regard de l'étude historique que nous avons conduite. De fait, la Grande Stratégie en tant que processus de pensée et de lecture des relations internationales est l'expression d'une cellule de décision influencée par son identité. C'est du moins l'un des

présupposés théoriques indépassables de ce travail de thèse. Afin de présenter une vision complète de la Doctrine contemporaine du Luxembourg, reflet de sa pensée stratégique, il s'agit par conséquent de déterminer en premier lieu les influences notables de la culture stratégique nationale. Les éléments d'explication ainsi fournis, permettant d'établir une contextualisation plus fine de la prise de décision et de certains choix pouvant apparaître de prime abord comme non-optimum ; ou bien en cas de contradiction de la doctrine contemporaine avec ces éléments de culture stratégique, de mieux saisir les raisons de la rupture stratégique ainsi rencontrée.

Le premier élément de culture stratégique réside dans la nature du Dilemme de Sécurité qui a été établi historiquement comme ayant peu d'influence, du fait soit d'une vassalisation à de grandes puissances, soit de garanties externes de sécurité assez fortes pour le rendre inopérant. De ce fait, le Luxembourg exprime une vision stratégique par la négative, en ce qu'il confirme que sans Dilemme de Sécurité la pensée stratégique n'est pas indispensable et donc que la Grande Stratégie n'a pas de raison d'être formulée. Le Luxembourg est ainsi par essence étranger à la Grande Stratégie, avec comme influence notable la difficulté et la lenteur de mise en œuvre d'un cercle de production doctrinale et conceptuelle autonome. Cet élément de culture stratégique est d'ailleurs largement exprimé à l'époque moderne par une action en conduite, qui fait du pragmatisme la règle en renforçant la transposition des concepts des alliances et donc la difficulté à produire une conception doctrinale autonome.

Le second élément déterminant de la culture stratégique luxembourgeoise repose sur l'exploitation du marqueur historique de la délégation de sécurité. En effet, l'absence de dilemme sécuritaire, dispense l'Etat de la formulation d'une Doctrine et ce aussi longtemps que les alliances étouffent les menaces. La pensée stratégique du Luxembourg ne s'incarne par conséquent que du fait d'un affaiblissement des alliances ou d'une montée des périls sur celles-ci qui impactent tous les membres. Autre conséquence directe de cette délégation de sécurité, le volet militaire apparaît secondaire puisque largement assuré par l'extérieur, de ce fait les moyens de la puissance sont avant tout insérés dans l'influence et l'économie. La culture stratégique du Luxembourg est par conséquent liée au développement de la communauté des valeurs et de la promotion du libéralisme en tant que garantie du développement du pays.

Au bilan, la Luxembourg présente trois éléments structurants dans sa culture stratégique ayant une influence directe sur la formulation de sa vision doctrinale et grande stratégique contemporaine :

- Externalisation de la pensée grande stratégique conduisant à une lenteur particulière de la conception doctrinale.
- Garantie fondamentale des alliances qui écrase toute menace, la vision stratégique ne provient par conséquent que de l'affaiblissement de celles-ci.
- L'externalisation de la garantie militaire conduit la puissance à s'incarner dans le volet diplomatique et économique avec la promotion du modèle de valeurs pour en assurer la pérennité.

1.3.2. Le Dilemme de Sécurité contemporain : entre intensité faible et risque de dilemme par contagion

La culture stratégique étant définie, il s'agit à présent d'entrer dans le vif du sujet avec la caractérisation de la Grande Stratégie contemporaine du Luxembourg. La vision complète de celle-ci impliquant trois moments que sont le Dilemme de Sécurité, la Doctrine, et la Grande Stratégie, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation du premier d'entre eux.

En application fidèle de la grille de lecture, cette caractérisation du Dilemme de Sécurité contemporain reposera sur cinq moments : le contexte, la posture géopolitique de l'acteur, les faits/éléments déclencheurs, leur interprétation par l'acteur et l'intensité ressentie, et enfin la modélisation du dilemme rencontré.

• **Contexte**

La vision contemporaine du Luxembourg ne permet pas de distinguer de préoccupation stratégique notable avant le début du XXI^{ème} siècle, et plus particulièrement les années 2002-2003 suite à la poussée de la menace terroriste mondiale entraînant une déstabilisation de l'ordre libéral établi depuis la fin de la Guerre Froide. Cette diffusion des périls et l'affaiblissement relatif du protecteur américain conduit le Luxembourg à ressentir un chapelet de menaces (terrorisme, séparatisme, contestation de l'ordre international) sur ses intérêts fondamentaux, obligeant à une réflexion stratégique formalisée au plan national¹⁷⁶. Une étude est donc progressivement conduite concernant le rôle du Luxembourg pour se prémunir de ces menaces, ainsi qu'une nécessaire redéfinition de l'ambition des alliances et la place du pays dans celles-ci. C'est dans ce cadre qu'une vision stratégique est formulée avec l'insertion du Luxembourg dans un rôle de partenaire indispensable parce que s'insérant dans les manques capacitaires de l'alliance¹⁷⁷, permettant donc de lutter contre les nouvelles menaces au plan global, et renforçant par ricochet sa propre sécurité.

Un nouveau Dilemme de Sécurité émerge, qui bien que faible entraîne une évolution de la posture stratégique et donc de l'usage et de la coordination des moyens pour y répondre.

• **Posture géopolitique**

Bien que d'intensité très faible, l'émergence de ces menaces et surtout les difficultés rencontrées par les alliances pour les circonscrire, conduit à la formulation d'une pensée doctrinale autonome. La posture géopolitique qui en découle est alors clairement exprimée dans la défense du modèle libéral et de la stabilité internationale. La préservation de la paix et de l'accès aux biens communs de l'humanité et des échanges mondiaux étant les deux conditions de la viabilité du Luxembourg. Les objectifs

¹⁷⁶ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, 2011, pp. 8-9.

¹⁷⁷ Chambre des députés, *Projet de loi n°5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire*, Luxembourg, 11 février 2003, page 2.

poursuivis sont de ce fait avant tout diplomatiques et économiques, bien que la défense amorce un rôle plus actif dans les alliances¹⁷⁸.

• **Faits**

L'ouverture d'une préoccupation stratégique suite à l'explosion du terrorisme globalisé au début du XXIème siècle, ne constitue toutefois pas l'unique élément ayant conduit à la définition d'un Dilemme de Sécurité contemporain pour le Luxembourg. En effet, la posture offensive russe en Europe depuis l'intervention en Géorgie en 2008 jusqu'à celle en Syrie en 2015 mais surtout les évènements en Crimée en 2014, ont conduit à une hausse certaine des menaces¹⁷⁹. De nouveau, il ne s'agit pas d'une préoccupation directe sur les intérêts fondamentaux du Luxembourg, mais bien d'une conséquence de l'insertion dans les alliances de sécurité. Le péril posé aux pays de l'Est de l'Europe faisant partie de l'OTAN et/ou de l'Union Européenne entraîne de fait une activation nouvelle des alliances avec le retour du spectre d'une guerre majeure, et nécessite de nouvelles actions communes comme la mission d'*Enhanced Forward Presence*¹⁸⁰. Le spectre d'une activation de l'article 5 de l'alliance atlantique conduit par conséquent l'ensemble des membres à une prise en compte de la menace à l'Est et entraîne ainsi dans le cas du Luxembourg un Dilemme de Sécurité par contagion s'ajoutant aux menaces globales. Evolution brutale du contexte stratégique qui accélère le travail de conceptualisation doctrinale et de pensée stratégique nationale.

• **Interprétation**

La caractérisation d'un Dilemme de Sécurité, et donc de la réponse stratégique à apporter, dépend ainsi que nous l'avons défini précédemment de l'interprétation que l'acteur réalise des faits dans les relations internationales. En effet même les actions les plus graves si

¹⁷⁸ Ibid. p.4.

¹⁷⁹ Cour des comptes du Grand-Duché de Luxembourg, *Rapport spécial sur la défense*, 2015, 90pages

¹⁸⁰ Les doctrines des grandes puissances alliées ainsi que de l'OTAN évoluent ainsi immédiatement pour préparer ce retour à la haute intensité : *All Domain Operations* chez les américains, la « vision stratégique 2030 » en France, etc.

elles sont ignorées n'entraînent pas de prise en compte stratégique. Deux éléments sont alors à prendre en compte en particulier :

- La vision de l'acteur : l'émergence de ces nouvelles menaces que sont aussi bien les atteintes globales à l'ordre mondial (terrorisme...) ¹⁸¹ que les atteintes particulières du retour d'un conflit possible en Europe ¹⁸² conduisent de fait à la caractérisation d'un Dilemme de Sécurité malgré une communauté de sécurité forte. Les alliances étant elles-mêmes aux prises avec ces menaces qui demeurent, le Luxembourg est *de facto* concerné par celles-ci et réalise une interprétation similaire aux alliés dans une montée des risques stratégiques nécessitant une réponse doctrinale.
- L'Intensité : elle demeure relativement faible puisque la caractérisation des menaces ne remet pas en cause les déterminants sécuritaires fondamentaux du Luxembourg. De fait la garantie des alliances demeure dans toute sa puissance, et le sentiment sécuritaire est d'autant renforcé par un éloignement géographique et la proximité directe de grandes puissances assurant une profondeur stratégique idéale.

• Modélisation

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments, depuis le contexte jusqu'à l'interprétation, permettent de fournir une vision claire du Dilemme de Sécurité contemporain rencontré par le Luxembourg. Les menaces globales sur la stabilité de l'ordre mondial fondé sur le droit et le libéralisme, ainsi que la perspective d'une guerre à l'Est redevenue possible, entraîne pour la première fois depuis 1939 la création d'un véritable Dilemme de Sécurité impliquant des actions stratégiques concrètes du Luxembourg en autonome ou au sein des alliances. L'intensité des menaces demeurant

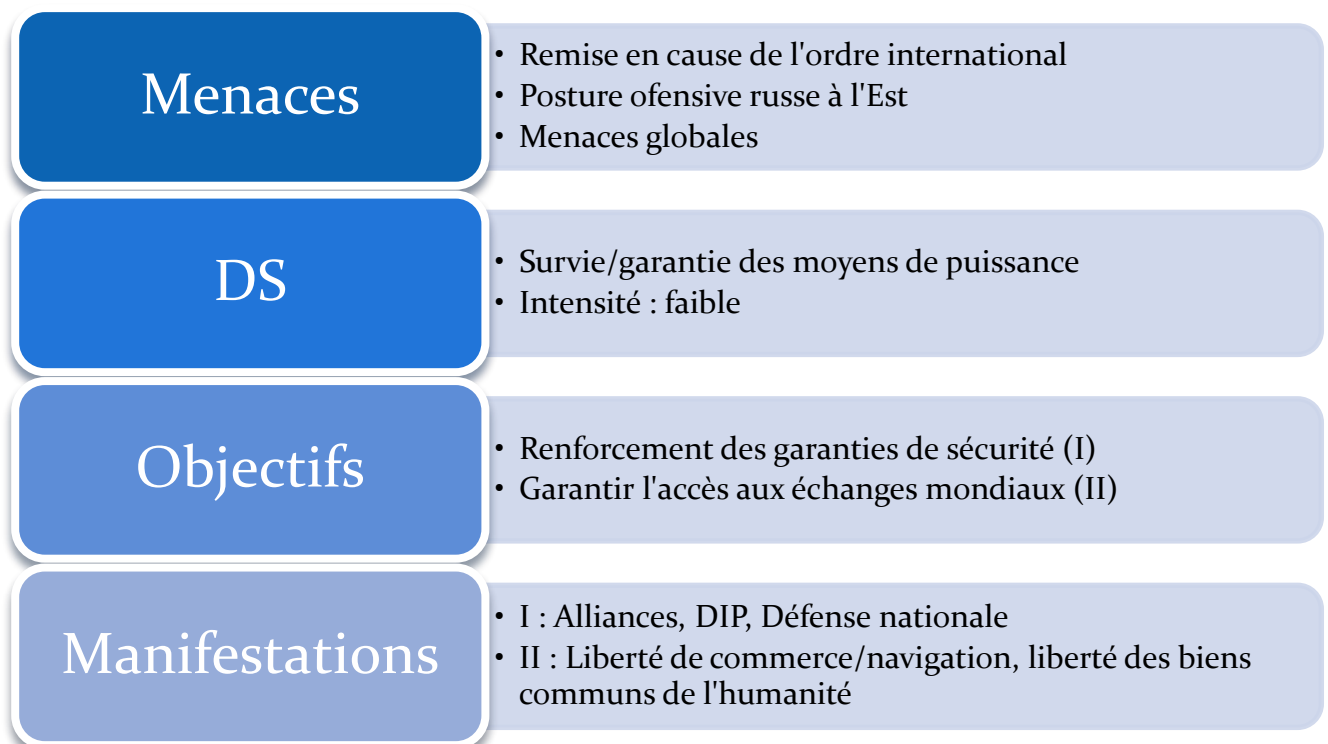
¹⁸¹ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+*, document de travail, 2016, 50pages

¹⁸² Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2017, pp.12-13.

faibles du fait d'une communauté de sécurité encore puissante, permet cependant de définir des objectifs sécuritaires limités (maintien des alliances et renforcement de la stabilité internationale) conformes aux moyens envisagés et surtout à un processus conceptuel en devenir ne permettant pas une Grande Stratégie affirmée.

Une vision synthétique de ce Dilemme de Sécurité et à visée comparative avec les autres cas d'étude est formulée dans le schéma suivant :

Schéma n°17 : Modélisation du Dilemme de Sécurité contemporain du Luxembourg



1.3.3. Doctrine et Grande Stratégie contemporaine du Luxembourg : étude détaillée

Puisque la menace a été caractérisée ainsi que ses conséquences stratégiques premières que sont la mise en œuvre d'un processus de conception doctrinale et la formulation d'objectifs sécuritaires généraux, il s'agit à présent de s'intéresser au cœur de la pensée stratégique luxembourgeoise contemporaine au travers de la caractérisation de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

La définition de la Grande Stratégie intervient alors en rembobinant le fil de la production stratégique, il s'agit par l'étude des éléments concrets de la Doctrine de pouvoir déterminer les intentions générales de la cellule de décision et ainsi la vision du pays sur son action future dans les relations internationales pour endiguer les menaces auxquelles il est confronté. Nous procéderons ainsi en deux temps, avec premièrement l'étude minutieuse de la Doctrine, puis l'analyse critique de la possibilité d'une Grande Stratégie pour le Luxembourg.

- **La Doctrine du Luxembourg une lente maturation**

A. Revue de la littérature spécifique

Bien que tardive la production théorique du Luxembourg est dense, elle rassemble ainsi une dizaine de documents entre 2003 et 2018. Toutefois l'on constate un embouteillage entre 2011 et 2018 faisant suite à la focalisation sur la construction du premier document officiel que sont les « lignes directrices de la défense » publiées en 2017. De ce fait, les sources disponibles présentent par elles-mêmes cette lente marche vers la pensée stratégique institutionnalisée avec un avant et un après « lignes directrices ».

Pour plus de clarté et de concision, les diverses sources composant la doctrine contemporaine du Luxembourg seront présentées sous la forme de tableau. C'est sur la base de ces documents ainsi que des entretiens réalisés que seront tirées les analyses postérieures¹⁸³.

¹⁸³ La liste des entretiens conduits est à retrouver au sein de l'annexe n°5 p.665.

Sources de la Doctrine contemporaine du Luxembourg		
Date	Repère bibliographique	Présentation du contenu
1997	Chambre des députés, <i>Loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire,</i> 1page	Premier document définissant une programmation pluriannuelle en matière de défense. Bien qu'il s'agisse seulement d'un projet d'équipement, son caractère inédit entraîne l'ouverture d'une vision de planification sécuritaire
2003	Chambre des députés, <i>Projet de loi n°5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire,</i> Luxembourg, 11 février 2003, 4pages	<p>Etape suivante dans la mise en œuvre d'une planification sécuritaire et d'une prise en compte institutionnelle d'une vision de politique étrangère puisque la mise en œuvre du « fond d'équipement militaire » conduit à la formation d'un organe de prévision budgétaire pluriannuelle (équivalent toute proportion gardée d'une Loi de Programmation Militaire), avec la définition d'une planification décennale pour un horizon 2014.</p> <p>La raison évoquée est celle du besoin de rationalisation budgétaire face au besoin d'une participation redéfinie aux alliances. 4 critères sont alors définis concernant les investissements à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faisabilité : il doit rester dans les possibilités techniques du pays et surtout correspondre à sa faible disponibilité en ressources humaines - Crédibilité : respect des engagements des alliances - Utilité : la contribution doit être multilatérale et un besoin pour les alliances - Visibilité : il faut agir concrètement dans les alliances, pas seulement dans une logique de contribution financière
2004	Chambre des députés, <i>Projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M,</i> 11pages	Définition claire par le biais du projet multinational A400M d'une volonté d'utilité dans les alliances en comblant les lacunes capacitaires. En outre est définie précisément l'intégration régionale souhaitée pour exercer une plus grande influence dans les alliances : contingents intégrés dans les unités belges pour la conduite

		d'opérations extérieures, intégration dans la première division mécanisée belge au sein du corps européen, formation des officiers de carrière dans les écoles belges
2011	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, <i>Note d'orientation pour une défense intégrée</i> , 111 pages	<p>Constat de l'impossibilité d'une armée complète imposant historiquement et à l'avenir une garantie sécuritaire fondée sur une vision large des alliances fondamentales et de l'intégration régionale. L'action du Luxembourg pour sa propre survie est entendue comme la participation à la défense du territoire effectuée par les alliances. L'action internationale du Luxembourg doit donc se concentrer sur la diplomatie par la promotion des valeurs et l'aide au développement, ainsi que sur le rayonnement économique.</p> <p>Au plan militaire, l'évolution de la fin des années 1990 est due à une spécialisation de l'OTAN sur les forces d'action rapide, imposant une transformation du modèle capacitaire national. La vision du Luxembourg est alors de combler les lacunes de l'organisation tout en montant en gamme, il s'agit de ce fait d'une focalisation sur les principes d'utilité et de visibilité, tout en faisant un effort notable sur l'interopérabilité des forces.</p> <p>La sécurité du Luxembourg s'en trouvera alors d'autant adaptée aux nouvelles menaces et participera indirectement du renforcement de la puissance des alliances.</p> <p>La défense doit dès lors être vue comme un outil d'accompagnement de la stratégie nationale d'où son intégration en appui des domaines majeurs que sont la diplomatie et l'économie.</p> <p>Le rôle dans les alliances est par la suite illustré par un semble d'exemples quantitatifs et qualitatifs : accueil de la principale agence de l'OTAN, siège d'institutions européennes (cours des comptes, cour de justice, banque d'investissements...), accueil d'une base logistique américaine.</p> <p>Les partenariats bilatéraux doivent venir renforcer les alliances afin de contrebalancer une érosion de la protection atlantique, c'est dans ce cadre qu'est relancée la coopération BENELUX (projet de déclaration commune pour 2012), et le partenariat américain avec la</p>

		<p>participation à des projets communs comme pour la communication satellitaire WGS¹⁸⁴.</p> <p>Les fondements de la vision de politique étrangère du Luxembourg sont présentés avec la paix par les normes comme objectif principal conduisant à une promotion du droit international centré sur le renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit. L'action prioritairement envisagée en ce sens réside dans l'expansion des structures multilatérales. Ainsi est produit le concept doctrinal majeur de la Politique 3D (Diplomatie, Défense, Développement) caractérisant cette approche globale des relations internationales.</p>
2013	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, <i>Lignes directrices du ministre de la défense : défense 2020+</i> , 27pages	<p>Caractérisation de la réforme des armées de 2007 vers des forces intégrées comme un tournant dans l'effectivité du rôle du Luxembourg dans les alliances.</p> <p>La subordination de la défense à la diplomatie est également actée et est conçue comme un gain d'efficacité dans la promotion des valeurs et l'aide au développement.</p>
2014	Chambre des députés, <i>commission de la force publique et commission des affaires étrangères et européennes de la défense, de la coopération et de l'immigration : procès-verbal de la réunion du 20 mars 2014</i> , 9pages	Définition d'une stratégie militaire totalement intégrative pour développer la puissance par une fusion capacitaire : renforcement des capacités européennes et relance de la coopération BENELUX.
2015	Cour des comptes du Grand-Duché de Luxembourg, <i>Rapport spécial sur la défense</i> , 90pages	Récapitulatif des évolutions capacitaires et opérationnelles depuis 2007 et revue des effectifs pour constater une évolution constante et le maintien du PIB consacré à la défense autour des 0,5%.

¹⁸⁴ Wideband Global Satellite communication system.

2016	Chambre des députés, <i>Projet de loi autorisant le gouvernement à participer au programme multinational « multi-role tanker transport » (MRTT)</i> , 8pages	Moyen affiché de renforcer le rôle du Luxembourg dans les alliances. Le principe d'utilité est ainsi de nouveau évoqué en précisant qu'il prend tout son intérêt dans des projets de niche capacitaire comme le MRTT en assurant à la fois une coopération générale dans le cadre du BENELUX et un rôle plus visible dans les alliances européennes et otanienne.
2016	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, <i>Lignes directrices de la politique de défense 2025+</i> , document de travail, 52pages	Définition de l'ambition stratégique contemporaine du Luxembourg qui ne pouvant assurer seul une influence sur le système international, doit influencer sur les alliances qui peuvent imprimer leur cours aux relations internationales. Trois points fondamentaux doivent alors être garantis par ce biais : <ul style="list-style-type: none"> - L'accès aux biens communs de l'humanité - La profondeur stratégique par les alliances - Garantir le libre-échange afin de pérenniser la base économique du pays
2016	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, <i>Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+</i> , document de travail, 50pages	Définition du Dilemme de Sécurité rencontré par le Luxembourg depuis 2002 avec la globalisation des menaces et les évolutions du système international pouvant remettre en cause l'accès aux biens communs de l'humanité et la stabilité nécessaire à l'épanouissement du Luxembourg. <p>Pour ce faire le Luxembourg doit développer une vision politique centrée sur le renforcement des alliances et l'aide au développement. La maximisation de la puissance devant être assurée selon un critère d'utilité : politique dans la satisfaction des besoins nationaux, opérationnelle par la capacité d'action rapide de la nouvelle compagnie de reconnaissance intégrée de standard VJTF OTAN, économique par le développement d'une réelle BITD et de la diversification économique.</p>
2017	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, <i>Lignes directrices de la défense</i>	Révolution en termes de pensée stratégique il s'agit du premier document doctrinal officiel du Luxembourg, faisant basculer le pays dans une stratégie déclaratoire.

	<i>luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà</i> , Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 56pages	Document cadre, définissant les contours précis des menaces perçues depuis 2002 avec le tournant sécuritaire en Europe suite aux préoccupations à l'Est. La puissance doit s'incarner dans la coopération et le multilatéralisme, il s'agit alors d'adopter une approche globale formalisée sous le concept de la politique 3D pour devenir un acteur utile et visible tout en développant les moyens d'une « résilience nationale » en s'adaptant aux menaces émergentes (notamment cyber, d'où la rédaction par la suite du document : Direction de la Défense du Luxembourg, <i>Stratégie de cyberdéfense du Luxembourg</i> , Ministère des affaires étrangères et européennes, février 2021, 20pages).
2018	Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, Rapport d'activité du Luxembourg, 126pages	Document doctrinal complet reprenant et approfondissant les éléments de politique étrangère définis dans les « lignes directrices ». L'action sécuritaire du Luxembourg doit alors s'incarner dans quatre piliers : alliances (dont la participation aux opérations communes comme <i>l'Enhanced Forward Presence</i>), économie, renforcement de l'Union Européenne, promotion du multilatéralisme et du droit international.

B. Itinéraire de la Doctrine du Luxembourg

La revue des sources doctrinales contemporaines conduit par elle-même à une structuration en trois temps, avec la genèse d'une vision stratégique par le retour d'une planification sur le temps long, puis la longue marche jusqu'aux premiers documents doctrinaux officiels, et enfin l'après « lignes directrices » permettant de saisir concrètement les contours de la Doctrine luxembourgeoise moderne. De ce fait nous suivrons un cheminement identique afin de fournir une modélisation complète de la Doctrine, répondant aux menaces posées par le Dilemme de Sécurité caractérisé précédemment.

➤ 1997-2003 : l'institution militaire recadrée par les lois d'organisation :

La mise en place d'un fond d'équipement militaire en 1997 marque un tournant dans la pensée stratégique du pays par la production d'une planification pluriannuelle imposant de ce fait un engagement sur le temps long et donc une continuité capacitaire et stratégique. La confirmation et l'exploitation de cette tendance par la loi d'organisation de 2003 inscrit la vision de la défense en tant que préoccupation de long terme, rompant ainsi avec la tradition d'une défense « en conduite » et permettant surtout d'énoncer les premiers principes stratégiques formels¹⁸⁵. Les investissements de défense et l'emploi des forces armées sont alors centrés sur 4 points :

- Deux d'intérêt interne :
 1. Crédibilité : les capacités développées doivent correspondre aux moyens techniques et ressources humaines disponibles et conduire à un intérêt notable pour les alliances
 2. Faisabilité : en fonction des budgets et de la capacité de la BITD
- Deux d'intérêt externe :
 3. Visibilité : par des actions concrètes dans les alliances permettant de couper avec la perception d'une participation uniquement financière
 4. Utilité : investissements qui comblerent des lacunes des alliances pour permettre au pays de gagner en influence et de s'insérer comme une nation opérationnelle à part entière

La vision sécuritaire ainsi exprimée par le Luxembourg réside bien depuis 1945 dans une délégation de la sécurité mais sans abandon de puissance. Cette dernière devant alors passer par un poids notable dans les alliances, provenant d'une utilité et d'une visibilité suffisante pour être prises en compte par l'ensemble des membres. Le principe doctrinal

¹⁸⁵ Chambre des députés, *Projet de loi n°5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire*, Luxembourg, 11 février 2003, p.1.

d'utilité¹⁸⁶ vient ainsi contrebalancer l'absence de capacités autonomes par le renforcement des alliances, et implique très rapidement un second principe qu'est l'efficacité et qui entend mesurer l'utilité en fonction du nombre de lacunes capacitaires comblées. Pour ce faire, sont visées des coopérations régionales (BENELUX en premier lieu) permettant de créer un complément d'efficacité aux grandes puissances des alliances en apportant des capacités (ex : transport aérien lourd) qu'elles ne peuvent développer puisqu'elles prennent déjà en compte l'ensemble des missions principales, notamment de combat.

➤ 2003-2017 : La marche vers la doctrine

Ces premiers éléments doctrinaux, centrés sur les concepts d'utilité et d'efficacité ainsi que sur la planification capacitaire, sont rapidement enrichis d'une conception globale. Ainsi, dès le début des années 2010 est entamé un processus de conception doctrinale intégrale répondant aux besoins de transformation du rôle du Luxembourg dans les alliances, ainsi que d'une aggravation progressive des menaces imposant au pays de basculer dans une stratégie déclaratoire et surtout prospective à horizon quinze ans. C'est pourquoi l'on dénombre entre 2010 et 2017 pas moins de sept documents stratégiques, les six premiers étant les travaux préparatoires du septième qu'est la doctrine officielle de l'Etat synthèse de l'ensemble des développements précédents.

L'on aboutit de ce fait, au fil des documents, à une véritable maturation stratégique permettant de définir une Doctrine de plus en plus claire.

Celle-ci débute par le constat historique de l'impossibilité de développer une armée complète (notamment au plan aérien), et par conséquent l'obligation aussi bien naturelle qu'historique (nous retrouvons ici la culture stratégique¹⁸⁷) d'une délégation de la

¹⁸⁶ Ibid. p.3.

¹⁸⁷ En premier lieu l'échec de la posture de neutralité de 1939 qui a fait apparaître les alliances comme seule garantie fondamentale de survie et pourvoyeur quotidien de sécurité en temps de paix.

défense¹⁸⁸. Apparaît donc un nécessaire glissement stratégique. Le Luxembourg ne pouvant maximiser ses intérêts militaires, il doit maximiser ce qui apporte sa sécurité, à savoir sa place dans les alliances. C'est pourquoi à la stratégie de défense des intérêts vitaux, se substitue une stratégie consciente de l'utilité et de l'efficacité. C'est pourquoi également la centralité de l'action internationale sécuritaire du Luxembourg n'est pas militaire mais bien plutôt économique et diplomatique, qui sont les véritables éléments autonomes de la puissance¹⁸⁹.

L'accroissement des menaces du fait de la déstabilisation de l'ordre international, ainsi que la nécessaire modernisation de l'outil de défense pour éviter un décrochage -qui aurait fragilisé la garantie sécuritaire- lors du passage à des groupes d'action rapide, permettent au Luxembourg de passer d'une défense classique à une vision globale centrée sur l'anticipation des risques nouveaux et une spécialisation dans les capacités de surveillance et de reconnaissance. Assurant de ce fait les standards opérationnels OTAN et les contraintes d'interopérabilité permettant une réponse directe aux volontés des grands contributeurs des alliances d'un « partage du fardeau »¹⁹⁰.

La stratégie pragmatique et empirique est ainsi formellement abandonnée au profit d'une réflexion stratégique en profondeur devant aboutir au plus tôt à une vision doctrinale prospective. Le premier élément fondamental réside dans la réduction du rôle apparent de l'armée avec dès 1999 sa mise sous tutelle du Ministère des Affaires Etrangères, et surtout son insertion dans la politique étrangère en tant qu'appuis au sein du concept de Politique 3D (Diplomatie, Développement, Défense)¹⁹¹. Paradoxalement l'efficacité de l'outil

¹⁸⁸ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, 2011, pp. 5-15.

¹⁸⁹ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+*, document de travail, 2016, p.9.

¹⁹⁰ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, op. cit., p.16.

¹⁹¹ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices du ministre de la défense : défense 2020+*, 2013, p.6.

militaire est renforcée puisqu'il devient ainsi plus aisément mobilisable et plus réactif en cas de crises non-militaires mais pour lesquelles un concours des forces armées est souhaitable. L'armée n'est plus une simple capacité de défense du territoire, elle doit désormais pouvoir remplir trois objectifs complémentaires :

5. Défense de l'Europe et du territoire national en haute intensité dans le cadre des alliances
6. Contribution à la gestion de crises, notamment grâce à sa spécialisation sur la reconstruction et la stabilisation post-conflit
7. Assistance aux populations par le biais de synergies administratives, de coordinations régionales et de politiques d'aide au développement

Le Luxembourg réalise par ce biais une transposition des nouveaux objectifs stratégiques de l'OTAN établis dans la charte de 2010 que sont, la défense collective, la gestion de crise, et la sécurité coopérative¹⁹².

Cependant, loin de se limiter à une adaptation de concepts externes, le Luxembourg réalise par le biais de ce travail doctrinal une définition précise de ses objectifs dans le système international, c'est-à-dire la garantie de trois domaines clés de sa puissance¹⁹³ :

8. L'accès aux biens communs de l'humanité (espace, pavillon maritime, libre-échange), clé de la survie de son économie libérale et de la diffusion de son modèle
9. La profondeur stratégique par les alliances, en substituant à l'exiguïté territoriale les frontières élargies que sont les frontières de l'Union Européenne et de l'OTAN dans le cadre de la sécurité collective

¹⁹² Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, op. cit., p.41.

¹⁹³ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la politique de défense 2025+*, document de travail, pp.46-47.

10. La garantie du libre-échange et de la stabilité internationale, clé de la diversification économique et de la promotion des valeurs nationales autour de la stabilité et de la défense du droit international

Un travail doctrinal conséquent a ainsi été produit, permettant de définir des objectifs stratégiques et politiques clairs, des ambitions dans les relations internationales, l'identification de moyens pour y parvenir, et la production d'un corpus conceptuel. Tout est donc en place pour la concrétisation qui interviendra en 2017 avec la publication des « Lignes directrices de la défense ».

➤ 2017-2018 : La vision stratégique du Luxembourg

Deux documents forment en particulier ce pivot doctrinal de la pensée stratégique contemporaine du Luxembourg, les lignes directrices¹⁹⁴ et les rapports d'activité du ministère des affaires étrangères¹⁹⁵. Ils expriment par eux-mêmes l'aboutissement du processus de formation de la vision stratégique luxembourgeoise, développant une politique étrangère incarnée dans une Doctrine générale ayant déteint au plan militaire. Trois dimensions sont à considérer en détails pour saisir les déterminants de la Doctrine du Luxembourg : la vision de politique étrangère fondée sur une formalisation stratégique définissant les objectifs et ambitions (lieu de la Grande Stratégie), puis les deux dimensions conceptuelles que sont la Doctrine générale et son dérivé militaire.

1/ Une vision de politique étrangère

Comme énoncé précédemment, la vision générale de sécurité du Luxembourg s'exprime dans un développement de la puissance nationale selon une triple garantie :

- Accès aux biens communs de l'humanité

¹⁹⁴ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2017, 56pages.

¹⁹⁵ Plus particulièrement celui de 2018 : Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Rapport d'activité du Luxembourg*, 2018, 126pages.

- Sanctuarisation du territoire national par la garantie des alliances
- Développement du libre-échange et des partenariats stratégiques

Cette ambition générale n'est pas suffisante en elle-même pour définir des axes doctrinaux concrets, aussi une réflexion sur les moyens nationaux à mobiliser pour y parvenir a été réalisée. Elle vient alors définir quatre piliers complémentaires de la puissance remplissant un objectif syncrétique de Politique étrangère¹⁹⁶. Ce dernier s'incarne dans la volonté de garantir la stabilité de l'ordre international, nécessaire à l'épanouissement du Luxembourg. Il s'agit donc de renforcer les éléments constitutifs de ce système, à savoir le libéralisme politique et économique et la résolution pacifique des différends. L'objectif de politique étrangère qui en découle est alors clairement identifié : renforcer la paix par les normes.

Dans cet optique le premier moyen, garantie fondamentale de la sécurité, réside dans la conservation et la consolidation des alliances multilatérales de sécurité. La défense commune et l'externalisation de la sécurité étant un moyen d'intégration régionale et de diffusion des valeurs permettant une pacification aussi bien défensive (en cas de guerre) qu'offensive (par l'élargissement de l'alliance).

Prolongement direct du premier moyen, l'intégration régionale est vu comme le second pilier de la promotion de la paix par les normes en renforçant les communautés de sécurité et d'intérêts. Dans ce cadre, deux dimensions sont privilégiées, l'Union Européenne comme sphère d'intégration politique et de pacification du continent, et le BENELUX pour une intégration locale optimale. Si cette seconde dimension est théoriquement bien avancée suite à la « convention BENELUX de 1987 » et surtout à la déclaration de 2012 mettant en place une structure de suivi sous l'autorité du « Comité directeur politico-militaire du BENELUX »¹⁹⁷, la pratique laisse pour sa part une impression mitigée. De fait, les déclarations de partenariats en particuliers militaires ont été nombreuses (soldat

¹⁹⁶ Ibid. pp.65-69.

¹⁹⁷ Conseil Interparlementaire consultatif de Benelux, *Rapport fait au nom des commissions réunies problèmes extérieurs & coopération transfrontalière*, 2 décembre 2013, 148pages.

du futur, véhicules de reconnaissance...) mais aucune n'a abouti, hormis la coopération en termes de drones qui apparaît comme prometteuse¹⁹⁸. Le BENELUX demeure par conséquent à l'heure actuelle une garantie fondamentale de sécurité et de partenariats stratégiques (formation des officiers, brigades conjointes) mais qui peine à se développer. L'intégration régionale, aussi bien locale qu'européenne apparaît par conséquent comme une ambition légitime de renforcement dans le cadre de la politique étrangère du Luxembourg.

Le troisième pilier de la puissance, lié directement à la promotion de la paix par les normes, réside dans la posture politique traditionnelle du Luxembourg du développement du multilatéralisme et du renforcement du droit international. Pour ce faire, l'aide au développement et l'assistance à la reconstruction post-conflits sont devenus des éléments d'expertise du Luxembourg qu'il s'agit de développer en continu¹⁹⁹.

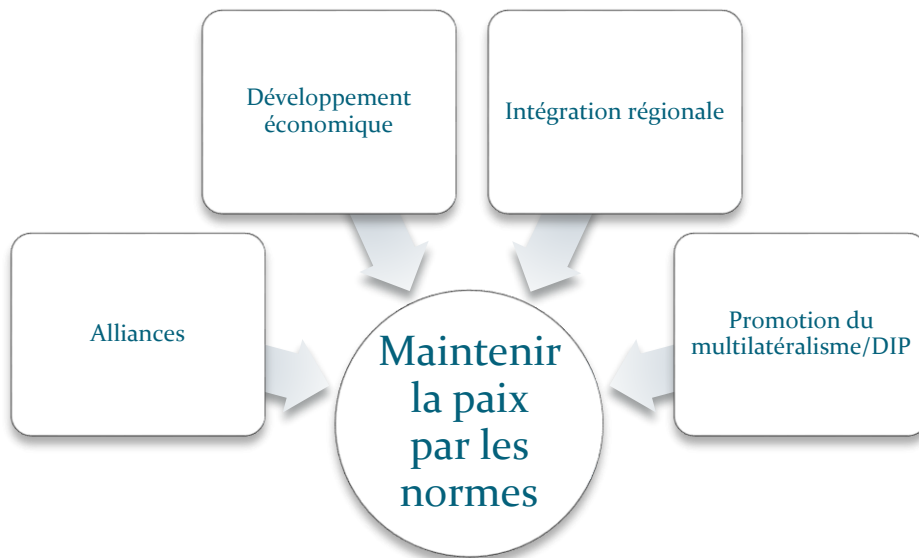
Enfin, le Luxembourg entend s'appuyer sur le développement économique, assurant la prospérité nationale et la capacité du pays à se positionner au sein des alliances sur des secteurs de niche de haute technologie comme le renseignement satellitaire ou encore la cyberdéfense. De ce fait, la résilience de l'Etat devra en sortir renforcée tout en plaçant le Luxembourg comme un acteur incontournable sur ces questions de sécurité²⁰⁰.

¹⁹⁸ Marie-Madeleine Courtial, « Le Benelux officialise l'acquisition en commun de sept systèmes Integrator X-300 », site A l'avant-garde, defencebelgium.com, 12 mars 2021, <https://defencebelgium.com/2021/03/12/le-benelux-officialise-lacquisition-en-commun-de-sept-systemes-integrator-x-300/>.

¹⁹⁹ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, op. cit., pp.12-13.

²⁰⁰ Direction de la Défense du Luxembourg, *Stratégie de cyberdéfense du Luxembourg*, Ministère des affaires étrangères et européennes, février 2021, 20pages.

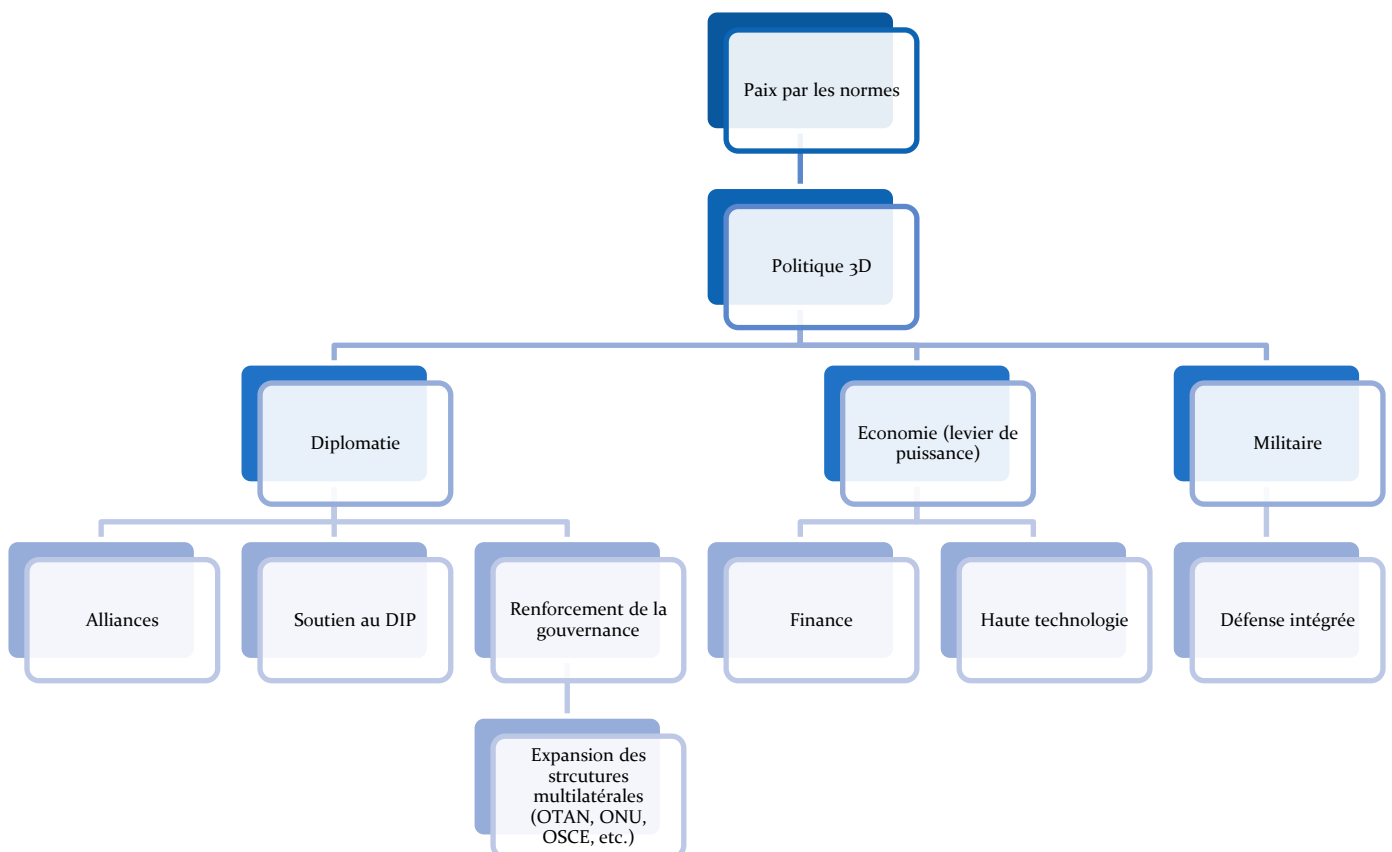
Schéma n°18 : Les quatre piliers de la puissance du Luxembourg



2/ La Doctrine contemporaine du Luxembourg

Puisque les objectifs généraux de politique étrangère ont été définis, de même que les moyens préférentiels devant être mobilisés, la Doctrine peut être caractérisée précisément. L'organisation doctrinale est ainsi construite selon le schéma ci-dessous :

Schéma n°19 : La politique 3D, essence de la Doctrine luxembourgeoise



En effet, la prépondérance du volet diplomatique dans la pensée stratégique nationale, moyen le plus adapté de la puissance du fait d'une externalisation de la sécurité, conduit à définir un objectif général de la promotion de la stabilité et de la paix par les normes. Elle implique donc une production doctrinale et conceptuelle orientée vers cet impératif et la prépondérance du volet diplomatique avec la **politique 3D (Diplomatie/Développement/Défense)**²⁰¹.

Conformément à l'ambition de politique étrangère, les quatre piliers se retrouvent dans les domaines à mobiliser. Ainsi la prépondérance de la diplomatie est maintenue pour garantir les alliances, promouvoir le droit international et renforcer la gouvernance, l'enjeu étant d'étendre la communauté de valeurs et la stabilité en Europe. En outre, au plan économique, le développement de la finance et de la haute technologie doit augmenter la puissance et le rayonnement du Luxembourg à l'international et dans les alliances, tout en renforçant les interdépendances et les communautés d'échanges. Enfin, la dimension militaire, bien que secondaire dans l'atteinte des objectifs de politique étrangère demeure concernée par cette innovation doctrinale, servant à la fois à conforter la résilience nationale, et à développer le rôle du Luxembourg dans les alliances par une armée plus réactive et adaptée à l'appui des politiques de développement²⁰².

3/ Une doctrine militaire dérivée de la vision doctrinale générale

La formulation de la Politique 3D, en se basant sur les documents de travail de la Défense a permis par ricochet de produire une doctrine spécialisée au plan militaire. Ainsi, émerge au travers de l'ambition d'une « défense intégrée »²⁰³ un détail des missions, objectifs,

²⁰¹ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, op. cit.

²⁰² Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, op. cit., p. 28.

²⁰³ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, op. cit.

et concepts de l'usage des forces armées, conduisant à définir par le biais des *Lignes directrices* une véritable doctrine militaire.

Se trouvent ainsi rassemblés l'ensemble des concepts développés durant le processus de conception doctrinale des années 2011-2017.

En premier lieu, la défense « intégrée » est définie comme s'insérant dans la politique 3D par la création d'un outil d'appui à la politique étrangère avec comme mission fondamentale d'assurer la garantie fondamentale des alliances²⁰⁴.

Pour ce faire, six fins stratégiques sont définies²⁰⁵ qui peuvent toutefois se rassembler dans deux catégories complémentaires. La première catégorie correspond au renforcement des capacités nationales pour développer l'efficacité du Luxembourg dans les alliances globales et régionales, elle rassemble ainsi la volonté de basculer dans des contributions de haute valeur ajoutée dans la défense collective, mais également la hausse générale de l'effort de défense (ambition d'arriver à 0,6% du PIB), ainsi qu'une cohérence renforcée entre les budgets et les capacités en ressources humaines disponibles, et enfin la création sur la durée d'une BITD cohérente capable de multiplier les investissements de niche sur les lacunes capacitaires des alliances. La seconde catégorie quant à elle repose sur le développement des moyens d'actions internationaux, avec une hausse des partenariats bilatéraux en particulier en dehors du cercle des alliances traditionnelles, et l'accroissement des capacités de réponse aux crises en particulier dues aux nouvelles technologies.

Les prescriptions doctrinales concrètes découlant de ces objectifs stratégiques font alors appel au corpus conceptuel établi depuis le début de la réflexion stratégique autonome du Luxembourg dans les années 2000, à savoir les principes cumulatifs d'efficacité (dans les opérations et l'aide apportée aux alliés), d'utilité (vis-à-vis des affaires étrangères mais surtout dans les alliances en comblant des lacunes capacitaires), et de visibilité (pour

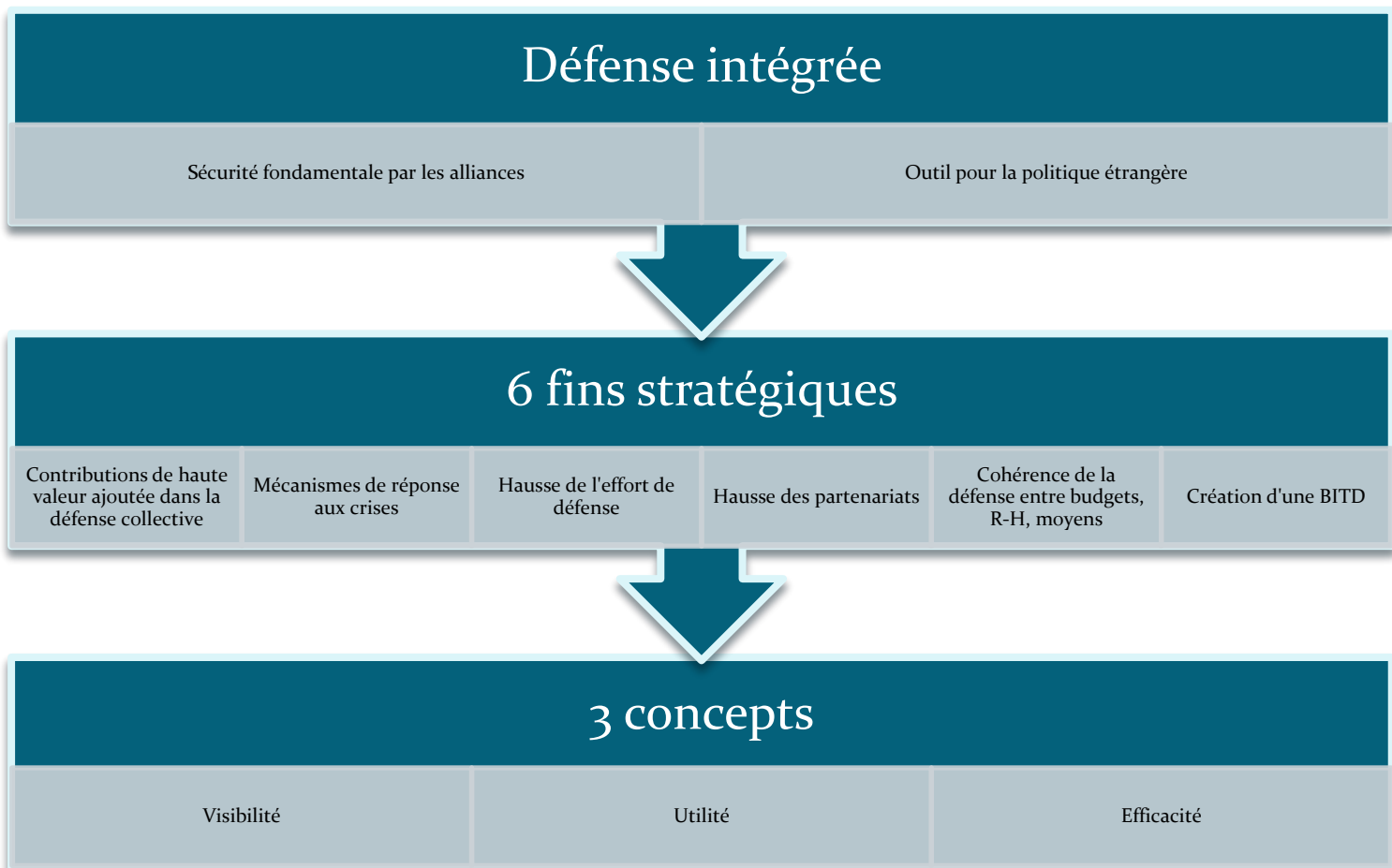
²⁰⁴ Chambre des députés, *Projet de loi autorisant le gouvernement à participer au programme multinational « multi-role tanker transport » (MRTT)*, 2016, 8pages.

²⁰⁵ Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+*, op. cit., pp.34-36.

affirmer le rôle du Luxembourg et augmenter son influence dans les alliances permettant de mieux diffuser son modèle de valeurs).

In fine, la doctrine militaire du Luxembourg apparaît désormais comme un édifice complet et cohérent, preuve de la maturité de la pensée stratégique désormais atteinte par ce cas d'étude.

Schéma n°20 : La doctrine militaire du Luxembourg : la Défense Intégrée



• **Bilan : Une Grande Stratégie pour le Luxembourg ?**

La caractérisation précise de la doctrine contemporaine du Luxembourg, nous permet à présent en rembobinant le fil de s'intéresser de plus près à la Grande Stratégie de ce cas d'étude. Or, un constat ambivalent émerge alors, entre franchissement d'un cap doctrinal et insuffisance de la pensée stratégique pour aboutir à la constitution d'une véritable vision grande stratégique.

De fait, il est indéniable que le Luxembourg a progressé ces dernières années vers l'atteinte d'une maturité stratégique par la production d'un document doctrinal concrétisant sa transformation structurelle et capacitaire dans le but de donner un nouvel élan à sa politique de défense par une évolution de la posture dans les alliances et une appropriation des référentiels stratégiques.

Peut-on dès lors estimer que le Luxembourg est à même de mettre en œuvre une Grande Stratégie ? Force est de constater que s'impose d'elle-même une réponse par la négative. Il apparaît en effet que la ligne stratégique établie est encore balbutiante en particulier lorsque l'on s'attache à l'étude de la concrétisation des concepts évoqués précédemment. Malgré l'ambition affichée, « l'utilité » et la « visibilité » apparaissent en effet comme avant tout exprimées par les contributions à de grands programmes capacitaires comme l'A400M, les MRTT ou le programme AGS de l'OTAN. Les engagements opérationnels étant par nature limités, d'un effectif dépassant rarement 20 à 30 militaires, il s'agit de trouver d'autres moyens pour assurer la visibilité, cependant une logique générale d'influence dans les alliances par la participation aux structures de formation et commandement par exemple n'est pas évoquée, seuls les programmes d'acquisition pour combler les failles capacitaires le sont²⁰⁶.

²⁰⁶ De ce fait une confusion semble être faite entre le capacitaire qui prend en compte tout l'environnement autour d'un système d'arme (*Doctrine, Organization, Training, Materiel, Leadership, Personnel, Facilities, Interoperability*) et le simple développement de ce système qui est plutôt un programme d'armement. Ce dernier ne permettant pas de dépasser la variable économique et tend donc à limiter la visibilité dans la durée, une fois passé l'effet d'annonce.

En outre, l'ambition stratégique apparaît floue par l'absence de vision concrète donnée à la politique de défense pour le pays d'un point de vue stratégique. De fait, à la question élémentaire, « à quoi servent les forces armées du Luxembourg ? », aucune réponse n'est réellement fournie puisque la garantie de la sauvegarde du territoire est assurée par les alliances²⁰⁷. Les forces armées ont donc un rôle de politique étrangère, mais celui-ci n'est pas défini au-delà de son concours à la logique 3D. Ceci implique que la défense ne peut penser une vision de participation à une Grande Stratégie, puisque sa doctrine suit le mouvement capacitaire et les engagements au sein des alliances. A ce titre l'élément fondamental qu'est de penser l'apport des forces armées pour accroître l'influence du Luxembourg dans les alliances et structures multilatérales est manquant, ou du moins il ne prend pas l'entièreté de sa dimension notamment par la prise en compte de la totalité des facettes de capacités de défense (structures de commandement, processus de formation, ...) et de ses logiques non-capacitaires (actions diplomatiques de promotion des alliances...). Pour développer une Grande Stratégie il faudra donc poursuivre le travail conceptuel et doctrinal pour à horizon 2025, lors de l'atteinte des ambitions des documents doctrinaux de 2017-2018, s'assurer de « transformer l'essai » en affichant de nouvelles ambitions et en poursuivant le dynamisme entrepris aux plans conceptuels et programmatiques. Ce n'est qu'à cette condition que les forces armées pourront devenir un véritable outil de la Grande Stratégie du pays. Deux éléments seront pour ce faire indispensables. En premier lieu un bilan critique des *Lignes directrices* de 2017 pour mesurer l'atteinte des objectifs, les succès et limites, prérequis d'une actualisation efficiente et crédible. En second lieu une projection doctrinale précise et étoffée à horizon 2035 pour éviter un enlisement dans les seules logiques budgétaires de l'effort de défense, au détriment d'une vision globale et cohérente ; celle-ci devant exprimer tout autant les

²⁰⁷ Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Lignes directrices de la politique de défense à horizon 2025 et au-delà*, 2017, op. cit., pp. 37-38.

finalités de la politique de défense au sein de la politique étrangère, que celles de l'emploi et de la structure des forces ainsi que du développement capacitaire²⁰⁸.

A la lumière de ces étapes indispensables pour pérenniser et développer la stratégisation de la politique de défense luxembourgeoise, le chantier permettant d'atteindre une réelle capacité de Grande Stratégie apparaît encore vaste, et ce quand bien même l'évolution de la pensée stratégique du Luxembourg en une décennie est conséquent et place ce cas d'étude dans une marche vers la conceptualisation grande stratégique.

1.3.4. Doctrine et Grande stratégie contemporaine du Luxembourg : synthèse comparative selon la grille de lecture

La caractérisation théorique de la Grande Stratégie du Luxembourg arrive à échéance puisqu'ont désormais été définis la culture stratégique de l'Etat en exploitation de l'analyse historique conduite concernant les dilemmes de sécurités et grandes stratégies passées, ainsi et surtout qu'ont été caractérisés le Dilemme de Sécurité contemporain, la Doctrine, et qu'a été discutée la possibilité d'une véritable Grande Stratégie. Il convient désormais de retrouver la grille d'analyse et l'ambition comparative de ce travail afin de réaliser la modélisation synthétique de la Doctrine et de la Grande Stratégie du Luxembourg. Une fois cette étape réalisée, pourra être formulé le bilan théorique de ce cas d'étude ainsi que la caractérisation des besoins d'étude pratique qui en découlent, éléments déterminants dans l'optique de l'analyse générale et des leçons de la thèse qui seront tirées dans le dernier moment de la thèse. Revenons-en toutefois pour le moment

²⁰⁸ D'autant plus que les grands programmes d'investissement seront arrivés à échéance et qu'il ne faudrait pas que leur part budgétaire disparaisse avec eux (entérinant ainsi une logique uniquement transactionnelle de l'effort de défense) mais devienne au contraire le levier économique permettant de développer plus avant les ambitions stratégiques et les nouvelles fonctions déterminées pour augmenter l'influence du Luxembourg et contribuer à la politique étrangère (financement de centres d'excellence OTAN, politiques de promotion des alliances, etc.), ainsi qu'en assurant une réelle capacité économique liée à la défense (la création d'une véritable Base Industrielle et Technologique de Défense en somme).

à la modélisation à visée comparative de la pensée stratégique contemporaine du Luxembourg, en livrant successivement l'étalon de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

• La doctrine

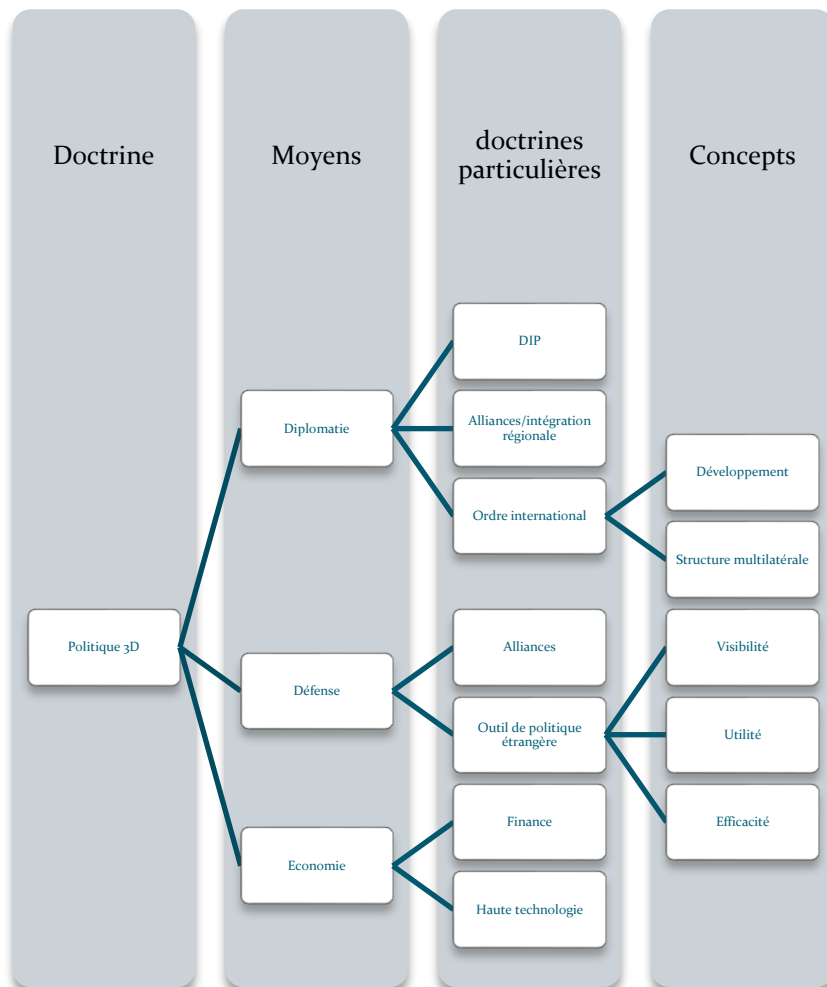
➤ Sources :

Afin d'éviter des répétitions sans plus-value le lecteur est renvoyé au tableau correspondant **p.185**.

➤ Concepts clés :

Les concepts les plus exprimés dans la doctrine sont ceux du volet politique et militaire du triptyque visibilité, utilité, et efficacité. Toutefois la profondeur de la Doctrine du Luxembourg est plus développée et s'entend selon le schéma de synthèse suivant, reprenant les éléments développés précédemment dans la vision de la politique étrangère et son approfondissement par la Doctrine de la Politique 3D :

Schéma n°21: Doctrine, concepts et moyens du Luxembourg : schéma de synthèse



➤ Prescriptions pour chaque domaine :

- Economie : focus sur l'avancée technologique et la poursuite d'une diversification dans le tertiaire
- Diplomatie : renforcement du multilatéralisme, promotion du DIP, promotion du développement de l'intégration européenne et locale (BENELUX)
- Militaire : investissements capacitaires sur les failles OTAN, développement de l'interopérabilité, renforcement global de l'effort de défense pour accroître la résilience nationale

➤ Actions emblématiques mises en œuvre :

Il s'agit ici de ne relever que les principaux éléments sans se substituer à l'étude détaillée qui a été conduite dans la partie précédente.

- Diplomatie : renforcement de l'intégration européenne et aide à l'intégration des nouveaux membres (promotion de l'élargissement)
- Militaire : programmes capacitaires pour l'OTAN : MRTT, A400M ; et actions dans les alliances : participation à la VJTF en 2014, et participation à l'EFM en Europe de l'Est depuis 2016

➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

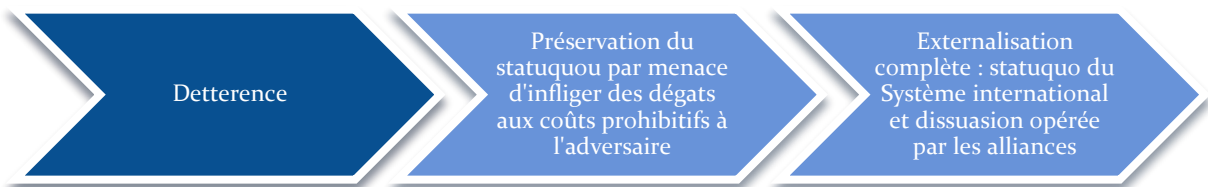
La Doctrine du Luxembourg est fondamentalement de seconde catégorie c'est-à-dire dissuasive. Elle entend en effet, préserver les acquis ou le statuquo en dissuadant l'adversaire d'agir sous peine de lui infliger des dommages prohibitifs aux vues des gains espérés.

Toutefois elle opère ainsi selon une modalité particulière qu'est une externalisation complète. De fait, le statuquo à préserver n'est pas celui du Luxembourg avec ses

adversaires potentiels (ex : Russie), mais bien celui du système international en général, qui par son libéralisme politique et économique permet l'épanouissement de la puissance nationale.

De même, la dissuasion n'est pas produite du fait des capacités autonomes, mais uniquement de l'insertion dans des alliances qui par la puissance potentielle qu'elles dégagent exercent une dissuasion à l'égard de tout Etat souhaitant s'en prendre directement au Luxembourg.

De manière schématique la Doctrine du Luxembourg selon la taxinomie de Posen s'illustre comme suit :



• Grande Stratégie/Vision stratégique

Bien que l'on ne puisse pas parler à l'heure actuelle d'une véritable Grande Stratégie pour le Luxembourg, l'adoption d'une Doctrine formelle selon des objectifs stratégiques clairs ouvre le champ à une telle logique à l'avenir. C'est pourquoi nous produisons toute de même une grille d'analyse de type grande stratégique comme pour les autres cas d'étude, tout en précisant qu'il s'agit bien d'une ébauche prospective servant de guide pour l'étude future de cet Etat, mais nécessitant une poursuite de l'action conceptuelle du Luxembourg²⁰⁹.

➤ Vision stratégique :

Développement de la puissance par une prépondérance des actions diplomatiques, le militaire ne venant qu'en support et dans l'aide de la garantie fondamentale de sécurité qui s'incarne dans les alliances et d'une aide aux politiques d'aide au développement et de réponse aux crises.

²⁰⁹ Poursuite conditionnée à horizon 2025 par un approfondissement du travail de pensée stratégique et de planification doctrinale ainsi que cela a été précisé précédemment.

➤ Champs d'action :

Logique de politique étrangère à visée diplomatique exprimée selon les deux grands axes : alliances et puissance par la stabilité du système international (économique, développement, multilatéralisme).

➤ Concepts clés :

Garantie de la paix par les normes, Politique 3D, défense intégrée entraînant visibilité/utilité/efficacité.

➤ Coordination des domaines :

Leadership théorique des affaires étrangères qui forment le cœur de la politique 3D. Toutefois, il s'agit d'une structure encore trop jeune et informelle pour développer une coordination digne d'une Grande Stratégie.

1.4. LA GRANDE STRATEGIE DU LUXEMBOURG : BILAN THEORIQUE

Désormais arrivés au bout de l'étude théorique de la Grande Stratégie du Luxembourg, il convient d'en fournir un bilan, tant pour compléter une nouvelle étape de réponse aux hypothèses initiales que pour définir le pont avec la partie suivante par la définition des éléments nécessitant une validation pratique.

• Réponse aux hypothèses initiales et synthèse théorique

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les déterminants doctrinaux ou stratégiques du Luxembourg, ce qui a été largement développé auparavant, mais plutôt de se concentrer sur les leçons qui peuvent en être tirées en ce qui concerne la réponse aux hypothèses initiales posées pour ce cas d'étude ainsi que de dégager les conclusions éventuelles concernant la grille d'analyse générale de la Grande Stratégie.

En ce qui concerne cette dernière, le Luxembourg par son caractère atypique d'une pensée stratégique en construction, vient fournir deux dimensions à prendre en compte.

En premier lieu, il permet la validation des présupposés méthodologiques fondamentaux liant perception d'un Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie. De fait, bien que ceci soit une validation par la négative, l'absence d'une pensée stratégique formalisée entre 1945 et 2000 du fait d'une garantie des alliances empêchant toute perception de menace offre une validation pertinente. En outre, de manière positive cette fois le Luxembourg dans l'étude historique de sa pensée stratégique vient confirmer le déterminant fondamental de la Grande Stratégie qu'est l'indépendance, puisque la période 1867-1939 du fait de l'omniprésence des grandes puissances et de l'imposition de la neutralité conduit à une vassalisation de la politique étrangère et donc l'impossibilité (alliée à un manque de volonté) de conduire une Grande Stratégie.

En second lieu, au-delà d'une confirmation, le Luxembourg apporte une extension de la grille d'analyse des cas d'étude avec l'idée d'une phase transitoire de la Grande Stratégie lors des premières productions doctrinales. De fait, le travail de conception doctrinale et de formalisation de la pensée stratégique qui l'accompagne se fonde sur une vision première et forcément éparse des objectifs de politique étrangère d'un Etat (sauf dans le cas d'une Grande Stratégie construite avant même les premiers éléments doctrinaux, comme le cas de Singapour le présentera). Aussi, lors de la mise en œuvre de la première Doctrine, la Grande Stratégie demeure encore incomplète et se nourrira de l'application de la Doctrine (échecs et succès) ainsi que de l'habitude de formuler une pensée stratégique prospective pour définir progressivement une vision claire et du temps long de l'action de l'Etat dans les relations internationales. Dans son processus normal de création, menace -> pensée stratégique -> Doctrine, la Grande Stratégie connaît donc une période intermédiaire de guide peu formalisé qui par la suite avec l'habitude de construction d'une doctrine et d'une vision prospective des relations internationales évoluera vers une Grande Stratégie consciente et complète.

L'apport global du Luxembourg pour la grille d'analyse ayant été évoqué, il faut à présent traiter de la synthèse théorique de ce cas d'étude par la réponse aux hypothèses initiales. Pour ce faire, en application de la méthodologie construite pour ce travail de thèse nous avons recours au second des quatre tableaux de présentation de la Grande Stratégie d'une petite puissance, c'est-à-dire celui portant sur les caractéristiques théoriques de la Grande Stratégie de l'acteur.

Tableau conclusion des caractéristiques théoriques du cas d'étude du Luxembourg

Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Les éléments fondamentaux de la petite puissance sont maintenus puisque la sécurité est réalisée par une externalisation du fait de la délégation aux alliances et aux intégrations régionales. Le volet économique fait exception avec un niveau de vie record et un PIB élevé par rapport aux caractéristiques initiales mais ne permettant pas de contrebalancer au plan sécuritaire et de l'influence dans les relations internationales le caractère de petite puissance
Hypothèses sur les déterminants géostratégiques/identité	L'ensemble des éléments sur l'identité de l'acteur et des déterminants stratégiques sont confirmés puisqu'est constatée une prépondérance de l'usage des moyens diplomatiques et économiques, le militaire étant envisagé dans une posture d'appui. L'objectif principal d'action dans les relations internationales reste la promotion du droit international pour assurer la paix par les normes, et la garantie fondamentale de sécurité est placée dans les alliances (quand bien-même le rôle du Luxembourg devra être plus actif).
Dilemme de sécurité	Confirmation du présupposé établi d'une évolution de la posture du Luxembourg suite à un Dilemme de Sécurité apparu par contagion en 2014 et d'intensité faible du fait de l'insertion dans des communautés de sécurité fortes alliées à un éloignement de la menace. Toutefois l'étude détaillée démontre un effort de conceptualisation plus tôt avec une perception de menaces dès le début des années 2000 du fait d'une remise en cause globale de la stabilité internationale et de menaces pesant sur les alliances (terrorisme, contestation de la paix par les normes, etc.).
Grande Stratégie développée	Confirmation de l'hypothèse initiale. En effet, sans pouvoir parler d'une réelle Grande Stratégie, tant la pensée stratégique formelle du Luxembourg est récente, l'on assiste à la production d'une Doctrine complète souhaitant répondre indirectement aux menaces posées par le renforcement des alliances et du système international. Pour ce faire le rôle du Luxembourg au sein des alliances doit être renforcé en comblant leurs lacunes capacitaires, et le droit international doit être renforcé de même que les valeurs libérales et humanitaires doivent être étendues par le biais de politiques de développement.

Concepts clés/innovants	<p>La Politique 3D permet de mieux saisir l'apport d'une armée dans une petite puissance en renforçant la résilience de la nation face aux crises technologiques et civiles et surtout en appuyant les politiques d'aide au développement.</p> <p>Les concepts d'utilité/efficacité/visibilité permettent de saisir concrètement les voies à emprunter pour toute puissance souhaitant renforcer son rôle et son influence dans une alliance.</p>
Test de l'efficacité des éléments développés	<p>En l'absence d'une réalisation historique des menaces évoquées dans la Doctrine (qui est tardive de même que le Dilemme de Sécurité contemporain), l'ensemble de la dimension pratique résidera dans le test par le wargaming. Cette phase apparaît alors comme cardinale</p>

• **L'expression des besoins de validation pratique : les wargames dédiés au Luxembourg**

Puisque la dimension théorique de l'étude du Luxembourg est désormais complète, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation de sa dimension pratique. Encore faut-il en définir les contours pour disposer par la suite d'éléments de test adaptés aux besoins théoriques identifiés.

Les objectifs de recherche que le cas du Luxembourg met en lumière sont centrés sur la pertinence du modèle doctrinal défini, à savoir sa capacité à assurer la sécurité du pays ainsi que l'habileté à atteindre les objectifs définis en particulier en ce qui concerne les alliances. De ce fait, deux dimensions doivent être investiguées : la pertinence des concepts développés (Politique 3D, efficacité/visibilité/utilité) dans l'ambition d'un renforcement du rôle du pays dans les alliances et pour assurer la résilience du pays face aux nouvelles menaces ; et la capacité de la Doctrine à répondre aux menaces, c'est-à-dire à garantir la sécurité fondamentale par les alliances.

Par voie de conséquence, afin de répondre à ces objectifs, se sont deux wargames qui seront nécessaires.

Le premier portant sur l'efficacité des concepts, prendra la forme d'une simulation de type *red teaming*, avec pour une plus grande pertinence des résultats une variation des angles d'analyse couvrant deux domaines : attaque cyber et perturbation des échanges mondiaux ; point de vue des alliances sur le rôle et la visibilité du Luxembourg. Ainsi chaque panel se verra présenter sur un temps court (1H-1H30) un des deux thèmes (ou les deux) de ce *red team* pour lequel il devra présenter une analyse première a priori, qui sera ensuite adaptée en fonction des éléments (événements, nouvelles connaissances, réaction aux actions du panel, etc.) apportés par les juges à chaque tour de jeu.

Le second wargame pour sa part reposera sur un *political wargame* avec le test de la garantie fondamentale de sécurité par les alliances, en mettant en œuvre une gestion de crise remettant en cause ladite garantie. Pour ce faire nous aurons recours à un scénario classique dit « de l'article 5 » en référence à la charte de l'OTAN définissant à cet article la sécurité collective comme une réaction (entrée en guerre) de tous les membres de l'alliance si l'un d'entre eux est attaqué. Il s'agira alors d'étudier la capacité d'influence du Luxembourg sur la mobilisation des alliances en cas d'un scénario de guerre probable à l'Est, ainsi que des ressorts disponibles en cas de refus d'action/paralysie des alliances (ex: refus de mobiliser l'article 5 de l'OTAN).

Au rang des critères quantitatifs de fiabilité des simulations, la pertinence des résultats sera obtenue en jouant environ dix fois chaque wargame avec l'usage de trois panels différents.

Ainsi s'achève le travail d'analyse théorique du premier cas d'étude qu'est le Luxembourg. Etat atypique dans sa pensée stratégique encore en formation malgré l'atteinte d'une maturité doctrinale, il présente la particularité de valider les principaux présupposés théoriques de la thèse par la négative du fait d'une absence historique d'indépendance stratégique ou de Dilemme de Sécurité grâce à une communauté de sécurité particulièrement forte. La pertinence des concepts doctrinaux n'en demeure pas moins présente au plan théorique, et devra faire l'objet d'une consolidation lors de la partie pratique consacrée à ce cas d'étude. Restant pour l'heure sur le plan théorique il convient à présent de passer au second cas d'étude qu'est Singapour en tant qu'archétype du succès d'une petite puissance par la Grande Stratégie.

Chapitre 2. Singapour : archétype du succès par la Grande Stratégie

2.1. HYPOTHESES ET PRESUPPOSES FONDAMENTAUX

Singapour, second cas d'étude de la thèse, permet d'introduire l'application intégrale de la grille de lecture à des petites puissances afin de comprendre les mécanismes de mise en œuvre et d'efficacité d'une Grande Stratégie pour assurer leur survie et développer leur puissance. Ainsi, inverse exacte du Luxembourg, Singapour présente l'archétype du succès de la Grande Stratégie pour une petite puissance, en démontrant sa capacité à développer un statut de puissance du fait d'une pensée stratégique permanente et pertinente. Afin de mettre ces affirmations en exergue et conformément au schéma d'analyse constitué dans le premier temps de cette thèse, l'étude théorique de la Grande Stratégie de Singapour sera fondée sur quatre points : les hypothèses initiales et principes directeurs ; l'analyse historique des dilemmes de sécurité et grandes stratégies passées ; puis la partie maîtresse qui est la caractérisation et l'étude de la Grande Stratégie contemporaine de Singapour ; pour finir par une modélisation comparative de la Grande Stratégie, de la Doctrine, et du Dilemme de sécurité de Singapour permettant *in fine* de dégager les wargames nécessaires à la validation pratique.

2.1.1. Contexte général de l'acteur

Nous entrons dans cette partie dans la caractérisation initiale de l'acteur, qui œuvre à la fois à la présentation du cas d'étude et des singularités pesant sur la mise en œuvre de sa pensée stratégique, et à la fois pour une caractérisation générique selon la grille d'étude pour affiner par la suite la dimension comparative.

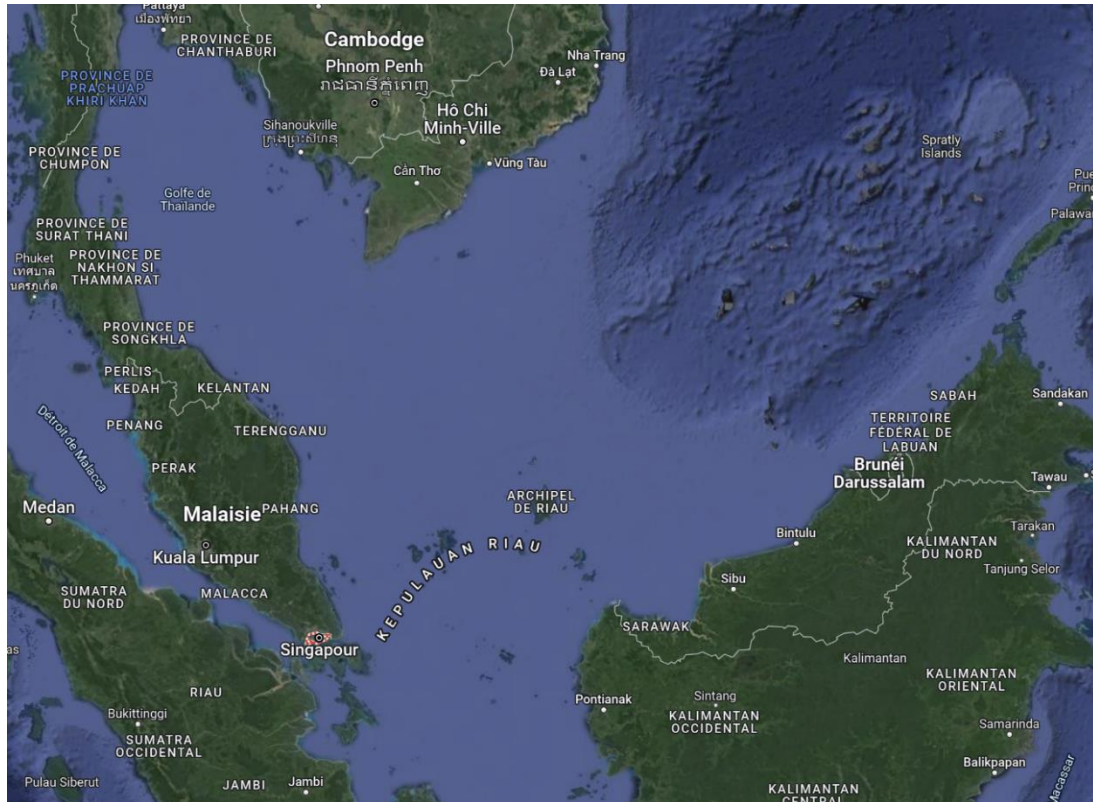
- **Données structurantes commentées**

Bien que le choix des cas d'étude ait été conduit rationnellement selon les objectifs de recherche, il apparaît jusqu'à présent que leur caractère de « petite puissance » est un présupposé théorique. Or, il convient à présent de fournir les éléments concrets permettant de caractériser Singapour en tant que petite puissance. Ainsi que nous l'avons exprimé dans le premier temps de cette thèse, la définition qui est donnée aux petites puissances est conditionnelle c'est-à-dire qu'elle repose sur des données quantitatives certes mais également -et surtout- qualitatives permettant de considérer que l'Etat en question est en position d'infériorité vis-à-vis des acteurs avec lesquels il rencontre des dilemmes de sécurité. Dans ce le cas contraire, il devrait être considéré comme une grande puissance.

Au plan des éléments quantitatifs, les plus significatifs sont à retrouver dans la population totale et la superficie. Il ne fait aucune doute en effet que le caractère de cité-Etat de Singapour en fait un micro-Etat en terme de critères physiques, constat validé d'ailleurs par son 192^{ème} rang mondial en termes de superficie, et son 113^{ème} rang mondial en termes de population selon le classement établi par la Banque Mondiale. Toutefois, le constat n'est pas le même au niveau économique, puisque Singapour avec son 37^{ème} rang mondial en termes de PIB exprime le postulat d'une grande puissance économique. A l'image de ce qui avait été constaté pour le Luxembourg, le pays n'est pas une petite puissance économique, quand bien même il est dépourvu de ressources naturelles. Le choix d'une économie tertiaire de pointe et l'utilisation du détroit de Malacca comme un hub portuaire mondial, a permis de développer une réelle puissance économique. Ce constat offre par la même occasion un premier élément du succès stratégique de Singapour.

Si l'on s'attache ensuite au plan qualitatif l'on constate que la dimension géopolitique et sécuritaire de Singapour ne présente pas les mêmes avantages que le volet économique. En effet, l'origine historique du pays fondé sur une décolonisation et la partition d'un pays bien plus grand, offre de prime abord une menace fondamentale sur la survie et l'indépendance, en l'espèce du fait d'une nécessité de construire l'autonomie complète vis-à-vis de la Malaisie. En outre, l'enclavement régional entre grandes puissances (Chine, Inde, présence américaine forte dans la région) fait peser une difficulté supplémentaire sur la capacité à développer une voie autonome du fait d'un risque permanent de vassalisation. Situation peu reluisante de prime abord qui est quelque peu

contrebalancée par une position géographique idéale avec le Détroit de Malacca comme carrefour commercial stratégique.



Carte n°2 : Singapour ou la cité-Etat devenue une puissance dominante du détroit de Malacca
(source fond de carte : googlemaps)

L'étude des données structurantes géographiques, économiques et géopolitiques permet ainsi de caractériser a priori Singapour en tant que petite puissance, du fait de ses caractéristiques physiques et géopolitiques définissant un Dilemme de Sécurité initial particulièrement élevé et une permanence des menaces, le succès économique issu entre autres de l'exploitation de l'avantage du carrefour commercial n'étant qu'une conséquence de choix stratégiques payant et non d'un statut originel de puissance. Ce constat posé il s'agit désormais de compléter cette présentation générale du cas d'étude par une revue historique mettant en exergue de nouvelles implications stratégiques.

• Histoire synthétique et leçons stratégiques

L'histoire officielle de Singapour est exprimée par les sources officielles dédiées venant du ministère du Tourisme ainsi que des principales entreprises nationales. La présentation

qui suit est ainsi une compilation de ces sources qui la plupart du temps se recoupent largement²¹⁰. Pour rappel, à l'image de ce qui a été énoncé concernant le cas d'étude du Luxembourg, l'histoire officielle présentée ici n'est en aucun cas révélatrice de la conception que nous avons de l'histoire de Singapour. Nous sommes bien conscients que les documents officiels présentés œuvrent à la fabrication du sentiment national et peuvent contrevenir à la réalité historique²¹¹, toutefois ils sont présentés en tant que source exclusive dans le but de présenter la perception qu'à l'acteur de sa propre identité en tant qu'élément indirect de doctrine.

Trois étapes émergent ainsi clairement à la lecture des documents présentant l'histoire officielle de Singapour : les origines, l'émergence d'un comptoir colonial, et la route vers l'indépendance.

La période des origines couvre une vaste ère puisque le développement de la ville est particulièrement lent. Ainsi, bien que la première évocation de Singapour remonte à l'antiquité avec au III^{ème} siècle une description par des explorateurs chinois comme « l'île de la fin de la péninsule », sa colonisation véritable attendra la fin du XIII^{ème} siècle par les malais qui y développent leur culture et diffusent leur langue. Jusqu'à présent la zone n'est que peu évoquée, et seules des énonciations éparses et légendaires sont notables. Le terme Singapour lui-même n'apparaît que tardivement, suite à l'histoire devenue légende de l'installation au XIV^{ème} siècle d'un prince malais qui découvre l'île suite à une chasse au lion, l'animal en fuite terminant sa course sur la péninsule. Singapour est alors nommée en l'honneur de l'animal vaillant, le nom de la ville traduit du sanskrit signifiant « la cité du lion ». La ville ainsi officiellement fondée connaît un essor fulgurant par sa position stratégique de jonction entre les diverses routes de transit maritime de l'Asie, pour devenir à la fin du siècle un carrefour commercial fondamental.

²¹⁰ Les plus emblématiques étant : Ministère du Tourisme, « About Singapore », [visitsingapore.com](https://www.visitsingapore.com), 2021, <https://www.visitsingapore.com/travel-guide-tips/about-singapore/>; Guide Me Singapore, « A brief history of Singapore », 2021, <https://www.guidemesingapore.com/business-guides/immigration/get-to-know-singapore/a-brief-history-of-singapore>.

²¹¹ D'autant plus en l'espèce qu'ils sont largement liés aux écrits du fondateur de l'île, également source essentielle de la grande stratégie de Singapour : Lee Kuan Yew.

C'est de cet essor économique que provient la seconde phase historique de Singapour, avec l'arrivée au XIX^{ème} siècle des britanniques, et en particulier de sir Thomas Stamford Raffles. La course aux colonies en Asie engagée contre l'Allemagne conduit en effet l'Empire Britannique à vouloir disposer d'un bastion commercial assurant une emprise régionale afin de garantir la mainmise anglaise sur les échanges mondiaux. Toutefois, ne pouvant procéder à une annexion de l'île sans risquer d'aboutir à un conflit ouvert avec la Prusse, les Britanniques décident d'établir en 1819 un accord fondamental avec Singapour faisant de cette dernière un comptoir commercial allié de la couronne britannique en échange de son indépendance de fait. La mainmise anglaise devient alors de plus en plus importante, faisant de Singapour un Etat-client mais permettant par la même occasion de poursuivre la croissance accélérée de la cité et de conserver son autonomie.

Tout prend fin avec le début de la Seconde Guerre mondiale qui voit l'attaque de Singapour par le Japon dès décembre 1941, l'habileté opérationnelle japonaise et la surprise ayant pris de court les Britanniques, le bastion pourtant très fortifié finit par tomber en février 1942. S'amorce alors le début de l'occupation japonaise de l'île. La capitulation japonaise ne signifie cependant pas le retour de l'indépendance puisque Singapour devient alors un territoire sous administration britannique pour gérer la fin de l'occupation, perte d'autonomie officialisée en 1946, Singapour devenant une colonie de l'empire britannique.

Paradoxalement c'est du fait de cette incorporation qu'est rendue possible la troisième phase de l'histoire de Singapour, qu'est son indépendance. De fait, surfant sur la montée des revendications de décolonisation, un sentiment national singapourien émerge à la fin des années 1950. Il utilise alors largement les volontés indépendantistes malaisiennes pour développer ses intérêts propres et aboutit à un premier succès en 1959 avec la première élection générale dans le pays remportée par le parti de l'indépendance (People's Action Party). Ce parti toujours au pouvoir aujourd'hui dans l'île désigne comme Premier Ministre son leader Lee Kuan Yew qui deviendra le fondateur de Singapour et la dirigera jusqu'en 1990.

La formation de la Malaisie en 1963 contrarie cependant l'indépendance en faisant de la décolonisation de la zone par les Britanniques l'opportunité pour le peuple malais de

recupérer la « cité du lion ». Toutefois, la faiblesse du nouveau gouvernement malaisien et sa politique d'identité unique conduit à une autonomie de fait pour la population majoritairement chinoise de l'île. Le fossé progressivement creusé, permettant finalement d'entériner l'autonomie deux ans plus tard par la déclaration officielle d'indépendance du 9 août 1965. Bien que non-souhaitée de prime abord, cette séparation vis-à-vis de la Malaisie est l'occasion pour le gouvernement de Yew de mettre en pratique la vision stratégique qu'il avait imaginé pour une cité autonome au sein de la Malaisie, le succès fulgurant de sa politique faisant de l'histoire de Singapour depuis 1965 celle de l'émergence de l'Etat vers un statut de puissance et le développement de la stabilité régionale par un activisme diplomatique significatif (groupe des petits pays à l'ONU, création de l'ASEAN, etc.).

Si l'on tire à présent les enseignements stratégiques de cette histoire de Singapour, trois éléments apparaissent structurants. En premier lieu, l'atout du positionnement géographique est un des fondements de la cité-Etat inclinant son devenir de puissance dans la maximisation de son potentiel économique selon une logique de flux. Le caractère de carrefour commercial et la centralité de ses infrastructures portuaires en étant les principaux marqueurs. En outre, l'impact des Britanniques est fondamental dans les premières phases de l'indépendance, constituant tout à la fois une garantie initiale et un besoin originel d'indépendance et de construction d'une voie sécuritaire autonome sous peine d'un retour à une vassalisation de fait. Enfin, la partition imposée avec la Malaisie fonde à la fois une menace originelle forte par un risque sur la capacité à survivre en autonome, et la nécessité a contrario de développer un modèle stratégique permanent et efficace pour coordonner au mieux les moyens disponibles et assurer rapidement la survie économique et sécuritaire.

• **Structure stratégique a priori**

Les données fondamentales de Singapour en tant que petite puissance ainsi que les leçons stratégiques tirées de son histoire officielle, permettent de conclure la caractérisation générale de ce cas d'étude par la fondation d'une structure de pensée stratégique a priori.

C'est ce modèle qui devra alors être développé et affiné par l'étude des grandes stratégies historiques et influera sur la conception stratégique et doctrinale contemporaine.

Ainsi, du fait de ses déterminants géopolitiques et de la nécessité d'assurer immédiatement sa survie après l'indépendance, Singapour exprime par essence l'archétype d'un acteur subissant un Dilemme de Sécurité d'intensité maximale puisque mettant en cause sa survie, et qui par la mise en œuvre d'une pensée stratégique judicieuse et continue permet de l'outrepasser²¹².

La particularité de Singapour, et ce qui en fait un cas d'étude des plus intéressants, est donc la capacité à dépasser cette lutte pour la survie et à la transformer en moyens d'acquisition de la puissance par la Grande Stratégie. Le succès étant si affirmé que l'Etat quitte dans de nombreux domaines (technologie, niveau de vie, finance, PIB) son statut de petite puissance pour devenir une puissance à part entière et même dans certains cas une grande puissance. Les éléments factuels les plus emblématiques de ce constant étant : première force armée de l'Asie du Sud-Est, meilleur niveau de vie et plus grande richesse de son voisinage, 2^{ème} hub portuaire mondial²¹³.

La progression constante de la puissance de Singapour, fondée sur les mêmes attributs visibles que sont la cohésion nationale, l'indépendance militaire, et la puissance par l'économie tertiaire à haute valeur ajoutée, permet d'établir la culture stratégique du pays comme étant par conséquent centrée une vision stratégique permanente maximisant la puissance et assurant la sécurité au fil du temps. La principale caractéristique de la Grande Stratégie de Singapour apparaît de ce fait être la **continuité**²¹⁴.

²¹² Ce constat étant tiré tout à la fois de son succès économique indéniable, et de son indépendance toujours actuelle sans être insérée dans une alliance de sécurité fondamentale ou sous la garantie militaire d'une grande puissance.

²¹³ MAJ Alex Phua Thong Teck, *what are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, Ministère de la défense de Singapour, 2019, 24pages.

²¹⁴ Notion souvent exprimée par les officiels Singapouriens à propos de son histoire et ce dès l'indépendance : "The Grand Strategy to ensure Singapore's survival has been contextualized to the operating environment since independence— circumventing our apparent small-ness by carving out a

En somme, du fait de menaces permanentes diverses et de déterminants stratégiques indépassables, la culture stratégique de Singapour développe sa continuité selon dans une Grande Stratégie consciente exprimée dès l'indépendance. De manière concrète elle prend alors appui sur deux déterminants complémentaires :

- Une menace globale incarnée dans trois dimensions :
 - L'impératif de survie, présent dès l'indépendance et constamment depuis du fait d'une sécurité assurée en autonomie.
 - Le risque d'aliénation par les grandes puissances, du fait d'un voisinage de puissances majeures voire mondiales (Chine, Etats-Unis).
 - Le risque de désagrégation interne, et ce depuis l'indépendance du fait d'une identité nationale à construire, et de repères identitaires à définir (langue, histoire commune, coexistence multiculturelle...) pour une population largement multiculturelle.
- Deux déterminants stratégiques cœur de la réponse aux menaces :
 - La géographie : apportant à la fois un atout indéniable dans la position de carrefour commercial et un désavantage par l'absence de ressources naturelles et de profondeur stratégique.
 - L'histoire : le passé colonial impose dès la fondation de 1965 de combler l'apport financier et de sécurité des britanniques, de même que le risque de déstabilisation idéologique apparaît dès la création avec dans les années 60 et 70 la diffusion massive en Asie du Sud-Est du communisme contraire à la vision stratégique de la cité-Etat.

Apparaît à la lecture de ces éléments une vision stratégique dense, permettant dès l'étude initiale de fournir une modélisation complète de la Grande Stratégie générique de

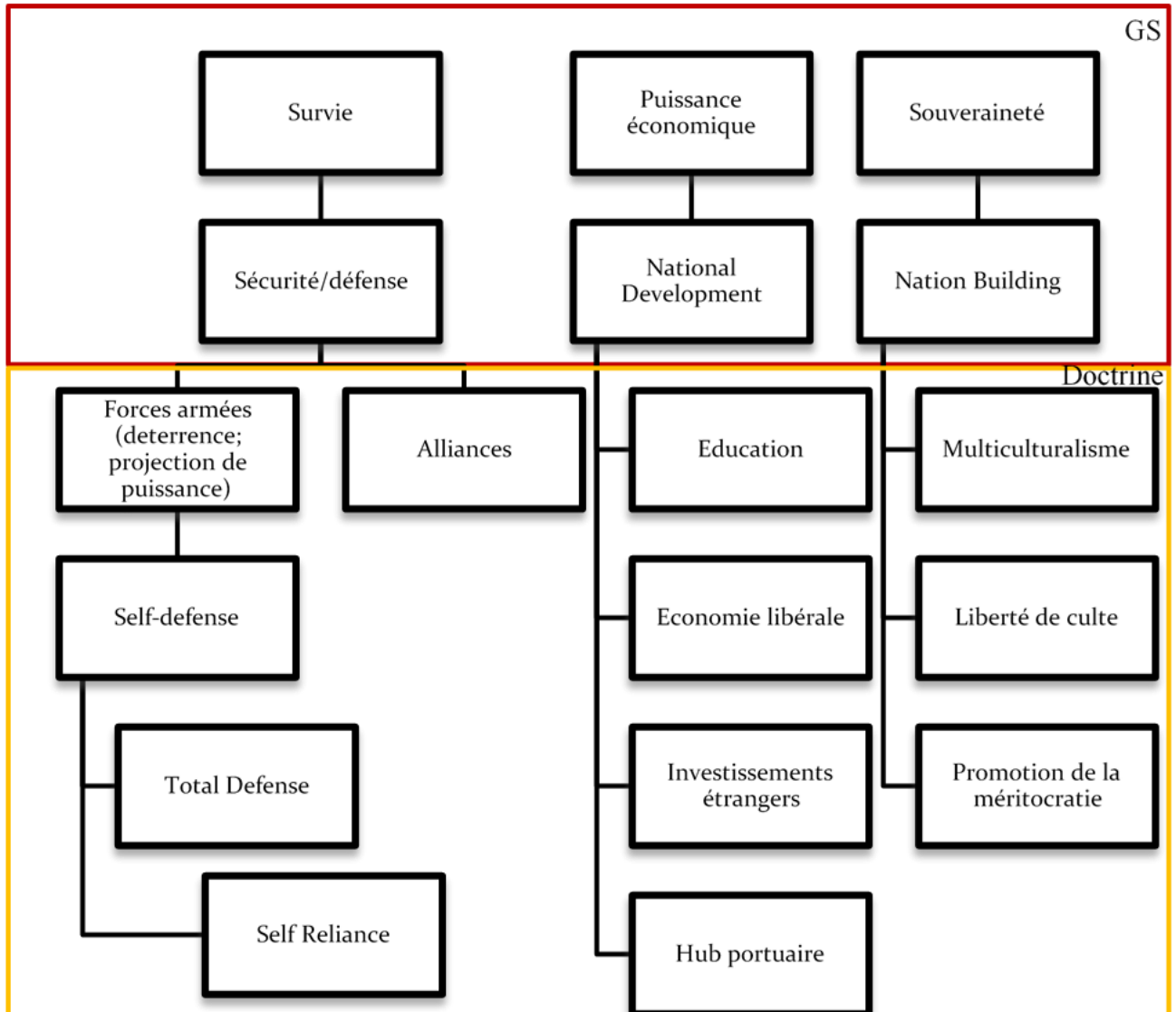
diplomatic space under the rule of international law, building self-defense capabilities, relying on global trade to build a resilient economy, and social cohesion of diverse cultures.” MAJ Alex Phua Thong Teck, *what are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, Ministère de la défense de Singapour, 2019, p.5.

Singapour. En effet, des trois menaces principales (survie, indépendance, cohésion) émergent autant de buts stratégiques que sont la création d'une identité nationale, de forces de sécurité autonomes, et d'une indépendance économique. Les notions cadres de la Grande Stratégie ainsi établies permettant alors, du fait d'une pensée stratégique formelle et complète dès l'indépendance, de définir un cadre doctrinal clair. Il repose sur une logique en trois branches répondant directement aux trois objectifs stratégiques :

- La sécurité autonome, s'incarnant dans la promotion de la stabilité régionale par la fondation d'alliances, tandis que l'indépendance doit provenir de forces armées suffisamment robustes et à même de compenser le déficit quantitatif. L'on retrouvera pour ce faire une conception de *Total defense* dans la mobilisation de tous les moyens nationaux et centrée sur le développement des capacités nationales (*Self-Reliance*).
- La puissance économique, repose pour sa part sur une montée en compétences rapide de la population (politique d'éducation poussée) et des moyens et infrastructures (hub portuaire, spécialisation dans la finance, économie libérale, etc.).
- Enfin, la cohésion nationale est envisagée dans la création d'un syncrétisme et la formation d'un patriotisme par la promotion du multiculturalisme et de la méritocratie, et la garantie de la liberté de culte.

La modélisation de la Grande Stratégie de Singapour est ainsi possible dès une première lecture, et s'incarne alors en application de ces diverses phases comme suit :

Schéma n°22 : La culture stratégique de Singapour, une vision consciente et durable



2.1.2. Hypothèses initiales

La logique théorique sous-jacente au travail de thèse est fondamentalement déductive avec la création d'une grille de lecture fondée sur des présupposés théoriques qui est mise en lumière et confirmée (ou infirmée) par les cas d'étude. Ainsi, chaque acteur étudié est d'abord ciblé selon des hypothèses fondamentales que l'étude théorique, puis pratique, permettra de confirmer (validant ainsi le modèle choisi) ou d'infirmar (faisant évoluer la grille de lecture initiale), et servant au final de base comparative avec les autres cas d'étude pour produire une synthèse générale permettant de répondre aux problématiques fondamentales de ce travail. De ce fait, en se basant sur les éléments de contexte présentés précédemment, ainsi que sur une analyse sommaire du corpus doctrinal, des hypothèses initiales sont établies sous la forme du tableau ci-dessous. Il reprend ainsi pour une large part la caractérisation stratégique précédemment définie qui dans le cas de Singapour énonce dès une recherche sommaire la particularité de présenter une vision stratégique aboutie:

Hypothèses stratégiques concernant Singapour	
Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	<p>Pas de ressources naturelles/minérales</p> <p>Décolonisation en 1965 (peu de cohésion, autonomie à construire)</p> <p>Environnée de grandes puissances (Chine, présence US, Australie, Inde)</p> <p>192^{ème} rang en termes de superficie</p> <p>113^{ème} rang en termes de population</p> <p>Mais devenue une puissance économique majeure : 37^{ème} rang mondial en termes de PIB, 2^{ème} hub portuaire mondial</p>
Déterminants géostratégiques et culturels (identité)	<p>Déterminants géostratégiques</p> <p>Position clé du détroit de Malacca</p> <p>Libéralisation politique et économique</p> <p>Menace fondamentale sur l'autonomie et la survie à l'indépendance (demeure même de moindre intensité depuis du fait d'une sécurité autonome)</p>

	<p>Vision stratégique constante et pensée dès la création (atout rare)</p> <p>Priorité à l'autonomie économique et militaire</p> <p>Action type dans les relations internationales</p> <p>Self-Reliance militaire fondée sur une synergie des moyens nationaux (Total defense) et développement d'une armée de haute technologie pour compenser le déficit quantitatif</p> <p>Balance of power pour préservation du statu quo : création d'alliances régionales de stabilité</p> <p>Spécialisation économique dans la finance et la haute technologie, permise par une politique d'éducation priorisée et avec de forts investissements dans les infrastructures clés (universités, hub portuaire, etc.)</p>
<p>Dilemmes de sécurité rencontrés (1965-2025)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. 1965-1980 : intensité élevée : menaces fondamentales sur la survie et l'indépendance 2. 1980-2000 : intensité élevée : succès par le développement de la puissance et consolidation de l'indépendance avec marqueurs économiques forts et mise en œuvre d'une armée modernisée (extension des capacités) 3. 2000-2010 : intensité modérée : développement continu de la puissance pour acquisition d'un statut de puissance régionale 1- 2010-2030 : intensité modérée : succès en cours par maximisation de la puissance notamment au plan militaire (maturité capacitaire et opérationnelle)
<p>Eléments de grande stratégie généraux</p>	<p>Maturité conceptuelle précoce issue d'une Grande Stratégie développée dès l'indépendance qui permet la définition rapide d'éléments doctrinaux complets et enrichis au fil de l'augmentation des capacités (notamment au plan militaire) : Total Defense ; comprehensive security approach ; deter or defeat; national cohesion; balance of power ; hub économique ; etc.</p>

Pour rappel, cette vision est volontairement incomplète, puisqu'il s'agit de proposer des hypothèses stratégiques selon une connaissance superficielle afin, par l'étude approfondie qui vient par la suite, de discerner les divergences et concordances principales. En effet, seule une comparaison entre une analyse conduite a priori avec une connaissance limitée et de l'autre côté une étude approfondie avec une connaissance maximale, permet de

déterminer les ressorts de la fondation de la pensée stratégique. Par conséquent, une adéquation entre les hypothèses initiales et les conclusions théoriques et pratiques démontrera une pensée stratégique influencée par les facteurs historiques et géographiques, tandis qu'une grande divergence mettra à l'inverse à mal la grille d'analyse conduisant à son évolution.

La présentation générale de Singapour ayant permis de définir de nombreuses hypothèses concernant les déterminants de sa pensée stratégique et des grandes stratégies mises en œuvre, il s'agit désormais de s'attacher à l'étude théorique approfondie de l'acteur en commençant par son analyse historique.

2.2. ETUDE HISTORIQUE : DILEMMES DE SECURITE ET GRANDES STRATEGIES SIGNIFICATIVES : L'ACQUISITION D'UN STATUT DE PUISSANCE PAR UNE PENSEE STRATEGIQUES ABOUTIE

- **Présentation générale**

Exact inverse du cas d'étude du Luxembourg, Singapour depuis son indépendance dénote d'une pensée stratégique claire et officiellement diffusée²¹⁵. Ainsi, en fonction de la caractérisation progressive des menaces, des objectifs définis de politique étrangère et des

²¹⁵ Nous prenons pour ce fait appuis sur deux types de sources, qui seront citées tout au long de cette partie : les documents gouvernementaux officiels émanant directement des ministères et le témoignage du fondateur de Singapour et père du dirigeant actuel. En effet, il a laissé de nombreux écrits sur sa stratégie pour Singapour ainsi que ses mémoires qui portent comme objectif d'expliquer comment il a permis de faire évoluer le pays vers un statut de puissance. Bien qu'il faille apporter une objectivité dans le traitement de ce type de sources notamment pour éviter les biais de confirmation et de valorisation, elles apportent une base fondamentale dans l'étude de la Grande Stratégie de Singapour puisqu'elles permettent de livrer le système de pensée à l'origine des choix stratégiques de l'Etat depuis sa formation en 1965.

moyens mobilisés pour les réaliser, nous pouvons clairement identifier diverses étapes historiques de Grande Stratégie.

Aussi, si l'on se penche sur une étude stratégique de l'histoire de Singapour l'on observe trois périodes charnières dans le développement de dilemmes de sécurité imposant une actualisation et un développement de la Grande Stratégie du pays :

11. Assurer la survie durant les années suivant immédiatement l'indépendance en construisant les fondements de l'autonomie et de la puissance.
12. Consolider les acquis et émerger comme une puissance à part entière dans la région en développant les fondements stratégiques établis à l'indépendance.
13. Exploiter les succès économiques et de développement militaire pour maximiser sa puissance et évoluer vers un statut de puissance régionale.

La continuité de la pensée stratégique de Singapour n'empêchant pas des adaptations doctrinales et stratégiques du fait d'une évolution de la caractérisation et de l'intensité des menaces, la grille d'analyse de la Grande Stratégie pourra donc s'appliquer intégralement dans cette étude historique. Ainsi, peut être défini pour chaque période aussi bien le Dilemme de Sécurité rencontré que la Grande Stratégie développée et ses manifestations doctrinales.

• La résilience ou comment assurer la survie : 1965-1980

➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

La caractérisation des menaces sécuritaires qui suivent directement l'indépendance est aisée à réaliser puisque nous avons présent le marqueur d'intensité le plus important : une menace sur la survie. Dans le cas singapourien elle s'incarne dans deux dimensions, en premier lieu la perte du protecteur britannique pouvant conduire à une invasion ou une vassalisation de la part de grandes puissances régionales, et en second lieu une problématique de cohésion nationale pouvant aboutir à une perte d'indépendance du fait d'une guerre civile en particulier compte tenue de la poussée communiste en Asie.

Les enjeux stratégiques qui émergent sont dès lors clairement exprimés par le gouvernement singapourien nouvellement créé, il s'agit d'assurer les moyens de

l'indépendance militaire mais également économique et sociale²¹⁶ en se fondant sur une logique autonome puisque la défense ne peut être déléguée par l'insertion dans une alliance de sécurité forte²¹⁷.

➤ Pensée stratégique et production doctrinale :

Le cas singapourien dénote par la précocité et la pertinence de sa pensée stratégique, clairement formulée dès l'accession à l'indépendance et relayées très rapidement au niveau gouvernemental par l'expression de marqueurs doctrinaux explicites²¹⁸. La maturité des concepts est issue en grande partie dans la période suivant l'indépendance de l'aide directe d'Israël et d'une inspiration de ses principaux marqueurs sécuritaires²¹⁹. Ainsi, en plus de l'aide matérielle, c'est une formation à l'utilisation des leviers militaires et sécuritaires intégrés dans la structure civile qui est significative dans la formulation de la vision stratégique singapourienne. De ce fait, les deux concepts fondateurs de la défense de l'île que sont la *Total Defense* et le *Self-Reliance* sont directement une reprise de la doctrine israélienne²²⁰.

Est ainsi fondé le pilier de la Grande Stratégie de Singapour autour de la *Total Defense*, imaginant le développement de l'ensemble des moyens de la puissance (économie,

²¹⁶ Lee Kuan Yew, *From the third world to first: Singapore and the Asian economic boom*, HarperCollins, 2000, pp. 4-75.

²¹⁷ A l'inverse du cas du Luxembourg précédemment étudié qui a pu déléguer sa sécurité par l'adhésion à l'OTAN et l'insertion dans l'intégration régionale européenne.

²¹⁸ Lee Kuan Yew, *From the third world to first: Singapore and the Asian economic boom*, op. cit., pp. 76-109.

²¹⁹ Richard A. Bitzinger (2021): Military-technological innovation in small states: The cases of Israel and Singapore, *Journal of Strategic Studies*, DOI:10.1080/01402390.2021.1947252, p.15. L'inspiration des puissances étrangères étant d'ailleurs une constante du schéma doctrinal singapourien qui encore aujourd'hui oscille entre inspiration (Cf. reprise de la doctrine américaine MDO) et création.

²²⁰ Eitan Shamir, « Israel », *Comparative grand strategy a framework and cases*, Oxford university press, 2019, p.219.

stabilité interne, innovation, militaire, etc.) comme des éléments de sécurité et devant servir directement à la défense la nation²²¹. Conception de Grande Stratégie toujours en vigueur actuellement, et qui dans les premières années de l'indépendance se fonde prioritairement sur le concept de la *Self-Reliance* c'est-à-dire le développement autonome des moyens de la puissance. Il s'agit d'un marqueur stratégique fondamental de la pensée sécuritaire de Singapour, qui demeure et entend fonder la puissance nationale sur des moyens nationaux. De ce fait, un ensemble de politiques publiques sont très tôt produites en ce sens, afin de combler les nombreuses lacunes capacitaires ainsi que la stabilité économique de l'île. Ce développement de la puissance à long terme est alors mis en œuvre dans trois axes principaux :

- L'acquisition d'une puissance militaire conventionnelle, par l'avance technologique vis-à-vis des adversaires proches. Il s'agit dans cette première génération des forces armées de développer une sanctuarisation du territoire national par une défense urbaine intégrée permettant d'assurer des coûts inacceptables à l'adversaire. Ce premier type de dissuasion conventionnelle est défini sous le concept doctrinal du « poisonous shrimp »²²².
- La fondation d'une diplomatie active en tant que support global pour assurer la sécurité internationale et le soutien de grandes puissances aussi bien financier que pour compenser le manque d'espace (zones d'entraînement et de formation des forces armées).
- La création d'une puissance économique de niveau mondial par l'investissement dans les nouvelles technologies et des services à haute valeur ajoutée en misant

²²¹ MINDEF Singapore, "Total Defense", [mindef.gov.sg](https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence), 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>.

²²² Pak Shun Ng, *From 'poisonous shrimp' to 'porcupine': an analysis of singapore's defence posture change in the early 1980s*, National Library of Australia, 2005, pp.2-4.

sur un plan massif et continu de développement de la recherche et de l'éducation²²³.

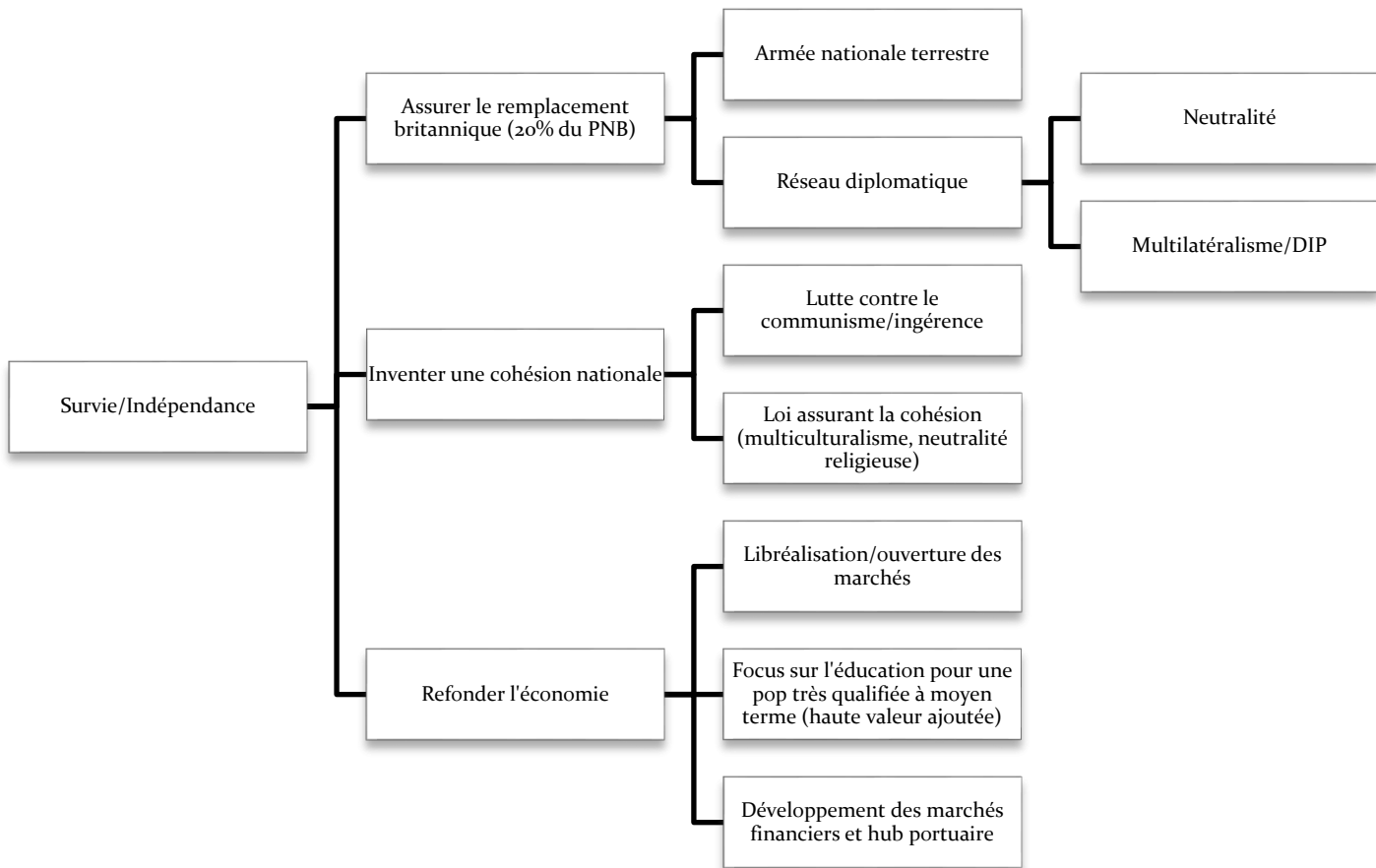
➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

En application de la conceptualisation doctrinale prolixie suivant l'indépendance et souhaitant développer les moyens de la puissance sur le long terme, la Grande Stratégie de Singapour apparaît clairement. L'objectif fondamental d'assurer la survie et l'indépendance (Dilemme de Sécurité) s'incarne dans trois dimensions complémentaires :

- Comblent le retrait britannique pour assurer la défense de la nation : en application de la *Self-Reliance* il s'agit de développer une capacité militaire autonome, dans un premier temps terrestre dissuadant par la perspective de coûts inacceptables (« poisonous shrimp »), et d'utiliser la diplomatie en appui pour assurer la stabilité de la région.
- Créer une cohésion nationale par l'assurance de la multiculturalité et la fondation d'un modèle de vie attractif pour lutter contre les ingérences et la poussée communiste.
- Développer un modèle économique permettant l'acquisition d'un statut de puissance, à travers trois choix complémentaires : le libéralisme pour développer les échanges et assurer le développement d'une économie tertiaire (financiarisation), le développement de l'atout du Détroit de Malacca par la création d'infrastructures portuaires, et surtout une politique d'éducation développée pour une montée en compétence de la population fournissant à terme des capacités de haute valeur ajoutée.

²²³ MAJ Alex Phua Thong Teck, *what are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, op. cit.

La modélisation de la Grande Stratégie ainsi développée s'exprime comme suit :



➤ Manifestations de la Grande Stratégie :

En application directe de ces éléments stratégiques et doctrinaux, la maximisation des intérêts et la garantie de survie et d'indépendance de Singapour s'incarne dans l'achèvement sans heurt de la décolonisation, permettant par la suite -en l'absence de menace avérée- une hausse continue du niveau de vie et un développement économique, fondements de la puissance à venir. Dans le même temps l'activisme diplomatique permet une diversification des alliances et une première exposition sur la scène internationale, avec la création de l'ASEAN en 1967 évoluant en coordination militaire dès 1971 avec le *Five power defence agreement*²²⁴. Les objectifs initiaux sont de ce fait atteints avec une

²²⁴ Thanat Khoman, "ASEAN conception and evolution", ASEAN, asean.org, 2021 (publication originelle 1992), <https://asean.org/about-asean/the-founding-of-asean/asean-conception-and-evolution-by-thanat-khoman/>.

indépendance garantie et une puissance en développement, preuves du succès de la Grande Stratégie.

• **La consolidation : développer les moyens de la puissance (1980-2000)**

➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

L'évolution positive de la stabilité régionale, avec la fin de la menace sur l'indépendance et le développement des organisations locales (ASEAN) permet une diminution nette de l'intensité du Dilemme de Sécurité rencontré. L'impératif de survie toujours présent, et qui le sera de manière pérenne puisque Singapour assure seul sa défense est atténué au fil du développement capacitaire et économique. Emerge donc une phase inverse de Grande Stratégie que celle initialement envisagée dans la grille de lecture, à savoir qu'une diminution de la menace (et non-pas seulement une aggravation) entraîne une évolution de la posture de Grande Stratégie pour une maximisation des intérêts par d'autres moyens ou du moins par leur adaptation. La caractérisation du dilemme rencontré à cette époque est par conséquent une menace de survie d'intensité modérée.

➤ Pensée stratégique et production doctrinale :

Conformément à la nature de continuité de la pensée stratégique singapourienne la vision doctrinale et de Grande Stratégie exprimée réside dans une poursuite du modèle doctrinal et de son adaptation aux nouvelles opportunités de puissance qui émergent.

Il s'agit avant tout de poursuivre le développement de la puissance selon trois axes :

- Une armée nationale suffisante en autonome : développant des capacités de projection préemptives limitées à l'étranger proche de Singapour pour étendre son éventail de défense et réponse au plan militaire. Au plan doctrinal, un changement de la communication est opéré pour introduire en addition au « poisonous shrimp », une nouveauté doctrinale qu'est le « porcupine »²²⁵. Conformément à

²²⁵ Pak Shun Ng, *From 'poisonous shrimp' to 'porcupine': an analysis of singapore's defence posture change in the early 1980s*, op. cit., pp. 35-40.

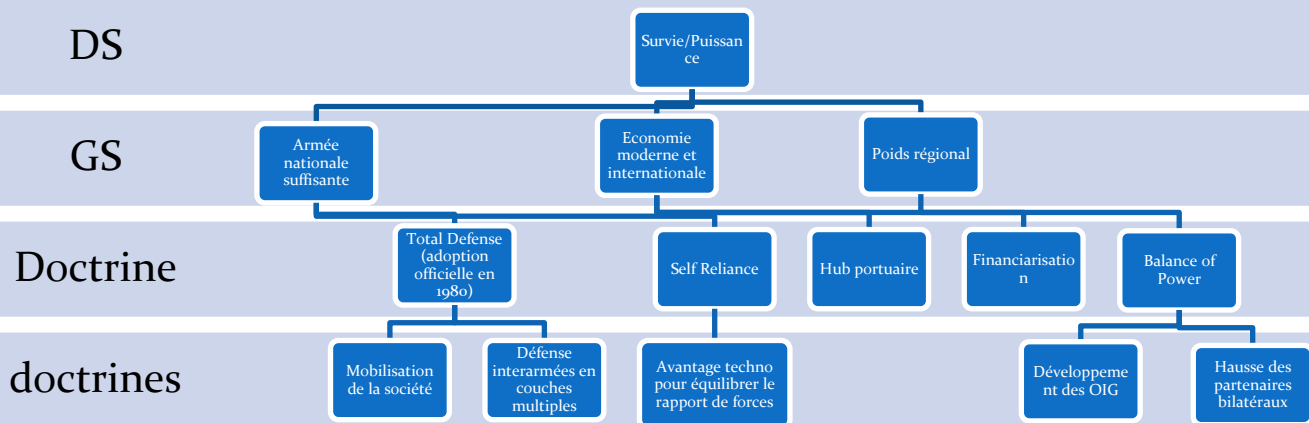
l'acquisition d'une nouvelle génération de forces (2G SAF), le gouvernement démontre ainsi ses nouvelles capacités militaires et l'atteinte d'une maturité technique et opérationnelle ouvrant de nouveaux champs de la puissance.

- Une économie moderne et développée : nouvelle étape de la puissance par la mise en œuvre du hub portuaire mondial et la financiarisation poussée ainsi que l'acquisition des premiers développements de haute technologie.
- L'acquisition d'un poids diplomatique régional certain, en approfondissant l'intégration régionale et en multipliant les partenariats bilatéraux permettant l'essor économique et le renforcement du statu quo.

➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

Il s'agit de la première évolution de la Grande Stratégie nationale, qui tout en conservant les trois éléments primordiaux de la cohésion nationale, de la sécurité autonome et de la puissance économique, vient faire évoluer ses modalités doctrinales et capacitaires. En ce qui concerne la défense, les éléments fondamentaux de *Total defense et Self-reliance* sont maintenus et approfondis par une nouvelle strate opérationnelle, le « porcupine » reposant sur une défense interarmées multicouche à même de dévoiler une capacité de projection à l'étranger proche. L'économie pour sa part reste inchangée dans ses modalités, et connaît simplement un approfondissement notamment dans le développement de la place boursière. Une emphase est à l'inverse constatée concernant les actions diplomatiques avec un renforcement des initiatives de tout bord dans une logique doctrinale de *Balance of Power*, posture officiellement adoptée durant les années 1990.

La modélisation de la Grande Stratégie ayant ainsi évoluée est exprimée dans le schéma suivant :



➤ Manifestations de la GS :

Bien plus que les évolutions doctrinales, se sont dans les manifestations concrètes de la Grande Stratégie que l'évolution est la plus perceptible dans l'adaptation à une intensité de menaces plus faible et à un développement des moyens de la puissance.

Ainsi, est constatée une hausse majeure des capacités militaires notamment dans leur employabilité et l'acquisition de de moyens pour des domaines jusqu'ici déficitaires, permettant un basculement dans une véritable capacité interarmées.

Au plan économique, le pays entre dans une croissance spectaculaire, avec le PIB qui est plus que quadruplé en vingt ans²²⁶, Singapour s'impose alors en tant que place boursière mondiale et principal hub régional du commerce maritime. La crise économique asiatique

²²⁶ Perspective Monde, « Evolution du PIB de Singapour : dollars US constant », perspective.usherbrooke.ca, 2021, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GD.P.MKTP.KD&codePays=SGP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=SGP&optionsDetPeriodes=avecNomP>.

de 1993 ne remettant pas cette dynamique en cause, preuve de la résilience du système mis en œuvre.

Au plan diplomatique la visibilité de Singapour est largement développée et ses partenariats renforcés : extension de l'ASEAN (+3) en 1997, création du *forum of small states* à l'ONU (1992), accord cadre de coopération de sécurité et de défense avec les USA (1990), alliance avec l'Inde dès que modification de l'orientation de la politique étrangère de ce pays (1992), etc. Un véritable statut de représentant des petites puissances et de pôle diplomatique régional est ainsi progressivement acquis.

L'on assiste par conséquent à un succès complet de la Grande Stratégie, qui réussit à développer les moyens de la puissance sur les trois domaines où des objectifs avaient été fixés : passage à une économie occidentale à fort niveau de vie, armée consolidée et modernisée, augmentation du poids diplomatique régional et international et développement de partenariats de sécurité, tout en réduisant progressivement l'intensité du dilemme sécuritaire pesant sur sa survie.

- **L'exploitation ou l'acquisition d'un statut de puissance : 2000-2010**

- Le Dilemme de Sécurité rencontré :

L'impératif de survie refait surface par une montée de l'intensité mais sous une logique particulière du risque interne du fait de la montée mondiale des menaces terroristes et du séparatisme religieux, remettant au premier plan les objectifs de développement de la cohésion nationale.

En parallèle l'impératif de maximisation de la puissance est renforcé du fait de l'émergence du géant chinois et du développement de puissances voisines (Philippines, Vietnam), conduisant à une poursuite de la diversification diplomatique pour assurer la stabilité régionale ainsi qu'à la continuation du développement et de la diversification économique.

Bien que d'intensité modérée, le Dilemme de Sécurité ainsi rencontré implique une nouvelle adaptation de la Grande Stratégie du fait d'une modification de l'intensité des menaces.

➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

Le pan doctrinal est ici inséré directement dans la définition de la Grande Stratégie de cette période, puisque celle-ci subit une vague d'institutionnalisation et d'officialisation au début des années 2000. De fait, au sein du document doctrinal fondamental « *Defending Singapore in the 21th century* »²²⁷ édité par le ministère de la défense, sont énoncés les trois piliers stratégiques de la cohésion nationale, du développement économique et de la défense autonome de haute technologie. La Grande Stratégie historique de l'île est également désormais officiellement présentée sous l'appellation **Deter or Defeat**.

La deterrence ainsi constituée s'exprime dans la vision stratégique particulière de Singapour qui considère que participent à la dissuasion l'ensemble des facteurs de puissance : défense, diplomatie (*balance of power*), économie... Il s'agit donc d'une poussée au niveau grand stratégique du concept structurant de *Total Defense*. Cette vision globale de la deterrence étant complétée avec la dimension particulière de la réponse en cas de guerre (**Defeat**) qui pour sa part s'incarne dans une mobilisation de l'ensemble des forces disponibles (vision militaire de la *Total Defense*) et reposant avant tout sur les forces armées nationales agissant en autonomie (application historique du concept de *Self-Reliance*).

Les prescriptions doctrinales par domaines restent ainsi identiques à celles de la période 1980-2000 en s'insérant dans cette Doctrine globale du Deter or Defeat.

Deux domaines connaissent toutefois un approfondissement de leurs composantes doctrinales et champs d'action.

Le premier concerne la cohésion nationale qui se trouve réactualisée dans ses modalités pour faire face aux menaces globales (terrorisme, intégrisme religieux, communautarisme). Il s'agit de retourner aux sources de l'effort entrepris lors de

²²⁷ Dr. Tony Tan Keng Yam (Ministre de la défense de Singapour), *Defending Singapore in the 21th century*, Ministère de la défense de Singapour, 2000, 78pages.

l'indépendance en appliquant une seconde vague de mesures renforçant l'attractivité par le niveau de vie, et consolidant la stabilité par une nouvelle politique d'éducation.

Le second domaine concerne le volet militaire, avec une nouvelle évolution du discours sur les capacités des forces armées du fait du passage progressif à une nouvelle génération (3G SAF). L'ambition exprimée est synthétisée sous le concept de « dolphin », c'est-à-dire la capacité à désarmer l'adversaire par une offensive éclair par une armée intégrée et de haute technologie, cette « blitzkrieg technologique »²²⁸ étant permise par l'acquisition d'une armée moderne du type des grandes puissances occidentales. Une fois encore, par cette évolution doctrinale, Singapour exprime une rhétorique exprimant l'arrivée à maturité capacitaire (missiles guidés, infovalorisation, etc.)²²⁹.

➤ Manifestations de la GS :

De nouveau, les manifestations concrètes de cette évolution grande stratégique sont significatives et permettent d'exprimer le succès des ambitions initiales centrées sur l'acquisition d'un statut de puissance régionale fondé sur des capacités autonomes et ce malgré le caractère de petit-Etat.

De manière concrète trois pans sont particulièrement mis en exergue :

- Diplomatie :
 - Renforcement des initiatives multilatérales : Shangri La dialogue en 2002 ; extension de l'ASEAN avec l'*East Asia Summit* créé en 2005 et intégrant les Etats-Unis depuis 2010²³⁰
 - Développement de la réflexion stratégique et usage de think-tank comme relais de puissance et vecteur d'influence et de *soft power*

²²⁸ MAJ Bernard Tay, *Is the SAF's Defence Posture Still Relevant as the Nature of Warfare Continues to Evolve?*, SAF's defense journal, vol.42 n°2, 2020, pp.25-32.

²²⁹ MINDEF Singapore, « 3G SAF », mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf>.

²³⁰ ASEAN, « Political-security community », asean.org, 2021, <https://asean.org/our-communities/asean-political-security-community/>.

- Extension des partenariats de défense : mise en œuvre en 2004 de l'ASEAN *security community plan* concrétisé en 2010 par la définition des cinq piliers de la sécurité (sécurité maritime, assistance humanitaire, maintien de la paix, contre-terrorisme, médecine militaire), et en 2011 avec une collaboration des industries de défense
- Au plan militaire : passage à une armée modernisée sur le modèle de celles des grandes puissances :
 - Acquisitions dans les secteurs déficitaires : frappes de précision, avionique de nouvelle génération
 - Numérisation des forces, robotisation et mise en œuvre d'une défense intégrée
 - Passage à une guerre en réseaux : *Network Centric Warfare* dès 2012 et doctrine *Multi-Domain Operations* depuis 2019 pour une mise en œuvre à horizon 2030.
- Au plan économique :
 - Passage au rang de second hub portuaire mondial
 - Puissance parmi les leaders de la robotique et de l'Intelligence Artificielle
 - Hausse rapide et continue de la croissance du PIB (doublé entre 2000 et 2010)

Les trois phases historiques de la grande Stratégie de Singapour démontrent une pensée stratégique pertinente, complète, et surtout continue, permettant une conception doctrinale précoce et détaillée. Le succès continu des options stratégiques prises, aura permis de résoudre la menace fondamentale sur la survie en garantissant l'indépendance et le développement des capacités jusqu'à l'acquisition d'un statut de puissance régionale. L'étude de la Grande Stratégie contemporaine qu'il appartient désormais de conduire, repose par conséquent sur un socle fourni créateur d'une culture stratégique étoffé aux influences durables.

2.3. LA GRANDE STRATEGIE D'UNE PETITE PUISSANCE : SINGAPOUR AUJOURD'HUI, UN LEADERSHIP REGIONAL (2010-2030)

Le cas d'étude de Singapour permet de livrer une vision complète de la pensée stratégique, avec une réflexion entamée et mise en pratique dès l'indépendance. La continuité dont l'orientation générale a fait preuve démontre tant sa pertinence, que l'effet positif d'une Grande Stratégie dans la capacité d'un petit-Etat à développer sa puissance. Il s'agit à présent de s'attacher à l'aboutissement de ce processus par la caractérisation précise de la Doctrine et la Grande Stratégie contemporaine de Singapour. Auparavant un détour par la définition précise de la culture stratégique de Singapour s'impose, tant sa densité conceptuelle est structurante dans la compréhension de l'action de politique étrangère moderne du pays.

2.3.1. La culture stratégique de Singapour et son influence

La conduite de l'étude historique de la pensée stratégique de Singapour dénote par la profondeur de sa réflexion et la densité de sa production conceptuelle. Le pays rentre ainsi dans le cadre d'une grande puissance qui définit à chaque changement d'époque les menaces anticipées, les objectifs stratégiques et la structure doctrinale et conceptuelle pour y répondre, tout en conservant l'orientation générale historique. C'est donc la pertinence et la complétude très précoce de la vision stratégique de Singapour qui lui a permis de maintenir un cap historique n'entraînant que des modifications particulières et approfondissements en fonction de l'apparition de nouvelles menaces ou d'un changement d'intensité dans les menaces historiques. Par voie de conséquences, le socle théorique fondamental et originel, c'est-à-dire la culture stratégique du pays, est à la base de tout développement grand stratégique ultérieur. Il apparaît donc primordial d'en caractériser les contours précis, synthèse des évolutions doctrinales historiques.

Conformément aux hypothèses initiales, l'étude historique aura démontré une pensée stratégique marquée par sa continuité et sa précocité (dès l'indépendance) et ce du fait d'une aide et inspiration d'autres petits-Etats ayant dû faire face aux mêmes impératifs

sécuritaires. L'aide d'Israël aura alors influencé le choix d'une Grande Stratégie autonome centrée sur deux concepts complémentaires : *Total Defense* et *Self-Reliance*.

Ce socle fondamental a permis d'orienter l'action interne et internationale de Singapour vers un développement de toutes les composantes comme un apport pour la sécurité, et en devant impérativement produire en autonome les moyens de sa survie. Trois domaines stratégiques pérennes caractérisent ainsi l'action stratégique de Singapour :

- La cohésion nationale : par la création d'une identité commune à partir de la multiculturalité, la fondation d'un mode de vie attractif, et l'invention d'un sentiment national.
- L'indépendance militaire : par la création d'une armée nationale complète et pouvant assurer la défense de l'île seule. Les différentes évolutions historiques, permettant au fil de l'acquisition des capacités et compétences opérationnelles, définissant un modèle cumulatif en trois éléments : une défense urbaine intégrée produisant des coûts prohibitifs à l'adversaire (dissuasion conventionnelle), une offensive à l'étranger proche pour perturber l'action adverse, et enfin dans le dernier stade des capacités techniques nationales une offensive-éclair préemptive fondée sur la supériorité technologique pour désarmer l'adversaire.
- La puissance par l'économie : en développant l'atout du carrefour commercial par la fondation d'un hub portuaire mondial, et l'investissement dans une politique d'éducation à même de se placer sur les secteurs à haute valeur ajoutée (finance, technologie, etc.).

Le tout renforcé par un activisme diplomatique utilisé comme un appui à la sécurité par le renforcement de la stabilité régionale, et la multiplication des partenariats bilatéraux.

Émerge ainsi un socle cohérent et complet de pensée stratégique, qui s'institutionnalise progressivement pour la fondation d'une Doctrine officielle claire et durable. La *Total Defense* devient ainsi un marqueur affirmé de la vision internationale et stratégique de

Singapour²³¹, qui développe et diffuse directement sa Grande Stratégie selon une logique de sécurité interne mais également de projection de puissance avec un rayonnement régional voire mondial (finance, flux maritimes). Toute conceptualisation stratégique moderne de Singapour repose sur cette base, qui déploie non-pas seulement une influence mais bien un présupposé dans la fondation des doctrines actuelles et à venir.

2.3.2. Le dilemme de sécurité contemporain : une continuité dans la maximisation des intérêts et l'impératif de survie

La culture stratégique et sa cardinalité étant définies, il s'agit à présent d'entrer dans le vif du sujet avec la caractérisation de la Grande Stratégie contemporaine de Singapour. La vision complète de celle-ci impliquant trois moments que sont le Dilemme de Sécurité, la Doctrine, et la Grande Stratégie formulée, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation du premier d'entre eux.

En application fidèle de la grille de lecture, cette caractérisation du Dilemme de Sécurité contemporain reposera sur cinq moments : le contexte, la posture géopolitique de l'acteur, les faits/éléments déclencheurs, leur interprétation par l'acteur et l'intensité ressentie, et enfin la modélisation du dilemme rencontré.

- **Contexte**

Le Dilemme de sécurité de Singapour est aisé à caractériser puisqu'il fait preuve lui-aussi de continuité depuis la création de l'Etat, avec une poursuite des menaces historiques pesant sur la survie et l'indépendance malgré une progressive atténuation à mesure que le pays gagne en capacités opérationnelles et en puissance économique. Cette relative continuité permet ainsi à la Grande Stratégie de Singapour d'entrer dans une nouvelle

²³¹ MINDEF Singapore, "Total Defense", mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>.

phase qu'est la maximisation de la puissance acquise en développant les forces nationales pour assurer un gain continu de puissance.

Par ce biais, Singapour entre ainsi dans la conception stratégique classique des grandes puissances dans les relations internationales, avec une sécurité relative par la puissance autonome permettant d'adapter les moyens à l'évolution des menaces et aux nouveaux intérêts émergents tout en approfondissant les leviers historiques de puissance pour assurer un gain continu (ou du moins maintenir leur niveau). Le contexte même du Dilemme de Sécurité contemporain de Singapour offre ainsi un marqueur du succès historique de sa Grande Stratégie par la sortie de sa condition de petite puissance quand bien même il en conserve les caractéristiques physiques.

• **Posture géopolitique et définition de la menace**

La nouvelles vision doctrinale et stratégique de Singapour s'inscrit à la fois dans l'ambition d'un nouveau saut capacitaire en particulier au plan des forces armées avec une capacité d'intégration multidomaines²³², et surtout la réponse à l'accroissement des menaces régionales et globales. Face à cette montée chronique des tensions Singapour voit peser une remise en cause de ses éléments fondamentaux d'indépendance et de puissance²³³, que sont la cohésion nationale, la préservation de la paix, et la libre action économique. Ainsi, il s'agit d'assurer la souveraineté et la qualité de vie dans le pays à travers trois domaines concomitants :

- La cohésion nationale qui doit lutter contre le séparatisme et les dérives religieuses et ethniques.
- Les menaces globales exprimées notamment dans le terrorisme et la piraterie dans le détroit de Malacca, remettant en cause la liberté des flux et donc menaçant le volet économique.

²³² MINDEF Singapore, « 3G SAF », [mindef.gov.sg](https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf), 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf>.

²³³ MAJ Alex Phua Thong Teck, *what are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, op. cit.

- Les menaces de déstabilisation régionale : Corée du Nord, Chine, conflits de souveraineté sur les îles et contestations de ZEE, qui entraînent un risque important d'escalade pouvant conduire à un conflit de haute intensité.

Par conséquent, bien que des faits précis à l'origine de ce Dilemme de Sécurité ne soient pas caractérisés puisque s'exprimant à travers une hausse générale des tensions et un état de menaces latentes (terrorisme, différends territoriaux, retour des préoccupations par la conduite de conflits de haute intensité...), l'apparition de ces nouvelles préoccupations et l'augmentation de l'intensité du dilemme qu'elles impliquent conduisent Singapour à la définition d'un nouveau socle doctrinal entraînant une évolution de la Grande Stratégie.

• **Interprétations du Dilemme de sécurité**

La caractérisation d'un Dilemme de Sécurité, et donc de la réponse stratégique à apporter, dépend ainsi que nous l'avons défini précédemment de l'interprétation des faits que l'acteur réalise dans les relations internationales. En effet même les actions les plus graves si elles sont ignorées n'entraînent pas de prise en compte stratégique. Deux éléments sont alors à prendre en compte :

- Selon la vision de l'Etat : malgré des atténuations possibles, le Dilemme de Sécurité originel demeure depuis la création de Singapour puisque la garantie de survie et de puissance n'est que nationale, et repose donc sur le maintien de la puissance et des capacités de défense. Ainsi, malgré des manifestations diverses à travers les époques, il oblige à une Grande Stratégie constante afin d'assurer l'augmentation de la puissance et la capacité de dissuasion globale. L'apparition de nouvelles menaces globales et régionales contribue par conséquent à réactiver ces mécanismes par une augmentation de l'intensité du dilemme rencontré et l'obligation d'apporter de nouvelles réponses stratégiques.
- Intensité : modérée. L'impératif de survie est toujours présent et l'acteur fait face à un ensemble de menaces avérées (contestations en mer de Chine, tensions Etats-Unis/Chine et Japon/Chine, problème coréen, etc.), toutefois ceci entraîne peu d'impact direct et est contrebalancé par une posture

économique et diplomatique favorisant l'apaisement par le développement de communautés d'intérêts.

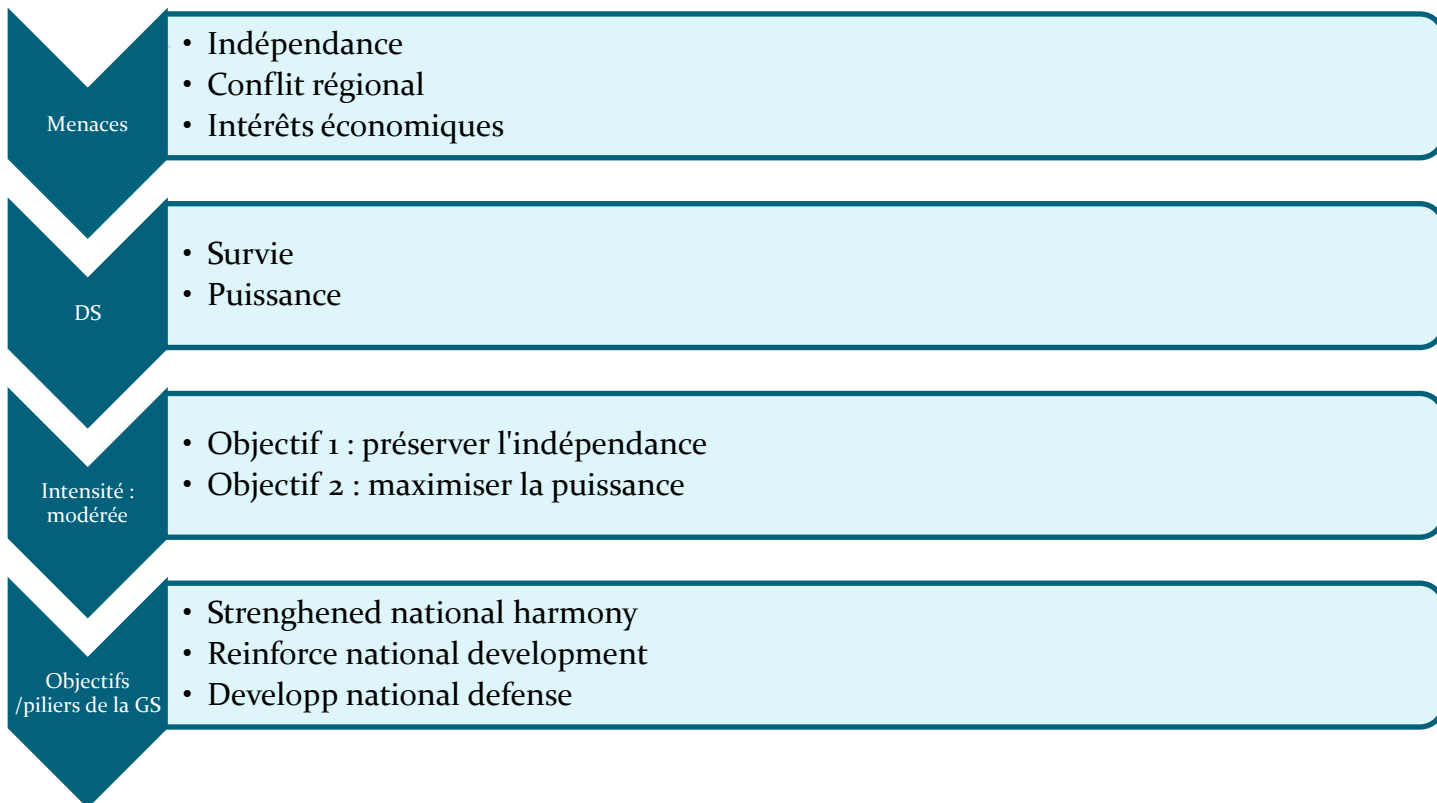
- **Modélisation**

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments, depuis le contexte jusqu'à l'interprétation, permettent de fournir une vision claire du Dilemme de Sécurité contemporain rencontré par Singapour.

Les menaces globales sur la stabilité de l'ordre mondial fondé sur le droit et le libéralisme, ainsi que la perspective d'une guerre majeure redevenue possible, entraînent une élévation de l'intensité du Dilemme de Sécurité historique, qui couplé à un nouveau saut capacitaire impliquent de nouvelles actions stratégiques concrètes de Singapour. L'intensité des menaces demeure toutefois modérée du fait de leur caractère indirect, d'une posture sécuritaire nationale forte, et d'une intégration diplomatique dense (ASEAN, partenariats de défense avec des grandes puissances : Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Australie, etc.). Par conséquent plutôt qu'un tournant, la vision stratégique singapourienne constate une nouvelle adaptation de sa logique doctrinale historique conservant les deux objectifs fondamentaux de survie et de maximisation de la puissance par le biais des trois domaines traditionnels du développement national (économie), du renforcement de la cohésion nationale, et de l'accroissement des capacités militaires.

Une approche synthétique et à visée comparative avec les autres cas d'étude de ce Dilemme de Sécurité complet est formulée dans le schéma suivant :

Schéma n°23: le Dilemme de Sécurité contemporain de Singapour



2.3.3. Doctrine et Grande Stratégie contemporaine de Singapour : étude détaillée

Puisque la menace a été caractérisée ainsi que ses conséquences stratégiques premières que sont la mise en œuvre d'un processus de conception doctrinale et la formulation d'objectifs sécuritaires généraux, il s'agit à présent de s'intéresser au cœur de la pensée stratégique singapourienne contemporaine au travers de la caractérisation de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

La définition de la Grande Stratégie intervient alors en rembobinant le fil de la production stratégique, il s'agit par l'étude des éléments concrets de la Doctrine de pouvoir déterminer les intentions générales de la cellule de décision et ainsi la vision du pays sur son action future dans les relations internationales pour endiguer les menaces auxquelles

il est confronté. Bien que dans le cas de Singapour la frontière soit moins nette puisque la continuité de la pensée stratégique depuis l'indépendance conduit à une imbrication de fait entre Doctrine et Grande Stratégie. Par conséquent, une fois n'est pas coutume, nous nous bornerons dans la Doctrine à ne décrire que les mutations nettes qui ont été rencontrées, la caractérisation d'ensemble mêlant culture stratégique et innovation doctrinale étant pour sa part réservée à l'étude qui suivra concernant la définition de la Grande Stratégie contemporaine de Singapour.

• **La Doctrine de Singapour : l'horizon 2030**

A. Revue de la littérature spécifique

A l'inverse du cas d'étude du Luxembourg, les sources doctrinales principales de Singapour ne procèdent pas d'une succession de documents de travail et de publications officielles linéaires, mais bien d'un croisement de sources. De fait, le caractère précoce et incarnée de la pensée stratégique (des années 1960 aux années 1990 par le fondateur Lee Kuan Yew), ainsi que l'officialisation rapide et la diffusion explicite de la Doctrine, conduisent à diverses couches successives de création et formulation des concepts. A ce titre, l'on distingue quatre types de littérature spécifique dont le syncrétisme permet de caractériser la Doctrine de Singapour :

- Les écrits du fondateur et dirigeant historique Lee Kuan Yew, dont les plus emblématiques sont : Lee Kuan Yew, *From the third world to first: Singapore and the Asian economic boom*, HarperCollins, 2000, 768pages ; Lee Kuan Yew, *Hard Truths To Keep Singapore Going*, Singapour Press, 2019, 377pages.
- Les publications des sites officiels, qui dédient une page à chaque concept et transformation d'ampleur. C'est notamment le cas en matière de défense

avec la présentation des nouvelles capacités et ambitions (3G SAF), mais également concernant le détail des concepts doctrinaux²³⁴.

- Le document cadre de 2000 « *Defending Singapore in the 21st century* », pivot de l'institutionnalisation de la Grande Stratégie du pays, en détaillant les ressorts de la Total-Defense, l'ensemble des concepts affiliés, et surtout en exprimant la synthèse des objectifs stratégiques historiques que sont la cohésion nationale, la défense autonome, et la puissance par l'économie.
- Les publications des officiers et ministres singapouriens : qui sont régulières et permettent de diffuser et expliciter les nouveaux concepts doctrinaux ou bien la Grande Stratégie nationale. Bien que trop nombreuses pour être toutes citées, ces publications sont un relais direct de la pensée stratégique singapourienne et constituent donc par ricochet des pièces de doctrine²³⁵.

B. La Doctrine contemporaine : revue des évolutions récentes

Les marqueurs les plus importants de l'évolution doctrinale de Singapour, sont dans la période récente à retrouver dans un double phénomène ayant trait à la conceptualisation militaire. En effet, ainsi que nous le verrons par la suite, les concepts structurants de

²³⁴ Cf. notamment le concept précédemment cité de Total Defense : MINDEF Singapore, "Total Defense", mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>.

²³⁵ Les plus emblématiques étant à titre d'exemple : MAJ Alex Phua Thong Teck, *What are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, Ministère de la défense de Singapour, 2019, 24pages ; Pak Shun Ng, *From 'poisonous shrimp' to 'porcupine': an analysis of singapore's defence posture change in the early 1980s*, National Library of Australia, 2005, 66pages ; MAJ Bernard Tay, *Is the SAF's Defence Posture Still Relevant as the Nature of Warfare Continues to Evolve?*, SAF's defense journal, vol.42 n°2, 2020, 44pages.

l'action armée comme la défense intégrée (poisonous shrimp) ou la projection de puissance et de sécurité à l'étranger proche (porcupine) acquièrent progressivement un statut grand stratégique, pour être formulés dans les discours généraux sur la puissance du pays et acquérir ainsi une portée globale²³⁶. Conformément à la logique de *Total Defense*, il ne faut pas interpréter ce mouvement comme une militarisation du discours stratégique, mais bien plutôt comme la poursuite de l'effort de rationalisation de 2000 en usant de concepts maîtrisés pour décrire l'ambition stratégique globale du pays.

Le second marqueur issu de la conceptualisation militaire est encore plus significatif et entraîne une évolution de la doctrine du fait de l'atteinte d'une nouvelle étape de la maturité capacitaire (3G SAF)²³⁷ avec une force complète, à maturité technologique, et qui peut de ce fait adopter le modèle doctrinal et opérationnel des grandes puissances en entrant notamment dans la mise en œuvre à l'instar des Etats-Unis, de forces multidomaines à horizon 2030²³⁸. Cette capacité nouvelle, conduisant à un stade doctrinal supérieur provient de l'exploitation des marqueurs historiques de la puissance militaire de Singapour à savoir la technologie comme multiplicateur de force et garantie de la victoire en comblant le déficit numérique²³⁹, et surtout la possibilité d'une telle capacité

²³⁶ MAJ Alex Phua Thong Teck, *What are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, op. cit.

²³⁷ Une modélisation des évolutions introduites par la doctrine de la 3G SAF à horizon 2030 est à retrouver en annexe n°6 p.667.

²³⁸ Samuel Chan, « Developing Singapore's next-generation military », eastasiaforum.org, 2 janvier 2021, <https://www.eastasiaforum.org/2021/01/02/developing-singapores-next-generation-military/>. : c'est-à-dire capables de réaliser des opérations interarmées systématiques liant les feux offensifs et défensifs et permettant la connexion de l'ensemble des forces sur une zone d'opérations. L'atteinte d'une telle capacité, fait donc de Singapour une puissance militaire, puisque bien qu'ayant des volumes de forces limités ils développeront le même niveau technologique et les mêmes capacités opérationnelles que leurs équivalents des plus grandes puissances (Etats-Unis, France, etc.).

²³⁹ "Moreover, both Israel and Singapore place a great deal of importance on advanced military technologies for national defense. In both countries, technology is viewed to be a critical force multiplier when it comes

par la construction d'une BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense) nationale autonome et de haute technologie²⁴⁰.

Ce n'est qu'avec le développement de ce nouveau stade capacitaire que peut-être mis en œuvre réellement la capacité de projection de la puissance pour désarmer l'adversaire, c'est-à-dire le concept de « dolphin » au plan militaire²⁴¹. De ce fait, une nouvelle phase doctrinale générale est nécessaire, qui vient une fois encore actualiser les concepts structurant de *Total Defense* et *Self-Reliance*, avec l'idée d'une maturité capacitaire permettant désormais une structure plus agile, et plus tournée vers la diffusion de la puissance que la seule défense interne. L'institutionnalisation doctrinale résume alors cette position générale sous le terme de *Comprehensive Security Approach*, sorte de *Total Defense 2.0*²⁴². Concept à l'origine utilisé dans le cas de la lutte contre le terrorisme pour caractériser une approche globale dépassant le seul cadre militaire, la terminologie a ensuite été reprise régulièrement dans le discours singapourien et ce jusqu'aux autres domaines de la sécurité comme la cyberdéfense²⁴³, pour désigner une approche globale de la défense nationale, multidomaines mais surtout multi-objectifs (de la sécurité primaire jusqu'à la stabilité régionale en passant par la projection et le développement de la puissance économique). Le terme apparaît ainsi comme un moyen pertinent pour synthétiser La Doctrine singapourienne. Bien que les principales innovations soient militaires, les domaines historiques de réalisation demeurent avec les quatre piliers de la diplomatie, de l'économie, de la culture, et de la défense, le tout afin de répondre aux

to national security and defense" : Richard A. Bitzinger (2021): *Military-technological innovation in, small states: The cases of Israel and Singapore*, op. cit., p.8.

²⁴⁰ Ibid. p.15.

²⁴¹ This 3 G transformation was part of the SAF's adoption of a high-tech defensive posture and strategy dubbed the "smart dolphin" – an agile and maneuverable force, enabled by "intelligentization" and networking, able to move quickly away from danger but also able to protect itself with decisive": Ibid. p.14.

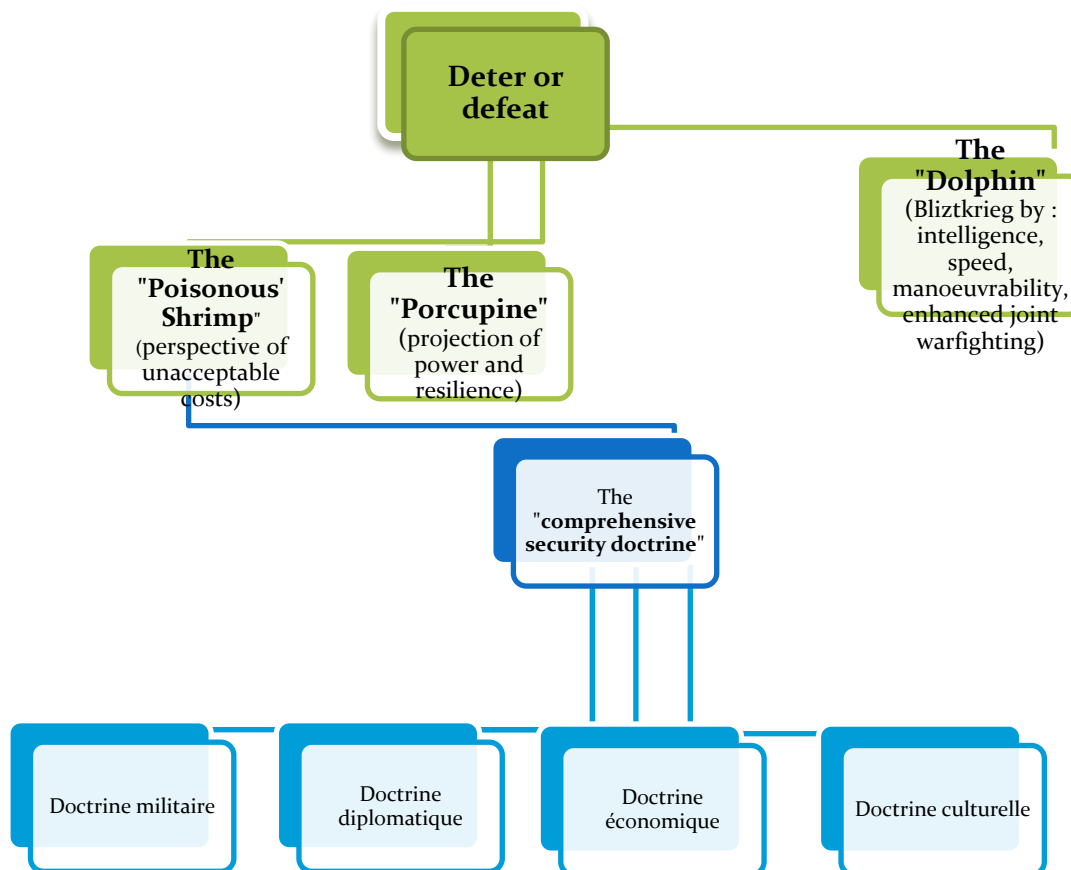
²⁴² Syed Aljunied, *Managing global threats in Singapore: national security and strategic renewal*, University of Western Australia, 2018, pp. 52-61.

²⁴³ Cybersecurity agency of Singapore, *Singapore's cybersecurity strategy*, Ministry of defense, 2016, 48pages.

trois objectifs permanents de l'action stratégique de Singapour que sont la survie (militaire), la puissance (diplomatique, économique) et la cohésion nationale (culturelle).

De manière synthétique, La Doctrine contemporaine de Singapour s'incarne par conséquent selon le schéma suivant, prenant en compte l'institutionnalisation grand stratégique des concepts militaires traditionnels, et l'adoption d'un nouveau référentiel doctrinal général par la *comprehensive security doctrine* fruit d'une nouvelle maturité capacitaire imposant une structure plus agile pour guider les quatre domaines d'action historiques du pays.

Schéma n°24 : La Doctrine contemporaine de Singapour

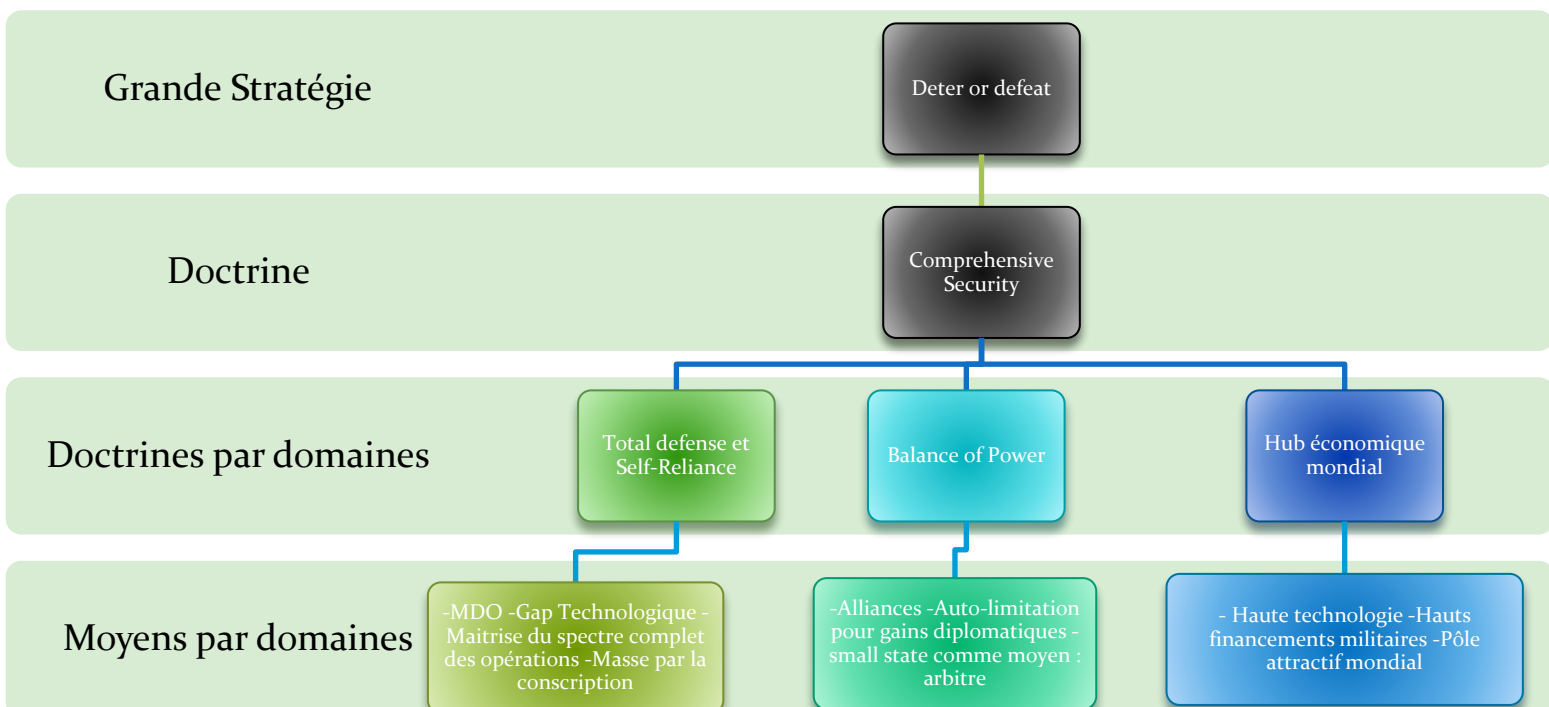


• **La Grande Stratégie du Singapour : sanctuarisation d'une continuité stratégique**

A la lecture du détail des évolutions doctrinales contemporaines, sans surprise la Grande Stratégie de Singapour dénote par sa continuité à travers une formalisation conceptuelle des principes développés depuis 1965. Ainsi la Grande Stratégie s'exprime avant tout au travers de l'approfondissement du concept établi en 2000 du **Deter or Defeat** qui prenant en compte la maturité nouvelle des capacités militaires, peut développer un ensemble de concepts doctrinaux d'emploi et donc affiner les déclinaisons par domaines. La *comprehensive security doctrine* précédemment définie exprime ainsi concrètement les objectifs stratégiques historiques de la sécurité par la dissuasion et la projection permanente de la puissance diplomatique et économique. Les implications par domaines correspondent ainsi aux trois volets historiques de la puissance, entre capacité de défense autonome et intégrée (*Total Defense*), stabilité régionale par une doctrine du *Balance of power*, et le développement de la puissance économique par le biais du hub portuaire et financier mondial.

Cette vision intégrée de la sécurité et de l'action de politique étrangère, plus qu'une évolution nette ou une création, permet en réalité de sanctuariser et clarifier la pensée stratégique à l'œuvre depuis 1965 en verbalisant les concepts et idées directrices. La Grande Stratégie contemporaine de Singapour, bien qu'introduisant de nouveaux procédés, est en réalité l'expression de la continuité sous un format plus affirmé.

Ainsi de manière synthétique cette Grande Stratégie et ses déclinaisons s'incarnent comme suit :



2.3.4. Doctrine et Grande Stratégie de Singapour : synthèse comparative selon la grille de lecture

La caractérisation théorique de la Grande Stratégie de Singapour arrive à échéance puisqu'ont désormais été définies la culture stratégique de l'Etat en exploitation de l'analyse historique conduite concernant les dilemmes de sécurités et grandes stratégies passées, ainsi et surtout qu'ont été caractérisés le Dilemme de Sécurité contemporain, la Doctrine, et la Grande Stratégie. Il convient désormais de retrouver la grille d'analyse et l'ambition comparative de ce travail afin de réaliser la modélisation synthétique de la Doctrine et de la Grande Stratégie de Singapour. Une fois cette étape réalisée, pourra être formulé le bilan théorique de ce cas d'étude ainsi que la caractérisation des besoins d'étude pratique qui en découlent, éléments déterminants dans l'optique de l'analyse générale et des leçons de la thèse qui seront tirées dans le dernier moment de la thèse. Revenons-en toutefois pour le moment à la modélisation à visée comparative de la pensée stratégique contemporaine de Singapour, en livrant successivement l'étalon de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

• La doctrine

➤ Sources :

Les types de sources ayant été évoqués précédemment, il s'agit ici de caractériser plus précisément les documents relatifs à la doctrine contemporaine dans le tableau ci-dessous :

Documents doctrinaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de la Défense et des affaires étrangères classés par rubriques : « 3G SAF » (https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf) ; « Defense policy & diplomacy » (https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/defence-policy-and-diplomacy); « Total Defense »
----------------------	---

	<p>https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Documents cadres : Cybersecurity agency of Singapore, <i>Singapore's cybersecurity strategy</i>, Ministry of defense, 2016, 48pages; Dr. Tony Tan Keng Yam (Ministre de la défense de Singapour), <i>Defending Singapore in the 21th century</i>, Ministère de la défense de Singapour, 2000, 78pages.
Témoignage des dirigeants	<p>Lee Kuan Yew: <i>Hard Truths To Keep Singapore Going</i> (2015)</p> <p>Lee Kuan Yew : <i>My Lifelong Challenge Singapore's Bilingual Journey Unknown Binding</i> (2011)</p> <p>Lee Kuan Yew : <i>From Third World to First: The Singapore Story - 1965-2000</i> (2000)</p>

➤ Concepts clés :

En sus des concepts présentés précédemment dans la modélisation générale de la Grande Stratégie et des concepts doctrinaux, il s'agit ici d'insister sur le volet militaire qui est particulièrement prolixe (formant d'ailleurs une part importante de l'apport des concepts des petites puissances à la généalogie stratégique et pouvant servir d'inspiration aux grandes puissances) en réalisant une synthèse conceptuelle.

La doctrine et les concepts militaires singapouriens s'incarnent de ce fait dans la déclinaison de la *Total Defense* et la *Self-Reliance* décrivant cinq domaines d'actions pratiques :

1. Total Defense :

L'objectif de ce concept est dès la création de l'Etat en 1965 de pouvoir lier tous les secteurs de la société pouvant concourir à la sécurité par la défense (technologie, recherche, forces armées) ou par la puissance (économie, social), etc. L'objectif

primordial étant de produire à la fois une dissuasion conventionnelle crédible et de fonder une résilience globale par la cohésion nationale et la conscription.

2. Self-Reliance :

Manifestation concrète de la *Total defense*, le concept de *Self-Reliance* fonde l'orientation stratégique élémentaire de Singapour qu'est la production de sécurité par soi-même. Cette inclinaison est bien plus qu'une rhétorique puisqu'elle conduit à développer l'ensemble des moyens de la puissance dans cette voie, avec deux directions complémentaires : la construction des moyens de la puissance par le développement de l'économie et l'acquisition de secteurs de haute technologie en particulier au plan militaire ; une consolidation de la puissance par la diplomatie permettant l'intégration régionale et la multiplication des liens bilatéraux avec les grandes puissances.

3. Implications pratiques de la mise en œuvre des deux concepts :

L'application de la *Self-Reliance* en tant que fil rouge de la doctrine conduit à développer très tôt cinq éléments de la puissance et de la production de sécurité :

- Haut niveau de dépenses militaires (priorité à la haute technologie) et maintenu dans la durée afin de combler rapidement le déficit capacitaire puis d'assurer la supériorité qualitative.
- Diplomatie d'appui à la sécurité : par la multiplication des partenariats de défense au plan opérationnel et industriel.
- Supériorité opérationnelle permise par une haute intégration des forces.
- Gap technique : au plan économique et militaire pour assurer un leadership et donc une sécurité régionale.
- Puissance économique pour renforcer l'indépendance et financer le système de défense fondé sur les dépenses élevées et le développement de haute technologie.

Une fois ces éléments clairement mis en exergue, le dynamisme doctrinal de Singapour n'est pas pour autant épuisé et se développe également au plan militaire selon les mêmes critères en intégrant les innovations opérationnelles et des capacités futures, le tout pour assurer une victoire rapide exploitant l'intégration des forces et l'avance technologique.

Ces éléments étant synthétisés dans le schéma suivant :



➤ Prescriptions pour chaque domaine :

La mise en œuvre de la Doctrine contemporaine s'incarne dans la poursuite des trois piliers qui ont assuré la maximisation des intérêts depuis 1965 : militaire, économique, diplomatique. Au plan militaire la prescription se concentre sur l'indépendance dans la mise en œuvre d'une défense intégrée (*Total Defense*) et autonome (*Self-Reliance*). Au plan diplomatique l'orientation est centrée sur une politique de *Balance of power*. Au plan économique l'ambition d'un développement constant pour assurer une économie riche est centrée sur la financiarisation et la fondation d'un hub économique mondial (hub portuaire notamment).

➤ Actions mises en œuvre :

- Au plan militaire : modernisation accélérée des forces (SAF 2030) et concrétisation progressive de la dynamique de numérisation par la souscription au modèle Multi-Domain Operations.

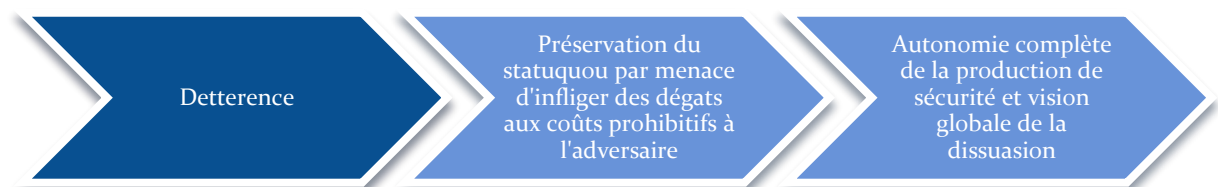
- Au plan diplomatique : multiplication des actions de médiation pour une influence mondiale celle entre la Corée du Nord et les Etats-Unis étant la plus emblématique, et développement des alliances et partenariats bilatéraux.
- Au plan économique : développement de secteurs de haute technologie, avec par exemple la création en 2011 du *future systems and technology directorate* et du conglomérat *Singapore technologies engineering*. Poursuite de la politique historique d'investissement dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

La Doctrine de Singapour est fondamentalement de seconde catégorie c'est-à-dire dissuasive. Elle entend en effet, préserver les acquis ou le statu quo en dissuadant l'adversaire d'agir sous peine de lui infliger des dommages prohibitifs aux vues des gains espérés, par une défense territoriale intégrée, l'interdépendance économique²⁴⁴, et une capacité à réaliser une offensive préemptive désarmant l'adversaire.

Toutefois, à l'inverse de ce qui a pu être défini concernant le cas du Luxembourg, il s'agit en l'espèce d'une doctrine de dissuasion classique mettant en exergue la sécurité et le pouvoir dissuasif par les seules capacités nationales. La particularité provient plutôt de la dimension globale de la dissuasion, qui ne repose pas sur une composante unique comme dans le cas du nucléaire, mais bien sur l'ensemble des domaines de la puissance, allant de l'interdépendance diplomatique aux forces armées, en passant par la puissance économique.

De manière schématique la Doctrine de Singapour selon la taxinomie de la Posen s'illustre comme suit :



²⁴⁴ Une interruption des flux sur le Déroit de Malacca, de même qu'une destruction de la place boursière singapourienne entrainerait une crise économique majeure.

- **La Grande stratégie**

Loin de réaliser une étude approfondie de chaque élément, en particulier en ce qui concerne les concepts clés, puisque cela a déjà été abondamment réalisé précédemment il s'agit ici de présenter une vision synthétique à visée comparative pour une exploitation dans la troisième partie de la thèse.

➤ Vision stratégique :

Impératif de survie toujours présent mais surtout poursuite d'une vision stratégique historique présente depuis l'indépendance par le développement de la puissance centrée autour de la Deterrence par le renforcement des capacités nationales.

➤ Champs d'action :

3 piliers historiques, complétés au besoin d'une composante interne de renforcement de la cohésion nationale :

- Militaire : défense autonome de haute technologie.
- Diplomatie : développement des structures multilatérales, neutralité géopolitique, multiples partenariats bilatéraux.
- Economie : mise en place d'une structure d'économie développée centrée sur la financiarisation, la technologie et les services à haute valeur ajoutée.

➤ Eléments/concepts clés :

Deter or defeat, comprehensive security approach, total defense, self-reliance, balance of power, hub économique, triptyque militaire devenu grand stratégique (“poisonous shrimp”, “porcupine”, “dolphin”).

➤ Coordination des domaines :

Grande Stratégie historique et permanente, rapidement formalisée et reposant sur une balance entre quatre domaines complémentaire : cohésion nationale, développement

économique, développement diplomatique, et développement militaire. Les évolutions doctrinales et de la pensée stratégique étant par conséquent des adaptations en fonction des différentes étapes d'évolution capacitaire et de la fluctuation de l'intensité des menaces.

2.4. LA GRANDE STRATEGIE DE SINGAPOUR : BILAN THEORIQUE

Désormais arrivés au bout de l'étude théorique de la Grande Stratégie de Singapour, il convient d'en fournir un bilan, tant pour compléter une nouvelle étape de réponse aux hypothèses initiales que pour définir le pont avec la partie suivante par la définition des éléments nécessitant une validation pratique.

- **Réponse aux hypothèses initiales et synthèse théorique**

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les déterminants doctrinaux ou stratégiques de Singapour, ce qui a été largement développé auparavant, mais plutôt de se concentrer sur les leçons qui peuvent en être tirées en ce qui concerne la réponse aux hypothèses initiales posées pour ce cas d'étude ainsi que de dégager les conclusions éventuelles concernant la grille d'analyse générale de la Grande Stratégie.

Le cas singapourien présente une lecture unique pour un petit-Etat dans la capacité qu'il a eu à transcender son caractère de petite puissance. De fait, si les marqueurs physiques demeurent et sont indépassables (taille, population), le dynamisme économique et militaire qui en font le premier pôle économique et la première puissance militaire de la région, conduisent à l'époque contemporaine à ne plus pouvoir considérer cet acteur comme une petite puissance absolue. Bien entendu, conformément au caractère conditionnel de la puissance définit dans la grille méthodologique, il demeure de nombreuses situations d'infériorité où Singapour retrouve un statut de petite puissance (face à la Chine et aux Etats-Unis notamment). Toutefois, dans ses critères généraux Singapour a transcendé son statut initial de petite puissance. Ceci permet par ailleurs de

confirmer a priori l'un des présupposés fondamentaux de la thèse, à savoir la capacité de la Grande Stratégie non-seulement à réduire le Dilemme de Sécurité (ce qui est le cas en l'espèce avec le règlement de la question de l'indépendance et de l'autonomie) mais également à développer la puissance d'un Etat sur le long terme.

Au-delà de cette rupture majeure avec les hypothèses initiales de ce cas d'étude, les autres présupposés sont confirmés et démontrent la continuité et la précocité de la réflexion stratégique singapourienne. Les concepts définis dès l'indépendance comme la *Total Defense* et la *Self-Reliance* demeurent les fondements de l'action de politique étrangère et sont simplement approfondis et adaptés au fil de l'évolution des menaces et des innovations techniques. Sur ce plan Singapour présente donc tous les attributs d'une grande puissance, qui vient définir une nouvelle Doctrine en fonction de l'actualisation des menaces mais sans dévier de sa culture stratégique dense et durable.

En somme, Singapour présente l'archétype de la capacité d'un petit-Etat à s'affranchir de son statut par la Grande Stratégie, c'est-à-dire par une réflexion stratégique pertinente et de long terme développant des moyens appropriés de la puissance permettant progressivement une autonomie et un rayonnement régional. Confirmation des hypothèses fondamentales de la thèse, ce cas d'espèce permet également de fournir des clés de lecture pour des Etats ayant suivis des trajectoires similaires comme par exemple Israël.

L'apport global de Singapour pour la grille d'analyse générale ayant été évoqué, il faut à présent traiter de la synthèse théorique de ce cas d'étude par la réponse aux hypothèses initiales. Pour ce faire, en application de la méthodologie construite pour ce travail de thèse nous avons recours au second des quatre tableaux de présentation de la Grande Stratégie d'une petite puissance, c'est-à-dire celui portant sur les caractéristiques théoriques de la Grande Stratégie de l'acteur.

Tableau conclusif des caractéristiques théoriques du cas d'étude de Singapour

Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Les éléments physiques de la petite puissance sont maintenus puisque la taille demeure inchangée de même que l'échelle de la population parmi les plus faibles au monde. Toutefois, du fait de l'acquisition d'une réelle autonomie sécuritaire et d'une puissance diplomatique, économique, et technologique, Singapour présente l'archétype d'un Etat ayant transcendé son statut de petite puissance par la Grande Stratégie. De manière globale, nous ne pouvons donc plus considérer Singapour comme une petite puissance, mais bien uniquement de manière conditionnelle soit sur des critères exclusivement physiques, soit vis-à-vis de grandes puissances (Etats-Unis, Chine...).
Hypothèses sur les déterminants géostratégiques/identité	L'ensemble des éléments sur l'identité de l'acteur et des déterminants stratégiques sont confirmés puisqu'est constaté une prépondérance de l'usage des moyens diplomatiques et économiques pour la production de la puissance, le militaire étant pour sa part la garantie de sécurité en autonomie du fait du développement d'une force supérieure technologiquement et opérationnellement pour combler le manque quantitatif. L'objectif principal d'action dans les relations internationales reste la promotion de la stabilité régionale par une politique d'intégration et de <i>Balance of Power</i> , tandis que le Dilemme de Sécurité initial pesant sur la survie demeure mais est fortement atténué par l'augmentation globale de la puissance nationale.
Dilemme de sécurité	Confirmation du présupposé établi d'une évolution de la posture de Singapour selon des étapes de maturité technologique et de modification de l'intensité du dilemme rencontré, avec toutefois une continuité stratégique et des modalités de l'augmentation de la puissance. Ce constat impliquant une Grande Stratégie fondée sur la continuité et l'adaptation. Dans ce cadre Doctrine et Grande Stratégie se confondent régulièrement, la seconde étant à l'origine constante de la première mais également progressivement modifiée au fil de l'appropriation des concepts et de leur approfondissement du fait de nouvelles strates de maturité technique.
Grande Stratégie développée	Confirmation de l'hypothèse initiale reposant sur une continuité et une structure de réflexion complète précoce, permettant une diffusion au fil des décennies qui fait de la culture stratégique le pilier de la politique étrangère au fil du temps et jusqu'à aujourd'hui.

Concepts clés/innovants	<p>Les concepts déterminants de la Grande Stratégie sont la <i>Total Defense</i> et la <i>Self-Reliance</i>, définissant une vision sécuritaire intégrée et intégrale reposant sur des capacités autonomes. Dans ce cadre est définie une posture de <i>Deter or Defeat</i>, fondée sur une dissuasion globale qui en cas d'échec doit conduire à une guerre rapide désarmant l'adversaire par l'avance technologique. Les piliers de la puissance demeurent alors constants au fil des évolutions historiques, et s'inscrivent dans une vision agile et synchrétique qu'est la <i>Comprehensive Security Doctrine</i>. Elle s'incarne alors dans la puissance par l'économie et la diplomatie, et la sécurité par la supériorité militaire opérationnelle et technique.</p> <p>Les concepts d'abord d'ordre strictement militaires du « poisonous shrimp » (défense intégrée livrant des coûts prohibitifs à l'adversaire), du « porcupine » (capacité de projection de la puissance à l'étranger proche) et du « dolphin » (désarmement de l'adversaire par une action préemptive éclair basée sur la supériorité technique), ont pour leur part acquis progressivement une dimension stratégique décrivant la politique étrangère de Singapour fondée sur une défense complète et intégrée et une projection multidomaines de la puissance.</p>
Test de l'efficacité des éléments développés	<p>Du fait d'un volet historique dense ayant permis de tester l'adaptation et la capacité de la Grande Stratégie à réduire le Dilemme de Sécurité initial pesant sur la survie, mais sans confrontation véritable, la phase pratique et prospective s'impose pour étudier la résilience de Singapour face à une contestation directe de ses moyens pour tester leur pertinence et surtout leur résilience. Ainsi pourra être formulé un avis complet sur l'efficacité de la Grande Stratégie de Singapour, portant sur sa capacité de maximisation de la puissance et de résilience (objectif premier de l'indépendance et de la survie).</p>

• L'expression des besoins de validation pratique : les wargames dédiés à Singapour

Puisque la dimension théorique de l'étude de Singapour est désormais complète, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation de sa dimension pratique. Encore faut-il en définir les contours pour disposer par la suite d'éléments de test adaptés aux besoins théoriques identifiés.

Les objectifs de recherche que le cas de Singapour met en lumière sont centrés sur la résilience du modèle doctrinal défini, à savoir sa capacité à assurer la sécurité du pays

ainsi que l'habilité à atteindre les objectifs définis en particulier en cas de menaces avérées. En effet, l'étude théorique ayant largement démontré le succès de la grande Stratégie de Singapour pour maximiser sa puissance, il s'agit d'éviter de s'attacher à l'étude d'une composante qui a déjà livré son verdict, et ainsi de plutôt se concentrer sur le volet de la Grande Stratégie qui manque qu'est sa résilience.

Par voie de conséquence, afin de répondre à cet objectif du test de la résilience complète du modèle doctrinal singapourien, deux wargames seront nécessaires.

Le premier portant sur l'efficacité des concepts, prendra la forme d'une simulation de type *red teaming*, avec pour une plus grande pertinence des résultats un variation des angles d'analyse couvrant deux des trois domaines de la puissance de Singapour (le volet militaire étant couvert par le wargame suivant dans une phase dédiée à un scénario d'emploi sur carte) : la cohésion nationale du fait de la montée du communautarisme et de l'ingérence chinoise et une remise en cause du leadership économique du fait des projets chinois de contournement par la « nouvelle route de la soie ». Ainsi chaque panel se verra présenter sur un temps cours (2H30) les deux thèmes de ce *red team* en blocs séparés pour lequel il devra présenter une analyse a priori, qui sera ensuite adaptée en fonction des éléments (événements, nouvelles connaissances, réaction aux actions du panel, etc.) apportés par les juges à chaque tour de jeu.

Le deuxième wargame pour sa part reposera sur un *political wargame* (de type *matrix game*) mixé à un scénario d'emploi avec test d'une gestion de crise militaire, les deux emportant une phase opérationnelle traduisant les choix/conséquences des actions des joueurs durant la première phase. Pour ce faire nous aurons recours à des scénarios classiques de gestion de crise pour étudier la capacité de Singapour à résister à ces secousses et à influencer sur leur résolution, puis un *kriegspiel* de niveau opératif/stratégique mettant en œuvre les moyens de chaque acteur. De manière plus spécifique, le scénario sera centré sur la hausse des tensions dans le détroit de Malacca et autour de Taïwan avec intervention (directe ou indirecte) des grandes puissances, permettant un test des capacités de dissuasion (économique, militaire, diplomatique) puis de l'efficacité opérationnelle concrète des moyens singapouriens.

Au rang des critères quantitatifs de fiabilité des simulations, la pertinence des résultats sera obtenue en jouant environ dix fois chaque wargame avec l'usage de trois panels différents.

Ainsi s'achève le travail d'analyse théorique du second cas d'étude qu'est Singapour. Etat atypique dans sa pensée stratégique précoce et continue fondant une doctrine dense, il présente la particularité de valider les principaux présupposés théoriques de la thèse par l'atteinte de la sécurité et l'affranchissement du statut de petite puissance par une Grande Stratégie efficiente. La pertinence des concepts doctrinaux est ainsi particulièrement forte au plan théorique, et devra faire l'objet d'une consolidation lors de la partie pratique consacrée à ce cas d'étude centrée sur leur résilience.

Restant pour l'heure sur le plan théorique il convient à présent de passer au dernier cas d'étude qu'est la Lituanie en tant qu'archétype de la lutte d'une petite puissance face à la constance d'un paradoxe de sécurité.

Chapitre 3. La Lituanie : une petite puissance face à un paradoxe de sécurité constant

La Lituanie clôture le bal de l'application de la grille de lecture à des petites puissances afin de comprendre les mécanismes de mise en œuvre et d'efficacité d'une Grande Stratégie. Une fois encore, l'étude de cet acteur permet d'appréhender une nouvelle facette de l'étude stratégique des petites puissances, avec en l'espèce la permanence d'un paradoxe de sécurité menaçant l'indépendance de l'Etat et l'obligeant à de nombreuses tentatives doctrinales. Conformément au schéma d'analyse constitué dans le premier temps de cette thèse, l'étude théorique de la Grande Stratégie de la Lituanie sera fondée sur quatre points : les hypothèses initiales et principes directeurs ; l'analyse historique des dilemmes de sécurité et grandes stratégies passées ; puis la partie maîtresse qui est la caractérisation et l'étude de la Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie ; pour finir par une modélisation comparative de la Grande Stratégie, de la Doctrine, et du Dilemme de sécurité de la Lituanie permettant *in fine* de dégager les wargames nécessaires à la validation pratique.

3.1. HYPOTHESES ET PRESUPPOSES FONDAMENTAUX

Nous entrons dans cette partie dans la caractérisation initiale de l'acteur, qui œuvre à la fois à la présentation du cas d'étude et des singularités pesant sur la mise en œuvre de sa pensée stratégique, et à la fois pour une caractérisation générique selon la grille d'étude pour affiner par la suite la dimension comparative.

3.1.1. Contexte général de l'acteur

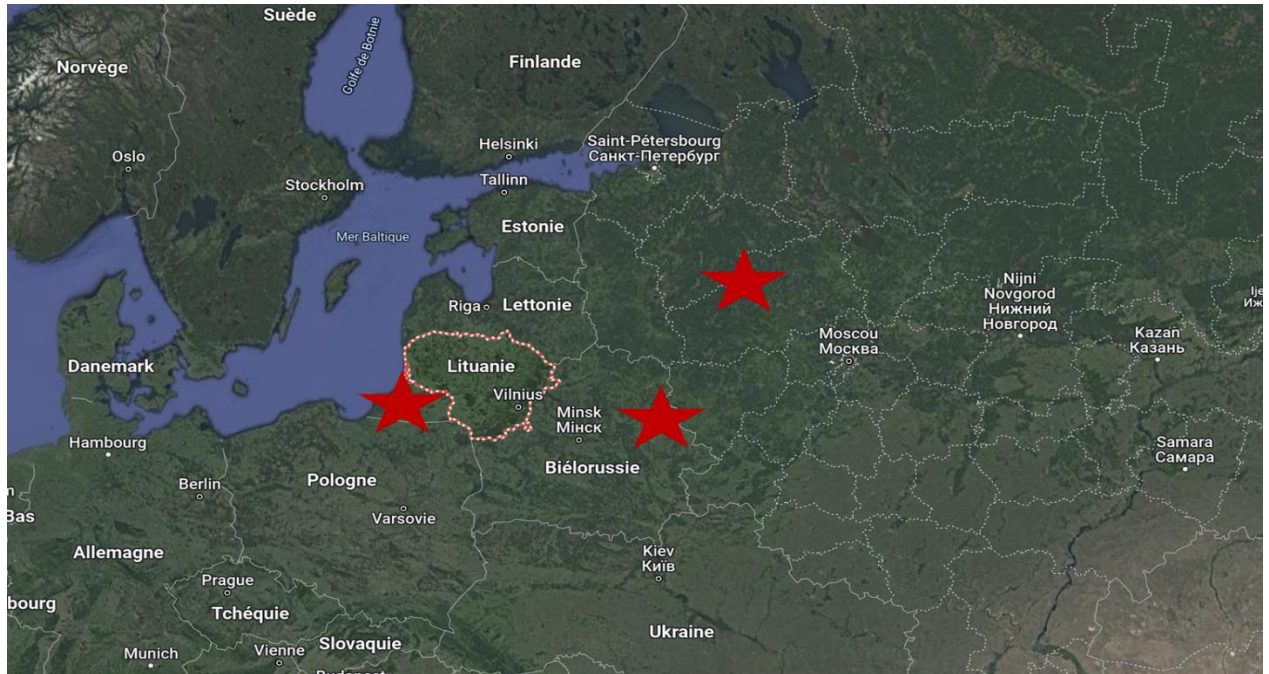
- **Données structurantes commentées**

Bien que le choix des cas d'étude ait été conduit rationnellement selon les objectifs de recherche, il apparaît jusqu'à présent que leur caractère de « petite puissance » est un présupposé théorique. Or, il convient comme pour les autres acteurs de fournir les éléments concrets permettant de caractériser la Lituanie en tant que petite puissance. Ainsi que nous l'avons exprimé dans le premier temps de cette thèse, la définition qui est donnée aux petites puissances est conditionnelle c'est-à-dire qu'elle repose sur des données quantitatives certes mais également -et surtout- qualitatives permettant de considérer que l'Etat en question est en position d'infériorité vis-à-vis des acteurs avec lesquels il rencontre des dilemmes de sécurité. Dans ce cas contraire, il devrait être considéré comme une grande puissance.

Au plan des éléments quantitatifs, l'étude des déterminants physiques de la Lituanie laisse peu de doute sur son statut de petite puissance, avec selon la Banque Mondiale le 139^{ème} rang en termes de population et le 120^{ème} rang concernant la superficie. Bien que ces positionnements soient nettement plus avantageux que pour le Luxembourg et Singapour, cela fait tout de même de la Lituanie un petit Etat. Ceci d'autant plus que contrairement aux autres cas d'étude, le volet économique ne permet pas de s'affranchir du statut de petite puissance, puisque le PIB en 2021 (exprimé en USD constants 2019) n'était que de 54,53 milliards.

Le caractère de petite puissance est en outre confirmé au plan des éléments qualitatifs du fait d'une structure géopolitique complexe. De fait, l'environnement immédiat de la Russie, adversaire historique, de multiples fois envahisseur et occupant, de même que l'enclavement entre des grandes puissances (Russie, Pologne, Allemagne) fait de l'étranger proche une zone historique de menaces sur l'indépendance et la survie. Bien que ne permettant pas de disposer d'un statut de puissance, l'insertion géographique dans la zone nordico-balte, offre toutefois une intégration régionale poussée et une mutualisation de la sécurité. Cependant le véritable atout de puissance réside dans le volet politique avec une insertion depuis la fin de la Guerre Froide dans une communauté de

valeur européenne et occidentale, conduisant à l'intégration dans des alliances de sécurité fondamentales réellement dissuasives (Union Européenne, OTAN).



Carte n°3 : La Lituanie face au paradoxe de sécurité russe (source fond de carte : googlemaps)

L'étude des données structurantes géographiques, économiques et géopolitiques auront permis de caractériser a priori la Lituanie en tant que petite puissance. Il s'agit désormais de compléter cette présentation générale du cas d'étude par une revue historique et ses implications stratégiques.

• Histoire synthétique et leçons stratégiques

Contrairement aux deux autres cas d'étude, si l'on s'attache à son expression officielle l'histoire de la Lituanie est vaste, millénaire même, et dénote en outre d'une culture propre forgée très tôt, conduisant au développement d'un nationalisme fort. Ainsi, bien que les développements à suivre demeurent succincts en ne présentant que les éléments politiques fondamentaux, la richesse de cette histoire conduira à de nombreux dilemmes de sécurité qui feront l'objet d'un approfondissement dans la partie dédiée à l'étude historique de la pensée et action stratégique de la Lituanie.

En ce qui concerne les sources relatives à l'histoire « officielle » de la Lituanie, deux documents apparaissent incontournables. En premier lieu l'histoire écrite sous l'égide du

ministère lituanien des affaires étrangères²⁴⁵, permet de saisir en profondeur le développement de la fibre nationaliste et la vision de l'acteur sur ses propres choix stratégiques et réactions aux menaces. En second lieu, l'œuvre majeure : Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, Londres, Macmillan essential histories, 2018 (2nd édition), 235pages, offre un complément indispensable en démontrant l'influence du contexte régional sur le développement et les choix stratégiques (en particulier contemporain) de la Lituanie. Pour rappel, l'histoire officielle présentée ici n'est en aucun cas révélatrice de la conception que nous avons de l'histoire de la Lituanie, nous sommes conscients qu'elle recherche la légitimation d'une indépendance millénaire aussi bien culturelle qu'historique permettant de justifier sa différenciation avec la Russie et feu l'URSS avant elle²⁴⁶. A l'instar de ce qui a été réalisé pour les deux cas d'étude précédent il s'agit ainsi de présenter au travers de ces sources la perception qu'à l'acteur de sa propre identité en tant qu'élément indirect de doctrine.

Si l'on se penche à présent sur l'expression de l'histoire de ce pays, l'on est d'entrée frappé par son existence millénaire en tant qu'entité politique indépendante. De fait, la première mention du terme Lituanie remonte à 1009 et désigne les régions actuelles de Livonie et de Lituanie. Il caractérise alors une communauté politique constituée autour d'un ensemble de seigneurs féodaux païens indépendants qui parlent une langue commune et se distinguent des Russ de Moscovie, des Nordiques, des Polonais et des Allemands. Cette définition d'une communauté par la négative ne doit pourtant pas laisser à penser à une entité ad hoc, il s'agit bien au contraire d'une réelle structure politique indépendante avec sa culture et son schéma administratif.

Il faut cependant attendre le XIII^{ème} siècle et l'unification de ces duchés par Mindaugas pour qu'émerge pour la première fois un Etat centralisé de Lituanie. Toujours païen, il

²⁴⁵ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, Euguimas éditions (en lien avec le ministère des affaires étrangères de la république de Lituanie), 2013, 328pages.

²⁴⁶ Neringa Klumbyté, Kristina Sliavaité, "Sovereignty and political belonging in post-soviet Lithuania: ethnicity, migration and historical justice", *Journal of Baltic Studies*, volume 52, 2021, pp. 437-454.

entend défendre son indépendance et son particularisme face à la violente poussée teutonique tout en profitant de l'affaiblissement des Russ face aux invasions mongoles pour prendre des gages en Moscovie. Cependant, force est de constater qu'il s'agit d'une entreprise ayant échoué, puisque la défaite majeure face aux teutoniques oblige le nouveau roi à la conversion en 1250 (pour un sacre en 1253), faisant *de jure* de la Lituanie un Etat catholique²⁴⁷.

Malgré le changement idéologique, les déterminants stratégiques demeurent, faisant des Russ et des Teutoniques les ennemis à abattre. La proximité par nature (géographique, culturelle) avec la Pologne permet avec la nouvelle conversion d'envisager de régler la question teutonique définitivement par une communauté d'intérêts dans la préservation de l'indépendance. Ainsi une alliance est formée au XV^{ème} siècle entre les deux Etats, permettant par la jonction des forces de combler le déficit quantitatif et ainsi de remporter une victoire décisive contre l'ordre religieux. Le rapprochement entre les deux Etats va toutefois au-delà d'une simple coalition, puisqu'est progressivement institutionnalisée une communauté décisionnelle et économique, sous la forme du *Commonwealth Polono-lituanien*.

A l'instar de l'alliance conclue pour faire face à une menace existentielle contre les Teutoniques, une nouvelle phase de rapprochement est ensuite réalisée au XVII^{ème} siècle face à l'ascension de la Russie et à sa fulgurante poussée en Livonie. L'on aboutit ainsi à une fusion des deux pays dans un Etat unique pour assurer leur survie : « le royaume des deux couronnes de Pologne-Lituanie ». Marqueur inédit de Grande Stratégie, avec la fusion de deux Etats pour régler une menace sécuritaire fondamentale et assurer la survie. Bien qu'il s'agisse en pratique plus d'une fédération que d'une fusion puisque chaque Etat garde son dirigeant, son trésor de guerre et ses forces armées, cela permet toutefois de solutionner pour deux siècles le paradoxe de sécurité en équilibrant le rapport de force face aux puissances hégémoniques de la région (Russie, Suède, Prusse).

²⁴⁷ Quand bien même le paganisme reviendra en force et ne sera véritablement supplanté par la foi chrétienne qu'au cours du XIV^{ème} siècle, avec une adoption officielle en 1387.

Naturellement ouverte au libéralisme politique puisque issue de monarchies élues puis parlementaires, la Pologne-Lituanie est très réceptive à la révolution française, conduisant dans la foulée une vague de réformes agraires et politiques pour aboutir à la première constitution européenne en 1791. La menace que représente un Etat libéral aux portes des principales monarchies théocratiques européennes ne peut être tolérée par ces dernières, qui mènent une coalition (Autriche, Prusse, Russie) pour renverser l'Etat des deux couronnes. Au fil des siècles le développement des puissances voisines est trop important pour que l'Etat des deux couronnes puisse toujours contrebalancer le rapport de force, la défaite est ainsi très rapide face aux forces coalisées conduisant non-seulement à la partition de l'Etat mais également à l'incorporation de la Lituanie dans l'empire tsariste (**1^{ère} disparition**).

L'identité lituanienne contrairement à d'autres nations incorporées ne disparaît cependant pas, et cette perte d'autonomie est en fait le point de départ d'une révolution culturelle avec le développement de la langue lituanienne, la fondation d'une histoire et de héros nationaux (Mindaugas notamment), ainsi que la création d'une diaspora lituanienne pour diffuser en Europe le désir nouveau d'indépendance. C'est pourquoi, dès la chute de l'empire tsariste en 1917, la Lituanie profite de l'occupation allemande pour former un gouvernement provisoire, puis de la conférence de Versailles pour pousser les Etats européens à reconnaître son indépendance.

Suit alors la **première restauration** de l'Etat Lituanien, mais qui rapidement isolé du fait du contentieux sur Vilnius avec la Pologne (malgré un gain de cause en 1920 et l'adhésion à la SDN en 1921), puis pris entre les deux grands que sont l'URSS et l'Allemagne Nazie, ne pourra assurer son indépendance (malgré une tentative tardive d'alliance régionale avec les autres baltes et une déclaration de neutralité en 1938) et se verra incorporée dans l'URSS en 1939²⁴⁸ (**2nd disparition**).

A l'instar de la première perte d'indépendance, la Lituanie cultive son autonomie culturelle. Ceci lui permet de disposer très rapidement d'une base de résistance et d'une

²⁴⁸ Malgré une résistance acharnée prolongée dans ses grandes phases jusqu'en 1947 par le biais de camps de partisans établis dans les forêts.

action politique lorsque l'URSS vacille. Dès 1988 des volontés d'indépendance sont exprimées officiellement, et une communauté de partis politiques la réclamant est instituée avec les autres Etats baltes. 1991 sonne alors, à l'image de la fin de la première-guerre mondiale, une intense activité diplomatique pour obtenir une reconnaissance internationale (rapidement accordée par le Royaume-Uni et les Etats-Unis), qui aboutira à l'indépendance énoncée juridiquement (volonté du gouvernement lituanien) comme une **restauration** (la seconde). Cette particularité juridique permet ainsi d'assurer la continuité officielle de l'Etat lituanien centralisé de 1250 à aujourd'hui.

Depuis 1991, l'ancrage de la Lituanie retrouve ses sources libérales pour une affiliation rapide à l'économie de marché et surtout au « camp occidental » avec une volonté d'accession au plus tôt aux alliances et organisations affiliées. Cette volonté sera concrétisée en 2004 avec l'entrée dans l'Union Européenne en tant que membre plein (espace Schengen, adoption de l'euro) et l'entrée dans l'OTAN. Dans le même temps l'intégration régionale est priorisée en termes économiques et militaires, elle s'exprime alors dans une double dynamique : Baltique et Nordique. La réaffirmation de la puissance russe depuis 2008 mais surtout depuis 2014 conduit cependant la Lituanie à retrouver sa némésis, orientant de ce fait sa vision doctrinale future vers cet adversaire.

Si nous tirons à présent les leçons stratégiques a priori de l'histoire riche de la Lituanie, l'on constate deux déterminants structurants. En premier lieu, du fait d'une lutte continuelle pour l'indépendance, que ce soit pour la conserver ou la retrouver, l'on peut caractériser la Lituanie comme un acteur faisant face à un paradoxe de sécurité continu. En effet, quel que soit le niveau de puissance de l'Etat (en autonome ou du fait d'alliances), la proximité immédiate de grandes puissances adverses pouvant menacer à tout instant son indépendance, fait du contexte stratégique du pays un paradoxe de sécurité. La Grande Stratégie historique de la Lituanie semble par conséquent orientée dans la définition des moyens de la survie, le développement de la puissance ne pouvant être effectué que dans ce biais, de même d'ailleurs que les actions en politique étrangère. Le second déterminant stratégique qui ressort de cette étude de l'histoire de la Lituanie, réside dans son choix des alliances comme moyen optimal de la sécurité. De fait, hormis

la période initiale d'indépendance sous Mindaugas, les défaites militaires (notamment celle de ce dernier), comme la montée en puissance continue des adversaires, a conduit dans l'écrasante majorité des cas la Lituanie à chercher à fédérer les forces pour combler le déficit initial. Ainsi, l'intégration régionale, locale, ou globale apparaît comme le moyen privilégié de la puissance. Nous retrouvons par ce biais une proximité avec le Luxembourg dans une externalisation de la sécurité, bien que dans le cas de la Lituanie elle n'aille pas jusqu'à une délégation puisque l'Etat entend toujours développer ses capacités à assurer sa puissance en autonome, sa doctrine de *Total Defense* en étant un marqueur explicite.

• Structure stratégique a priori

Les données fondamentales de la Lituanie en tant que petite puissance ainsi que les leçons stratégiques tirées de son histoire officielle, permettent de conclure la caractérisation générale de ce cas d'étude par la fondation d'une structure de pensée stratégique a priori. C'est ce modèle qui devra alors être développé et affiné par l'étude des grandes stratégies historiques et influera sur la conception stratégique et doctrinale contemporaine.

La Lituanie présente ainsi l'archétype d'une petite puissance faisant face à une continuité de *paradoxes de sécurité* conduisant à une fluctuation de la puissance²⁴⁹ (de puissance régionale du XIV^{ème} siècle au XVII^{ème} siècle, à une petite puissance après 1917 et depuis 1991) du fait de défaites majeures et de pertes de territoires. Ces dilemmes de sécurités permanents d'intensités très élevées proviennent de deux déterminants stratégiques complémentaires :

- Une question géographique : en étant à la croisée des chemins de trois grands ensembles de puissances :
 - Nordique : Suède notamment
 - German : ordre teutonique, puis Prusse, puis Allemagne
 - Slave : Ukraine, Russ puis Russie puis URSS et de nouveau Russie

²⁴⁹ Nombreux sont les cas similaires, comme par exemple la Suède qui ne connaît qu'une progressive perte de puissance après la période de Gustave II Adolphe.

➤ Une question culturelle et ethnique :

Les origines païennes durables, toujours revendiquées aujourd'hui ont conduit par nature à une opposition avec les germains et les slaves et a marqué la structure de la société (liberté des paysans, décisions politiques décentralisées), renforçant cette opposition²⁵⁰. Par la suite, le passage au catholicisme a polarisé cette différenciation vis-à-vis de l'Est, l'histoire officielle (ministère des affaires étrangères) de la Lituanie mettant constamment en avant ces différences en indiquant que contrairement à la vision commune, la Lituanie est et se considère comme un pays d'Europe Centrale et renvoi l'Europe de l'Est à la Russie et à la Biélorussie, développant ainsi un ensemble d'oppositions historiques et ethniques²⁵¹ :

Perception lituanienne	
Lituanie	Russie
Europe centrale	Europe orientale
Paysans libres	Serfs
Noblesse décentralisée	Despotisme centralisé
Païens puis catholiques	Orthodoxes

Le particularisme politique et culturel ainsi créé, en opposition fondamentale avec les autres aires culturelles voisines (slaves, nordiques, germains) a donc construit une culture stratégique fondée sur la conservation de l'indépendance et la survie. Expliquant notamment, lors des périodes où la première faisait défaut (annexion russe puis soviétique), le dynamisme culturel et la volonté de diffusion mondiale afin de faire survivre l'autonomie. La question d'une restauration des Etats baltes en 1991 et non-pas seulement d'une indépendance étant l'archétype de cette volonté stratégique de continuité

²⁵⁰ Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, Londres, Macmillan essential histories, 2018 (2nd edition), page 50.

²⁵¹ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., p.7.

historique et culturelle de la Lituanie, offrant par la même occasion une nouvelle vision de l'impératif de survie et des moyens de le garantir puisque pouvant exister même en cas de perte du territoire national²⁵².

Une fois pris en compte ces données, l'on peut distinguer en somme trois éléments de culture stratégique de la Lituanie :

1. Une menace constante

Conduisant à un Dilemme de Sécurité élevé et permanent s'exprimant la plupart du temps sous la forme d'un *paradoxe de sécurité* mettent en avant deux menaces simultanées :

- Survie de l'Etat
- Risque d'aliénation par une grande puissance (vassalisation)

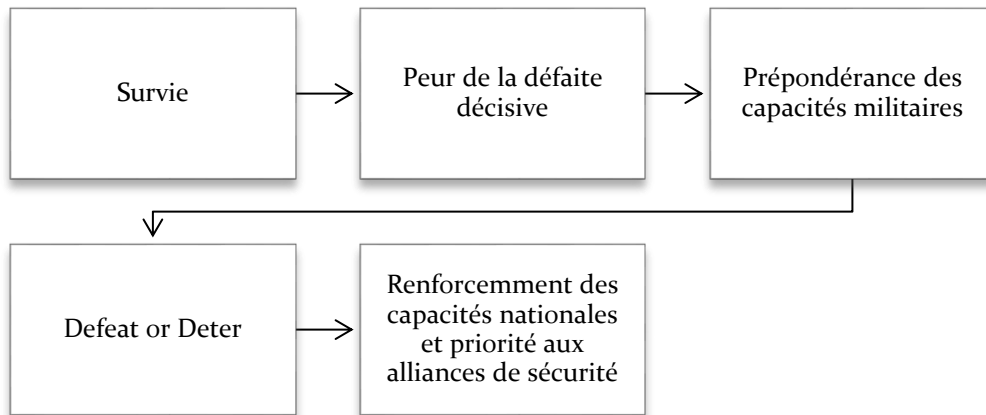
2. Une doctrine précoce et permanente

Elle s'incarne naturellement dans la réponse aux deux menaces simultanées.

Ainsi concernant la survie, une doctrine naturelle du développement des forces armées et de la défense de la nation par la conjonction de l'ensemble des moyens disponibles fait jour pour répondre à la peur d'une défaite décisive conduisant à l'aliénation du territoire. Pour ce faire, une logique de dissuasion par les alliances est historiquement privilégiée afin d'assurer le statu quo et d'éviter le conflit, toutefois la guerre étant toujours possible une capacité nationale intégrée doit pouvoir produire à l'adversaire des coûts démesurés rendant l'occupation inutile. De manière synthétique l'on constate ainsi, à l'image de ce qui a été théorisé par Singapour, une logique doctrinale de *Deter or Defeat*.

²⁵² Renvoyant par là-même à une posture récurrente de l'histoire internationale (gouvernements en exil durant la seconde Guerre Mondiale notamment) mais souvent peu prise en compte dans l'analyse stratégique, en particulier dans les moyens d'assurer la survie face à un paradoxe de sécurité.

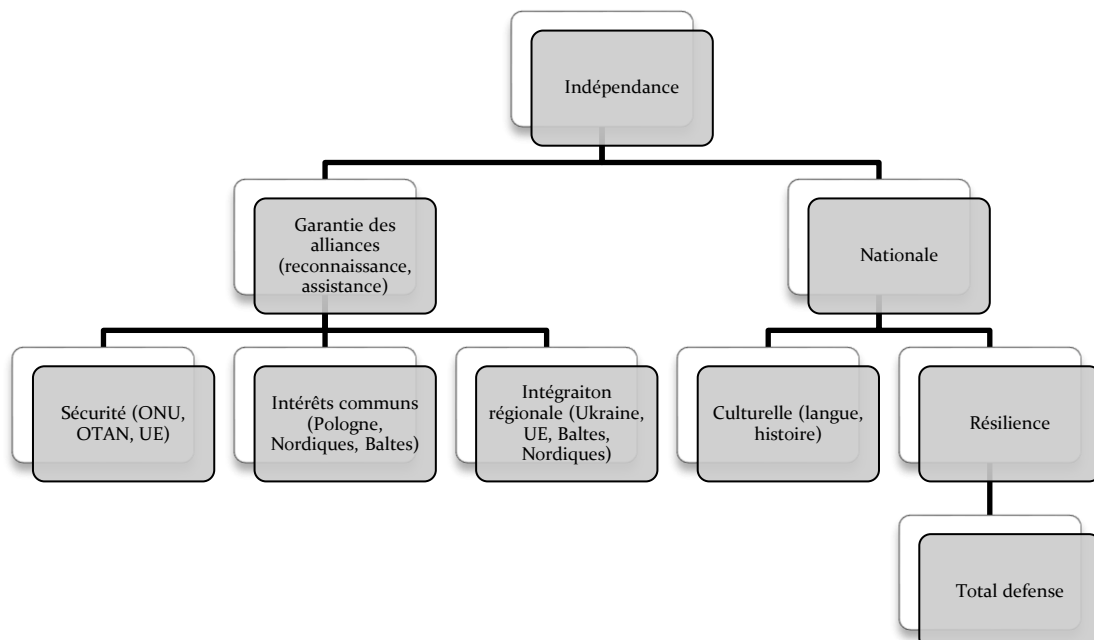
Schéma n°25 : L'impératif de survie et ses conséquences doctrinales



Concernant l'indépendance, la logique est moins militaro-centrée et entend développer une vision globale de la production de sécurité. Pour ce faire, en appui des expériences passées, deux domaines apparaissent comme indispensables :

- Les alliances : garantissant la reconnaissance officielle, la sécurité, et le développement commun par les processus d'intégration régionale.
- La puissance nationale : centrée sur une logique de *Total Defense* et qui entend développer une capacité de résilience suffisante pour rendre inutile l'invasion du territoire et préserver dans tous les cas l'unicité culturelle.

Schéma n°26 : La quête d'indépendance et ses conséquences doctrinales et opérationnelles

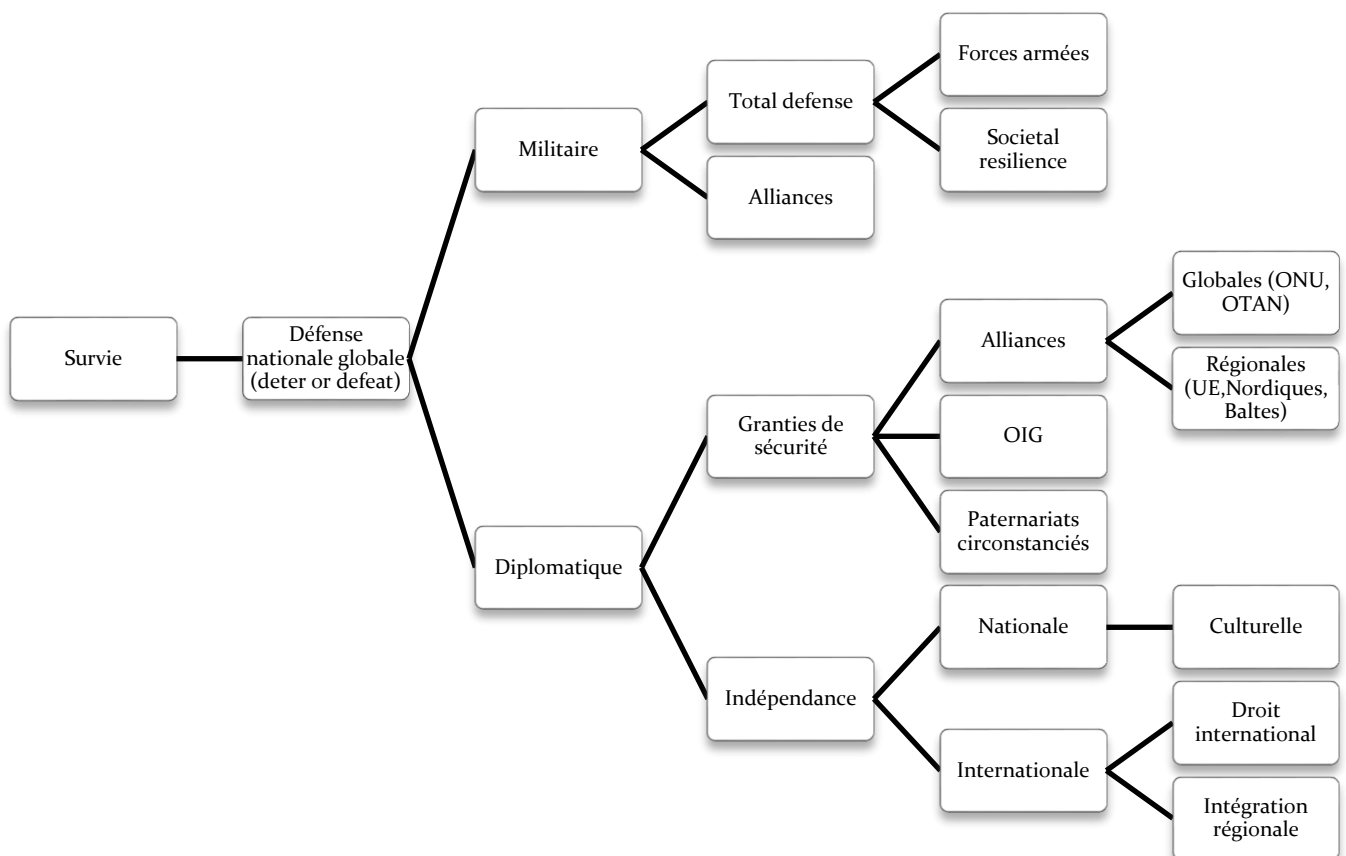


3. Ensemble permettant une vision stratégique complète et durable

La somme des éléments présentés précédemment, à savoir une menace duale forte (survie et indépendance) conduisant à une logique générale de dissuasion ou de défense intégrée, et portant sur deux domaines fondamentaux que sont la résilience militaire et la sécurité par la diplomatie, conduit sans le dire à l'expression d'une vision grande stratégique générale et historique.

Pour plus de concision ainsi qu'une compréhension simplifiée, nous aurons recours à la modélisation ci-dessous, formant la base de la vision stratégique lituanienne a priori :

Schéma n°27 : la vision stratégique lituanienne une logique durable



Cette vision stratégique issue (en partie ou en totalité) de l'ensemble des grandes stratégies historiques et jusqu'à aujourd'hui, il sera dès lors logique d'en retrouver la plupart des déterminants dans les développements à suivre. Il est intéressant également

de noter dès à présent que la Grande Stratégie actuelle pour être conforme aux hypothèses ici formulées devra exprimer une continuité de ce modèle avec seulement une actualisation/adaptation aux nouveaux enjeux et moyens.

3.1.2. Hypothèses initiales

La logique théorique soupesant le travail de thèse est fondamentalement déductive avec la création d'une grille de lecture fondée sur des présupposés théoriques qui est mise en lumière et confirmée (ou infirmée) par les cas d'étude. Ainsi, chaque acteur étudié est d'abord ciblé selon des hypothèses fondamentales que l'étude théorique puis pratique permettra de confirmer (validant ainsi le modèle choisi) ou d'infirmar (faisant évoluer la grille de lecture initiale), et servant au final de base comparative avec les autres cas d'étude pour produire une synthèse générale permettant de répondre aux problématiques fondamentales de ce travail. De ce fait, en se basant sur les éléments de contexte présentés précédemment, ainsi que sur une analyse sommaire du corpus doctrinal, des hypothèses initiales sont établies sous la forme du tableau ci-dessous :

Hypothèses stratégiques concernant la Lituanie	
Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	<p>Pas de ressources naturelles/minérales</p> <p>Enclave entre l'Allemagne et la Russie (historiquement), puis face à la Russie aujourd'hui (menace existentielle)</p> <p>120^{ème} rang en termes de superficie</p> <p>139^{ème} rang en termes de population</p>
Déterminants géostratégiques et culturels (identité)	<p>Déterminants géostratégiques</p> <p>Dilemme de Sécurité russe permanent avec situation quasi-constante de paradoxe de sécurité imposant une menace directe élevée sur la survie et l'indépendance</p> <p>Intégration régionale poussée dans la période moderne pour développer une communauté de puissance et des garanties de sécurité : baltes et Nordiques</p>

	<p>Indépendance récente (restauration de 1991) : importance fondamentale des alliances pour la garantir</p> <p>Action type dans les relations internationales</p> <p>Alliances de sécurité comme moyen historique privilégié de la survie</p> <p>Deterrence et renforcement de la puissance par les alliances et les intégrations régionales (puissance cumulée) afin de combler le déficit initial face à la puissance à l'origine du paradoxe de sécurité</p> <p>Indépendance stratégique comme cœur de la Doctrine, conduisant à développer des investissements prioritaires dans les domaines pouvant l'assurer en autonomie (économie, énergie, cyber)</p>
<p>Dilemmes de sécurité rencontrés (1250-2025)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Teutonique : paradoxe de sécurité : succès de la GS par alliance avec la Pologne 2. Moscovie : paradoxe de sécurité : succès de la GS par fusion avec la Pologne 3. Lutte pour l'indépendance (1795) : paradoxe de sécurité : échec de la GS du fait d'un isolement 4. 1917 : retrouver l'indépendance : paradoxe de sécurité : succès de la GS par la diplomatie pour reconnaissance et garantie internationale 5. 1939 : paradoxe de sécurité : échec de la GS face à l'URSS par une définition erronée des menaces (Pologne) conduisant à une impréparation et à un isolement 6. 1991 : retrouver l'indépendance : paradoxe de sécurité : succès de la GS par une révolution non-violente, une action diplomatique pour reconnaissance puis garantie de survie par les alliances, et une puissance cumulée par l'intégration régionale 7. 2010-2014 : DS faible par absence de menaces déclarées : hausse de la puissance générale 8. Depuis 2014 : retour de la menace russe (DS précédent erroné : surprise stratégique de l'Ukraine du fait d'une mauvaise interprétation des faits précédents) : paradoxe de sécurité : modification urgente de la GS
<p>Eléments de grande stratégie généraux</p>	<p>Total Defense ; comprehensive security approach ; deterrence; alliances comme garantie fondamentale de sécurité</p>

Il est à noter que cette vision comme pour les autres cas d'étude est à ce stade volontairement incomplète, de fait il s'agissait de proposer des hypothèses stratégiques selon une connaissance superficielle afin, par l'étude approfondie qui vient par la suite, de discerner les divergences et concordances principales.

La présentation générale de la Lituanie ayant permis de définir une variété d'hypothèses concernant les déterminants de sa pensée stratégique et des grandes stratégies mises en œuvre, il s'agit désormais de s'attacher à l'étude théorique approfondie de l'acteur en commençant par son analyse historique.

3.2. ETUDE HISTORIQUE : DILEMMES DE SECURITE ET GRANDES STRATEGIES SIGNIFICATIVES : UNE LUTTE CONSTANTE POUR L'INDEPENDANCE

- **Présentation générale**

La Lituanie représente un cas exceptionnel d'étude d'une petite puissance du fait d'une histoire politique millénaire, permettant de mettre en exergue une variété de défis stratégiques. Bien qu'ils ne puissent être tous considérés selon la même granularité du fait d'une évolution des structures décisionnelles et des modalités d'actions dans les relations internationales²⁵³, l'ensemble de ces défis permettent d'appréhender la dynamique historique de l'Etat dans la réponse aux menaces existentielles ainsi que de mieux entendre la production et l'évolution des concepts doctrinaux. La base théorique ainsi constituée permettant de distinguer des invariants à même de définir la culture stratégique de la Lituanie influant sur sa lutte contre les dilemmes de sécurité.

²⁵³ Il n'est en effet pas possible de comparer de manière pertinente l'importance du volet diplomatique dans la stratégie étatique de la Lituanie entre le moyen-âge et l'entre-deux guerres mondiales. Les paramètres de recours à la force et la structure du système international étant totalement différents.

Conformément à la grille d'analyse établie, il s'agit de se pencher sur l'étude des dilemmes de sécurité qui peuvent être dégagés de l'histoire officielle du cas d'étude (miroir de ses perceptions, fondement d'un dilemme de sécurité) ainsi que de circonscrire les réponses doctrinales et grandes stratégiques qui ont été mises en œuvre -ou non-.

Par conséquent, l'histoire conflictuelle de la Lituanie -particulièrement riche- conduit à l'étude de pas moins de six dilemmes de sécurité : la lutte contre les teutoniques, et l'opposition à la Russie dans ses diverses formes (Russ, Empire Tsariste, URSS, Russie) par cinq fois.

- **La guerre contre les teutoniques : premier combat pour l'indépendance**

➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

Si l'on fait débiter l'action internationale consciente de la Lituanie à son unification politique²⁵⁴, alors le premier Dilemme de sécurité rencontré suit de près la réunion officielle du pays sous la bannière de Mindaugas en 1240. Depuis cette date, et durant deux siècles le contexte sécuritaire et géopolitique du pays est identique, oscillant entre offensive à l'est et défensive à l'ouest.

En effet, la poussée continue de l'évangélisation forcée du fait de la croisade teutonique implique pour l'Etat lituanien une situation à l'ouest de guerre permanente menaçant sa survie et obligeant à des transformations en profondeur au fil des défaites. La plus importante étant celle de Mindaugas en 1248 obligeant le pays à la conversion et une mise (brève) sous tutelle du Pape et sous surveillance de l'ordre teutonique.

Néanmoins dans le même temps, l'arrivée des Mongols et leur pression constante sur les Russ, ainsi que l'instabilité en Moscovie, font de cette région une parfaite place pour

²⁵⁴ Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, Londres, Macmillan essential histories, 2018 (2nd édition), pp15-16.

l'extension lituanienne²⁵⁵ qui peut à moindre frais entreprendre des conquêtes, réalisant ainsi à l'est ce que lui était impossible en Europe centrale du fait de la force teutonique.

Cette situation d'équilibre précaire, fondée sur la compensation des pertes d'influence en Europe par l'extension à l'est subit progressivement un affaiblissement et une dégradation de la balance sécuritaire à mesure que la puissance Russ émerge, en particulier suite à la fin des incursions mongoles. La fin du XIVème siècle constitue à ce titre un point d'orgue avec un blocage à l'est conduisant à une position défensive inédite, et à un regain sans précédent de l'activité teutonique à l'ouest conduisant à l'expression d'une menace sur la survie même de l'Etat lituanien. Début 1380 c'est par conséquent un nouveau paradoxe de sécurité qui apparaît.

➤ La vision grande stratégique mise en œuvre :

Un constat est très vite tiré concernant les capacités militaires nationales, concluant à l'impuissance. Tournant stratégique s'il en est, tant la pérennité du constat sera ainsi établie conduisant à faire de cette donnée une constante stratégique de l'état lituanien. En outre, une vision stratégique est produite avec une inversion du paradigme pour un passage assumé à moyen termes à une défensive à l'est et une offensive à l'ouest. Ce calcul stratégique est notamment formulé du fait d'une caractérisation de la menace teutonique comme fondamentale (remise en cause de la survie) et durable, il s'agit de traiter définitivement la question et de surprendre l'adversaire habitué à conduire des guerres offensives²⁵⁶.

Toutefois les moyens faisant défaut, c'est la solution de l'alliance comme garantie de sécurité et moyen de combler le déficit quantitatif qui est privilégiée. Élément fondateur d'une autre constante stratégique de la Lituanie, illustrée par les exemples qui suivront, qu'est la stratégie cumulative (moyens nationaux et des alliances pour vaincre un adversaire disposant en propre de capacités plus importantes). Un rapprochement

²⁵⁵ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, Euguimas éditions (en lien avec le ministère des affaires étrangères de la république de Lituanie), 2013, p.33.

²⁵⁶ Ibid. p.57.

fondamental avec la Pologne est ainsi constitué, formalisé en 1386 par l'alliance des deux duchés qui entraîne une fusion des politiques étrangères des deux Etats quand bien-même ceux-ci demeurent séparés et indépendants pour toutes les actions internes.

➤ Manifestations de la vision grande stratégique :

Les conséquences concrètes de cette évolution du paradigme stratégique lituanien ne tardent pas puisque dès le début du XVème siècle Pologne et Lituanie passent à l'offensive en territoire teutonique, accomplissant une surprise stratégique contre un adversaire persuadé d'une supériorité quantitative et qualitative forçant ses adversaires à une logique défensive. Les manœuvres polo-lituanienes forçant l'ordre teutonique à livrer une bataille majeure dans une situation défavorable pour trancher la question. La bataille de Grunwald livrée le 15 juillet 1410, l'un des plus grands affrontements du moyen-âge, constitue indubitablement une bataille décisive, puisque la victoire de la coalition polono-lituanienne entraîne un affaiblissement définitif de l'ordre teutonique²⁵⁷, mettant fin à la menace historique et permettant même d'instituer la Pologne-Lituanie comme l'Etat dominant de la région.

Nous assistons de ce fait au succès de la Grande Stratégie entreprise du fait d'une disparition du Dilemme de Sécurité avec une action victorieuse entraînant la disparition de la source de la menace.

• **La question de la Moscovie et la fusion avec la Pologne**

➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

La période de stabilité créée par la disparition de la menace teutonique ne durera cependant qu'un siècle, puisque le milieu du XVIème siècle entraîne l'apparition de nouvelles considérations sécuritaires avec l'émergence des puissances russes et suédoises. L'enjeu des rivalités étant la région de Livonie, au carrefour de ces trois Etats. Il s'agit par conséquent de la mise en œuvre progressive d'un paradoxe de sécurité par

²⁵⁷ Ecole Normale Supérieure, « La bataille de Grunwald », *Histoire et mémoire en Pologne*, normalsup.org, 2021, <http://www.normalesup.org/~dthiriet/Grunwald/bataille.html>.

une oscillation au fil des siècles de la puissance, et donc un contrôle alternatif de la Livonie²⁵⁸, présentant toutefois un affaiblissement progressif de la puissance polono-lituanienne :

14. Pologne-Lituanie (contrôle de la zone à partir 1583)

15. Suède (contrôle de la zone à partir de 1655)

16. Russie (contrôle de la zone à partir de 1721)

➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

Bien que la période ainsi couverte s'étale sur près de deux siècles, la permanence de la menace et le peu d'évolution du contexte sécuritaire et national, entraînent une continuité du schéma stratégique suivi par la Lituanie. Celui-ci s'attache d'ailleurs à une poursuite du paradigme ayant montré sa pertinence dans la lutte contre l'ordre teutonique, à savoir l'intégration avec la Pologne pour combler le déficit quantitatif.

Dès 1569 est institué le plus large Etat européen avec la création d'un Commonwealth de Pologne-Lituanie, devenant en réalité un Etat fusionné avec un seul monarque (élu) qui sera souverain de Pologne et duc de Lituanie, et un parlement conjoint qui traite des questions fondamentales (notamment pour la sécurité et la politique étrangère) pour les deux nations.

➤ Manifestations de la Grande Stratégie :

Bien que la puissance de l'Etat conjoint diminue progressivement face à l'éveil de la Suède et de la Russie, la fusion permet une période de grande expansion de près d'un siècle avec le contrôle de la Livonie de 1583 à 1655, et évite également la disparition ou une remise en cause de sa sécurité fondamentale lors des périodes suivantes la mettant aux prises avec des puissances plus importantes (Suède, puis Russie).

La Grande Stratégie de la sécurité cumulative par les alliances fondamentales, bien que moins spectaculaire que dans le cas de la bataille de Grunwald, porte tout de même ses

²⁵⁸ Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, op. cit., pp. 40-44.

fruits en évitant la réalisation d'un Dilemme de Sécurité de remise en cause avérée de l'indépendance et de la survie de l'Etat.

- **1791 : la (brève) seconde lutte pour l'indépendance**

➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

L'histoire de l'absorption de la Lituanie au sein de l'empire tsariste, dont il est question ici, exprime un paradoxe stratégique puisque c'est la baisse d'intensité de la menace dans un premier temps qui entraîne un affaiblissement de l'acteur et donc son incapacité par la suite (en plus de ses erreurs politiques) à répondre à un retour rapide des menaces²⁵⁹.

En effet, si la puissance russe s'accroît sans interruption durant le XVII^{ème} puis le XVIII^{ème} siècle, la menace qu'elle représente est temporairement minorée par le retrait de la Suède de l'échiquier des grandes puissances de la région et son remplacement par les velléités prussiennes qui occupent la Russie entraînée dans le conflit mondial de la « Guerre de sept ans ». Cette période de calme relatif pour la Pologne-Lituanie, conduit à une normalisation des relations avec le voisin russe et à la perception d'une disparition du Dilemme de Sécurité historique. De ce fait la priorité va aux réformes internes au détriment de la puissance militaire, et à une libéralisation progressive du pays²⁶⁰. La surprise stratégique finira par être entraînée, non-pas du fait d'une compétition géopolitique, mais bien idéologique avec les conséquences imprévues de la Révolution française. Entrant en résonance avec la libéralisation de l'Etat des deux couronnes, la fin de la monarchie est décrétée 1788 par une réforme du statut des nobles, conduisant en

²⁵⁹ Cet exemple permet, au-delà de son utilisation pour la thèse, de conférer une résonance historique à un phénomène connu par la majorité des grandes puissances au sortir de la période de relative décreue des tensions suivant la fin de la Guerre Froide, la baisse des capacités et budgets militaires conduisant à une surprise stratégique et une incapacité (obligeant à une remonté en puissance d'urgence) suite au retour des menaces de guerre majeure, en particulier du fait des actions russes en Ukraine en 2014.

²⁶⁰ Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, op. cit., p. 53.

1791 à la rédaction de la première constitution européenne²⁶¹. Inquiète de la contagion possible, la Russie réagit et ravive ainsi sa volonté de conquête de la Pologne-Lituanie, entraînant de fait un paradoxe de sécurité d'intensité maximale avec menace directe sur la survie de l'Etat.

➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

Du fait d'une mutualisation des capacités progressivement délaissée pour des considérations internes, les capacités militaires nationales sont insuffisantes pour endiguer l'invasion russe. De même, la volonté d'une résistance nationale est faible. En outre, contrairement aux dilemmes passés l'option d'une compensation du déficit de moyens par une alliance majeure n'est pas possible, conduisant à une incapacité de fait imposant la passivité.

➤ Manifestations de la Grande Stratégie :

L'inaction polonaise face à l'invasion, du fait d'une dissymétrie criante des forces en présence alliée à un refus de la résistance nationale (guerre des partisans) entraîne une capitulation rapide et une occupation du territoire²⁶².

La Lituanie, refusant cette situation tente alors une vision stratégique centrée sur la résilience nationale traduite par la multiplication des révoltes et une résistance à l'annexion. Toutefois, en l'absence de soutiens extérieurs, et de profondeur stratégique, les éléments de résistance sont rapidement détruits, conduisant à une incorporation de la Lituanie au sein de l'empire tsariste.

Cette brève lutte pour l'indépendance, à la fin misérable, illustre parfaitement l'échec de la Grande Stratégie séculaire fondée sur une alliance majeure porteuse d'une capacité militaire étendue, du fait d'une vision stratégique progressivement abandonnée une fois ressenti une baisse de l'intensité des menaces qui conduit à l'impréparation et à l'absence

²⁶¹ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., p.113.

²⁶² Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, op. cit., p. 56.

d'anticipation des actions tout en ne permettant pas une nouvelle union du fait d'un isolement diplomatique.

- **Retrouver l'indépendance par la sortie de l'empire tsariste (1917)**

- Dilemme de sécurité rencontré :

Pour la première fois le paradigme stratégique est inversé pour la Lituanie, il ne s'agit plus de garantir la survie, au besoin en troquant l'indépendance pleine contre la puissance, mais bien de reconquérir cette indépendance et de la consolider pour assurer la survie.

Reposant sur un contexte international favorable avec la chute de l'empire tsariste en 1917 et une volonté des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale de donner l'indépendance aux nationalités (principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes émis lors de la conférence des quatorze points du président Wilson), il s'agit de contenir les volontés de deux Etats aux capacités militaires largement supérieures (Allemagne et Russie) et aux volontés géopolitiques de revanche par un extension sur les territoires baltes.

Le Dilemme de Sécurité rencontré est ainsi d'une intensité élevée sans présenter pour autant les caractéristiques d'un paradoxe de sécurité.

- La Grande Stratégie mise en œuvre :

La vision stratégique de la Lituanie exprime durant cette époque une action claire et lisible, centrée sur la promotion de l'identité nationale forte et indépendante de la Lituanie, ainsi que sur la constitution d'un réseau diplomatique justifiant l'accession à l'indépendance.

Ainsi, dès l'incorporation au sein de l'empire tsariste s'est développée une identité lituanienne, qui entendait préserver l'autonomie en absence d'indépendance. Cette « révolution culturelle » lituanienne s'est fondée sur un mouvement double, de

différenciation avec la Pologne²⁶³, et surtout d'affirmation d'une voie nationale au sein de l'empire. Cette voie nationale s'est attachée dans un premier temps à définir des symboles identitaires tels que la promotion de la langue et de l'histoire lituanienne, puis dans une action politique d'institutionnalisation de l'autonomie²⁶⁴.

L'activisme politique est ainsi fondé en 1917 sur des bases solides et un relais au sein de la population favorisant la déclaration d'indépendance et la mise en œuvre de structures politiques et administratives solides et crédibles.

Toutefois, en l'absence d'une capacité militaire autonome suffisante (l'armée nationale ne sera officiellement constituée qu'en 1919), c'est bien au plan diplomatique que se situe le seul champ stratégique pouvant entériner l'indépendance. Aussi, la Grande Stratégie de la Lituanie à cette période est-elle centrée sur la constitution d'un réseau de partenaires fondamentaux permettant la survie (soutien matériel, alliance) et l'obtention d'une reconnaissance internationale officialisant l'indépendance.

➤ Les manifestations de la Grande Stratégie :

Conformément aux deux piliers stratégiques mis en exergue ci-dessus, la Lituanie fonde en premier lieu une adhésion internationale à l'indépendance par la constitution d'un réseau d'alliance en utilisant une diplomatie parallèle à la conférence de la paix de Versailles (à laquelle elle n'était invitée que comme observatrice) pour obtenir un soutien matériel immédiat auprès des Etats-Unis et de la France et une alliance politique avec le Royaume-Uni le tout sous fond d'affaiblissement de l'Allemagne et de lutte contre le

²⁶³ La polonisation de la société lituanienne ayant été massive durant la fusion des deux Etats, il apparaissait fondamental que la Lituanie puisse faire émerger une voie nationale particulière apte à défendre son unicité au sein de l'empire russe : *ibid.* p. 57.

²⁶⁴ Dès 1840 une farouche opposition est formée à la tentative de russification de la région, puis une alliance politique est formée avec les autres baltes pour promouvoir des voies nationales distinctes mais fédérer le désir d'autonomie. La consécration de ces mouvements étant atteinte dès 1906 avec suite à la révolution russe avortée de 1905 l'obtention pour les trois baltes de représentant à la Douma relayant leurs volontés indépendantistes : *ibid.* pp. 83-85.

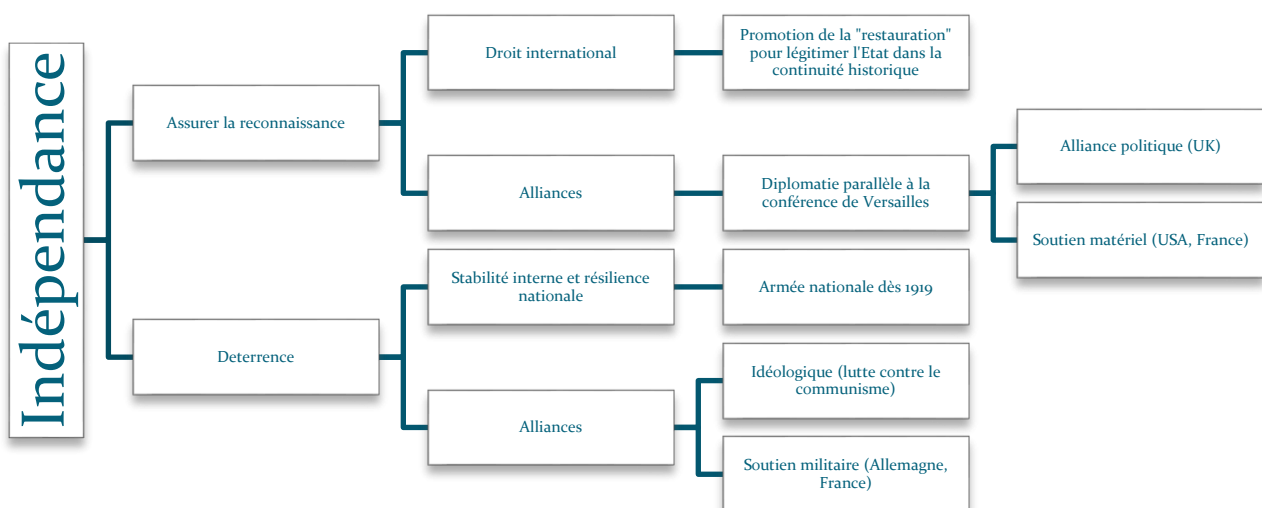
communisme russe²⁶⁵. En outre, le statut d'Etat indépendant et souverain est justifié par le principe juridique de la « restauration » de l'Etat pour indiquer la continuité historique de la Lituanie et prouver un droit naturel à l'indépendance.

Toutefois, la Lituanie ne s'arrête pas au seul volet de garantie internationale, et développe également dès 1918 les moyens de la survie par la dissuasion et vis-à-vis des grandes puissances qui l'entoure, pour ce faire un retour aux piliers fondamentaux de la sécurité est réalisé, avec une résilience nationale par la constitution d'une armée dès 1919, et une garantie par les alliances avec un soutien militaire conclu avec la France puis l'Allemagne en usant notamment de l'argument de lutte contre le communisme.

Vision stratégique intégrale, la Grande Stratégie mise en œuvre par la Lituanie dès 1917 est un succès par sa capacité à rapidement garantir l'indépendance mais également en posant les bases d'un renforcement de ses capacités nationales par la conclusion d'alliances d'assistance et de sécurité.

L'ensemble de cette dynamique étant synthétisée dans le schéma suivant :

Schéma n°28 : La Grande Stratégie du retour à l'indépendance



²⁶⁵ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., p.162.

• Survivre comme seul horizon stratégique (1936-1939)

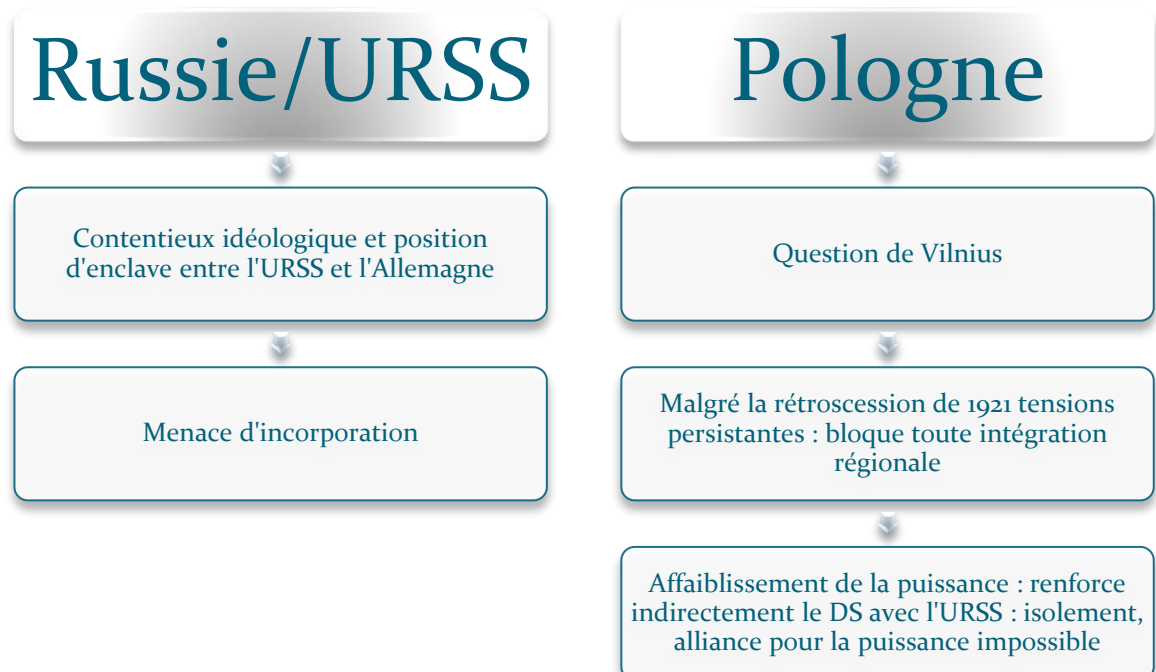
➤ Le Dilemme de Sécurité rencontré :

La crise de 1939 n'est que le paroxysme d'une aggravation continue du Dilemme de Sécurité avec la Russie puis l'URSS, causée par une posture stratégique erronée dès les années 1920. Cette dernière conduit à un progressif isolement sur la scène internationale du fait d'un contentieux avec l'allié historique polonais sur la question de Vilnius, empêchant toute alliance avec cet Etat mais bloquant également l'intégration Balte tout en obligeant à un rapprochement avec l'URSS. La perception de la véritable menace n'est ainsi que tardive et empêche de développer une Grande Stratégie efficiente fondée sur une maximisation de la puissance sur le long terme, au prix d'avantages de court terme entraînant un affaiblissement durable.

Le Dilemme de Sécurité de la Lituanie durant l'entre-deux guerres est ainsi centré sur deux menaces mais dont une seule était véritable ce qui conduit à une Grande Stratégie inadaptée à faire face au paradoxe de sécurité créé en 1938-1939.

Une synthèse de cette problématique est représentée dans le schéma suivant :

Schéma n°29 : Le double dilemme de sécurité de la Lituanie, cause de l'impréparation aux vraies menaces



➤ La Grande Stratégie mise en œuvre et ses manifestations :

Deux étapes sont à distinguer : l'opposition à la Pologne qui d'un succès de court terme fragilise la puissance de la Lituanie et aggrave le Dilemme de Sécurité avec la Russie ; puis le paradoxe de sécurité de 1938 qui voit l'échec d'une Grande Stratégie d'urgence malgré une vision conceptuelle pertinente.

➤ La Grande Stratégie de 1920

Au sortir de la première guerre mondiale, et avec le retour pour la première fois depuis le XV^{ème} siècle d'une action de politique étrangère indépendante séparée de celle de la Pologne, émergent de nouveaux contentieux géopolitiques. La traditionnelle ambition de contrôle de Vilnius par l'Etat des deux couronnes devient du fait de leur séparation une ligne de fracture. Aussi, du fait d'une poussée nationaliste très importante en Lituanie, se développe une politique identitaire isolationniste centrée sur l'accroissement immédiat de la puissance et du prestige national²⁶⁶. Contrevenant à toute la tempérance et aux lignes stratégiques établies en 1917, la Lituanie fait de la rétrocession de Vilnius une priorité et entre dans un conflit direct avec la Pologne, gelant les alliances avec les autres puissances européennes et poussant des revendications auprès de la Société des Nations (SDN). Devant les blocages rencontrés et à la résistance polonaise, la Lituanie opère même un revirement stratégique complet en s'alliant avec l'URSS. La pression est suffisamment forte pour obtenir gain de cause.

Toutefois, le succès de 1921 avec la rétrocession de Vilnius et l'adhésion à la SDN malgré le contentieux avec la Pologne²⁶⁷, cache en réalité un échec de long terme. Il camoufle en effet le véritable Dilemme de Sécurité, non-pas le prestige mais bien celui concernant la survie qui s'incarne face à l'URSS et à l'avancée des prétentions allemandes à l'Est.

²⁶⁶ Second investigation department, *Assessment of threats to national security*, Ministry of defense (Lithuania), Vilnius, 2014, p.3.

²⁶⁷ Notamment grâce à la médiation britannique pour favoriser l'apaisement : Andres Kasekamp, *A history of the Baltic States*, op. cit., p. 96.

La Grande Stratégie apparaît ainsi bien comme une vision qui doit hiérarchiser les menaces pour traiter les plus importantes (la survie) avant de chercher à maximiser la puissance résiduelle, et surtout doit s'incarner dans le long terme pour ne pas grever les capacités d'adaptation et d'anticipation. Le cas d'espèce ici présenté conduit en effet par un succès immédiat mais aux conséquences néfastes sur le long terme (isolement diplomatique) à une diminution de la puissance potentielle à moyen terme qui conduit à développer les dilemmes de sécurité restant et à en augmenter l'impréparation.

➤ La Grande Stratégie de 1938 : la défaite fruit d'une erreur de vision stratégique

La proximité ainsi que la corrélation directe entre les deux dilemmes de sécurité (1921 et 1938) offre un exemple rare des conséquences de la mise en œuvre d'une Grande Stratégie erronée. Contrepied parfait du cas singapourien présenté précédemment, ce cas d'espèce démontre l'autre face de la Grande Stratégie, qui en tant que vision de long terme, peut conduire à un affaiblissement durable de l'Etat si elle est construite sur de mauvaises bases.

La conduite lituanienne à propos du contentieux de Vilnius amène à une double logique négative, qu'est l'isolement diplomatique général et le renforcement de la menace maximale du paradoxe de sécurité entraîné par l'URSS. L'incapacité pratique du pays à endiguer la montée de la menace puis à assurer l'indépendance de l'Etat en 1939, est d'autant plus navrante que la conception doctrinale était particulièrement pertinente. Livrant de ce fait une autre leçon fondamentale de l'étude de la Grande Stratégie et de la Doctrine, quel que soit leur niveau de pertinence et d'innovation elles ne sont rien sans efficience, c'est-à-dire sans adéquation aux moyens réellement possédés et sans la capacité de répondre aux menaces posées²⁶⁸. Le constat formulé directement dans les communications étatiques officielles, est en effet particulièrement adapté et conforme au

²⁶⁸ Renforçant pour toute étude sur la Grande Stratégie, le besoin d'un volet de test de l'efficience qu'il soit par l'Histoire lorsque cela est possible, ou par des méthodes de test prospectifs ainsi que la méthode du wargaming qui est convoquée dans ce travail de thèse.

défi posé par la menace soviétique, à savoir une intégration régionale poussée permettant une mutualisation des capacités (et donc un renforcement de la dissuasion conventionnelle) ainsi qu'une posture affirmée de neutralité pour éviter l'incorporation dans une guerre non-souhaitée du fait du jeu des alliances²⁶⁹.

Toutefois, loin de cette justesse théorique, la réalité des moyens est inexistante, empêchant la réalisation des domaines de puissance souhaités. De fait, l'alliance polonaise est impossible depuis 1921, réduisant le champ de l'intégration régionale aux Etats Baltes, qui reste longtemps bloquée par souci de ménager les relations avec la Pologne, ne débutant qu'en 1934 face à la montée du péril soviétique, bien trop tard pour une réelle efficacité. De même, la posture de neutralité n'est viable face à un risque de guerre que sous deux conditions distinctes, une capacité de dissuasion nationale suffisante (hors d'atteinte des environs 60 000 tirailleurs lituaniens²⁷⁰), ou une garantie internationale crédible par le biais des alliances/intégrations ou d'un statut particulier (cf. Suisse), points qui comme exprimés ci-dessus étaient irréalisables.

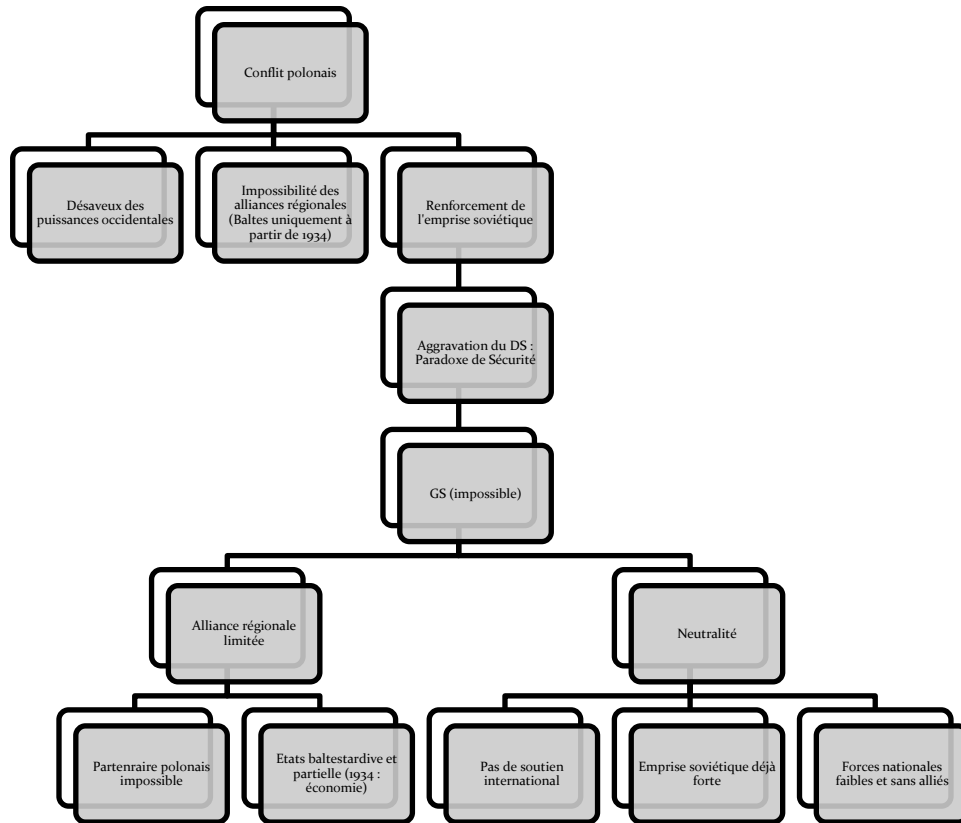
De ce fait, malgré toutes les tentatives d'urgence pour renforcer la puissance lituanienne à partir de 1934, rien n'était à la portée de la Lituanie, en grande partie du fait d'une action stratégique erronée au début des années 20, rendant l'échec de la Grande Stratégie inévitable (matérialisée par l'invasion soviétique).

Œuvre de synthèse et de clarification de cette continuité stratégique et de son impact, le schéma ci-dessous permet une appréhension plus directe du lien entre les deux dilemmes de sécurité de la Lituanie durant l'entre-deux guerres.

²⁶⁹ A l'image de l'engrenage de ce type constaté dans le déclenchement de la Première Guerre Mondiale.

²⁷⁰ Décompte fondé sur un recoupement avec les mobilisations soviétiques qui suivent l'occupation, incorporant directement les anciens conscrits lituaniens : Yvan Leclère, « L'imposition des obligations militaires en Lituanie soviétique, 1940-1953 », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 10, 2009, pp.10-11.

Schéma n°30 : la Grande Stratégie de 1938 une vérité théorique décorrélée de la réalité pratique



- **1991 : La lutte finale pour l'indépendance au travers des Etats restaurés**

➤ Le Dilemme de sécurité rencontré :

Deux étapes distinctes sont à étudier dans le cadre de l'indépendance (finale) de la Lituanie, l'action de retour à la souveraineté proprement dite, puis la dynamique de consolidation qui lui est directement rattachée. Il s'agit dans le second cas de développer les moyens nécessaires à l'écartement du Dilemme de Sécurité historique avec la Russie, par une dissuasion suffisante à la menace d'annexion.

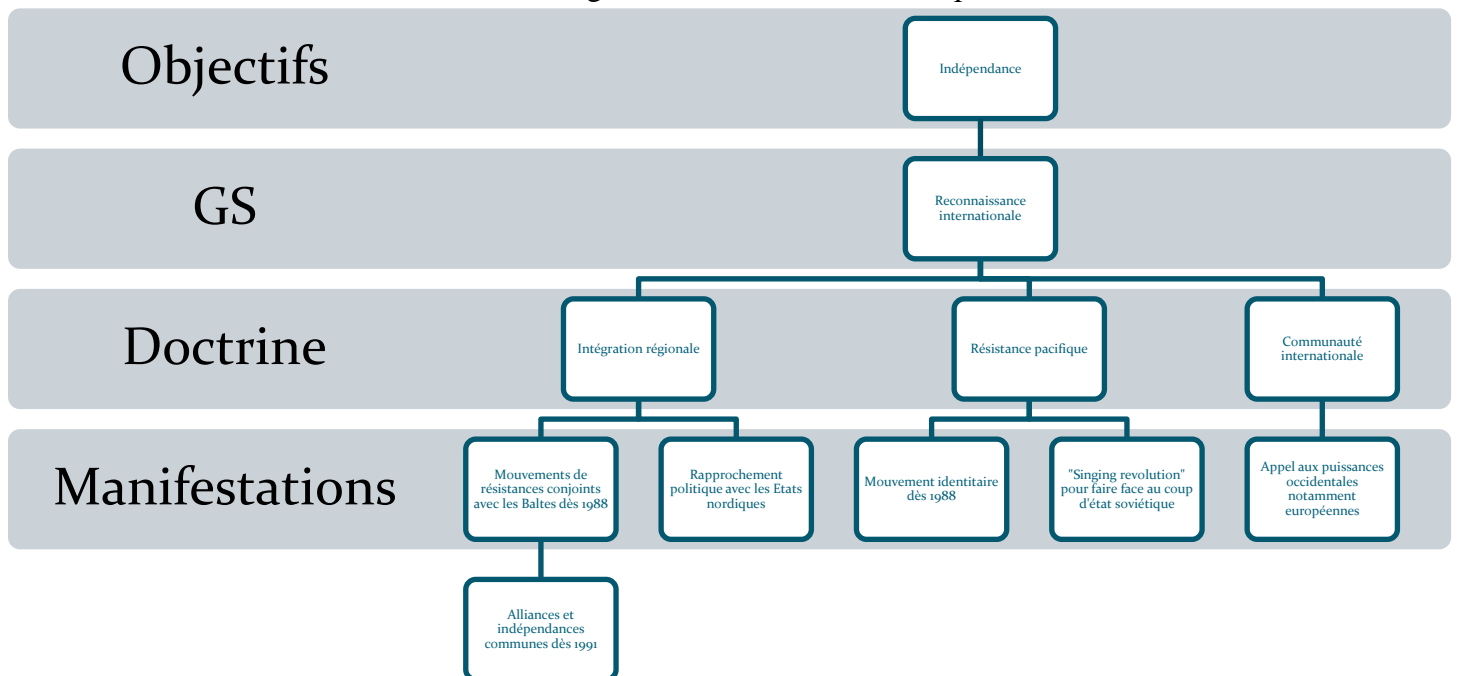
Nous retrouvons dans ce cadre les déterminants de 1919, avec un Dilemme de Sécurité fort du fait de la dissymétrie des moyens vis-à-vis de la menace, mais un contexte

international très favorable permettant de rapidement obtenir et consolider des gains (en particulier dans le soutien des grandes puissances à l'indépendance : Etats-Unis, Royaume-Uni).

➤ La Grande Stratégie mise en œuvre :

Elle reprend les codes qui ont fait le succès de l'indépendance de 1917, à savoir un retour de la souveraineté pacifique centré sur le droit international et l'action diplomatique. A ce titre, l'impact des « singing revolutions » conduites avec les autres Etats Baltes, a été révélateur, puisque bien que les volontés d'indépendances aient été exprimées officiellement dès 1990 et qu'une réaction vive de la part de l'URSS se soit fait jour (répression policières), le choix d'une désobéissance civile et d'une contestation sans violence a permis une décrédibilisation de l'adversaire et un renforcement du soutien international²⁷¹. Pour le reste, les ressorts diplomatiques historiques ont été convoqués, à savoir l'intégration régionale, doublée d'une mobilisation de la communauté internationale, le tout cimenté par l'invocation de l'argument juridique des « Etats restaurés » afin d'assurer la continuité historique.

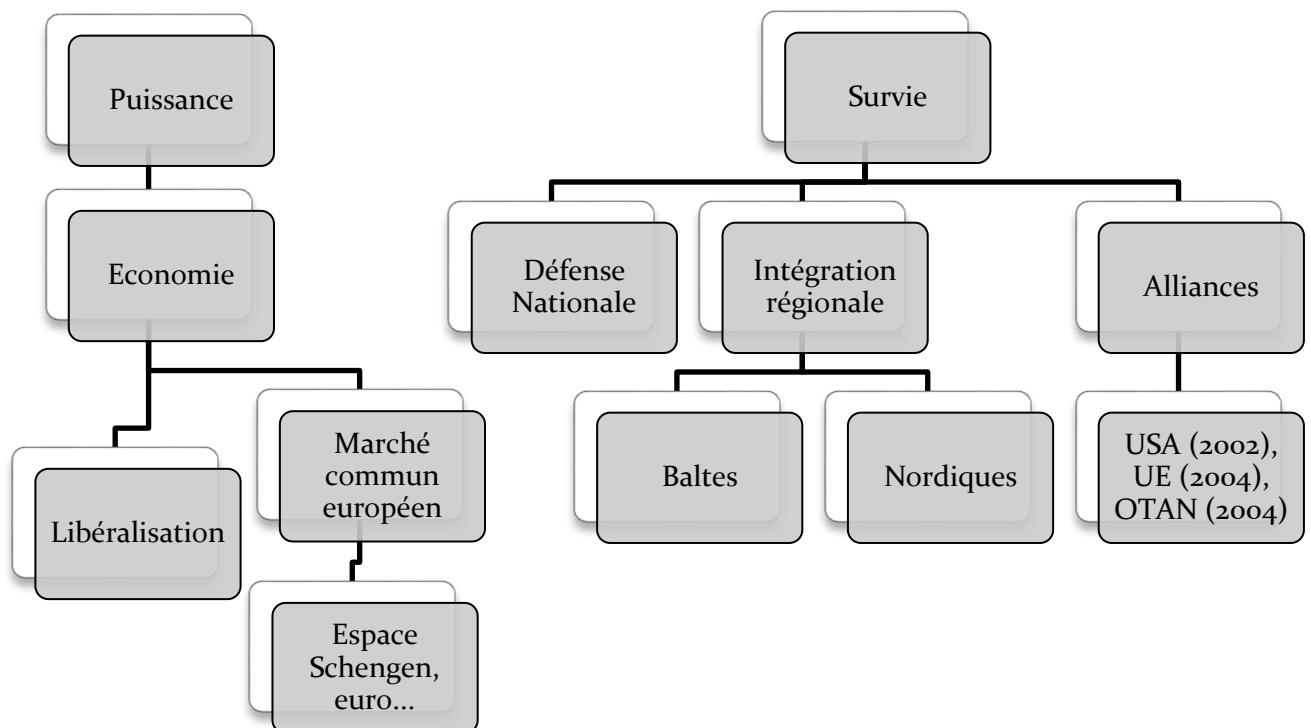
Schéma n°31 : une Grande Stratégie de la restauration : l'indépendance de 1991



²⁷¹ Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., p. 288.

Le succès de la Grande Stratégie est immédiat avec une reconnaissance rapide de l'indépendance ainsi que l'obtention de garanties de sécurité qui assurent la survie et donnent des gages sur le long terme par l'intégration dans les alliances occidentales. L'atteinte de la survie permet alors dès 1991 de développer une seconde Grande Stratégie immédiate du fait de l'évolution de la menace russe afin de garantir la sécurité sur le long terme. Ceci passe en priorité par les alliances pour mutualiser les capacités militaires et donc augmenter les moyens de dissuasion, et éviter la déconvenue de 1939 en étant insérés au plus tôt dans un ensemble sécuritaire permanent et efficient. Débute alors la marche vers l'intégration européenne et dans l'OTAN, largement facilitée par l'affaiblissement de la Russie et la concentration de cet Etat sur sa libéralisation et les questions de stabilité interne. Une nouvelle voie de la puissance est ainsi construite, renouant avec la vision traditionnelle de la sécurité cumulative, des alliances et du développement des capacités nationales. Un succès concrétisé en 2004 par la double adhésion à l'OTAN et à l'Union Européenne.

Schéma n°32 : la consolidation de l'indépendance par l'intégration au camp occidental



3.3. LA GRANDE STRATEGIE D'UNE PETITE PUISSANCE : LA LITUANIE AUJOURD'HUI OU LE RETOUR DU PARADOXE DE SECURITE (2010-2035)

L'étude historique des menaces sécuritaires fondamentales de la Lituanie et des schémas stratégiques mis en place pour y répondre, livre une incroyable richesse du fait de l'histoire millénaire de cette nation ainsi que d'un contexte géopolitique en perpétuelle tension. La culture stratégique de cette petite puissance apparaît de ce fait comme un point crucial de l'entendement de la vision stratégique contemporaine lituanienne, et fera par conséquent l'objet d'une attention toute particulière dans le premier temps de cette étude sur la Grande Stratégie actuelle du pays. Il s'agira par la suite de s'attacher au cœur de ce travail de thèse qu'est la caractérisation de la Grande Stratégie contemporaine au travers notamment de la définition du Dilemme de Sécurité et de la présentation de la Doctrine.

3.3.1. La culture stratégique de la Lituanie et son influence

L'histoire stratégique de la Lituanie, bien que ne présentant pas un schéma de pensée intégral et continu à l'instar de ce qui a été constaté pour le cas de Singapour, met en exergue une véritable richesse conceptuelle et grande stratégique, constitutives d'une culture stratégique influente.

En effet, nous pouvons discriminer trois éléments qui se co-constituent et forment le socle de la vision stratégique du pays : la permanence des menaces fondamentales, une continuité des piliers de l'action stratégique, et pour finir une logique doctrinale durable.

L'acuité des menaces est un des principes fondateurs de la mise en œuvre par un Etat d'une réponse doctrinale et stratégique, il apparaît de ce fait logique que la haute intensité continue des menaces perçues ait une influence sur la posture stratégique de la Lituanie à travers son histoire. Ainsi, la quasi-permanence d'un paradoxe de sécurité lors des périodes d'indépendance entre 1240 et 2010, conduit par nature l'Etat lituanien à développer une posture de consolidation des ressorts traditionnels de la puissance, à

savoir l'équilibre des capacités militaires²⁷². Bien que la puissance nationale puisse s'exprimer (en particulier suite à la fin de la Guerre Froide) par d'autres biais comme le dynamisme économique, le volet militaire reste le ressort primordial de la sécurité. Nous retrouvons par ce biais une conception traditionnelle des rapports de force dans les relations internationales, qui fait de la Grande Stratégie²⁷³ pour la Lituanie le moyen de définir les moyens de la *deterrence* vis-à-vis de l'adversaire produisant le Dilemme de Sécurité. Paradoxalement, l'habitude d'une forte intensité des menaces portant sur la sécurité fondamentale du pays, fait de chaque période d'apaisement -même relatif- (XVIIIème siècle, entre-deux guerres, fin de la Guerre Froide) un moment de diminution brutale des capacités militaires et de diversification des moyens de la puissance.

Corollaire direct de cette permanence du *paradoxe de sécurité*, la vision stratégique lituanienne apparaît comme fondée sur deux piliers de sécurité indépassables visant à combler le déficit quantitatif avec la puissance adverse. Cette « stratégie cumulative » repose sur la constitution d'une dissuasion conventionnelle suffisante par le biais d'une ou plusieurs alliances de sécurité permettant de combler le déficit quantitatif, mais également (contrairement par exemple au Luxembourg) sur l'accroissement des capacités nationales dans une logique de *Self-Reliance* issue d'un passé d'autonomie par les armes²⁷⁴.

Par ruissellement, la mise en exergue de deux voies privilégiées de la sécurité, entraîne une constante doctrinale (plus ou moins officialisée) qu'est l'externalisation de la garantie fondamentale de sécurité, appuyée en grande partie par une capacité de résilience

²⁷² Major Général Andis Dilans, *The Baltic states' 15 years in NATO: which strategic direction should the shield face?*, Baltic Defence College, 2019, p. 24.

²⁷³ Ou du moins de la pensée stratégique et de la production doctrinale du pays.

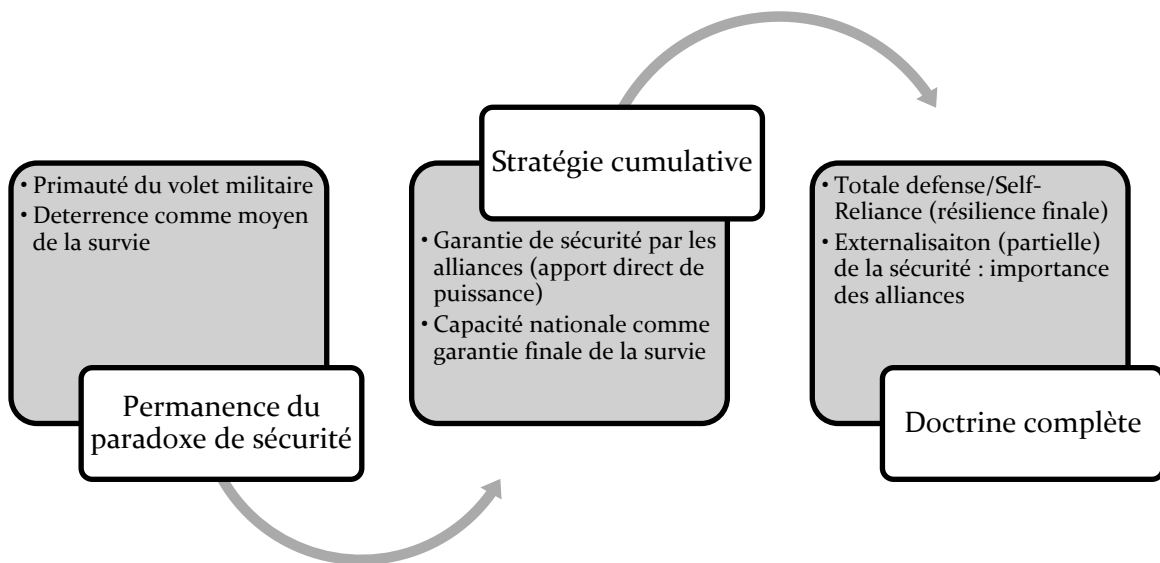
²⁷⁴ La glorification du passé expansionniste au moyen-âge notamment au travers de Mindaugas, fonde encore aujourd'hui un fort sentiment national dans la volonté d'une capacité militaire crédible en autonome, et ce quand bien-même face aux adversaires identifiés il faille cumuler cela avec des alliances militaires : Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., introduction.

nationale. Ce dernier élément est particulièrement intéressant, puisqu'il s'agit d'une vision de *Total Defense*, comme nous l'avons vu avec le cas de Singapour, qui fait de la Lituanie l'ultime garante de sa survie²⁷⁵.

En somme, bien que ne faisant pas œuvre du même rigorisme que la culture stratégique singapourienne, le détail de ces éléments structurants de la vision stratégique de la Lituanie permet de déterminer une véritable pensée grande stratégique structurée formant la base de toute pensée contemporaine et future.

Une vision synthétique de ce constat, servant de base comparative pour l'étude de la Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie, est formée au sein du schéma suivant :

Schéma n°33 : La Grande Stratégie historique de la Lituanie, synthèse de sa culture stratégique



²⁷⁵ Contrairement au Luxembourg qui lie dans ses documents doctrinaux la survie aux alliances, en identifiant son rôle de défense à celui des alliances. Pour plus de clarté, nous pourrions dire à ce stade qu'alors que le Luxembourg entend l'accroissement de sa sécurité par le renforcement des alliances et de son rôle au sein de celles-ci, et que Singapour entend l'accroissement de sa sécurité par le renforcement de sa propre puissance, la Lituanie tient une position médiane avec une dissuasion et une sécurité globale fondée en majorité sur les alliances (comme apport direct de puissance) mais une garantie finale de survie fondée sur l'accroissement de sa résilience nationale.

3.3.2. Le dilemme de sécurité contemporain : retour du paradoxe de sécurité et surprise stratégique

La culture stratégique et sa cardinalité étant définies, il s'agit à présent d'entrer dans le vif du sujet avec la caractérisation de la Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie. La vision complète de celle-ci impliquant trois moments que sont le Dilemme de Sécurité, la Doctrine, et la Grande Stratégie formulée, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation du premier d'entre eux.

En application fidèle de la grille de lecture, cette caractérisation du Dilemme de Sécurité contemporain reposera sur cinq moments : le contexte, la posture géopolitique de l'acteur, les faits/éléments déclencheurs, leur interprétation par l'acteur et l'intensité ressentie, et enfin la modélisation du dilemme rencontré.

• Présentation

Une exception s'impose toutefois dans le traitement du cas lituanien du fait dans la période récente d'une réorientation brutale de la posture stratégique de l'Etat suite à l'aggravation brutale de l'intensité des menaces entraînant une surprise stratégique. Le traitement des archives et documents doctrinaux de la Lituanie depuis 2010, laisse de fait transparaître une adaptation brutale suite aux actions russes en Ukraine. Ce « retour de la posture offensive russe »²⁷⁶ selon les termes mêmes de la Doctrine, conduisant à une transformation en profondeur de la logique stratégique, avec la caractérisation d'un tout nouveau Dilemme de Sécurité, et la mise en œuvre concomitamment d'une vision stratégique renouvelée. Nous aurions pu de ce fait nous concentrer uniquement sur les développements les plus récents, mais cela aurait semblé peu concluant par la production de trois écueils : une manipulation des faits en omettant l'échec de la pensée stratégique de 2010 à 2014 pour se concentrer uniquement sur la réponse ; l'impossibilité pratique de comprendre le retard capacitaire et doctrinal à combler en urgence ainsi que l'origine de

²⁷⁶ Second investigation department, *Assessment of threats to national security*, Ministry of defense (Lithuania), Vilnius, 2014, p.10.

ce sentiment d'urgence ; la perte d'un exemple contemporain du revers de la médaille d'une Grande Stratégie, qui mal définie entraîne un affaiblissement de l'Etat à moyen terme en ignorant les menaces réelles.

Par conséquent, deux dilemmes de sécurité doivent être détaillés pour autant de Doctrines qui seront explicitées par la suite, rendant compte le plus fidèlement possible de l'état actuel de la pensée stratégique lituanienne ainsi que des raisons qui y président.

- **2010-2014 : L'illusion de la sécurité**

- Contexte :

L'affaiblissement de la Russie au début des années 2000, de même que le succès pour les Etats baltes dans leur accession à l'OTAN et à l'Union Européenne, offre une perspective de sécurité maximale sur le long terme²⁷⁷. Elle repose notamment sur la disparition de la menace existentielle russe, ainsi que sur l'intégration régionale comme garantie ultime de sécurité avec des alliances fortes et une communauté des risques.

- Posture géopolitique et définition de la menace :

Puisque la menace sécuritaire fondamentale disparaît peu à peu, l'enjeu prioritaire réside dans la capacité à assurer le développement économique et militaire de la Lituanie par les alliances et la participation à la lutte contre les menaces globales émergentes (terrorisme, guerre de l'information, contestation de l'ordre mondial)²⁷⁸. Souscrivant intégralement à une vision de la pacification générale du monde post Guerre Froide, la Lituanie entre dans une logique de puissance occidentale à l'étranger proche pacifié et qui n'a donc à craindre que les déstabilisations générales du monde.

La définition des menaces probables à moyen et long termes sont à ce titre révélatrices, puisque seules des occurrences de faible intensité sont programmées : la probabilité des

²⁷⁷ Ministry of defense (Lithuania), *Guidelines of the minister of national defense for 2012-2017*, Lithuania, 2012, p.1.

²⁷⁸ Ibid., pp. 7-8.

conflits conventionnels est estimée plus faible que jamais et les principales menaces sont celles du terrorisme et de la remise en cause de l'ordre libéral. Plus significatif encore, lors de la recension des zones crisogènes de la planète de nombreuses frontières sont citées comme celle entre les Etats-Unis et le Mexique, mais dans le même temps de telles zones en Europe sont considérées comme inexistantes avec aucune mention de la frontière des Etats de l'Union Européenne avec la Russie²⁷⁹ !

Hierarchisation des menaces futures selon la vision lituanienne pré-2014²⁸⁰ :

1. Terrorisme (pour tous les Etats de l'Union Européenne)
2. Déstabilisation de l'ordre mondial
3. Arcs de crise dans le monde en particulier au Moyen-Orient et en Afrique
4. Zones crisogènes futures (ex : frontière américano-mexicaine)
5. Tensions diplomatiques avec la Russie : mais estimé peu probable puisque cet Etat est défini comme ne souhaitant pas fragiliser ses relations avec les partenaires européens

➤ Faits :

Le pivot progressif des Etats-Unis vers l'Asie, renforcé par les déclarations de l'administration Obama à partir de 2012 ainsi que l'apaisement relatif avec la Russie (malgré la guerre en Géorgie de 2008) conduisent la Lituanie à déceler une opportunité pour le développement économique et de l'intégration régionale. Une double dynamique de normalisation des relations avec la Russie et d'intégration régionale en matière de stratégie et de capacités de défense est ainsi amorcée.

²⁷⁹ Ministry of national defense of the republic of Lithuania, *The world 2030: updated and expanded edition*, 2013, p. 37.

²⁸⁰ Classement directement repris du document : *ibid*, pp. 56-57.

➤ Interprétations :

- Selon la vision de l'acteur : Dilemme de Sécurité tenu (sûrement la perception de sécurité la plus aboutie de l'histoire de la Lituanie) centré sur les menaces globales du fait d'une sécurité assurée par les alliances et de l'anticipation d'une normalisation progressive des relations avec la Russie.
- Intensité : faible : survie assurée par les alliances, l'objectif prioritaire est donc de développer la puissance nationale sur le volet économique et l'intégration régionale européenne.

• **La surprise stratégique de 2014 et ses conséquences**

A. Le tournant ukrainien

La réalité stratégique est ingrate et brutale, un évènement suffit à infirmer une vision sécuritaire complète. En l'espèce, l'annexion de la Crimée par la Russie en février-mars 2014 puis le conflit séparatiste du Donbass qui l'a suivi, a entraîné une rupture totale de l'édifice théorique lituanien. Cette surprise stratégique entraînant un sentiment d'urgence par l'aggravation soudaine de l'intensité de la menace et l'impréparation constatée.

Preuve du caractère fondamental des perceptions dans la constitution d'un Dilemme de Sécurité, la posture russe qui était considérée comme pacifique malgré l'action de 2008 en Géorgie, devient soudain une menace d'intensité maximale nécessitant une remise en cause de l'ensemble de la Doctrine.

B. Le retour du paradoxe de sécurité

➤ Posture géopolitique et définition des menaces :

Le contexte ayant étant largement présenté par le tournant ukrainien de 2014, c'est dans la définition nouvelle des menaces et de la nécessité de remontée en puissance des capacités de défense en urgence qu'apparaît l'ampleur de la surprise stratégique subie par la Lituanie. Dès la seconde partie de 2014 une actualisation stratégique est produite, faisant de la Russie la menace centrale et du retour de la forte probabilité d'un conflit de

haute intensité la considération sécuritaire prioritaire²⁸¹. La Russie redevient le Dilemme de Sécurité quasi-unique, entrant dans une logique officielle de paradoxe de sécurité, avec une réaffectation des menaces dans la hiérarchie, ainsi que des moyens prioritaires à développer pour y pallier que sont l'accroissement des alliances de sécurité et des moyens conventionnels nationaux²⁸².

L'on constate ainsi un virage à 180° de la prospective de sécurité, par une relégation des anciennes menaces prioritaires (terrorisme, contestation de l'ordre international) aux dernières places et un bond en avant de la probabilité d'un conflit conventionnel en tête de liste.

Hierarchisation des menaces futures selon la vision lituanienne post-2014²⁸³ :

- 1. Menaces conventionnelles, avec mention directe de la Russie**
- 2. Menaces hybrides**
- 3. Crises régionales (en particulier en Europe et au Moyen-Orient)**
- 4. Attaques informationnelles (désinformation, cyber)**
- 5. Sécurité énergétique**
- 6. Terrorisme**
- 7. Déstabilisation de l'ordre international**

➤ **Faits :**

Concomitamment au sentiment d'urgence et à l'action théorique de définition des menaces, les orientations pratiques de sécurité de la Lituanie procèdent également d'un retournement brutal. L'intégration européenne n'est plus prioritaire, de même que la

²⁸¹ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of national defense for 2014-2019*, Vilnius, 2014, p. 3.

²⁸² Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, Vilnius, 2016, p.3.

²⁸³ Ibid., pp. 5-6.

normalisation des relations avec la Russie n'est plus d'actualité. Aussi, il s'agit de réactiver la présence des alliances, en particulier avec le développement des partenariats stratégiques avec les Etats-Unis²⁸⁴ et les nations voisines (baltes, nordiques, Pologne), et d'un renforcement en urgence des capacités nationales avec la volonté d'un bond technologique à moyen-terme²⁸⁵.

➤ Interprétation :

- Selon la vision de l'acteur : retour de la menace historique russe sur l'indépendance créant un dilemme de sécurité d'intensité forte portant directement sur la survie.
- Intensité : quasi-maximale du fait d'un *paradoxe de sécurité* légèrement minoré cependant par la présence d'alliances fortes (Etats-Unis, OTAN) offrant un confort stratégique qui n'était pas présent par le passé²⁸⁶.

➤ Modélisation :

La prise en compte de l'ensemble de ces éléments, depuis le contexte jusqu'à l'interprétation, permettent de fournir une vision claire du Dilemme de Sécurité contemporain rencontré par la Lituanie. La période de décrue relative des menaces au début du XXIème siècle ont fondé une illusion sécuritaire créant une mauvaise interprétation des défis futurs et affaiblissants la capacité de réponse de la Lituanie. De ce fait, le tournant qu'a été la surprise stratégique de l'action russe en Ukraine a conduit à un revirement stratégique complet avec le retour d'une menace d'intensité élevée sur la survie de l'Etat, et les conséquences stratégiques que cela implique. C'est le renouveau

²⁸⁴ Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, resolution n°XIII-202, 17 janvier 2017, pp. 2-4.

²⁸⁵ Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, op. cit. p. 7.

²⁸⁶ Sauf peut-être durant la période suivant la fusion avec la Pologne, mais cela entraînait une perte de souveraineté qui n'a pas lieu dans le contexte actuel.

du paradoxe de sécurité historique, centré sur la probabilité (ressentie) élevée d'un conflit conventionnel obligeant à une réponse sécuritaire forte, activant les piliers traditionnels de l'action stratégique de la Lituanie que sont la mobilisation des alliances et le renforcement des capacités nationales.

Une vision synthétique de ce Dilemme de Sécurité nouveau issu de la surprise stratégique et à visée comparative avec les autres cas d'étude est formulée dans les deux schémas suivant :

Schéma n°34 : Le processus de transformation du Dilemme de Sécurité lituanien

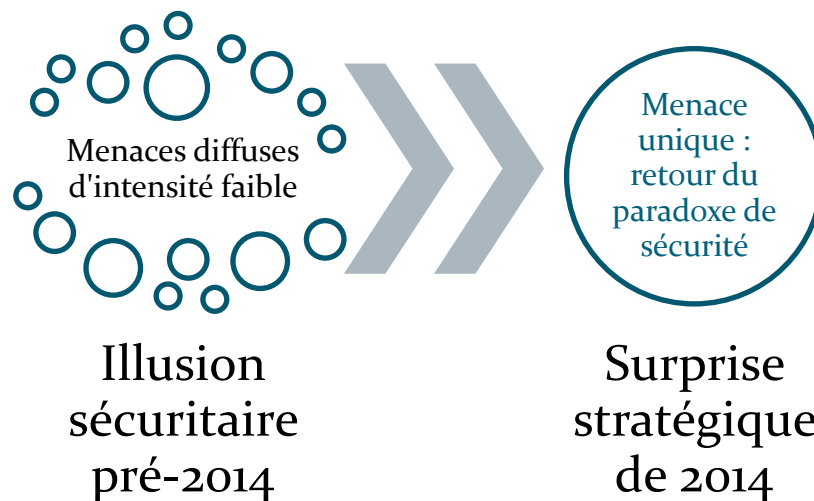


Schéma n°35 : Modélisation du Dilemme de Sécurité contemporain de la Lituanie

Menaces

- Invasion russe, retour de la probabilité du conflit de haute intensité

Dilemme de Sécurité

- Paradoxe de sécurité historique avec la Russie

Objectifs

- Augmenter la deterrence globale par le biais des alliances (renforcement, nouveaux accords)
- Augmenter la puissance de résilience nationale (sociétale, forces armées...)

Manifestations

- Total Defense, présence renforcée des alliés, modernisation des forces, etc.

3.3.3. **Doctrines et Grande Stratégie contemporaines de la Lituanie**

Puisque la menace a été caractérisée ainsi que ses conséquences stratégiques premières que sont la mise en œuvre d'un processus de conception doctrinale et la formulation d'objectifs sécuritaires généraux, il s'agit à présent de s'intéresser au cœur de la pensée stratégique lituanienne contemporaine au travers de la caractérisation de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

La définition de la Grande Stratégie intervient alors en rembobinant le fil de la production stratégique, il s'agit par l'étude des éléments concrets de la Doctrine de pouvoir déterminer les intentions générales de la cellule de décision et ainsi la vision du pays sur son action future dans les relations internationales pour endiguer les menaces auxquelles il est confronté. Nous procéderons ainsi en deux temps, avec premièrement l'étude minutieuse de la Doctrine, puis l'analyse critique de la Grande Stratégie de la Lituanie face au paradoxe de sécurité posé par la Russie.

- **La doctrine de la Lituanie : horizon 2035**

A. Revue de la littérature spécifique

Bien que tardive²⁸⁷ la production théorique de la Lituanie est dense, elle rassemble ainsi une dizaine de documents entre 2012 et 2020. Toutefois l'on constate un embouteillage après 2014 suite à la surprise stratégique ukrainienne conduisant à un besoin d'adaptation en urgence pour produire une nouvelle vision prospective et de sécurité à moyen terme. De ce fait, les sources disponibles présentent par elles-mêmes cette fracture entre l'apaisement pré-2014 et le retour aux fondamentaux sécuritaires à partir de l'action russe en Ukraine.

²⁸⁷ Le gouvernement lituanien lui-même énonce en 2013 (Ministry of national defense of the republic of Lithuania, *The world 2030: updated and expanded edition*, op. cit. p. 4) qu'il s'agit du premier document officiel prospectif, et que la Lituanie débute tout juste un processus de vision stratégique officielle.

Pour plus de clarté et de concision, les diverses sources composant la doctrine contemporaine de la Lituanie seront présentées sous la forme d'un tableau, à l'image de ce qui a été réalisé pour le Luxembourg. C'est sur la base de ces documents ainsi que des entretiens réalisés que seront tirées les analyses postérieures²⁸⁸.

Sources de la Doctrine contemporaine de la Lituanie		
Date	Repère bibliographique	Présentation du contenu
2012	Ministry of defense, <i>Guidelines of the ministry of defense for 2012-2017</i> , Lithuania, 9pages	Première affirmation de la doctrine lituanienne du début du XXIème siècle, centrée sur l'intégration régionale et l'apaisement, avec en particulier une affirmation de la Doctrine nationale comme prolongement direct de celle de l'OTAN et de l'Union Européenne. Toutefois il s'agit également dans le même temps de demeurer un allié crédible avec notamment une force de défense du territoire maintenue dans un objectif de 50% d'employabilité et de 10% d'employabilité pour des opérations extérieures. La Lituanie doit enfin pouvoir s'insérer dans la dynamique générale d'intégration des défenses baltes et nordiques.
2013	Ministry of national defense of the republic of Lithuania, <i>The world 2030: Updated and expended edition</i> , 96pages	Définition de l'ensemble des tendances mondiales avec la caractérisation des risques principaux comme issus de la déstabilisation de l'ordre libéral et des menaces diffuses (terrorisme). Il s'agit alors de déterminer les moyens nécessaires au renforcement des structures de régulation et de gestion de la multipolarité dirigée par le primat des Etats-Unis. L'intégration régionale et le développement du volet économiques sont estimés prioritaires.
2014	Ministry of defense, <i>Guidelines of the ministry of defense for</i>	Maintien du niveau d'ambition nationale des 50% d'employabilité des forces, mais évolution de la priorité capacitaire vers leur modernisation afin de convenir à la nouvelle priorité sécuritaire qu'est la dissuasion de la Russie redevenue l'adversaire premier.

²⁸⁸ La liste des entretiens conduits est à retrouver au sein de l'annexe n°5 [p.665](#).

	2014-2019, Lithuania, 7pages	Le renforcement de la présence et de la visibilité des alliances est également priorisé : exercices en Baltiques, demande d'un déploiement permanent de forces (la future <i>Enhanced Forward Presence</i>). De nouveaux accords de défense doivent également être conclus (notamment avec les Etats-Unis) pour renforcer la sécurité cumulée.
2014	Second investigation department, <i>Assessment of threats to national security</i> , Ministry of defense (Lithuania), Vilnius, 2014, 29pages	Document définissant la vision stratégique de l'Etat. Produit par un bureau indépendant du ministère de la défense il a pour enjeu de présenter une autre vision, et de critiquer les documents officiels (rare et précieux dans le cadre d'une analyse de la pensée stratégique d'un Etat). Retour de la probabilité du conflit militaire avec la Russie, bien qu'ici jugée plutôt faible du fait de la force des alliances et en particulier de la dissuasion naturelle que l'OTAN opère vis-à-vis de la Russie. Le tournant de l'Ukraine oblige toutefois à faire évoluer la vision sécuritaire nationale en considérant de nouveau un paradoxe de sécurité imposant un renforcement général des capacités nationales et en particulier dans les nouveaux champs de la conflictualité (informationnelle, hybride, énergétique...).
2015	Ministry of defense, <i>Guidelines of the ministry of defense for 2016-2021</i> , Lithuania, 5pages	Objectif fixé à l'atteinte de 2% du PIB consacrés à la défense pour 2020. Remise en cause des développements capacitaires précédents du fait de l'aggravation du contexte sécuritaire en particulier de la menace russe. Il s'agit de concrétiser la présence des alliés sur le sol national (création de l'EFP), de moderniser les forces par leur infovalorisation, et surtout de renforcer la capacité de Total Defense par une réactivation de la résilience civile (manuels de désobéissance et de résistance à l'invasion) et surtout la remise en place du service militaire universel. La réponse à la nouvelle forme de conflictualité de l'adversaire (hybridité) doit passer par le renforcement des capacités cyber et la lutte contre les opérations d'influence.
2016	Ministry of national defense, <i>The military</i>	Définition des garanties fondamentales de sécurité du pays : OTAN, Etats-Unis (nouveau par rapport à la vision pré-2014). L'Union

	<i>strategy of the republic of Lithuania</i> , 10pages	<p>Européenne au contraire devient uniquement une source de « sécurité additionnelle ».</p> <p>La Russie est confirmée en tant que menace primordiale, imposant le renforcement des capacités de défense collective et de l'intégration régionale avec une focale sur les Baltes et les Nordiques. Une nouvelle hiérarchie des menaces est établie (voir encadré page 264).</p> <p>La Total Defense est officiellement définie en tant que cadre conceptuel fondamental de la Lituanie. Elle est alors à la fois collective (capacités nationales) et individuelle (<i>civil resistance</i>), conduisant à une vision globale de la sécurité résumée sous le concept de <i>Comprehensive approach security</i>.</p>
2017	Seimas of the republic of Lithuania, <i>National security strategy</i> , resolution n°XIII-202 du 17 janvier 2017, 17pages	<p>Confirmation et validation des éléments de la vision stratégique publiée en 2016. Est simplement posée une emphase sur la présence américaine sur le sol national (depuis 2016 et l'EFPP) comme garantie fondamentale de sécurité par le pouvoir de dissuasion qu'elle apporte.</p> <p>Précision des divers piliers du développement de la puissance : diplomatique (alliances, intégration régionale), militaire (montée en compétence, accroissement du budget), sociétal (résilience de la nation), stabilité (promotion du DIP et de l'ordre international), économie (sécurité énergétique, diversification).</p>
2017	Ministry of defense, <i>White paper: Lithuanian defense policy</i> , Vilnius, 64pages	<p>Mise en perspective du dilemme de sécurité avec la Russie en énonçant une hausse des tensions continue depuis 10ans (malgré l'incapacité à l'appréhender avant 2014), et donc la nécessité de considérer dans le futur la permanence de celui-ci même en cas d'apaisement notable.</p> <p>Les challenges de long terme sont alors le maintien de l'efficacité des alliances et le renforcement des capacités nationales, notamment en vue d'une modernisation pour une meilleure efficacité interne mais également au sein des alliances (volonté d'utilité et de participer au maintien du potentiel dissuasif de l'OTAN).</p>

		<p>3 menaces sont prioritaires pour les vingt prochaines années : le révisionnisme russe, la guerre informationnelle, et les menaces aux frontières sud de l'OTAN.</p> <p>Réaffirmation des priorités de coopération : Etats-Unis, OTAN, intégration baltico-nordique (notamment avec la participation depuis 2016 à la NORDEFECO).</p>
2020	<p>Minister of defense, <i>Lithuanian defense system: facts and figures 2020</i>, 12pages</p>	<p>Concrétisation de l'effort massif de modernisation de la défense avec atteinte de l'objectif fixé en 2014 des 2% du PIB consacrés à la défense (passage de 0,77% en 2013 à 2,13% en 2020).</p> <p>Programmation des futures acquisitions de modernisation militaire, d'ici à 2025 : obusiers, air defense intégrée, véhicules de combat de l'infanterie infovalorisés.</p> <p>Valorisation du rôle actif de la Lituanie en Ukraine avec volonté de poursuite des actions de formation, soutien logistique, assistance technique, expertise militaire, et exercices conjoints. Montrant une détermination à lutter contre la menace russe contre la Lituanie et ses alliés.</p>

B. La doctrine contemporaine

Conformément au cas particulier de la posture sécuritaire contemporaine de la Lituanie, il apparaît obligatoire de présenter les doctrines avant et après la surprise stratégique de 2014. Pourra ainsi être constatée l'évolution conceptuelle et la réorientation des priorités des leviers de la puissance. La Grande Stratégie qui sera déterminée en suite de ces analyse permettant de fournir une vision synchrétique et complète, dont l'urgence et l'ampleur des transformations est comprise par le renversement de 2014.

➤ L'illusion de l'apaisement : 2010-2014

▪ Explication :

Ainsi qu'énoncé dans la caractérisation du dilemme de sécurité, la vision doctrinale lituanienne entre 2010 et 2014 est centrée sur une augmentation générale de la puissance, dans un format proche de celui actuellement tenu par le Luxembourg, avec pour axes prioritaires l'intégration européenne et la mutualisation des capacités de défense. Du fait

de l'affaiblissement de l'intensité des menaces, le volet militaire cesse d'être prééminent au profit de la dimension économique centrée sur la modernisation (développement des technologies numériques)²⁸⁹.

- **Détail des concepts doctrinaux :**

Bien que les piliers fondamentaux de la sécurité soient maintenus avec une défense globale de type Total Defense, et les alliances comme garantie prioritaire de sécurité²⁹⁰, la Lituanie s'achemine avant tout vers une logique d'augmentation continue de la puissance par l'économie du fait d'un système international apaisé et centré sur la compétition plutôt que sur l'affrontement. Une vision doctrinale complète n'est pas jugée nécessaire et c'est une politique de conduite qui est privilégiée avec le pragmatisme comme angle stratégique.

- **Manifestations :**

La vision de politique étrangère produite par la Lituanie durant cette période est centrée sur l'intégration européenne et le renforcement du multilatéralisme, avec une volonté d'apaisement avec la Russie passant par une réduction des conflits dédiés à la politique des frontières.

- **Le retour aux fondamentaux : le paradoxe de sécurité depuis 2014**

- **Explication :**

Le traumatisme de 2014 conduit à développer une politique étrangère fondée sur le primat de la sécurité et des garanties militaires sur lesquelles elle repose. Pour ce faire, sont convoquées en priorité les alliances et les partenariats stratégiques militaires. Deux axes sont notables, en premier lieu un renforcement du lien avec les Etats-

²⁸⁹ Ministry of national defense of the republic of Lithuania, *The world 2030: Updated and expended edition*, op. cit., pp. 33-35.

²⁹⁰ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2012-2017*, op. cit., p. 1.

Unis²⁹¹, qui deviennent le partenaire prioritaire puisque seule puissance à même de garantir de manière durable une défense contre la Russie²⁹² ; en second lieu l'OTAN est perçu comme l'élément dissuasif par excellence, seul apport de sécurité collective suffisamment crédible pour empêcher toute velléité russe en Lituanie²⁹³. La Doctrine nouvelle postule donc une modification de la répartition des alliances, avec un prisme sécuritaire impliquant un recentrage sur les partenaires produisant directement de la sécurité. La priorité d'intégration européenne est ainsi abandonnée, au profit d'une logique de cercles concentriques de la production de sécurité²⁹⁴ :

1. Les garanties de la survie : Etats-Unis, OTAN
2. Les relais de la puissance : intégration régionale (Baltes, Nordiques, Pologne) et partenaires de défense historiques (Allemagne, Royaume-Uni)
3. Les apports de sécurité additionnels : Union-Européenne, coopérations bilatérales

La militarisation de la Doctrine est ainsi patente, et se double au plan capacitaire d'une emphase sur la modernisation des forces nationales et sur leur évolution quantitative. Cette modification dans l'urgence, impose un sursaut rapide peu compatible avec les moyens limités de la petite puissance lituanienne. Aussi, conformément aux concepts historiques, la défense est envisagée comme totale en ce qu'elle englobe l'ensemble des capacités nationales, la remontée en puissance concerne de ce fait aussi bien le

²⁹¹ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2014-2019*, op. cit., p. 3.

²⁹² La logique lituanienne est en ce point particulièrement pragmatique, en énonçant que la présence de soldats américains sur son sol (expliquant en grande partie le soutien très fort à l'*Enhanced Forward Presence*) impliquera mécaniquement en cas d'invasion une entrée en guerre des Etats-Unis à leurs côtés, et bien que l'occupation initiale du territoire ne pourra certainement pas être évitée, les forces américaines apportent la garantie de la reconquête par une contre-offensive dans la durée : Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, op. cit., p.3.

²⁹³ Jüri Luik, *A visionary approach to Baltic Security: the next 20years*, Baltic defence college, 2019, pp. 315-318.

²⁹⁴ Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, op. cit., pp. 3-4.

volet purement militaire que le volet civil²⁹⁵. Trois champs prioritaires sont établis, permettant une augmentation de la résilience nationale, la modernisation des forces armées pour une égalisation technologique vis-à-vis de l'adversaire ; l'extension de la défense aux civils par la formation à la désobéissance passive en cas d'occupation ainsi que la formation de structures partisans ; l'augmentation quantitative par le retour du service militaire dès 2015 ainsi que la formation d'un corps de réserve paramilitaire formé à la défense du territoire national dans la durée²⁹⁶.

- Détail des concepts doctrinaux :

Cette nouvelle orientation générale de la pensée stratégique et de la Doctrine lituanienne conduit au développement des concepts traditionnels. Ainsi, la *Total Defense* est officiellement utilisée²⁹⁷ comme concept fondateur et structurant de l'action internationale du pays pour répondre aux défis sécuritaires posés par la Russie depuis 2014. Le concept est d'ailleurs jugé d'une pertinence particulière pour faire face aux nouvelles formes de conflictualité (en particulier l'hybridité) qui agit au-delà de la seule confrontation armée et nécessite des réponses défensives de l'ensemble des secteurs critiques de la société pour être efficaces (lutte contre la désinformation, les attaques cyber, renforcement de la sécurité énergétique, etc.)²⁹⁸. Complément automatique de ce

²⁹⁵ Bien que la résilience de la nation et la participation des civils à la défense ait été une continuité stratégique (Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2012-2017*, op. cit., p. 8), l'on constate après 2015 une extension de leur rôle ainsi qu'une précision de leur tâches à un cas de résistance à une invasion russe avec l'ensemble des conduites à tenir, avec deux formats : un livre papier directement distribué et traitant d'une résistance active (Ministry of national defence, « Ministry of National Defence issued third publication on civil resistance », Republic of Lithuania, kam.lt, 27 octobre 2016, https://kam.lt/en/news_1098/current_issues/ministry_of_national_defence_issued_third_publication_on_civil_resistance.html) et un manuel de conduite à tenir et de préparation à une invasion destiné à l'ensemble des habitants du pays (Ministry of national defense, *Prepare to survive emergencies and war: a cheerful take on serious recommendations*, Republic of Lithuania, 2015, 60pages).

²⁹⁶ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2016-2021*, op. cit., p. 2.

²⁹⁷ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2014-2019*, op. cit.

²⁹⁸ Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2016-2021*, op. cit., p. 4.

genre de vision stratégique, la *Self-Reliance* fait son retour en force avec deux leviers de puissance que sont d'un côté l'accroissement traditionnel de niveau technologique et de volume des forces conventionnelles, et la focalisation sur le développement de moyens nouveaux de la sécurité (cybersécurité notamment)²⁹⁹. Ce sont ces nouveaux champs sécuritaires, permettant même à une petite puissance de développer un avantage comparatif et une primeur, qui sont vu comme le moyen de développer la résilience nationale, impliquant une focale stratégique particulière³⁰⁰.

La Doctrine ainsi formulée, promotrice d'une capacité de défense nationale complète, à la fois individuelle et collective, ne peut être efficiente que si elle est intégrée au mieux dans la logique diplomatique de la sécurité par les alliances et le soutien des autres volets de la puissance comme l'économie (permettant des gages de sécurité par un renforcement de la stabilité interne et une protection externe en particulier avec le développement d'une indépendance énergétique³⁰¹). Aussi, un concept doctrinal général a été formé, rendant compte de l'ensemble de ces dimensions : la *comprehensive approach security*³⁰².

L'édifice doctrinal contemporain de la Lituanie apparaît donc comme abouti et permet la définition précise de la vision grande stratégique ayant présidé à sa création, toutefois avant de se pencher sur ce cadre théorique, il convient de détailler les manifestations par domaines de la Doctrine afin d'entendre l'action concrète que la Lituanie projette dans les prochaines décennies pour lutter contre son Dilemme de Sécurité.

²⁹⁹ Ibid. p. 5.

³⁰⁰ Avec notamment dès 2018 la rédaction d'un document stratégique sur la cybersécurité et l'obtention en 2020 du quatrième rang mondial dans la sécurité nationale contre les attaques cyber (Minister of defense, *Lithuanian defense system: facts and figures 2020*, pp. 7-8).

³⁰¹ Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, op. cit., p. 7.

³⁰² Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, op. cit., pp. 5-7.

▪ Manifestations :

La richesse doctrinale de la Lituanie ne s'arrête pas à l'expression de grands principes, mais vient également détailler les apports et prescriptions pour chaque domaine, afin de matérialiser rapidement les gains nécessaires à l'accroissement de la sécurité du pays.

Cinq domaines sont de ce fait visés³⁰³ :

17. Au plan militaire l'accroissement direct et indirect des capacités : modernisation des forces terrestres par l'infovalorisation et l'acquisition de matériels lourds pour l'air défense et l'artillerie ; la hausse continue des budgets pour se stabiliser entre 2% et 3% du PIB annuel ; le renforcement du rôle et de la place des réserves ; le développement de l'intégration et l'interopérabilité avec les Etats-Unis, les Baltes (bataillon mécanisé tri-national depuis 2016) et les pays Nordiques (adhésion des baltes à la NORDEFECO³⁰⁴ depuis 2016).
18. Au plan économique, la puissance pour l'indépendance : elle repose en priorité sur la diversification de l'économie nationale (et en particulier sa tertiarisation) pour un accroissement du niveau de vie et le développement des technologies de pointe, et sur le développement de la sécurité énergétique afin de réduire les moyens de pression russes (chantage gazier et pétrolier) ainsi que sur le contrôle des investissements étrangers et une politique de stocks pour anticiper les crises.
19. Au plan technologique, la création d'avantages comparatifs : il s'agit de développer des leviers de puissance en étant leader sur des segments en devenir. La focale est à ce titre particulièrement portée sur le cyber : création d'un réseau national entièrement sécurisé et autonome pour les institutions publiques en 2019, quatrième rang mondial à l'index de sécurité des Etats contre les menaces cyber et informationnelles, etc.

³⁰³ Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, op. cit., pp. 7-15.

³⁰⁴ Nordic Defense Cooperation.

20. Au plan sociétal un renforcement du rôle de la défense civile : par une politique d'intégration directe dans le potentiel défensif de la Lituanie en cas d'invasion, passant par une logique de désobéissance passive de l'ensemble de la population pour compliquer l'occupation du pays, et la formation de poches de résistance pour contrarier la présence d'une force étrangère sur le sol lituanien. Les actions concrètes étant incarnées dans des politiques de formation, des manuels de résistance et désobéissance, un renforcement du patriotisme dans l'éducation et le devoir de mémoire...
21. Au plan diplomatique: un renforcement du rôle et de la visibilité dans les alliances pour assurer la présence des alliés et la dissuasion globale, ainsi que le développement de la stabilité internationale garante de la baisse de l'intensité des tensions par le biais d'une promotion du DIP et la mise en œuvre de politiques d'aide au développement.

L'étude et de la caractérisation de la doctrine contemporaine de la Lituanie étant désormais achevée, le processus théorique d'analyse de ce cas d'étude va pouvoir aboutir avec la définition de la Grande Stratégie qui va à présent être conduite.

- **La Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie, un retour aux sources**

Le cas grand stratégique qui est ici présenté ne peut empêcher de renvoyer à l'étude historique qui a été conduite précédemment. De fait, la surprise stratégique de 2014 et l'impréparation face à l'aggravation rapide de l'intensité des menaces, rappellent directement les problématiques de 1791 et de l'entre-deux guerres. Empruntant au premier cas historique la baisse rapide et continue des capacités du fait de la perception d'un recul des tensions et ce jusqu'à l'élément déclencheur du retour du paradoxe de sécurité ; et remémorant le second cas par une surprise stratégique due en grande partie à une mauvaise définition des menaces conduisant à minorer le défi existentiel pour des succès de court terme (en l'espèce durant les années 2000 la paix globale et l'intégration européenne) ne permettant pas le développement de moyens adéquats en cas du retour d'un paradoxe de sécurité.

Ces deux exemples offrent une parfaite mise en perspective de la vision stratégique contemporaine et prospective de la Lituanie, dominée par un sentiment d'urgence avec la nécessité de faire remonter rapidement en puissance les garanties de sécurité pour pallier aux erreurs d'analyses passées. Toutefois, à la différence de ces cas historiques, le contexte actuel est bien plus favorable grâce à des alliances de sécurité fortes permettant par elles-mêmes d'opérer une capacité de dissuasion crédible à l'adversaire³⁰⁵.

Double constat, qui renvoi ainsi plus que naturellement la Lituanie à appliquer les piliers traditionnels de sa sécurité pour un véritable retour aux sources, à savoir l'application d'une stratégie cumulative entre capacités nationales renforcées et dépassement du Dilemme de Sécurité par les alliances.

L'ambition stratégique exprimée pour les prochaines décennies repose par conséquent sur une vision sécuritaire élémentaire en deux phases complémentaires³⁰⁶ : une capacité de dissuasion suffisante de l'adversaire russe par une *deterrence* apportée du fait d'actions directes de puissance (alliances, renforcement des capacités nationales) et indirectes (hausse du niveau de vie, résilience de la population), puis en cas d'échec la garantie de la survie de la Lituanie par le biais d'une défense commune. Ce second point, révélateur d'une vision négative de la stratégie (survie comme critère de victoire et non-pas destruction de l'adversaire), est le cœur du développement de l'efficacité de la *Total Defense* et de l'implication lituanienne au sein des alliances.

La définition de la Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie est donc celle d'une logique de survie pour faire face à un paradoxe de sécurité, il s'agit alors de s'appuyer sur les trois champs primordiaux de la puissance nationale que sont le militaire, la diplomatie, et l'économie, en usant des deux logiques stratégiques fondamentales de ce cas d'étude que sont la puissance par les alliances et le développement des capacités nationales.

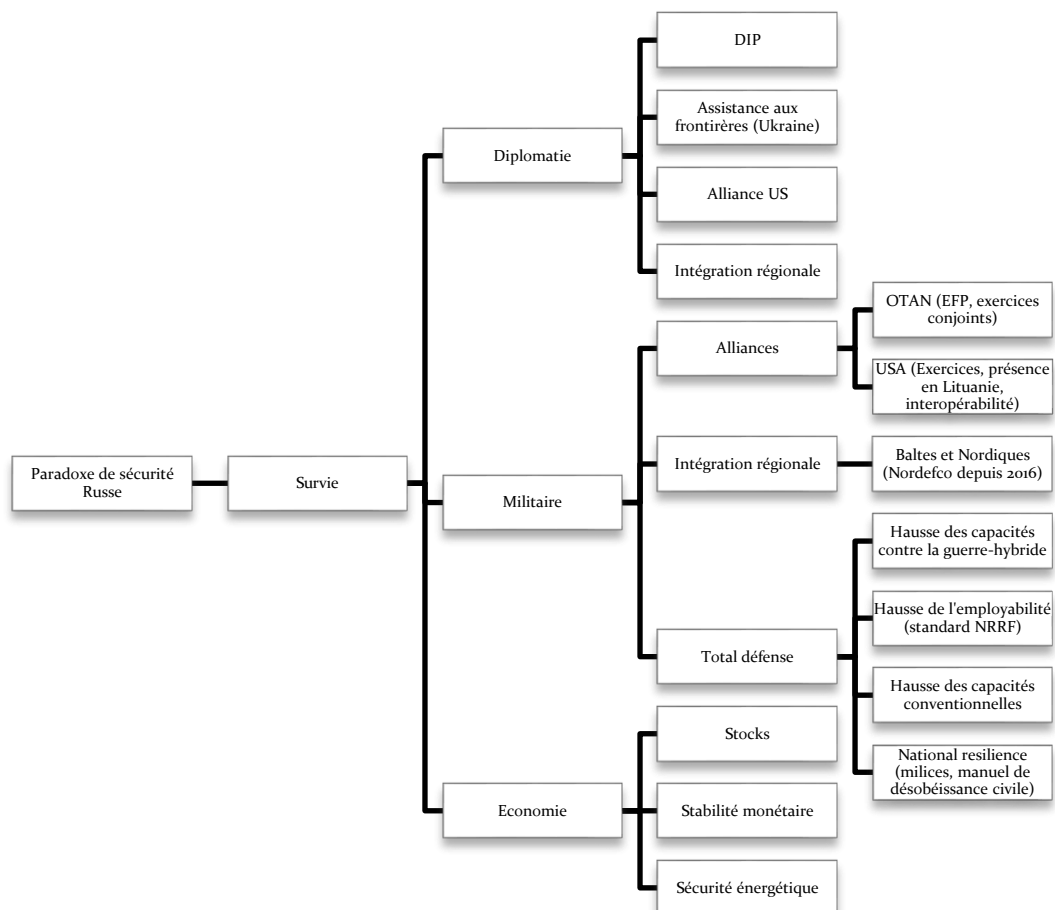
³⁰⁵ Margarita Seselgyte, « How to defend society? Baltic responses to hybrid threats », *The world of small states vol.7 : Small states and the new security environment*, New-Zealand, 2021, pp. 73-85.

³⁰⁶ Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, op. cit., p. 6.

La vision stratégique ainsi construite, renforcée de la Doctrine complète présentée précédemment, permet ainsi de caractériser sans mal une Grande Stratégie intégrale pour la Lituanie au plan théorique. Elle repose alors sur une structure hiérarchique aboutie, exprimant un ruissellement continu depuis les grandes orientations stratégiques jusqu'aux actions concrètes issues de prescriptions pour chaque domaine.

Afin de gagner en clarté, une modélisation synthétique de ce processus intégral est à retrouver dans le schéma ci-dessous, élément cardinal pour le travail comparatif qui sera réalisé dans la partie finale de ce travail de thèse.

Schéma n°36 : L'édifice grand stratégique contemporain de la Lituanie (Grande Stratégie, Doctrine, manifestations)



3.3.4. Doctrine et Grande Stratégie de la Lituanie : synthèse comparative selon la grille de lecture

La caractérisation théorique de la Grande Stratégie de la Lituanie arrive à échéance puisqu'ont désormais été définies la culture stratégique de l'Etat en exploitation de l'analyse historique conduite concernant les dilemmes de sécurités et grandes stratégies passées, ainsi et surtout qu'ont été caractérisés le Dilemme de Sécurité contemporain, la Doctrine, et la Grande Stratégie. Il convient désormais de retrouver la grille d'analyse et l'ambition comparative de ce travail afin de réaliser la modélisation synthétique de la Doctrine et de la Grande Stratégie de Singapour. Une fois cette étape réalisée, pourra être formulé le bilan théorique de ce cas d'étude ainsi que la caractérisation des besoins d'étude pratique qui en découlent, éléments déterminants dans l'optique de l'analyse générale et des leçons de la thèse qui seront tirées dans le dernier moment de la thèse. Revenons-en toutefois pour le moment à la modélisation à visée comparative de la pensée stratégique contemporaine de la Lituanie, en livrant successivement l'étalon de la Doctrine et de la Grande Stratégie.

- **La doctrine**

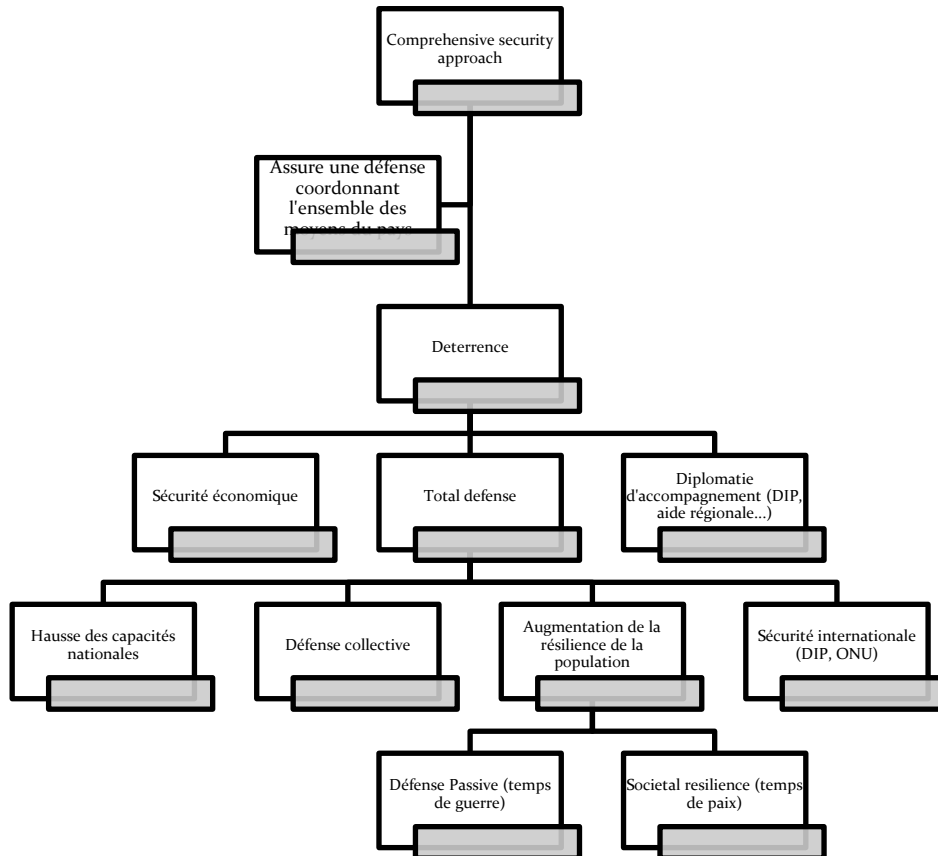
- Sources :

Afin d'éviter des répétitions sans plus-value le lecteur est renvoyé au tableau correspondant **p.304**.

- Concepts clés :

En application de la vision stratégique précédemment présentée l'on distingue dans le cas lituanien un ensemble doctrinal formel et clairement exprimé autour du concept de la *comprehensive security approach*, permettant de mettre en place une deterrence globale usant prioritairement de la variable militaire pour assurer la survie. La mobilisation des concepts historiques traditionnels de *Total Defense* et *Sel-Reliance*, ainsi que l'accroissement de la sécurité par les alliances, formant la structure de cette approche de sécurité compréhensive.

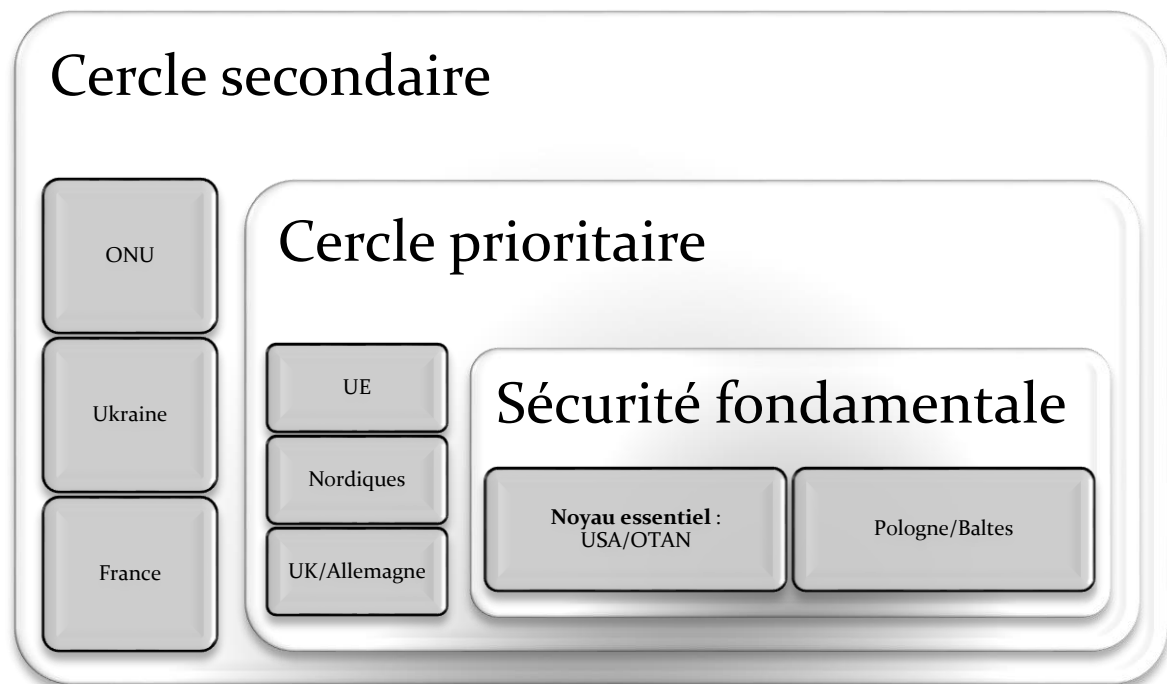
Schéma n°37 : La Doctrine lituanienne contemporaine : la *comprehensive security approach*



Toutefois, cette présentation de la doctrine ne peut suffire, puisqu'elle minore par essence l'apport fondamental des alliances de sécurité dans la garantie de survie et de réponse au Dilemme de Sécurité. De fait, chaque paradoxe historique de sécurité rencontré par la Lituanie, du fait de moyens nationaux limités a cherché une solution dans la mutualisation des forces par les alliances pour combler le déficit quantitatif.

La vision contemporaine de la sécurité ne fait pas exception et du fait de la hausse de l'intensité des menaces depuis 2014 conduit à réaffirmer le rôle central des alliances pour la survie avec une architecture particulière exprimée en termes de priorité et d'importance des garanties apportées, synthétisée dans la modélisation suivante :

Schéma n°38 : Modélisation des cercles diplomatiques et de sécurité par les alliances de la Lituanie



➤ Prescription pour chaque domaine :

1/ Militaire : *Total Defense* mobilisant les alliances, la résilience nationale, l'intégration régionale et la modernisation des forces conventionnelles. Objectif de remontée en puissance rapide (hausse du niveau technique et du volume des forces).

2/ Economique : centré à la fois sur la sécurité énergétique et l'autonomie stratégique.

3/ Diplomatie : promotion de la stabilité internationale et multiplication des alliances pour renforcer ses capacités de deterrence.

4/ Sociétale : résilience générale de la nation centrée sur la formation/intégration des citoyens à la défense, et le développement des moyens de résilience cyber.

➤ Actions mises en œuvre :

1/ Militaro-diplomatique :

- Spécialisation en cybersécurité : document stratégique de 2018, réseau national sécurisé depuis 2019, 4^{ème} rang mondial des réseaux stratégiques sécurisés
- *Self Reliance* : cohésion nationale, renforcement de la mémoire collective, promotion de la langue, de la culture et de l'histoire nationale, focus sur le développement de l'éducation
- Défense passive : formations pratiques à la résistance, manuel de désobéissance civile (2015)
- Forces conventionnelles : objectif atteint de 2% du PIB pour 2020, renforcement des réserves et milices, retour de la conscription (2016), hausse de l'interopérabilité OTAN/Baltes/Nordiques
- Modernisation des forces terrestres : deux nouveaux bataillons (Infanterie/artillerie), numérisation, refonte des véhicules
- Alliances : assistance à l'Ukraine, EFP, visibilité dans l'OTAN, intégration avec les nordiques (NORDEFECO + bataillon intégré), intégration avec les Baltes (bataillon tri-national)

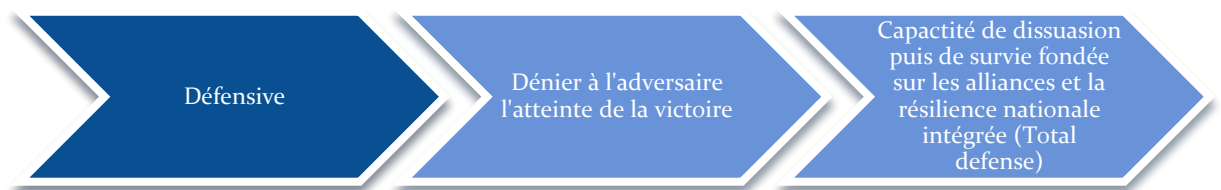
2/ Economique : stocks énergétiques et diversification, stocks et politiques communes avec l'UE, production nationale, politiques macro-économiques pour renforcer la stabilité monétaire, contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques.

➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

La Lituanie présente à la lumière des éléments énoncés une doctrine de troisième catégorie à savoir défensive.

Du fait de l'opposition à un paradoxe de sécurité, seuil très proche du déclenchement d'une guerre, la Lituanie est naturellement poussée à une structure doctrinale qui accepte la conflictualité même si elle souhaite l'éviter. Contrairement aux modèles de Singapour et du Luxembourg, bien que la deterrence soit une part fondamentale du schéma sécuritaire, elle n'est qu'une des deux logiques probables, à parts égales avec la capacité par les alliances et la défense nationale à empêcher l'adversaire de vaincre, c'est-à-dire assurer la survie dans le cadre d'un conflit armé.

Par conséquent, de manière schématique la Doctrine de la Lituanie selon la taxinomie de la Posen s'illustre comme suit :



• **La Grande Stratégie**

➤ Vision stratégique :

Sans revenir sur le détail de la vision stratégique Lituanienne contemporaine, qui a été réalisée précédemment, émerge néanmoins une dynamique claire du retour de l'impératif de survie imposant une politique renouvelée de sécurité militaire et de deterrence globale fondée sur la garantie fondamentale des alliances et le renforcement des capacités nationales.

➤ Champs d'action :

Du fait du retour d'un paradoxe de sécurité, la logique historique de la pensée stratégique lituanienne réapparaît, offrant à la variable militaire une place dominante militaire pour une maximisation de la puissance garantissant la survie. Il s'agit de renforcer en priorité

le domaine garantissant l'indépendance finale (capacité militaire de s'opposer à une action militaire adverse d'annexion). Les autres moyens de la puissance, bien que majeurs (cf. alliances de sécurité) s'incarnant en tant que vecteurs de soutien selon quatre axes :

- Soutien diplomatique (DIP, maximisation des alliances)
- Soutien économique (indépendance, sécurité énergétique)
- Capacités nationales (résilience sociétale)
- Alliances

➤ Eléments/Concepts clés :

Comprehensive security, total defense, societal resilience, civil resistance.

➤ Coordination des domaines :

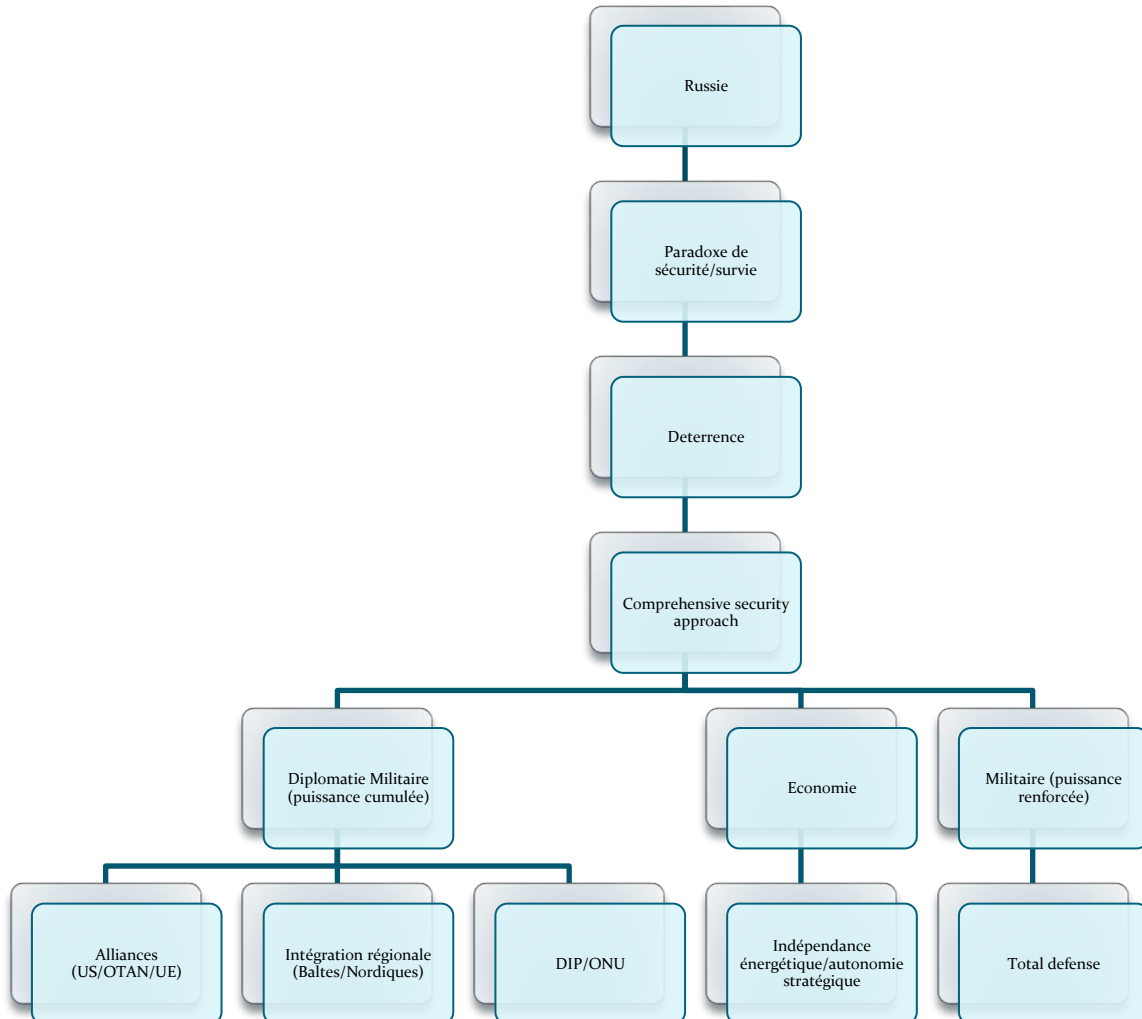
Vision globale de la sécurité cumulative, mêlant l'ensemble des vecteurs de la sécurité nationale et par les alliances (comme garantie de combler le déficit quantitatif) sous le concept de *Comprehensive security approach*.

Toutefois, la domination du domaine militaire demeure, orientant la coordination de ces domaines vers ce champ particulier qui est le plus formalisé et directement en résonance avec l'objectif d'assurer la survie pour solutionner le Dilemme de Sécurité.

➤ Modélisation syncrétique :

La vigueur conceptuelle de la pensée stratégique lituanienne contemporaine implique, dans une visée comparative étendue et claire avec les autres cas d'étude, une modélisation générale définitive permettant d'appréhender sa Grande Stratégie.

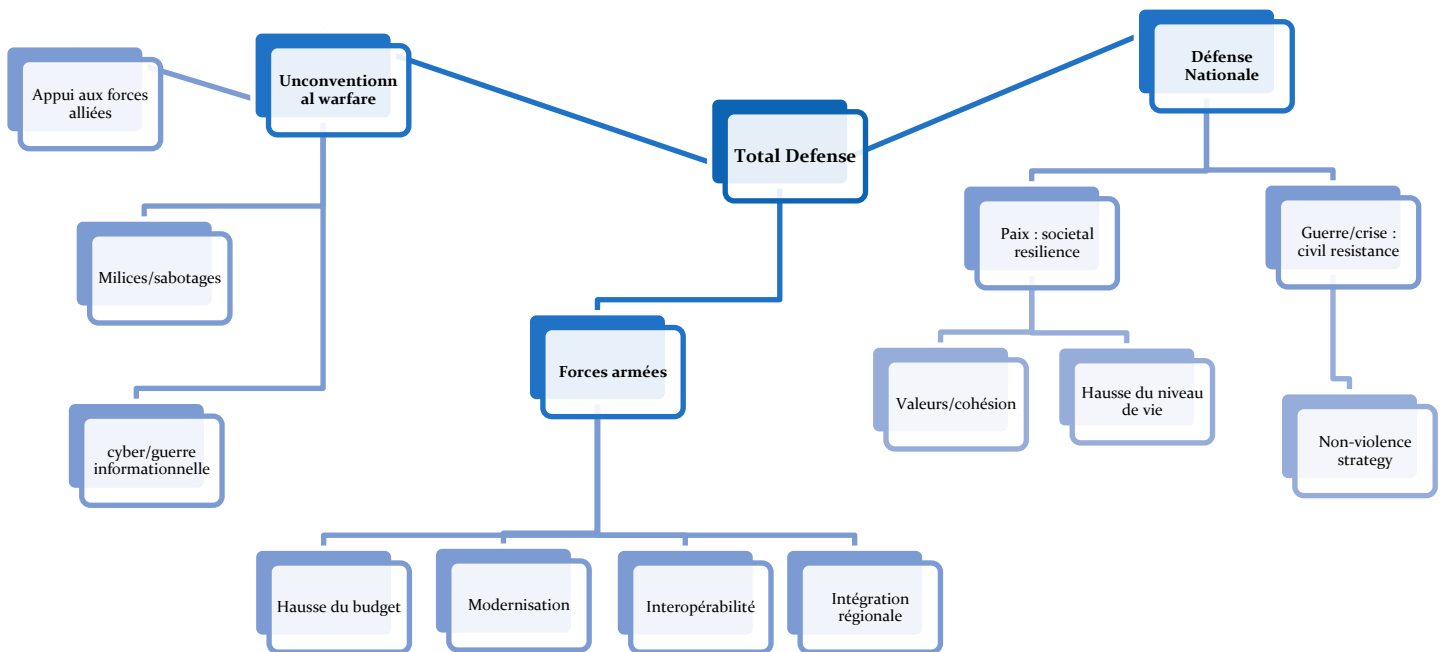
Schéma n°39 : La Grande Stratégie de la Lituanie, vision synchrétique



Le ruissellement ainsi produit entre menace existentielle (Russie/paradoxe de sécurité), vision stratégique, puis considérations doctrinales et applications par domaines n'est toutefois pas suffisant pour rendre compte de la prédominance du volet militaire centré sur la *Total Defense*.

Une fois n'est pas coutume, la Grande Stratégie théorique de la Lituanie modélisée implique un second schéma qu'est la *Total Defense* et ses ramifications, afin de fournir une image fidèle.

Schéma n°40 : Modélisation intégrale de la *Total Defense* : cœur de la Grande Stratégie lituanienne



3.4. LA GRANDE STRATEGIE DE LA LITUANIE : BILAN THEORIQUE

Désormais arrivés au bout de l'étude théorique de la Grande Stratégie de la Lituanie, il convient d'en fournir un bilan, tant pour compléter une nouvelle étape de réponse aux hypothèses initiales que pour définir le pont avec la partie suivante par la définition des éléments nécessitant une validation pratique.

- **Réponse aux hypothèses initiales et synthèse théorique**

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les déterminants doctrinaux ou stratégiques de la Lituanie, ce qui a été largement développé auparavant, mais plutôt de se concentrer sur les leçons qui peuvent en être tirées en ce qui concerne la réponse aux hypothèses initiales posées pour ce cas d'étude ainsi que de dégager les conclusions éventuelles concernant la grille d'analyse générale de la Grande Stratégie.

Le cas lituanien permet de présenter une permanence des menaces de haute intensité et leur influence sur la posture stratégique d'un Etat. De fait, le paradoxe de sécurité historique portant sur le risque de la survie de l'Etat par une menace d'annexion met en exergue une primauté de la variable militaire dans les leviers nationaux puisque seule garantie ultime de sécurité. Toutefois, au-delà de cette primauté, ce cas d'une forte intensité constante permet de constater que contrairement à l'idée première concernant les petits Etats, ils sont à même de développer des moyens de survie sur la durée avec une part égale entre les capacités nationales et les alliances de sécurité³⁰⁷. Enfin, les périodes de 1791, de l'entre-deux guerre et du début des années 2010, mettent en exergue l'inclinaison à une forte diminution des capacités nationales dès qu'une accalmie semble arriver concernant le paradoxe de sécurité. La baisse des tensions conduisant à un désinvestissement de la variable militaire pour un développement national prioritaire, et dans l'ensemble des cas étudiés à une mauvaise interprétation des risques potentiels conduisant à une surprise stratégique et à une faiblesse accrue lors d'un regain des menaces.

³⁰⁷ Sans l'obligation d'une délégation intégrale de sécurité comme le cas du Luxembourg l'avait présenté.

Un parallèle devra donc être étudié dans la dernière partie de la thèse entre diminution brutale de l'intensité et diminution de l'acuité de la définition des menaces futures et de la Grande Stratégie.

L'apport de la Lituanie pour la grille d'analyse générale ayant été évoqué, il faut à présent traiter de la synthèse théorique de ce cas d'étude par la réponse aux hypothèses initiales. Pour ce faire, en application de la méthodologie construite pour ce travail de thèse nous avons recours au second des quatre tableaux de présentation de la Grande Stratégie d'une petite puissance, c'est-à-dire celui portant sur les caractéristiques théoriques de la Grande Stratégie de l'acteur.

Tableau conclusion des caractéristiques théoriques du cas d'étude du Luxembourg	
Structure	Contenu
Caractéristiques de petite puissance	Les éléments fondamentaux de la petite puissance sont maintenus puisque les déterminants physiques demeurent et que la sécurité est réalisée en partie par une externalisation de la sécurité du fait d'une stratégie cumulative grâce aux alliances et aux intégrations régionales. Le volet économique fait progressivement exception dans les secteurs de pointe en particulier le domaine cyber, de même que le manque de ressources naturelles est une priorité ciblée pour réduire la dépendance en développant les moyens de la souveraineté énergétique.
Hypothèses sur les déterminants géostratégiques/identité	L'ensemble des éléments sur l'identité de l'acteur et des déterminants stratégiques sont confirmés puisqu'est constatée une prépondérance de l'usage des moyens militaires du fait d'une quasi-permanence d'un paradoxe de sécurité menaçant directement l'indépendance et la survie de l'Etat. Les alliances et l'intégration régionale étant dans la continuité historique le moyen privilégié de l'indépendance par le renforcement de la deterrence.
Dilemme de sécurité	Confirmation du présupposé établi d'une permanence historique des paradoxes de sécurité malgré l'évolution des facteurs de menace (teutoniques, Russie, URSS). Les périodes de décroissance de l'intensité n'ayant pas permis de sortir de la spirale sécuritaire puisque fondées sur une mauvaise interprétation des menaces conduisant à une surprise stratégique et au retour de la menace sur la survie.

Grande Stratégie développée	Confirmation de l'hypothèse initiale. En effet, bien que fondée sur une externalisation en partie de la sécurité (stratégie cumulative), le volet national est très développé et marqué par une continuité conceptuelle (Total Defense, Self-Reliance) conduisant à une Grande Stratégie complète et progressivement formulée au fil du temps.
Concepts clés/innovants	Total Defense ; comprehensive security approach ; deterrence ; societal resilience
Test de l'efficacité des éléments développés	En complément de la réalisation historique des menaces évoquées dans la Doctrine contemporaine (invasion russe de l'Ukraine), la dimension pratique contemporaine résidera dans le test par le wargaming. Cette phase apparaît alors comme cardinale.

• **L'expression des besoins de validation pratique : les wargames dédiés à la Lituanie**

Puisque la dimension théorique de l'étude de la Lituanie est désormais complète, il s'agit à présent de s'attacher à la caractérisation de sa dimension pratique. Encore faut-il en définir les contours pour disposer par la suite d'éléments de test adaptés aux besoins théoriques identifiés. Dans le cas de la Lituanie c'est sa posture militaire, ou plutôt son efficacité à la fois dissuasive et défensive (en cas de déclenchement d'un conflit) qui est centrale et devra faire l'objet d'une étude pratique. L'efficacité recherchée est par conséquent double avec à la fois un test des principes de dissuasion (lutte contre la guerre hybride, alliances comme garanties de sécurité, etc.) et de la viabilité de la posture défensive pour assurer la survie en cas d'invasion territoriale.

Pour ce faire nous aurons recours à deux simulations mettant en exergue sous diverses formes ce test de l'efficacité de la dissuasion et de la réponse concrète en cas de conflit.

Le premier wargame portera ainsi sur l'efficacité des concepts, et prendra la forme d'une simulation de type *red teaming*, avec pour une plus grande pertinence des résultats une variation des angles d'analyse couvrant les deux domaines primordiaux de l'efficacité de la doctrine lituanienne : la crédibilité de l'apport national à la défense générale de la nation et une étude globale des concepts et de leur capacité à résoudre le paradoxe de sécurité

russe. Ainsi chaque panel se verra présenter sur un temps cours (1H-1H30) un des deux thèmes de ce *red team* (ou les deux) pour lequel il devra présenter une analyse a priori, qui sera ensuite adaptée en fonction des éléments (événements, nouvelles connaissances, réaction aux actions du panel, etc.) apportés par les juges à chaque tour de jeu.

Le deuxième wargame quant à lui reposera sur deux types de simulations : un *political wargame* portant sur la gestion de crise pré-conflit pour tester la crédibilité des alliances et la capacité de la Lituanie à les mobiliser pour sa défense (notamment l'article 5 de l'OTAN et les alternatives possibles en cas d'échec) ; ainsi qu'un scénario d'emploi de niveau stratégique centré sur une invasion des Etats baltes avec l'étude de l'éventail de manœuvre et de production d'effets réels (pour une comparaison finale entre les éléments théoriques et leur efficacité pratique).

Au rang des critères quantitatifs de fiabilité des simulations, la pertinence des résultats sera obtenue en jouant environ dix fois chaque wargame avec l'usage de trois panels différents.

Ainsi s'achève le travail d'analyse théorique du troisième et dernier cas d'étude qu'est la Lituanie. Petite puissance caractéristique dans l'opposition constante à un paradoxe de sécurité, fondant une doctrine dense de la stratégie cumulative entre alliances et capacités nationales intégrées. La pertinence des concepts doctrinaux est ainsi particulièrement forte au plan théorique, et devra faire l'objet d'une consolidation lors de la partie pratique consacrée à ce cas d'étude centrée sur leur résilience.

Transition toute trouvée pour la conclusion générale de cette première partie de la thèse qui se clôture avec l'étude de la Lituanie. L'édifice stratégique et doctrinal des trois cas d'étude ayant été réalisé, la première face de la Grande Stratégie est achevée, il convient à présent de s'attacher à son second volet par une analyse de l'efficacité pratique par la mobilisation de la méthodologie du wargaming et de l'histoire immédiate.

Partie II : De la Grande Stratégie du Luxembourg, de la Lituanie, et de Singapour (2/2) : dimension pratique

Le second temps de l'analyse grande stratégique des petites puissances, c'est-à-dire sa dimension pratique, impose -à l'image de ce qui a été réalisé précédemment- de mener une étude spécifique pour chaque acteur afin d'en discerner toute leurs spécificités d'actions. Il s'agit de fait, de dépasser le simple cadre de l'énonciation théorique et mettre en balance les schémas stratégiques et sécuritaires vis-à-vis de l'action effective ou prospective de ces Etats dans les relations internationales, avec leurs moyens et cultures stratégiques propres.

Toutefois des déterminants communs sont à prendre en compte du fait de l'ambition comparative et généraliste de ce travail.

Ainsi en premier lieu, le plan de chaque chapitre sera peu ou prou identique puisqu'il s'agit d'appliquer la même grille méthodologique et de mise en balance pratique à chaque Etat.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre des tests, que ce soit par l'usage de l'histoire immédiate lorsque des faits nouveaux sont venus directement mettre en application la Grande Stratégie des cas d'études (cf. impacts de la guerre en Ukraine sur la sécurité de la Lituanie et évolution doctrinale durant le courant de la thèse -2022- pour le Luxembourg), ou que ce soit par l'usage de wargames dédiés, les entretiens menés ont permis de confirmer les présupposés théoriques mis en exergue ou au contraire de les infirmer appelant à modifications. Toutefois, puisqu'ainsi qu'il a été exprimé précédemment, ils ont été réalisés sous la règle de Chatham House impliquant la non-attribution et diffusion des propos (pour permettre aux officiels en poste de s'exprimer en toute liberté), ils ne forment pas une partie à part entière de la validation pratique des hypothèses théoriques, mais sont plutôt à considérer comme une supervision ayant permis de consolider les travaux³⁰⁸.

Enfin troisièmement, comme évoqué dans la formation de la grille d'analyse, nous aurons recours pour chaque Etat à deux wargames qui ont été créés, mis en œuvre et évalués par l'auteur de cette thèse, en respect intégral de la méthodologie définie dans la partie dédiée.

³⁰⁸ Chaque cas d'étude aura ainsi largement profité des échanges avec les spécialistes et officiels contactés, dont la liste est à retrouver dans l'annexe n°5 p.665.

Ces éléments, fondamentaux dans l'étude pratique de la Grande Stratégie des cas d'étude, seront intégralement reportés dans cette partie : depuis les livrets de conception et de jeu, jusqu'aux conclusions et leçons tirées, en passant par la présentation d'une « partie » emblématique. Ce dernier point est à noter, puisque chaque wargame a été joué plusieurs fois (de 3 à 9 fois, dans des parties test ou avec des panels divers de joueurs), pour des raisons de fluidité du raisonnement (en évitant les redondances notamment) ainsi que de concision il n'apparaissait cependant pas opportun de présenter chacune des parties dans une note d'exploitation des résultats. Ces derniers ont bien entendu été relevés, et leur concentration permet de livrer un point moyen dont sont issues les conclusions tirées des wargames pour le cas d'étude en question, toutefois dans une logique quantitative centrée sur la moyenne des résultats (à l'image d'un sondage ou d'une enquête sociologique) un seul exemple complet -sous la forme d'une note d'exploitation du wargame- est fourni tandis que le reste des relevés est présenté sous la forme d'un tableau quantitatif.

Ces éléments pris en compte, cette seconde partie de l'analyse de la grande stratégie des petites puissances comportera autant de chapitres que de cas d'étude, de ce fait l'étude pratique commencera par le Luxembourg (Chapitre 1) ; puis poursuivra par Singapour (Chapitre 2) ; pour s'achever par la Lituanie (Chapitre 3).

Chapitre 1. Etude pratique de la Grande Stratégie luxembourgeoise

Une fois n'est pas coutume, l'étude grande stratégique du Luxembourg est plus féconde sur les années en cours depuis le début du travail de thèse (2019-2022) que sur l'ensemble de la période étudiée courant depuis 1965.

Aussi, cette partie pratique est également riche des wargames prospectifs qui ont été conduits que de l'exploitation de l'histoire immédiate. En effet, la pensée stratégique luxembourgeoise a accouché de plusieurs documents doctrinaux cadres (cyber, stratégie spatiale) ces deux dernières années, qui imposent de compléter l'analyse théorique initiale portant sur la période 1965-2020.

Ainsi, ce chapitre sera divisé en trois moments : une focale sur cette histoire immédiate mettant en exergue l'approfondissement des logiques sécuritaires définies au XXIème siècle ; puis le test de la doctrine luxembourgeoise au prisme des deux wargames spécifiquement créés pour ce cas d'étude, permettant de livrer des leçons concrètes concernant l'efficacité des concepts théoriques formulés ; pour finir, par une synthèse livrant la réponse aux présupposés et hypothèses théoriques, afin de déterminer la pertinence et l'efficacité de la Grande Stratégie du Luxembourg face au Dilemme de Sécurité considéré selon les critères définis dans la méthodologie de *suitability* (concordance/pertinence), *acceptability* (acceptabilité/cohérence), *feasability* (influence/effectivité).

1.1. L'HISTOIRE IMMEDIATE DU LUXEMBOURG : UN APPROFONDISSEMENT DES LOGIQUES SECURITAIRES (2021-2022)

L'étude de la pensée stratégique du Luxembourg, offre ses dernières années confirmation que l'histoire immédiate n'est pas uniquement contenue dans l'action ou la réalisation des menaces, mais peut aussi résider dans une évolution théorique reconnue comme fondamentale mais ne disposant pas d'un recul suffisant pour la traiter en fait historique classique. A ce titre, et de manière unique dans le cadre de ces trois cas d'étude, la guerre en Ukraine n'est pas –malgré sa cardinalité– le point d'histoire immédiate le plus prégnant, ce dernier résidant dans la production de nouveaux documents doctrinaux. Pour apprécier concrètement la portée de ces événements, il s'agit en premier lieu d'en présenter les faits, pour ensuite en discuter les conséquences sur la Grande Stratégie du Luxembourg, permettant *in fine* d'en tirer un ensemble de conclusions concernant l'analyse pratique de ce cas d'étude.

1.1.1. Une évolution tous azimuts

A. La prolifération doctrinale

Une accélération sans précédent de la pensée stratégique officielle du Luxembourg a été constatée ces dernières années, puisque suite à la publication des *lignes directrices* en 2017, ce sont deux autres documents stratégiques qui sont réalisés et diffusés en 2021 et 2022 portant respectivement sur la défense cyber et sur la défense spatiale. En quatre ans, un édifice complet est donc apparu, avec ces deux dernières publications en prolongement et approfondissement du document cadre de 2017.

- **La Stratégie spatiale de défense (2022)**³⁰⁹

Cette vision militaire de la sécurité spatiale, est créée en tant que relais du développement au Luxembourg d'un secteur d'utilisation commerciale de l'espace en plein essor. La protection des traités internationaux n'étant plus suffisante face aux tensions croissantes dans l'espace, et au développement de capacités militaires pouvant perturber son fonctionnement, le Luxembourg estime nécessaire de développer sa propre vision stratégique pour ce domaine. Toutefois, une seconde raison résidant dans la sécurité collective est évoquée³¹⁰, puisque le Luxembourg en développant ses capacités spatiales réalise ainsi son rôle de membre de l'OTAN en offrant des capacités utiles aux alliés qui apparaissent comme incomplètes.

Cette vision générale définie, le document stratégique énonce quatre objectifs qui fondent le cœur de la politique spatiale envisagée pour 2030 :

- Consolider les capacités nationales : notamment au plan des capacités de communication et d'observation (le lancement du satellite LUXEOsys pour 2023 en étant le cœur), ainsi que de la cartographie des menaces et compétiteurs potentiels.
- Soutenir la liberté d'accès et d'usage de l'espace : passant en particulier par le développement de capacités de lutte contre les débris, par le renforcement des normes internationales, et par la consolidation des capacités de dissuasion des alliances pour prévenir toute crise spatiale.
- Favoriser les coopérations régionales et internationales.
- Développer la ressource humaine au Luxembourg pour garantir un haut niveau de compétence.

³⁰⁹ Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie spatiale de défense*, Février 2022, 24pages.

³¹⁰ Ibid., p. 4.

Ils sont par la suite définis dans leurs modalités concrètes selon un schéma de développement à 10ans³¹¹.

- ***La stratégie de cyberdéfense (2021)***³¹²

A l'instar de la stratégie luxembourgeoise sur le domaine spatial, le présent document est construit selon le double objectif de renforcement des capacités nationales face à une menace en développement (particulièrement sensible pour un pays fondé sur l'économie ouverte et les flux financiers), et de développement d'une compétence de niche pour développer l'utilité du Luxembourg dans les alliances. Elle est construite sur un horizon décennal permettant le développement des capacités nationales ainsi que les évolutions de la réflexion stratégique sur le sujet en vue de permettre une progressive actualisation doctrinale.

L'objectif de long terme (2030) est ainsi de disposer d'une des structures européenne et otanienne les plus robustes et efficaces en matière de cyberdéfense, permettant le renforcement de la sécurité nationale bien entendu, mais surtout l'acquisition d'une expertise et d'un modèle qui puisse être diffusé aux alliés développant la contribution aux structures collectives de sécurité.

Pour ce faire, quatre axes sont mobilisés : le renforcement du vivier national d'experts et des structures dédiées permettant une capacité éprouvée et surtout durable ; une forte coopération internationale permettant la mutualisation des process et capacités ; une logique d'intégration à l'ensemble des capacités nationales pour la protection des structures économiques clés et développer un réel bouclier qui n'est pas dédié à la défense ; la mise en œuvre de programmes de recherche continus pour éviter un déclassement progressif des capacités.

³¹¹ Dont le détail n'est pas fourni ici pour des raisons de concision, l'étude conduite étant grande stratégique et non-pas spécialisée sur la stratégie spatiale.

³¹² Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie de cyberdéfense du Luxembourg*, février 2021, 20pages.

B. Une stratégie militaire renforcée : la légalisation des opérations hors du territoire

L'engagement militaire du Luxembourg est historiquement limité à l'activation de la sécurité collective et aux opérations sous mandat de l'ONU, avec le déploiement d'expertises et de contingents réduits compte-tenu des capacités nationales limitées et d'un strict respect du droit international. La modification de cette disposition par la loi du 2 juin 2021, ôtant le seul cadre des opérations de maintien de la paix, par des opérations dans un cadre multilatéral³¹³, est à ce titre une évolution majeure. En effet, le champ entier des possibilités opérationnelles extérieures est bouleversé, puisque la précondition d'un mandat onusien n'est plus obligatoire et permet désormais de s'engager dans toute opération aux côtés des alliés sur simple décision du gouvernement. La maturité capacitaire et stratégique luxembourgeoise trouve ici une confirmation directe, puisque le volet militaire est désormais plus assumé et directement en appui du développement de la réflexion doctrinale et des intérêts nationaux.

C. Guerre en Ukraine et assistance militaire internationale : la garantie fondamentale des alliances en question

La guerre en Ukraine, emporte un choc stratégique pour l'ensemble des Etats-européens, et Etats-membres de l'OTAN. Le Luxembourg, en tant que membre des deux pôles ne peut donc s'affranchir de conséquences sécuritaires de cet évènement. Bien entendu, le gouvernement a pris immédiatement un ensemble de mesures portant assistance militaire

³¹³ Grand-Duché de Luxembourg, « Loi du 2 juin 2021 portant modification : de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ; de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires », Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, [legilux.public.lu, https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/06/02/a416/jo](https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/06/02/a416/jo).

internationale par le bais de livraisons d'équipements et de produits à l'Ukraine³¹⁴. Bien que ce phénomène ait démontré en pratique la mise en œuvre d'une stratégie du Luxembourg qui assume ses choix d'alliance et apporte son aide en conséquence, il est largement plus porteur au niveau grand stratégique en ce qui concerne la garantie fondamentale des alliances. Or, dans ce cadre, la cohésion otanienne et européenne a été challengée face à une crise directe nécessitant son implication (même indirecte) et qui aurait pu mettre en avant des lignes de fracture. Cependant, l'unité constatée a donné confirmation de la crédibilité de ces structures et donc de la crédibilité d'une défense fondée sur la sécurité collective, d'autant que le statut de membre de l'OTAN est un atout qui aurait largement compliqué une opération russe en Ukraine³¹⁵.

1.1.2. Histoire immédiate et Grande Stratégie du Luxembourg : quelle influence ?

Les documents doctrinaux présentés offrent une illustration claire de la priorisation stratégique du Luxembourg sur le développement des secteurs de niche afin de disposer d'une capacité unique au sein des alliances tout en valorisant les savoir-faire nationaux dans la haute technologie permise par une capacité d'investissements conséquente. Ces documents offrent ainsi une mise en lumière des développements doctrinaux définis au plan théoriques avec une résonance toute particulière sur l'influence et l'utilité dans les alliances, ainsi qu'une préférence nationale pour les capacités nivellantes de haute technologie comme moyen pour une petite puissance de développer des avantages comparatifs vis-à-vis des grandes puissances puisque fondés sur une dynamique plus qualitative que quantitative.

³¹⁴ Direction de la Défense (Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg), « François Bausch annonce des mesures d'assistance et d'appui militaires en faveur de l'Ukraine », defense.gouvernement.lu, 28 février 2022,

https://defense.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2022%2B02-fevrier%2B28-bausch-ukraine.html.

³¹⁵ Voir à ce sujet : Thibault Fouillet, *Coup d'œil à l'est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, Note de la FRS n°09/2022, mars 2022, 9pages.

Pour sa part le conflit en Ukraine, et l'assistance militaire internationale développée par le Luxembourg n'entraînent pas une débauche significative de moyens, mais ont un impact symbolique notable en particulier dans le cadre de démonstration de la cohésion européenne et otanienne. La solidité de la sécurité collective apparaît d'autant renforcée, crédibilisant sa capacité de réponse face à une crise. Dans la même optique, la différence constatée entre Etats de l'OTAN apparaissant sanctuarisés face aux menaces directe comme la Russie (protection nucléaire, sécurité collective) et un Etat isolé hors cadre des alliances comme l'Ukraine susceptible d'invasion, démontre le bienfondé du choix européen et otanien dans le cadre de la délégation de sécurité opérée par le Luxembourg.

1.1.3. Conclusions de l'étude pratique par l'histoire immédiate, vis-à-vis de la doctrine luxembourgeoise

L'influence de l'histoire immédiate sur la Grande Stratégie du Luxembourg étant indéniable, il s'agit à présent d'en rapporter les conclusions vis-à-vis du travail théorique qui a été fourni précédemment sur ce cas d'étude. Un constat peut être clairement établi, chaque phénomène est venu confirmer et approfondir les éléments théoriques mis en exergue.

En effet, l'atteinte d'une maturité stratégique est développée par les nouveaux documents doctrinaux et la modification de la loi d'emploi des forces armées luxembourgeoises, qui valident l'importance nouvelle conférée aux forces armées et développent les moyens de la puissance dans le cadre de l'influence et de l'utilité dans les alliances. La focale sur les secteurs de niche que sont le spatial et le cyber permettent tout à la fois de développer le corpus doctrinal national et d'augmenter le nombre des lacunes capacitaires des alliances qui seront comblées toutes ou parties par le Luxembourg. Le schéma doctrinal définit dans la partie théorique se trouve donc confirmé et développé. De même, le cas ukrainien vient valider le postulat sécuritaire fondamental de la délégation de sécurité comme garantie ultime de survie tant que la cohésion des alliances est maintenue. Non-seulement la fermeté otanienne et européenne confirment ce postulat sécuritaire, mais elle le renforce en matérialisant sa crédibilité et son effectivité.

1.2. LA DOCTRINE LUXEMBOURGEOISE AU PRIME DES WARGAMES

1.2.1. Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour le Luxembourg

Pour rappel, le besoin luxembourgeois de test par le wargaming est centré sur la pertinence du modèle doctrinal vis-à-vis des alliances et de la diversification des moyens de la puissance. En effet, en l'absence d'un dilemme de sécurité directement caractérisé, le Luxembourg a fondé sa sécurité sur le prisme exclusif des alliances (UE, OTAN) et définit son modèle de puissance par le développement de l'importance occupée dans celles-ci, ainsi que la maximisation des domaines non-militaires (au premier desquels l'économie par flux financiers). De ce fait, il n'était pas pertinent de se centrer sur des wargames d'emploi ou de réalisation directe d'une dilemme sécuritaire concernant le Luxembourg au plan militaire, mais bien de se concentrer sur les sources de déstabilisation du schéma doctrinal que sont la perturbation de l'équilibre mondial marchand et la disparition de la garantie des alliances.

Les deux typologies de wargames déterminées pour la thèse sont alors mobilisées, avec une étude de type *red team* répondant aux deux dynamiques précitées, avec le test de la capacité du Luxembourg à faire face à des attaques cyber (pour stimuler la résilience des priorités capacitaires de niche que sont le cyber et la spatial) et à une déstabilisation financière (cœur de la puissance luxembourgeoise) ; et une étude de type gestion de crise, par le test de la garantie première de sécurité qu'est l'alliance atlantique dans une mise en pratique dite « de l'article 5 » à savoir une discussion entre les alliés pour aboutir soit à l'entrée en guerre de l'alliance entière, soit à un défaut de l'alliance et les voies de recours possibles pour le Luxembourg.

Une précision s'avère indispensable concernant ce second wargame. L'actualité récente durant la thèse, à savoir la guerre en Ukraine et la pression russe sur l'OTAN, a conduit à une mobilisation partielle de la résolution de l'alliance et affirmant son unité, y compris sur les éléments qui avaient été déterminés comme plus réticents (Allemagne, Turquie...).

De ce fait, bien que le scénario ait été établi et réalisé en partie avant ce conflit, l'angle scénaristique a été légèrement modifié pour renforcer la nécessité d'emploi de la défense collective. De ce fait, d'une menace d'invasion, le scénario a en réalité été joué en partant du principe qu'une invasion d'un Etat balte par la Russie venait de se produire. Cet erratum est important à prendre en compte dès à présent puisqu'il n'apparaîtra pas en tant que tel dans le livret de jeu qui avait remis aux joueurs, réalisé avant la guerre en Ukraine, et qui de ce fait s'il a bien été joué est une modification en conduite.

Une fois ces précisions prises en compte, la focale d'étude de ces wargames quel que soit le scénario utilisé est identique et s'attache à la pertinence et la résilience des grands concepts que sont la Politique 3D et le triptyque au sein des alliances efficacité/visibilité/utilité.

Enfin, au plan méthodologique, les deux wargames ont pu bénéficier de trois panels de jeux dont un comprenant les versions de test effectuées par l'auteur et un groupe restreint de joueurs habitués au test des simulations professionnelles, et n'ont pas soulevés de difficultés de mise en œuvre.

Ils sont présentés successivement selon le même plan, avec la diffusion du livret de jeu intégral tel qu'il a été fourni aux joueurs et juges, puis la note d'exploitation complète d'une partie emblématique, pour finir par les conclusions et leçons tirées du wargame en faisant le point moyen de l'ensemble des simulations effectuées.

1.2.2. **Simulation n°1 : Gestion de crise**

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Etant un scénario construit uniquement dans le but d'une validation pratique des pré-supposés de thèse, l'enjeu de cette expérimentation de type gestion de crise réside dans le test de l'efficacité des inclinaisons doctrinales de Luxembourg fondées sur la garantie

fondamentale de sécurité par alliances et donc leur mobilisation en cas de péril sur un des membres.

➔ Objectifs de recherche :

Etude de l'adéquation des concepts théoriques avec l'usage pratique et de leur efficacité dans la garantie de sécurité du Luxembourg face à une guerre probable à l'Est mobilisant directement une partie seulement des membres de l'OTAN et mettant de ce fait en jeu l'application de la sécurité collective selon l'article 5. La gestion de crise est ainsi utilisée en tant que mode de wargame le plus adapté à un test de la résilience de l'alliance et à sa capacité à engager formellement dans la guerre ses membres aux intérêts divers et parfois opposés.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Simple : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Scénario réalisé en une phase unique de <i>gestion de crise</i> découpée en quatre tours 	1 étape de 4h découpée en quatre rounds d'une heure pour une réflexion sous contrainte de temps et maximisant la nécessité d'adaptation dans l'urgence et de gestion de la sociologie de groupe (au sein des acteurs et entre acteurs)

⇒ Scénario, acteurs, objectifs

➔ Présentation du contexte :

La présente simulation s'intéresse à une montée des tensions en Europe de l'Est entre la Russie et l'OTAN pouvant aboutir à un conflit armé entraînant par les pays de l'alliance impliqués un recours à l'article 5. Il s'agit par conséquent d'une simulation de gestion de crise interne à une structure multilatérale pour déterminer la résolution et les choix de celle-ci face à une crise.

Dans le détail, la mise en contexte présentée aux joueurs est la suivante :

Nous sommes en 2025, la montée continue des tensions (crise migratoire, provocations militaires, exercices aux frontières, fake news, attaques informatiques, pressions énergétiques, etc.) fait plus que jamais craindre un débordement imminent avec une guerre entre la Russie et les membres de l'organisation atlantique qui lui sont frontaliers (Pays-Baltes, Pologne). Une réunion d'urgence de l'organisation est convoquée, pour décider dans un séminaire de travail de quatre jours une position claire, alors que la mobilisation des troupes russes semble décrétée.

Bien que le traité régissant l'organisation de l'OTAN laisse peu de doute en théorie quant à l'obligation de porter assistance à un allié en cas d'acte armé qu'il subit, le degré d'assistance demeure flou, de même que la résolution de l'ensemble des Etats-alliés à s'engager dans un conflit (leur souveraineté et intérêts vitaux demeurant toujours prioritaires à leurs engagements).

Bien que la simulation soit centrée sur la capacité du Luxembourg à faire respecter un accord qui est la garantie première de sa survie, pour ne pas influencer les joueurs hormis l'acteur susmentionné, tous les autres seront libres de jouer et s'engager en fonction de leurs intérêts propres.

Nous sommes le 18 novembre, la réunion d'urgence de l'OTAN s'ouvre alors que la cohésion de l'alliance n'a jamais été aussi faible...

➔ Eléments cardinaux du contexte :

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent analyser stratégiquement le contexte et en déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition et intentions des acteurs au déclenchement du scénario

Acteur	Luxembourg	France	USA	Royaume-Uni	Allemagne	Turquie	Belgique	Grèce	Danemark	Italie	Espagne	Pays-Bas
Intérêts connus et moyens d'action	Alliances comme garantie ultime de sécurité, usage du multilatéralisme (cf. Benelux), financement de programmes capacitaires, recherche du consensus	Démonstrations militaires, pressions économiques, mobilisation du droit international, première puissance militaire européenne	Démonstrations militaires, pressions économiques, pressions diplomatiques, mobilisation des alliances, première force militaire de l'alliance, fort sentiment d'opposition à la Russie (accord bilatéraux fondamentaux avec les Baltes et la Pologne)	Démonstrations militaires, pressions économiques, mobilisation du droit international, seconde puissance militaire européenne	Pressions économiques, mobilisation du droit international	Pressions diplomatiques, provocations économiques, chantage migratoire, oppositions régulières à des membres de l'alliance (Grèce, France)	Pressions diplomatiques, mobilisation du droit international, usage du multilatéralisme (cf. ; Benelux), partenariats militaires européens (cf. CAMO avec la France)	Pressions diplomatiques, mobilisation du droit international, militaire aux frontières, opposition fortes avec la Turquie	Neutralité, effort sur le plan diplomatique (pression économique + par usage de coalitions), forte opposition à la Russie par attachement fort aux baltes	Démonstrations militaires (si accord des alliances), pressions diplomatiques, actions multilatérales	Démonstrations militaires (si accord des alliances), pressions diplomatiques, actions multilatérales	Pressions diplomatiques, mobilisation du droit international, usage du multilatéralisme (cf. Benelux), partenariats militaires européens (cf. TEN avec l'Allemagne)
Camp initial	Application intégrale de l'article 5 (guerre contre la Russie)	Indécis : volonté de maintien des alliances mais première force du continent donc part la plus importante en cas de conflit	Application intégrale de l'article 5 (guerre contre la Russie, même si l'ampleur de l'engagement n'est pas encore définie)	Indécis : volonté de maintien des alliances mais première force du continent donc part la plus importante en cas de conflit	Plutôt en désaccord : application limitée (faiblesse militaire et volonté de relations pacifiées avec la Russie, toutefois le maintien des alliances restera prioritaire en cas d'impossibilité d'une autre solution)	Non-application de l'accord (opposition à certains alliés, pas d'intérêt à s'engager contre un partenaire économique et à risquer des pertes pour des alliés auquel l'état turc est peu attaché)	Application intégrale de l'article 5 (guerre contre la Russie)	Application intégrale de l'article 5 (guerre contre la Russie), et volonté d'opposition/affaiblissement de la Turquie	Application intégrale de l'article 5 (soutien fort aux Baltes)	Indécis : volonté de maintien des alliances mais matérialité de l'engagement à définir	Indécis : volonté de maintien des alliances mais matérialité de l'engagement à définir	Plutôt en désaccord : application limitée (faiblesse militaire et volonté de relations pacifiées avec la Russie, toutefois le maintien des alliances restera prioritaire en cas d'impossibilité d'une autre solution)

Timeline

La simulation commence le 18 novembre au matin et trouvera sa conclusion le 22 novembre soir, c'est-à-dire que la simulation s'étale sur quatre jours représentés par quatre tours de jeux. Bien que décrits plus en détails dans la déclinaison des règles, les tours s'organisent selon un schéma type de journées, avec les échanges avec autres acteurs, décisions et actions. Chaque jour du scénario implique donc un ensemble d'évolutions de la situation, découlant des décisions/actions des joueurs et/ou des décisions des juges. Dans tous les cas, le scénario prend fin dans deux circonstances : déclaration de guerre officielle contre la Russie ou induite par les actes (déterminé par les juges) ; fin du quatrième tour de jeu (dans ce cas les résultats sont établis par les juges).

Biais sélectionnés :

Afin d'éviter un nombre trop important d'acteurs risquant de diluer les interactions entre les camps, seuls les principales puissances de l'alliance atlantique sont représentées, les autres acteurs seront si nécessaires incarnés par les juges au travers d'évènements ou pour des réponses à des demandes précises des joueurs. De même, les pays d'Europe de l'Est (Baltes, Pologne) ne sont pas incarnés puisque leur position est connue et continue faisant tout pour que l'alliance entre en guerre à leurs côtés, leurs positions seront donc exprimées par les juges chaque fois que nécessaire.

En outre, pour convenir aux objectifs de la simulation, les actions de guerre ne sont pas tolérées en tant que telle (destruction de moyens adverses, débarquement de troupes sur le sol d'un autre Etat, usage d'ADM, etc.) pour poursuivre la simulation, de telles actions entraînent la fin du scénario puisque manifestant clairement la volonté de l'alliance de s'engager auprès des Etats d'Europe de l'Est. Les actions armées ou recours à des moyens militaires ne peuvent donc pour poursuivre le wargame que se limiter à du déclaratif ou à des manœuvres sans usage de la force.

Hormis ces limitations toutes les décisions possibles peuvent être prises par les joueurs (conclusion d'alliances, actions économiques, contrats d'armement, etc.), afin de garantir une étude optimale du processus décisionnel.

- **Attitudes :**

L'ensemble de présupposés censés être intégrés par les joueurs dans ce scénario correspondent aux dynamiques d'alliances et à l'histoire conflictuelle européenne, quelques éléments généraux seront fournis aux joueurs ainsi qu'un récapitulatif succinct de l'histoire de l'acteur qu'ils incarnent.

Toutefois, afin de favoriser le travail individuel des joueurs, notamment dans l'objectif de lier la connaissance avec la qualité de la décision, ces éléments de recherche sont laissés à l'initiative individuelle. Pour ce faire le scénario est livré aux joueurs une semaine avant la simulation, en leur précisant qu'une connaissance étendue de leur acteur permettra des conséquences favorables de la part des juges et une pertinence accrue des décisions.

- **Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :**

Le wargame durera une demi-journée et peut se tenir en présentiel, en distanciel, ou de manière hybride tant que les moyens de communication directe entre les acteurs sont garantis et que les juges ont la capacité d'intervenir à tout moment. Le rythme (gestion du temps et de l'enchaînement des tours) sera à la charge exclusive des juges. Le wargame sera précédé d'une réunion introductive de rappel des règles et du contexte, et sera conclue par un débriefing des résultats et du ressenti général des joueurs.

- **Buts/objectifs des camps en présence**

<p>But de la simulation pour la recherche (cas d'étude du Luxembourg)</p>	<p>L'atteinte des objectifs de recherche sera directement liée au déroulement de la simulation, une simulation aboutissant à une solution de soutien direct et massif aux Baltes et à la Pologne (guerre déclarée) est un succès parce qu'elle permet d'analyser une gestion de crise, la résilience de l'alliance, et le bienfondé du Luxembourg d'accorder sa garantie fondamentale de sécurité à celle-ci.</p> <p>Dans le cas contraire, la simulation sera considérée comme un échec pour le Luxembourg, infirmant son présupposé sécuritaire doctrinal de la garantie ultime de sécurité par les alliances, de même que son incapacité à peser suffisamment dans celle-ci pour faire en sorte qu'elle respecte ses engagements.</p>
--	--

Afin de laisser une liberté de manœuvre et de réflexion aux joueurs aucun objectif précis n'est défini pour chaque groupe, hormis celui du Luxembourg.

Chaque acteur est libre en fonction de l'évolution du scénario, de la définition de ses intérêts et des avantages qu'il peut tirer de la situation, de définir ses objectifs finaux. Il s'agit en effet de tester la résilience de l'alliance et sa capacité à se mobiliser, mais certains joueurs peuvent avoir intérêt à ne pas le faire, et à jouer de la division pour développer leurs propres intérêts/gains. Seules les intentions initiales des acteurs (livrées précédemment) sont données comme guide pour les joueurs, de même que le garde-fou des décisions devra être leur pertinence et crédibilité, pour le reste les objectifs et leur atteinte seront définis par les joueurs et interprétés par les juges qui fourniront seuls les résultats (gains/pertes) de chaque groupe à la fin de la simulation.

⇒ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame de simulation politico-stratégique, les règles sont peu nombreuses et basiques pour correspondre à une simulation à adjudication libre.

▪ Déroulé des tours

Les tours durent chacun 45min maximum à l'issue desquelles les décisions prises par les joueurs sont transformées par les juges en actions sur le scénario et sont diffusées aux autres joueurs³¹⁶. Par la suite les juges délibèrent et définissent en fonction des actions une évolution générale du contexte ainsi que les réactions des autres acteurs non-incarnés (organisations internationales, bourse, etc.). Ce nouveau contexte est diffusé aux joueurs qui doivent le prendre en compte pour le tour suivant.

³¹⁶ Cette pression du temps pour les actions, la concertation et les décisions permet de mieux tester le processus décisionnel, les facteurs de hasard, de poids du groupe, et les frictions... des tours de jeux rallongés ont tendance en effet dans ce type de simulations à perdre le caractère de gestion de crise pour rentrer dans une logique de planification et de calculs stratégiques profonds qui ne correspondent pas aux objectifs de recherches et à la réalité des décisions de crise où la rapidité de la réponse est centrale.

De manière détaillée les tours de jeux suivent le déroulé suivant :

- 1) Dialogues multilatéraux (15min) : discussions entre les acteurs présents dans le cadre OTAN : ordre de parole défini par les juges, prises de paroles courtes à l'attention de l'ensemble des acteurs présents.
- 2) Dialogues bilatéraux (15min) : libres, pouvant aussi bien être entre groupes uniques qu'entre plusieurs acteurs dans le cadre d'un échange multilatéral informel.
- 3) Décisions (15min) : à l'issue de ce délai les joueurs à tour de rôle décrivent leurs décisions/actions aux juges de manière précise en remplissant les tableaux affiliés dont un exemple est présenté ci-dessous :

Tour 3	
Groupe : Belgique	Résultat tour précédent : hausse des dissensions
Décisions/Actions	Raisons (succinctes)

- 4) Adjudication (15min) : les juges déterminent les conséquences pratiques qu'ont sur la simulation les décisions prises par les joueurs. Ils les transmettent ensuite à tous, ainsi que les évènements qu'ils souhaitent introduire, puis enclenchent le tour suivant.

Fin du tour des juges : 15min

Temps total : 1h (soit 4h pour l'ensemble de la conduite des tours de jeu)

▪ **Dialogues/interactions**

- Entre les joueurs : les interactions entre les joueurs sont libres.

En ce qui concerne le type des échanges, les interventions multilatérales se font de manière ouverte (devant tous les joueurs), tandis que les discussions bilatérales sont effectuées de manière cachée pour garantir l'incertitude.

- Entre les joueurs et les juges : les joueurs peuvent interagir à tout moment avec les juges pour obtenir des précisions de procédure ou sur les règles, mais en aucun cas pour des motifs de fond. Les seules interactions de fond sont celles de la transmission des décisions aux juges, et la diffusion d'information des juges vers les joueurs s'ils estiment cela nécessaire (permet de réorienter le scénario, introduire de l'incertitude, etc.).

▪ **Place et rôle des juges**

Le wargame se déroulant en adjudication libre, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs. Ils définissent également librement les conséquences des actions des joueurs et l'évolution du contexte à chaque tour de jeu. Enfin, les gains s'ils ne sont pas maximaux ou concernent les autres acteurs le Luxembourg sont définis exclusivement par les juges, après dialogue avec les joueurs.

⇒ Recueil et analyse des résultats

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

- ***Objectif de l'analyse décisionnelle sous contrainte de temps et stress dans le cadre d'un jeu compétitif à somme nulle***

Il s'agit d'un des enjeux de recherche de la simulation, permettant à la fois de tirer des leçons sur la dynamique de la prise de décision et sa rationalité, et donc par extension de la rationalité et pertinence des leçons tirées du comportement exprimé des acteurs et des résultats globaux de la simulation.

Pour ce faire un recouplement de données s'avère nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux évolutions du contexte.

- Les éléments de type quantitatif

Il s'agit dans ce cadre des décisions prises par les joueurs au fil des rounds de la première phase de la simulation, ainsi les tableaux remplis par les joueurs pour répondre à chaque problématique, de même que toute note prise par les juges, seront exploités en tant qu'éléments quantitatifs.

- Les éléments de type qualitatifs

En complément des éléments factuels, une appréciation critique qualitative du processus de décision perçu par les juges et ressenti par les joueurs, permet de donner de nouveaux axes de réflexion et d'étude en vue du travail de recherche effectué lors du compte-rendu.

Acteur :

Processus de décision apparent identifié par phase (*origine des décisions telle que perçue : chance, pression du temps, choix calculé...*)

Processus de décision perçu par les joueurs au global et par phases (*raisons des choix, perception des menaces, logique d'atteinte des objectifs, rationalité, espérance de gains, etc.*)

Processus de discussion et de gestion du groupe identifié par phase (*imposition d'un leader, consensus, majorité, frictions... et raisons apparentes de ce processus*)

Intervention des juges (*nombre, raisons*)

Vision des joueurs sur la prise de décision stratégique en général et pour chaque phase (*aide des connaissances théoriques, place du hasard, place de la rationalité, points cardinaux de la décision...*)

▪ ***Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques du Luxembourg et l'action pratique***

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) la capacité du Luxembourg à mobiliser les alliances, et à influencer sur la décision finale de l'alliance, ainsi que la capacité de cette dernière à être résiliente et par conséquent crédible en tant que garantie ultime de sécurité.

Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges tant sur les résultats de la simulation que le comportement de chaque acteur permettra de fonder

un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude, notamment dans les déterminants principaux influant sur l'engagement de l'alliance et sur sa résilience finale (engagement ou non).

Cette étape aura pour but le remplissage du tableau à suivre :

Acteur	Moyens principaux perçus par les juges (pressions militaires, actions multilatérales, pression économique <i>Vision quantitative</i>)	Moyens principaux selon l'acteur (raisons de ce choix, perception de succès ou d'échec, difficultés dans la mise en œuvre des moyens) <i>Vision qualitative</i>	Conséquences de l'usage de ces moyens (rappel des effets et des objectifs atteints ou non) <i>Vision quantitative</i>	Vision de l'acteur sur l'efficacité réelle de ces moyens théoriques (notamment dans l'influence sur la décision au sein de l'alliance, sur sa résilience, et sur sa capacité à s'engager) <i>Vision qualitative</i>
Luxembourg				
France				
USA				
Belgique				
Turquie				
Etc.				

B. Note d'exploitation complète d'une des parties jouées

➔ Objectifs de jeu et caractéristiques du wargame

La présente simulation, centrée sur la capacité du Luxembourg à peser dans les alliances lorsque la garantie de sécurité qu'elles apportent est en jeu, ne pouvait que s'incarner dans une dynamique d'urgence, forçant les acteurs à prendre des positions définitives sans équivoques à savoir la mise en œuvre (ou non) de la sécurité collective. C'est pourquoi, un modèle de jeu de type « gestion de crise » a été privilégié. Il permet en premier lieu d'offrir une totale liberté d'action aux différents acteurs qui ne sont pas contraints dans leurs choix (à l'inverse de ce qu'implique un scénario d'emploi qui place l'acteur directement en situation conflictuelle) et peuvent prendre leurs décisions et les modifier à chaque tour en fonction de leurs intérêts. En outre, il impose à l'inverse une logique décisionnelle bornée, et un positionnement final clair, qui démontre de manière indiscutable la mise en œuvre de la garantie des alliances, par l'entrée en guerre ou non, et impose une réflexion dans un temps limité conduisant les joueurs à adopter une dynamique proactive pour faire entendre leurs intérêts avant la fin de la simulation. Enfin, ce cadre de travail, centré sur le volet diplomatique pur, permet d'éviter une focalisation de la simulation sur le rapport de force matériel comme dans une simulation de type *kriegspiel* qui impose de manœuvre les forces militaires disponibles, ici seule la capacité des acteurs à faire entendre leurs intérêts et développer leurs arguments comptent, schéma idéal pour tester l'influence et la capacité d'action d'une petite puissance.

➔ Game design permettant l'atteinte des objectifs

Afin d'implémenter de manière pratique ce type de simulation dans l'étude de la Grande Stratégie du Luxembourg, le scénario a été construit en une phase unique de négociations sur 4 tours, permettant de conserver la pression du temps et l'imminence d'une décision à prendre pour chaque acteur. La forte diversité des acteurs au sein de l'alliance atlantique, ne présentant pas a priori une polarité claire et immuable, a conduit à définir douze groupes de deux joueurs, modulables en fonction du nombre de participants par la suppression d'acteurs aux positions proches afin de garantir le maximum de répétitions de la simulation malgré les aléas logistiques

de la disponibilité des participants. Cette simulation, construite sous la forme d'une gestion de crise compétitive, est ainsi pensée sous la forme d'un jeu coopératif à somme non-nulle. Ce caractère impliquant qu'une solution consensuelle est possible par une coopération générale, mais n'est pas forcée et dépend des intérêts des joueurs et des objectifs qu'ils se fixent en fonction de l'évolution de la situation et du comportement des autres acteurs.

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 4heures) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment lors de la première phase les détails techniques concernant les moyens militaires à disposition et leur usage en cas d'activation de l'article 5, les joueurs pouvant se concentrer de ce fait sur leurs négociations diplomatiques en demandant si besoin des éléments techniques aux juges pour affiner leurs décisions.

➔ **Game play**

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par vingt joueurs, deux par groupes, pour un total de dix acteurs. Ont été ainsi supprimés l'Italie au profit de l'Espagne, et la Belgique au profit du Luxembourg, du fait de la proximité des positions de ces acteurs et pour pouvoir conduire la simulation sans modification réelle de son contenu malgré l'absence de quatre joueurs. Pour encadrer la simulation, trois juges étaient mobilisés durant toute la durée du wargame. Les conditions de victoire ont été clairement présentées aux joueurs : succès pour le Luxembourg en cas d'application de l'article 5 par décision d'entrée en guerre aux côtés des baltes, échec dans le cas contraire. Les autres acteurs, dans l'esprit d'un wargame décisionnel libre ont toute latitude pour définir leurs intérêts et se positionner vis-à-vis de ce choix entre application de la défense collective ou non, seule la crédibilité de leur choix et la pertinence de celui-ci sont retenus par les juges pour évaluer leur action (les positions initiales décrites dans le tableau « Composition et intentions des acteurs au déclenchement du scénario » sont de ce fait indicatives et n'engagent les groupes –sauf le Luxembourg– qu'à hauteur de l'évaluation de leurs intérêts et leur justification d'un changement de posture éventuel).

La simulation de quatre tours n'ayant pas connu de fin prématurée, c'est un schéma décisionnel complet qui a été réalisé puisque le dernier tour a connu une prise de position nette et

consensuelle en faveur de l'application intégrale de l'article 5 par l'entrée en guerre aux côtés des Etats baltes. Il s'agit donc d'une victoire pour le Luxembourg avec le respect de la garantie fondamentale des alliances, toutefois du fait d'une situation diplomatique complexe, qui n'est pas allée de soi mais est passée par des actions d'incitation et coercition directe et indirecte, il s'agit d'une victoire limitée mettant en exergue des lignes de fractures réelles ainsi que la dépendance à la fermeté et la résolution des acteurs majeurs en particuliers les Etats-Unis (sans quoi l'application de l'article 5 aurait sûrement été impossible).

➔ Déroulé synthétique de la simulation

Tour I

- Propos généraux

Le premier tour a été marqué avant tout par la sociologie de groupes et l'adaptation à la logique de gestion de crise. Les groupes ont pris le temps de définir leurs positions, de prendre contact avec l'ensemble des autres acteurs pour « sonder » leurs positions et revendications. Peu d'actions notables ont ainsi émergées, en témoignent les prises de paroles multilatérales assez limitées et centrées sur le rappel des positions initiales telles que fournies dans le livret de jeu.

- Déroulé du tour

Conformément au modèle classique du tour initial d'une gestion de crise, les actions de chaque groupe sont plutôt timides, inscrites dans une phase d'observation pour s'adapter ensuite aux actions des autres groupes et tenter de déceler les intentions de chacun.

La phase multilatérale voit des déclarations succinctes de chaque groupe qui ne dépassent pas la déclaration d'intention, condamnant unanimement l'invasion subie par les baltes, tout en exprimant officiellement la position initiale de chacun. La phase bilatérale suit le même schéma avec des discussions tous azimuts, sans considérations à ce stade de rapports de force, aucune avancée particulière n'es signalée.

Ce calme plat des échanges, contraste toutefois avec les décisions transmises aux juges par certains acteurs (Etats-Unis, France, Turquie, Allemagne) plus affirmées que dans les échanges, avec l'expression d'une prise de position claire. Ainsi, bien que très peu d'actes concrets émergent, à l'exception de la volonté française de limité la réponse initiale à des sanctions

économiques et l'envoi de troupes supplémentaires en Pologne dans une logique défensive, une polarisation semble se dessiner.

- Résultats et bilan critique

Peu d'actions sont entreprises, et les discussions apparentes sont consensuelles, pourtant le schéma décisionnel fournit déjà émerger des dynamiques significatives. Les plus grandes puissances déterminent clairement leur position dès ce tour, selon une polarisation émergente mais claire. Ainsi, l'ensemble de ces acteurs (Etats-Unis, France, Turquie, Allemagne, Royaume-Uni) se placent soit en faveur d'une application sans condition de l'article 5, soit en opposition à son application, éludant le caractère neutre « indécis » de la position initiale de certains dont la France. Les théories de la décision semblent d'une aide certaine dans ce décryptage, en éclairant cette radicalité officieuse contraire à la dynamique de jeu, en faisant de l'obligation de définition de décisions à chaque tour une incitation indirecte pour les joueurs à agir et de ce fait à définir des objectifs clairs pour assurer leur réalisation au plus vite. L'obligation ressentie d'action forçant les joueurs à définir leur échelle de gains et pertes, et par conséquent à opter pour une posture radicale, pour empêcher l'adversaire de consolider son camp en profitant des tergiversations des autres.

Tour II

- Propos généraux

La dynamique de polarisation officieuse devient une réalité directe et palpable, l'ensemble des acteurs se plaçant soit dans le camp de l'application de l'article 5 sans condition, soit dans le camp d'un refus d'intervention militaire. Aux rapports cordiaux du premier tour se substituent progressivement des lignes de fracture et une logique d'opposition entre blocs.

- Déroulé du tour

Les prises de position durant la phase multilatérale sont courtes mais fermes, permettant de fait de distinguer deux blocs d'intérêts :

22. Pro guerre aux cotés des baltes : Etats-Unis, Royaume-Uni, Grèce, Danemark, Espagne, Luxembourg.

23. Anti guerre aux côtés des baltes : France, Allemagne, Turquie, Pays-Bas.

La phase de discussions bilatérales, pour sa part n'est pas centrée sur les négociations entre blocs mais bien dans un exercice de coalition classique où chaque bloque cherche à définir des positions communes et un plan d'action pour les prochains tours en vue d'influencer les adversaires désormais désignés.

Les décisions prises sont marquées en ce sens, avec des blocs proposant des actions à l'unisson. Le bloc pro guerre proposant l'envoi des forces de réaction rapide de l'OTAN dans les baltes sans préavis de même que l'ensemble des moyens aériens et navals pour organiser une maîtrise du ciel et de la Baltique empêchant une réelle avancée russe. Le bloc des anti guerre quant à lui concentre ses actions sur la mise en alerte des forces mais leur maintien dans une position défensive, et une action de soutien aux baltes non-militaire centrée sur la mise en œuvre de sanctions économiques.

- Résultats et bilan critique

Au bilan, une confirmation directe des tendances du premier tour sont observées, avec la disparition intégrale des «indécis » pour une polarisation totale entre pro guerre et anti guerre. Toutefois, si les lignes d'opposition sont claires, et que des frictions émergent entre blocs, ce tour est plutôt dédié à une action de cohésion interne, à savoir la mise en œuvre de décisions communes pour affirmer leur position et forcer l'autre bloc à réagir. La sociologie de groupe est la clé d'analyse de ce tour, dans lequel le rapport de forces intra-bloc émerge, les modes de décisions n'étant pas consensuels mais imposés par les leaders de fait qui sont d'un côté les Etats-Unis et le Luxembourg, de l'autre la France et la Turquie. Cette centralisation des décisions permettant des actions à l'unisson et rapidement établies, au détriment des intérêts des acteurs marginalisés qui pourront y ressentir une menace directe sur leurs intérêts. De même, le rapport de force entre bloc commence à émerger dans les décisions prises, qui ont une volonté directe de contrainte par le fait accompli, si des sanctions économiques sont seulement mises en œuvre elles impliquent le refus de fait d'une intervention militaire, à l'inverse si le corps de réaction rapide est envoyé combattre dans les pays baltes l'alliance entre de fait en guerre forçant la main des autres membres.

Tour III

- Propos généraux

L'atonie caractérise ce tour, les blocs restent fermement constitués malgré un passage à « l'offensive » du bloc pro guerre en particulier des Etats-Unis et du Luxembourg) d'inciter les membres les moins actifs de l'autre bloc (Allemagne, Pays-Bas) à les rejoindre, et malgré une hausse des tensions entre la Grèce et la Turquie faisant craindre l'émergence d'une crise dans la crise.

- Déroulé du tour

Le moment multilatéral voit l'expression forte des antis guerre qui insistent pour une approche globale de la sécurité collective en souhaitant substituer les actions économiques aux opérations militaires.

Il contraste avec la phase bilatérale dans laquelle se sont les pro guerre qui sont à la manœuvre, en agissant de manière indirecte sur le bloc, en affirmant la position militaire aux nations identifiées comme les plus résolues (France, Turquie) et en recourant à l'incitation en particulier économique vis-à-vis des autres membres (Allemagne, Pays-Bas) pour ce qui est du Luxembourg, et en usant d'incitation militaire (réassurance de garanties de sécurité à l'Allemagne) et économique (vis-à-vis des Pays-Bas et dans une moindre mesure de la Turquie) de la part des Etats-Unis.

Malgré ces tentatives les décisions restent fermes et conformes en tout point à celles exprimées dans le tour précédent, à l'exception du bloc des pro guerre qui acceptent les sanctions économiques en complément de l'entrée en guerre dans une optique de couper l'autre bloc de ses arguments.

- Résultats et bilan critique

Bien que les positions restent figées, émerge durant ce tour l'emploi des ressorts de la diplomatie avec une logique de marchandage et de compromis limités permettant de désunir le bloc adverse pour le contraindre à modifier sa position. A ce jeu-là le Luxembourg et les Etats-

Unis sont les plus actifs, visant les membres les moins investis du bloc anti guerre pour leur monnayer des garanties sécuritaires et économiques en échange de leur bascule dans le camp de l'application sans condition de l'article 5.

Tour IV

- Propos généraux

Accélération de la dynamique de la crise, avec l'émergence d'un consensus de fait aboutissant à la victoire du bloc pro guerre par l'application de l'article 5 sans réserve. Conformément au plan du tour précédent, c'est par l'incitation doublée cette fois de coercition directe et indirecte que ce résultat a pu avoir lieu. Si les lignes de fracture demeurent, elles sont temporairement éludées par les décisions définitives prises dans cette crise.

- Déroulé du tour

La phase multilatérale à l'inverse du tour précédent est marquée par l'activisme du camp pro guerre qui sait que le temps joue contre lui (une absence de décision à ce tour, dernier de la simulation, entraînant de fait la non-application de l'article 5), et exprime auprès de tous l'impératif d'une décision (jouant explicitement sur le *game design* de la fin de la simulation à ce tour) ainsi que les incitations qui avaient été proposées de manière bilatérale au tour III (garanties de sécurité américaines renouvelées, nouveaux marchés économiques et de défense, etc.) et l'acceptation d'un volet de sanction économiques tel que préconisé par l'autre bloc mais en ajout d'une intervention armée. Devant l'ensemble de ces arguments le camp anti guerre apparaît désuni et incapable de fournir une réponse dans l'instant, se contentant de réitérer son opposition à une guerre directe.

La phase bilatérale est également à l'initiative du camp pro guerre et comporte deux temps :

24. Un travail des Etats-Unis auprès de la Turquie et de l'Allemagne en usant de coercition directe (menace de fin des garanties sécuritaires et de refus de soutien économique ou de partenariats d'armement et de défense) et poursuite de l'incitation auprès des Pays-Bas (en garantissant des contrats d'armement et rassurant son opinion publique en cantonnant les militaires de ce pays à des opérations de

logistique et défensive, faisant reposer le combat sur les nations cadres que sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne et peut-être la France).

25. Un travail du Luxembourg auprès de la France, de médiation et coercition indirecte en voulant éviter son isolement dans l'alliance et en profitant du changement de camp des Pays-Bas et de l'Allemagne à ce tour pour appuyer ce phénomène.

La phase de décision, conformément à ce dernier tour est publique afin de signifier sans équivoque l'application ou non de l'article 5 par l'entrée en guerre de l'alliance aux côtés des baltes (unanimité relative : c'est-à-dire par adhésion ou abstention et aucun refus, sachant que le nombre d'adhérents au projet doit être supérieur au nombre d'abstentionnistes). Les Etats-Unis présentent le projet qui est soumis à l'approbation, à savoir sans préavis l'envoi des forces de réaction rapide pour combattre au côté des baltes, le renforcement de la présence aérienne et navale, et la mise en œuvre de sanctions économiques massives, puis dans les semaines à venir la mobilisation d'une force coalisée de 100 000 Hommes pour faciliter la contre-offensive et repousser définitivement l'invasion russe. A leur initiative les acteurs prennent la parole, le bloc des pro guerre (Luxembourg, Royaume-Uni, Grèce, Espagne) adhèrent sans réserve, rejoints par l'Allemagne et les Pays-Bas qui ont changé de camp, la Turquie pour sa part s'abstient, la France dernière à s'exprimer s'abstient également. La proposition est donc adoptée, la garantie fondamentale des alliances entre en vigueur.

- Résultats et bilan critique

Deux marqueurs sont à mettre au crédit de ce dénouement et de cette fracture du bloc anti guerre.

En premier lieu un facteur décisionnel qu'est la pression du temps. L'imminence de la fin de simulation induit les joueurs à établir une solution nette et définitive et accentue de fait les logiques diplomatiques de même que l'adhésion à un projet quelle que soit sa forme.

En second lieu une logique de rapports de force aussi bien qualitative que quantitative. Au rang qualitatif la coercition directe a fonctionné avec les groupes allemands, néerlandais et turques qui ont eu peur d'un isolement et de perte de leurs garanties sécuritaires qui serait néfaste à leur acteur et donc à la fois irréaliste et constitutif de leur perte dans cette simulation. Au rang quantitatif, le rapport de force entre blocs a joué par un isolement progressif des acteurs les plus résolus, c'est le poids du nombre qui a ainsi décidé la France à ratifier tant bien que mal le

projet et en gardant une opposition symbolique par l'abstention, par peur de l'isolement et qu'en cas de blocage elle demeure le seul acteur à être exclu directement ou par le fait de l'alliance (préférant accepter mais pouvoir peser ensuite sur une limitation de l'engagement consenti).

Résultats et bilan critique a priori

Ce wargame conclu par un accord consensuel sur l'application des garanties militaires de la sécurité collective, offre une confirmation directe des présupposés sécuritaires du Luxembourg. Résultat qui fait émerger de nombreux enseignements a priori, tant concernant l'analyse décisionnelle que les mécanismes de gestion de crise, et l'objectif de recherche sur la pertinence du modèle grand stratégique du Luxembourg en ce qui concerne ses garanties de sécurité.

Le premier d'entre eux réside dans la dynamique de polarisation immédiate et ferme rencontrée au sein d'une alliance lorsqu'une décision définitive et immédiate doit être prise et qu'elle met en jeu des avis contraires. Ainsi, les acteurs originellement « indécis » sont projetés très tôt d'eux-mêmes dans un des blocs (pour ou contre), préférant la garantie de leurs intérêts en obtenant des alliés et limitant les actions des opposants, plutôt qu'en suivant une voie médiane maximisant ses intérêts en alternant entre les propositions de chaque camp.

En second lieu, l'enseignement majeur de cette simulation en termes de gestion de crise au sein des alliances, réside dans la pertinence d'usage d'un schéma diplomatique complet alternant incitation et coercition (directe et indirecte). Le Luxembourg et les Etats-Unis, particulièrement investis dans cette logique auront permis de faire éclater le bloc des anti guerre progressivement pour contraindre à la mise en œuvre d'une intervention armée.

Troisièmement au rang de l'influence des mécaniques de jeu et du processus décisionnel, la pression du temps par imminence de la fin du scénario, de même que le rôle initial dévolu au Luxembourg ont clairement joué sur la conduite de la simulation. Ainsi, c'est au quatrième tour en jouant directement et indirectement sur la fin de la simulation que le consensus a été trouvé alors que la nécessité d'une prise de décision nette a favorisé l'adoption d'un compromis. De même, si la visibilité et le caractère proactif du Luxembourg sont dus en grande partie aux joueurs qui l'incarnent, il apparait évident que la logique même du jeu centrée sur cet acteur et le besoin pour lui d'une application de l'article 5 a forcé indirectement cet acteur à une posture plus active.

Enfin, concernant les objectifs de recherche, une logique est clairement mise en exergue par la conduite de cette simulation : l'alliance est en soit résiliente et les garanties fondamentales sont solides puisqu'une majorité naturelle se dégage pour l'intervention armée, et qu'à minima l'ensemble des acteurs désirent agir quand bien même cela ne passerait que par un volet économique. Toutefois, de manière indirecte, un élément complémentaire émerge dans la force de cette garantie de sécurité, qu'est la dépendance à la résolution des nations cadres et en particulier des Etats-Unis, acteur fondamental de la dissolution du bloc des anti guerres par la coercition et l'incitation diplomatique. Il sera de ce fait fondamental d'étudier dans les autres réalisations de ce wargame si une action plus timorée de cet acteur existe (ou pas et dans ce cas cette limite est levée d'elle-même) et si elle entraîne alors la non-application d'une entrée en guerre.

➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche que sont l'étude des concepts doctrinaux du Luxembourg pour développer ses intérêts au sein des alliances et de tester la résilience de la garantie fondamentale de sécurité par l'OTAN, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire un recoupement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant les quatre tours par l'usage des tableaux remplis pour exprimer leurs choix, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes à chaque tour.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisée de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est en fine fourni pour les objectifs de recherche, base de l'exploitation des résultats, ainsi qu'un autre tableau concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficacité et d'améliorer les expériences de jeu par la suite³¹⁷.

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

- Expression des résultats

1. Concernant l'analyse décisionnelle sous contrainte de temps et stress dans le cadre d'un jeu compétitif à somme nulle

Processus de décision apparent
Plutôt rationnel, les trois premiers tours n'ont pas été marqués par une nette pression du temps, à l'inverse du dernier qui a pu influencer sur le besoin d'aboutir à un accord, mais qui du fait de logiques de blocs clairement établies aux tours précédents n'est pas une cause déterminante d'irrationalité. D'ailleurs le changement de posture de certains joueurs au dernier tour était largement justifié et cohérent avec leurs intérêts. La décision a bien plus été marquée par une sociologie de groupes propre aux coalitions, dans lesquelles les leaders autoproclamés des premiers instants accaparent la sphère décisionnelle et l'imposent peu ou prou aux autres membres. Néanmoins, aucune friction majeure n'a été décelée, les décisions ont été prises rationnellement et suivies de bon gré par l'ensemble des membres. Le changement de blocs de certains acteurs dans le dernier tour n'ayant pas fait l'objet d'un processus multilatéral mais de décisions unilatérales qui se sont imposées au reste des membres, n'empêchant pas la rationalité de leur choix (cf. France) quand bien même il est apparu contraint.
Processus de décision global perçu par les joueurs
Consensus L'ensemble des joueurs valident les présupposés établis dans le processus de décision apparent, en particulier sur la rationalité de leurs décisions et une pression du temps ressentie en tour IV mais qui n'a pas été

³¹⁷ Ce second tableau n'étant pas l'objet de cette partie de la note d'exploitation, il est à retrouver dans la partie conclusive concernant les enseignements sur le *game design* du wargame.

déterminante sur la prise de décision finale puisque les marchandages et actions de coercition auraient abouties à un résultat même plus tardif. Le choix des objectifs pour chaque groupe a par contre été identifié comme relevant largement de la posture initiale telle que définie dans le livret, les indécis étant plutôt enclins à se trouver de fait dans le camp des antis guerre par peur qu'on leur impose une guerre sans conditions (biais initial de posture ?)

Interventions des juges

9 reprises, mais limitées à la régulation des échanges et au contrôle du temps, c'est pourquoi leur nombre a été bien plus nombreux (5) au tour IV afin de forcer les joueurs à stopper la simulation dans les temps en mettant fin à leurs échanges bilatéraux.

Vision des joueurs sur la prise de décision stratégique

Moyenne	Dissensus
16 joueurs Aide forte des connaissances des acteurs, de leur doctrine et des théories diplomatiques, afin de définir une action rationnelle et un juste calcul des objectifs et intérêts à défendre.	4 joueurs Aide faible voire inexistante des connaissances théoriques et des concepts doctrinaux des acteurs, puisque préférence pour action en conduite fondée sur l'adaptation à la dynamique de la simulation et aux actions des autres joueurs.

2. Concernant l'étude de l'adéquation entre les concepts théoriques du Luxembourg et l'action pratique

Moyens principaux de l'action relevés par les juges

Coercition directe et indirecte par menaces de retrait des garanties sécuritaires et de contrats économiques, ainsi que par utilisation du rapport de force pour contraindre des acteurs à coopérer sous peine d'isolement.

Incitation par méditation et faveurs économiques ainsi qu'assurance de préservation des intérêts même en cas de participation militaire.

Moyens principaux de l'action selon les joueurs

Confirmation et consensus dans cette vision. La coercition indirecte a particulièrement été ressentie, avec la vision de l'isolement comme moyen principal d'obtenir un accord (en éludant parfois paradoxalement la contrainte directe et les menaces qui appariassent normales pour les joueurs, en tant que grammaire diplomatique classique).

Conséquences de l'usage de ces moyens				
Essentiels pour garantir l'application des garanties de sécurité et l'engagement militaire des partenaires récalcitrants, l'action de médiation (exercée en particulier par le Luxembourg) est apparue très utile pour éviter de perdre définitivement des alliés en les ostracisant même indirectement (maintien de la possibilité d'un accord).				
Efficacité des concepts doctrinaux du Luxembourg pour peser sur les moyens utilisés durant la crise				
Estimation	Indispensables	Utiles	Peu utiles	Inutiles
Nombre de joueurs	10	8	2	0
Raisons évoquées	Seul moyen d'exister dans les alliances, et rapport coûts/moyens optimal que de chercher la visibilité et l'efficacité par la médiation et la focalisation sur des domaines délaissés par les acteurs cadres, tout en assurant leurs bonnes relations par une fonction naturelle de médiation. La garantie fondamentale des alliances pour la sécurité est également perçue comme le seul moyen pour le Luxembourg, non-seulement de maintenir sa sécurité mais également d'exister militairement en agissant sur les grandes questions doctrinales et opérationnelle par le biais de commandements exercés au sein de l'organisation.	Idem hormis que le poids très limité que le Luxembourg tient dans tous les cas face à l'acteur cadre que sont les Etats-Unis, implique une influence tout d'abord tournée vers eux pour assurer leur détermination avant de pouvoir peser sur le reste des partenaires, et pour garantir la mise en place des garanties fondamentales de sécurité.	Scepticisme général sur l'apport des doctrines pour les gestions de crises, du fait de l'urgence invitant à l'action en conduite et à une priorité à l'adaptation.	Sans objet

Bilan	Majorité écrasante décrivant l'utilité et la pertinence de la vision doctrinale prospective du Luxembourg fondant ses garanties ultimes de sécurité sur les alliances, et développant de ce fait ses intérêts en cherchant à peser en interne sur son fonctionnement et sur l'application desdites garanties.
-------	---

- Analyse critique

La simulation ici conduite présente toutes les caractéristiques d'une étude de la gestion d'une coalition, avec une polarisation rapide des acteurs en blocs opposés, non-pas du fait d'actes irrationnels ou d'éléments déclencheurs de tensions, mais de la caractéristique même de l'enjeu qui impose une décision ferme et rapide sans possibilité de voie médiane. Le processus décisionnel est alors tourné vers la gestion du bloc d'alliés pour imposer ses intérêts et coordonner ses actions, et vers l'autre bloc dans une logique de rapport de force où la dissolution d'une partie de l'ensemble par le retournement de membres entraînera mécaniquement la fin du bloc par peur de l'isolement. C'est donc à une vision des gains maximaux et de leur recherche que cette simulation a aboutie, transformant le jeu à somme non-nulle en un jeu de fait à somme nulle où la dynamique de coopération générale n'est plus possible. La voie médiane de gains minimaux et de compromis, n'a ainsi jamais été réellement explorée, et dans une logique du « *winner takes all* » chaque bloc a cherché à contraindre l'autre, par des déclarations imposant le fait accompli (cf. envoi de militaires), et la destruction du bloc pour emporter la mise. Dans cette optique le succès est venu de l'utilisation judicieuse par un bloc des ressorts de la diplomatie avec un mélange de coercition directe et d'incitation permettant la fragilisation du bloc opposé et le renversement du rapport de force obligeant les plus déterminés à céder sous peine d'un isolement total et d'une exclusion non-conforme aux intérêts de l'acteur incarné.

La rapidité de l'effondrement du bloc et du consensus trouvé dans le dernier tour tient donc à une rationalité poussée à son extrême qui force les joueurs à chercher en dernier ressort les pertes minimales (cf. dilemme du prisonnier) pour sortir de la crise au mieux, là où une logique plus irrationnelle aurait pu conduire à un choix jusqueboutiste condamnant d'office la réalisation d'un accord.

Les acteurs « victorieux » que sont le Luxembourg par son activisme et la mise en œuvre de la garantie de sécurité espérée, de même que les Etats-Unis par leur action décisive pour une mise en place de l'accord, livrent un résultat de résilience de l'alliance et donnent raison aux concepts doctrinaux du Luxembourg en prouvant son influence dans l'OTAN. Néanmoins, la dépendance du résultat à l'action et la fermeté des Etats-Unis porte les germes d'une fragilité indirecte de cette victoire en montrant non-seulement la place réelle du Luxembourg dans celle-ci (inscription dans la dynamique des puissances leaders), et la dépendance du résultat aux acteurs cadres, qui s'ils ne devaient pas suivre le même comportement remettraient sérieusement en cause le résultat de la simulation. Cette dépendance est par conséquent une clé de la pertinence du modèle doctrinale luxembourgeois qu'il faudra particulièrement étudier dans les autres mises en œuvre de ce wargame et dans le point moyen des résultats.

Réponse aux objectifs de recherche

Les résultats de la simulation concernant le bienfondé de l'alliance atlantique comme garantie de sécurité du Luxembourg et la possibilité pour celui-ci d'influer sur les décisions de l'organisation, fournissent un verdict sans appel de confirmation.

Ainsi, bien que certaines réserves puissent s'exprimer (notamment sur la dépendance à l'implication des nations-cadres précédemment évoquée), une double validation a été apportée :

26. En cas de crise fondamentale l'alliance mobilise effectivement ses forces et agit massivement qu'il s'agisse a minima d'une volonté de sanctions économiques jusqu'au maximum le recours à la force armée. La deuxième option étant même majoritaire dès le début des négociations, offrant une balance favorable pour convaincre les autres membres de la rejoindre. La garantie sécuritaire fondamentale est donc effective et pérenne.
27. Les concepts doctrinaux du Luxembourg sont pertinents, adaptés et efficaces, la visibilité et l'utilité étant les seuls moyens sa disposition pour peser dans l'alliance et même en cas de crise. La posture du Luxembourg se trouve même renforcée dans ce cas par son caractère de médiateur naturel facilitant l'adoption d'un consensus en cas de polarisation des partenaires.

➔ Conclusion/enseignements de cette simulation

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'étude prospective de la grande stratégie du Luxembourg. Il est par conséquent temps à présent d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs collectés lors du débriefing à chaud de la simulation.

- Enseignements concernant le *game design* (type de simulation et considérations sur la forme)

Peu de mécaniques de jeu sont concernées par cette revue critique, du fait du format même de la gestion de crise disposant de peu de règles. Ce sont toutefois les dispositions fondamentales du jeu qui ont été questionnées, à savoir le bienfondé d'un tableau des positions initiales des acteurs. De fait, la polarisation immédiate des groupes est apparue en contradiction avec la volonté de laisser une liberté totale de définition des intérêts et objectifs. Un biais déterministe émerge ainsi de la conduite de cette simulation qu'il convient de modifier ou d'assumer.

Après de nouvelles parties test c'est le second choix qui est privilégié, puisque si un déterminisme doit être pris en compte avec une tendance à la polarisation, l'absence de toute indication est plus préjudiciable pour le déroulé de la simulation, et implique surtout une perte d'adéquation à la réalité. De même, la focale sur le caractère « indécis » et par conséquent un non-alignement aurait dû émerger également en cas de déterminisme des joueurs selon la posture initiale, ce qui n'est pas le cas, impliquant de ce fait que la polarisation est plus due à la nature intrinsèque d'une crise au sein d'une coalition que des mécaniques de jeux utilisées en particulier du déterminisme des positions initiales.

- ➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

La simulation ici conduite démontre une validation nette des présupposés grands stratégiques du Luxembourg, en particulier dans l'application de la garantie fondamentale de sécurité et de sa capacité à influencer dans les décisions de l'organisation. Plus particulièrement, du fait d'un

succès de la mise en œuvre de l'accord lié directement à la volonté des nations cadres et en particulier des Etats-Unis, la logique luxembourgeoise d'existence au sein des alliances par l'utilité, la visibilité et l'efficacité, apparait comme la seule voie viable pour empêcher un alignement de fait et l'impossibilité d'action en propre.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'une image d'Epinal est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que neuf parties ont été réalisées, les résultats sont largement similaires, et ne divergent que dans une partie où le consensus n'a pas été trouvé du fait d'une absence d'activité de l'ensemble des nations cadres. Toutefois, loin de remettre en cause le postulat des autres simulations, il confirme la dépendance à la volonté des grandes puissances de l'alliance (en particulier des Etats-Unis) pour que la défense collective soit mise en œuvre. Ce consensus des résultats ne doit cependant pas trouver une dimension prophétique, ainsi que la méthodologie du wargaming nous l'enseigne, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmer les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus.

De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°1 du cas d'étude du Luxembourg : Gestion de crise			
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation	
9	<p>Panel hétérogène de testeurs composé de spécialistes et de néophytes : 3 parties</p> <p>Panel de néophyte étudiant (connaissance globales sur le sujet mais non-experts et peu confrontés à l'usage du wargaming) : 2 parties</p> <p>Panel d'étudiants wargamers (connaissance globales sur le sujet mais non-experts, et maîtrisant l'usage du wargaming) : 2 parties</p> <p>Experts (connaissances abouties sur le sujet et relativement à l'aise avec l'usage du wargaming) : 2 parties</p>	Première partie du panel d'experts	
Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON	<p>Nombre de parties aux résultats identiques : 9</p> <p><i>Résultats de victoire de l'acteur du Luxembourg par mise en œuvre intégrale de l'article 5 de l'OTAN avec envoi de forces armées (9 cas sur 10), accompagné parfois de sanctions plus larges notamment économiques (6 cas sur 10), et d'une aide non-militaire aux Etats baltes(8 cas sur 10).</i></p> <p><i>Le résultat contraire (1 cas sur 10, dernière partie test effectuée) abouti à une absence de décision qui n'implique à la fin de la simulation qu'un accord sur des</i></p>

			<p><i>sanctions économiques³¹⁸, donnant une application de l'article 5 partielle et une défaite au Luxembourg.</i></p> <p><i>Le pourcentage de réussite très élevé (90%) offrant ainsi naturellement un résultat homogène, d'autant que les dimensions de l'échec du dernier cas sont anticipées et relevées dans les conclusions des succès. Il n'y a de ce fait pas deux catégories qui s'opposent, mais bien une dynamique unique de succès conditionnée à des paramètres précis qui s'ils ne sont pas présent conduisent à l'échec.</i></p>	
	Divergents par catégories claires	ŒUI – NON	Nom de la catégorie	Sans objet
			Nombre de parties de cette catégorie de résultats	Sans objet
	Divergents par résultats éclatés	ŒUI – NON	Nom de chaque type de résultat	Sans objet
			Nombre de parties ayant réalisé cela	Sans objet
Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)		
	<p>Confirmation des hypothèses théoriques définies dans l'étude de cas du Luxembourg, par la garantie fondamentale des alliances comme une donnée pertinente et résiliente pour assurer la sécurité du pays.</p> <p>Les concepts doctrinaux faisant d'une action au sein des alliances comme le moyen de développer une influence et ses intérêts malgré un déficit de moyens militaires, est également confirmé comme le calcul optimal et directement lié à la nature du Luxembourg qui tient une position de médiateur naturel.</p>	<p>Efficiences et résilience de la garantie fondamentale des alliances et du schéma doctrinal du Luxembourg centré sur la politique 3 D et le triptyque utilité/efficacité/visibilité au sein des alliances.</p> <p>Émerge toutefois de manière non-anticipée la cardinalité de la résolution des nations cadre et en particulier des États-Unis pour assurer la mise en œuvre de la défense collective. Il apparaît de ce fait aussi important si ce n'est plus pour le Luxembourg de dédier ses actions d'influence à ces États pour s'assurer de leur détermination dont découlera mécaniquement l'application des garanties de sécurité</p>		

³¹⁸ Non-pris en compte dans la valeur précédente de l'accompagnement de l'accord par des sanctions économiques, il s'agit bien de 6 parties sur les 9 au résultat favorable qui ont aussi pris des mesures économiques (et non-pas 5 plus celle de la partie défavorable au Luxembourg).

Ce premier wargame concernant le Luxembourg, centré sur la mobilisation des alliances et la capacité du Luxembourg à agir pour garantir la mise en œuvre de la sécurité collective, aura permis une confirmation des postulats doctrinaux du cas d'étude. La dynamique d'une garantie fondamentale de sécurité par les alliés apparaît de ce fait être validée, tout en ouvrant ses modalités à une dimension peu décrite dans la vision stratégique luxembourgeoise, la dépendance aux nations cadres et en particulier aux Etats-Unis. De ce fait, il semble opportun d'intégrer dans la Grande Stratégie du Luxembourg une spécialisation quant à la politique d'influence souhaitée au sein des alliances, en dédiant prioritairement le message aux grandes puissances pour en assurer la détermination et la cohésion afin d'assurer l'effectivité de la sécurité collective en cas de crise.

1.2.3. Simulation n° 2 : Red Team

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Etant un scénario construit uniquement dans le but d'une validation pratique des présupposés de thèse, l'enjeu de cette expérimentation de type *red team* réside dans le test de l'efficience des inclinaisons doctrinales du Luxembourg face à des problématiques stratégiques diverses.

➔ Objectifs de recherche :

Etude de l'adéquation des concepts théoriques avec l'usage pratique et de leur efficience dans la garantie de sécurité du Luxembourg face à l'évolution des menaces et au rôle au sein des alliances qui sont exprimées en tant que garantie fondamentale de survie. Le *red team* est ainsi utilisé en tant que mode de wargame le plus adapté à une réflexion en profondeur et dans la mobilisation des joueurs pour mettre en balance des concepts doctrinaux.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Simple : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Scénario réalisé en une phase unique de <i>red team</i> découpée en deux blocs de trois rounds 	1 étape de 2h30 découpée en deux blocs de trois rounds de 25min pour une réflexion sous contrainte de temps et maximisant la nécessité d'adaptation dans l'urgence et de gestion de la sociologie de groupe

➔ Scénario, acteurs, objectifs

⇒ Présentation du contexte :

La présente simulation étant construite sous la forme d'un *red team* il n'y a pas de scénario à part entière mais bien une mise en contexte générale qui concerne les déterminants stratégiques de l'acteur ainsi que les menaces perçues. Le wargame conduit dans ce cadre se fonde ainsi sur la réalisation des menaces sécuritaires et risques projetés par le Luxembourg afin de tester l'efficacité de ces mécanismes doctrinaux et pratiques de défense et de production de sécurité.

⇒ Eléments cardinaux du contexte :

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent appréhender l'acteur qu'ils vont incarner et analyser stratégiquement le contexte pour déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition :

Le *red team* étant une simulation collaborative à somme non-nulle il n'y a pas de confrontation entre groupes, mais un groupe unique de joueurs face aux juges et à l'introduction de nouvelles problématiques stratégiques. Le panel constitué sera ainsi compris entre 10 et 25 joueurs en fonction des types de joueurs et des besoins de diversité.

Timeline :

La simulation n'a pas de timeline précise, mais souscrit à une continuité entre les rounds, avec des problématiques obligeant à une adaptation du schéma de réflexion. En ce sens, une arborescence est produite en amont pour les juges en fonction des orientations principales fournies par les joueurs à la fin de chaque round, et ce pour les deux blocs.

La simulation d'une durée de 2h30 est ainsi construite sur deux blocs de trois rounds de 20min, entrecoupés de 5min d'exploitation par les juges et de production des résultats.

Biais sélectionnés :

- Afin d'éviter tout blocage par une menace directe ou une fin prématurée du scénario, l'usage des ADM est interdit. La simulation considère ainsi que la dissuasion par MAD (*Mutual Assured Destruction*) opère entre les différents Etats.
- Les alliés du Luxembourg ne sont pas incarnés dans le premier bloc, toutefois les joueurs sont sensés intégrer ceux-ci dans leurs décisions (ex : proposition de partenariat militaire renforcé) et prévoir leurs réactions lorsqu'ils décident d'actions à entreprendre pour répondre aux problématiques soumises.

Hormis ces limitations toutes les décisions possibles peuvent être prises par les joueurs au plan politique (de même que dans le choix des moyens mobilisés), et ce afin de garantir une étude optimale du processus décisionnel.

Attitudes :

L'ensemble de présupposés censés être intégrés par les joueurs dans ce scénario correspondent aux dynamiques d'alliances et aux tensions actuelles générales dans la région.

Toutefois, afin de favoriser le travail individuel des joueurs, notamment dans l'objectif de lier la connaissance avec la qualité de la décision, la véritable plus-value consiste dans le travail et la connaissance des objectifs et actions possibles pour le groupe incarné ainsi que pour ceux des autres joueurs. Tous ces éléments viendront à la fois de l'analyse de ce livret de jeu, de l'étude de la question du round I de chaque bloc et des connaissances personnelles des joueurs (notamment sur le volume des forces armées disponible et les menaces pesant sur l'OTAN).

En ce qui concerne les éléments fournis dans ce livret de jeu, une contextualisation rapide des présupposés théoriques et doctrinaux du Luxembourg est présentée ci-dessous. Il est à noter

qu'elle provient du travail de thèse effectué par l'auteur de ce wargame (pp. 140-141 et 264-270), disposition logique puisque ladite simulation est construite pour en valider les présupposés théoriques.

1. La culture stratégique du Luxembourg et son influence

Le premier élément de culture stratégique réside dans la nature du Dilemme de Sécurité qui apparaît historiquement comme ayant peu d'influence, du fait soit d'une vassalisation à de grandes puissances, soit du fait de garanties externes de sécurité assez fortes pour le rendre inopérant. De ce fait, le Luxembourg exprime une vision stratégique par la négative, en ce qu'il confirme que sans Dilemme de Sécurité la pensée stratégique n'est pas indispensable et donc que la Grande Stratégie n'a pas de raison d'être formulée. Le Luxembourg est ainsi par essence étranger à la Grande Stratégie, avec comme influence notable la difficulté et la lenteur de mise en œuvre d'un cercle de production doctrinale et conceptuelle autonome. Cet élément de culture stratégique est d'ailleurs largement exprimé à l'époque moderne par une action en conduite, qui fait du pragmatisme la règle en renforçant la transposition des concepts des alliances et donc la difficulté à produire une conception doctrinale autonome.

Le second élément déterminant de la culture stratégique luxembourgeoise repose sur l'exploitation du marqueur historique de la délégation de sécurité. En effet, l'absence de dilemme sécuritaire ainsi permise, dispense l'Etat de la formulation d'une Doctrine et ce aussi longtemps que les alliances étouffent les menaces. La pensée stratégique du Luxembourg ne s'incarne par conséquent que du fait d'un affaiblissement des alliances ou d'une montée des périls sur celles-ci qui impactent tous les membres. Autre conséquence directe de cette délégation de sécurité, le volet militaire apparaît secondaire puisque largement assuré par l'extérieur, de ce fait les moyens de la puissance sont avant tout insérés dans l'influence et l'économie. La culture stratégique du Luxembourg est par conséquent liée au développement de la communauté des valeurs et la promotion du libéralisme en tant que garantie du développement du pays.

Au bilan, le Luxembourg présente trois éléments structurants dans sa culture stratégique ayant une influence directe sur la formulation de sa vision doctrinale et grande stratégique contemporaine :

- Externalisation de la pensée grande stratégique conduisant à une lenteur particulière de la conception doctrinale si la décision est prise.

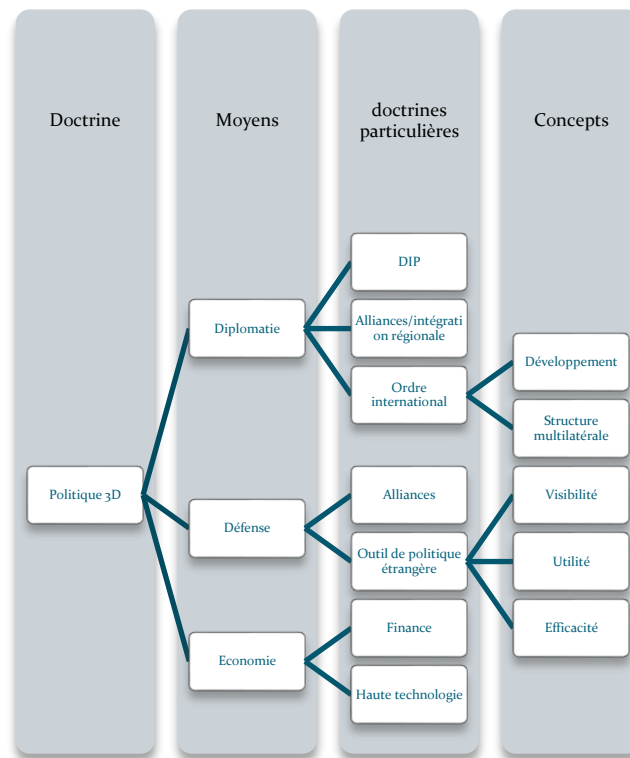
- Garantie fondamentale des alliances qui écrase toute menace, la vision stratégique ne provient par conséquent que de l'affaiblissement de celles-ci.
- L'externalisation de la garantie militaire conduit la puissance à s'incarner dans le volet diplomatique et économique avec la promotion du modèle de valeurs pour en assurer la pérennité.

2. La doctrine

- Concepts clés :

Les concepts les plus exprimés dans la doctrine sont ceux du volet politique et militaire du triptyque visibilité, utilité, et efficacité au sein des alliances. Toutefois la profondeur de la Doctrine du Luxembourg est plus développée et s'entend selon le schéma de synthèse suivant, reprenant les éléments développés précédemment dans la vision de la politique étrangère et son approfondissement par la Doctrine de la Politique 3D (Diplomatie, Défense, Développement).

Schéma n° 1³¹⁹ : Doctrine, concepts et moyens du Luxembourg : schéma de synthèse



³¹⁹ Le numéro du schéma ici présent correspond à celui du livret de jeu tel qu'il a été fourni aux jours et qui pour plus d'authenticité a été conservé tel quel, il est donc indépendant de la numérotation des schémas de la thèse.

➤ Prescriptions pour chaque domaine :

- Economie : focus sur l'avancée technologique et la poursuite d'une diversification dans le tertiaire
- Diplomatie : renforcement du multilatéralisme, promotion du DIP, promotion du développement de l'intégration européenne et locale (BENELUX)
- Militaire : investissements capacitaires sur les failles OTAN, développement de l'interopérabilité, renforcement global de l'effort de défense pour accroître la résilience nationale

➤ Actions emblématiques mises en œuvre :

- Diplomatie : renforcement de l'intégration européenne et aide à l'intégration des nouveaux membres (promotion de l'élargissement)
- Militaire : programmes capacitaires pour l'OTAN : MRTT, A400M ; et actions dans les alliances : participation à la VJTF en 2014, et participation à l'EFP en Europe de l'Est depuis 2016

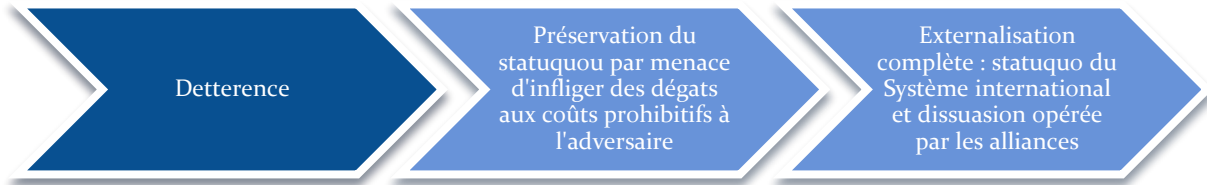
➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

La Doctrine du Luxembourg est fondamentalement de seconde catégorie c'est-à-dire dissuasive. Elle entend en effet, préserver les acquis ou le statuquo en dissuadant l'adversaire d'agir sous peine de lui infliger des dommages prohibitifs aux vues des gains espérés.

Toutefois elle opère ainsi selon une modalité particulière qu'est une externalisation complète. De fait, le statuquo à préserver n'est pas celui du Luxembourg avec ses adversaires potentiels (ex : Russie), mais bien celui du système international en général, qui par son libéralisme politique et économique permet l'épanouissement de la puissance nationale.

De même, la dissuasion n'est pas produite du fait des capacités autonomes, mais uniquement de l'insertion dans des alliances qui par la puissance potentielle qu'elles dégagent exercent une dissuasion à l'égard de tout Etat souhaitant s'en prendre directement au Luxembourg.

De manière schématique la Doctrine du Luxembourg selon la taxinomie de Posen s'illustre comme suit :



3. Grande Stratégie/Vision stratégique

Bien que l'on ne puisse pas parler à l'heure actuelle d'une véritable Grande Stratégie pour le Luxembourg, l'adoption d'une Doctrine formelle selon des objectifs stratégiques clairs ouvre le champ à une telle logique à l'avenir. C'est pourquoi est produit tout de même une grille d'analyse de type grande stratégique comme pour les autres cas d'étude, tout en précisant qu'il s'agit bien d'une ébauche prospective servant de guide pour l'étude future de cet Etat, mais nécessitant une poursuite de l'action conceptuelle du Luxembourg³²⁰.

➤ Vision stratégique :

Développement de la puissance par une prépondérance des actions diplomatiques, le militaire ne venant qu'en support et dans l'aide de la garantie fondamentale de sécurité qui s'incarne dans les alliances et d'une aide aux politiques d'aide au développement et de réponse aux crises.

➤ Champs d'action :

Logique de politique étrangère à visée diplomatique exprimée selon les deux grands axes : alliances et puissance par la stabilité du système international (économique, développement, multilatéralisme).

➤ Concepts clés :

Garantie de la paix par les normes, Politique 3D, défense intégrée entraînant visibilité/utilité/efficacité au sein des alliances.

³²⁰ Poursuite conditionnée à horizon 2025 par un approfondissement du travail de pensée stratégique et de planification doctrinale ainsi que cela a été précisé précédemment.

➤ **Coordination des domaines :**

Leadership théorique des affaires étrangères qui forment le cœur de la politique 3D. Toutefois, il s'agit d'une structure encore trop jeune et informelle pour développer une coordination digne d'une Grande Stratégie.

➔ **Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :**

Le wargame complet dure 3h réparti en trois rounds et un ensemble de procédures générales propres au wargaming.

Ainsi de manière détaillée la répartition de l'évènement se traduit comme suit :

- Accueil des joueurs, présentation logistique et répartition dans les groupes (10min) : non-pris en compte dans les 2h de la simulation.
- Briefing introductif (15min) : rappel des éléments cardinaux de la simulation, des règles, et du déroulé de la de simulation. Réponse aux ultimes questions.
- Conduite de la simulation (2h30) : cellule de crise du groupe, qui définit ses objectifs, plan d'action, réactions aux actions des ennemis potentiels, etc. en fonction des problématiques soumises par les juges. Ce travail sur deux blocs est réparti au sein de chaque bloc de trois rounds de 20min de réflexion et 5min de pause pendant lesquelles les juges produisent leurs résultats et définissent les problématiques suivantes.
- Conclusion du wargame (15min) : expression et explication des résultats, bilan tiré sur le wargame, réponses aux ultimes questions, présentation du compte-rendu à venir et de l'exploitation des résultats.

Le matériel exigé pour chaque joueur se réduit à disposer de quoi prendre des notes et d'une montre pour la gestion du temps.

➔ **Objectifs des joueurs :**

Il s'agit de produire le maximum de décisions et actions concrètes pour permettre au Luxembourg de répondre aux problématiques stratégiques qui lui sont posées. La qualité du

travail des joueurs sera évaluée dans leur pertinence et crédibilité vis-à-vis du schéma doctrinal luxembourgeois et de leur réalisation effective compte-tenu du contexte régional actuel et des moyens à disposition du pays.

➔ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame centré sur une décision rapide en coopération, la simulation est d'adjudication libre et présente de ce fait peu de règles. Ces dernières seront centrées sur les principes fondamentaux des rounds, les interactions entre les joueurs et les relations avec les juges.

▪ *Tours de jeu et structure de la simulation*

• *Structure générale de la simulation*

La simulation dure deux blocs de trois rounds consécutifs de 20min de réflexion, durant lesquels les joueurs doivent répondre à des problématiques stratégiques en remplissant un tableau d'actions et décisions clés.

• *Déroulé concret des rounds*

Les joueurs ont à chaque round une problématique présentée par les juges, seule celle du premier round est connue en amont pour chaque bloc afin que les joueurs puissent se préparer à développer des solutions et mieux entendre le type de connaissances qui sera exigé. A chaque fin de round, les juges collectent les résultats et définissent en fonction des inclinaisons des joueurs d'autres problématiques. A la fin du troisième round la simulation du second bloc est terminée, les résultats généraux sont proclamés et un RETEX à chaud est effectué entre les juges et les joueurs. Entre chaque bloc une pause de quelques minutes seulement est effectuée pour faire souffler les joueurs, mais demeurant limitée pour ne pas casser la dynamique de la simulation.

- Expression des décisions des joueurs

Les décisions des joueurs seront à chaque round exprimées dans un tableau, dont un modèle générique est à retrouver ci-dessous. Les tableaux permettent de forcer les joueurs à des idées concises et d'application pratique en lien avec l'objectif de cette simulation qu'est l'efficacité de concepts doctrinaux face à l'expression d'une menace concrète pour le Luxembourg ; ainsi que de fournir un matériau brut complet en vue de l'analyse postérieure des résultats³²¹.

Round 1	
Bloc : 1	Résultat round précédent : Victoire Luxembourgeoise
Problématique : Comment augmenter la visibilité du Luxembourg au sein de l'OTAN?	
Décisions/Actions	Raisons (succinctes)

- Problématiques et expression des résultats

Les problématiques ne sont pas diffusées aux joueurs dans leur intégralité, seule la première de chaque bloc (de portée générale) est communiquée pour les orienter dans le type de réflexions à conduire. Les problématiques sont par contre livrées intégralement aux juges en amont qui les diffuseront à la fin de chaque round en fonction des résultats relevés (pertinence des décisions, mobilisation des concepts doctrinaux) selon une arborescence qui peut être adaptée en temps réel.

³²¹ L'ensemble des décisions des joueurs est ainsi présentée, évitant la déperdition d'idées et informations obligatoire dans des échanges à dominante orale (la prise de note ne pouvant jamais être complète).

Chaque bloc entend une thématique particulière, plaçant les joueurs dans l'incarnation d'acteurs différents :

- Bloc I : Vision des alliances de l'utilité, visibilité et influence du Luxembourg en leur sein

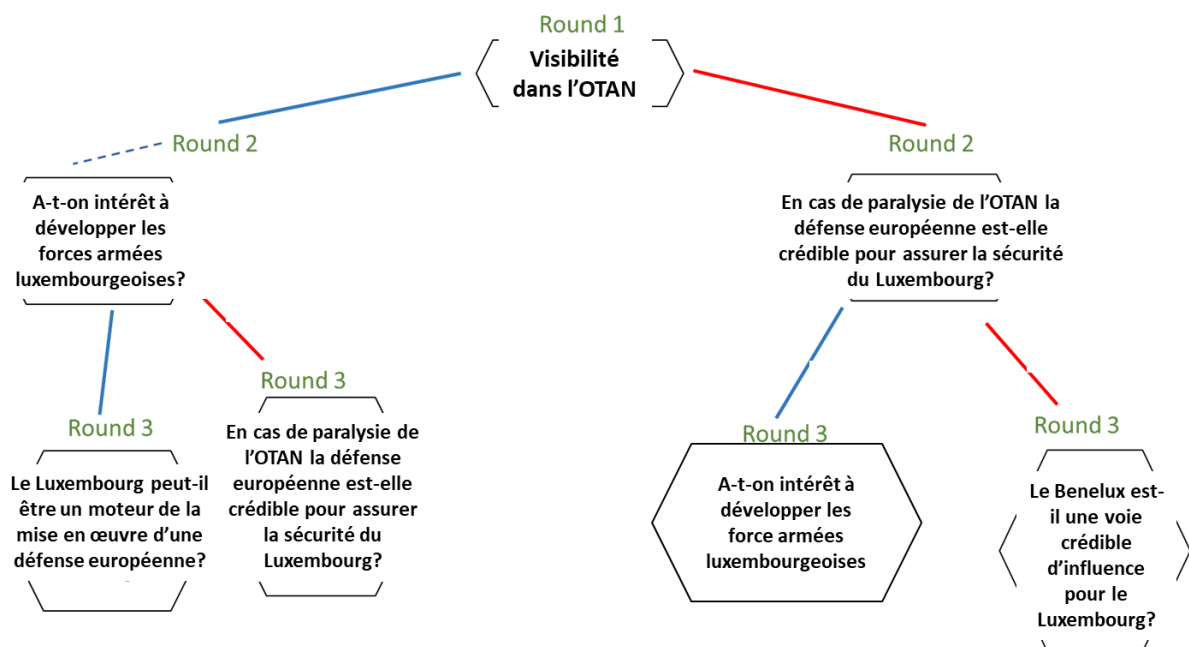
Problématique du Tour I : *Comment augmenter la visibilité du Luxembourg au sein de l'OTAN ?*

- Bloc II : Perturbations économique mondiale suite à une vague de hacking portant sur les principales places boursières conduisant à une évacion massive de capitaux

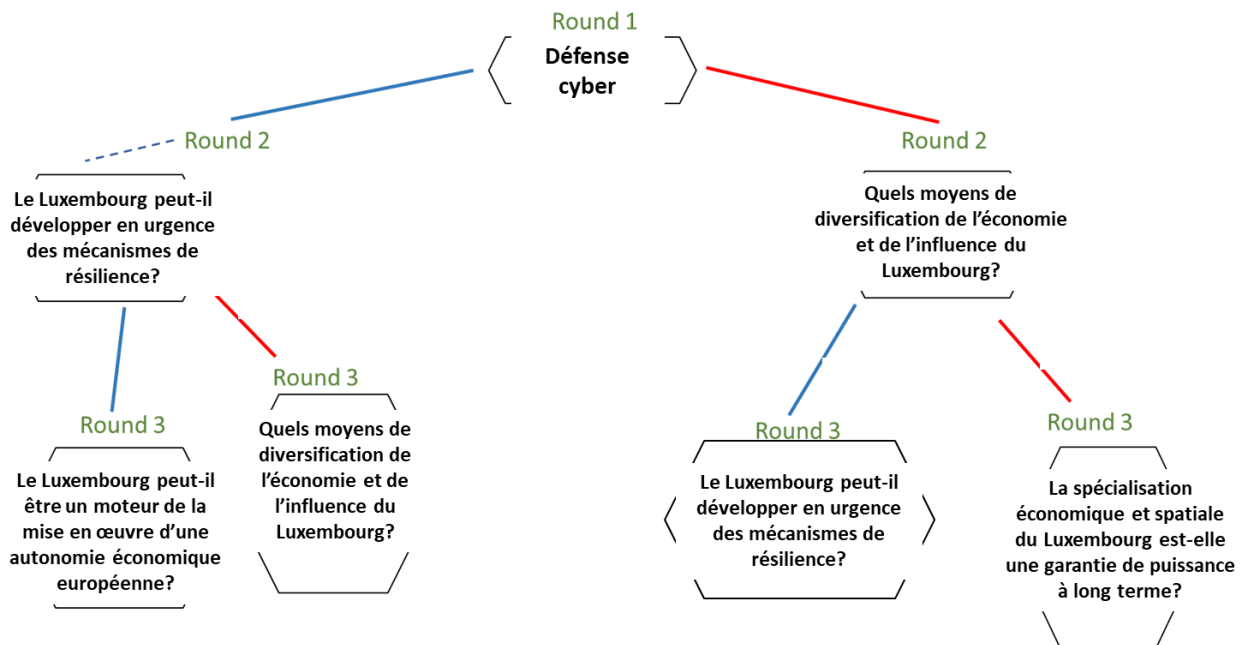
Problématique du Tour I : *Quels moyens et actions mettre en œuvre pour minimiser l'impact d'une attaque massive de hacking et les risques entrainés sur le plan économique ?*

Les autres problématiques définies a priori sont à retrouver dans les deux arborescences pages suivante, faisant l'objet de tableaux dédiés :

Bloc I :



Bloc II :



- *Dialogues et interactions*

Entre les joueurs dans le groupe il s'agit de privilégier l'autonomie pour appliquer une analyse de sociologie de groupe. Ainsi est laissée une gestion libre de l'organisation, sans hiérarchie afin de déceler les processus d'organisation et les frictions éventuelles.

Entre les joueurs et les juges les interactions sont limitées durant les rounds au strict minimum, à savoir uniquement pour la précision de points de règlement ou sur initiative des juges pour introduire de nouveaux éléments contextuels et/ou problématiques de réflexion.

- *Place et le rôle des juges*

Le wargame se déroulant en adjudication libre, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs, ils veillent également à la bonne application des règles et à l'organisation des tours (durée, matérialisation des divers actes, etc.). Ils ont un rôle pivot puisqu'ils sont le cœur de la mise en œuvre et du bon déroulé du wargame durant les rounds et sont également les pourvoyeurs du dynamisme et des résultats de la simulation en

définissant à chaque round les résultats et en fin de simulation les résultats et déterminants principaux de l'analyse.

Pour assurer au mieux l'exploitation des résultats en vue de l'atteinte des objectifs de recherche de ce wargame, des notes seront prises tout au long de la simulation de même qu'un débriefing ultérieur à froid entre les juges pour exploiter au mieux les données relevées.

➔ **Recueil et analyse des résultats**

Pour correspondre à l'objectif de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

- ***Dimension quantitative exploitée a priori***

Elle correspond à l'exploitation des tableaux remplis par les joueurs durant les rounds ainsi que de l'ensemble des notes des juges.

- ***Dimension qualitative centrée sur l'analyse du processus décisionnel et de l'usage des concepts doctrinaux (Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques luxembourgeois et l'action pratique)***

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) l'utilisation inconsciente ou consciente des déterminants sécuritaires des Etats baltes ainsi que de l'efficience des divers moyens de sécurité mobilisés. Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges permettra de fonder un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude.

Tableau n°2 : recueil des données concernant la validation des concepts pour la survie des Etats baltesface à leur paradoxe de sécurité :

Concepts	Usage réel			Vision des acteurs sur les concept (si mobilisés)			
	Rounds	Concept mobilisé directement	Concept mobilisé indirectement (et forme d'expression)	Rounds	Utile	Pas utile	Indifférent
Politique 3D, approche globale, délégation totale de sécurité, visibilité/crédiabilité/utilité...	1			1			
	2			2			
	3			3			
Bilan				Effectué de manière générale sur la vision des joueurs sur les concepts présentés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Délégation de sécurité ▪ Politique 3D ▪ Influence par l'économie ▪ Visibilité, utilité, crédibilité ...			

B. Note d'exploitation complète d'une des parties jouées

➔ Objectifs de jeu et caractéristiques du wargame

La présente simulation, centrée sur la capacité du Luxembourg à peser dans les alliances lorsque la garantie de sécurité qu'elles apportent est en jeu, et à développer son influence de manière continue, de même que sa capacité de résilience face à une crise touchant ses éléments décisifs de puissance (économie) ne pouvait que s'incarner dans une dynamique de réflexion approfondie. C'est pourquoi, un modèle de jeu de type *red teaming* a été privilégié.

Il permet en premier lieu d'offrir une totale liberté d'action aux joueurs qui ne sont pas contraints dans leurs choix (à l'inverse de ce qu'implique un scénario d'emploi qui place l'acteur directement en situation conflictuelle) et peuvent prendre leurs décisions en fonction des intérêts perçus. En outre, il impose à l'inverse une logique décisionnelle bornée, et un positionnement final clair, qui démontre de manière indiscutable la mise en œuvre et l'utilité (ou pas) des concepts doctrinaux, tout en formulant un point moyen naturel puisque les joueurs doivent aboutir à un consensus dans le remplissage des tableaux à chaque fois de round. Ce dernier point est essentiel puisqu'il permet une confrontation directe et continue des avis, offrant un regard croisé qualitatif en plus du quantitatif opéré par le nombre de simulations jouées pour un même wargame.

➔ Game design permettant l'atteinte des objectifs

Afin d'implémenter de manière pratique ce type de simulation dans l'étude de la Grande Stratégie du Luxembourg, le scénario a été construit en deux phases de réflexion sur 3 rounds, permettant de conserver la pression du temps et l'imminence d'une décision à prendre.

Le caractère du *red team*, nécessitant un groupe aux profils divers permettant la contradiction forte, a conduit à définir un groupe idéal d'une dizaine de joueurs, modulable en fonction du nombre de participants afin de garantir le maximum de répétitions de la simulation malgré les aléas logistiques de la disponibilité des participants. Cette simulation, construite sous la forme d'un *red team*, est ainsi pensée sous la forme exclusive d'un jeu coopératif à somme non-nulle. Impliquant qu'une solution consensuelle est obligatoire pour remplir le tableau de décision à la fin de chaque round, quel que soit le mode d'expression (consensus, vote, leaders de fait...).

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 2h30) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment dans le détail des mesures et décisions, qui ne peuvent être trop approfondies et sont au besoin aidés par les juges qui fournissent le cas échéant les datas nécessaires.

➔ **Game play**

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par dix joueurs. Pour encadrer la simulation, deux juges étaient mobilisés durant toute la durée du wargame.

La nature du red team faisant que la simulation ne peut connaître de fin prématurée, c'est un schéma décisionnel complet qui a été réalisé, permettant une validation des présupposés fondamentaux de sécurité et de grande stratégie, tout en minorant la portée pratique des concepts doctrinaux notamment pour pallier à des situations d'urgence. L'utilisation consciente d'éléments doctrinaux est toutefois indéniable et explique les embranchements pris, en recouvrant naturellement certaines interrogations subsidiaires par une approche d'ensemble de nature grand stratégique.

➔ Déroulé synthétique de la simulation

Bloc I : Alliances et influence du Luxembourg

Round I

▪ Déroulé du Tour

La problématique soumise à ce round, portant l'augmentation de la visibilité du Luxembourg au sein de l'OTAN a connu une réponse focalisée sur les aspects militaires. Il s'agit pour les joueurs de maximiser la présence du Luxembourg dans les diverses instances des alliances, ainsi que d'augmenter l'apport direct du pays dans la composante de force et les capacités de l'alliance. Pour ce faire, l'accent est mis sur le renforcement des coopérations régionales comme moyen de peser « en groupe » sur les décisions. De même, l'approfondissement de la spécialisation sur les secteurs de niche est recommandé, avec concernant le cyber une

inspiration du modèle Estonien pour devenir une réserve d'excellence de l'alliance par un leadership sur ces domaines.

- Résultats et bilan critique

La focale militaire constatée, conforme à une question sur les alliances militaires provoque un effet d'entraînement qui pousse au pragmatisme immédiat des moyens de renforcement de l'influence, plutôt qu'à une vision de long terme fondée sur la Grande Stratégie et un apport de divers domaines (financiers, diplomatiques, etc.). Les juges optent ainsi pour le second type d'embranchement pour le tour suivant en continuant la focale sur les alliances militaires.

Round II

- Déroulé du tour

La problématique posée, concernant la crédibilité de la défense européenne pour assurer la survie du Luxembourg en cas de paralysie de l'OTAN, a conduit à une position sans appel de réponse par l'affirmative. Pour ce faire, le panel n'a de nouveau pris en compte que la seule variable militaire, et dans une logique de pragmatisme pur a défini la sécurité dans sa vision primaire de l'indépendance et de l'intégrité territoriale. Or, dans ce cadre l'alliance européenne avec l'enclavement du Luxembourg entre grandes puissances notamment la France et l'Allemagne, offre une garantie fondamentale naturelle (imposant pour être remise en cause une invasion de ces deux pays ainsi que de la majorité des pays européens).

- Résultats et bilan critique

La focale militaire, exprimée dans sa vision première de la sécurité physique des frontières et du territoire, permet de conférer une crédibilité au volet de la défense européenne et de la garantir sans appel la sécurité fondamentale du Luxembourg. Toutefois, elle reste dans un biais d'un moyen unique et limité, sans prendre en compte les autres intérêts fondamentaux du pays que sont les échanges mondiaux et la stabilité de l'ordre international.

La focale militaire confirmant l'importance fondamentale de la garantie de sécurité par les alliances, a conduit les juges à pousser le curseur au maximum en ce qui concerne les alliances et leur influence en optant pour le second embranchement concernant l'apport du Benelux.

Round III

- Déroulé du tour

La question posée au panel, portait cette fois-ci sur la capacité pour le Benelux d'être une voie crédible d'influence pour le Luxembourg. La réponse, dépassant pour ce round la focale militaire, est apparue plus nuancée. Si dans l'absolu, l'action en groupes et l'intégration permettent une influence plus grande en faisant masse par la mutualisation des capacités et des décisions, la matérialité de ce partenariat a été questionnée. Est ainsi posé le besoin d'un rééquilibrage clair entre les membres, pour une place plus affirmée du Luxembourg notamment dans la direction des programmes afin d'éviter une vassalisation de fait à la Belgique antinomique de la recherche d'un gain d'influence. De plus, cela imposera une réelle intégration des forces qui reste pour le moment avant tout théorique, ne serait-ce que dans la modernisation des capacités terrestres avec un programme commune France/Belgique (CAMO) déconnecté du programme commun Pays-Bas/Allemagne (TEN) et sans programme entre les pays du Benelux.

- Résultats et bilan critique

Plus de nature grand stratégique du fait d'un volet diplomatique aussi important que le volet militaire, ce round est par contre plus mitigé dans ses résultats. Si une confirmation théorique de la tendance d'approfondissement des relations avec le Benelux est effectuée, un scepticisme réel est porté sur la mise en œuvre pratique de cette ambition, remettant directement en cause le gain d'influence au sein des alliances espéré au départ.

Bloc II : Crise cyber et résilience économique

Round I

- Déroulé du tour

La problématique, portant les moyens possibles pour minimiser des attaques cybers déstabilisant la structure économique du pays, a mis en exergue la résilience du Luxembourg sur ces questions. Construite sur des arguments aussi bien militaires qu'économiques, l'argumentation fournie par le panel entend en premier lieu développer la doctrine spécialisée sur le cyber en massifiant les compétences militaires défensives en la matière en reprise de l'exemple de l'Estonie après les attaques subies en 2007. L'objectif étant de faire du

Luxembourg une nation cadre dans le domaine du fait de la possibilité de mobiliser d'importants moyens financiers dans un secteur avant tout technique et ne demandant que peu de ressources humaines (principal déficit militaire du Luxembourg).

De même, au plan économique le Luxembourg est considéré comme résilient par nature en tant que plateforme d'échange fortement intégrée au sein de l'Union Européenne et centrée sur la valorisation des actifs plutôt que leur production permettant de limiter l'impact en cas de baisse boursière de certains Etats en diversifiant les apports. Toutefois, une diversification est souhaitée notamment pour investir la haute technologie, et réaliser un pont capacitaire avec l'ambition technique et doctrinale de la spécialisation dans le spatial et le cyber, renforçant les capacités militaires tout en renforçant la résilience de l'économie du fait de secteurs moins impactés par les chocs économiques contemporains.

- Résultats et bilan critique

La diversification des capacités apportée dans ce round, offre une approche plus globale, sortant du prisme militaire gouvernant le premier bloc. La nature du sujet proposé apparaît pour beaucoup dans cette réorientation avec une analyse plus grand stratégique par nature puisqu'attachée à des questions économiques et de résilience interne, dont la diplomatie et le militaire ne sont que des moyens parmi d'autres. Pour pousser la réflexion en ce sens, les juges choisissent pour le round suivant l'embranchement traitant du développement de mécanismes de résilience nationaux.

Round II

- Déroulé du tour

La réponse à cette problématique portant sur des moyens concrets de résilience, a formulé une conclusion intéressante autant pour le Luxembourg que pour la théorie de la Grande Stratégie des petites puissances en général. De fait, le panel a mis en exergue la nature même de petite Etat comme un avantage fondamental dans la mise en œuvre de mécanismes de résilience, par une flexibilité importante et une couverture de l'ensemble du territoire bien plus efficace lors de la mise en place de mesures d'urgences et des contrôles affiliés. Le cloisonnement des attaques cyber, ainsi que la diversification des investissements peuvent ainsi être pris immédiatement et de manière efficace.

- Résultats et bilan critique

La principale conclusion de ce round porte sur la théorie générale de la Grande Stratégie des petites puissances, en dépassant la vision commune d'une faiblesse due à ce statut, au contraire la petitesse de l'Etat apparait dans certaines conditions –notamment la gestion de crise- comme un avantage permettant une résilience accrue.

Round III

- Déroulé du tour

La réponse du round précédent, définissant les grandes lignes de la diversification économique comme atout, imposent aux juges de présenter au panel une autre problématique qu'était en l'espèce celle du Luxembourg comme l'un des moteurs de l'autonomie économique européenne.

En la matière, la réponse a été sans appel pour invalider cette proposition. La réflexion a de fait porté avant tout sur le rapport de force global, pour déterminer quelles sont les principales puissances économiques, et donc celles qui peuvent être un moteur économique permettant une autonomie vis-à-vis des grandes puissances (Chine, USA). Ainsi, les capacités de niche développées par le Luxembourg, bien qu'essentielles pour l'Union Européenne, ne présentent pas une influence suffisante pour conférer à l'Union Européenne la puissance nécessaire pour obtenir une indépendance économique totale, sachant que celle-ci n'est pas forcément souhaitable dans une économie mondialisée pratiquant largement la division internationale du travail.

- Résultats et bilan critique

La pure rationalité économique a primé dans cette phase, rappelant le rapport de force brut pour cantonner le Luxembourg à une position de niche, aux capacités de développement certaines mais non-suffisantes pour s'affranchir du statut de petite puissance. Validant le présupposé doctrinal fondamental de ce cas d'étude actant son statut de petite puissance, cherchant à développer ses intérêts de manière nette mais limitée et externalisant les grands enjeux de stabilité aussi bien économique (UE) que militaire (OTAN).

Résultats et bilan critique a priori

En ce qui concerne le premier bloc de réflexion soumis à la *red team*, la focale militaire stricte constatée offre une confirmation sans équivoque de la garantie fondamentale de sécurité par les alliances, ainsi que du bienfondé des tendances lourdes de la posture sécuritaire luxembourgeoise. Toutefois, elle minore dans le même temps l'importance de la vision stratégique construite sur la diversification des moyens et l'importance d'un équilibre entre actions économiques, diplomatiques et militaires. L'influence dans les alliances est de fait considérée comme limitée, ne donnant pas crédit à une évolution du fait des nouvelles orientations doctrinales définies.

Le second bloc est pour sa part plus prolix sur les aspects grand stratégiques. La nature même des problématiques soumises au panel semblent être en partie responsables, par l'ouverture à des problématiques non-militaires qui imposent une pensée globale. Les choix doctrinaux du Luxembourg sont toutefois validés, notamment la focale sur les activités de niche à forte valeur ajoutée et la puissance économique comme moteur de l'influence luxembourgeoise. Le statut de petit Etat est à ce titre autant un avantage qu'un inconvénient, particulièrement favorable pour la gestion de crise qui est naturellement résiliente, il est un frein à un gain de puissance notable du fait d'une subordination de fait aux grandes puissances au sein des alliances qu'elles soient politiques et économiques (UE) ou militaires (OTAN).

➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche que sont l'étude des concepts doctrinaux du Luxembourg pour développer ses intérêts au sein des alliances et de tester la résilience de ses garanties fondamentales de sécurité et pour faire face à des crises nationales, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire un recoupement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer

du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant les deux blocs par l'usage des tableaux remplis pour exprimer leurs choix, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes à chaque round.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisation de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est in fine fourni pour les objectifs de recherche, base de l'exploitation des résultats, ainsi qu'un autre tableau concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficacité et d'améliorer les expériences de jeu par la suite³²².

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

- Expression des résultats

Un tableau de synthèse, point moyen des divers éléments étudiés dans l'analyse de la simulation est réalisé, afin de disposer aussi clairement que possible de conclusions à tirer de la simulation et surtout de pouvoir les comparer aux résultats des autres simulations conduites dans le cadre de ce wargame, afin de disposer d'un point moyen définitif solide et cohérent.

³²² Ce second tableau n'étant pas l'objet de cette partie de la note d'exploitation, il est à retrouver dans la partie conclusive concernant les enseignements sur le *game design* du wargame.

<p>Concepts mobilisés en fréquence d'apparition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visibilité (4 fois) ▪ Politique 3D (1 fois) ▪ Utilité (6 fois) ▪ Garantie fondamentale des alliances (5 fois)
<p>Avis des joueurs sur l'utilité et la pertinence des concepts mobilisés</p>	<p>La visibilité et l'utilité apparaissent comme les concepts saillant d'une influence du Luxembourg dans les alliances, confirmation leur pertinence, bien que leur impact apparaisse comme fortement limité. Le même constat est formulé à propos de la politique 3D avec en plus une tendance à ne pas la mettre directement en lumière en la considérant plutôt comme une tendance de fond que comme un concept à part entière.</p> <p>Seule la garantie fondamentale des alliances est de ce fait perçue comme une disposition de Grande Stratégie parce que porteuse d'une sécurité durable, ferme et capable de minorer tout dilemme de sécurité portant sur le pays.</p>
<p>Bilan</p>	<p>La faible utilisation des concepts doctrinaux, les place de fait dans une pertinence et une utilité minorée au sein de cette simulation. Seuls les principes fondamentaux de sécurité (alliance, stabilité économique, investissements sur des secteurs de niche) apparaissent indispensables. La Doctrine apparait de ce fait comme devant plus spécifiquement se fonder sur le rappel et la prolongation des grands principes fondamentaux pour les pérenniser, plutôt que sur une recherche du développement de la puissance nationale.</p>

- Analyse critique

La nature des questions posées semble avoir influencé le nombre de variables mobilisées, aboutissant selon les cas à une focale militaire unique ou à la mobilisation d'une vision plus grande stratégique d'utilisation de l'ensemble des domaines disponibles.

Les concepts doctrinaux mobilisés, sont alors réduits à leur portion congrue puisque la gestion de crise et les questions de résilience sont plus attachées aux déterminants sécuritaires fondamentaux qu'aux moyens d'augmentation de la puissance et de la maximisation des intérêts sur le long terme. Émerge ainsi, une validation des garanties principales de sécurité et d'influence, et une confirmation de la pertinence théorique des doctrines malgré une influence limitée (même dans les secteurs de niche comme le cyber et le spatial).

Réponse aux objectifs de recherche

Le *red teaming* ici conduit, confirme les postulats sécuritaires généraux du Luxembourg, centrés sur l'importance des alliances, et le gain de puissance par l'influence en leur sein. Bien que ce second point puisse être limité, il demeure néanmoins la voie optimale de maximisation des intérêts compte-tenu de la faiblesse des moyens en particulier militaires. L'approfondissement doctrinal opéré concernant le cyber et l'espace, doivent ainsi être valorisés pour sa pertinence. La réponse au dilemme de sécurité par la pensée stratégique est donc de ce point de vue un succès pour le Luxembourg.

Toutefois, un élément théorique général apparaît également au détour de cette simulation : la nature même de petit Etat présente des déterminants positifs dans les relations internationales face aux problématiques sécuritaires vives, en particulier les crises, du fait d'une résilience plus aisée avec des mesures directement prises et appliquées sur l'ensemble du territoire, avec un contrôle facilité. Point remettant en cause partiellement les théories des relations internationales réalistes faisant des petites puissances des non-acteurs, foncièrement défavorisées vis-à-vis des grandes puissances.

➔ Conclusion/enseignements de cette simulation

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'étude prospective de la grande stratégie du Luxembourg. Il est par conséquent temps à présent d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs collectés lors du débriefing à chaud de la simulation.

- Enseignements concernant le *game design* (type de simulation et considérations sur la forme)

Les règles imposées étant peu nombreuses dans le cadre d'un *red team*, le *game design* est moins susceptible d'être porté à modification que dans le cadre par exemple d'un *kriegspiel* où chaque partie permet d'affiner les règles et la dynamique de la partie. Toutefois, un enseignement, porteur pour les autres simulations de ce type, a pu être dégagé dans ce cas : le déterminisme des questions. Sans obérer la réflexion des joueurs et leur liberté de décision, il apparaît que la tournure des questions, en fonction de si elles sont concentrées sur un aspect unique (alliance) ou sur des questions plus globales (résilience nationale et aspects économique) peut orienter la réponse dans un focal uni-domaine ou pluri-domaines.

Sans remettre en cause le bienfondé de la simulation, il s'agit d'un biais dont il faut être conscient pour l'analyse des résultats et lors de la formulation des diverses problématiques, afin de ne pas surinterpréter le comportement des joueurs.

- ➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

Le résultat de cette simulation est sans appel, emportant confirmation directe des postulats sécuritaires fondamentaux du Luxembourg (délégation de sécurité, et maximisation des intérêts par influence dans les alliances), tout en minorant les apports doctrinaux récents par une pertinence théorique qui emporte peu d'effets pratiques.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'une image d'Épinal est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que dix parties ont été réalisées, les résultats sont largement similaires, et ne divergent que dans deux parties où la variation des problématiques a conduit à une utilisation plus faible des concepts ou à une présentation moins insistante de la cardinalité de la garantie sécuritaire apportée par les alliances. Ce consensus des résultats ne doit cependant pas trouver, comme énoncé pour les autres wargames aux résultats nets, une dimension prophétique, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmier les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus. De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°2 de l'acteur luxembourgeois : <i>red team</i>		
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation
10	<p>Un panel de testeurs composé d'experts et non-experts avec une maîtrise aboutie du wargaming : 4 parties</p> <p>Panel de non-experts aguerris à la pratique du wargaming (notamment dans des projets de mentoring conduits durant l'année auprès d'étudiants dans le cadre des activités professionnelles de l'auteur de la simulation) : 3 parties</p> <p>Panel d'experts des questions de défense et de sécurité mais non-aguerris à la pratique du wargaming : 3 parties</p>	Troisième partie du panel de testeurs

Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON	<p>Nombre de parties aux résultats identiques : 8</p> <p>Le résultat du <i>red team</i> conduit est exprimé dans l'ensemble des simulations, et malgré une approche en deux blocs aux problématiques différentes, de façon univoque. Les garanties fondamentales de sécurité du Luxembourg sont valorisées et validées, de même que les choix doctrinaux dont l'effectivité pratique est toutefois remise en cause.</p> <p>La nature Grand Stratégique des réponses est particulièrement exprimée à chaque fois dans le second volet dont la nature des sujets est moins militaro-centrée permettant une mobilisation de plusieurs domaines simultanément.</p> <p>Les deux autres simulations, ne divergent pas sur les résultats mais sur des données autres qui sont placées au même niveau que l'importance des garanties de sécurité, et ne peuvent de ce fait être considérées comme identiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une simulation fait ressortir la nature de petit Etat comme déterminante dans la résilience de la nation, et aussi importante que les garanties fondamentales des alliances. ▪ Une simulation place la puissance économique luxembourgeoise comme garantie fondamentale de sécurité indirecte du fait de l'interdépendance de l'économie mondialisée qui rend inutile toute atteinte à l'intégrité territoriale (sur un modèle proche de la Suisse. <p>Le pourcentage de résultats identiques très élevé (80%), de même que l'unanimité (100% des simulations) concernant les dynamiques fondamentales de résultats, permet d'offrir un bilan homogène aux leçons solides par un consensus rare lors de la répétition d'un wargame.</p>		
	Divergents par catégories claires	OUI – NON	Nom de la catégorie	Sans objet	
			Nombre de parties de cette catégorie de résultats	Sans objet	
	Divergents par résultats éclatés	OUI – NON	Nom de chaque type de résultat	Sans objet	Sans objet
			Nombre de parties ayant réalisé cela	Sans objet	Sans objet

Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)
	<p>Ce wargame permet une validation directe des hypothèses fondamentales de la Grande Stratégie du Luxembourg, par la confirmation de la pertinence des grandes tendances de sécurité notamment la garantie fondamentale des alliances. De même, est définie l'efficacité et la pertinence de la spécialisation dans des activités de niche comme le spatial et le cyber.</p> <p>En outre, l'influence au sein des alliances est vue comme une doctrine optimale compte-tenu des moyens à la disposition du Luxembourg (rapport de coûts/avantage), même si l'effectivité des concepts doctrinaux apparaît imitée du fait d'une vassalisation de fait aux grandes puissances au sein des alliances.</p> <p>De ce fait, la réalité d'une Grande Stratégie est en partie minorée dans la pratique, validant l'autre vision théorique définie à propos du Luxembourg, d'une maturité doctrinale qui demeure trop récente pour constituer une véritable Grande Stratégie à l'heure actuelle.</p>	<p>Sont définies sans équivoque la pertinence et la résilience du schéma doctrinal choisi, mais avant tout pour la définition des grands axes de sécurité que sont les alliances et la nécessité de peser en leur sein par la spécialisation sur les manques.</p> <p>Peu d'influence est par contre donnée aux derniers concepts établis même à moyen terme, du fait d'un poids politique et militaire très limité, poussant au pragmatisme en cas de crise et à une gestion en conduite la plupart du temps, sauf sur les facteurs de spécialisation (et encore si la concurrence de la part des alliés n'est pas trop forte).</p> <p>Le statut de petite puissance n'est de ce fait pas remis en cause, et le rapport hiérarchique au sein des alliances a vocation à perdurer, même si la pensée stratégique du Luxembourg apparaît efficace pour réduire au minimum les dilemmes de sécurité potentiels, tout en maximisant les gains possibles notamment en devenant un référent dans certains manques capacitaires des alliances militaires.</p>

Ce second wargame concernant le Luxembourg, centré sur la mobilisation des alliances et la capacité du Luxembourg à peser en leur sein dans le premier bloc, puis sur la résilience du Luxembourg face à des crises cyber et sur le volet économique, aura permis une confirmation des postulats doctrinaux du cas d'étude. La dynamique d'une garantie fondamentale de sécurité par les alliés apparaît validée, tout en confirmant les hiérarchies entre puissances et donc une capacité d'influence limitée du Luxembourg, malgré des orientations prises pour peser en leur sein optimales vis-à-vis des moyens disponibles.

L'énoncé des résultats de ce second wargame, clos la présentation des exercices pratiques de test de la Grande Stratégie du Luxembourg. Il appartient désormais d'en tirer des conclusions générales pour ce cas d'étude, au regard de la méthodologie de test définie dans le premier temps de cette thèse.

1.3. CONCLUSIONS DE L'ETUDE PRATIQUE DE LA GRANDE STRATEGIE DU LUXEMBOURG

Le cas d'étude luxembourgeois nous offre une étude pratique complète, avec une « sanction des faits » historiques par le biais de l'approfondissement des lignes doctrinales définies jusqu'en 2019, et une réceptivité optimale aux wargames en tant que test de la résilience des concepts doctrinaux à visée prospective.

Il ne s'agit pas ici d'être redondant en rappelant les conclusions de chaque élément pratique mis en œuvre, mais bien de s'attacher désormais à la réponse définitive aux présupposés et hypothèses théoriques selon la méthodologie définie, à savoir : l'étude de l'efficacité de la vision stratégique du cas d'étude par la réponse à trois objectifs :

- ⇒ *Suitability* : les fins politiques énoncées sont-elles réalisées et si oui proviennent-elles de la Grande Stratégie ou d'une cause extérieure ?
- ⇒ *Acceptability* : test des voies utilisées : les résultats sont-ils acquis, et si oui avec des coûts mesurés en accord avec les possibilités et l'identité de l'acteur ?
- ⇒ *Feasibility* : les moyens envisagés sont-ils suffisants et/ou réalisables ou le succès a-t-il été dû à une cause extérieure ?

1.3.1. *Suitability*

L'atteinte des objectifs sécuritaires du Luxembourg par le biais de sa Grande Stratégie exprimée dans sa production doctrinale apparaît sans appel. La garantie fondamentale de sécurité par la délégation intégrale aux alliances aussi bien européenne qu'otanienne, est dans tous les tests pratiques garantie, et renforcée par l'histoire immédiate démontrant la solidarité des alliés dans

la guerre en Ukraine. En ce sens, le postulat grand stratégique initial de réponse au Dilemme de Sécurité par la sauvegarde de l'intégrité du Luxembourg est incontestable.

Toutefois, l'influence directe des conceptions doctrinales sur cette garantie apparaissent plus mesurées. Si la politique 3D et le renforcement des alliances par une action selon le triptyque efficacité/visibilité/utilité sont perçus comme une logique optimale dans le cadre d'un rapport moyens/fins, et qui permet la spécialisation sur des capacités de niche (cyber, spatial, centre logistique), l'impact direct apparaît contrasté en particulier en cas de crise où ils s'effacent devant les rapports de puissance pour une logique plus pragmatique. Sans directement remettre en cause la pertinence, il apparaît que ces concepts s'attachent avant tout à une consolidation des acquis et en particulier du renforcement des projets communs à destination des engagements diplomatiques les plus importants (partenariat avec les Etats-Unis, coopération dans le cadre du Benelux). L'influence et la dynamique de puissance du Luxembourg apparaît de ce fait avant tout liée à sa capacité économique, déconnectée de ce fait des dimensions diplomatiques et militaires.

Au bilan, la Grande Stratégie du Luxembourg apparaît de ce fait efficace dans ses postulats structurels définis après la seconde Guerre Mondiale, dont la Doctrine n'est que la formalisation et l'approfondissement, mais sans apporter depuis des éléments significatifs. Il semble de ce fait, que la conclusion théorique d'une Grande Stratégie en formation soit validée, la mue entre politique pragmatique « en conduite » et la formalisation selon une doctrine claire est encore en cours, ne laissant entrevoir jusqu'à présent que les concepts fondamentaux assurant la survie de l'Etat par le biais des alliances et laissant à l'avenir et à la consolidation doctrinale le soin de développer des ressorts de puissance plus palpables au plan militaire et diplomatique.

1.3.2. *Acceptability*

Bien que l'influence directe des concepts doctrinaux sur la réponse au dilemme de sécurité et aux ambitions grandes stratégiques soit mesurée, il en ressort à l'inverse une validation intégrale des voies utilisées. La délégation de sécurité est le rapport optimal entre les buts recherchés du maintien de l'indépendance vis-à-vis de la faiblesse des capacités nationales. De même, la focalisation du Luxembourg sur une approche intégrée entre politiques de développement, politique militaire et diplomatie est essentielle pour disposer d'une action efficace compte tenu du volume contraint de moyens militaires. Le renforcement du poids dans les alliances lié à

l'influence par une focalisation sur les secteurs de manque et la spécialisation dans des secteurs à haute valeur ajoutée dépendant de la maîtrise technique plus que de la masse (spatial, cyber) est également le compromis optimal, relevé dans tous les tests pratiques.

L'acceptabilité des moyens engagés est donc une réussite, qui valide pratiquement les options doctrinales définies en mettant en exergue leur pertinence prospective.

1.3.3. *Feasability*

Nous retrouvons ici la dialectique exprimée à propos de la *suitability* de la doctrine en œuvre. L'on ne peut nier l'influence de la pensée stratégique du Luxembourg sur la diminution de son Dilemme de Sécurité, toutefois l'influence directe apparaît limitée du fait même d'une délégation de sécurité à de grandes puissances. La mise en pratique de cette dimension, renvoi au rapport de force classique au sein des alliances. Ainsi, la garantie de sécurité obtenue est largement supérieure aux possibilités nationales seules, toutefois un rapport de subordination indirecte est mis en œuvre vis-à-vis du ou des protecteurs c'est-à-dire des pourvoyeurs militaires principaux.

A cet égard, l'histoire immédiate tout autant que les wargames réalisés, ont démontré une effectivité de la garantie de sécurité collective comme consubstantiellement liée à la détermination des Etats-Unis et dans une moindre mesure de la France et du Royaume-Uni à s'engager.

Cette dimension est tellement prégnante qu'une réorientation de la doctrine d'influence dans les alliances a même été soulevée dans les conclusions des wargames, pour se concentrer non-pas sur une augmentation générale de l'importance, mais de la spécialiser sur les grandes puissances pour développer une relation spéciale assurant plus avant la mobilisation de la sécurité collective en cas de crise.

Il n'est pas pour autant à dire que les moyens envisagés sont insuffisants ou irréalisables, ils sont optimaux dans leur définition et leur utilisation compte tenu des capacités nationales, ils

se heurtent toutefois au plafond de verre de la dépendance d'une petite puissance agissant avant tout dans le cadre des alliances³²³.

Que dire, une fois ces éléments pris en compte, de la pertinence et de l'efficacité globale de la Grande Stratégie du Luxembourg face au Dilemme de Sécurité considéré ?

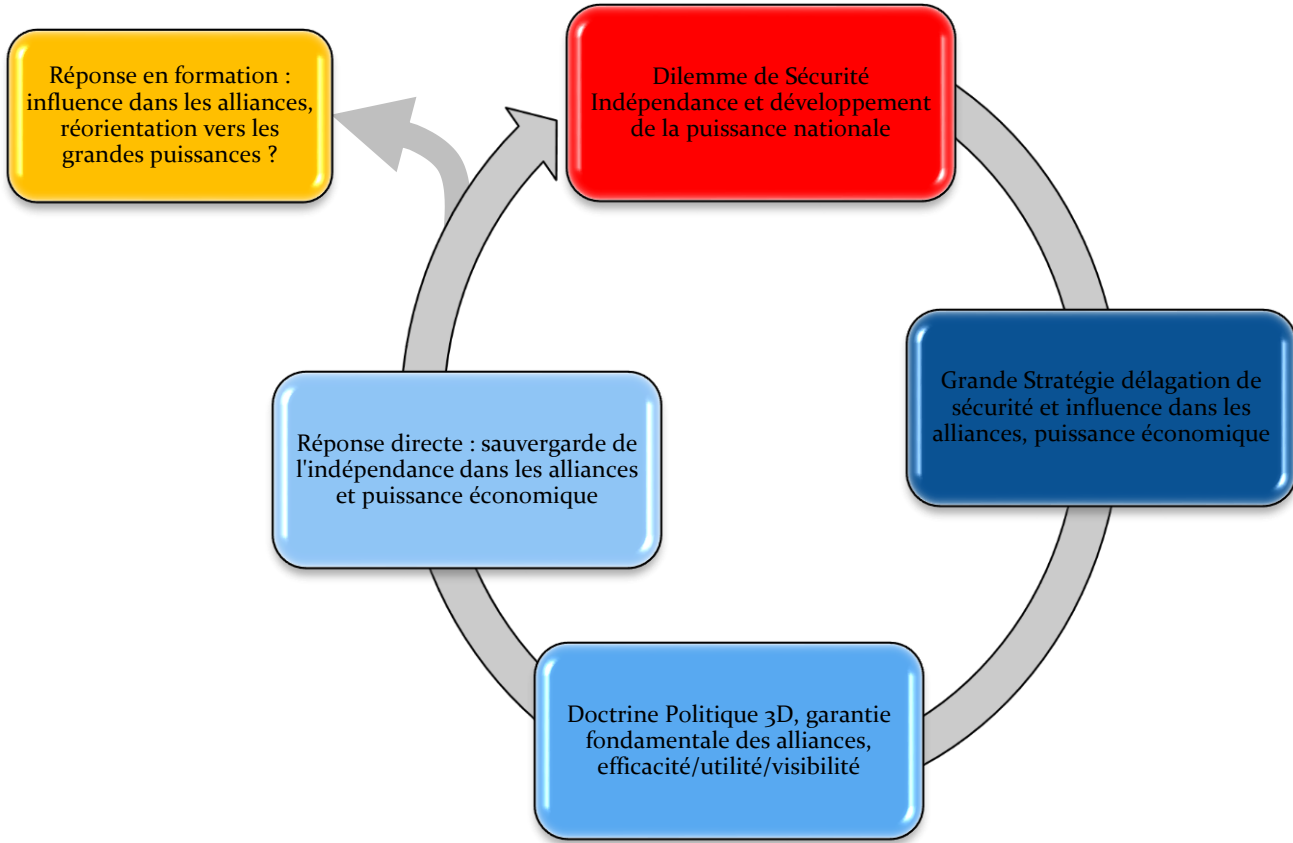
La mise en œuvre pratique, par le biais de l'histoire immédiate et du wargaming, offre une validation intégrale des postulats théoriques définis dans la première partie de la thèse à propos de ce cas d'étude. La pensée stratégique bien qu'accouchant de documents doctrinaux est encore en mue vers la rationalisation, impliquant une effectivité avant tout des grandes orientations prises auparavant notamment de la délégation de sécurité aux alliances.

De ce fait, si une réponse fiable et pertinente est exprimée concernant la sauvegarde de l'indépendance du Luxembourg, les principes doctrinaux permettant d'augmenter l'influence au sein des alliances sont encore à ce stade limités, et fortement dépendants de l'acceptation et de la détermination des grandes puissances.

Le modèle doctrinal apparaît ainsi viable, mais encore incomplet du moins dans son effectivité. Aussi, bien que la réponse au Dilemme de Sécurité soit effective, la maximisation des intérêts et de la puissance apparaît à ce stade avant tout théorique.

³²³ La différence dans l'existence ou non de ce plafond de verre pour la Lituanie, et la capacité de Singapour à agir sans les alliances, sera à ce titre un point de comparaison fondamental dans la dernière partie de la thèse (« Discussion ») portant une généralisation de la théorie de la Grande Stratégie des petites puissances et mobilisant pour cela une méthodologie comparative.

Schéma n°41 : L'effectivité de la Grande Stratégie du Luxembourg



Chapitre 2. Etude pratique de la Grande Stratégie singapourienne

A l'inverse de ce qui a été relevé pour le Luxembourg, l'étude grande stratégique de Singapour est marquée par sa régularité, avec une constance des menaces et objectifs sécuritaires de la cité-Etat.

Aussi, cette partie pratique est fondée avant tout sur les wargames prospectifs qui ont été conduits dans le cadre de ce travail de thèse.

Ainsi, ce chapitre sera divisé en deux moments : le test de la doctrine singapourienne au prisme des deux wargames spécifiquement créés pour ce cas d'étude, permettant de livrer des leçons concrètes concernant l'efficacité des concepts théoriques formulés ; puis, une synthèse livrant la réponse aux présupposés et hypothèses théoriques, afin de déterminer la pertinence et l'efficacité de la Grande Stratégie de Singapour face au Dilemme de Sécurité considéré selon les critères définis dans la méthodologie de *suitability* (concordance/pertinence), *acceptability* (acceptabilité/cohérence), *feasability* (influence/effectivité).

2.1. LA DOCTRINE SINGAPOURIENNE AU PRISME DES WARGAMES

2.1.1. Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour Singapour

Pour rappel, le besoin singapourien de test par le wargaming est centré sur la pertinence du modèle doctrinal vis-à-vis des menaces sur la survie et de la diversification des moyens de la puissance. En effet, en l'absence d'un Dilemme de Sécurité directement caractérisé, mais d'une menace latente sur les intérêts de la puissance (économie) et de l'indépendance de Singapour (notamment vis-à-vis du contrôle du détroit de Malacca et dans les premières années suivant la séparation avec la Malaisie), Singapour a fondé sa sécurité sur le prisme exclusif de ses capacités militaires nationales et définit son modèle de puissance par le développement des moyens pouvant renforcer sa défense (structures multilatérales, hub économique, haute technologie). De ce fait, il n'était pas pertinent de se centrer sur des wargames d'emploi ou de réalisation directe d'un dilemme sécuritaire concernant Singapour au plan militaire, mais bien de concentrer l'étude sur les sources de déstabilisation du schéma doctrinal que sont la perturbation de l'équilibre géopolitique régional et l'émergence d'engagements militaires par ricochet.

Les deux typologies de wargames déterminées pour la thèse sont alors mobilisées, avec une étude de type *red team* répondant aux deux dynamiques précitées, avec le test de la capacité de Singapour à faire face à menaces directes que sont le développement de mouvements terroristes (pour stimuler la résilience de la cohésion nationale, priorité doctrinale historique) et le contournement du hub économique créé (cœur de la puissance singapourienne) par les projets chinois de route de la soie ; et une étude de type *matrix game/Kriegspiel*, par le test des conflits géopolitiques en Asie.

Une précision s'avère indispensable concernant ce second wargame. Le *matrix game* est un type de simulation dérivé des *political wargame* décrits dans la partie méthodologique de la thèse, mais qui n'ont pas été détaillés à ce moment-là pour des raisons de concision. L'intérêt de ce type de simulation réside dans la liberté totale accordée aux joueurs et la possibilité de traiter en un temps limité l'ensemble des variables d'une situation géopolitique sans pour autant évoluer dans un cadre conflictuel direct comme pour les scénarios d'emploi. Idéal pour s'intéresser à l'évolution des rapports de force en Asie, le *matrix game* s'est donc tout

naturellement imposé dans le traitement du cas d'étude singapourien³²⁴. Pour ce faire le scénario proposé repose sur deux types de wargames, une première étape fondée sur le *matrix game* afin de brosser l'évolution de la situation géopolitique sur une décennie, puis une seconde étape sous forme de *kriegspiel* pour résoudre l'ensemble des conflits qui ont émergés de la première phase.

Une fois ces précisions prises en compte, la focale d'étude de ces wargames quel que soit le scénario utilisé est identique et s'attache à la pertinence et la résilience des grands concepts que sont la *Total Defense* et la *Self-Reliance* déclinés dans les cinq domaines de la puissance singapourienne (dépenses militaires élevées, diplomatie sécuritaire, gap technique, supériorité opérationnelle, puissance économique garantissant l'indépendance et la haute technologie).

Enfin, au plan méthodologique, les deux wargames ont pu bénéficier de trois panels de jeux dont un comprenant les versions de test effectuées par l'auteur et un groupe restreint de joueurs habitués aux simulations professionnelles, et n'ont pas soulevés de difficultés de mise en œuvre.

Ils sont présentés successivement selon le même plan, avec la diffusion du livret de jeu intégral tel qu'il a été fourni aux joueurs et juges, puis la note d'exploitation complète d'une partie emblématique, pour finir par les conclusions et leçons tirées du wargame en faisant le point moyen de l'ensemble des simulations effectuées.

³²⁴ La méthodologie affiliée à ce type de wargame ainsi que son application au scénario d'espèce sont à retrouver dans le livret de la simulation qui est présenté dans la partie à suivre.

2.1.2. Simulation n°1 : *Matrix Game* et *Kriegspiel*

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Construit dans un but de test des présupposés doctrinaux de Singapour, mais présenté également dans le cadre de la conférence Archipel de l'Université de Grenoble le 20 juin 2022, cette simulation emporte deux objectifs. Le premier de fond portant sur le test des concepts grand stratégiques de Singapour, le second de forme pour présenter la méthode du wargaming en tant qu'outil essentiel des études systémiques³²⁵.

➔ Objectifs de recherche :

Dimension propre au premier objectif de ce wargame, la simulation doit tester la validité des scénarios prospectifs définis dans la Doctrine de Singapour, ainsi –et surtout- que l'efficacité des mécanismes pressentis pour circonscrire les dynamiques conflictuelles régionales.

Centrée sur la vision qualitative exprimée par le schéma décisionnel des joueurs, il s'agit de déterminer l'adéquation pratique (ou non) des concepts théoriques formulés dans la Doctrine. Afin de ne pas créer un biais cognitif initial ce contenu théorique n'est pas présenté aux joueurs dans le détail, c'est dans l'analyse des choix et actions que seront isolés les éléments concordants et dissonants avec la Doctrine.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Hybride : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sphère décisionnelle libre de type <i>Matrix Game</i> ▪ Décisions rapides et actions de type <i>kriegspiel</i> dans le cadre d'un scénario d'emploi de tous niveaux 	2 étapes, permettant dans une première phase d'une demi-journée de définir par le biais d'un <i>Matrix Game</i> les actions et décisions principales de l'acteur incarné face à des problématiques stratégiques sur une décennie en rounds successifs dont le résultat aura une influence sur la composition de la phase 2 (forces en présence et contexte géopolitique) ; et dans une deuxième phase d'une demi-journée la semaine suivante de mettre en œuvre sur un plateau de jeu rassemblant l'ensemble des groupes des affrontements opérationnels de tous niveaux.

³²⁵ <https://archipel.inria.fr/programme-previsionnel/atelier-wargame/>.

⇒ Scénario, acteurs et objectifs

➔ Présentation du contexte :

La présente simulation s'intéresse à une opposition géopolitique en Asie de l'Est sur la période 2025-2035. Elle vise à simuler les conflits territoriaux, les oppositions diplomatiques et les affrontements d'impérialisme dans la zone. Le tout sera organisé en laissant une liberté d'action aux joueurs qui seront responsables de leurs investissements capacitaires sur la décennie et définiront librement leurs actions diplomatiques et militaires. Les deux phases de la simulation seront organisées sur une période géopolitique longue de 10ans, puis sur une résolution des conflits éventuels d'un an en 2035.

Une mise en contexte plus détaillée n'est pas fournie puisqu'elle dépendra des actions des joueurs. L'ensemble des éléments nécessaires à la compréhension des actions des acteurs et de leur positionnement est fourni dans la partie *matrix game*, de même que chaque acteur aura un livret spécifique lui offrant des informations détaillées permettant une connaissance optimale de son positionnement et de ses moyens.

Dans le détail, la mise en contexte présentée aux joueurs est la suivante :

➔ Eléments cardinaux du contexte :

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent appréhender l'acteur qu'ils vont incarner et analyser stratégiquement le contexte pour déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition :

Comme énoncé précédemment la composition de la simulation est entendue sous la forme de groupes qui représentent l'organe décisionnel d'un Etat. L'objectif de cette répartition est de multiplier les points de vue tout en introduisant les dynamiques de rationalité issues de la sociologie des groupes. En fonction de la complexité des acteurs incarnés mais également du volume des décisions à prendre la composition des équipes n'est pas homogène et varie entre 2 et 4 joueurs.

La composition des groupes répond à un principe de liberté de parole et de décision, par conséquent l'organisation interne dans la réflexion, les choix, etc. est à la discrétion des joueurs.

Le juges ne sont là que pour éviter les débordements et n'auront pas vocation à séquencer ou organiser les échanges. La capacité à s'organiser et à produire des décisions rationnelles et structurées est en soit également un des objets d'étude de la simulation et sera donc un critère à part entière de l'analyse décisionnelle du compte-rendu.

Liste des acteurs incarnés et répartition :

La simulation mettra aux prises **24 joueurs** répartis en 8 groupes dont la présentation est à retrouver ci-dessous :

Japon	Russie	USA	Vietnam	Chine	Philippines	Singapour	Taiwan
3 joueurs	3 joueurs	4 joueurs	2 joueurs	4 joueurs	2 joueurs	3 joueurs	3 joueurs

Timeline :

La simulation prend effet entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2035.

La simulation d'une durée totale d'une journée et demie, est répartie en deux phases distinctes :

- Un *Matrix Game* de cinq tours représentant deux années chacun
- Un *kriegspiel* de 12 tours représentant chaque mois de l'année 2035

Biais sélectionnés :

Du fait d'une simulation fondée sur la liberté de décision des joueurs, peu de limites sont imposées aux joueurs. Deux biais seulement sont de ce fait imposés aux joueurs :

- L'usage des armes de destruction massives, notamment nucléaires et chimiques sont possibles en tant qu'action d'un Etat dans les relations internationales, mais entraîneront des conséquences très graves sur la simulation. De ce fait leur emploi sera strictement encadré et contrôlé par les juges.
- Pour des raisons de facilité d'usage et d'évitement des biais cognitifs fondés sur la non-maitrise des mécaniques de jeu, une simplification des règles du *kriegspiel* et des logiques économiques d'investissements dans le *matrix game* ont été réalisées. Bien

que cela fasse perdre la simulation en réalisme, cette mécanique semble indispensable pour maintenir la rationalité des décisions et donc leur exploitation optimale pour la recherche.

➔ Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :

Dans l'optique d'une traduction fidèle des décisions des joueurs dans le *kriegspiel*, les deux phases de la simulation sont réalisées sur deux jours différents avec une séparation d'au moins cinq jours. Les deux simulations seront construites sur une organisation identique courant sur une journée complète.

Ainsi de manière détaillée la répartition de l'évènement se traduit comme suit :

- Accueil des joueurs, présentation logistique et répartition dans les groupes (10min) : non-pris en compte dans les heures de la simulation.
- Briefing introductif (15min) : rappel des éléments cardinaux de la simulation, des règles, et du déroulé de la journée de simulation. Réponse aux ultimes questions.
- Etape 1 de la simulation (matin) :
 - Pour le *matrix game* : 3 heures couvrant les trois premiers tours.
 - Pour le *Kriegspiel* : 4 heures couvrant les six premiers tours.
- Pause-déjeuner (1h30) : permet aux juges de dresser un bilan de mi-journée, et à l'ensemble des participants de souffler.
- Etape II de la simulation (après-midi) :
 - Pour le *matrix game* : 2 heures couvrant les deux derniers tours de la simulation.
 - Pour le *Kriegspiel* : 4 heures couvrant les six derniers tours de la simulation.
- Conclusion du wargame (15min) :
 - Pour le *matrix game* : présentation de la phase transitoire, définition des conflits déclarés, définition des ODB actualisés, et réponse aux questions éventuelles.
 - Pour le *Kriegspiel* : expression et explication des résultats, bilan tiré sur le wargame, réponses aux ultimes questions, présentation du compte-rendu à venir et de l'exploitation des résultats.

Le matériel exigé pour chaque joueur se réduit à disposer de quoi prendre des notes et d'une montre pour la gestion du temps.

➔ Objectifs des joueurs et conditions de victoire :

Bien qu'une définition plus étendue du *matrix game* et de ses caractéristiques soit à retrouver dans la partie suivante, il convient ici d'en expliquer la ligne directrice qui modèle les conditions de victoire pour les joueurs. Ce type de simulation est avant tout un processus narratif en ce que le résultat final dépend intégralement de l'action des joueurs qui est libre et ne repose que sur la crédibilité et de grands axes contextuels concernant l'acteur incarné.

Ainsi, aucun objectif précis ne peut être imposé aux divers groupes, ils n'auront que des lignes directrices des intérêts de leurs acteurs (exprimée de manière grande stratégique sur le livret spécifique de leur acteur), et ce sera en fonction de leurs actions et ambitions qu'émergeront en fin de première phase une situation géopolitique avec des dynamiques claires (conflits déclarés, oppositions, nouveaux partenariats...). Ces dynamiques permettront de définir des objectifs clairs qui devront être atteints dans la seconde phase de *Kriegspiel*.

De l'atteinte de ces objectifs finaux, ainsi que de l'analyse générale de la maximisation de leurs intérêts dans la phase de *matrix game* pourront être définis les vainqueurs de la simulation. Toutefois, comme énoncé tout dépendra des choix des joueurs et du contexte géopolitique créé (intérêt de ce type de simulation qui n'impose pas comportements et objectifs aux joueurs), qui déterminent le succès final, de ce fait les succès matériels peuvent entraîner une défaite si la position générale de l'acteur apparaît affaiblie (exemple : une guerre remportée peut conduire à une défaite si elle ne correspond pas aux objectifs principaux des joueurs puisque imposée ou conduisant à un affaiblissement durable diplomatique et/ou capacitaire).

⇒ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame hybride de type *matrix game* et *kriegspiel*, les règles sont peu nombreuses dans la première phase une fois la logique de la simulation acquise, et plus denses dans la seconde bien qu'elles soient simples d'usage. En vue d'éviter des choix irrationnels par l'absence de maîtrise des mécanismes du jeu, une vidéo descriptive des règles et de mise en pratique d'un tour à blanc accompagnera l'envoi du livret aux joueurs.

⇒ *Tours de jeu et structure de la simulation*

Comme énoncé précédemment la simulation proposée réside dans un wargame en deux phases liées, réparties entre une phase grand stratégique de *Matrix Game* et une phase de douze tours de *kriegspiel*.

La méthodologie des phases étant sensiblement différente, les règles qui s'y attachent sont également distinctes impliquant un traitement particulier dans les parties à suivre.

⇒ *Règles par phase*

- *Phase 1 : Matrix Game – grande stratégie décennale en Asie de l'Est*

⇒ *Le Matrix Game, de quoi s'agit-il ?*

Dernier né des wargames professionnels, selon un concept créé et développé par Chris Engle, mais jouissant tout de même de trente ans d'existence et d'emploi dans les institutions américaines, il s'agit d'une méthode créant la confrontation interactive organisée et développée d'idées sur un scénario permettant de fonder une nouvelle vision sur un risque prospectif ainsi que d'en tester la pertinence et de faire émerger des solutions et leurs degrés de plausibilité³²⁶.

De manière plus détaillée, le déroulé d'un *Matrix Game* suit une procédure générique de mise en contexte des participants (scénario, objectifs de l'acteur incarné, règles, etc.) et de tours de jeux où chaque camp présente un ou plusieurs arguments qu'il souhaite transformer en fait (par exemple le développement de capacités militaires modernes), auxquels sont opposés des contre-arguments de l'autre camp pour faire échouer cette action. En cas de consensus³²⁷ l'argument devient un fait qu'il faut à présent prendre en compte dans le scénario, et ainsi de suite jusqu'à la conclusion du nombre de tours de la simulation ou l'atteinte par l'un des camps de ses objectifs.

Le but de ce type de simulation réside dans la possibilité d'une liberté totale offerte aux joueurs, ainsi que d'une modélisation d'un environnement géopolitique complexe en usant de l'ensemble des moyens de l'action grand-stratégique. Cette méthodologie permettant de se

³²⁶ John Curry, Chris Engle, Peter Perla, *The matrix games handbook*, 2018.

³²⁷ Sans consensus d'autres mécaniques de résolution seront adoptées en fonction du scénario (vote, lancé de dé...).

concentrer sur un développement à long terme tout en liant les actions militaires, économiques, diplomatiques, à des effets concrets dans une logique prospective.

⇒ *Méthodologie générique du Matrix Game*

Au-delà des caractéristiques propres à cette simulation portant sur la géopolitique asiatique, la phase première de ce wargame repose sur la méthodologie classique des *matrix games* que les joueurs doivent maîtriser pour pouvoir participer au mieux à la simulation³²⁸. Celle-ci repose sur une mécanique simple mais parfois difficile à envisager de manière concrète, puisque le cœur de ce type de wargame repose sur un affrontement d'idées en liant arguments et faits géopolitiques.

De manière concrète, à son tour de jeu un acteur va énoncer un argument c'est-à-dire une action qu'il souhaite mettre en œuvre. Cependant avant de la mettre en œuvre il va expliquer les principales raisons qui font qu'il estime pouvoir réaliser cette action. Par la suite à tour de rôle (et dans un temps limité) les autres acteurs vont énoncer des arguments soit en faveur de la réalisation de cette action soit en défaveur.

Deux cas de figure émergent alors :

- Un consensus est établi : soit en faveur soit en défaveur de l'argument, qui le rend automatiquement effectif ou caduque. Ce consensus intervient soit par une unanimité des participants, soit par la non-pertinence des arguments pro ou contre qui font qu'ils sont caduques et rendent donc le résultat opposé valide (à l'appréciation des juges), soit par l'irréfutabilité des faits (ex : un accord avec un autre acteur qui est validé par celui-ci, l'accord est donc conclu et ne peut être ignoré).
- Il n'y a pas de consensus : alors la validité de l'argument et donc sa mise en application, est déterminée par un lancer de dé.

Celui-ci a lieu sur 2 dé six de couleur différente (un rouge et un blanc), un résultat supérieur à 7 est considéré comme un succès et entraîne l'application de l'argument, un résultat inférieur à

³²⁸ Il prend également référence en plus des *matrix games* sur le jeu de planification stratégique américain SAFE (Strategy And Force Evaluation Game) mis en place par le Pentagone en 1962, dans lequel les joueurs se voient allouer un budget, une feuille de route politique, et une liste d'investissements militaires possibles durant la prochaine décennie, afin de définir le meilleur modèle stratégique possible.

7 comme un échec, un 7 dont la valeur la plus grande (6, 5, 4) est obtenue par le dé rouge est un échec, un 7 dont la valeur la plus grande est obtenue par un dé blanc est un succès.

Bien entendu le lancer de dé peut être influencé par des bonus ou malus dus aux caractéristiques de l'acteur ou à la force/faiblesse des arguments et ainsi imposés par les juges.

Deux éléments sont encore à prendre en compte :

- Un résultat **naturel** (sans prendre en compte les bonus/malus) de 12 est considéré comme un succès majeur et offre un bonus factuel à l'acteur (définit le cas échéant par les juges).
- Un résultat **naturel** de 2 est considéré comme un échec majeur et impose à l'acteur un malus factuel (définit le cas échéant par les juges).

Exemple complet : *Les Philippines souhaitent mettre en application des lois anti-corruption pour annuler leur malus général portant sur les arguments de toute nature. Ils énoncent trois justifications : une possible aide internationale pour mettre en place ces mesures, la hausse du niveau de vie permettant de meilleurs salaires des fonctionnaires et donc moins d'emprise des pots de vins, et une police forte capable de mener des opérations d'envergures contre les réseaux criminels.*

Les autres acteurs ajoutent un argument en faveur de cette politique dans une aide américaine possible aux opérations de police ou de lutte contre le blanchiment d'argent, et trois arguments contre à savoir la guerre civile toujours présente qui empêche un consensus gouvernemental, les actions terroristes nombreuses qui occupent la police à d'autres tâches que la lutte anti-corruption, et la possibilité de financement d'acteurs étrangers pour favoriser leurs actions internationales qui forment un autre type de corruption.

Aucun consensus n'est trouvé, et les arguments pros et cons ont tendance à s'équilibrer, n'apportant aucun modificateur de dés. Un jet de dé est réalisé par l'acteur Philippin, il obtient 8, mais doit retirer 1 du fait du malus aux actions de tout genre en application pour cet acteur. Le résultat est donc de 7, l'acteur philippin peut remercier la chance que la valeur la plus forte des deux dés (6 et 2 en l'espèce) soit un dé blanc, l'argument est un succès. A partir du prochain tour, de ce fait, la règle de corruption disparaît et avec le malus général qui l'accompagnait.

Bien entendu des arguments peuvent entrer en contradiction avec ceux d'autres acteurs dans le même tour, comme par exemple le déploiement de navires au même endroit, dans ce cas si les

résultats sont identiques (ex : deux succès) alors les effets sont déterminés par les juges (ex : collision ou échange de tirs entre les deux navires). De même des arguments peuvent en réalité être des actions unilatérales, comme par exemple une déclaration de guerre, qui ne concerne que l'acteur et n'est pas susceptible de contradiction, dans ce cas-là l'argument est considéré comme faisant par lui-même consensus³²⁹.

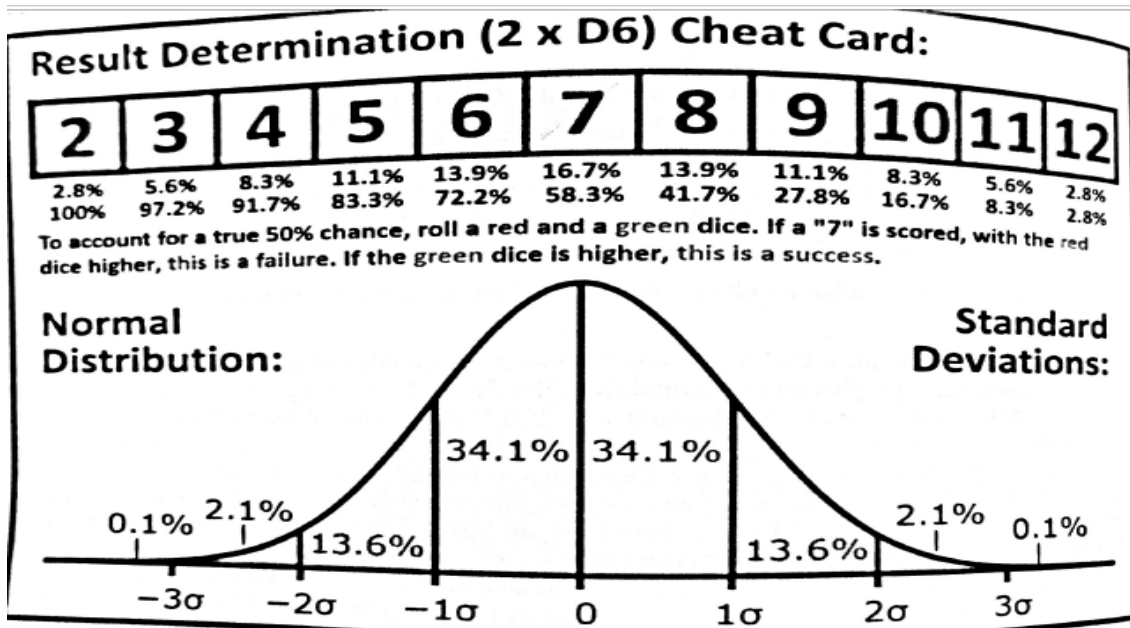
Enfin, afin de matérialiser les actions et manœuvres des joueurs pour les rendre concrètes et plus visibles, des marqueurs et pions pourront être utilisés (navires, bases aériennes, manifestations, etc.). Ils ne doivent pas être considérés comme dans un *kriegspiel* c'est à dire représenter des forces concrètes avec des points offensifs et défensifs, mais juste des événements qui sont affichés pour plus de clarté, de ce fait un navire peut représenter un groupe aéronaval entier mais qui pour plus de lisibilité est matérialisé par un seul pion.

➔ Éléments à la disposition des joueurs :

Afin de faciliter la mise en œuvre de leurs arguments, et de prévoir au mieux leurs lancés de dés avec les éventuels malus et bonus envisagés (calculs coûts/avantages), les éléments suivants sont fournis aux joueurs. L'usage de ceux-ci n'est pas obligatoire, et est à la discrétion des joueurs, tant que la procédure du *matrix game* est respectée (argument étayé par un ensemble de propositions courtes et pertinentes, etc.).

³²⁹ La définition d'un argument « unilatéral » n'est pas à la discrétion des joueurs mais à l'appréciation des juges qui viennent définir au cas par cas de telles actions réputées par nature faisant consensus, ceci afin d'empêcher des joueurs d'éviter la contradiction des autres participants en déclarant que tel argument est unilatéral et donc de fait un succès.

- Graphique statistique pour les lancers effectués sur 2D6



- Tableau des actions par tour

Acteur :		Tour n°
Budget d'investissement total disponible :		Investissements à ce tour :
Arguments majeurs		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Economique : 2. Diplomatique : 3. Militaire : 		
Effets attendus		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Argument économique : 2. Argument diplomatique : 3. Argument militaire : 		

Justifications des arguments

Argument économique

1.

2.

3.

Argument diplomatique

1.

2.

3.

Argument militaire

1.

2.

3.

Motivations générales à ce tour (ambitions grand stratégiques) : *partie dédiée à l'exploitation de la simulation par les juges + permet aux joueurs de garder une cohérence au fil des tours*

⇒ *Le Matrix Game « Grande Stratégie en Asie de l'Est – 2025-2035 – »*

○ **Contexte :**

1. Contexte général

Comme énoncé précédemment, la simulation prend place dans le cadre d'un affrontement grand stratégique prospectif en Asie de l'Est. La première phase usant de la méthodologie des *matrix games* s'attache aux relations géopolitiques et aux investissements capacitaires des divers acteurs durant une décennie. Pour ce faire chaque acteur dispose de moyens spécifiques et d'une mise en contexte initiale offrant ses capacités au début de la simulation et ses investissements dès à présent réalisés. Ces feuilles de route, présentées ci-dessous, sont les seules indications que les joueurs peuvent avoir des intentions et capacités des autres acteurs, et devront de ce fait fonder leurs stratégies en fonction de ces informations initiales.

En ce qui concerne leur propre acteur, les joueurs auront par contre à disposition un livret spécifique offrant plus de datas et pistes de réflexion ainsi qu'une mise en contexte plus fine de leur acteur. L'intérêt de ces livrets réside dans l'accompagnement des joueurs vers des

arguments plus précis et élaborés durant la phase de *matrix game*, tout en conservant la liberté finale de décision aux joueurs par l'absence d'objectifs directifs.

2. Contexte par acteur

- Les USA

Présentation de l'acteur :

Déterminants militaires

Les États-Unis restent la puissance militaire la plus performante au monde avec une capacité unique de projection de puissance à l'échelle planétaire, et un leadership mondial sur les industries de défense autant pour la production nationale que l'exportation. Les derniers éléments doctrinaux publiés depuis 2018 ont recentrés les axes prioritaires sur la compétition des grandes puissances et le risque de guerres majeures (*large scale wars*).

Les technologies militaires et programmes capacitaires nouveaux ont été orientés dans ce sens avec un retour en grâce de la défense antimissiles et le développement des capacités spatiales aussi bien civiles que militaires (cf. la publication en 2020 d'une stratégie spatiale de défense). La doctrine opérationnelle quant à elle est centrée sur les opérations multidomaines avec le développement d'unités conjointes de tous niveaux devant opérer des actions mettant les capacités défensives adverses face à une saturation de dilemmes (outrepassant du même coup les capacités de déni d'accès). En août 2019, les États-Unis se sont retirés du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire nucléaire à portée intermédiaire et, trois semaines plus tard, ont procédé à un essai de missiles de croisière lancés depuis le sol. Les États-Unis continuent également à développer activement développer leurs capacités cyber défensives et offensives.

Considérations géopolitiques

Les Etats-Unis disposent d'une présence forte en Asie, avec de nombreuses bases (Singapour, Japon, Corée) et alliances (Corée du Sud, partenariats avec Singapour, Taïwan, Japon) issues en grande partie des rapports de force durant la seconde guerre mondiale et la guerre froide. La rivalité avec la Chine est plus que jamais au cœur des préoccupations stratégiques américaines, puisqu'au « pivot vers l'Asie » de 2012 s'est substituée la compétition stratégique avec la Chine tant pour assurer le leadership américain (containment d'un compétiteur) que maintenir les garanties de sécurité établies dans la zone.

Ainsi, les litiges sont nombreux, et les zones conflictuelles ne manquent pas, qu'elles soient mineures (différends territoriaux en mer de Chine) ou majeures dans leur potentialité de guerre à grande échelle (question de Taïwan, rivalités sino-japonaises, volonté chinoise d'accès à la haute mer). Maintenir l'équilibre tout en assurant la pérennité de la domination américaine apparaît de ce fait comme une voie ardue.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **738** milliards de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **106** milliards de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **46** milliards de dollars

- Défense antimissiles (échéance 2030) : 20,5 milliards
- Développement de la force spatiale (échéance 2035) : 15,5 milliards
- R&D spatiale (échéance 2030) : 10 milliards

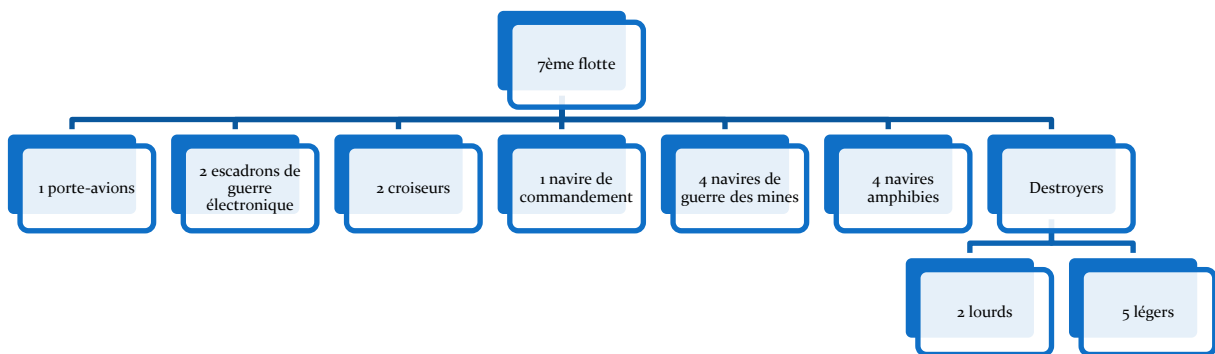
Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³⁰ :

- ➔ Singapour : Unité de support logistique ; unités d'entraînement aériennes sur F16 et hélicoptères *apaches* et *chinook*
- ➔ Japon : (base matérialisée)

- US army :

1 Bataillon de forces spéciales ; 1 bataillon blindé ; 1 bataillon de défense sol-air

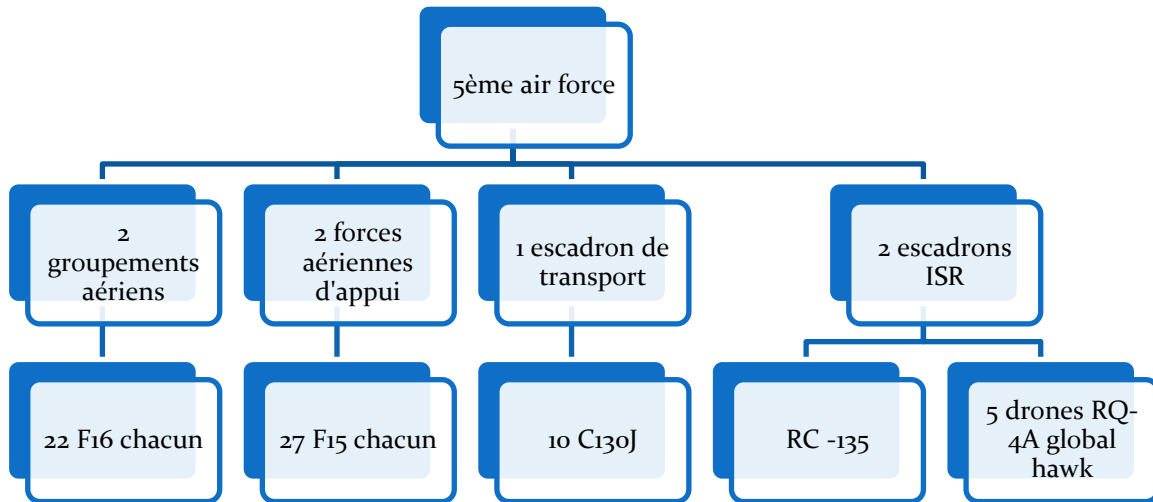
- US Navy :



³³⁰ Pour certains acteurs aux engagements extérieurs en vigueur au début de la simulation ou qui ne sont pas complètement présent en Asie (ex : Etats-Unis, Russie), il se peut que cet ordre de bataille ne concerne qu'une fraction de leurs forces totales. Ces dernières pourront être mobilisées par des transferts de troupes à organiser sur la durée du *matrix game*, chaque joueur concerné aura alors en sa possession un ordre de bataille complet connu de lui seul qui sera transmis au sein du livret dédié à son acteur.

L'ordre de bataille sur zone offre également le nombre de jetons disponibles de chaque sorte pour matérialiser leurs actions et déplacements sur les cartes lors de la phase de *matrix game*.

- US air force :



- US marines corps :

1 division de manœuvre (1 régiment d'artillerie spécialisé, un bataillon d'artillerie, une brigade de manœuvre, un bataillon d'assaut amphibie, 1 groupement aérien avec 12 F/A-18C, 1 groupement aérien avec 12 F/A-18D, 2 groupements aériens avec chacun 12 F-35B)

➔ Guam : 4 sous-marins nucléaires d'attaque

➔ Corée du Sud : 8^{ème} armée dédiée à la défense de ce pays (1 division d'infanterie mécanisée, 1 brigade blindée, 1 brigade aéroportée, 1 bataillon de lances roquettes multiples, 1 bataillon de défense antimissiles THAAD) + 7^{ème} air force (60 F-16, 24 a-10C thunderbolt)

Caractéristiques spéciales :

Meilleure armée du monde : les arguments fondés sur des opérations militaires ou des déploiements ont +2 à leur dé.

Partenaire de défense primordial : les arguments économiques et diplomatiques destinés à des alliés ont +1 à leur lancé de dé.

Rivalités hégémoniques : les arguments économiques et diplomatiques avec la Chine ont -2 à leur lancé de dé et ceux avec la Russie ont -1 à leur lancé de dé.

- La Russie

Présentation de l'acteur :

Déterminants militaires

La Russie dispose de forces militaires conventionnelles performantes et conserve le deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde. Les forces armées soutiennent une politique étrangère affirmée. Les objectifs militaires sont de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale, ainsi que le maintien et l'accroissement de l'influence de la Russie dans son étranger proche. Les forces armées sont composées d'un mélange de volontaires et de conscrits.

Les réformes de la défense lancées en 2008 ont mis l'accent sur le passage d'une armée de mobilisation de masse basée sur la conscription à des forces terrestres plus petites et plus professionnelles. Les forces armées peuvent déployer et soutenir de manière indépendante des forces à l'échelle mondiale, bien qu'il soit probable qu'elles ne soient que de taille modeste sur de longues distances. Son intervention aérienne en Syrie montre que la Russie peut déployer, soutenir et maintenir un rythme opérationnel élevé pour une force aérienne à voilure fixe et tournante, ainsi que la capacité de réaction nécessaire à l'échelle régionale.

Le programme de suivi, SAP 2027, continue de mettre l'accent sur la modernisation, bien que certains objectifs soient plus modestes. Sa base industrielle de défense a souffert d'un manque d'investissement dans les années 1990 et, plus récemment, de la perte de l'accès aux composants ukrainiens, toutefois le secteur de la défense et de l'aérospatiale a connu un succès notable en termes d'exportations, notamment d'avions de combat et de systèmes de missiles sol-air.

Considérations géopolitiques

Bien qu'un district militaire de l'Est conséquent ait été constitué, la présence militaire et les intérêts géopolitiques russes en Asie sont limités. L'accès peu étendu au pacifique dans cette zone et au rivage immédiat de la Corée et du Japon rendent son déploiement opérationnel délicat. Toutefois, le rapprochement entamé depuis le début des années 2010 avec la Chine permet de contester la suprématie américaine de manière indirecte, et de s'affirmer comme une nation à prendre en compte dans le règlement des grandes questions mondiales même hors Europe. La priorité demeurant à l'étranger proche russe et à la question ukrainienne toujours en

suspens, la Russie ne pourra mobiliser que des moyens limités en cas de crise en Asie, mais ne se privera pas d'exploiter les crises régionales pour faire avancer ses propres revendications dans le cadre d'un accord d'ensemble avec les Etats-Unis.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **61 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **14 milliards** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **6 milliards** de dollars

- Char du futur (échéance 2030) : 2.5 milliards
- Armes hypersoniques (échéance 2035) : 3.5 milliards de dollars

Ordre de Bataille mobilisable sur zone :

➔ District militaire de l'Est :

- Forces terrestres :

Principalement dédiée à la défense des frontières, en particulier vis-à-vis de la Chine et de la Corée : 1 armée blindée complète avec trois divisions dont une blindée et trois brigades d'artillerie, ainsi qu'une brigade de forces spéciales (Spetnaz) de réaction rapide.

- Forces aériennes :

Principal contingent à l'Est avec le déploiement suivant : 11^{ème} air force & air defense army



MI-24P
et S-300 V

- Forces navales :

4 sous-marins nucléaires d'attaque, 9 sous-marins classiques.

1 croiseur, 5 destroyers lourds, 2 destroyers légers, 7 navires de guerre des mines, 9 bâtiments de transports amphibie dont 4 d'assaut.

Caractéristiques spéciales :

L'ours et le dragon : les arguments de tous types envers la chine on + 1 à leur lancé de dé.

La guerre froide n'a pas de fin : les arguments de tous types avec les Etats-Unis ont – 1 à leur lancé de dé.

- La Chine

Présentation de l'acteur :

Déterminants militaires

L'Armée Populaire de Libération de la Chine (APL) est la plus grande force armée du monde en nombres d'Hommes et dispose d'un équipement de plus en plus perfectionné. Son efficacité opérationnelle reste toutefois entravée par des problèmes de formation et de doctrine. Le livre blanc chinois sur la défense de 2019 n'a pas modifié de façon significative l'orientation stratégique exposée dans l'édition de 2015, davantage axé sur la mise à jour des progrès des efforts de modernisation de l'APL.

La Chine n'entretient pas d'alliances formelles, mais un certain nombre de relations clés en matière de défense avec des pays de la région et par le biais de son appartenance à l'OCS.

L'amélioration de la préparation aux opérations de combat est un objectif clé des réformes actuelles. L'APL manque actuellement d'une expérience opérationnelle récente significative et son entraînement a traditionnellement souffert d'exercices sur-scénarisés et irréalistes. Bien que ces faiblesses soient reconnues, il est difficile de savoir dans quelle mesure les nouvelles structures seront efficaces pour générer et contrôler des capacités interarmes de haute intensité. L'exigence d'opérations hors zone est relativement nouvelle pour l'APL, la marine est le seul service à avoir de l'expérience dans les déploiements prolongés grâce à sa base de soutien à Djibouti.

Considérations géopolitiques

Etat le plus actif de la région, la Chine profite de son essor économique des dernières décennies pour redevenir une puissance politique de premier plan contestant par la même occasion le leadership américain. Le développement de ses capacités militaires, de même que ses investissements économiques tous azimuts en font un partenaire incontournable tout en développant une méfiance généralisée ravivant les tensions dans la région.

L'accès à la haute mer et le règlement des anciens contentieux géopolitiques, nécessaires pour que la Chine acquière son plein développement, se heurtent à la souveraineté des voisins immédiats (question de Taïwan ; contentieux sur les frontières maritimes avec le Japon, les Philippines et le Vietnam), à la présence américaine forte vécue comme un encerclement (présence forte au Japon, en Corée, soutien majeur à Taïwan), et à un passé conflictuel riche (guerres avec le Vietnam, mémoire et oppositions avec le Japon, soutien à la Corée du Nord...).

La voie chinoise de la puissance ne passe pas en premier lieu par une guerre ouverte, et l'atout économique est majeur même s'il a ses limites, toutefois les ambitions affichées sont conflictuelles par nature, la question est donc pour la Chine de savoir quels objectifs atteindre, en payant le prix affilé si nécessaire...

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **193 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **27 milliards** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **3 milliards** de poursuite des réformes structurelles et de R&D générale sur les capacités ISR de développement de l'IA

Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³¹ :

➔ Forces terrestres :

³³¹ En l'espèce, au-delà de l'ensemble des forces nationales qui seraient mobilisées en cas d'invasion directe du territoire chinois (et sous conditions déterminées par les juges), ne sont mentionnées ici que les forces de manœuvre terrestres et aériennes (les autres sont réputées de défense du territoire) et les forces navales utilisables.

5 groupes d'armées complets (la liste à suivre est pour chaque groupe d'armée) : 1 brigade de forces spéciales, 2 brigades blindées, 1 division d'infanterie mécanisée, 1 division d'infanterie légère, 1 brigade amphibie d'assaut, 1 brigade d'artillerie, 1 bataillon d'hélicoptères d'attaque.

➔ Forces navales :

▪ Sous-marin :

6 nucléaires d'attaque, 36 à propulsion classique

▪ Navires de surface :

2 porte-avions (dont 1 dans la zone Corée, et 1 au sud dans la zone Taïwan-Vietnam)

1 croiseur

29 destroyers lourds (répartis sur l'ensemble de la zone côtière chinoise)

40 frégates (réparties sur l'ensemble de la zone côtière chinoise)

35 navires de guerre des mines

6 navires d'assaut amphibie, 49 barges de débarquement

▪ Forces aériennes :

120 J-10C, 70 J-10 S, 130 J-11B, 150 J-16, 24 J-20 pour 2030 : avion de 5^{ème} génération furtif)

Défense aériennes et antimissiles de longue portée : environ 500 systèmes répartis sur l'ensemble des points stratégiques du territoire.

Caractéristiques spéciales :

L'ours et le dragon : les arguments de tous types envers la Russie ont + 1 à leur lancé de dé.

La guerre froide 2.0 : les arguments de tous types avec les Etats-Unis ont – 2 à leur lancé de dé.

L'ogre chinois : les arguments de tous types envers les alliés des Etats-Unis et les Etats ayant eu des contentieux historiques avec la Chine ont -1 à leur lancé de dé.

Machine à cash : les arguments économiques de tous types ont +1 à leur lancé de dé (peut contrebalancer des malus envers les Etats-Unis et les autres Etats concernés).

- Le Vietnam

Présentation de l'acteur :

Le Vietnam a une tradition militaire forte et ses forces armées ont plus d'expérience opérationnelle que tous ses voisins. Ses efforts de défense et ses forces armées bénéficient également d'un large soutien populaire, en particulier dans le contexte des tensions avec la Chine sur les questions de sécurité et les nombreuses anicroches en mer de Chine méridionale. Le Vietnam a adopté une nouvelle loi sur la défense nationale en 2018 et a publié un livre blanc sur la défense en 2019.

Ce dernier fait à plusieurs reprises référence aux différends du Vietnam avec la Chine et la nécessité pour les deux parties de "faire plus d'efforts dans le maintien de la stabilité". Il est évident, du point de vue de Hanoi que la stabilité dépendra dans une large mesure du renforcement des capacités de dissuasion en mer de Chine méridionale. Alors que la Russie reste le fournisseur de défense dominant, Washington a levé son embargo sur les armes à destination du Vietnam en 2016, plaçant le Vietnam dans une situation géopolitique de méfiance face à ses voisins mais dans le même temps de partenariats tous azimuts qui lui permet de disposer d'une certaine neutralité.

Les efforts de recapitalisation se concentrent sur la marine et l'armée de l'air, principalement en vue de régler les différends dans les îles Spratly. Longtemps attendues, les commandes d'équipements majeurs, tels que les nouveaux systèmes de combat, ont été passées bien que non-concrétisées à l'heure actuelle et devront faire l'objet d'achats sur étagère auprès de grandes puissances (nouveaux avions de combat et de patrouille maritime) ouvrant de nouvelles logiques de partenariats.

Le Vietnam développe ses capacités industrielles limitées en matière de défense, avec le lancement d'une filiale axée sur la défense au sein de la société d'État Viettel Military Industry and Telecoms Group, elle se concentrera sur l'électronique de défense et les communications.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **6 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **900 millions** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : sans objet puisque achats sur étagère

Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³² :

- Force terrestres : 1 brigade de force spéciales, 1 division de manœuvre (1 brigade blindée, 1 division d'infanterie, 1 brigade d'artillerie).
- Forces navales : 6 sous-marins à propulsion classique, 7 bâtiments de débarquement amphibie dont 2 d'assaut, 12 corvettes armées de défense côtière, 13 navires de contre-mesures pour la défense contre la guerre des mines.
- Forces aériennes : 26 SU-22M3/M4, 35 SU-30MK2, hélicoptères d'attaque (6 Mi-17), air défense de longue portée (12 systèmes S300-PMU1).

Caractéristiques spéciales :

L'ogre chinois : le Vietnam est l'un des pays éligible à cette règle (cf. arguments de tous types de la Chine -1 à leur lancé de dé).

Différends maritimes : les arguments chinois ayant trait aux différends en mer de Chine, qui ne sont pas conclus en accord avec le Vietnam ajoutent pour les tours suivant un malus de -1 à la règle « *l'ogre chinois* ».

Balance of power : l'ouverture de 2016 aux USA permet au Vietnam de disposer d'un nouveau marché d'achats, les arguments d'achat de matériels militaires auprès de la Russie comme des USA ont +1 à leur lancé de dé.

³³² En l'espèce, au-delà de l'ensemble des forces nationales qui seraient mobilisées en cas d'invasion directe du territoire vietnamien (et sous conditions déterminées par les juges), ne sont mentionnées ici que les forces de manœuvre terrestres et aériennes (les autres sont réputées de défense du territoire) et les forces navales utilisables.

- Les Philippines

Présentation de l'acteur :

Malgré de modestes augmentations du financement de la défense au cours des dernières années, principalement en réponse à la montée des tensions dans la mer de Chine méridionale, les capacités et les projets d'acquisition des forces armées des Philippines (AFP) restent limitées. La stratégie de défense nationale 2018-22 a défini des priorités politiques, notamment la garantie de la souveraineté et l'intégrité territoriale, et la stabilité interne. Les changements organisationnels comprennent la création en 2018 d'un commandement des opérations dédié aux forces spéciales. Il est également prévu d'améliorer les capacités de lutte anti-sous-marine et de créer une agence spatiale dotée d'un mandat de sécurité nationale.

Bien que le président Duterte ait annoncé en 2016 sa "séparation" d'avec les États-Unis et la poursuite de relations plus étroites avec la Chine, il a décrit les États-Unis comme un allié important en matière de sécurité, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme,

Les Philippines sont également un membre actif de l'ASEAN. Depuis 2017, elles ont commencé à effectuer des patrouilles maritimes conjointes trilatérales avec l'Indonésie et la Malaisie pour lutter contre les activités terroristes régionale. Les forces armées continuent d'être déployées pour assurer la sécurité intérieure dans le sud du pays, où Manille est confrontée à des défis constants des groupes d'insurgés.

La deuxième phase (2018-22) du programme de modernisation des AFP "second horizon" a été approuvée en 2018. Les plans d'acquisition comprennent des véhicules blindés, des radars de surveillance aérienne, et, à long terme des avions de transport aérien légers et moyens et des avions de patrouille maritime.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **3.7 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **518 millions** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **418 millions** de dollars

- Véhicules blindés, radars de surveillance aérienne, véhicules transports de troupes (échéance 2030)
- Avions de transports et de patrouille maritime (échéance 2035)

Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³³ :

- Forces terrestres : sans objet (centrées sur la défense du territoire et les problématiques internes)
- Forces navales : 1 frégate armée, 40 corvettes armées de garde côtière, 6 bâtiments amphibies dont 2 d'assaut.
- Forces aériennes : 12 FA-50PH, et hélicoptères d'attaque (2 AH-1F).

Caractéristiques spéciales :

Différends maritimes : les arguments chinois ayant trait aux différends en mer de Chine, qui ne sont pas conclus en accord avec les Philippines ajoutent pour les tours suivant un malus de -1 aux lancés de dé concernant les arguments impliquant la Chine et les Philippines.

Guerre civile : les problématiques de terrorisme et d'insurrection autour de Manille mobilisent une forte partie des moyens militaires, les arguments militaires philippins ont -1 à leur lancé de dé.

Corruption : l'ensemble des arguments philippins ont -1 à leur lancé de dé (paralysie du gouvernement).

Balance of power : l'ouverture à la Chine permet d'annuler la règle « *ogre chinois* » concernant les Philippines.

Garantie américaine de sécurité : les arguments militaires et économiques avec les Etats-Unis ont + 1 à leur lancé de dé ; par contre si les Philippines concluent des accords militaires avec la Chine, ils ont désormais -2 à leur lancé de dé avec les Etats-Unis et ce pour tous les types d'arguments.

³³³ En l'espèce, au-delà de l'ensemble des forces nationales qui seraient mobilisées en cas d'invasion directe du territoire philippin (et sous conditions déterminées par les juges), ne sont mentionnées ici que les forces de manœuvre terrestres et aériennes (les autres sont réputées de défense du territoire) et les forces navales utilisables.

- Le Japon

Présentation de l'acteur :

Les préoccupations du Japon concernant son environnement de sécurité régionale se sont accrues, comme en témoigne son Livre blanc sur la défense 2020, avec des mises à jour sur le programme initial de modernisation des forces pour 2023, principalement liées à l'émergence d'un défi sécuritaire de la part de la Chine et à une préoccupation établie concernant la Corée du Nord. Cela a stimulé l'augmentation du budget de la défense et les réformes de la politique et de la législation pour permettre au Japon de jouer un rôle plus important dans le domaine de la défense.

Si la capacité offensive de la JSDF reste faible, la marine dispose d'atouts en matière de guerre anti-sous-marine et de défense aérienne. En 2018, un commandement de la composante terrestre a été créé, avec notamment une brigade amphibie à déploiement rapide, chargée principalement de défendre les îles éloignées. Il est également prévu de convertir les porte-hélicoptères Izumo en porte-avions. En 2020, le Japon a également lancé un escadron d'opérations spatiales afin de renforcer les capacités de connaissance de la situation spatiale. Il a également établi des unités de guerre électromagnétique.

Au plan géopolitique, l'alliance du Japon avec les États-Unis reste la pierre angulaire de sa politique de défense, comme en témoigne le maintien des bases américaines, l'utilisation généralisée d'équipements américains au sein des trois services et l'entraînement régulier avec les forces américaines. En raison de leur mandat toujours défensif à l'heure actuelle, les déploiements de la JSDF sont principalement destinés au maintien de la paix. Toutefois le Japon envisage des options pour renforcer sa capacité de défense contre les missiles balistiques, ses capacités de projection, ou encore le développement d'armes hypersoniques, le tout permis par une base industrielle de défense avancée qui produit des équipements modernes pour la JSDF.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **47 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **6.6 milliards** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **1.6 milliards** de dollars

- Transformation de deux porte-hélicoptères en porte-avions (échéance 2026)

- Armes hypersoniques (échéance 2035)
- ISR spatial (échéance 2030)

Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³⁴ :

- Forces terrestres : 1 brigade amphibie, avec deux bataillons d'artillerie, et trois bataillons mécanisés de manœuvre. Avec 12 navires amphibies, dont 3 d'assaut.
- Forces navales : 11 sous-marins à propulsion classique, 2 porte-hélicoptères lourds (en cours de transformation), 2 porte-hélicoptères médians (hélicoptères SH-60B et SH-60K), 2 croiseurs lourds, 27 destroyers légers, 6 destroyers lourds, 6 frégates, 22 navires de guerre des mines.
- Forces aériennes : 156 avions F-15J.

Caractéristiques spéciales :

Différends maritimes : les arguments chinois ayant trait aux différends en mer de Chine, qui ne sont pas conclus en accord avec le Japon ajoutent pour les tours suivant un malus de -1 aux lancés de dé concernant les arguments impliquant la Chine et le Japon.

Garantie ultime de sécurité : les arguments militaires et économiques avec les Etats-Unis ont + 2 à leur lancé de dé ; par contre si le Japon conclut un accord militaire avec la Chine ou la Russie, ils ont désormais -2 à leur lancé de dé avec les Etats-Unis et ce pour tous les types d'arguments.

- Taïwan

Présentation de l'acteur :

La politique de sécurité de Taïwan est dominée par ses relations avec la Chine et ses tentatives de maintenir une capacité militaire crédible, ainsi que son indépendance alors que le voisin communiste demeure depuis 1949 sur la doctrine « d'une seule Chine » niant la souveraineté de Taipei et posant la réintégration de l'île de gré ou de force comme inéluctable.

³³⁴ En l'espèce, au-delà de l'ensemble des forces nationales qui seraient mobilisées en cas d'invasion directe du territoire japonais (et sous conditions déterminées par les juges), ne sont mentionnées ici que les forces de manœuvre terrestres et aériennes (les autres sont réputées de défense du territoire) et les forces navales utilisables.

Au plan militaire, l'attention de Taïwan se concentre actuellement sur la défense aérienne et la dissuasion dans les zones côtières, des deux côtés de l'île. Le "rapport sur la défense nationale" de 2019 a souligné l'importance de la multiplicité des couches de défense selon la doctrine empruntée à Singapour du « Porcupine ». Les forces armées sont bien entraînées et s'exercent régulièrement, bien que la pression démographique ait influencé les plans de réduction des forces et le passage à une armée professionnelle.

Au plan géopolitique, le principal partenariat de Taiwan en matière de sécurité demeure celui avec les Etats-Unis. Ainsi en 2019, les États-Unis ont approuvé le transfert de nouveaux avions de combat F-16C/D Block 70 à Taïwan, bien que Taipei maintienne l'ambition à terme d'acquérir des F-35. Fin 2020, les États-Unis ont également émis des notifications concernant la vente de drones MQ-9B, de lance-roquettes multiples HIMARS et de divers missiles de frappe de précision à longue portée qui renforceraient considérablement les capacités militaires de Taïwan.

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **14 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **2 milliards** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **1 milliard** (acquisition de F-16, drones et LRM échéance 2030)

Ordre de Bataille mobilisable sur zone :

Dans le cas de Taïwan ces forces ne peuvent que participer à la défense du territoire, à des déploiements proches ou à des actions offensives en coalition.

- Forces terrestres : 4 bataillons blindés, 3 bataillons d'infanterie mécanisée (21 de réserve), 3 bataillons d'artillerie, 96 hélicoptères d'attaque, 76 systèmes de défense antiaérienne.
- Forces navales : 4 sous-marins à propulsion classique, 4 destroyers, 22 frégates (44 navires de réserve de défense côtière), 8 navires de guerre des mines, 5 navires amphibies dont 1 d'assaut.
- Forces aériennes : 139 F-16 A/B, 46 Mirage 2000-5E, 127 F-CK-1C/D.

Caractéristiques spéciales :

Garantie américaine de sécurité : les arguments militaires et économiques avec les Etats-Unis ont + 1 à leur lancé de dé ; de même Taïwan ne peut pas conclure d'accord militaire avec la Chine sans une reconnaissance de sa souveraineté par la Chine, sous peine de fin immédiate de l'aide américaine.

Ennemi désigné : Taïwan est l'un des pays éligibles à la règle de « l'ogre chinois » mais le malus est de -3 au lieu de -1, et s'applique pour les actions de la Chine envers Taïwan autant que de Taïwan envers la Chine.

- Singapour

Présentation de l'acteur :

Les forces armées de Singapour (SAF) sont les mieux équipées d'Asie du Sud-Est. Elles sont organisées essentiellement selon le modèle israélien, l'armée de l'air et la marine étant principalement composées de personnel professionnel tandis que l'armée de terre, beaucoup plus importante, est composée d'appelés et de réservistes.

Du fait du manque de profondeur stratégique, la formation est largement réalisée à l'étranger (cf. France pour les pilotes), toutefois la capacité et l'expérience opérationnelle sont bonnes et vont croissant avec le déploiement dans des forces multinationales comme récemment pour soutenir l'offensive aérienne menée par les États-Unis contre ISIS.

Dans le même temps, la modernisation des équipements se poursuit, avec des projets d'acquisition d'avions de combat F-35, de nouveaux véhicules de combat blindés de fabrication nationale, de navires de combat multi-rôles et de véhicules de combat multidimensionnels, dans le but de conserver la capacité de Singapour à mener des opérations militaires soutenues à l'étranger proche et de conserver l'avantage militaire de Singapour sur les autres puissances d'Asie du Sud-Est.

Au plan géopolitique, Singapour dénote par une Grande Stratégie assumée et constante depuis l'indépendance de 1965 avec l'ambition d'une grande puissance par le développement des moyens nationaux et une politique étrangère d'indépendance et de maintien du statu quo. Pour ce faire, des investissements majeurs dans les industries de défense, ainsi que dans l'économie de service et de flux ont été consentis, permettant au pays de devenir le second hub portuaire

du Monde et une des plus grandes places boursières de la planète. De même, le focus sur la haute technologie permet au pays de disposer d'une base de défense nationale complète assurant son autonomie. Au plan diplomatique enfin, le leadership de l'ASEAN, de même que la logique de *balance of power* offrent à la cité-Etat un poids diplomatique sans commune mesure avec sa taille, en faisant un lieu d'accueil des grands sommets internationaux (la rencontre Trump-Kim Jong-Un étant le dernier en date).

Budget de recherche et développement envisagé par tour :

Budget total annuel pour la défense : **14 milliards** de dollars

Budget brut d'investissements par tour : **3 milliards** de dollars

Part des investissements déjà engagés au premier tour : **1 milliard** (modernisation des forces armées vers une structure MDO (échéance 2030))

Ordre de Bataille mobilisable sur zone³³⁵ :

- Forces terrestres : 1 brigade interarmes d'action combinée (deviendra une force MDO en 2030 avec mise à jour des matériels), avec 96 chars Léopards, 22-AMX 30 modernisés, 18 LRM HIMARS, 91 canons automoteurs de 155mm.
- Forces navales : 4 sous-marins à propulsion classique, 6 frégates, 4 navires amphibies dont 2 d'assaut.
- Forces aériennes : 100 F-16 (modernisation possible si contrat en F-35 pour 2030), 19 hélicoptères d'attaque Apaches.

³³⁵ En l'espèce, au-delà de l'ensemble des forces nationales qui seraient mobilisées en cas d'invasion directe du territoire singapourien (et sous conditions déterminées par les juges), en particulier les nombreuses réserves des forces terrestres, ne sont mentionnées ici que les forces de manœuvre terrestres et aériennes et les forces navales utilisables.

Caractéristiques spéciales :

Balance of power : l'ouverture à la Chine permet d'annuler la règle « ogre chinois » concernant Singapour, et de diminuer de 1 les malus éventuels d'arguments en faveur d'un autre acteur dus à la dégradation de la situation diplomatique dans la région.

Première armée d'Asie du Sud-Est : confère +1 aux arguments militaires (y compris des opérations) tant qu'ils sont réalisés dans un étranger proche (déterminé par les juges) ou en coalition.

Hub économique mondial : les arguments économiques ont +1 à leur lancé de dé, sauf en cas de contournement du détroit de Malacca réussi par la Chine, dans ce cas-là ils souffrent à partir de ce moment-là de -1 à leur jet de dé et de -2 pour tout argument envers la Chine.

Cité-Etat : le manque de profondeur stratégique complique la présence de forces nombreuses sur le territoire, de ce fait tout accroissement significatif de forces (en accord avec les juges) doit entraîner l'ouverture d'une base sur le territoire d'un allié (accord entre les joueurs) permettant d'accueillir ce surplus de forces. Dans le cas contraire, l'argument d'augmentation des forces est considéré comme non-recevable.

○ **Déroulé de la simulation :**

Ces éléments pris en considération, ainsi que les mécaniques des *matrix games*, viennent à présent les règles spécifiques à cette phase du wargame.

Elle est composée de 5 tours, représentant deux ans chacun, dans lesquels les joueurs réalisent les actions géopolitiques et d'investissements capacitaires de leur acteur.

L'initiative des groupes est déterminée à chaque tour par le biais d'un tirage de carte par les juges (chacune avec le nom d'un acteur), l'acteur tiré réalise ainsi son tour. Cette mécanique permettant de renforcer l'incertitude et de limiter les phénomènes d'attente c'est-à-dire qu'un acteur ne va définir ses arguments qu'en réaction aux actions des acteurs qui passent avant lui.

Les cinq tours de la phase de *matrix game* suivent une procédure identique :

1. Allocation des budgets à chaque joueur par les juges et matérialisation des événements nouveaux

2. Période de réflexion : 10 minutes où chaque groupe définit ses arguments, affine ses stratégies, décide de ses investissements et interagit avec les autres groupes le cas échéant
3. Période d'action (qui se répète pour chaque groupe) : 5 minutes
 - Énonciation des investissements officiels réalisés
 - Présentation d'un argument et de ses justifications : chaque acteur peut proposer trois arguments par tour : un économique, un diplomatique, un militaire³³⁶
 - Tour de table d'arguments pour et contre (avec possible consensus ou bonus/malus)
 - Définition des résultats de l'argument et mise en œuvre des conséquences

Les budgets et les investissements suivent une procédure spécifique vis-à-vis de la méthodologie des *matrix games* précédemment énoncée. En effet, sans modification³³⁷ due à une politique budgétaire précise (arrêt de certains investissements) ou à des événements économiques externes (nouveaux partenariats, sanctions éco, etc.), le budget net d'investissement (= budget brut d'investissement – les investissements en cours) définit dans la fiche des acteurs présenté précédemment est reconduit à l'identique tous les tours et donne aux joueurs leurs capacités d'investissements militaires.

Les investissements disposent tous d'une échéance, qui implique qu'une fois la date atteinte le budget dédié est clos et son montant est rajouté au budget disponible. De même, la capacité développée est acquise impliquant son ajout à l'ODB de l'acteur en vue de déploiement ou actions de guerres à l'avenir.

Pour réaliser de nouveaux investissements, les joueurs doivent se rapprocher des juges en formulant une demande capacitaire précise : type de système à déployer et budget possible. Les

³³⁶ En cas de doute sur la nature d'un argument la décision sera formulée par les juges, pour éviter la multiplication des arguments déguisés de même nature (ex : blocus d'un port comme argument économique, alors qu'il s'agit d'un acte militaire quand bien même les effets attendus sont avant tout économiques).

³³⁷ En cas de modification le montant est établi par les juges qui donnent un budget nouveau aux joueurs prenant en compte les dites évolutions.

juges donneront alors aux joueurs les possibilités de cet investissement (non, oui, oui si achat auprès d'un autre pays et lesquels), en cas d'affirmative une échéance un montant affilié au projet sera fournie permettant aux joueurs par la suite de valider ou non leur projet d'investissement.

Il est à noter que des programmes d'investissement réalisés par les joueurs peuvent dépasser le délai de jeu qui est 2035 (ex : projet de sous-marins sur trente ans conclu en 2030) mais sont possibles s'il s'agit de moyen de développer des alliances, de nouer des partenariats ou d'obtenir d'autres contreparties. Dans ce cas le budget est déduit de la capacité d'investissement à partir de la mise en œuvre du programme et ses effets ne seront pas disponibles durant la simulation.

Autre particularité, dans l'optique de renforcer l'incertitude et d'éviter une simulation linéaire, les joueurs peuvent être sollicités par les juges au début de leur tour pour tirer une carte événement dont les effets sont immédiatement résolus.

Les discussions entre les groupes sont libres durant la période de réflexion et peuvent aboutir à des accords soit officiels qui sont résolus comme des arguments consensuels, soit à des accords secrets mais ils doivent de ce fait être validés **par les juges**³³⁸ qui les activeront le cas échéant (ex : alliance défensive). De même, en lieu et place d'un argument militaire, les joueurs peuvent décider d'une action de renseignement, en présentant **aux juges** l'argument affilié tandis que ceux-ci formeront des contre-arguments et définiront la validité finale de l'action. Ces actions de renseignement en cas de succès ou d'échec peuvent conduire à la diffusion d'informations aux joueurs immédiates ou en vue de la phase 2 (ex : capacités militaires d'un autre Etat, brouillage satellite qui sera actif pendant X tours, etc.) ou d'évènements attribués ou non (ex : sabotage)³³⁹.

Enfin, les déclarations de guerre sont possibles à tout moment en lieu et place d'un argument militaire, cependant les conflits ne seront réalisés que lors de la seconde phase et de ce fait repoussés artificiellement à 2035. Toutefois, ceci entraîne pour chaque camp une mobilisation

³³⁸ En fonction de leur crédibilité et pertinence.

³³⁹ Cela veut donc dire que l'acteur a son tour ne présente aucun argument militaire aux autres acteurs, ce qui peut en soit être une information ou un moyen de désinformation renforçant la partie de poker menteur entre les joueurs.

de ces armées face à 'l'adversaire, et donc l'impossibilité de les déployer ailleurs (attention de ce fait au timing de la déclaration de guerre, à moins qu'il s'agisse d'une stratégie pour immobiliser l'ennemi).

○ **Période transitoire entre les deux phases :**

Les phases de la simulation étant distinctes autant par leurs types de wargames (et les règles affiliées) que par leur déroulé temporel (plusieurs jours entre les deux évènements), la période transitoire sera exploitée par les juges pour transformer sur les cartes d'opération les décisions prises par les joueurs durant le *matrix game* (ex : nouvelle ligne ferroviaire, création d'un nouveau port, déploiement de forces dans une zone, etc.) ainsi que pour mettre à jour les ODB de chaque joueur en fonction des investissements arrivés à échéance. De même, en fonction des conflits déclarés des cartes opérationnelles et tactiques spécifiques seront réalisées et diffusées aux joueurs durant cette période transitoire, afin qu'ils affinent leurs manœuvres et stratégies opérationnelles pour la seconde phase (qui seront plus ou moins précises en fonction de la qualité des renseignements obtenus et des opérations de déception subies durant la phase de *matrix game*).

De manière concrète, au début du *kriegspiel*, les joueurs concernés par un conflit doivent déployer leurs armées sur les cartes tactiques fournies et énoncer aux juges leur mouvement initial (constituant l'idée de manœuvre qu'ils auront réfléchi durant la période transitoire), constituant la base de départ du premier tour d'affrontement. Les joueurs neutres eux auront l'occasion de déployer des forces de protection ou de déclarer de l'aide fournie à certains belligérants, et auront également la période transitoire pour affiner leur posture et actions possibles.

L'intérêt même de ce type de wargame hybride apparaît lors de cette phase transitoire, avec la matérialisation concrète de l'ensemble des actions et décisions des joueurs en phase 1 dans le contexte géopolitique nouveau de la phase 2 qui est la gestion des conséquences des logiques conflictuelles et de coopération mises en œuvre précédemment.

Point essentiel, les juges conformément à cette traduction des choix des joueurs en actions concrètes, vont venir définir les buts de guerre de chaque belligérant en fonction des arguments utilisés jusqu'à l'entrée en guerre et donc les raisons qui ont conduit à la situation. Ces

conditions de victoire pour chaque camp seront donc spécifiques aux conflits créés et conformes à la réalisation des arguments des joueurs lors du *matrix game*. Elles peuvent être aussi variées que la destruction de l'armée ennemie, durer un nombre de tours définis, contrôler des zones clés ou la capitale ennemie, etc. Par conséquent les joueurs devront définir des plans opérationnels et des compositions d'armées adaptées à leurs conditions de victoire, notamment si la destruction totale des forces adverses apparaît délicate.

- *Phase II : Kriegspiel*

Se déroulant exclusivement par des actions modélisées sur le plateau de jeu (carte des mouvements stratégiques) ce *scénario d'emploi* de type *Kriegspiel* est prévu pour une durée de douze tours durant lesquels les règles à suivre s'appliquent sans distinction et/ou évolutions.

- a. *Déroulé de la phase et des tours*

Deux ensembles sont bien à distinguer : la phase géopolitique qui perdure durant les affrontements (les décisions devront juste être dimensionnées pour correspondre à des actions en 1 mois et non-plus en deux ans comme durant la phase précédente), et la phase militaire qui s'applique pour chaque conflit déclaré durant la première phase.

Le déroulé des 12 tours suit ainsi 4 étapes pour l'ensemble des joueurs :

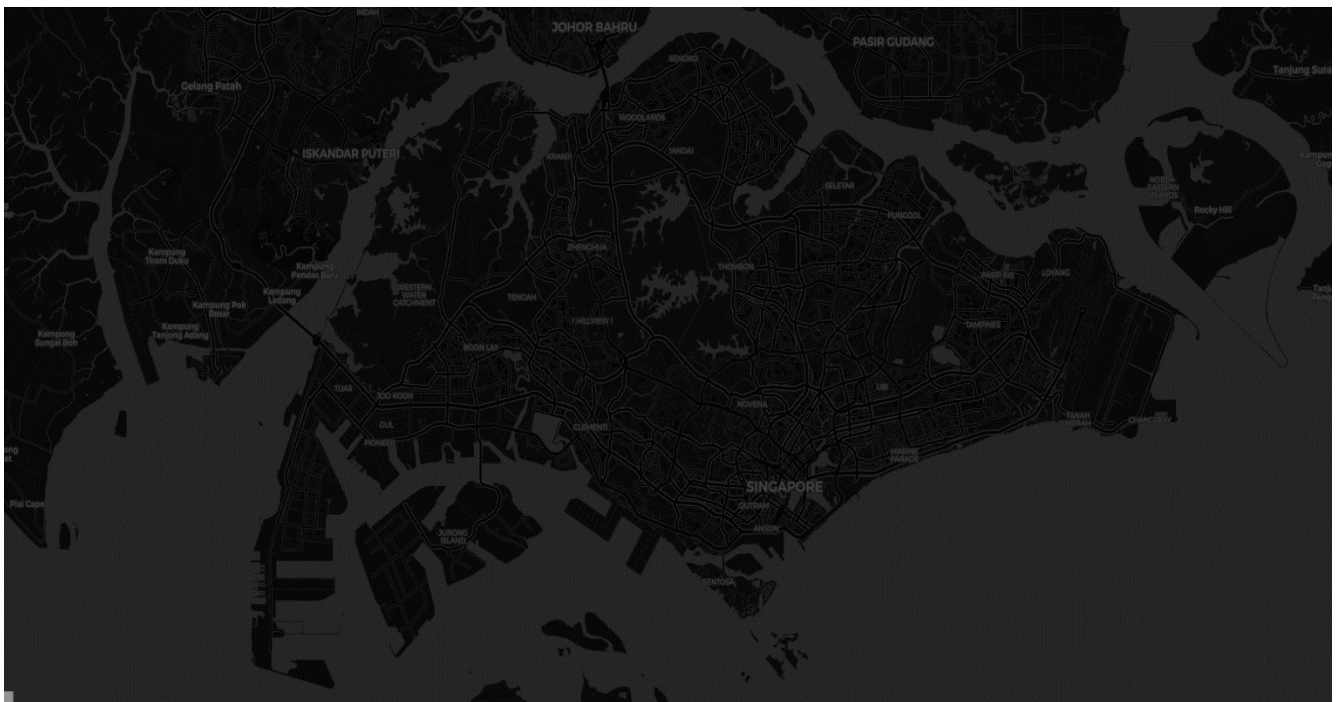
- Activation d'un groupe par l'initiative selon une procédure identique à la phase de *Matrix Game* (il y a cinq activations correspondant aux 5 groupes)
- Argument diplomatique selon la procédure des *Matrix Games* en procédure accélérée de maximum 3minutes
- Argument militaire (pouvant être l'entrée en guerre dans un conflit en cours) selon une procédure identique
- Argument économique selon une procédure identique
- Opérations si des guerres sont en cours pour l'acteur (cette étape se répète pour chacun des conflits auquel l'acteur participe, il peut donc multiplier les phases et posséder ainsi des tours plus conséquents que les autres, de même qu'elle peut ne pas avoir lieu si l'acteur ne participe à aucune guerre)

Une fois que tous les groupes encore en « vie » ont joués leur tour, le tour de **jeu** est terminé et l'on passe au suivant.

Les joueurs se trouvent de ce fait à chaque tour dans l'action géopolitique et/ou de guerre, ils ne sont jamais obligés d'agir bien entendu, mais peuvent influencer directement ou indirectement sur les conflits en cours en fonction de leurs intérêts (arguments d'assistance logistique et économique, pressions économiques, proposition de médiations, etc.), de même les conflits

peuvent à tout moment s'arrêter par une demande d'armistice, une capitulation, ou une demande d'arrêt des combats négociées (ces demandes peuvent alors être formulées à l'autre acteur soit par un argument diplomatique, soit par un argument militaire : mais pas les deux durant le même tour, et sont résolus selon le principe de l'argument consensuel en cas d'accord entre les parties ou de refus automatique en cas de désaccord).

L'ensemble des actions des joueurs prend place à cette phase sur les cartes stratégiques pour les arguments géopolitiques, et sur les cartes tactiques et d'opérations pour les phases de guerre (dont un exemple pour un conflit à Singapour est présenté ci-dessous) :



Il est à noter que ces cartes seront plus ou moins exactes et plus ou moins détaillées pour les acteurs concernés en fonction de la qualité et du volume de leurs moyens ISR et de la réussite ou de l'échec de leurs actions de renseignement.

⇒ *Création des armées & déploiement initial*

Le déploiement des divers forces d'un acteur est libre dans les carrés prévus à cet effet en fonction des zones de déploiements prévues sur chaque carte créée par les juges durant la phase transitoire. Ces cartes seront transmises en amont du *Kriegspiel* aux joueurs concernés, qui transmettront alors leur déploiement aux juges, celui-ci sera ainsi représenté en tant que situation initiale pour chaque théâtre.

Pour chaque théâtre dans lequel un acteur engagé (ce point est crucial en cas de guerre sur plusieurs fronts), celui-ci mobilise une armée en fonction des possibilités opérationnelles qui lui sont offertes. Par exemple, en cas d'absence de base à proximité les forces aériennes disponibles ne seront que celles de l'aéronavale, ou encore en cas de débarquement seul les troupes terrestres embarquées dans des moyens amphibies ou de transport naval et aérien seront disponibles.

A cet effet, un ODB spécifique à chaque acteur et pour chaque théâtre de guerre sera fourni lors de la phase transitoire.

Deux points d'attention sont donc à prendre en compte pour les acteurs :

- Les moyens disponibles peuvent concerner deux théâtres potentiels (ex : capacités en missiles, aéronavale) de ce fait ils devront bien choisir sur quel théâtre et sur celui-ci **uniquement** les engager, faisant défaut ailleurs.
- Les moyens disponibles sur zone ne seront pas forcément l'ensemble des moyens de l'Etat ! Il s'agira pour les joueurs de bien réfléchir aux conditions opérationnelles d'engagement, afin de ne pas se retrouver localement en situation d'infériorité malgré une supériorité globale (ex : forces militaires deux fois supérieures au global, mais qui du fait d'une offensive navale et de moyens aériens et amphibies limités conduit à être deux fois moins nombreux face à l'Etat qui lui défend son territoire avec l'ensemble de ses forces).

Chaque acteur devra ainsi remplir par théâtre la fiche d'armée ci-dessous détaillant la composition de ses forces. Pour ce faire, il s'agira simplement d'utiliser les références des pions d'armées à disposition présentés sous la forme suivante :



En indiquant le type de force et sa valeur offensive et défensive, ainsi que ses points de vie.

Dans la plupart des cas les unités agissent en groupements pour une question de simplification des actions et de fluidité du jeu. Ainsi par exemple dans le cas aérien les capacités d'actions aériennes sont mutualisées en formations aériennes avec un chiffre unique global de points de vie, de capacités de chasse et de capacités de bombardement.

Acteur :	Armée du théâtre :	
Composition		
<u>Forces navales</u>		
<u>Forces terrestres</u>		
<u>Forces aériennes</u>		
Capacités spécifiques de l'armée		
Moyenne de compétence	Bonus/Malus affilié	Traits de guerre (si destruction d'armées ennemies)

Chaque armée dispose de deux caractéristiques supplémentaires à sa composition, une valeur de compétence qui entend représenter le niveau d'entraînement et de maîtrise opérationnelle des unités (évitant un simple rapport quantitatif) ainsi que des traits de guerres. Ces derniers sont obtenus par la destruction d'une armée ennemie ou la victoire sur un théâtre (capitulation ou armistice), ce qui peut être important en cas de guerre contre des adversaires multiples, l'élimination des forces de l'un entraînant un bonus pour affronter les autres.

La compétence quant à elle est calculée par la moyenne (arrondie à l'inférieur) des étoiles de chaque unité qui compose l'armée (valeur qui sera à retrouver sur l'ODB). Cette valeur est comprise entre 1 et 5 étoiles et entraîne des bonus ou malus pour l'ensemble des jets de dés de l'armée concernée. Un compromis devra ainsi être fait entre quantité et qualité pour chaque armée. Un tableau de ces bonus et malus est à retrouver ci-dessous :

1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles
-2 sur chaque dé	-1 sur chaque dé	Aucun impact	+1 sur chaque dé	+2 sur chaque dé

Exemple : l'armée chinoise est composée d'un groupement aérien de 3 étoiles, deux divisions d'infanterie de 2 étoiles, une force blindée de 3 étoiles, et deux navires de 4 étoiles. Alors l'armée chinoise ainsi constituée a une compétence de 3 étoiles, ce qui ne lui accorde aucun bonus mais la préserve d'un malus à chaque lancé de dé offensif comme défensif.

⇒ *Déroulé des tours de kriegspiel pour chaque théâtre créé*

○ **Initiative**

Le joueur dont c'est le tour a l'initiative et sera considéré comme étant à l'offensive pour toutes les résolutions de combat (le ou les autres acteurs sont de ce fait considérés comme étant en posture défensive). Un ordre des unités mobilisées est cependant à respecter : agissent en premier lieu toutes les forces aériennes de l'acteur, puis toutes les forces navales, et enfin toutes les forces terrestres, dans les trois cas avec la résolution de leurs combats le cas échéant.

○ **Mouvements et portées**

Pour plus de facilité le mouvement des unités a été conçu consubstantiellement à leur type.

Les dispositions sont alors très simples. Du fait de l'étroitesse des théâtres potentiels et de tours d'une durée d'un mois, les troupes navales et aériennes peuvent se déplacer sur l'entièreté du théâtre à chaque tour, sauf en cas de rencontre (carrés entourant une position occupée par l'ennemi) dans ce cas le combat est automatique. De même du fait d'armements modernes de longue portée (missiles, projectiles d'artillerie) ces moyens peuvent frapper sur la totalité du théâtre (tout comme les moyens défensifs de ces armées).

La seule exception réside dans les forces terrestres qui pour leur part ont des portées et mouvements limités à trois cases lorsqu'elles sont à terre (précision importante, puisqu'embarquées dans des transports aériens ou amphibies ils disposent alors du mouvement des unités aériennes et navales jusqu'à leur déploiement à terre).

➔ **Cas particulier : le minage des côtes**

Lors de la phase de mouvement d'une flotte, si celle-ci est sur une case contenant une zone de minage et qu'elle dispose de moyens dédiés à la guerre des mines (cf. carte des opérations pour chaque théâtre qui seront transmises lors de la phase transitoire) elle peut décider de miner la zone à la place. Elle passe ainsi tout son tour à le faire et ne peut pas se déplacer.

La zone est alors minée et les marqueurs correspondants sont placés. Si une flotte arrive au contact d'une zone minée elle doit passer deux tours complets à la déminer si elle dispose de moyens dédiés (ne pouvant entreprendre aucune autre action), dans le cas contraire elle ne peut tout simplement pas franchir les cases, et doit donc contourner si cela est possible.

○ **Combats et résultats de combat**

➔ Règles générales

Les combats sont le cœur de l'action de cette phase de *kriegspiel* et emportent de ce fait les règles les plus nombreuses. Toutefois dans un souci de simplicité d'acquisition et de mise en œuvre, les règles ont été pensées dans un souci d'homogénéité et de facilité. En cas de litiges ou de doute sur le sens à donner à une règle il faudra se référer aux juges qui arbitreront le cas d'espèce.

Les combats suivent trois phases distinctes bien que complémentaires : la phase aérienne, puis la phase navale et enfin la phase terrestre.

La phase aérienne est particulière en ce qu'elle ne comporte pas de mouvements, mais s'incarne en deux phases : avec la lutte (globale) pour la suprématie aérienne prenant en compte l'ensemble des capacités aériennes disponibles (aéronavale et armée de l'air) et les missiles anti-A2/AD pour l'attaquant, et l'ensemble des capacités aériennes disponibles et les capacités A2/AD et antimissiles pour le défenseur ; puis une phase de bombardements d'appui (sélectifs) pour l'acteur ayant la suprématie aérienne le cas échéant.

Les combats navals et terrestres suivent pour leur part une logique identique mais individualisés, puisque chaque unité ciblera l'unité de son choix (à portée dans le cas terrestres) et appliquera ses dés offensifs correspondants face aux dés défensifs de l'adversaire. Ainsi, suite aux mouvements trois phases sont conduites :

- Phase offensive du groupe dont c'est le tour : l'attaquant lance tous les dés offensifs à disposition de sa flotte et réalise les effets sur les tableaux de dégâts par catégorie.
- Phase défensive du groupe qui subit l'attaque : le défenseur lance ensuite tous les dés défensifs qu'il lui reste et applique les effets des tableaux de dégâts par catégorie.
- Résolution des pertes et effets éventuels (recul d'une flotte, destruction d'une armée, prise de contrôle d'une zone, etc.).

➔ Puissances de combat (offensive et défensive) :

Comme énoncé précédemment la puissance de combat d'une unité est représentée par une valeur totale par catégorie de systèmes (aériens, navals et terrestres), chaque dizaine offre un dé à lancer sur le tableau de combat correspondant aussi bien pour la défense que pour l'attaque.

Exemple : un des groupes aériens de F16 de l'armée américaine est déployée sur le théâtre de Taïwan, il est composé de 22 appareils qui sont listés en tant que groupe et disposent au complet de 100pts de suprématie aérienne et disposent ainsi de 10 dés à lancer durant cette phase ; un groupe d'armée chinois sur le même théâtre au complet dispose de 150pts d'offensive et de 90pts en défensive, soit respectivement 15dés à lancer en offensive et 9dés en défensive.

Les valeurs des dés peuvent être bien entendu améliorées ou dégradées en fonction de la valeur de compétence de l'armée sur le théâtre, ainsi que des pertes enregistrées (point décrit plus loin).

➔ **Le cas particulier des combats aériens (suprématie aérienne et frappes d'appuis) :**

Les porte-avions, avions, missiles et forces anti-aériennes sont les seuls éléments à disposer d'une règle spécifique de combat. En effet, deux phases sont à réaliser à chaque combat (offensif ou défensif) lors de la phase aérienne des combats sur un théâtre³⁴⁰ :

- La lutte pour la suprématie aérienne (uniquement si forces dédiées des deux côtés, sinon suprématie aérienne d'office pour le possesseur des capacités) : seuls les **caractéristiques de chasseurs (voir tableau correspondant)** sont utilisées dans cette phase pour ce qui concerne les avions. Le camp attaquant lance les dés offensifs de ses chasseurs (1 dé par dizaine de points) et applique les résultats, il fait de même pour ses frappes de missiles avec le tableau dédié, puis le camp défenseur en fait de même avec les dés défensifs de ses chasseurs ainsi que ses capacités anti-aérienne et/ou anti-missiles le cas échéant.

Le camp qui a subi le plus de perte (complète : à savoir la destruction de systèmes de lanceurs, d'avions, ou de systèmes défensifs) est déclaré perdant (**avec une différence minimale de 3 systèmes** : dans le cas contraire il s'agit d'une égalité, le milieu aérien reste contesté et aucun camp ne peut réaliser de bombardements d'appui), et c'est l'autre qui dispose de la suprématie aérienne pour ce tour³⁴¹.

- Les bombardements : ils ne peuvent être effectués que par un camp qui dispose de la suprématie aérienne (et donc qui a remporté la phase précédente), dans ce cas seules les **caractéristiques de bombardiers (voir tableau correspondant) des avions** sont utilisées ainsi que des missiles offensifs (si la défense antimissile a été complètement détruite, dans le cas contraire on considère qu'elle reste la cible prioritaire des tirs), et

³⁴⁰ Cela tombe sous le sens, mais ceci ne s'applique que s'il reste des forces aériennes sur le théâtre, dans le cas contraire la phase est simplement ignorée.

³⁴¹ En cas de combat multiple entre deux armées (ex : tour américain puis tour chinois) la suprématie aérienne doit être déterminée à chaque fois et peut donc changer de camp !

le joueur jette le nombre de dés offensifs de ces bombardiers et en applique les effets, après avoir nommément désigné les cibles visées par chaque système³⁴².

➔ **Tableaux de dégâts par catégorie :**

Brigade, division, groupe d'armée terrestre (interarmes par nature)³⁴³		
Valeur sur 1D6	En offensive	En défensive
1	Tir allié : une grave erreur d'appréciation entraîne des dommages collatéraux, la force attaquante subit 10 points de dégâts	Tir allié : une grave erreur d'appréciation entraîne des dommages collatéraux, la force attaquante subit 10 points de dégâts
2	Problème technique : les tirs n'ont pu avoir lieu, aucun effet	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles</i> , aucun effet
3	Tirs peu précis : inflige 10 points de dégâts	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles</i> , aucun effet
4	Tirs efficaces : inflige 20 points de dégâts	Défense efficace : annule 10 points de vie, qui sont retirés à la phase offensive adverse
5	Tirs efficaces : inflige 20 points de dégâts	Défense impénétrable : annule 20 points de vie, qui sont retirés à la phase offensive adverse ³⁴⁴
6	Choc et effroi : inflige 20 pts de dégâts et retire 10pts de capacité défensive à l'adversaire	Riposte : <i>non seulement l'attaque n'est pas passée, mais elle engendre en outre des pertes à l'adversaire</i> : compte comme une défense impénétrable et retire en plus 10pts de dégâts à l'adversaire

³⁴² Ceci afin d'éviter qu'en cas d'échec aux dés, un changement de cible opportuniste des missiles viennent assurer une destruction qui avait de prime abord échouée...

³⁴³ Le développement de moyens terrestres, artillerie, hélicoptères, etc. comptant de manière globale dans ces éléments. Ainsi, le renforcement de ces capacités lors des investissements industriels permettra à ces groupes de disposer de plus de points d'attaque et de défense et donc de plus de lancers de dés. A la différence des navires, avions, et missiles qui renforcent leurs catégories respectives selon les tableaux de dégâts des phases suivantes.

³⁴⁴ Si aucun n'avait été perdu alors l'effet est ignoré puisqu'une flotte ne peut jamais avoir plus de points de vie que ceux fournis initialement par les navires qui la compose.

Croiseurs (lourds et légers)		
Valeur sur 1D6	En offensive	En défensive
1	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 10 points de dégâts	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 10 points de dégâts
2	Problème technique : le navire subit 5 points de dégâts	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
3	Manqué : <i>le coup est raté et termine dans l'eau, aucun effet</i>	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
4	Touché de justesse : inflige 10 points de dégâts	Défense efficace : annule 10 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
5	Tir précis : inflige 20 points de dégâts	Défense efficace : annule 10 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
6	Tir parfait : en fonction de la cible : <ul style="list-style-type: none"> - Destruction du navire ennemi - Inflige 20pts de dégâts et retire 10pts de capacité défensive à l'adversaire 	Riposte : <i>non seulement l'attaque n'est pas passée, mais elle engendre en outre des pertes à l'adversaire : compte comme une défense efficace et inflige en plus 10 points de dégâts à l'adversaire</i>

Destroyers		
Valeur sur 1D6	En offensive	En défensive
1	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 5 points de dégâts	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 5 points de dégâts
2	Problème technique : le navire subit 5 points de dégâts	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
3	Manqué : <i>le coup est raté et termine dans l'eau, aucun effet</i>	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>

4	Touché de justesse : inflige 5pts points de dégâts	Défense efficace : annule 5 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
5	Tir précis : inflige 10 points de dégâts	Défense efficace : annule 5 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
6	Tir parfait : inflige 20pts de dégâts	Riposte : <i>non seulement l'attaque n'est pas passée, mais elle engendre en outre des pertes à l'adversaire</i> : annule 10 points de vie à ce navire et inflige en plus 5 points de dégâts à l'adversaire

Frégates

Valeur sur 1D6	En offensive	En défensive
1	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 5 points de dégâts	Erreur d'appréciation : un navire allié est touché (choix des juges au hasard entre les quatre catégories) et subit 5 points de dégâts
2	Problème technique : le navire subit 5points de dégâts	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
3	Manqué : <i>le coup est raté et termine dans l'eau, aucun effet</i>	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
4	Touché de justesse : inflige 5pts points de dégâts	Défense efficace : annule 5 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
5	Tir précis : inflige 10 points de dégâts	Défense efficace : annule 5 points de vie à ce navire, retirés à la phase offensive adverse
6	Tir précis : inflige 10 points de dégâts	Défense impénétrable : annule 10 points de vie à ce navire, retirés de la phase offensive adverse

Sous-marins		
Valeur sur 1D6	En offensive	En défensive
1	Manqué : le coup est raté et termine dans l'eau, aucun effet	Les sous-marins n'ont pas de valeur défensive, ils frappent sur un théâtre depuis des positions inconnues, sauf en cas de rens efficace adverse, dans ce cas ils ne peuvent être touchés que par des sous-marins ou des destroyers averses (qui font de la lutte anti sous-marine), une fois touché le sous-marin ne peut que subir et ne possède en réalité que l'évitement (ne pas être découvert) comme moyen de défense
2	Manqué : le coup est raté et termine dans l'eau, aucun effet	
3	Tir précis : inflige 20 points de dégâts	
4	Tir précis : inflige 20 points de dégâts	
5	Tir parfait : en fonction de la cible : <ul style="list-style-type: none"> - Destruction du navire ennemi - Inflige 20pts de dégâts et retire 10pts de capacité défensive à l'adversaire 	
6	Tir parfait : en fonction de la cible : <ul style="list-style-type: none"> - Destruction du navire ennemi - Inflige 20pts de dégâts et retire 10pts de capacité défensive à l'adversaire 	

Avions (porte-avions ou forces aériennes)		
Valeur sur 1D6	Suprématie aérienne (offensive comme défensive)	Bombardements (si suprématie aérienne)
1	Tir allié : une grave erreur d'appréciation entraîne des dommages collatéraux, le groupe aérien allié subit 10 pts de dégâts	Cible manquée : une erreur d'appréciation ou un changement de rens conduit à ne pas effectuer le tir, aucun effet
2	Manqué : les avions ont réalisé un dog fight stérile, aucun effet	Tir efficace : inflige 10 points de dégâts
3	Tir précis : inflige 10 points de dégâts au groupe aérien adverse	Tir précis : inflige 20 points de dégâts

4	Tir précis : inflige 10 points de dégâts au groupe aérien adverse	Tir précis : inflige 20 points de dégâts
5	Top Gun : <i>tir parfait</i> , un avion adverse est détruit	Choc et effroi : inflige 30 pts (20 si adversaire retranché ou en ville) de dégâts et retire 10 pts de capacité défensive à l'adversaire
6	Top Gun : <i>tir parfait</i> , un avion adverse est détruit	Choc et effroi : inflige 30 pts (20 si adversaire retranché ou en ville) de dégâts et retire 10 pts de capacité défensive à l'adversaire

Missiles offensifs		
Valeur sur 1D6	Suprématie aérienne (action anti A2/AD)	Bombardements
1	Tir allié : une grave erreur d'appréciation entraîne des dommages collatéraux, le groupe aérien allié subit 10 pts de dégâts	Cible manquée : <i>une erreur d'appréciation ou un changement de sens conduit à ne pas effectuer le tir</i> , aucun effet
2	Manqué : <i>le coup est raté</i> , aucun effet	Cible manquée : <i>une erreur d'appréciation ou un changement de sens conduit à ne pas effectuer le tir</i> , aucun effet
3	Tir précis : inflige 20 points de dégâts au groupe aérien adverse	Tir efficace : inflige 10 points de dégâts
4	Tir parfait : un avion adverse est détruit	Tir précis : inflige 20 points de dégâts
5	Tir parfait : un avion adverse est détruit	Choc et effroi : inflige 30 pts (20 si adversaire retranché ou en ville) de dégâts et retire 10 pts de capacité <u>offensive</u> à l'adversaire
6	Tir parfait : un avion adverse est détruit	Choc et effroi : inflige 30 pts (20 si adversaire retranché ou en ville) de dégâts et retire 10 pts de capacité <u>offensive</u> à l'adversaire

Moyens de défense sol-air (anti-aérienne et antimissiles)	
Valeur sur 1D6	Capacités d'interception
1	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
2	Cible manquée : <i>les moyens défensifs ont été inutiles, aucun effet</i>
3	Défense efficace : annule 20 points de vie, qui sont retirés à la phase offensive adverse
4	Défense impénétrable : annule 20 points de vie, qui sont retirés à la phase offensive adverse et inflige 10 pts de dégâts au groupe aérien adverse
5	Riposte : <i>non seulement l'attaque n'est pas passée, mais elle engendre en outre des pertes à l'adversaire</i> : annule 20 pts de vie et entraîne la destruction d'un avion adverse (ou d'un système de missiles si plus aucun avion n'est disponible ou présent sur le théâtre)
6	Riposte : <i>non seulement l'attaque n'est pas passée, mais elle engendre en outre des pertes à l'adversaire</i> : annule 20 pts de vie et entraîne la destruction d'un avion adverse (ou d'un système de missiles si plus aucun avion n'est disponible ou présent sur le théâtre)

➔ Points de vie :

Une fois les lancés de dés offensifs puis défensifs réalisés, les joueurs doivent en appliquer les effets directs (destruction de navire, etc.) et faire le total des points de vie perdus en faisant la somme de ceux retirés par l'adversaire et ceux récupérés par des jets défensifs favorables.

La valeur de points de vie de chaque pion est alors actualisée (le compte est tenu dans la fiche d'armée du théâtre) et les pertes sont comptabilisées avant d'être retirées.

Ce compte est essentiel pour calculer le rapport de victoire, aussi bien pour l'acquisition de la supériorité aérienne (différentiel de 5 ou destruction de l'ensemble des moyens adverses), que pour les effets moraux sur l'adversaire.

L'application de ses pertes à chaque fin de combat est essentielle, puisqu'en cas de combat multiple lors d'un tour de jeu (son tour puis celui de ses adversaires) son potentiel sera amoindri d'un combat à l'autre.

Attention, cas particulier la perte d'un porte-avions entraîne la perte de **tous** les avions qui le compose sans possibilité de les transférer à d'autres navires³⁴⁵.

- Perte de points de vie et valeur combative : une unité quelle que soit sa nature qui sans être détruite perd plus de la moitié de ses points de vie (arrondi à l'inférieur) voit sa capacité combative se restreindre et de ce fait ses points offensifs et défensifs diminués également de moitié (arrondi à l'inférieur).
- Victoire et effet moral : une fois les pertes connues, le camp qui en a subit le moins est déclaré vainqueur et doit se reporter au tableau ci-dessous pour connaître les effets à appliquer sur l'adversaire :

Egalité ou différence de 1	Différence de + de 4	Destruction de l'armée ennemie
Egalité : <i>combat continuera prochain sauf désengagement de l'un des deux camps</i>	<i>le</i> Victoire : l'adversaire (ensemble des unités qui ont subies des dégâts) est repoussé et ébranlé, il ne pourra pas conduire de mouvements à son prochain tour de jeu, occupé qu'il est à renforcer ses positions et réorganiser son dispositif. Il peut par contre combattre normalement.	Victoire totale : <i>le vainqueur est distingué comme un héros</i> l'armée gagne une étoile de compétence (si elle était déjà de 5 étoiles elle gagne +1 supplémentaire au lancer de dé, non-cumulatif en cas d'autre distinction) : un jeton spécifique sera placé par les juges sur l'armée pour chaque distinction obtenue afin d'en matérialiser le compte Si l'armée détruite était la dernière du théâtre alors il s'agit d'une victoire et un round de négociations entre automatiquement en jeu, déterminant les conditions de la capitulation et la continuation éventuelle des combats en guérilla (à l'appréciation des juges). Dans le cas contraire, la guerre continue sur ce théâtre l'armée a simplement été distinguée et sera donc avantagée pour la suite des opérations.

➔ **Contrôle des territoires :**

Les territoires, sont représentés par un quadrillage dans lesquels sont placées les forces de chaque camp en fonction des zones initiales de déploiement (déterminée lors de la transition

³⁴⁵ Attention donc à l'exposition de vos porte-avions qui peuvent rapidement devenir la cible prioritaire de votre adversaire pour amoindrir grandement votre potentiel offensif à moindre coût.

entre les phases pour chaque camp). Une zone est contrôlée de fait par un camp s'il est dans sa zone de déploiement et ce même si aucune unité amie n'est présente.

Un territoire (carré du quadrillage) peut à tout moment être conquis par un belligérant en plaçant une unité dans un espace vide (sans force ennemie) ou en détruisant l'unité adverse qui s'y trouvait et si aucune autre unité ennemie n'est adjacente.

De ce fait, une unité contrôle le carré sur lequel elle est et ceux immédiatement adjacent, si un adversaire pénètre dans l'un de ces carrés, ou bien que son déplacement entraîne une contestation d'un carré de l'adversaire (lorsque deux zones de contrôle des carrés adjacents se rencontrent) alors le combat est automatique et le ou les carrés disputés ne sont sous le contrôle du jour qu'après avoir détruit l'unité adverse.

ATTENTION, dans le cas du contrôle d'un objectif stratégique ou déterminant pour les conditions de victoire (ex : prise d'une capitale), il faut que le contrôle soit effectif à la fin du **tour de jeu** (donc du tour de tous les joueurs³⁴⁶ !) pour que la condition de victoire soit établie.

➔ Ordres de bataille :

Comme énoncé précédemment les ODB complets seront donnés à chaque joueurs en fonction des investissements réalisés dans la phase 1 et des caractéristiques du théâtre où se déroule le conflit afin qu'ils constituent leurs armées dédiées.

Il est à noter, que les adversaires sauront également à disposition un ODB de l'ennemi afin qu'ils puissent organiser leur résistance et déployer des forces en fonction de leurs adversaires.

³⁴⁶ Ceci est essentiel puisque le contrôle d'une zone peut changer plusieurs au cours d'un tour de jeu !

Exemple : les points stratégiques de Singapour objectif de son contrôle est au début du tour sous contrôle singapourien, une armée chinoise entre dans ceux-ci suite à un combat victorieux à son tour, puis est délogée de l'endroit par une flotte américaine et des troupes aéroportées au tour de jeu US, avant d'être finalement reprise par accord diplomatique par l'armée singapourienne qui a dispersé les éléments résiduels chinois par une contre-offensive efficace. Le tour de jeu se conclut, et le contrôle de la ville revient donc à Singapour puisque les derniers en possession du territoire, et ce même si le contrôle a également été exercé durant le tour par les chinois et les américains.

Or, le contrôle de Singapour était une condition de victoire chinoise, sans la règle de contrôle en fin de tour de jeu, il y aurait une victoire chinoise et un arrêt de la guerre au tour chinois, alors que la suite du tour a renversé la situation en faveur du camp US/Singapour.

Toutefois, pour plus de réalisme, la fiabilité et la précision de ces ODB dépendra des actions de renseignement entreprises et de la qualité des moyens mis à disposition de l'acteur. Des informations erronées peuvent donc être disponibles, à cet effet un pourcentage de fiabilité du document remis sera fourni aux joueurs pour qu'ils réalisent leurs projections de manœuvre.

⇒ *Dialogues et interactions :*

Conformément à l'esprit d'une décision à informations restreintes puis d'une guerre simulée de type *kriegspiel*, les dialogues entre groupes sont limités. Ainsi durant la première phase tous les groupes peuvent échanger entre eux mais **uniquement** durant l'intervalle de temps dédié entre les tours de *matrix game*, et dès le *kriegspiel* les conversations ne sont possibles qu'entre alliés d'un même camp ou neutres et jamais avec l'adversaire (sauf canaux officiels représentés par les arguments diplomatiques d'un camp à son tour).

Aucun commentaire ou perturbation n'est de même toléré entre les groupes durant la phase de *kriegspiel* afin de garantir l'équité entre les joueurs et de permettre un déroulé fluide des tours. Tout manquement sera sanctionné par les juges.

Les discussions sont également toujours possibles, et ce durant les deux phases, avec les juges afin de s'assurer d'un point de règle ou pour toute remarque. Il est à noter que les juges ne fourniront pas une aide aux joueurs, ils sont avant tout présent dans un rôle d'encadrement et de contrôle.

⇒ *Place et le rôle des juges*

Le wargame se déroulant en adjudication semi-rigide, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs, ils veillent également à la bonne application des règles et à l'organisation des tours (durée, matérialisation des divers actes, etc.). Ils ont un rôle pivot puisqu'ils sont le cœur de la mise en œuvre et du bon déroulé du wargame durant les deux phases et sont également les pourvoyeurs du dynamisme et des résultats de la simulation.

⇒ **Recueil et analyse des résultats :**

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Dans tous les cas, afin d'assurer au mieux l'exploitation des résultats en vue de l'atteinte des objectifs de recherche de ce wargame, des notes seront prises de même que la phase 2 sera

filmée et/ou photographiée afin de réaliser un débriefing ultérieur à froid et éviter ainsi de perdre des éléments clés de l'analyse.

- ➔ Objectif de l'analyse décisionnelle sous contrainte de temps et stress dans le cadre d'un jeu compétitif à somme nulle :

Pour ce faire un recouplement de données s'avère nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux évolutions du contexte.

- Les éléments de type quantitatif

Il s'agit dans ce cadre des décisions prises par les joueurs au fil des rounds de la première phase de la simulation, ainsi les tableaux remplis par les joueurs pour répondre à chaque problématique, de même que toute note prise par les juges, seront exploités en tant qu'éléments quantitatifs.

- Les éléments de type qualitatifs

En complément des éléments factuels, une appréciation critique qualitative du processus de décision perçu par les juges et ressenti par les joueurs, permet de donner de nouveaux axes de réflexion et d'étude en vue du travail de recherche effectué lors du compte-rendu.

Pour ce faire, chaque groupe sera soumis à un rapide debriefing post-wargame (pouvant se tenir en visio ou par téléphone) avec les membres volontaires, afin de compléter le tableau à suivre qui aura au préalable commencé à être rempli par les juges et l'organisateur de la simulation, et correspondant à un ressenti et des éléments issus des deux phases de la simulation.

Acteur :

Processus de décision apparent identifié par phase (*origine des décisions telle que perçue : chance, pression du temps, choix calculé...*)

Processus de décision perçu par les joueurs au global et par phases (*raisons des choix, perception des menaces, logique d'atteinte des objectifs, rationalité, espérance de gains, etc.*)

Processus de discussion et de gestion du groupe identifié par phase (*imposition d'un leader, consensus, majorité, frictions... et raisons apparentes de ce processus*)

Intervention des juges (*nombre, raisons*)

Vision des joueurs sur la prise de décision stratégique en général et pour chaque phase (*aide des connaissances théoriques, place du hasard, place de la rationalité, points cardinaux de la décision...*)

➔ Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques de Singapour et l'action pratique :

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) l'utilisation inconsciente ou consciente des déterminants sécuritaires de Singapour ainsi que de l'efficacité des divers moyens de sécurité mis en œuvre durant les deux phases. Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges permettra de fonder un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude. Cette étape aura pour but le remplissage des deux tableaux à suivre :

Tableau n°1 : recueil des données concernant la planification durant la phase 2 :

Tour	Camp	Plan/déploiement	Résultats	Concordance entre la planification et l'action
1	Rouge			
	Bleu			
2	Rouge			
	Bleu			
3	Rouge			
	Bleu			
4	Rouge			
	Bleu			
Etc.				

Tableau n°2 : recueil des données concernant la validation des concepts pour la survie de Singapour face à son dilemme de sécurité :

Concepts	Usage réel			Vision des acteurs sur le concept			
	Tours	Camp rouge	Camp bleu	Tours	Utile	Pas utile	Indifférent
Total Defense, Garantie fondamental e des alliances, VS Balance of power...	1			1			
	2			2			
	3			3			
	4			4			
	5						
	Etc.						
Bilan							

B. Note d'exploitation complète d'une des partie jouées

⇒ Objectif de jeu et caractéristiques du wargame

Prenant place dans la réalisation d'une dimension conflictuelle naissante et concernant des acteurs identifiés dans un contexte sécuritaire précis (géopolitique en Asie), les joueurs sont placés au niveau stratégique-politique dans l'incarnation de la cellule décisionnelle d'un Etat. Leurs objectifs sont de ce fait clairs, développer les intérêts de leur pays dans la zone, sans pour autant être retranscrits dans des indications précises afin de laisser une importante liberté aux joueurs.

Toutefois, l'analyse de l'efficacité des concepts ne pouvait se satisfaire d'un type unique de simulation de type kriegspiel puisque les déterminants sécuritaires de Singapour ne sont pas centrés uniquement sur la conduite des opérations militaires mais visent à développer des moyens de renforcer ses capacités avant le début d'un conflit ainsi que de les éviter par le développement de la puissance nationale et la conduite d'actions durant le temps de paix. Aussi, la mise en œuvre d'un wargame hybride a été privilégiée, réunissant deux modes de simulation que sont le matrix game et le kriegspiel, afin de représenter l'ensemble de la dynamique

conflictuelle nécessaire à l'analyse de l'adéquation des concepts de Singapour face au développement de dilemmes de sécurité en Asie. Cette double-logique ayant également pour mérite de développer la mise en situation des joueurs, en particulier en ce qui concerne l'analyse décisionnelle, en variant les types de décision et les contraintes affiliés (pression du temps, importance des frictions, etc.).

⇒ **Game design permettant l'atteinte des objectifs**

Afin d'implémenter de manière pratique ces deux modes de wargames dans une simulation unique, le scénario a été construit en deux phases distinctes. Le lien entre-elles étant effectué dans le cadre d'une continuité des effets et d'une succession temporelle et stratégique, puisque les conséquences de la première phase influent directement et intégralement sur les conflits déclarés et sur les objectifs et capacités des acteurs lors de la seconde. La forte diversité des intérêts géopolitiques dans la région a également conduit à rechercher la représentativité en définissant huit groupes.

La première phase a alors été construite sous la forme d'un *matrix game* compétitif, où chaque groupe se voyait incarner la cellule décisionnelle d'un des Etats et devait définir sous contrainte de temps des actions concrètes mises en œuvre vis-à-vis des investissements militaires à réaliser et du développement des intérêts géopolitiques par le biais d'actions unilatérales ou de conclusion de partenariats. L'ensemble des décisions devenues des faits modifient alors le contexte géopolitique et créent des conséquences qui formeront la trame des conflits de la seconde phase, ainsi que des capacités dont disposent les acteurs pour les conduire.

La seconde phase, réalisant un *kriegspiel* de chaque conflit déclaré (directement par les joueurs ou du fait des conséquences de leurs actions), se concentre sur un jeu plus intuitif avec des tours courts durant lesquels les joueurs agissent à tour de rôle et n'ont de ce fait que le temps d'action des autres pour réfléchir et adapter leurs décisions. Essentiel pour représenter la dynamique conflictuelle, ce type de simulation a en outre l'avantage de démontrer l'efficacité directe des moyens engagés par les Etats, ainsi que de livrer une autre facette de la décision stratégique qu'est l'importance fondamentale de la planification et du déploiement initial (direction stratégique, continuité des efforts) et la capacité d'adaptation sous préavis court.

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 4heures chaque fois et panels de néophytes autant que d'experts) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment la phase deux dont les règles ont été réduites à une expression simple pour garantir une application rapide et une assimilation aisée.

⇒ **Game play**

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par vingt et un joueurs (répartis dans les huit groupes de deux à quatre joueurs) sous l'encadrement de trois juges dont le créateur de la simulation.

La première phase de cinq rounds consécutifs de *matrix game* compétitif a conduit à une évolution lente des tensions jusqu'à une radicalisation au quatrième tour conduisant à l'éclosion de deux zones conflictuelles au sein de la même guerre : un affrontement conventionnel entre la Chine (avec soutien indirect russe) et une alliance composée des Etats-Unis, de Taïwan et du Japon, ayant lieu à la fois dans la baie de Taïwan et dans la mer sino-japonaise.

La seconde phase a donc vu le déploiement des chinois, puis celui des alliés, dans chacune des deux zones, les wargames ont ensuite été joués simultanément. Le rythme élevé de la phase ne laissant que peu de place à la réflexion, la communication entre les joueurs et groupes d'un même camp est rapide et la coordination difficile, a rendu le déploiement initial d'autant plus déterminant dans le succès final. La Chine est alors sortie perdante de l'invasion de Taïwan mais au prix de nombreuses pertes alliées en particulier des forces japonaises sur le second théâtre, un accord de paix asymétrique a alors été conclu à Singapour à la fin du quatrième tour du *Kriegspiel* devant le volume des pertes et les risques d'escalade nucléaire.

➔ Déroulé synthétique de la simulation

- Phase 1 : matrix game compétitif

- **Tour 1**

- Propos généraux :

Le premier tour a été marqué avant tout par la sociologie de groupes et l'adaptation à la logique de gestion de crise. Les groupes ont pris le temps de définir leurs positions, de prendre contact avec l'ensemble des autres acteurs pour « sonder » leurs positions et revendications. Peu d'actions notables ont ainsi émergées, en témoignent des investissements militaire assez limités et peu d'arguments développés pour mener des actions concrètes.

- Déroulé du tour

Conformément au modèle classique du tour initial d'une gestion de crise, les actions de chaque groupe sont plutôt timides, inscrites dans une phase d'observation pour s'adapter ensuite aux actions des autres groupes et tenter de déceler les intentions de chacun.

Les investissements sont limités voire inexistantes pour la plupart des joueurs qui ne font qu'approfondir des capacités générales (renseignement, spatial, cyber). Seul dénote le Vietnam qui cherche à poser les bases d'une base industrielle de défense autonome par la construction d'un réseau de communication sécurisées à horizon 2030 et la mise en œuvre d'usines de production de frégates légères avec aide technique américaine (partenariat conclu – argument consensuel par nature). Au rang des actions, seule la Chine émerge particulièrement avec une politique de *soft power* affirmée par le financement de centres de recherche dans toute la région et la création d'un fond d'aide au développement pour les infrastructures portuaires argument opposé américain de routes de la soie cachées : résolution aux dés favorable à la Chine : entrée en vigueur de ce fond d'aide).

- Résultats et bilan critique

Peu d'actions sont entreprises, et les discussions apparentes sont consensuelles, pourtant le schéma décisionnel fournir laisse déjà émerger des dynamiques significatives. La Chine explore le développement de sa puissance par des volets non-militaires, et le Vietnam cherche à réduire sa dépendance face aux grandes puissances.

- *Tour 2*

- *Propos généraux :*

Les relations entre acteurs restent pour l'heure cordiales avec la soumission uniquement d'arguments consensuels visant à renforcer les alliances et coopérations existantes. Les investissements officiels demeurent limités, même si émergent un ensemble de développements officieux pouvant porter les germes d'un raidissement des rapports géopolitiques :

- Projet de défense antimissile américain à Taïwan sur cinq ans
- Développement des capacités renseignement spatial avec une station dédiée américaine au Japon
- Mise en œuvre d'une capacité antisatellite renforcée par la Chine.

- *Déroulé du tour :*

De nouveaux domaines d'action émergents dans le renforcement des acquis et des partenariats. Les grandes puissances étant plutôt dans une posture attentiste afin de ne donner aucun gage politique à l'adversaire, le développement de son propre camp apparaît comme la solution optimale.

Face à cette posture, l'activisme réside à ce tour dans les petites puissances, notamment avec la formation (sur proposition singapourienne) d'une cellule tripartite –Vietnam, Singapour, Philippines- de lutte contre la piraterie et pour la sécurité dans le Détroit de Malacca.

- *Résultats et bilan critique :*

Le faible nombre d'actions entreprises ne semble pas cette fois lié à des considérations de forme et d'appropriation des mécaniques de la simulation, mais plutôt du fait de positions géopolitiques qui émergent clairement dans le renforcement des alliances et le développement officieux de capacités militaires. La posture prise par les grandes puissances apparaît de ce fait duale, avec un apaisement officiel cherché par la retenue, tout en se préparant au pire par le renforcement des capacités armées selon un axe clair autour de Taïwan.

- **Tour 3**

- **Propos généraux :**

Les oppositions géopolitiques émergent de manière plus directe même si elles se confinent à l'heure actuelle au niveau diplomatique. Les partenariats conclus s'inscrivent ainsi clairement dans une logique de blocs.

- **Déroulé du tour :**

Les investissements se font plus précis et orientés en particulier dans le renforcement des alliances mais cette fois de manière officielle :

- Programme USA/Japon de développement sur cinq ans des capacités de lutte contre les mines marines.
- Achat par la Chine auprès de la Russie d'avions cargos militaires.

Les partenariats diplomatiques sont également plus nombreux, avec en particulier l'acceptation par le Vietnam de la construction d'un port chinois civil et militaire en eaux profondes en trois ans sur son littoral sous condition d'un plan d'aide au développement de 13 milliards de dollars (équivalence du change) sur 5 ans. En outre, les Etats-Unis ont pour leur part signé un accord avec la Corée du Sud et Taïwan portant sur un contrat de fourniture privilégiée de semi-conducteurs.

- **Résultats et bilan critique :**

La dynamique conflictuelle bien que limitée à l'heure actuelle, semble émerger inéluctablement selon un axe d'opposition sino-américain. Les autres acteurs profitant de celle-ci pour développer leurs propres intérêts soit par la conclusion d'accords d'opportunité avec les grandes puissances, soit en usant de leur relative neutralité pour renforcer leurs politiques internes (développement des hautes technologies à Singapour par argument consensuel ; lutte contre la corruption aux Philippines obtenue par jet de dés).

- ***Tour 4***

- **Propos généraux :**

Une explosion conflictuelle brutale est réalisée par un raidissement surprise de la position chinoise renforcée par un ensemble d'investissements officiels explicitement offensifs. Les Etats-Unis surpris par ces actions soudaines restent limités dans leurs moyens de réponse en se concentrant sur les investissements.

- **Déroulé du tour :**

La Chine annonce la préparation d'une flotte pour des exercices massifs dans la baie de Taïwan et la Mer de Chine, proclame une coopération militaire renforcée avec la Russie, et engage des investissements massifs dans les forces amphibies et les capacités missiles de courte et moyenne portée.

Les autres acteurs réalisent surtout des actions en réaction aux arguments chinois en mettant en alerte leur flotte (Corée du Sud, Japon, Taïwan, Etats-Unis), et en concluant des investissements d'urgence : Taïwan dans ses capacités de défense antiaériennes portatives de courte portée, les Etats-Unis dans l'augmentation de ses stocks de munitions guidées et le renforcement des capacités militaires américaines au Japon.

- **Résultats et bilan critique :**

La dynamique conflictuelle éclate selon un modèle de paradoxe de sécurité primaire de course aux armements et de gesticulations militaires entre les grandes puissances. L'absence de mécanismes de décompression et le réarmement massif (dans une logique d'urgence similaire au sursaut européen de 1936) renforçant l'intensité de l'escalade et le risque de conflit ouvert.

- ***Tour 5***

- **Propos généraux :**

L'escalade se développe de manière exponentielle et atteint un point de non-retour suite à l'échec de la médiation singapourienne suivie par la mobilisation massive des forces chinoises autour de Taïwan.

- Déroulée du tour :

Des investissements tous azimuts sont réalisés pour renforcer en urgence les capacités militaires nationales sur des domaines quasi consensuels pour les acteurs des deux blocs (Chine VS Japon, USA, Taïwan) : stocks de munitions, volume des véhicules blindés, formation d'unités de réserviste, constitution de réseaux énergétiques d'urgence (Taïwan).

Les arguments réalisés par les principales puissances sont également explicites dans la dynamique d'une conflictualité générale autour de Taïwan :

- La flotte chinoise est déployée en trois axes : au nord de Taïwan face au Japon, au centre directement face à Taïwan par une mobilisation également des forces terrestres à la frontière, au sud depuis le port réalisé au Vietnam contenant une flotte substantielle de sous-marins et vise à bloquer tout aide depuis le sud.
- La 7^{ème} flotte américaine est mobilisée au nord de Taïwan en partenariat avec la flotte japonaise qui est envoyée en haute mer pour des exercices conjoints.
- L'ensemble des forces taïwanaises est mise en alerte.

En ce qui concerne les autres acteurs, la Corée du Sud s'aligne diplomatiquement sur le bloc américain en annonçant que des sanctions économiques seront prises en cas d'invasion chinoise de Taïwan, les Philippines et le Vietnam revendiquent leur neutralité pour se concentrer sur leur développement interne, tandis que Singapour tente une médiation entre les grandes puissances qui échoue (la Chine refuse de participer, et la conférence est contrariée par un jet de dé défavorable).

- Résultats et bilan critique :

La guerre apparaît comme inévitable selon un scénario qui rappelle l'invasion russe de l'Ukraine, en usant de manœuvres pour rassembler et mobiliser les forces et un encerclement préparatoire pour isoler l'Etat à envahir. Le paradoxe de sécurité, renforcé par la course aux armements, n'a pas pu être endigué par manque de mécanismes d'apaisement et la radicalisation progressive des acteurs. La rationalité poussée à son paroxysme par le joueur chinois démontre ici de manière flagrante la dérive vers la radicalité des positions et l'escalade lorsque la question militaire devient prépondérante et perçue comme le seul moyen d'obtention de gains maximaux.

L'influence des petits Etats dans le cadre de ces oppositions entre grandes puissances apparait ainsi fortement limitée pour endiguer la radicalité des autres acteurs.

- ***Résultats de la phase et bilan critique a priori***

La rationalité des joueurs a joué pleinement dans cette phase, en développant une logique d'action fondée exclusivement sur leurs intérêts aussi bien dans les périodes apaisées (accords commerciaux, investissements ciblés) que lors des phases conflictuelles. Le cas vietnamien est à ce titre révélateur, avec le développement de son économie interne comme prioritaire justifiant l'acceptation d'investissements chinois même en échange d'une utilisation militaire du territoire national par un port qui sera utilisé pour l'invasion de Taïwan.

La stratégie chinoise apparait ainsi particulièrement pertinente dans la construction de son cheminement vers l'invasion de Taïwan, avec une posture initiale de *Soft Power* destinée à faciliter l'objectif militaire par une capacité renforcée d'action au Sud, puis une posture de *hard power* affirmée permettant un renforcement des moyens militaires disponibles au moment de l'invasion.

Au rang de l'étude spécifique de cette simulation portant sur le cas d'étude de Singapour, cette phase aura démontré un bilan paradoxal avec à la fois l'effectivité de la puissance singapourienne qui n'est la cible d'aucune menace géopolitique directe et est reconnue comme puissance régionale, et à la fois une influence relative en cas d'oppositions entre grandes puissances en demeurant un acteur secondaire.

L'interphase est consacrée à l'édition des cartes opérationnelles et à la mise à jour des ordres de bataille des protagonistes d'un conflit unique pour Taïwan. Deux camps sont alors constitués :

- La Chine, qui sera soutenue économiquement et logistiquement par la Russie.
- Taïwan, les Etats-Unis et le Japon, qui seront soutenus économiquement (par le biais de sanctions contre la Chine) par la Corée du Sud.

- Phase 2 : Kriegspiel pour Taïwan
 - **Déploiement**

En l'absence d'une manifestation d'actions armées de la part des acteurs du sud de la zone, le blocus chinois effectué au sud de Taïwan depuis le Vietnam est réputé efficace.

Deux zones opérationnelles sont ainsi définies :

- Au nord : un affrontement maritime entre la Chine et la coalition Etats-Unis/Japon
- Au centre : sur Taïwan directement, un affrontement au tour premier uniquement entre la Chine et Taïwan

- **Tour 1**

- Résumé du tour :

Les américains profitant de la nécessaire dilution des forces navales chinoises sur deux fronts, concentrent leur flotte et le soutien aérien des bases avancées pour effectuer une percée dans le flanc droit de la flotte chinoise et passer au théâtre plus au sud afin de se porter au secours de Taïwan. La manœuvre fonctionne relativement bien mais au prix de l'utilisation de la flotte Japonaise comme force de fixation pour faire écran pendant la percée américaine. Si cette stratégie a été définie entre alliés en amont, le joueur nippon accepte par cette action de très lourdes pertes (même si des pertes sont également élevées côté chinois).

Sur le second théâtre l'opération initiale chinoise consiste en une forte concentration des feux pour réduire au maximum les capacités défensives ennemies. Bien que les pertes taïwanaises soient lourdes, les investissements ciblés sur les capacités d'interception dans la phase 1 portent leurs fruits et minorent grandement les pertes stratégiques.

- Résultats et bilan critique :

L'assaut chinois fonctionne à ce tour relativement bien en réduisant le potentiel du défenseur, toutefois la percée américaine qui est payant permet de rompre l'isolement entre les deux fronts et va contrarier directement le plan chinois. Les actions internationales pour leur part ont tendance à se neutraliser puisque les sanctions mises en place par la Corée du Sud sont contrebalancées par une augmentation de l'aide russe.

- **Tour 2**

- Résumé du tour :

Le joueur chinois entre dans le moment de son effet majeur, en cherchant à isoler les renforts potentiels et à lancer la phase de débarquement. Pour ce faire, un effort est porté sur la destruction de la flotte japonaise par les forces aux nord pour prendre en tenaille les américains qui sont pour le moment fixés par une maigre portion de la flotte chinoise du centre, le reste des capacités navales étant dédiées à la protection des moyens de débarquement et aux frappes de destruction des défenses de l'île. Une première phase de débarquement est également conduite, qui aboutit à la constitution d'une tête de pont au sud de Taïwan, même si elle s'avère rapidement encerclée.

La flotte japonaise subit de forts dégâts mais reste fermement ancrée au combat et inflige en retour des pertes notables au camp chinois fixant toujours le front nord. Sur le front central, la flotte américaine démontre toute sa puissance en détruisant rapidement le cordon de fixation chinois et en délivrant les premiers feux de soutien à Taïwan en détruisant quelques avions chinois.

- Résultats et bilan critique :

Bien que les dégâts subis ne soient pas critiques, la stratégie chinoise apparaît compromise dans ces deux axes opérationnels majeurs :

- Destruction de la flotte nipponne pour reprise de contact et fixation de la flotte américaine isolant Taïwan
- Destruction des défenses taïwanaises par concentration massive de feux permettant un assaut amphibie décisif

La résistance taïwanaise et les succès américains permis par le sacrifice japonais contredisent de fait ces volontés.

Au rang des autres acteurs, aucune action notable n'est relevée.

- ***Tour 3***

- Déroulé du tour :

Le péril gronde à Pékin :

- Sur le théâtre nord, l'excellence de la marine japonaise (bons jets de dés et coordination interarmes efficace) rééquilibre le rapport de forces et fait craindre non-seulement l'impossibilité de percée chinoise mais également la possibilité d'une défaite.
- Sur le théâtre central, la flotte américaine termine la destruction de son vis-à-vis et procède désormais à l'engagement du reste de la flotte chinoise réduisant sa capacité à protéger le déploiement amphibie.

La Chine hâte donc sa manœuvre et enclenche l'assaut amphibie massif, jouant le tout pour le tout, et malgré les pertes massives une seconde tête de pont (bien plus large que la première) est établie, celle au sud a pour sa part cédée face aux assauts de l'armée taïwanaise.

- Résultats et bilan critique :

La stratégie chinoise apparaît vouée à l'échec sauf gain décisif rapide, l'acteur au lieu d'opter pour une vision des pertes minimales (proposition de médiation, posture défensive) choisit une logique des gains maximaux pour forcer la décision et imposer le fait accompli, un risque très élevé contraire à la dynamique des opérations.

Au plan des autres acteurs, la main tendue de Singapour apparaît ce tour-ci plus audible du fait de la tournure des événements et des nombreuses pertes accumulées, une voie de sortie diplomatique semble ainsi émerger.

- ***Tour 4***

- Déroulé du tour :

La flotte américaine fait de nouveau des merveilles et impose aux chinois de concentrer une part très importante de leurs moyens à son interception sous peine d'une destruction des capacités de débarquement. Face à la baisse de pression ainsi constatée, la défense terrestre taïwanaise est plus efficace et contient la tête de pont centrale tout en détruisant définitivement celle au sud. En outre, de nombreuses capacités de débarquement sont détruites avant même leur arrivée sur l'île.

Les pertes chinoises stratégiques s'accumulent et les espoirs d'amélioration s'envolent puisque plus au nord les flottes chinoises et japonaises continuent de se neutraliser n'offrant aucun moyen de renfort. Face à cette situation, la Chine accepte la médiation singapourienne et entre en négociation avec les autres acteurs pour aboutir à un cessez-le-feu. Un accord est ensuite rapidement conclu, mettant fin à la guerre et donc à cette deuxième phase.

- Résultats et bilan critique :

L'échec de la percée terrestre et de la destruction de la flotte japonaise ont condamné à l'échec l'opération chinoise, la forçant à la négociation pour éviter une défaite apparaissant comme dès lors inéluctable.

- *Résultats de la phase et bilan critique a priori*

La plupart des dynamiques opérationnelles et des résultats constatés sont issus et conditionnés par le déploiement initial chinois, exprimant une fois de plus un lien de cause à effet entre planification rationnelle et obtention de gains.

En effet, si l'option stratégique chinoise apparaissait pertinente en théorie par un isolement de Taïwan et une concentration sur un assaut amphibie décisif permis par un rapport de force favorable et la destruction des capacités défensives ennemies, elle était en pratique extrêmement risquée. Ainsi, elle suppose une posture offensive absolue nécessitant un résultat décisif très rapide (à l'inverse d'une stratégie reposant sur une victoire dans la durée par une posture défensive fondée sur l'épuisement de l'adversaire puis la contre-offensive ou alors sur une victoire en cascade théâtre par théâtre) qui est conditionné à des présupposés difficiles à garantir :

- Un *containment* parfait des flottes japonaises et américaines (échec dès le tour 1) ou une destruction rapide de la flotte japonaise pour fixer en suite les capacités américaines
- Une destruction massive des capacités défensives de l'île par des frappes décisives permettant un assaut amphibie unique sans contrainte

Ce plan a alors été contrecarré dès les premiers instants, et n'a cessé de connaître des déconvenues (résistance très élevée des capacités japonaises et taïwanaises, succès des moyens américaines) jusqu'à l'échec final, faisant de la voie diplomatique la seule porte de sortie viable

même si l'accord final est défavorable au joueurs chinois (reconnaissance de l'autonomie de Taïwan, réparations de guerre versées aux Etats-Unis et au Japon).

Cette voie diplomatique permet d'ailleurs d'introduire l'analyse du cas d'étude de cette simulation qu'est Singapour, en démontrant de nouveau un paradoxe entre puissance régionale affirmée et acteur incontournable des médiations diplomatiques, et un maintien dans le statut de puissance secondaire qui n'a que peu d'influence hormis diplomatique (et encore conditionnée au bon vouloir des belligérants) et de poids réel en cas d'opposition directe entre grandes puissances.

➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire, un recoupement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant la première phase par l'usage des tableaux remplis pour exprimer leurs arguments et définir leurs investissements, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes à chaque tour. En ce qui concerne la seconde phase, des prises de notes et photos prises pendant le jeu ont permis d'analyser chaque action durant les quatre tours ainsi que le déploiement.

En complément de ces éléments factuels d'ordre quantitatif et d'étude qualitative à chaud, une appréciation critique postérieure du processus de décision perçu par les juges et ressenti par les

joueurs a été conduite permettant d'ouvrir de nouveaux axes de réflexion. Pour ce faire, chaque joueur a été soumis à un débriefing à chaud post-wargame.

De même, en ce qui concerne l'objectif de recherche affilié à l'usage et l'efficacité des concepts de Singapour dans sa capacité à devenir une puissance régionale et à exercer une diffusion suffisante pour éviter la création de dilemmes de sécurité malgré une hausse des tensions dans la région, une analyse qualitative a été conduite. Elle repose sur un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges, permettant de fonder un point moyen pertinent.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisation de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est *in fine* fourni, base de l'exploitation des résultats, ainsi qu'un recueil concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficacité et d'améliorer les expériences de jeu par la suite.

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

- Expression des résultats (concernant la place de Singapour dans les équilibres régionaux et la pertinence des concepts développés)

Concepts et éléments de Grande Stratégie		<i>Total defense, comprehensive security approach...</i>		
Estimation	Indispensables	Très utiles	Utiles	Peu utiles
Nombre de joueurs	1	19	1	0
Raisons évoquées	Seul voie pour assurer l'indépendance et obtenir une capacité de dissuasion réelle face aux grandes puissances	Les concepts sont manifestement à l'origine du statut de puissance régionale de Singapour et de garantie de l'indépendance,	Manifestement utiles pour assurer l'indépendance mais avec un poids faible dans les oppositions entre	Sans objet

		toutefois le faible impact en cas d'oppositions entre grandes puissances relativise la capacité de cet acteur à devenir une grande puissance	grandes puissances et pour peser sur les enjeux régionaux	
Bilan	Les joueurs ont exprimé une validation des concepts de Singapour et de son accession au statut de puissance régionale. Toutefois, une limite est également clairement relevée puisque en l'absence d'un statut de grande puissance reconnu, l'acteur reste secondaire dans les grandes questions régionales et en cas d'affrontements entre grandes puissances, démontrant une limite structurelle au développement de la puissance d'un petit Etat.			

- Analyse critique et réponse aux objectifs de recherche

Les résultats exprimés mettent en exergue un consensus quant à la reconnaissance de l'efficacité de la doctrine de Singapour, lui offrant un statut de leader local, et réduisant drastiquement les menaces rencontrées. Le tout étant lié à une diplomatie active et une position reconnue de médiateur neutre, et à une puissance militaire avérée permettant une capacité de dissuasion réelle minorant les risques d'annexion malgré le contrôle d'une zone clé potentiellement crisogène (détroit de Malacca).

Toutefois, sont également exprimées par cette simulation, les limites du modèle singapourien qui maintient l'acteur –malgré les nombreux succès engrangés– dans un rôle secondaire en cas d'affrontements ou oppositions entre les grandes puissances.

⇒ Conclusion/enseignements de cette simulation

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'analyse décisionnelle et l'efficacité des concepts doctrinaux des Singapour face à une augmentation des tensions dans la région géopolitique de l'acteur.

Il est par conséquent temps d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs, collectés lors des entretiens postérieurs à la simulation.

➔ Enseignements concernant le game design (type de simulation et considérations sur la forme)

La non-participation de certains Etats au *Kriegspiel*, bien que réaliste imposait aux joueurs concernés une attente longue durant la seconde phase. Une mécanique de jeu permettant de mener des actions ou de contrôler certains aspects de l'affrontement serait appréciée. De même, l'absence d'un *kriegspiel* sur Singapour est préjudiciable pour un test de ses capacités a priori.

Prenant en compte ces éléments, les auteurs de la simulation expriment leur volonté de ne pas créer de biais, l'absence de conflits et de menaces sur Singapour sont en soit des réponses aux hypothèses théoriques et à la Grande Stratégie développée par cet acteur, aussi la création artificielle d'un conflit à Singapour n'est pas une option valable. Par contre en ce qui concerne les acteurs non-belligérants des règles seront ajoutées pour leur permettre une situation plus active (jets de dés, aide au juges, phases diplomatiques plus actives et profondes...).

➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

Les résultats exprimés sont clairs, validant les présupposées théoriques initiaux d'une adéquation de la Doctrine et de la Grande Stratégie singapourienne avec une capacité de dissuasion forte minorant les dilemmes de sécurité possibles et faisant de l'acteur une puissance régionale reconnue. Toutefois, le caractère de puissance est minoré par un statut qui demeure secondaire vis-à-vis des oppositions entre grandes puissances, et qui apparait difficile à dépasser et ce quels que soient les succès engrangés précédemment.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'un résultat isolé est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que six parties ont été réalisées, les résultats compte-tenu de la forme des *matrix games* sont à la fois divergeant et convergeant : divergeant dans le contenu des scénarios établis et des engagements créés par joueurs à chaque simulation ; convergeant dans les résultats appliqués au cas d'étude qu'est Singapour dans l'expression de sa Grande Stratégie au niveau régional. Ainsi, si des divergences sont constatées, elles appartiennent à des catégories claires qui se distinguent selon les conflits créés, mais pas dans le rôle tenu par Singapour : en l'occurrence 3 simulations ont conduit à un affrontement unique pour Taïwan, 2 simulations ont connu des affrontements multiples à Taïwan et autour des Philippines, (engagements mineurs pour des disputes de souveraineté sur les zones économiques exclusives) tandis que 1 simulation s'est achevée sans déclencher de conflit malgré une hausse progressive des tensions.

Toutefois, loin de remettre en cause le postulat des autres simulations, cette différence de résultats ne fait que confirmer les déterminants de la capacité de dissuasion de Singapour et son accession au statut de puissance régionale. Ce consensus des conclusions tirées, malgré la divergence des résultats bruts, ne doit cependant pas trouver une dimension prophétique, ainsi que la méthodologie du wargaming nous l'enseigne, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmer les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus.

De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°1 du cas d'étude de Singapour : <i>Matrix game</i> et <i>kriegspiel</i>		
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation
6	Panel hétérogène de testeurs composé de spécialistes et de néophytes : 3 parties Panel de néophyte étudiant (connaissance globales sur le sujet mais non-experts et peu	Seconde partie du panel d'experts

	confrontés à l'usage du wargaming) : 1 partie Experts sur les questions géopolitiques mais non-wargamers : 2 parties (conférence Archipel)			
Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON		
	Divergents par catégories claires	OUI – NON	Nom de la catégorie	Guerre pour Taïwan
			Nombre de parties	3
			Caractéristiques de la catégorie	<p><i>Dans les trois cas la montée des tensions est provoquée par l'activisme chinois (direct ou indirect) qui tente d'isoler Taïwan pour mener ensuite une opération militaire directe fulgurante devant conduire à un succès décisif imposant le fait accompli.</i></p> <p><i>Dans les trois cas, la défaite chinoise lors du Kriegspiel s'explique à une faiblesse des moyens pour conduire une guerre majeure face à une coalition (échec relatif de l'isolement de Taïwan qui n'est pas privée de soutien, et seulement encerclée géographiquement), et ce même en cas d'économie préparée minutieusement pour la guerre durant toute la phase de matrix game (1 cas sur 3).</i></p> <p><i>Dans les trois cas, Singapour n'interfère qu'à la marge, reléguée à un rôle secondaire face à l'affrontement des grandes puissances. Si l'acteur n'est pas directement menacé il est cantonné à une fonction de médiation (au bon vouloir des grandes puissances)</i></p>
			Nom de la catégorie	Guerres Pour Taïwan et la ZEE autour des Philippines
Nombre de parties	2			

			<p>Caractéristiques de la catégorie</p>	<p><i>Les deux parties ont suivi un schéma classique de montée progressive des tensions par l'opposition entre grandes puissances (Chine-USA) autour de Taïwan.</i></p> <p><i>Dans l'une des parties, l'affrontement dans la ZEE des Philippines est directement lié à l'affaire de Taïwan et est pensé en tant que blocus de la zone suite à la décision des Philippines d'apporter un soutien à Taïwan ; dans l'autre partie l'affrontement provient d'une querelle géopolitique isolée avec une montée graduelle des tensions suite à la volonté philippine de renforcer la souveraineté sur sa ZEE.</i></p> <p><i>Dans les deux cas, le Chine a connu une défaite dans l'invasion de Taïwan du fait de la puissance trop importante des coalitions affrontées ; tandis qu'à l'inverse en mer des Philippines la victoire chinoise est rapide dans les deux cas du fait d'un différentiel important de puissance qui pousse très rapidement l'acteur philippin au compromis.</i></p> <p><i>Singapour possède dans ces simulations une importance plus grande, puisqu'il est directement impliqué dans la résolution du conflit Philippin (force d'interposition, mobilisation de l'ASEAN, médiateur...) même s'il reste secondaire dans le cas de la guerre à Taïwan.</i></p>
	<p>Nom de la catégorie</p>	<p>Absence de conflit</p>		
	<p>Nombre de parties</p>	<p>1</p>		
	<p>Caractéristiques de la catégorie</p>	<p><i>La posture très défensive des participants a conduit à des actions mesurées et prudentes par peur de création de l'escalade, faisant émerger des tensions graduelles mais toujours contenues.</i></p>		

				<i>Dans ce cadre, Singapour a été un acteur local essentiel en développant ses activités autour du Détroit de Malacca, même s'il a été peu actif au plan régional en particulier lorsque les grandes puissances étaient impliquées.</i>
	Divergents par résultats éclatés	OUI – NON		
Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)		
	Confirmation des hypothèses théoriques principales concernant la Grande Stratégie de Singapour : capacité réelle de dissuasion par puissance militaire reconnue et poids diplomatique certain. Mais relativisme du statut de puissance régionale, du fait d'un rôle secondaire dans les équilibres régionaux dès lors qu'ils impliquent des grandes puissances.	Efficience du modèle de Singapour pour acquérir un statut de puissance et développer une capacité de survie autonome crédible par les seuls moyens nationaux permettant de diminuer voire annuler les dilemmes de sécurité initiaux et futurs. Toutefois, émergent clairement des limites structurelles à la puissance puisque le statut de petite-Etat empêche Singapour (dans le contexte étudié) de devenir une grande puissance. L'acteur est ainsi maintenu dans un rôle secondaire lors des oppositions entre grandes puissances, impliquant que la capacité à transcender le statut de petite puissance est donc à minorer et ce indépendamment des succès engrangés.		

Ce premier wargame consacré à Singapour, centré sur son positionnement régional dans le cadre des oppositions géopolitiques en Asie, aura permis une confirmation des principaux postulats doctrinaux du cas d'étude. La dynamique grande stratégique de développement en autonome d'une sécurité suffisante permettant de réduire les dilemmes de sécurité et d'obtenir un statu régional, est confirmée.

Néanmoins, la mise en œuvre de ces simulations met en lumière le maintien de limites structurelles au statut de petit-Etat qui relativisent la capacité à transcender le statut de petite puissance, en particulier par la tenue d'un rôle secondaire dans les oppositions entre grandes puissance. Les succès par la Grande Stratégie apparaissent de ce fait conditionnés aux moyens initiaux et limités à un statut de puissance moyenne, malgré un nombre élevé de succès obtenus.

2.1.3. Simulation n°2 : Red team

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Etant un scénario construit uniquement dans le but d'une validation pratique des présupposés de thèse, l'enjeu de cette expérimentation de type *red team* réside dans le test de l'efficacité des inclinaisons doctrinales de Singapour face à des problématiques stratégiques diverses.

➔ Objectifs de recherche :

Etude de l'adéquation des concepts théoriques avec l'usage pratique et de leur efficacité dans la garantie de sécurité de Singapour face à l'évolution des menaces portant sur la puissance économique et la stabilité interne du pays qui sont exprimées en tant que garantie fondamentale de survie. Le *red team* est ainsi utilisé en tant que mode de wargame le plus adapté à une réflexion en profondeur et dans la mobilisation des joueurs pour mettre en balance des concepts doctrinaux.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Simple : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Scénario réalisé en une phase unique de <i>red team</i> découpée en deux blocs de trois rounds 	1 étape de 2h30 découpée en deux blocs de trois rounds de 25min pour une réflexion sous contrainte de temps et maximisant la nécessité d'adaptation dans l'urgence et de gestion de la sociologie de groupe

⇒ Scénario, acteurs, objectifs

➔ Présentation du contexte :

La présente simulation étant construite sous la forme d'un *red team* il n'y a pas de scénario à part entière mais bien une mise en contexte générale qui concerne les déterminants stratégiques de l'acteur ainsi que les menaces perçues. Le wargame conduit dans ce cadre se fonde ainsi sur

la réalisation des menaces sécuritaires et risques projetés par Singapour afin de tester l'efficacité de ses mécanismes doctrinaux et pratiques de défense et de production de sécurité.

➔ **Eléments cardinaux du contexte :**

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent appréhender l'acteur qu'ils vont incarner et analyser stratégiquement le contexte pour déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition :

Le *red team* étant une simulation collaborative à somme non-nulle il n'y a pas de confrontation entre groupes, mais un groupe unique de joueurs face aux juges et à l'introduction de nouvelles problématiques stratégiques. Le panel constitué sera ainsi compris entre 10 et 25 joueurs en fonction des types de joueurs et des besoins de diversité.

Timeline :

La simulation n'a pas de timeline précise, mais souscrit à une continuité entre les rounds, avec des problématiques obligeant à une adaptation du schéma de réflexion. En ce sens, une arborescence est produite en amont pour les juges en fonction des orientations principales fournies par les joueurs à la fin de chaque round, et ce pour les deux blocs.

La simulation d'une durée de 2h30 est ainsi construite sur deux blocs de trois rounds de 20min, entrecoupés de 5min d'exploitation par les juges et de production des résultats.

Biais sélectionnés :

- Afin d'éviter tout blocage par une menace directe ou une fin prématurée du scénario, l'usage des ADM est interdit. La simulation considère ainsi que la dissuasion par MAD (*Mutual Assured Destruction*) opère entre les différents Etats.
- Les alliés de Singapour et autres acteurs de la région ne sont pas incarnés, toutefois les joueurs sont sensés intégrer ceux-ci dans leurs décisions (ex : proposition de partenariat militaire renforcé) et prévoir leurs réactions lorsqu'ils décident d'actions à entreprendre pour répondre aux problématiques soulevées.

Hormis ces limitations toutes les décisions possibles peuvent être prises par les joueurs au plan politique (de même que dans le choix des moyens mobilisés), et ce afin de garantir une étude optimale du processus décisionnel.

Attitudes :

L'ensemble des présupposés censés être intégrés par les joueurs dans ce scénario correspondent aux dynamiques d'alliances et aux tensions actuelles générales dans la région.

Toutefois, afin de favoriser le travail individuel des joueurs, notamment dans l'objectif de lier la connaissance avec la qualité de la décision, la véritable plus-value consiste dans le travail et la connaissance des objectifs et actions possibles pour le groupe incarné. Tous ces éléments viendront à la fois de l'analyse de ce livret de jeu, de l'étude de la question du round I de chaque bloc et des connaissances personnelles des joueurs sur les dynamiques conflictuelles en Asie et sur les divers déterminants économiques fondamentaux de Singapour.

En ce qui concerne les éléments fournis dans ce livret de jeu, une contextualisation rapide des présupposés théoriques et doctrinaux de Singapour est présentée ci-dessous. Il est à noter qu'elle provient du travail de thèse effectué par l'auteur de ce wargame (pp. 195-197 et 207-212), disposition logique puisque ladite simulation est construite pour en valider les présupposés théoriques.

1. La culture stratégique de Singapour et son influence

La pensée stratégique de Singapour dénote par la profondeur de sa réflexion et la densité de sa production conceptuelle. Le pays rentre ainsi dans le cadre d'une grande puissance qui définit à chaque changement d'époque les menaces anticipées, les objectifs stratégiques et la structure doctrinale et conceptuelle pour y répondre, tout en conservant l'orientation générale historique. C'est donc la pertinence et la complétude très précoce de la vision stratégique de Singapour qui lui a permis de maintenir un cap historique n'entraînant que des modifications particulières et approfondissements en fonction de l'apparition de nouvelles menaces ou d'un changement d'intensité dans les menaces historiques. Par voie de conséquences, le socle théorique fondamental et originel, c'est-à-dire la culture stratégique du pays, est à la base de tout

développement grand stratégique ultérieur. Il apparaît donc primordial d'en caractériser les contours précis, synthèse des évolutions doctrinales historiques.

L'étude historique de ce pays démontre une pensée stratégique précoce du fait d'une aide et inspiration d'autres petits-Etats ayant dû faire face aux mêmes impératifs sécuritaires. L'aide d'Israël aura alors influencé le choix d'une Grande Stratégie autonome centrée sur deux concepts complémentaires : *Total Defense* et *Self-Reliance*.

Ce socle fondamental a permis d'orienter l'action interne et internationale de Singapour vers un développement de toutes les composantes comme un apport pour la sécurité, et en devant impérativement produire en autonome les moyens de sa survie. Trois domaines stratégiques pérennes caractérisent ainsi l'action stratégique de Singapour :

- La cohésion nationale : par la création d'une identité commune à partir de la multiculturalité, la fondation d'un mode de vie attractif, et l'invention d'un sentiment national.
- L'indépendance militaire : par la création d'une armée nationale complète et pouvant assurer la défense de l'île seule. Les différentes évolutions historiques, permettant au fil de l'acquisition des capacités et compétences opérationnelles, définissant un modèle cumulatif en trois éléments : une défense urbaine intégrée produisant des coûts prohibitifs à l'adversaire (dissuasion conventionnelle), une offensive à l'étranger proche pour perturber l'action adverse, et enfin dans le dernier stade des capacités techniques nationales une offensive-éclair préemptive fondée sur la supériorité technologique pour désarmer l'adversaire.
- La puissance par l'économie : en développant l'atout du carrefour commercial du Détroit de Malacca par la fondation d'un hub portuaire mondial, et l'investissement dans une politique d'éducation à même de se placer sur les secteurs à haute valeur ajouté (finance, technologie, etc.).

Le tout renforcé par un activisme diplomatique utilisé comme un appui à la sécurité par le renforcement de la stabilité régionale, et la multiplication des partenariats bilatéraux.

Émerge ainsi un socle cohérent et complet de pensée stratégique, qui s'institutionnalise progressivement pour la fondation d'une Doctrine officielle claire et durable. La *Total Defense*

devient ainsi un marqueur affirmé de la vision internationale et stratégique de Singapour³⁴⁷, qui développe et diffuse directement sa Grande Stratégie selon une logique de sécurité interne mais également de projection de puissance avec un rayonnement régional voire mondial (finance, flux maritimes).

2. La doctrine

➤ Concepts clés :

Il s'agit ici d'insister sur le volet militaire qui est particulièrement prolix (formant d'ailleurs une part importante de l'apport des concepts des petites puissances à la généalogie stratégique et pouvant servir d'inspiration aux grandes puissances) en réalisant une synthèse conceptuelle.

La doctrine et les concepts militaires singapouriens s'incarnent de ce fait dans la déclinaison de la *Total Defense* et la *Self-Reliance* décrivant cinq domaines d'actions pratiques :

1. Total Defense :

L'objectif de ce concept est dès la création de l'Etat en 1965 de pouvoir lier tous les secteurs de la société pouvant concourir à la sécurité par la défense (technologie, recherche, forces armées) ou par la puissance (économie, social), etc. L'objectif primordial étant de produire à la fois une dissuasion conventionnelle crédible et de fonder une résilience globale par la cohésion nationale et la conscription.

2. Self-Reliance :

Manifestation concrète de la *Total* défense, le concept de *Self-Reliance* fonde l'orientation stratégique élémentaire de Singapour qu'est la production de sécurité par soi-même. Cette inclinaison est bien plus qu'une rhétorique puisqu'elle conduit à développer l'ensemble des moyens de la puissance dans cette voie, avec deux directions complémentaires : la construction des moyens de la puissance par le développement de l'économie et l'acquisition de secteurs de haute technologie en particulier au plan militaire ; une consolidation de la puissance par la

³⁴⁷ MINDEF Singapore, "Total Defense", mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>.

diplomatie permettant l'intégration régionale et la multiplication des liens bilatéraux avec les grandes puissances.

3. Implications pratiques de la mise en œuvre des deux concepts :

L'application de la *Self-Reliance* en tant que fil rouge de la doctrine conduit à développer très tôt cinq éléments de la puissance et de la production de sécurité :

- Haut niveau de dépenses militaires (priorité à la haute technologie) et maintenu dans la durée afin de combler rapidement le déficit capacitaire puis d'assurer la supériorité qualitative.
- Diplomatie d'appui à la sécurité : par la multiplication des partenariats de défense au plan opérationnel et industriel.
- Supériorité opérationnelle permise par une haute intégration des forces.
- Gap technique : au plan économique et militaire pour assurer un leadership et donc une sécurité régionale.
- Puissance économique pour renforcer l'indépendance et financer le système de défense fondé sur les dépenses élevées et le développement de haute technologie.

Une fois ces éléments clairement mis en exergue, le dynamisme doctrinal de Singapour n'est pas pour autant épuisé et se développe également au plan militaire selon les mêmes critères en intégrant les innovations opérationnelles et des capacités futures, le tout pour assurer une victoire rapide exploitant l'intégration des forces et l'avance technologique.

Ces éléments étant synthétisés dans le schéma suivant :



➤ Prescriptions pour chaque domaine :

La mise en œuvre de la Doctrine contemporaine s'incarne dans la poursuite des trois piliers qui ont assuré la maximisation des intérêts depuis 1965 : militaire, économique, diplomatique. Au plan militaire la prescription se concentre sur l'indépendance dans la mise en œuvre d'une défense intégrée (*Total Defense*) et autonome (*Self-Reliance*). Au plan diplomatique l'orientation est centrée sur une politique de *Balance of power*. Au plan économique l'ambition d'un développement constant pour assurer une économie riche est centrée sur la financiarisation et la fondation d'un hub économique mondial (hub portuaire notamment).

➤ Actions mises en œuvre :

- Au plan militaire : modernisation accélérée des forces (SAF 2030) et concrétisation progressive de la dynamique de numérisation par la souscription au modèle Multi-Domain Operations.
- Au plan diplomatique : multiplication des actions de médiation pour une influence mondiale, celle entre la Corée du Nord et les Etats-Unis étant la plus emblématique, et développement des alliances et partenariats bilatéraux.
- Au plan économique : développement de secteurs de haute technologie, avec par exemple la création en 2011 du *future systems and technology directorate* et du conglomérat *singapore technologies engineering*. Poursuite de la politique historique d'investissement dans les secteurs à haute valeur ajoutée.

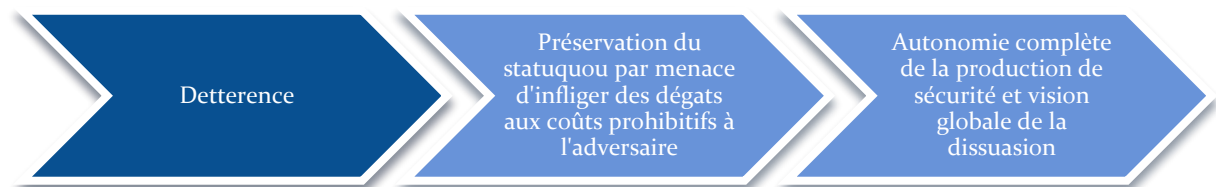
➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

La Doctrine de Singapour est fondamentalement de seconde catégorie c'est-à-dire dissuasive. Elle entend en effet, préserver les acquis ou le statuquo en dissuadant l'adversaire d'agir sous peine de lui infliger des dommages prohibitifs aux vues des gains espérés, par une défense

territoriale intégrée, l'interdépendance économique³⁴⁸, et une capacité à réaliser une offensive préemptive désarmant l'adversaire.

Il s'agit en l'espèce d'une doctrine de dissuasion classique mettant en exergue la sécurité et le pouvoir dissuasif par les seules capacités nationales. La particularité provient alors de la dimension globale de la dissuasion, qui ne repose pas sur une composante unique comme dans le cas du nucléaire, mais bien sur l'ensemble des domaines de la puissance, allant de l'interdépendance diplomatique aux forces armées, en passant par la puissance économique.

De manière schématique la Doctrine de Singapour selon la taxinomie de la Posen s'illustre comme suit :



3. Grande Stratégie/Vision stratégique

➤ Vision stratégique :

Impératif de survie toujours présent mais surtout poursuite d'une vision stratégique historique présente depuis l'indépendance par le développement de la puissance centrée autour de la Deterrence par le renforcement des capacités nationales.

➤ Champs d'action :

3 piliers historiques, complétés au besoin d'une composante interne de renforcement de la cohésion nationale :

- Militaire : défense autonome de haute technologie.
- Diplomatique : développement des structures multilatérales, neutralité géopolitique, multiples partenariats bilatéraux.

³⁴⁸ Une interruption des flux sur le Déroit de Malacca, de même qu'une destruction de la place boursière singapourienne entrainerait une crise économique majeure.

- Economie : mise en place d'une structure d'économie développée centrée sur la financiarisation, la technologie et les services à haute valeur ajoutée.

➤ **Éléments/concepts clés :**

Deter or defeat, comprehensive security approach, total defense, self-reliance, balance of power, hub économique, triptyque militaire devenu grand stratégique (“poisonous shrimp”, “porcupine”, “dolphin”).

➤ **Coordination des domaines :**

Grande Stratégie historique et permanente, rapidement formalisée et reposant sur une balance entre quatre domaines complémentaires : cohésion nationale, développement économique, développement diplomatique, et développement militaire. Les évolutions doctrinales et de la pensée stratégique étant par conséquent des adaptations en fonction des différentes étapes d'évolution capacitaire et de la fluctuation de l'intensité des menaces.

➔ **Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :**

Le wargame complet dure 3h réparti en deux blocs de trois rounds et un ensemble de procédures générales propres au wargaming.

Ainsi de manière détaillée la répartition de l'évènement se traduit comme suit :

- Accueil des joueurs, présentation logistique et répartition dans les groupes (10min) : non-pris en compte dans les 2h de la simulation.
- Briefing introductif (15min) : rappel des éléments cardinaux de la simulation, des règles, et du déroulé de la de simulation. Réponse aux ultimes questions.
- Conduite de la simulation (2h30) : cellule de crise du groupe, qui définit ses objectifs, plan d'action, réactions aux actions des ennemis potentiels, etc. en fonction des problématiques soumises par les juges. Ce travail sur deux blocs est réparti au sein de chaque bloc en trois rounds de 20min de réflexion et 5min de pause pendant lesquelles les juges produisent leurs résultats et définissent les problématiques suivantes.

- Conclusion du wargame (15min) : expression et explication des résultats, bilan tiré sur le wargame, réponses aux ultimes questions, présentation du compte-rendu à venir et de l'exploitation des résultats.

Le matériel exigé pour chaque joueur se réduit à disposer de quoi prendre des notes et d'une montre pour la gestion du temps.

➔ Objectifs des joueurs :

Il s'agit de produire le maximum de décisions et actions concrètes pour permettre à Singapour de répondre aux problématiques stratégiques qui lui sont posées. La qualité du travail des joueurs sera évaluée dans leur pertinence et crédibilité vis-à-vis du schéma doctrinal singapourien et de leur réalisation effective compte-tenu du contexte régional actuel et des moyens à disposition du pays.

⇒ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame centré sur une décision rapide en coopération, la simulation est d'adjudication libre et présente de ce fait peu de règles. Ces dernières seront centrées sur les principes fondamentaux des rounds, les interactions entre les joueurs et les relations avec les juges.

Tours de jeu et structure de la simulation

- Structure générale de la simulation

La simulation dure deux blocs de trois rounds consécutifs de 20min de réflexion, durant lesquels les joueurs doivent répondre à des problématiques stratégiques en remplissant un tableau d'actions et décisions clés.

- Déroulé concret des rounds

Les joueurs ont à chaque round une problématique présentée par les juges, seule celle du premier round est connue en amont pour chaque bloc afin que les joueurs puissent se préparer

à développer des solutions et mieux entendre le type de connaissances qui sera exigé. A chaque fin de round, les juges collectent les résultats et définissent en fonction des inclinaisons des joueurs d'autres problématiques. A la fin du troisième round la simulation du second bloc est terminée, les résultats généraux sont proclamés et un RETEX à chaud est effectué entre les juges et les joueurs. Entre chaque bloc une pause de quelques minutes seulement est effectuée pour faire souffler les joueurs, mais demeurant limitée pour ne pas casser la dynamique de la simulation.

- Expression des décisions des joueurs

Les décisions des joueurs seront à chaque round exprimées dans un tableau, dont un modèle générique est à retrouver ci-dessous. Les tableaux permettent de forcer les joueurs à des idées concises et d'application pratique en lien avec l'objectif de cette simulation qu'est l'efficacité de concepts doctrinaux face à l'expression d'une menace concrète pour Singapour ; ainsi que de fournir un matériau brut complet en vue de l'analyse postérieure des résultats³⁴⁹.

Round 2	
Bloc 1	Résultat round précédent : Victoire Singapourienne
Problématique : Comment réagir en cas de développement de cellules terroristes dans l'étranger proche de Singapour entraînant un risque d'attentat sur le sol national?	
Décisions/Actions	Raisons (succinctes)

³⁴⁹ L'ensemble des décisions des joueurs est ainsi présentée, évitant la déperdition d'idées et informations obligatoire dans des échanges à dominante orale (la prise de note ne pouvant jamais être complète).

- Problématiques et expression des résultats

Les problématiques ne sont pas diffusées aux joueurs dans leur intégralité, seule la première de chaque bloc (de portée générale) est communiquée pour orienter les joueurs dans le type de réflexions à conduire. Les problématiques sont par contre diffusées intégralement aux juges en amont qui les diffuseront à la fin de chaque round en fonction des résultats relevés (pertinence des décisions, mobilisation des concepts doctrinaux) selon une arborescence qui peut être adaptée en temps réel.

Chaque bloc entend une thématique particulière, plaçant les joueurs dans l'incarnation d'acteurs différents :

- Bloc I : Montée d'une menace sur la cohésion nationale du fait du développement de mouvements communautaristes

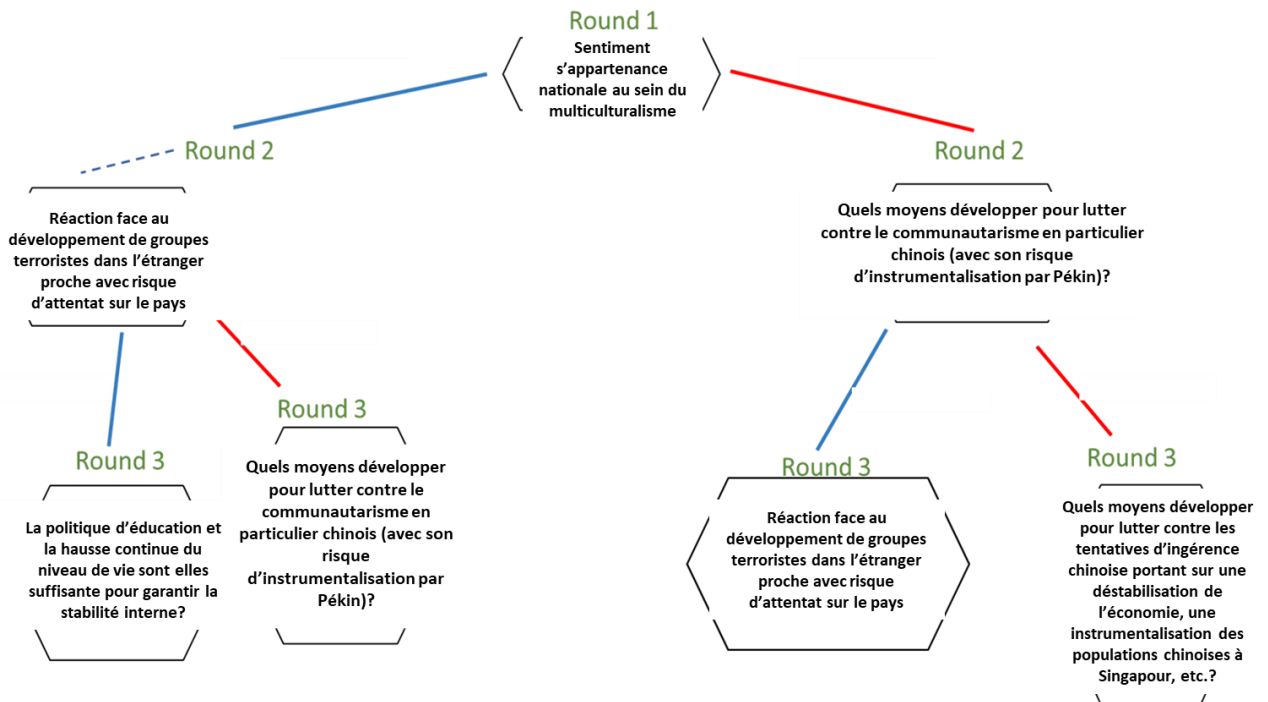
Problématique du Tour I : *Comment développer le sentiment d'appartenance nationale, en particulier dans la gestion du multiculturalisme ?*

- Bloc II : Contestation du leadership économique régional du fait des projets de contournement chinois des « nouvelles routes de la soie »

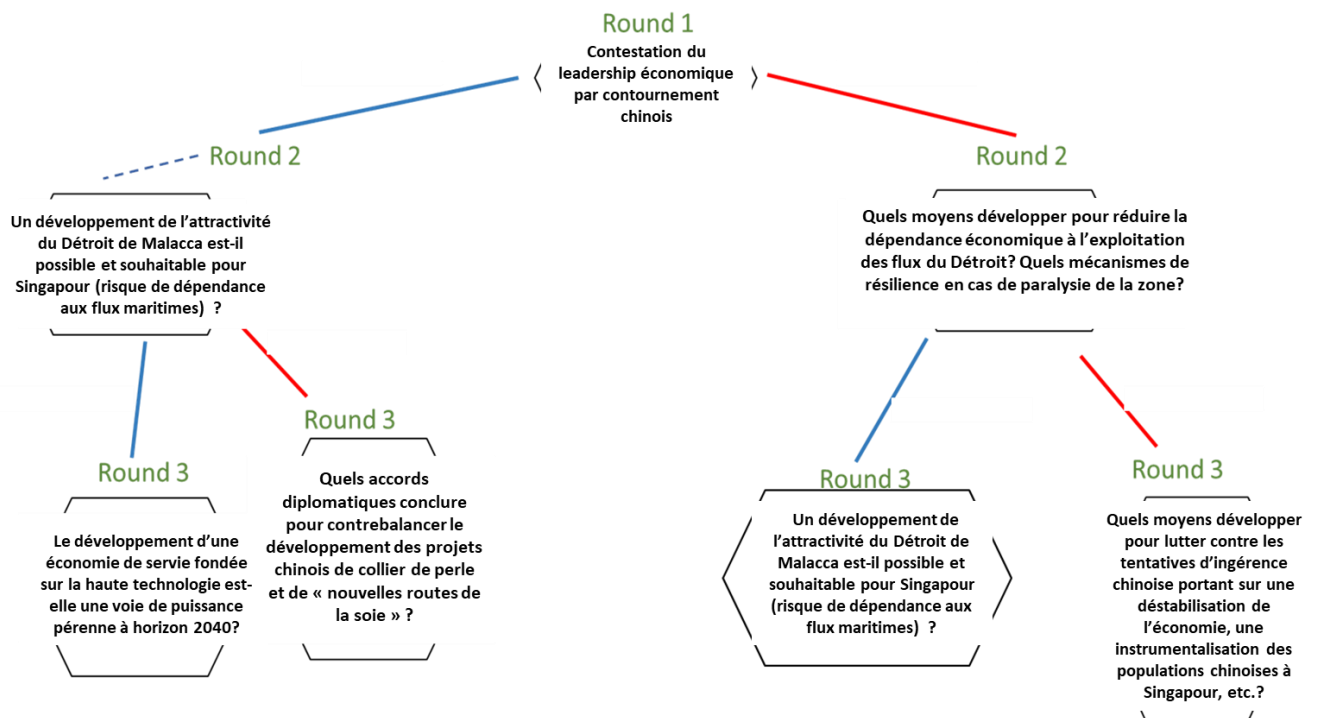
Problématique du Tour I : *Quels moyens et actions mettre en œuvre pour minimiser l'impact de la mise en œuvre des nouvelles routes de la soie confirmant une indépendance élevée de la Chine vis-à-vis du passage par le Déroit de Malacca ?*

Les autres problématiques définies a priori sont à retrouver dans les deux arborescences pages suivante, faisant l'objet de tableaux dédiés :

Bloc I :



Bloc II :



Dialogues et interactions

Entre les joueurs dans le groupe il s'agit de privilégier l'autonomie pour appliquer une analyse de sociologie de groupe. Ainsi est laissée une gestion libre de l'organisation, sans hiérarchie afin de déceler les processus d'organisation et les frictions éventuelles.

Entre les joueurs et les juges les interactions sont limitées durant les rounds au strict minimum, à savoir uniquement pour la précision de points de règlement ou sur initiative des juges pour introduire de nouveaux éléments contextuels et/ou problématiques de réflexion.

Place et le rôle des juges

Le wargame se déroulant en adjudication libre, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs, ils veillent également à la bonne application des règles et à l'organisation des tours (durée, matérialisation des divers actes, etc.). Ils ont un rôle pivot puisqu'ils sont le cœur de la mise en œuvre et du bon déroulé du wargame durant les rounds et sont également les pourvoyeurs du dynamisme de la simulation en définissant à chaque round les résultats et en fin de simulation les résultats et déterminants principaux de l'analyse.

Pour assurer au mieux l'exploitation des résultats en vue de l'atteinte des objectifs de recherche de ce wargame, des notes seront prises tout au long de la simulation de même qu'un débriefing ultérieur à froid entre les juges pour exploiter au mieux les données relevées.

⇒ Recueil et analyse des résultats :

Pour correspondre à l'objectif de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

➡ Dimension quantitative exploitée a priori

Elle correspond à l'exploitation des tableaux remplis par les joueurs durant les rounds ainsi que de l'ensemble des notes des juges.

- ➔ Dimension qualitative centrée sur l'analyse du processus décisionnel et de l'usage des concepts doctrinaux (Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques singapouriens et l'action pratique)

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) l'utilisation inconsciente ou consciente des déterminants sécuritaires de Singapour ainsi que de l'efficacité des divers moyens de sécurité mobilisés. Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges permettra de fonder un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude. Cette étape aura pour but le remplissage du tableau page suivante :

Concepts	Usage réel			Vision des acteurs sur les concepts (si mobilisés)			
	Rounds	Concept mobilisé directement	Concept mobilisé indirectement (et forme d'expression)	Rounds	Utile	Pas utile	Indifférent
Total defense, Self-reliance, puissance par l'économie, cohésion par la multiculturalité ...	1			1			
	2			2			
	3			3			
Bilan				Effectué de manière générale sur la vision des joueurs sur les concepts présentés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Total Defense ▪ Self Reliance ▪ Puissance par l'économie par l'économie ▪ Stabilité interne par la hausse du niveau de vie et la promotion de la multiculturalité ...			

B. Note d'exploitation complète d'une des parties jouées

➔ Objectifs de jeu et caractéristiques du wargame

La présente simulation, centrée sur la capacité de Singapour à développer ses axes principaux de puissance (économie et cohésion interne) et à définir des mécanismes de résilience en cas de menaces sur ces domaines ne pouvait que s'incarner dans une dynamique de réflexion approfondie. C'est pourquoi, un modèle de jeu de type *red teaming* a été privilégié.

Il permet en premier lieu d'offrir une totale liberté d'action aux joueurs qui ne sont pas contraints dans leurs choix (à l'inverse de ce qu'implique un scénario d'emploi qui place l'acteur directement en situation conflictuelle) et peuvent prendre leurs décisions en fonction des intérêts perçus. En outre, il impose à l'inverse une logique décisionnelle bornée, et un positionnement final clair, qui démontre de manière indiscutable la mise en œuvre et l'utilité (ou pas) des concepts doctrinaux, tout en formulant un point moyen naturel puisque les joueurs doivent aboutir à un consensus dans le remplissage des tableaux à chaque fin de round. Ce dernier point est essentiel puisqu'il permet une confrontation directe et continue des avis, offrant un regard croisé qualitatif en plus du quantitatif opéré par le nombre de simulations jouées pour un même wargame.

➔ Game design permettant l'atteinte des objectifs

Afin d'implémenter de manière pratique ce type de simulation dans l'étude de la Grande Stratégie de Singapour, le scénario a été construit en deux phases de réflexion sur 3 rounds, permettant de conserver la pression du temps et l'imminence d'une décision à prendre.

Le caractère du *red team*, nécessitant un groupe aux profils divers permettant la contradiction forte, a conduit à définir un groupe idéal d'une dizaine de joueurs, modulable en fonction du nombre de participants afin de garantir le maximum de répétitions de la simulation malgré les aléas logistiques de la disponibilité des participants. Cette simulation, construite sous la forme d'un *red team*, est ainsi pensée sous la forme exclusive d'un jeu coopératif à somme non-nulle. Impliquant qu'une solution consensuelle est obligatoire pour remplir le tableau de décision à la fin de chaque round, quel que soit le mode d'expression (consensus, vote, leaders de fait...).

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 2h30) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment dans le détail des mesures et décisions, qui ne peuvent être trop approfondies et sont au besoin aidés par les juges qui fournissent le cas échéant les datas nécessaires.

➔ **Game play**

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par neuf joueurs. Pour encadrer la simulation, deux juges étaient mobilisés durant toute la durée du wargame.

La nature du red team faisant que la simulation ne peut connaître de fin prématurée, c'est un schéma décisionnel complet qui a été réalisé, permettant une validation des présupposés fondamentaux de sécurité et de grande stratégie, tout en minorant la portée pratique des concepts doctrinaux notamment pour pallier à des situations d'urgence. L'utilisation consciente d'éléments doctrinaux est toutefois indéniable et explique les embranchements pris, en recouvrant naturellement certaines interrogations subsidiaires par une approche d'ensemble de nature grand stratégique.

➔ Déroulé synthétique de la simulation

Bloc I : Montée d'une menace sur la cohésion nationale du fait du développement de mouvements communautaristes

Round I

▪ Déroulé du Tour

La problématique soumise aux joueurs centrée sur le développement du sentiment d'appartenance nationale, a connu une réponse par la négative de la part des joueurs. De fait, ceux-ci ont considérés la menace identifiée comme peu probable du fait d'une histoire singapourienne fondée sur le multiculturalisme et en particulier une forte communauté chinoise sans pour autant remettre en cause la cohésion nationale. Cette dernière fondée sur le libre-échange et l'attractivité économique et politique rend le développement des capacités militaires et la sécurité nationale facile à assurer. Des voies d'approfondissement ne semblent de ce fait pas nécessaires. Le seul risque identifié serait non-pas d'une menace interne, mais dans

l'exportation des rivalités régionales (en particulier l'affrontement sino-américain) qui pourrait déstabiliser l'ensemble des pays de la zone.

- Résultat et bilan critique

Le choix des joueurs de ne pas suivre le sens de la problématique posée démontre tout l'intérêt du *red teaming* qui consiste à tester les concepts et théories sans complaisance, pour faire émerger de nouveaux éléments de confirmation ou infirmation des hypothèses. En l'occurrence, les mécanismes historiques mis en œuvre, apparaissent suffisant pour ne pas permettre l'émergence d'une nouvelle menace et nécessiter un approfondissement des moyens mis en œuvre. Ce résultat, défavorable à la question posée oriente les juges vers une problématique suivante plus affirmée dans les menaces pesant sur la cohésion nationale.

Round II

- Déroulé du Tour

La question posée, portant sur les réactions de Singapour face au développement de groupes terroristes à l'étranger proche, a suivi un traitement similaire au round précédent. De fait, bien que la menace soit cette fois estimée probable, en particulier dans le développement de la piraterie et du crime organisé, les risques de déstabilisation apparaissent faibles. En effet, les joueurs estiment que Singapour est déjà très bien préparé à ce genre de menaces en développant depuis une décennie des accords sécuritaires contre la piraterie avec les autres acteurs de la région, de même qu'il dispose de forces armées efficaces permettant un strict contrôle du territoire national terrestre comme maritime. Singapour n'a de ce fait pas intérêt à agir plus intensément dans le domaine sous peine de risquer de commettre une ingérence ou un interventionnisme contraire à sa diplomatie de neutralité privilégiant le *Balance of power*.

- Résultat et bilan critique

La décision des joueurs, de nouveau fondée sur l'attentisme et la sauvegarde des moyens déjà en vigueur, permet de confirmer le bienfondé des dispositions historiques prises par Singapour. Les juges optent de ce fait pour une problématique axée moins sur les menaces que sur les moyens mis en œuvre par Singapour.

Round III

- Déroulé du Tour

Les joueurs sont pour ce dernier round du premier bloc, confrontés à une problématique portant sur les moyens utilisés par Singapour pour garantir la stabilité interne. En l'occurrence il s'agit de déterminer si la politique d'éducation et la hausse du niveau de vie sont suffisantes pour répondre à cet objectif. Bien qu'il s'agisse d'un pilier historique de Singapour qui a fait ses preuves et continue de développer la puissance nationale, un risque est pointé sur une focale trop économique qui risque de ne pas prendre en compte les nouvelles menaces pouvant peser sur la stabilité interne. Celles-ci comme le changement climatique (montée des eaux), et la raréfaction de l'accès aux ressources de première nécessité (alimentaires, énergétiques) apparaissent à terme comme pouvant peser fortement sur la cohésion nationale tout en n'étant que partiellement compensées par la hausse du niveau de vie général.

- Résultat et bilan critique

Ce round offre un résultat mitigé, puisque bien que la Doctrine historique soit confirmée et identifiée comme une cause directe de la stabilité actuelle, elle apparaît trop spécialisée avec un risque d'aveuglement face aux nouvelles menaces qui émergent et pourront bien plus impacter la stabilité interne que celles dès à présent identifiées.

Bloc II : Contestation du leadership économique régional par un contournement du Détroit de Malacca

Round I :

- Déroulé du Tour

La problématique soumise aux joueurs dans ce premier temps du bloc de test portant sur les questions économiques, a été centrée sur le traitement de la menace la plus visible que sont les projets chinois de contournement du Détroit de Malacca par le projet des « nouvelles routes de la soie ». Toutefois à l'instar des dispositions prises dans le bloc précédent, les joueurs ont répondu à la problématique par la négative, en minorant l'impact de ces projets chinois. De fait, l'attractivité de Singapour est perçue comme réelle et durable du fait d'un statut de point de libre-échange stable et pratique. La Chine ne semble pas pouvoir offrir une telle transparence et un accès aux marchés sans conditions, de même que les projets des routes de la soie sont à

dominante terrestre, avec un fret ferroviaire bien moins important que le fret maritime et qui donc fait demeurer le Détroit de Malacca comme un point de passage obligé.

- Résultats et bilan critique

De nouveau, la puissance acquise par Singapour au fil de son histoire rend les menaces actuelles peu probables ou du moins d'une intensité suffisamment faible pour ne pas nécessiter d'évolutions d'ampleur. Fort de ce résultat, les juges décidèrent d'emprunter l'embranchement des résultats défavorables pour la seconde problématique.

Round II

- Déroulé du Tour

A ce tour, les joueurs eurent à composer avec une problématique portant sur le développement des mécanismes de résilience de Singapour en s'intéressant aux moyens à mettre en œuvre et développer en cas de paralysie de la zone. L'exemple récent de la crise de la covid a montré qu'un choc mondial ne peut être réglé par la simple volonté de l'acteur, aussi les joueurs ont alors définis une paralysie due à une crise régionale en particulier du fait d'un conflit autour de Taïwan qui aurait nécessairement des répercussions sur la région. Dans ce cadre, les joueurs ont pointés la diversification économique (dès à présent en cours) comme une clé viable de résilience, en particulier puisque les flux financiers et touristiques (second et troisième secteurs en termes de production de richesse nationale) seraient amenés à continuer. Il s'agit de la développer par une politique d'investissement maintenue dans le temps long, et la mise en œuvre de mécanismes régionaux de réponse à une paralysie de la zone (la voie diplomatique étant jugée la plus efficace pour la gestion des risques de cette nature par Singapour).

- Résultats et bilan critique

Une fois encore, la réponse formulée s'attache avant tout à la prolongation des éléments dès à présent mis en œuvre par Singapour. Les menaces étant assez faibles du fait de la puissance acquise par l'acteur dans la région, pour que des mécanismes de résilience émergent d'eux-mêmes. Un tel résultat poussant les juges à chercher, par le biais de l'ultime problématique de ce wargame, à tester plus profondément la résistance du cas d'étude.

Round III

- Déroulé du Tour

Les joueurs se retrouvent face à une problématique mettant directement en application une menace sur l'économie singapourienne avec des actions d'ingérence de la part des grandes puissances de la région (en particulier la Chine). Toutefois, les joueurs dans la droite ligne de leur positionnement durant l'intégralité de ce *red teaming* portent des actions en opposition avec la menace posée. L'ingérence est ainsi perçue comme de faible probabilité du fait de la forte interdépendance entre les Etats de la région. La menace, si elle devait être exprimée de manière publique serait alors plus considérée par les joueurs comme un moyen de souder la nation face à un adversaire, que comme un risque réel sur l'économie du pays.

- Résultats et bilan critique

La posture de l'acteur étant jugée efficiente, le développement de menaces est estimé peu probable et il conduit de ce fait à ne pas nécessiter une modification des dispositions prises aussi bien conceptuelles que pratiques.

Résultats et bilan critique a priori

Quelle que soit la problématique soulevée, la confirmation des inclinaisons doctrinales singapourienne est sans appel. Le développement de la puissance nationale et des moyens mis en œuvre pour chaque pilier non-militaire (stabilité interne et puissance économique) permettent une faible probabilité d'occurrence des menaces, et entraînent comme conclusion principale la simple continuation des dispositions doctrinales historiques.

- ➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux objectifs de recherches de l'utilité et l'efficience des concepts doctrinaux de Singapour dans le cadre de problématiques stratégiques multiples, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire un recouplement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des joueurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant les trois rounds par l'usage des tableaux remplis pour exprimer leurs choix, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisation de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est in fine fourni pour les objectifs de recherche, base de l'exploitation des résultats, ainsi qu'un autre tableau concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficience et d'améliorer les expériences de jeu par la suite³⁵⁰.

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

- Expression des résultats

Un tableau de synthèse, point moyen des divers éléments étudiés dans l'analyse de la simulation est réalisé, afin de disposer aussi clairement que possible des conclusions à tirer de la simulation et surtout de pouvoir les comparer aux résultats des autres simulations conduites dans le cadre de ce wargame, afin de disposer d'un point moyen définitif solide et cohérent.

³⁵⁰ Ce second tableau n'étant pas l'objet de cette partie de la note d'exploitation, il est à retrouver –si des enseignements précis ou des remarques ont été effectuées- dans la partie conclusive concernant les enseignements sur le *game design* du wargame.

Concepts mobilisés en fréquence d'apparition	<ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Balance of Power</i> (7 fois) ▪ <i>Total Defense</i> (3 fois) ▪ Neutralité (8 fois) ▪ <i>Self-Reliance</i> (4 fois) ▪ Puissance régionale (2 fois)
Avis des joueurs sur l'utilité et la pertinence des concepts mobilisés	<p>L'ensemble de la structure conceptuelle non-militaire³⁵¹ de Singapour est perçue comme indispensable en tant que vision stratégique historique permettant un développement continu de la puissance nationale et de ce fait la faible probabilité de développement de menaces.</p> <p>L'acquisition d'un statut de puissance régionale est alors perçue comme le moyen optimal de disparition des dilemmes de sécurité.</p>
Bilan	<p>L'importante mobilisation consciente des concepts doctrinaux offre une validation directe de l'efficacité de la vision grande stratégie de Singapour.</p> <p>La doctrine apparaît de ce fait comme un incontournable à maintenir, puisque les dispositions prises sont suffisantes dans l'ensemble des cas présentés pour faire face aux menaces pesant sur Singapour.</p>

- Analyse critique

La nature des questions posées ne semble pas avoir eu d'influence notable sur la réflexion des joueurs, qui ont consciemment mobilisés les concepts doctrinaux fournis, et ont soit exclu

³⁵¹ Les dispositions militaires étant soumises au test avant tout dans le premier wargame par le biais du *matrix game* et du *kriegspiel*.

l'apparition probable des menaces, soit prolongés les moyens et concepts établis puisque permettant naturellement la résilience de Singapour.

Réponse aux objectifs de recherche

Le *red teaming* ici conduit, confirme en bloc les postulats sécuritaires généraux de Singapour, maintenant sur la durée les postulats grand stratégiques de la disparition des menaces par le développement de la puissance nationale jusqu'à un statut de leader régional.

La simulation invite même à en approfondir la portée, puisque même en cas de crises réalisées (paralysie du Déroit de Malacca, risques d'ingérence) les moyens dès à présent développés permettent une résilience sans avoir besoin d'une évolution nette. La Grande Stratégie de Singapour, apparaît de ce fait comme particulièrement efficace pour outrepasser les dilemmes de sécurité historiques et réduire drastiquement l'émergence de défis sécuritaires futurs.

➔ **Conclusion/enseignements de cette simulation**

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'étude prospective de la grande stratégie de Singapour. Il est par conséquent temps à présent d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs collectés lors du débriefing à chaud de la simulation.

- Enseignements concernant le *game design* (type de simulation et considérations sur la forme)

Les règles imposées étant peu nombreuses dans le cadre d'un *red team*, le *game design* est moins susceptible d'être porté à modification que dans le cadre par exemple d'un *kriegspiel* où chaque partie permet d'affiner les règles et la dynamique de la partie. A ce titre, un seul élément a été mis en exergue dans le cadre de cette simulation : la préférence pour des groupes restreints de réflexion. La gestion du temps et les frictions étant bien plus importantes dans le cadre d'un groupe d'une dizaine de personnes, les joueurs ont exprimés le souhait d'être en groupes de

trois à cinq joueurs. L'idée étant intéressante elle est prise en compte pour la conduite de wargames futurs, mais n'apparaît pas satisfaisante dans le cadre des simulations propres à ce cas d'étude puisque c'est une diversité de la réflexion et la confrontation des idées, plus propice aux grands groupes qui est recherchée ici.

➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

Le résultat de cette simulation est sans équivoque, emportant confirmation directe des postulats sécuritaires fondamentaux de Singapour, tout en plaidant pour son maintien dans les années à venir.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'une image d'Épinal est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que neuf parties ont été réalisées, les résultats sont largement similaires, en ne divergeant dans aucune partie et ce malgré la variation des problématiques présentées dans chaque bloc. Ce consensus des résultats ne doit cependant pas trouver, comme énoncé pour les autres wargames aux résultats nets, une dimension prophétique, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmes les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus.

De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°2 de l'acteur singapourien : <i>red team</i>		
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation
9	Un panel de testeurs composé d'experts et non-experts avec une	Troisième partie du panel de testeurs

	<p>maitrise aboutie du wargaming : 4 parties</p> <p>Panel de non-experts aguerris à la pratique du wargaming (notamment dans des projets de mentoring conduits durant l'année auprès d'étudiants dans le cadre des activités professionnelles de l'auteur de la simulation) : 2 parties</p> <p>Panel d'experts des questions de défense et de sécurité mais non-aguerris à la pratique du wargaming (directeurs de thèse) : 1 partie (autre panel) : 2 parties</p>				
Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON	<p>Nombre de parties aux résultats identiques : 9</p> <p>Le résultat du <i>red team</i> conduit est exprimé dans l'ensemble des simulations, malgré une approche selon un arbre des possibilités délivrant des problématiques différentes. Les dispositions fondamentales de sécurité non-militaire et de Grande Stratégie de Singapour sont valorisées et validées, de même que les choix doctrinaux dont l'effectivité pratique sont constatée, avec dans de nombreux cas une négation des menaces présentées dans les problématiques du fait de dispositions historiques de Singapour qui en empêcherait selon toute vraisemblance la réalisation (6 cas sur 9).</p> <p>La nature Grand Stratégique des réponses est particulièrement exprimée à chaque problématique, par recours à l'ensemble des moyens de la puissance, et en particulier à un lien entre dispositions internes et diplomatie régionale qui permet par la neutralité et le <i>Balance of Power</i> une gestion multilatérale des risques qui en diminue la probabilité et la capacité de déstabilisation.</p> <p>Au final, l'unanimité (100% des simulations) concernant les dynamiques fondamentales de réponse aux problématiques, permet d'offrir un résultat homogène aux leçons solides par un consensus rare lors de la répétition d'un wargame.</p>		
	Divergents par catégories claires	OUI – NON	Nom de la catégorie	Sans objet	
			Nombre de parties de cette catégorie de résultats	Sans objet	
	Divergents par résultats éclatés	OUI – NON	Nom de chaque type de résultat	Sans objet	Sans objet

			Nombre de parties ayant réalisé cela	Sans objet	Sans objet
Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)			
	<p>Ce wargame permet une validation directe des hypothèses fondamentales de la Grande Stratégie de Singapour, par la confirmation de la pertinence des grandes tendances de sécurité historiques permettant l'atteinte d'un statut de puissance régionale qui minore le risque d'apparition de dilemmes de sécurité.</p> <p>En outre, l'ensemble des moyens développés, aussi bien pour la puissance économique, que la stabilité interne, ou la diplomatie (en particulier la logique de <i>Balance of Power</i>) présentent une telle effectivité que leur modification ou approfondissement apparaît superflue, et encourage plutôt à un maintien sur le long terme de la Doctrine historique.</p>	<p>Sont définies sans équivoque la pertinence et la résilience du schéma doctrinal choisi, quelle que soit d'ailleurs la problématique stratégique abordée.</p> <p>Comme pour le premier wargame concernant Singapour, émerge cependant une certaine mesure de la puissance obtenue. Si elle permet de minorer le risque de dilemmes de sécurité futurs, elle n'offre pas la possibilité de dépasser le cadre de puissance secondaire mondiale en n'offrant pas un rôle direct dans les querelles hégémoniques des grandes puissances. Le statut de petite puissance semble ainsi demeurer au moins en partie, et ce malgré une Grande Stratégie efficiente construite intégralement en autonomie.</p>			

Ce second wargame concernant Singapour, centré sur la résilience et l'adaptation du modèle sécuritaire face à de multiples problématiques stratégiques liées aux piliers non-militaires de la Doctrine du cas d'étude (économie et cohésion interne), aura permis une confirmation intégrale de l'efficacité de la Grande Stratégie mise en œuvre historiquement et jusqu'à aujourd'hui. Les concepts développés apparaissent alors validés, et d'une efficacité telle qu'une évolution ne semble pas nécessaire, plaidant pour leur simple continuation sur le long terme.

L'énoncé des résultats de ce second wargame, clos la présentation des exercices pratiques de test de la Grande Stratégie de Singapour. Il appartient désormais d'en tirer des conclusions générales pour ce cas d'étude, au regard de la méthodologie de test définie dans le premier temps de cette thèse

2.2. CONCLUSIONS DE L'ETUDE PRATIQUE DE LA GRANDE STRATEGIE DE SINGAPOUR

Le cas d'étude singapourien nous offre une analyse pratique fournie par une réceptivité optimale aux wargames en tant que test de la résilience des concepts doctrinaux à visée prospective.

Il ne s'agit pas ici d'être redondant en rappelant les conclusions de chaque élément pratique mis en œuvre, mais bien de s'attacher désormais à la réponse définitive aux présupposés et hypothèses théoriques selon la méthodologie définie, à savoir : l'étude de l'efficacité de la vision stratégique du cas d'étude par la réponse à trois objectifs :

- ⇒ *Suitability* : les fins politiques énoncées sont-elles réalisées et si oui proviennent-elles de la Grande Stratégie ou d'une cause extérieure ?
- ⇒ *Acceptability* : test des voies utilisées : les résultats sont-ils acquis, et si oui avec des coûts mesurés en accord avec les possibilités et l'identité de l'acteur ?
- ⇒ *Feasability* : les moyens envisagés sont-ils suffisants et/ou réalisables ou le succès a-t-il été dû à une cause extérieure ?

2.2.1. *Suitability*

La mise en œuvre par le wargaming des menaces portant sur la sécurité de Singapour et de sa capacité à développer ses intérêts géopolitiques, permet de disposer d'une cohérente de la capacité ou non de la Grande Stratégie établie de répondre aux objectifs politiques. Dans l'ensemble des cas étudiés, la mobilisation de la Doctrine et des principales orientations grandes stratégiques est non-seulement effective mais apparait comme la seule solution pertinente pour répondre aux besoins établis de puissances en autonome. La défense n'est ainsi crédible que dans le schéma d'un développement continu de la puissance nationale (économique, diplomatique et militaire) afin de disposer d'une capacité de dissuasion effective et d'un statut régional reconnu limitant les ambitions géopolitiques des autres acteurs.

En outre, contrairement à ce qui peut parfois être constaté (cf. Luxembourg) la Doctrine est bien le cœur –naturel- de la réponse aux défis stratégiques, et les causes extérieures sont soit absentes soit en confirmation des postulats établis (cf. conflits qui émergent à chaque fois en

dehors de l'espace de sécurité de Singapour). Par conséquent, l'étude pratique de la Grande Stratégie de Singapour offre un exemple parfait d'utilité et d'efficacité dans l'atteinte des objectifs politiques, validant sans mal le critère de la *suitability*.

2.2.2. *Acceptability*

En ce qui concerne les moyens utilisés pour répondre à l'émergence de tensions et menaces géopolitiques contre Singapour ou son environnement régional, le bilan est de nouveau positif. Les moyens engagés, bien que pan-domaines en mobilisant la totalité des ressources disponibles de la nation pour assurer le développement de la puissance et ainsi la capacité de dissuasion, sont en adéquation avec les capacités nationales et surtout avec la ligne maitresse de l'acteur depuis sa fondation. Ils ne mettent de ce fait pas en œuvre des coûts démesurés puisqu'ils sont conformes avec la vision grande stratégique historique de l'Etat.

L'adéquation est par ailleurs d'autant plus effective que la mobilisation de ces moyens est perçue comme efficace puisqu'elle a permis à l'acteur de solutionner ses dilemmes de sécurités initiaux (garantie de l'indépendance, construction d'une capacité militaire et économique autonome) et offre une augmentation continue de la puissance par la suite.

La Grande Stratégie de Singapour apparaît ainsi parfaitement adaptée dans son allocation et usage des moyens, et conforme à l'identité de l'acteur.

2.2.3. *Feasibility*

Ultime volet de l'étude de l'efficacité de la vision stratégique de Singapour, la faisabilité de la Grande Stratégie apparaît également indéniable. Elle repose en particulier dans la nature de la vision sécuritaire singapourienne, qui usant d'une stratégie nationale de développement de la puissance a réussi à transcender son statut de petite puissance permettant de solutionner les dilemmes de sécurité initiaux et de minorer l'apparition de nouveaux dilemmes par la suite.

La Doctrine est alors suffisamment effective pour garantir la sécurité de l'acteur même en cas de brusque détérioration du contexte régional (cf. guerre majeure à Taïwan), par reconnaissance des capacités dissuasives et absence de contentieux géopolitiques dus au développement d'une diplomatie efficace de neutralité et d'intégration régionale (cf. ASEAN).

La Grande Stratégie de Singapour est donc non-seulement efficiente, mais également incontournable pour garantir la puissance de l'acteur et sa capacité à éviter tout Dilemme de Sécurité. Ce cas d'étude offre ainsi non-seulement la preuve de la création d'une Grande Stratégie par une petite puissance, mais démontre également qu'une pensée stratégique bien construite permet de solutionner de manière optimale un dilemme de sécurité rencontré même de forte intensité (lutte initiale pour la survie et l'indépendance, remplacement des forces de la colonisation, transformation intégrale de l'économie...).

La clôture de l'étude pratique du cas singapourien, conclut le second temps de ce travail de recherche pratique. Il s'agit désormais de compléter cette partie par le dernier cas d'étude, à l'histoire immédiate riche, qu'est la Lituanie.

Chapitre 3. Etude pratique de la Grande Stratégie Lituanienne

Une fois n'est pas coutume, l'étude grande stratégique de la Lituanie rejoint la dynamique de celle du Luxembourg et est davantage féconde sur les derniers mois du travail de thèse (Janvier 2022 - Juillet 2022) que sur l'ensemble de la période étudiée courant depuis 1965, et ce du fait de la réalisation indirecte du paradoxe de sécurité lituanien avec une guerre majeure déclenchée par la Russie en Europe, en l'espèce contre l'Ukraine.

Aussi, cette partie pratique est autant riche des wargames prospectifs qui ont été conduits que de l'exploitation de l'histoire immédiate. En effet, la pensée stratégique lituanienne se trouve directement confrontée aux scénarios envisagés, et voit l'application de ses concepts stratégiques vis-à-vis de l'ennemi désigné (la Russie). Bien que le conflit ne soit pas à ce stade terminé, il aurait été impossible de mener une étude cohérente de la stratégie de la Lituanie en le passant sous silence.

Aussi, ce chapitre sera divisé en trois moments : une focale sur cette histoire immédiate mettant en exergue la mise en pratique de la doctrine lituanienne vis-à-vis d'une réalisation –même indirecte- de son paradoxe de sécurité et les leçons qui peuvent en être tirées ; puis le test de la doctrine lituanienne au prisme des deux wargames spécifiquement créés pour ce cas d'étude, permettant de livrer des leçons concrètes concernant l'efficacité des concepts théoriques formulés ; pour finir, par une synthèse livrant la réponse aux présupposés et hypothèses théoriques, afin de déterminer la pertinence et l'efficacité de la Grande Stratégie de la Lituanie face au Dilemme de Sécurité considéré selon les critères définis dans la méthodologie de *suitability* (concordance/pertinence), *acceptability* (acceptabilité/cohérence), *feasability* (influence/effectivité).

3.1. L'HISTOIRE IMMEDIATE DE LA LITUANIE : LA CONCRETISATION DU PARADOXE DE SECURITE (FEVRIER 2022 – JUILLET 2022)

Fait rare dans l'analyse stratégique historique, l'acteur étudié est au cœur de l'actualité géopolitique par la Guerre en Ukraine et voit se réaliser l'ensemble des menaces perçues et prévues dans les projections doctrinales. Ainsi, nous avons la confirmation directe du lien entre menaces sur la sécurité d'un acteur et réponses issues de la Doctrine et des dynamiques grand stratégiques. L'efficacité de celles-ci pouvant être constatées sans équivoque.

Il ne s'agit pas ici de faire une revue précise de la guerre en Ukraine (origines, déroulé et leçons a priori) sujet d'autres travaux stratégiques que cette thèse, mais bien d'en rapporter les éléments qui se rattachent au cas d'étude lituanien afin d'en déterminer l'impact sur la grande stratégie définie et les conclusions pratiques qui peuvent en être tirées.

Pour apprécier concrètement la portée de ces événements, il s'agit en premier lieu d'en présenter les faits, pour ensuite en discuter les conséquences sur la Grande Stratégie de la Lituanie, permettant *in fine* d'en tirer un ensemble de conclusions concernant l'analyse pratique de ce cas d'étude.

Un point méthodologique important est cependant à prendre en compte auparavant, de nombreux éléments ci-dessous sont issus de publications ou interventions médiatiques professionnelles de l'auteur. En effet, dans le cadre des fonctions exercées à la Fondation pour la Recherche Stratégique, des documents et interviews ont été réalisés sur ce sujet, en particulier sur l'impact de la guerre en Ukraine sur les Etats baltes et leurs réactions face à la Russie. Aussi, ces sources seront naturellement mobilisées directement chaque fois que nécessaire, évitant ainsi tout risque d'auto-plagiat.

3.1.1. L'invasion de l'Ukraine : entre Dilemme de Sécurité par contagion et concrétisation du paradoxe de sécurité national

L'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 bien que brutale et inattendue dans son ampleur, ne constitue pas une surprise stratégique pour la Lituanie, dont la doctrine nous l'avons vu est depuis 2014 tournée vers une menace conventionnelle russe exprimée sous la forme d'un paradoxe de sécurité. Les faits, doivent donc être pris en compte sous ce prisme, complexe,

d'une concrétisation indirecte de la menace perçue (l'invasion n'est pas celle de la Lituanie, mais d'un acteur proche considéré comme allié), facteur de tension et en même temps d'une menace anticipée qui ne peut avoir les mêmes conséquences que lors du traumatisme de la surprise stratégique de 2014.

Deux dimensions sont ainsi à prendre en compte : les impacts indirects de la guerre en Ukraine sur la sécurité lituanienne et son opposition à la Russie, et les éléments directs d'opposition entre les deux acteurs.

Le volet indirect qu'est l'invasion d'un pays de l'étranger proche, entraîne indubitablement un Dilemme de Sécurité par contagion qui vient toucher la Lituanie. De fait, l'aide directe apportée à l'Ukraine depuis 2014³⁵² en faisait un allié de fait, qui est impacté directement par l'invasion, d'autant plus par l'acteur identifié comme la menace prioritaire de la Lituanie qu'est la Russie. Ce second élément renforce par conséquent la création d'un Dilemme de Sécurité par contagion en confirmant les velléités offensives de l'acteur identifié comme menace, et démontre sa capacité à recourir à la force pour obtenir des gains en outrepassant le tabou d'une absence de guerre en Europe depuis 1945. Le postulat théorique d'une menace d'invasion, qui pouvait jusqu'à présent toujours être minoré, devient de ce fait indéniable même s'il concerne un autre acteur. L'aide fournie par la Lituanie au camp ukrainien sur les plans économiques, militaires (livraisons de matériels) et diplomatique renforce par ailleurs cette dynamique.

Au plan des impacts directs cette fois, la montée des tensions entre la Russie et la Lituanie depuis fin février est indéniable et entraîne une escalade qui bien que mineure impacte directement l'intensité de la menace rencontrée. Deux exemples, émergent particulièrement de cette logique, en premier lieu la limitation par la Lituanie du transit ferroviaire russe vers Kaliningrad (en application du quatrième volet des sanctions européennes envers la Russie) et la menace russe de représailles³⁵³, en second lieu les régulières menaces russes envers l'OTAN

³⁵² Dans la formation de personnels, la fourniture d'équipements ou le soutien diplomatique : Thibault Fouillet, *Coup d'œil à l'Est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, Fondation pour la Recherche Stratégique, note n°09/22, mars 2022, pp. 5-6.

³⁵³ Thibault Fouillet, Yves Plasseraud, Céline Bayou, « Guerre en Ukraine : comment protéger les pays baltes ? », *Podcast le Temps du Débat* (présenté par Emmanuel Laurentin), France Culture, émission du 27 juin 2022,

d'un possible affrontement nucléaire et d'une menace sur le flanc Est de l'alliance. Dans les deux cas, la posture offensive russe renforce le paradoxe de sécurité en nourrissant la crainte d'une escalade conduisant à des actions militaires directes menaçant l'indépendance des Etats baltes et donc de la Lituanie³⁵⁴.

Ainsi, la guerre en Ukraine apparaît comme un multiplicateur des menaces perçues par la Lituanie en concrétisant à la fois son paradoxe de sécurité ressenti depuis 2014, et en créant un nouveau dilemme de sécurité par contagion avec l'invasion de l'allié ukrainien. Un ensemble de faits à l'influence majeure sur la grande stratégie de la Lituanie, qu'il convient à présent de déterminer.

3.1.2. Histoire immédiate et Grande Stratégie de la Lituanie : quelle influence ?

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, implique une réalisation du dilemme de sécurité lituanien et donc la mise en œuvre de l'ensemble de ses dispositions doctrinales et grandes stratégies pour le contrer, permettant une mesure directe de leur efficacité.

En premier lieu l'identification des menaces apparaît indéniablement correcte, puisque le dilemme envisagé dans la doctrine la plus récente s'est bien manifesté même si l'invasion concerne non-pas l'acteur directement mais un allié de l'étranger proche. Aussi, la surprise stratégique de 2014 n'est pas réitérée, au contraire la menace est anticipée et connue, et la remontée en puissance capacitaire conduite depuis cette date est effective et mise en œuvre

37minutes, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-comment-protoger-les-pays-baltes-4402631>.

³⁵⁴ En ravivant notamment de vieilles problématiques stratégiques comme le corridor de Suwałki (frontière entre la Pologne et la Lituanie) qui s'il était pris et tenu par Moscou empêcherait l'acheminement des renforts terrestres de l'OTAN et isolerait complètement les baltes. Toutefois ceci impliquerait alors une guerre ouverte entre la Russie et l'OTAN entraînant des problématiques stratégiques bien plus vastes que cette seule question (contrôle de la mer baltique, risque d'escalade nucléaire, nécessité pour la Russie d'envahir quatre pays simultanément : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, etc.), minorant quelques peu l'inquiétude portée sur ce seul aspect concernant la défense des Etats baltes.

exclusivement en ce sens³⁵⁵. Cette dynamique confirmant par ailleurs l'un des postulats sécuritaires de la stratégie cumulative de la Lituanie, à savoir le développement des capacités nationales. Au rang des réponses nationales d'ailleurs, l'activisme diplomatique constaté aussi bien dans le soutien sans condition à l'Ukraine que dans l'opposition directe à la Russie³⁵⁶, confirment le postulat stratégique lituanien d'une capacité de réponse directe à la menace présentée du fait des alliances et du développement des capacités nationales (aussi bien militaires qu'économiques puisque le chantage énergétique russe a rapidement été contourné grâce aux mesures stratégiques de diversification et de stocks prises ses dernières années et derniers mois). Le renforcement direct et indirect de la puissance étant des moyens d'expression franche face à la menace, bien que celle-ci repose en grande partie sur les alliances. Sur ce second volet de la stratégie cumulative d'ailleurs, les alliances ont prouvé à la fois leur pertinence en tant que garant fondamental de sécurité pour la Lituanie, et à la fois ont validé le présupposé théorique opéré par cet acteur d'une délégation partielle de sécurité comme moyen de lutte contre un paradoxe de sécurité.

En effet, le caractère de membre de l'OTAN et d'allié des Etats-Unis est apparu comme une cause directe d'une posture russe mesurée par risque d'une guerre majeure et expression de la dissuasion nucléaire (les menaces russes demeurant verbales ou d'ordre économique en particulier sur l'énergie), et offre un contraste direct entre l'Ukraine non-membre des alliances qui est susceptible d'isolement et d'invasion, et les membres de l'OTAN protégés par la sécurité collective et dissuadant l'adversaire d'agir directement³⁵⁷. Au-delà de cette efficacité à contrer la menace en tant que telle, la dynamique des alliances lituanienne a également validé le postulat de la délégation de sécurité consentie puisque la crise a entraîné un renforcement des garanties apportées, matérialisation la solidité de la défense collective et donc la pertinence de ce choix.

³⁵⁵ Permettant d'atteindre l'objectif de deux brigades déployées, dont une dotée de force conventionnelle et de moyens lourds blindés et artillerie en nombre : Thibault Fouillet, « La remontée en puissance terrestre des Etats baltes: mise en perspective opérationnelle », *Défense et Industrie*, n°16, juin 2022, pp. 20-27.

³⁵⁶ Thibault Fouillet, Yves Plasseraud, Céline Bayou, « Guerre en Ukraine : comment protéger les pays baltes ? », op. cit.

³⁵⁷ Thibault Fouillet, *Coup d'œil à l'Est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, op. cit., pp. 6-7.

A ce titre, les éléments les plus notables concernent la fermeté et la cohésion européenne et otanienne à condamner la Russie et à appliquer des mesures de rétention en réponse (économiques, et d'assistance militaire à l'Ukraine), de même le sommet de l'OTAN de Madrid du 28 au 30 juin 2022 a défini la Russie comme menace prioritaire et acté un renforcement de la présence de l'alliance à l'Est, il s'agit par conséquent d'une reprise par l'alliance du dilemme de sécurité de la Lituanie et donc une meilleure prise en compte de la menace et des garanties nécessaires à apporter aux Etats limitrophes de la Russie dont la Lituanie³⁵⁸. Une validation directe des postulats grands stratégiques et doctrinaux de la Lituanie est donc constatée, et ce d'autant plus clairement que la fermeté de la défense collective en particulier l'activation de l'article 5 était régulièrement remise en question ces dernières années du fait de divisions européennes sur les réponses à apporter face aux actions russes de 2014. La cohésion constatée dans la crise actuelle exprimant ainsi un démenti au moins partiel à cette critique, et renforçant la garantie sécuritaire lituanienne. Dans le même ordre d'idée, l'élargissement en cours de l'OTAN à la Suède et la Finlande entraîne directement un renforcement des capacités lituaniennes, par la concrétisation dans l'alliance atlantique des partenariats stratégiques établis dans le cadre d'alliances régionales et en particulier de la NORDEF, sans compter par la même occasion sur la possibilité d'un déploiement de forces otaniennes dans ces pays impliquant un total contrôle de la mer baltique et une capacité de projection de renforts facilitée par voie maritime (réduisant le risque causé par la trouée de Suwałki précédemment évoquée). Enfin, de manière plus surprenante, l'invasion russe de l'Ukraine renforce indirectement la sécurité de la Lituanie du fait du déroulé des opérations militaires. En effet, la crainte d'une perte d'indépendance est conditionnée dans la vision lituanienne à une armée russe surpuissante capable de réaliser l'invasion en quelques heures afin de forcer le fait accompli. Or, le scénario (sur un schéma identique) qui a été réalisé en Ukraine et ses difficultés par un échec de l'opération éclair initiale, puis de la prise de la majeure partie du territoire ukrainien et des grandes villes pour conduire à l'effondrement de l'armée ennemie, conduit à minorer la capacité russe à pouvoir conduire une guerre éclair de prise des Etats baltes. Bien entendu les forces armées ukrainiennes sont plus nombreuses et le territoire est plus vaste que celui de la Lituanie, cependant dans ce cas-là ce ne serait pas un Etat mais bien quatre qui devraient être envahis

³⁵⁸ OTAN, *Concept stratégique 2022*, 30 juin 2022, 16pages.

(Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne) afin d'éviter l'acheminement des renforts et les contre-attaques, l'adversité serait encore plus grande. De plus, la vision opérationnelle ukrainienne est en tout point similaire à la doctrine des baltes d'une défensive asymétrique mobilisant l'ensemble des forces nationales, stratégie très efficace pour empêcher la prise des villes majeures³⁵⁹. Par conséquent, la puissance militaire russe en ressort amoindrie tant dans ses effectifs que dans sa capacité réelle à opérer une conquête rapide des Etats baltes, minorant en partie les scénarios établis en 2016³⁶⁰ et par la même occasion l'intensité de la menace perçue.

3.1.3. Conclusions de l'étude pratique par l'histoire immédiate, vis-à-vis de la doctrine lituanienne

Par la réalisation de son paradoxe de sécurité couplée à un dilemme de sécurité par contagion du fait de l'invasion russe de l'Ukraine, l'histoire immédiate offre un test complet des postulats stratégiques et doctrinaux lituaniens. Ceux-ci sont alors confirmés dans leur ensemble, que ce soit dans l'identification de la menace qui est cette fois (à l'inverse de 2014) parfaitement calibrée et anticipée, dans les moyens de réponse qu'est la stratégie cumulative permettant par le développement des capacités nationales et des alliances une protection effective, ou encore dans l'efficiences des moyens à minorer le dilemme rencontré (directement par les alliances, ou indirectement par un ennemi qui s'avère plus fiable qu'escompté dans son potentiel offensif).

La vision grande stratégique lituanienne post-2014, ainsi que les dispositions doctrinales qui en émergent, se trouvent de ce fait validées dans leur efficacité par l'histoire immédiate, et apparaissent non-seulement utiles mais surtout pertinentes puisque renforcées en cas de crise (cf. développement de la présence otanienne, élargissement des alliances...).

³⁵⁹ Thibault Fouillet, « La remontée en puissance terrestre des Etats baltes: mise en perspective opérationnelle », op. cit.

³⁶⁰ En particulier les wargames de la RAND corporation qui tablaient sur un effondrement des baltes en 60 à 72h : David A. Shlapak and Michael W. Johnson, Reinforcing deterrence on NATO's eastern flank : wargaming the defense of the Baltics, 2016, 16 pages.

Un point théorique nouveau émerge toutefois de cette étude, la possibilité simultanée d'une concrétisation et d'une minoration d'un paradoxe de sécurité³⁶¹. En effet, alors que la menace pressentie d'une invasion est réalisée, impliquant une hausse des tensions et du sentiment d'insécurité, celui-ci est contrebalancé par les échecs opérationnels ennemis qui remettent en cause l'une des craintes du paradoxe à savoir une invasion militaire éclair créant le fait accompli. L'intensité de la menace est ainsi à la fois constante et minorée, un phénomène qui n'avait pas été anticipé dans l'étude théorique et méthodologique.

3.2. LA DOCTRINE LITUANIENNE AU PRISME DES WARGAMES

3.2.1. Déterminants généraux sur la conception et la mise en œuvre des wargames pour la Lituanie

Pour rappel, le besoin lituanien de test par le wargaming est centré sur la pertinence du modèle doctrinal vis-à-vis des alliances et de la capacité à assurer la survie face à une menace de guerre conventionnelle provoquée par un ennemi désigné (La Russie). De fait, avec un Dilemme de Sécurité directement caractérisé, d'une intensité très élevée conduisant à un véritable paradoxe de sécurité, la Lituanie a fondé sa sécurité sur le prisme d'une stratégie cumulative reposant sur le développement des forces nationales et l'apport des alliances comme garantie fondamentale (USA, OTAN, UE). De ce fait, il apparaît essentiel de se concentrer sur des wargames d'emploi ou de réalisation directe du dilemme sécuritaire.

Les deux typologies de wargames déterminées pour la thèse sont alors mobilisées, avec une étude de type *red team* pour développer une réflexion de fond sur la réalisation du dilemme de sécurité dans ces aspects fondamentaux de développement de la défensive militaire apportée par l'OTAN et de renforcement des capacités nationales pour contrer l'invasion ; et une étude de type scénarios d'emploi, mêlant réflexion de préparation de leur défense par les acteurs (*Blue team*) et engagement simulé (*kriegspiel*), par le test de la réalisation du paradoxe de sécurité avec une invasion des États baltes par la Russie.

³⁶¹ Thibault Fouillet, *Coup d'œil à l'Est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, op. cit., p. 8.

Une précision s'avère indispensable concernant ce second wargame. L'actualité récente durant la thèse, à savoir la guerre en Ukraine et la pression russe sur l'OTAN, a conduit à une mobilisation partielle de la résolution de l'alliance et affirmant son unité, y compris sur les éléments qui avaient été déterminés comme plus réticents (Allemagne, Turquie...). En outre, les dynamiques d'une invasion anticipées par la Lituanie ont été en grande partie réalisées en Ukraine. De ce fait, puisque le scénario a été établi et réalisé avant ce conflit, les conclusions sont à apprécier en tant que telle, et n'ont pas été influencée par la conduite du conflit (évitant ainsi les biais de confirmation qui auraient indubitablement influés sur les joueurs comme sur les juges), de même certaines disposition de règle peuvent paraître datées vis-à-vis du conflit réel mais n'ont pas pu être modifiées puisqu'elles ont été conduites en amont.

Une fois ces précisions prises en compte, la focale d'étude de ces wargames quel que soit le scénario utilisé est identique et s'attache à la pertinence et la résilience des grands concepts que sont la *Total Defense* et la *Comprehensive security approach* dans leur capacité à assurer la survie de la Lituanie.

Enfin, au plan méthodologique, les deux wargames ont pu bénéficier de trois panels de jeux dont un comprenant les versions de test effectuées par l'auteur et un groupe restreint de joueurs habitués aux simulations professionnelles, et n'ont pas soulevés de difficultés de mise en œuvre.

Ils sont ainsi présentés successivement selon le même plan, avec la diffusion du livret de jeu intégral tel qu'il a été fourni aux joueurs et juges, puis la note d'exploitation complète d'une partie emblématique, pour finir par les conclusions et leçons tirées du wargame en faisant le point moyen de l'ensemble des simulations effectuées

3.2.2. Simulation n° 1 : Scénario d'emploi (*Blue Team/Kriegspiel*)

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Construite pour développer une étude pratique complète du paradoxe de sécurité de la Lituanie, mais dans le cadre d'un scénario crédible donc forcément lié aux autres Etats baltes, cette simulation s'attache à l'étude de la doctrine lituanienne sous deux aspects : une réflexion sur la préparation de ces Etats à une escalade militaire avec la Russie, puis une mise en pratique des dynamiques relevées dans le cadre d'une simulation de conflit conventionnel.

➔ Objectifs de recherche :

Dans le cadre de cette simulation deux points seront à l'étude :

1. Analyse du processus décisionnel :

Afin de distinguer dans le scénario mis en œuvre la place de la rationalité dans le cadre d'une décision prise sous contrainte du temps et de stress au sein d'un jeu à somme nulle.

L'enjeu sera dans ce cadre de pouvoir expliquer au mieux la dynamique de choix ainsi que d'exprimer des visions comparatives entre les groupes.

2. Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques Baltes et l'action pratique :

La simulation doit tester la validité des scénarios prospectifs définis dans la Doctrine des Etats Baltes, ainsi –et surtout- que l'efficacité des mécanismes pressentis pour circonscrire la menace russe. Le scénario n'est de ce fait pas forcément construit sur sa pertinence prospective dans l'absolu (notamment en ce qui concerne ses probabilités de réalisation), mais bien dans une vision relative spécifique aux perceptions d'acteurs –les Etats Baltes- exprimées dans la définition de leurs dilemmes de sécurité et des moyens de les outrepasser.

Centrée sur la vision qualitative exprimée par le schéma décisionnel des joueurs, il s'agit de déterminer l'adéquation pratique (ou non) des concepts théoriques formulés dans les Doctrines. Afin de ne pas créer un biais cognitif initial ce contenu théorique n'est pas présenté aux joueurs, c'est dans l'analyse des choix et actions que seront isolés les éléments concordants et dissonants avec la Doctrine.

Une présentation de choix alternatifs et une comparaison entre les groupes permettant d'effectuer un point moyen pertinent, tout en discernant divers types de déterminants influant sur la résilience des moyens identifiés au plan doctrinal.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Hybride : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sphère décisionnelle libre en groupe durant l'étape I ▪ Décisions rapides et actions de type <i>kriegspiel</i> dans le cadre d'un scénario d'emploi simplifié 	2 étapes, permettant dans une première phase de 1h30 de définir en groupes séparés les actions et décisions principales de l'acteur incarné face à des problématiques stratégiques en rounds successifs dont le résultat aura une influence sur la composition de la phase 2, et dans une deuxième phase d'1h30 de mettre en œuvre sur un plateau de jeu rassemblant l'ensemble des groupes un affrontement interétatique de niveau stratégique.

⇒ Scénario, acteurs, objectifs

➔ Présentation du contexte :

La présente simulation s'intéresse à une escalade des tensions régionale entre les Etats baltes et la Russie, centrée sur une opposition géopolitique débouchant sur une guerre ouverte. Les deux phases de cette logique scénaristique (montée des tensions/guerre) correspondant aux deux phases de la simulation où interviennent les joueurs.

Dans le détail, la mise en contexte présentée aux joueurs est la suivante :

Automne 2025, la multiplication des crises au sein de l'OTAN (revirement stratégique américain, projets capacitaires en petits-groupes, pressions pour un partage plus important du fardeau...) fait émerger des failles visibles concernant les garanties de sécurité collective. L'emploi de l'article 5, impliquant une communauté de réponse en cas d'agression sur l'un des membres est plus que jamais théorique avec le retour du débat d'entre-deux guerres: sommes-nous prêt à mourir pour la Pologne ?

Consciente de l'opportunité inespérée qui lui est offerte pour obtenir des gages géopolitiques, la Russie entame une politique de déstabilisation progressive de son étranger proche, tout en développant une logique d'influence auprès des Etats d'Europe de l'Ouest et du Sud pour accroître les dissensions au sein de l'alliance atlantique.

Une réponse vive des Etats baltes émerge cependant, issue de nations préparant depuis une décennie un affrontement probable avec la Russie et développant de ce fait tous les moyens à leur disposition pour contrer les logiques d'ingérence et de déstabilisation.

Nous sommes le 25 Octobre 2025, conseillers proches de la présidence de vos pays respectifs, la situation est grave et le temps n'est plus à l'étude, il faut dès à présent définir une feuille de route claire des actions diplomatiques et militaires à mettre en œuvre, tout en planifiant une fois encore un hypothétique conflit ouvert... hypothétique vraiment ?

➔ **Eléments cardinaux du contexte :**

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent appréhender l'acteur qu'ils vont incarner et analyser stratégiquement le contexte pour déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition :

Comme énoncé précédemment la composition de la simulation est entendue sous la forme de groupes qui représentent l'organe décisionnel d'un Etat. L'objectif de cette répartition est de multiplier les points de vue tout en introduisant les dynamiques de rationalité issues de la sociologie des groupes. En fonction de la complexité des acteurs incarnés mais également du volume des décisions à prendre la composition des équipes n'est pas homogène et varie entre trois et six joueurs.

La composition des groupes répond à un principe de liberté de parole et de décision, par conséquent l'organisation interne dans la réflexion, les choix, etc. est à la discrétion des joueurs. Les juges ne sont là que pour éviter les débordements et n'auront pas vocation à séquencer ou organiser les échanges. La capacité à s'organiser et à produire des décisions rationnelles et structurées est en soit également un des objets d'étude de la simulation et sera donc un critère à part entière de l'analyse décisionnelle du compte-rendu.

Liste des acteurs incarnés et répartition :

La simulation mettra aux prises quinze joueurs répartis en 4 groupes dont la présentation est à retrouver ci-dessous :

➤ **ESTONIE (3PAX) :**

Etat balte au niveau de vie le plus élevé et en pointe sur les technologies émergentes en particulier le cyber. A la mentalité plus nordique que balte, l'Estonie est le chantre de la coopération régionale et voit dans le maintien d'un statu quo avec la Russie un gage de développement. L'alliance atlantique demeure la garantie fondamentale de sécurité pour cet Etat, mais doit s'accompagner dans le même d'un approfondissement continu de l'intégration avec les Etats Nordiques, la NORDEFCO ne devant être que le premier symbole d'une coopération plus large.

➤ **LETONIE (3PAX) :**

Force armée la plus faible des trois Etats baltes, la Lettonie n'est pas pour autant un acteur mineur de la région et développe les mêmes qualités d'intégration que ses voisins. Particulièrement active au sein des alliances régionales, elle fait de l'OTAN et des Etats-Unis sa garantie ultime de survie même si un conflit avec la Russie n'est pas souhaité.

➤ **LITUANIE (3PAX) :**

Etat le plus farouchement opposé à la Russie depuis 2014, la Lituanie a vécu la crise de Crimée comme une surprise stratégique (rouvrant le traumatisme des annexions passées) puisque croyant jusqu'à cette date en un apaisement de la posture russe. Le revirement doctrinal et capacitaire a depuis été total (demande pour l'EFP³⁶², rétablissement du service militaire, etc.), de même que concernant le dynamisme des actions régionales avec un renforcement de l'intégration militaire et une opposition affirmée à la Russie (soutien et aide logistique à l'Ukraine notamment) malgré la volonté d'éviter un conflit direct.

³⁶² *Enhanced Forward Presence* : déploiement avancé de l'OTAN en Europe de l'Est pour muscler la détermination de l'alliance, avec un bataillon multinational déployé dans chaque Etat balte et en Pologne.

➤ RUSSIE (6PAX) :

Redevenu un acteur géopolitique majeur de la compétition mondiale, la Russie retrouve une dynamique géopolitique proactive avec en Europe le désir d'une influence majeure et de pouvoir étendre son glacis protecteur. Bien qu'éloignée de ses préoccupations initiales, la fracture grandissante au sein de l'OTAN offre une opportunité unique de prendre des gages territoriaux sans trop de conséquences et de mettre à mal l'influence des Etats-Unis sur le continent. Le succès stratégique apparaît par conséquent comme intimement lié à la victoire diplomatique permettant d'isoler les Etats d'Europe de l'Est de leurs alliés.

➔ **Timeline :**

La simulation prend effet entre le 25 octobre et le 4 décembre 2025.

L'étape I de la simulation (durée 1h30) représente les diverses réunions de crise tenues par le groupe décisionnel de chaque acteur entre le 25 octobre et le 25 novembre déterminant les actions politiques des divers Etats et leur adaptation aux évolutions du contexte jusqu'au déclenchement effectif du conflit le 25 novembre.

L'étape II de la simulation (durée 1h30) représente l'enchaînement des décisions et actions stratégiques militaires des différents groupes ainsi que leurs conséquences et affrontements entre le 25 novembre et le 4 décembre 2025. Chaque tour de jeu dure 24h, faisant de l'étape II de la simulation un jeu de 10 tours maximum.

➔ **Biais sélectionnés :**

- Afin d'éviter tout blocage par une menace directe ou une fin prématurée du scénario, l'usage des ADM est interdit. La simulation considère ainsi que la dissuasion par MAD (*Mutual Assured Destruction*) opère entre les différents Etats.
- Le principal biais utilisé concernant la seconde phase de la simulation (*scénario d'emploi*) réside dans sa simplification. De fait, la mise en œuvre d'un *kriegspiel* de niveau stratégique emporte normalement une variété très élevée de règles et de principes d'application afin de simuler au mieux la complexité des engagements.

Toutefois, bien que conservant une représentativité de la simulation dans l'impact des choix et contraintes opérationnelles, pour des raisons de manque de temps alloué au wargame (pour l'apprentissage des règles par les joueurs, pour l'appropriation des mécaniques de jeu nécessitant plusieurs parties, pour le déroulé de la simulation qui aurait mis 4h rien que pour la

phase deux, etc.) et de volonté de conserver une dynamique nerveuse et instinctive ainsi qu'une dimension ludique particulièrement importante pour des joueurs novices, un résumé des règles au strict minimum a été décidé.

Bien que d'autres modalités puissent être imaginées par les joueurs, notamment dans les moyens à utiliser, ils devront se conformer strictement au cadre des règles et des possibilités prévues par celles-ci.

- Le choix de la déclaration de guerre n'est pas laissé aux joueurs puisqu'elle arrive automatiquement au début de la seconde phase. Les joueurs n'ont de ce fait dans la première phase que la possibilité de décisions et actions qui ne sont pas directement des actes de guerre. Les juges seront chargés de réorienter les joueurs le cas échéant.

Hormis ces limitations toutes les décisions possibles peuvent être prises par les joueurs au plan politique (de même que dans le choix des moyens mobilisés), et ce afin de garantir une étude optimale du processus décisionnel.

Attitudes :

L'ensemble de présupposés censés être intégrés par les joueurs dans ce scénario correspondent aux dynamiques d'alliances et aux tensions actuelles générales dans la région.

Toutefois, afin de favoriser le travail individuel des joueurs, notamment dans l'objectif de lier la connaissance avec la qualité de la décision, la véritable plus-value consiste dans le travail et la connaissance des objectifs et actions possibles pour le groupe incarné ainsi que pour ceux des autres joueurs. Tous ces éléments viendront à la fois de l'analyse de ce livret de jeu et des possibilités offertes par les règles, ainsi que de l'anticipation de la première problématique de la phase I, et enfin des connaissances personnelles des joueurs.

Les joueurs n'ont pas à connaître en détail la composition des forces armées de leur Etat puisque pour des raisons de simplification une homogénéisation des unités a été décidée pour une répartition en fonction de l'ordre de bataille. Les unités sont donc réputées avoir toutes leurs fonctions (SIC, appuis, commandement, etc.) prises dans leurs caractéristiques de combat.

➔ Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :

Le wargame complet dure 4h réparti en deux étapes et un ensemble de procédures générales propres au wargaming.

Ainsi de manière détaillée la répartition de l'évènement se traduit comme suit :

- Accueil des joueurs, présentation logistique et répartition dans les groupes (10min) : non-pris en compte dans les 4h de la simulation.
- Briefing introductif (15min) : rappel des éléments cardinaux de la simulation, des règles, et du déroulé de la demi-journée de simulation. Réponse aux ultimes questions.
- Etape 1 de la simulation (1h30) : cellule de crise de chaque groupe, qui définit ses objectifs, plan d'action, réactions aux actions des autres groupes, etc. en fonction des problématiques soumises par les juges. Ce travail sur trois rounds se fait en groupes séparés sans interaction entre eux (renforçant la dépendance des baltes aux décisions des autres), et sous contrôle au moins d'un juge.
- Pause (5min) : permet aux juges de rassembler les données de chaque groupe, de finaliser la mise en place de la phase II, et aux joueurs de souffler.
- Etape II de la simulation (1h25) : déroulé du *scénario d'emploi* pour un maximum de dix tours. Le jeu se fait sans interruption, chaque joueur jouant en fonction de son ordre d'initiative, dès que tous ont joués le tour en cours est terminé et l'on enchaîne sur le suivant.
- Conclusion du wargame (15min) : expression et explication des résultats, bilan tiré sur le wargame, réponses aux ultimes questions, présentation du compte-rendu à venir et de l'exploitation des résultats.

Le matériel exigé pour chaque joueur se réduit à disposer de quoi prendre des notes et d'une montre pour la gestion du temps.

➔ Objectifs des joueurs :

Afin de lier au plus près les deux phases et une logique d'étude centrée sur la corrélation entre décisions politiques et conséquences stratégiques, les objectifs de chaque camp de même que les forces en présence durant l'étape II dépendent des résultats de l'étape I.

Ainsi, durant la première étape qui consiste en la définition d'actions face à des problématiques stratégique, trois rounds sont joués. Chaque round oppose le camp bleu (3 Etats baltes) au camp rouge (Russie), qui par décisions interposées mettent en jeu la crédibilité de leurs choix. Les juges déterminent alors qui a remporté le round, et après le troisième round le résultat final de cette première étape (selon des possibilités limitées à : 3-0, 2-1, 1-2, 0-3).

En fonction du résultat obtenu parmi les quatre possibilités, chaque camp aura des forces plus ou moins complètes et des objectifs plus ou moins difficiles à atteindre. La victoire durant la première phase conditionne donc fortement les chances de la deuxième phase, sans garantie ultime de victoire ou de défaite³⁶³.

Les tableaux suivants expriment pour chaque camp les différents cas de figure :

Camp Bleu		
Résultats	Forces disponibles	Conditions de victoire
3-0	Baltes + forces alliées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Survivre moins de 6 tours : défaite majeure ▪ Survivre 6 tours : défaite mineure ▪ Survivre 7 tours : égalité ▪ Survivre 8 tours : victoire mineure ▪ Survivre 10 tours : victoire majeure
2-1	Baltes + forces alliées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Survivre moins de 6 tours : défaite majeure ▪ Survivre 6 tours : défaite mineure ▪ Survivre 7 tours : égalité ▪ Survivre 8 tours : victoire mineure <p>Survivre 10 tours : victoire majeure</p>

³⁶³ A l'instar des conflits réels, des miracles stratégiques corrigeant une mauvaise situation politique sont toujours possibles, de même qu'un désastre militaire condamnant un avantagez politique initial.

1-2	Baltes seuls	Survivre 10 tours : défaite mineure (tout autre résultat est une défaite majeure)
0-3	Baltes seuls	Survivre 10 tours : défaite mineure (tout autre résultat est une défaite majeure)

Camp Rouge		
Résultats	Forces disponibles	Conditions de victoire
3-0	Partielles	Conquête totale = occupation simultanée de toutes les capitales Baltes ou d'une capitale et de tous les carrés du camp Balte
2-1	Partielles	Conquête normale = occupation simultanée de deux capitales Baltes ou de sept carrés dans le camp Balte dont au moins un dans chaque Etat
1-2	Complète	Conquête normale = occupation simultanée de deux capitales Baltes ou de sept carrés dans le camp Balte dont au moins un dans chaque Etat
0-3	Complète	Conquête minimale = occupation d'une capitale et de la totalité des carrés de l'Estonie ou de la Lituanie

⇒ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame hybride centré sur une décision longue durant une première étape puis rapide et intuitive dans une seconde, les règles sont peu nombreuses et basiques pour correspondre à une simulation à adjudication semi-rigide. Les principaux éléments de connaissance hormis les règles étant la maîtrise de l'acteur incarné qui est à la discrétion du travail des joueurs.

- *Tours de jeu et structure de la simulation*

Comme énoncé précédemment la simulation proposée réside dans deux phases distinctes dans les modalités et liées uniquement par le résultat puisque la première conditionne les caractéristiques de mise en œuvre de la seconde. Les tours de jeux sont par conséquent

différenciés en fonction des phases, avec dans la première trois rounds, et dans la seconde un maximum de dix tours.

La méthodologie des phases de même que le type de wargame utilisé pour les conduire étant radicalement différent, les règles qui s'y attachent sont également distinctes impliquant un traitement particulier dans les parties à suivre.

- ***Règles par phase***

- ***Phase 1 : Red teaming et étude théorique***

- ***Déroulé de la phase***

La première phase s'exprime sous la forme d'un exercice de décision de type *red team* (réaction critique et proposition de solutions concrètes à des problématiques stratégiques spécifiques à l'acteur incarné ou visé).

Trois rounds sont réalisés, durant chacun 30min (20min de réflexion par groupe/10min de transmission des éléments aux juges-annonce des résultats-énonciation à chaque camp de la problématique suivante).

Chaque joueur produit des décisions pour son groupe, même dans le cas Balte. De fait, bien que le camp soit identique les modalités doctrinales, nationales et culturelles de ces trois pays sont diverses et ne peuvent être traitées de manière identique. Ainsi, en cas d'éléments se recoupant entre les Baltes ils seront traités d'une manière globale, la distinction permettant entre autre de renforcer le sentiment de dépendance régionale en subissant les conséquences d'un allié peu efficace le cas échéant. De même, l'unicité russe n'est pas inévitablement gage d'efficacité puisque le groupe est deux fois plus nombreux que les autres, augmentant d'autant la difficulté sociologique de gestion d'une communauté pour produire des décisions consensuelles.

- ***Modes d'expression des décisions et de définition des résultats***

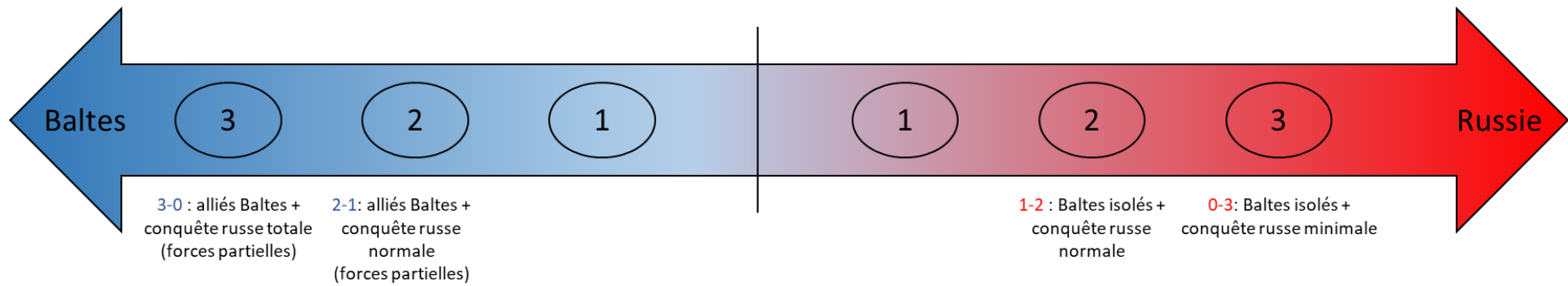
La définition des résultats revient aux juges qui déterminent à chaque round en fonction des problématiques traitées le camp qui a été le plus convainquant et qui de ce fait remporte le tour. Le nombre de tours remportés définissant à la fin de la phase le résultat final et les conséquences pour la phase 2 en fonction du tableau présenté dans la partie précédente.

Les critères de définition du camp gagnant à chaque round ne peuvent être exhaustif puisque dépendant en partie du ressenti et des impressions de juges, toutefois trois grandes catégories seront tout particulièrement prises en compte :

- La crédibilité des décisions : proches de la rationalité des choix, il s'agit de définir des comportements et actions pour l'acteur qui soient possibles et surtout qui correspondent aux caractéristiques de l'Etat incarné (ex : un désarmement de Kaliningrad pour apaiser les tensions dans la région n'est pas une option crédible pour la Russie).
- L'exhaustivité des décisions : l'originalité ne suffisant pas à faire qu'un camp se démarque de l'autre, il faut avant tout que le groupe définisse l'ensemble des mesures nécessaires pour répondre à la problématique stratégique. Ainsi plus le nombre d'éléments oubliés par un camp sera élevé moins il sera susceptible d'être victorieux à ce round (ex : omettre le volet militaire dans la lutte contre l'ingérence russe).
- La précision des actions imaginées : en tant que cellule de conseil de la présidence de chaque Etat, le décideur conseillé entend avoir face à lui un panel d'hypothèses concrètes et de moyens à mettre en œuvre immédiatement. Les notions trop générales (ex : renforcer les forces armées) ne seront pas satisfaisantes, et auront de ce fait tendance à retirer au groupe des chances de victoire à ce round.

Afin d'illustrer la dynamique actuelle, ainsi que de rappeler aux joueurs les victoires en cours et les résultats affiliés, à chaque fin de round une progression sera matérialisée sur l'échelle de gains page suivante.

Echelle de gains de l'étape I



- **Problématiques traitées**

Chaque round implique le traitement d'une problématique nouvelle. Si la première est commune à chaque camp et connue en amont pour que les joueurs puissent s'y préparer et développer des arguments facilitant leur prise de décision, les autres sujets dépendront à chaque fois du résultat du round précédent. L'arborescence des problématiques possibles est figée et ne dépend pas des arguments avancés par les joueurs mais bien seulement du résultat des rounds. Elle n'est toutefois communiquée qu'aux juges pour conserver l'incertitude et une dimension de hasard pour les joueurs.

A chaque problématique correspond alors un tableau que les groupes devront remplir et qui comme pour l'arborescence ne sont au-delà du premier round communiqués qu'aux juges.

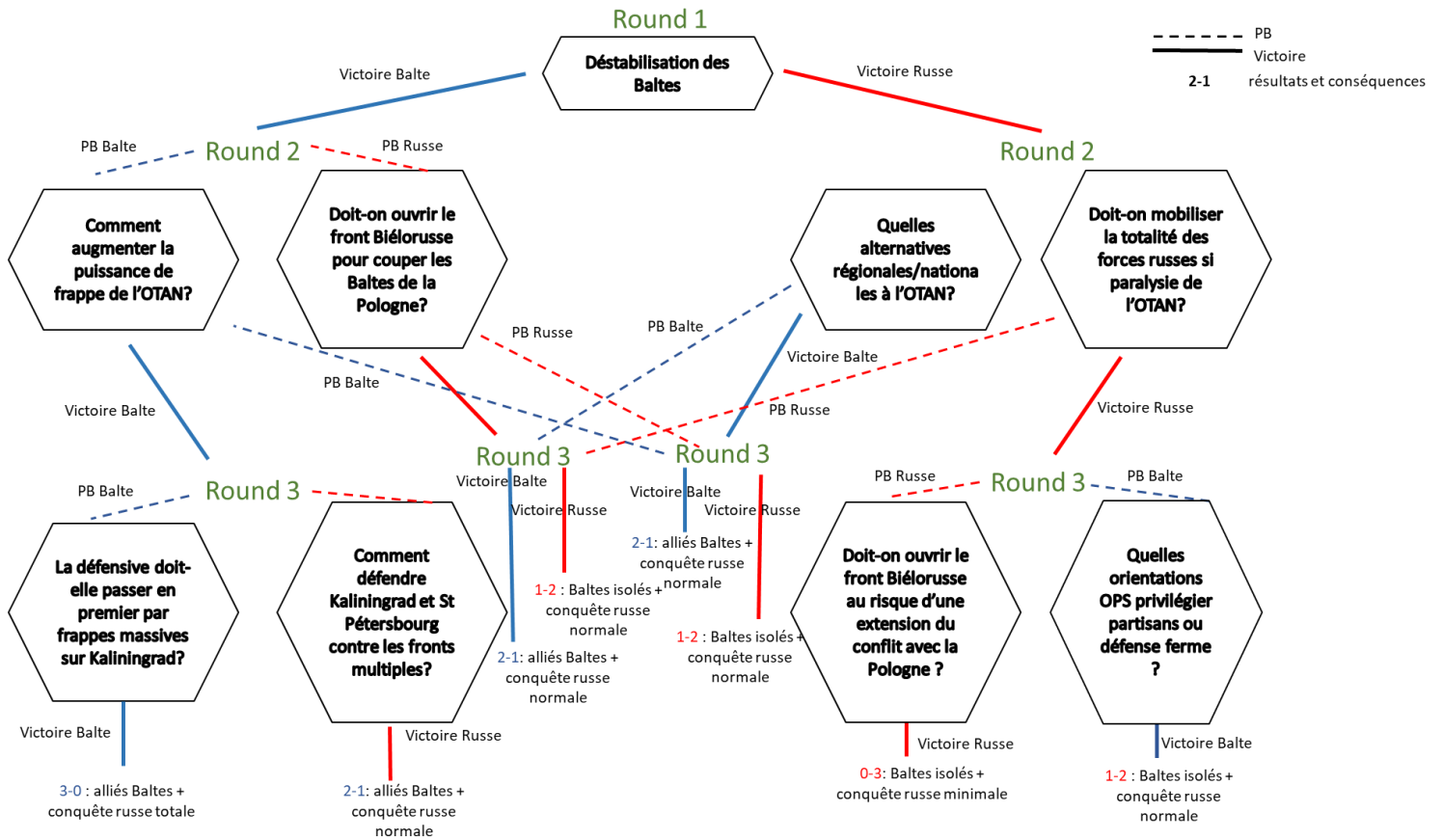
Pour le round 1, la problématique et les missions demandées aux deux camps sont par conséquent à retrouver dans le tableau ci-dessous qui devra être rempli par les joueurs (1 tableau par acteur) après concertation :

Round 1	
Groupe :	
Problématique : La Russie cherche à déstabiliser les Baltes pour mettre la pression sur les USA et accroître les dissensions au sein de l'OTAN	
Mission :	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ si Balte = moyens/actions à mettre en œuvre pour minimiser l'impact des opérations Russes ▪ Si Russie = en tant que conseillers militaires et politiques de la présidence détaillez les moyens de mise en œuvre de la déstabilisation 	
Décisions/Actions	Raisons (succinctes)

Ici s'arrête le livret des joueurs. Pour les autres rounds et à destination exclusive des juges sont présentés dans les pages suivantes l'arborescence des possibles et résultats, ainsi que les tableaux³⁶⁴ dévolus à chaque groupe au regard de ces dits résultats.

³⁶⁴ Un seul balte est énoncé à chaque fois pour plus de concision puisque leurs tableaux sont identiques, de même pour le round 1 seul un tableau est présenté au lieu des quatre puisqu'ils sont identiques.

Arborescence des résultats et problématiques de la phase I



• Phase II : Scénario d'emploi

Se déroulant exclusivement par des actions modélisées sur le plateau de jeu (carte des mouvements stratégiques) ce scénario d'emploi de type *Kriegspiel* est prévu pour une durée maximale de dix tours durant lesquels les règles à suivre s'appliquent sans distinction et/ou évolutions.

Un point de répartition des groupes s'impose à ce stade :

- Chaque Etat Balte dispose de ses propres troupes qu'il dirige seul –même si la manœuvre est concertée avec les autres groupes- il y a donc trois groupes Baltes au sein du camp bleu.

Par conséquent si un Etat « tombe » (prise de sa capitale) il cesse de jouer et le commandement de ses troupes restantes passe à l'Etat indépendant limitrophe³⁶⁵.

- Chaque théâtre russe dispose de son propre commandement de deux joueurs, impliquant que les unités déployées sur ce théâtre **ou qui y manœuvrent**³⁶⁶ sont sous le commandement dudit groupe gérant le théâtre. Ce groupe agit seul quand bien même la manœuvre est coordonnée globalement au niveau de la Russie. Il y a donc trois groupes russes au sein du camp rouge.

- *Déroulé de la phase et des tours*

Les tours de jeu de la phase 2 suivent tous le même processus :

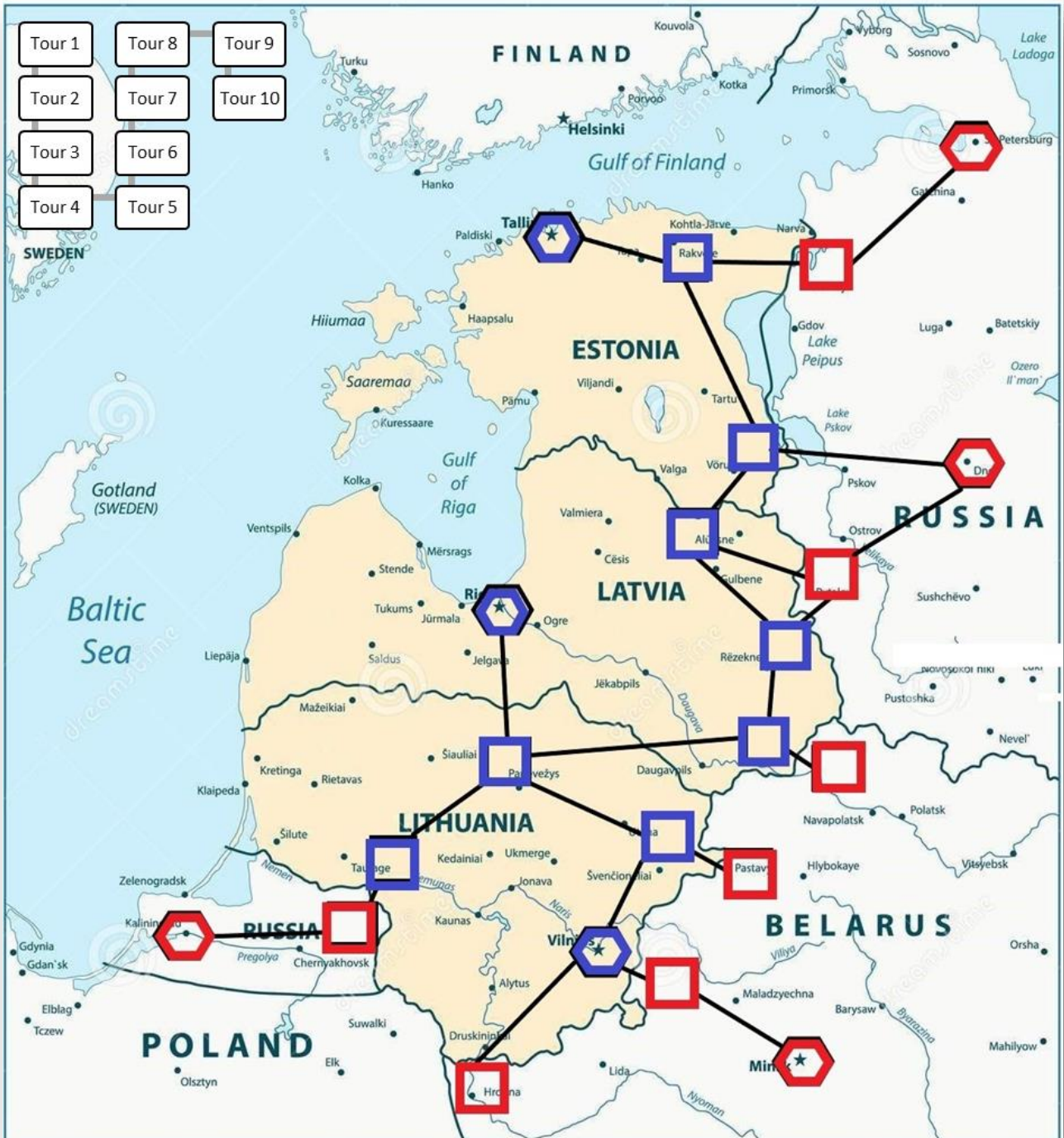
- Activation d'un groupe par l'initiative (il y a six activations correspondant aux 6 groupes)
- Déploiement de nouvelles unités/renforts le cas échéant/soutiens
- Mouvements
- Combats et résolution des soutiens
- Pertes et résultats

Une fois que tous les groupes encore en « vie » ont joués le tour est terminé et l'on passe au suivant.

³⁶⁵ Cette dimension est cardinale pour ancrer le scénario dans la réalité avec une intégration qui s'arrête aux limites de la survie, évitant ainsi que les joueurs abandonnent des capitales pour une victoire commune en « bunkerisant » la dernière, et pour rappeler aux joueurs que s'ils comptent vaincre (et jouer) ils doivent survivre en autonome avant tout.

³⁶⁶ Ce point est capital pour les Russes : en cas de modification de la manœuvre impliquant qu'un groupe fasse passer ses forces par un autre théâtre il en perd le commandement pour les prochains tours (dès l'entrée sur le nouveau théâtre) et ce jusqu'à ce que l'unité revienne dans le théâtre initial. Attention donc à bien coordonner la manœuvre côté russe pour éviter des frictions sur la gestion des forces...

Le plateau de jeu est constitué de la carte d'opération suivante :



Pour une contextualisation plus précise une description des éléments est nécessaire :

➤ Légende du plateau :

- Hexagones : Bleus = Capitales Baltes ; Rouges = Bases d'opérations russes
- Carrés : zones de manœuvre et de rencontre des troupes
- Lignes : Routes empruntées par les forces pour se déplacer, aucun autre chemin n'est possible que les connexions déjà présentes

➤ Théâtres :

- Camp Bleu : chaque Etat Balte est un théâtre distinct bien que des connexions permettent aux troupes de passer de l'un à l'autre
 - Camp rouge : les trois théâtres correspondant à trois groupes distincts sont liés à un hexagone : Kaliningrad, Biélorussie, St Pétersbourg.
- Espaces maritimes et aériens : les unités navales et aériennes n'ont pas de zones compartimentées sur la carte mais voient néanmoins leurs actions liées à un théâtre particulier, de ce fait les unités correspondantes sont déployées sur la carte au plus proche de la zone où elles opèrent à ce tour.



Dans l'exemple ci-dessus, les russes ont déployé sur le théâtre Lituanien (au tour du joueur de Kaliningrad) deux soutiens aériens, alors que le joueur lituanien a déployé sur son théâtre trois frappes navales

- *Déploiement*

Avant le premier tour, chaque groupe dispose ses forces sur les carrés et hexagones de son théâtre comme bon lui semble mais en respectant les règles de cumul suivant –valables pour toute la partie- :

- Toutes les unités (corps de troupes et soutiens) sont déployées face cachées, ce n'est qu'à l'activation des unités ou lors d'un combat qu'elles sont révélées : les unités survivantes demeurent face visibles pour le reste de la partie (ou jusqu'à leur destruction) puisque l'adversaire connaît désormais leur position.
- Un carré ne peut pas contenir plus d'une division.
- Les hexagones n'ont pas de limite de déploiement pour les corps de troupes mais ne peuvent pas accueillir plus de trois soutiens (même s'ils peuvent en cumuler plus en cas de frappes d'artillerie depuis les carrés adjacents).
- Les carrés ne peuvent pas contenir plus de deux soutiens.
- Lorsqu'un soutien qui **n'est pas une unité** (les missiles étant une unité de soutien) est déployé sur une case à un tour ses effets s'activent en cas de présence d'un combat ou d'une unité ennemie sur la case. Si aucune unité n'entre en contact avec la case, l'effet est perdu.

Pour les tours suivants, au-delà du respect de ces règles, les unités sont déployées sur les hexagones libres de leur choix (renforts, unités alliées pour les Baltes), jamais sur des carrés. En cas d'absence d'hexagones libres les unités sont déployées au prochain tour où un espace sera libre.

- ***Initiative***

Au premier tour l'initiative est au camp russe : les trois groupes jouent les uns après les autres dans l'ordre de leur choix, par la suite c'est au tour des baltes qui jouent les uns après les autres également dans l'ordre de leur choix.

Le tour 1 constitue par conséquent le cœur de la manœuvre et de la planification, le seul tour où le rythme peut être connu et maîtrisé.

Pour les tours suivants l'initiative est aléatoire et déterminée comme suit : Lancez 1D6 et consultez le tableau suivant (si le numéro a déjà été appelé relancez le dé jusqu'à tomber sur un groupe éligible) :

Valeur sur 1D6	Groupe activé
1	Estonie
2	Lettonie
3	Lituanie
4	Russes de Kaliningrad
5	Russes de Biélorussie
6	Russes de St Pétersbourg

En cas de « disparition » d'un joueur balte le numéro devient inactif et implique simplement une relance du dé jusqu'à trouver un groupe éligible.

- ***Mouvements***

Pour plus de facilité le mouvement des unités a été conçu consubstantiellement à leur type, en différenciant uniquement entre un mouvement sans livrer de combat et un mouvement durant lequel un combat est mené.

Il convient de noter que dans tous les cas un combat perdu ou bien un combat gagné mais sans que l'ennemi recule conduit à un arrêt du mouvement pour le tour.

Mouvements sans combat	
Type d'unité	Nombre de cases possibles par tour
Infanterie légère/réserves	1
MECA/MECA ELITE	4
Chars/blindés	3
Artillerie/missiles	2

Mouvements avec combat et destruction/recul ENY	
Type d'unité	Nombre de cases possibles par tour
Infanterie légère/réserves	1
MECA/MECA ELITE	3
Chars/blindés	2
Artillerie/missiles	1

- **Combats et résultats de combat**

- **Résultats de combat**

La simulation de la phase 2 étant fondée sur une action de niveau stratégique le combat a été réduit à son expression la plus simple (et classique) en wargaming à savoir une agrégation de l'ensemble des bonus offensifs du camp attaquant (diminué des malus de l'adversaire) face à l'ensemble des bonus défensifs du camp défenseur (diminué des malus de l'adversaire).

Le camp qui a le total le plus élevé se rapporte alors au tableau suivant (en arrondissant la valeur **à l'inférieur**), lance 1D6 et applique les résultats :

Valeur sur 1D6	Total – de 1,5x supérieur à celui de l'adversaire	Total entre 1.5x et 2x supérieur à celui de l'adversaire	Total au moins 2x supérieur à celui de l'adversaire
1	Perte d'1 bataillon de chaque coté	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule
2	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule
3	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi
4	Perte d'1 bataillon chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi et l'adversaire recule
5	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte d'une brigade chez l'ennemi et l'adversaire recule
6	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi et l'adversaire recule	Perte de 2 bataillons chez l'ennemi et d'un soutien utilisé sur le théâtre de manière définitive	Perte d'une brigade chez l'ennemi et d'un soutien utilisé sur le théâtre de manière définitive

Bien entendu en cas de valeur de destruction supérieure à la force ennemie (ex : une brigade alors qu'il n'y a que deux bataillons) dans ce cas la totalité de la force ennemie est détruite et les dégâts supplémentaires sont ignorés.



Dans l'exemple ci-dessus les russes mènent une offensive en Lituanie, la valeur de leur offensive est $(9 + 2 \times 2$ du soutien aérien -2 du malus adverse) de 11 ; tandis que la valeur défensive lituanienne est $(2+2$ des bataillons $+2 \times 2$ des frappes navales $- 6$ du malus adverse) de 2. Le vainqueur de ce combat est donc la Russie qui a en outre un total plus de 2x supérieur. Le joueur russe lance donc un dé qui donne un 3 et se reporte à la troisième colonne du tableau = perte de 2 bataillons chez l'ennemi. L'ensemble des forces lituaniennes est détruit, les russes conquièrent la case et peuvent poursuivre leur route s'il leur reste du mouvement.

○ **Renforts**

Chaque unité détruite dans le camp russe revient en renfort du même type au tour suivant sur un hexagone libre au choix du joueur à qui appartenait l'unité (il peut donc en transférer le commandement en le mettant sur un autre théâtre). Les renforts reviennent toutefois à un niveau de moins que leur structure initiale, sauf les bataillons qui reviennent en tant que bataillons :

Division  Brigade

Brigade  Bataillon

Bataillon  Bataillon

ATTENTION dans le cas où les baltes jouent avec des alliés, après le tour 5 des frappes stratégiques massives sur Kaliningrad empêchent tout renfort depuis cette zone jusqu'à la fin de la partie.

Les baltes suivent la même logique pour les renforts que les russes avec deux contraintes : les renforts n'arrivent pas au tour suivant mais au bout de deux tours, et quelle que soit la forme initiale de l'unité toute unité perdue ne peut revenir que sous forme de bataillon.

La gestion des renforts est effectuée par les juges qui tiennent le compte et attribuent les unités dans les tableaux suivant :

Renforts russes		
Disponibles au tour suivant		
Théâtre de Kaliningrad	Théâtre de Biélorussie	Théâtre de St Pétersbourg

Renforts Baltes		
En attente pendant 1 tour		
Disponibles au tour suivant		
Estonie	Lettonie	Lituanie

○ **Les unités d'artillerie et missiles**

Les unités d'artillerie et de missile ont la particularité de donner leurs effets sur des cases adjacentes (directement connectées à celle où opèrent des unités amies même sur différents théâtres). Dans ce cadre en cas de combat ces unités peuvent donner leur valeur d'attaque (en cas d'offensive) et/ou de malus à l'ENY (en défensive comme en offensive). ATTENTION elles ne peuvent le faire qu'une seule fois par tour.

- Les unités d'artillerie fournissent leurs appuis sur une portée d'une case adjacente
- Les unités de missiles fournissent leurs appuis sur une portée de deux cases adjacentes

Les unités d'artillerie et de missiles ont une valeur défensive à 0, ce qui implique que si elles entrent seules en contact direct (même case) avec une unité ennemie (hors artillerie) alors elles sont automatiquement détruites.

- **Prise des cases et spécificités russes**

La conquête d'une case adverse est réalisée par le passage d'une unité sans rencontre avec l'ennemi sur cette case (soit par absence d'adversaire soit après l'avoir détruit en combat). Tant qu'au moins une unité est présente la case est contrôlée (et compte dans le résultat de combat du joueur russe), si elle est laissée vide elle retourne sous contrôle du joueur ayant originellement le théâtre (les baltes peuvent en profiter pour placer des cartes soutiens pour exploiter ces zones devenues lacunaires).

Une spécificité concerne les cases russes puisque le camp bleu ne peut jamais prendre les hexagones, si une unité peut en prendre un (suite à une victoire ou un mouvement du fait d'une case libre) alors elle reste sur le carré adjacent mais retire immédiatement deux bataillons de renfort au camp rouge dans le tableau des renforts sur le théâtre de son choix.

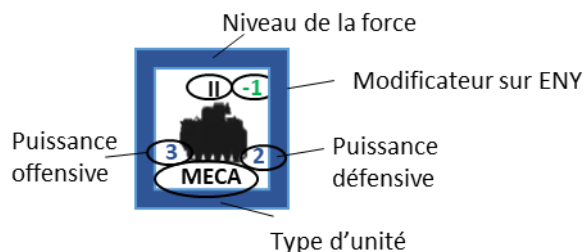
- **Types de forces et spécificités**

Trois types d'unités sont à la disposition des joueurs, le corps de troupes contenant les unités classiques de manœuvre, les soutiens avec des jetons d'actions de théâtre et les appuis missiles, et le cas spécifique des unités alliées pour les baltes.

- **Corps de troupes**

Il s'agit d'unités de manœuvre, cœur des actions de combat, ce sont les seules unités (hormis les missiles) qui peuvent occuper des cases et qui font l'objet de renforts.

Les caractéristiques sont les suivantes, à appliquer selon les situations (attaquant ou défenseur) :



Les unités de niveau supérieur n'ont pas de particularités autres que d'éviter l'empilement abusif de jetons, cette notion de praticité se traduit par le fait qu'une unité d'un niveau supérieur n'est que l'addition des unités inférieures qui la compose (ex : bataillons pour une brigade). Les joueurs en fonction de l'ordre de bataille choisissent donc de déployer soit la division, soit une

ou plusieurs brigades, etc. tant que le total correspond au plus au volume maximum disponible (ex : 1 division blindée pour les unités de chars russes)³⁶⁷.

Pour rappel les niveaux de force selon les sigles sont les suivants :

XX = Division

X = Brigade

II = Bataillon

○ **Cas particulier des forces finlandaises et de la division OTAN**

Les forces des alliés sont rassemblées sous trois types :

- EFP : bataillons spécifiques qui sont traités comme des unités normales avec des déploiements spécifiques (1 par Etat balte au tour I, puis 1 bataillon au tour 3 dans la capitale de leur choix si libre, puis 1 bataillon tour 6 idem).
- Division finlandaise : disposant d'un ordre de bataille spécifique, elle attaque au tour 5 l'hexagone de St Pétersbourg, en cas de victoire elle applique la perte de renforts et continue sa route sur les carrés russes (seule exception à la règle des hexagones russes).

Les pertes sont également spécifiques, en cas de défaite (total de points inférieur à celui de l'adversaire) les unités finlandaises engagées sont automatiquement détruites (pas de tableau de résultat) afin de représenter que l'offensive est repoussée et ne pourra pas être reconduite dans les jours restants.

- Division blindée américaine : seule unité qui ne peut qu'être jouée intégralement (pas possible de la scinder en brigades et bataillons), elle suit également des règles de pertes particulières : en cas de défaite (total inférieur à celui de l'adversaire) elle perd une brigade (1/3 de ses valeurs) à la troisième défaite elle est par conséquent détruite.

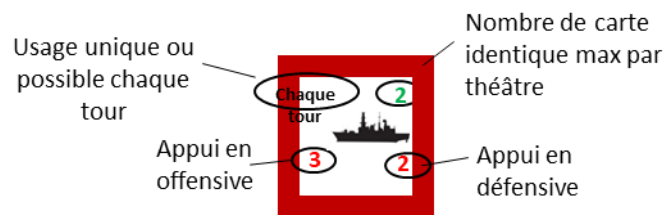
³⁶⁷ Il s'agit d'un choix de stratégie élémentaire, les joueurs vont-ils privilégier l'assaut unique centré sur la concentration des forces, ou la multiplication des directions pour assurer un contournement ?

○ Soutiens (utilisation et effets par types)

Les soutiens hors missiles sont des unités particulières, qui ont soit un effet unique, soit des caractéristiques particulières. Leur utilisation est révélée en même temps que le premier combat sur un théâtre (en cas de combats multiples les soutiens sont répartis au choix des joueurs sur chaque combat) et leurs effets sont résolus.

- Les soutiens à caractéristiques :

Ils suivent tous le modèle ci-contre



- Les soutiens sans caractéristiques :

Ils suivent la règle de l'unicité ou de la disponibilité à chaque tout qui est inscrite sur leur carte, sauf les soutiens Baltes qui sont **tous** uniques.

- Les effets des soutiens :



L'ennemi passant sur cette case ne peut faire aucun autre mouvement à ce tour.



L'adversaire perd ses liaisons, entamant sa coordination : l'ennemi ne peut pas déployer plus d'une brigade sur la case où ce soutien est utilisé.



1 soutien de ce type maximum par case, si un ennemi est présent sur cette case il perd immédiatement un bataillon au choix du joueur ayant posé ce jeton.



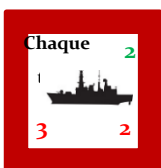
Détruit un jeton soutien aérien ennemi s'il a été joué au même tour sur le théâtre, la destruction annule les effets du jeton et surtout le retire définitivement des moyens à disposition du joueur adverse



Annule une frappe maritime à ce tour, en cas de sous-marins joués par les deux camps les cartes s'annulent entre elles (ex : trois sous-marins sont joués sur un théâtre par la Russie, deux par la Lituanie, alors la Russie ne peut plus $3-2 = 1$ annuler qu'une seule frappe maritime)



Les frappes aériennes offrent un bonus défensif ou offensif lors d'un combat sur un théâtre. Toutefois les unités aériennes s'annulent entre-elles (dog fight), donc les bonus ne valent qu'en cas de nombre supérieur de jetons symbolisant la suprématie aérienne locale (ex : trois avions sont joués sur un théâtre par la Russie, deux par la Lituanie, alors la Russie ne peut plus $3-2 = 1$ bénéficier que d'un bonus aérien pour ce combat).



Les frappes navales offrent un bonus défensif ou offensif lors d'un combat sur un théâtre. Toutefois, à la différence des frappes aériennes elles ne s'annulent pas entre-elles (elles ne peuvent être contrées que par les sous-marins). Par conséquent des bonus s'appliqueront même en cas de nombre de navire inférieur (ex : trois navires sont joués sur un théâtre par la Russie, deux par la Lituanie, alors la Russie aura trois bonus de 3 points en attaque et la Lituanie deux bonus de 2 points en défense).

- *Ordres de bataille*

Les ordres de bataille présentés dans les pages suivantes représentent les forces à disposition des différents groupes (unités, types de corps de troupes, nombre et types de soutiens), en aucun cas les Etats ne peuvent disposer de plus de force que ce que comptent initialement les ordres de bataille.

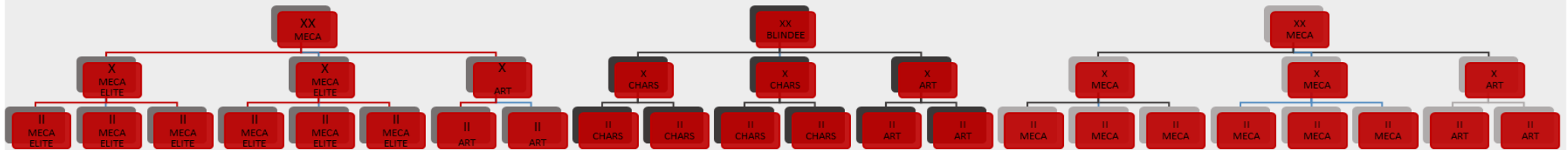
Ordre de Bataille Armée Russe – Forces complètes (3 divisions)

Corps de bataille

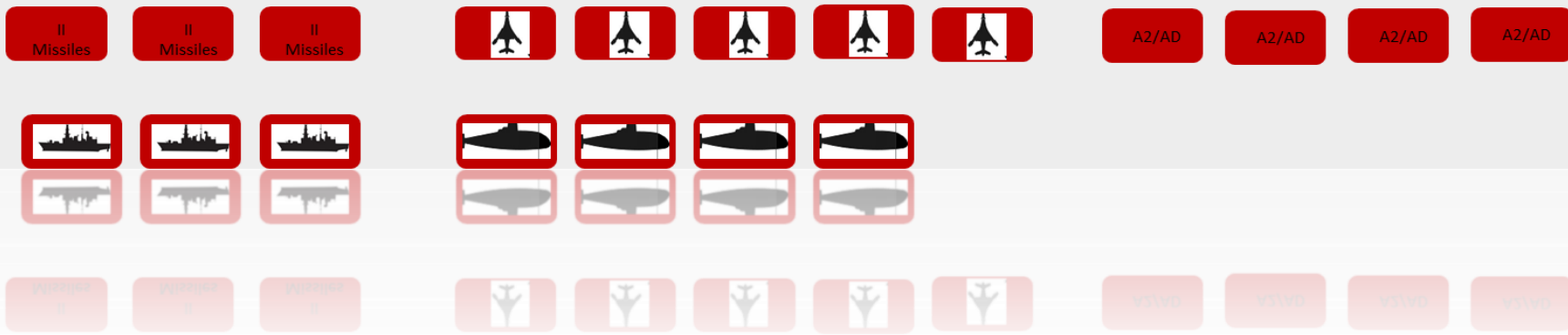
1^{ère} Division mécanisée

1^{ère} Division Blindée

2nd Division mécanisée



Soutiens

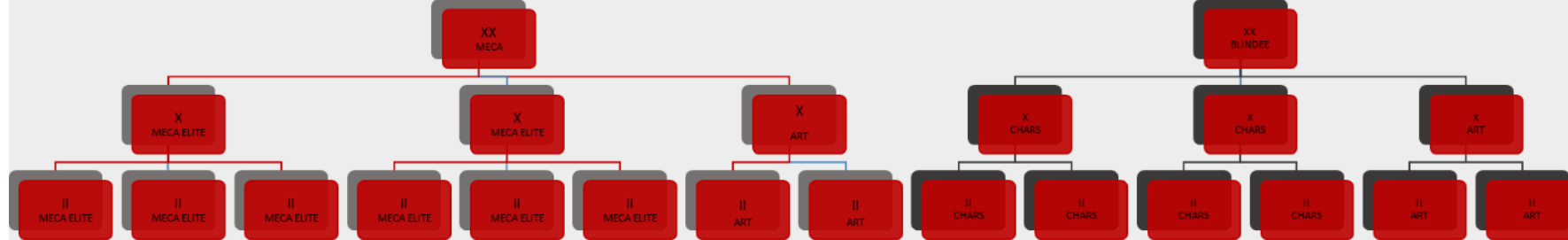


Ordre de Bataille Armée Russe – Forces partielles (2 Divisions)

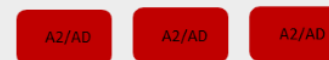
Corps de bataille

1^{ère} Division mécanisée

1^{ère} Division Blindée



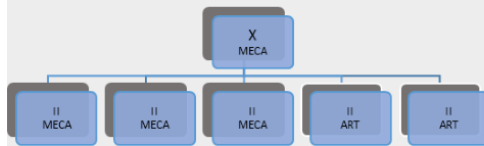
Soutiens



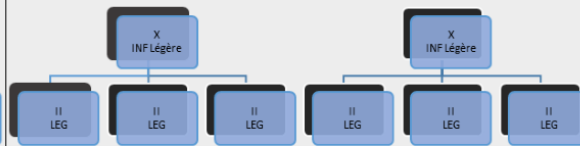
Ordre de Bataille Armées Baltes

Corps de bataille par Etat

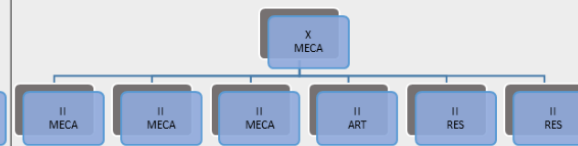
Estonie



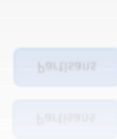
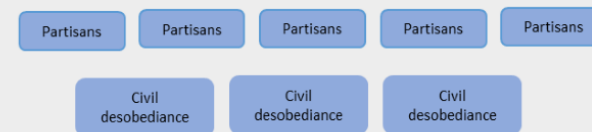
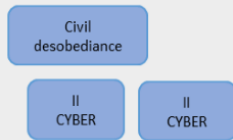
Lettonie



Lituanie



Soutiens par Etat



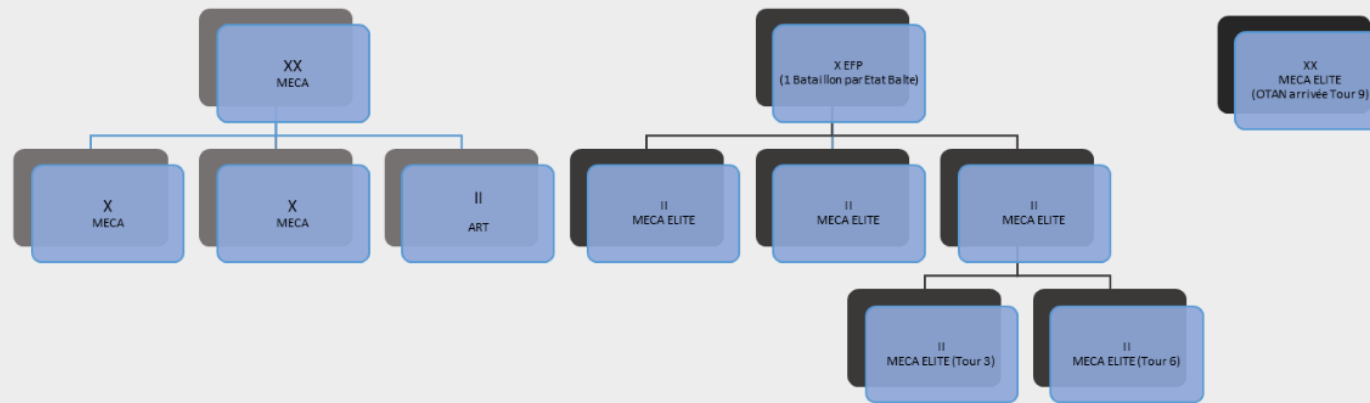
Source: [illegible]

Ordre de Bataille Forces Alliées – EFP/Finlande/Contre-offensive OTAN

Corps de bataille

1^{ère} Division Finlandaise (Tour 5 - théâtre de St Pétersbourg)

Corps de l'OTAN



Soutiens



2 Tour 1 puis 2 autres Tour 5



2 Tour 1 puis 2 autres Tour 5



- *Valeur des forces par jetons d'unités*

Le détail des valeurs des divers jetons est conféré à titre indicatif pour permettre aux joueurs d'anticiper leurs combinaisons et manœuvre. Il s'agira de fait des mêmes jetons qui seront manœuvrés durant la phase 2.

Jetons Phase 2 – RUSSIE

1^{ère} Division Mécanisée

II -2 3 2 MECA ELITE	II -2 3 2 MECA ELITE	II -2 3 2 MECA ELITE	X -6 9 6 MECA ELITE	
II -2 3 2 MECA ELITE	II -2 3 2 MECA ELITE	II -2 3 2 MECA ELITE	X -6 9 6 MECA ELITE	XX -18 20 16 MECA ELITE
II -3 1 0 ART	II -3 1 0 ART		X -6 2 0 ART	
II -3 1 0 TRA	II -3 1 0 TRA		II -3 3 0 TRA	

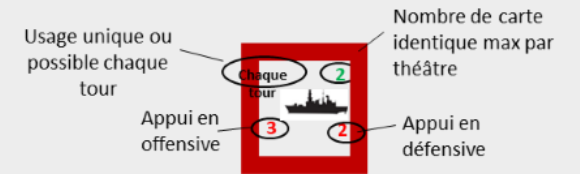
1^{ère} Division Blindée

II -3 5 4 CHARS	II -3 5 4 CHARS	X -6 10 8 CHARS	
II -3 5 4 CHARS	II -3 5 4 CHARS	X -6 10 8 CHARS	XX -12 22 16 BLINDÉS
II -3 1 0 ART	II -3 1 0 ART	X -6 2 0 ART	
II -3 1 0 TRA	II -3 1 0 TRA	II -3 3 0 TRA	

Legend:

II -2	II -3	X -6	XX -12	XX -18
3 2	1 0	9 6	10 8	20 16
MECA ELITE	ART	MECA ELITE	CHARS	MECA ELITE
3 2	1 0	9 6	10 8	20 16
MECA ELITE	ART	MECA ELITE	CHARS	MECA ELITE

Annotations: Niveau de la force (II, X, XX), Modificateur sur ENY (-2, -3, -6, -12, -18), Puissance offensive (3, 1, 9, 10, 20), Puissance défensive (2, 0, 6, 8, 16), Type d'unité (MECA ELITE, ART, CHARS, BLINDÉS).



2^{ème} Division mécanisée (si forces complètes)

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA X -3 9 6

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA X -3 9 6

MECA XX -12 20 16

ART II -3 1 0

ART II -3 1 0

ART X -6 2 0

Soutiens (si forces partielles soustraire 1 jeton de chaque type)

MISS II -6 1 0

MISS II -6 1 0

MISS II -6 1 0

Chaque tour 2 2

Chaque tour 2 2

Chaque tour 2 2

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Unique A2/AD

Unique A2/AD

Unique A2/AD

Unique A2/AD

Chaque tour

Chaque tour

Chaque tour

Chaque tour

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA II -1 3 2

MECA X -3 9 6

MECA XX -12 20 16

ART II -3 1 0

ART II -3 1 0

ART X -6 2 0

MISS II -6 1 0

MISS II -6 1 0

MISS II -6 1 0

MISS II -6 1 0

Chaque tour 2 2

Chaque tour 2 2

Chaque tour 2 2

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Chaque tour 3 1

Unique A2/AD

Unique A2/AD

Unique A2/AD

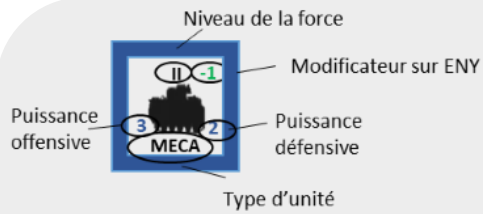
Unique A2/AD

Chaque tour

Chaque tour

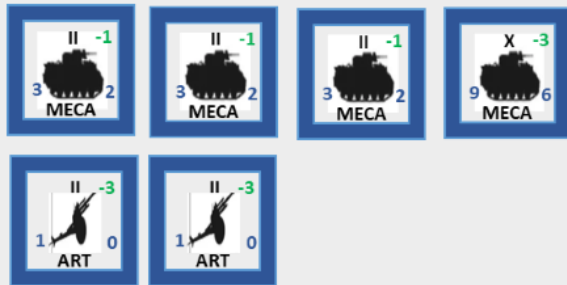
Chaque tour

Chaque tour



Jetons Phase 2 – Baltes

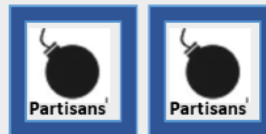
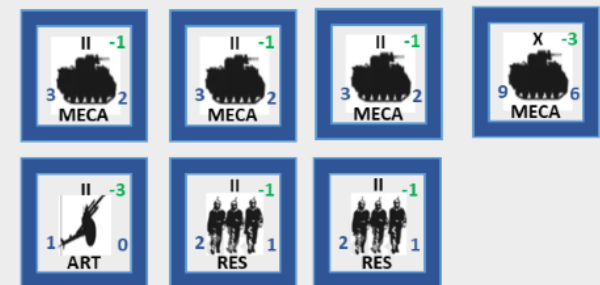
1^{ère} Brigade ESTONIE

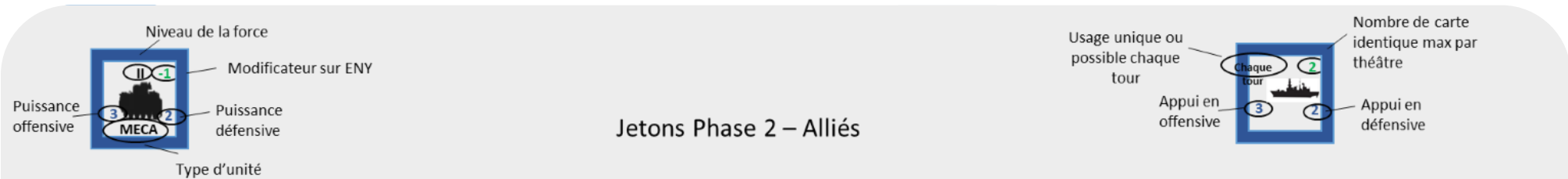


LETTONIE 1^{ère} Brigade Légère - 2^{ème} Brigade Légère

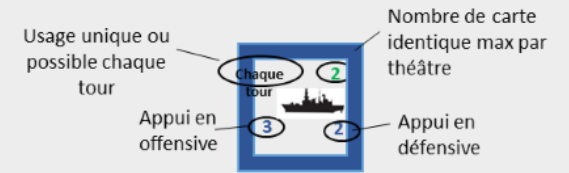


1^{ère} Brigade LITUANIE





Jetons Phase 2 – Alliés



1^{ère} Division Finlandaise

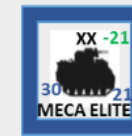


Rappel : la division finlandaise ne subit pas le même type de pertes, en cas de défaite dans un combat (rapport de forces négatif) l'ensemble des unités finlandaises de ce combat sont détruites : symbolisant le coup d'arrêt à l'offensive, qui est repoussée et ne pourra plus agir significativement

EFP de l'OTAN



1^{ère} Division Mécanisée Américaine (Tour 9)



Rappel : la division américaine ne peut être déployée que de manière complète (on ne peut la séparer en brigades ou autres) et elle ne subit pas le même type de pertes, en cas de défaite dans un combat (rapport de forces négatif) elle perd automatiquement une brigade : il faut alors retirer 1/3 des valeurs (trois défaites entraînent par conséquent sa destruction)

Soutiens



- ***Dialogues et interactions :***

Conformément à l'esprit d'une décision à informations restreintes et d'un travail poussé d'anticipation puis d'adaptation, aucun dialogue direct entre les groupes n'est autorisé durant la première étape de la simulation afin de renforcer l'incertitude entre les Baltes et d'éviter un calibrage des positions pour renforcer la position commune.

A l'inverse durant la phase 2 bien que chaque camp soit séparé en trois groupes ceux-ci peuvent interagir (uniquement au sein du même camp, jamais les camps entre eux !) afin de définir une manœuvre commune ou d'adapter leurs actions. Ceci correspond à l'esprit d'intégration Balte dans un bataillon commun (BALTBAT) d'un côté, et à l'unicité du commandement au sein des forces russes.

Les discussions sont par contre toujours possibles, et ce durant les deux phases, avec les juges afin de s'assurer d'un point de règle ou pour toute remarque. Il est à noter que les juges ne fourniront pas une aide aux joueurs, ils sont avant tout présent dans un rôle d'encadrement et de contrôle.

- ***Place et le rôle des juges***

Le wargame se déroulant en adjudication semi-rigide, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs, ils veillent également à la bonne application des règles et à l'organisation des tours (durée, matérialisation des divers actes, etc.). Ils ont un rôle pivot puisqu'ils sont le cœur de la mise en œuvre et du bon déroulé du wargame durant les deux phases et sont également les pourvoyeurs du dynamisme et des résultats de la simulation en définissant à chaque round de la première phase les résultats et en fin de simulation les résultats et déterminants apparents de la victoire/défaite de chaque camp.

Pour assurer au mieux l'exploitation des résultats en vue de l'atteinte des objectifs de recherche de ce wargame, des notes seront prises de même que la phase 2 sera filmée et/ou photographiée afin de réaliser un débriefing ultérieur à froid et éviter ainsi de perdre des éléments clés de l'analyse.

⇒ Recueil et analyse des résultats :

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

➔ Objectif de l'analyse décisionnelle sous contrainte de temps et stress dans le cadre d'un jeu compétitif à somme nulle

Il s'agit d'un enjeu de recherche à part entière de la simulation, permettant à la fois de tirer des leçons sur la dynamique de la prise de décision et sa rationalité.

Pour ce faire un recouplement de données s'avère nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux évolutions du contexte.

- Les éléments de type quantitatif

Il s'agit dans ce cadre des décisions prises par les joueurs au fil des rounds de la première phase de la simulation, ainsi les tableaux remplis par les joueurs pour répondre à chaque problématique, de même que toute note prise par les juges, seront exploités en tant qu'éléments quantitatifs.

- Les éléments de type qualitatifs

En complément des éléments factuels, une appréciation critique qualitative du processus de décision perçu par les juges et ressenti par les joueurs, permet de donner de nouveaux axes de réflexion et d'étude en vue du travail de recherche effectué lors du compte-rendu.

Pour ce faire, chaque groupe sera soumis à un rapide debriefing post-wargame (pouvant se tenir en visio ou par téléphone) avec les membres volontaires, afin de compléter le tableau à suivre

qui aura au préalable commencé à être rempli par les juges et l'organisateur de la simulation, et correspondant à un ressenti et des éléments issus des deux phases de la simulation.

Acteur :
Processus de décision apparent identifié par phase (<i>origine des décisions telle que perçue : chance, pression du temps, choix calculé...</i>)
Processus de décision perçu par les joueurs au global et par phases (<i>raisons des choix, perception des menaces, logique d'atteinte des objectifs, rationalité, espérance de gains, etc.</i>)
Processus de discussion et de gestion du groupe identifié par phase (<i>imposition d'un leader, consensus, majorité, frictions... et raisons apparentes de ce processus</i>)
Intervention des juges (<i>nombre, raisons</i>)
Vision des joueurs sur la prise de décision stratégique en général et pour chaque phase (<i>aide des connaissances théoriques, place du hasard, place de la rationalité, points cardinaux de la décision...</i>)

▪ ***Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques Baltes et l'action pratique***

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) l'utilisation inconsciente ou consciente des déterminants sécuritaires des Etats baltes ainsi que de l'efficacité des divers moyens de sécurité mis en œuvre durant les deux phases. Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges permettra de fonder un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude. Cette étape aura pour but le remplissage des deux tableaux à suivre :

Tableau n°1 : recueil des données concernant la planification durant la phase 2 :

Tour	Camp	Plan/déploiement	Résultats	Concordance entre la planification et l'action
1	Rouge			
	Bleu			
2	Rouge			
	Bleu			
3	Rouge			
	Bleu			
4	Rouge			
	Bleu			
Etc.				

Tableau n°2 : recueil des données concernant la validation des concepts pour la survie des Etats baltesface à leur paradoxe de sécurité :

Concepts	Usage réel			Vision des acteurs sur le concept			
	Tours	Camp rouge	Camp bleu	Tours	Utile	Pas utile	Indifférent
Total Defense, Garantie fondamen tale des alliances, cumulativ e strategy, civil desobedia nce,	1			1			
	2			2			
	3			3			
	4			4			
	5						
	Etc.						
	Bilan						

B. Note d'exploitation complète d'une des parties jouées

⇒ **Objectif de jeu et caractéristiques du wargame**

Prenant place dans la réalisation d'une dimension conflictuelle naissante et concernant des acteurs identifiés dans un contexte sécuritaire précis (réalisation de la menace russe perçue par les Etats baltes), les joueurs sont placés au niveau stratégique-politique dans l'incarnation de la cellule décisionnelle d'un Etat. Leurs objectifs sont de ce fait clairs, assurer la survie des Etats baltes d'un côté, et réussir l'invasion russe de ces territoires de l'autre côté.

Toutefois, l'analyse de l'efficience des concepts ne pouvait se satisfaire d'un type unique de simulation de type *kriegspiel* puisque les déterminants sécuritaires Baltes ne sont pas centrés uniquement sur la conduite des opérations militaires (consistant à survivre assez longtemps pour que puisse s'opérer la contre-offensive des alliés de l'OTAN) mais visent à développer des moyens de renforcer leurs capacités avant le début d'un conflit voire même à l'éviter par la conduite d'actions durant le temps de paix. Aussi, la mise en œuvre d'un wargame hybride a été privilégiée, réunissant deux modes de simulation que sont la gestion de crise et le *kriegspiel*, afin de représenter l'ensemble de la dynamique conflictuelle nécessaire à l'analyse de l'adéquation des concepts Baltes au paradoxe de sécurité russe. Cette double-logique ayant également pour mérite de développer la mise en situation des joueurs, en particulier en ce qui concerne l'analyse décisionnelle, en variant les types de décision et les contraintes affiliées (pression du temps, importance des frictions, etc.).

⇒ **Game design permettant l'atteinte des objectifs**

Afin d'implémenter de manière pratique ces deux modes de wargames dans une simulation unique, le scénario a été construit en deux phases distinctes se succédant de manière immédiate. Le lien entre-elles étant effectué dans le cadre d'une continuité des effets et d'une succession temporelle et stratégique, puisque les conséquences de la première phase influent sur les objectifs et capacités des acteurs lors de la seconde et qu'à une phase pré-conflictuelle succède ensuite une phase de conflit ouvert. La politisation extrême des considérants a conduit également à définir seulement cinq groupes, à savoir dans un même camp mais aux sphères décisionnelles distinctes (pour favoriser le réalisme et l'importance de la coordination) les trois

Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et l'OTAN, et dans l'autre camp la Russie dont les théâtres d'opérations (Biélorussie, Kaliningrad, région de St Pétersbourg) ont fait également l'objet de joueurs séparés pour les mêmes raisons de test de la coordination comme clé de l'efficacité des décisions.

La première phase a alors été construite sous la forme d'un *red team* compétitif, où chaque groupe se voyait incarner la cellule de crise d'un des Etats et devait définir sous contrainte de temps (20 minutes) des actions concrètes mises en œuvre vis-à-vis de problématiques stratégiques. A chaque fin de tour, les juges décident quel camp a été le plus pertinent, lui donnant un point de victoire. Le total des victoires à la fin de la phase entraînant pour le camp vainqueur des avantages pour la seconde phase même si le rapport de force demeurera asymétrique en faveur de la Russie puisque représentatif de la réalité des moyens disponibles. Les éléments de réponse aux problématiques stratégiques permettent ainsi de distinguer l'usage et l'efficacité des concepts doctrinaux des Baltes, tout en offrant une étude du processus décisionnel dans la rationalité d'une réflexion construite sous contrainte de temps face à des problématiques évolutives.

La seconde phase, réalisant un *kriegspiel* de l'invasion des Etats baltes par la Russie, se concentre sur un jeu plus intuitif avec des tours courts durant lesquels les joueurs agissent à tour de rôle et n'ont de ce fait que le temps d'action des autres pour réfléchir et adapter leurs décisions. Essentiel pour représenter la dynamique conflictuelle, ce type de simulation a en outre l'avantage de démontrer l'efficacité directe des moyens engagés par les Etats, ainsi que de livrer une autre facette de la décision stratégique qu'est l'importance fondamentale de la planification et du déploiement initial (direction stratégique, continuité des efforts) et la capacité d'adaptation sous préavis court.

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 4 heures et panel de néophytes) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment la phase deux dont les règles ont été réduites à leur plus simple expression pour garantir une application rapide et une assimilation aisée.

⇒ Game play

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par dix-sept joueurs (trois pour chaque Etat Balte, deux pour l'OTAN, et six pour la Russie) sous l'encadrement de trois juges dont le créateur de la simulation.

La première phase de trois rounds consécutifs de *red team* compétitif a conduit à un succès des Etats baltes deux rounds à un, amenant sur l'éventail des conditions de victoire (3-0, 2-1, 1-2, 0-3) et de composition des forces de chaque camp à une conquête normale de la Russie mais diminuée à deux divisions disponibles face à des Baltes disposant de leurs alliés (OTAN, Finlande) et commençant à l'emporter en survivant au-delà du 7^{ème} tour de jeu.

➔ **Figure 1** : les conditions de victoire en phase 2 obtenus par les joueurs selon le résultat de la première phase

Camp Bleu		
Résultats	Forces disponibles	Conditions de victoire
3-0	Baltes + forces alliées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Survivre moins de 6 tours : défaite majeure ▪ Survivre 6 tours : défaite mineure ▪ Survivre 7 tours : égalité ▪ Survivre 8 tours : victoire mineure ▪ Survivre 10 tours : victoire majeure
2-1	Baltes + forces alliées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Survivre moins de 6 tours : défaite majeure ▪ Survivre 6 tours : défaite mineure ▪ Survivre 7 tours : égalité ▪ Survivre 8 tours : victoire mineure ▪ Survivre 10 tours : victoire majeure
1-2	Baltes seuls	Survivre 10 tours : défaite mineure (tout autre résultat est une défaite majeure)
0-3	Baltes seuls	Survivre 10 tours : défaite mineure (tout autre résultat est une défaite majeure)

Camp Rouge		
Résultats	Forces disponibles	Conditions de victoire
3-0	Partielles	Conquête totale = occupation simultanée de toutes les capitales Baltes ou d'une capitale et de tous les carrés du camp Balte
2-1	Partielles	Conquête normale = occupation simultanée de deux capitales Baltes ou de sept carrés dans le camp Balte dont au moins un dans chaque Etat
1-2	Complète	Conquête normale = occupation simultanée de deux capitales Baltes ou de sept carrés dans le camp Balte dont au moins un dans chaque Etat
0-3	Complète	Conquête minimale = occupation d'une capitale et de la totalité des carrés de l'Estonie ou de la Lituanie

La seconde phase a donc vu le déploiement des russes, puis celui des Baltes, les deux étant cachés (jetons face neutre) et n'étant dévoilés que lors de combats de rencontre entre les forces adverses, le tout pour simuler le brouillard de la guerre. Le rythme élevé de la phase ne laissant que peu de place à la réflexion, la communication entre les joueurs et groupes d'un même camp est rapide et la coordination difficile, a rendu le déploiement initial d'autant plus déterminant dans le succès final.

➔ Déroulé synthétique de la simulation

- *Phase 1 : red team compétitif*
 - **Round I**

- Propos généraux :

Ce premier tour s'incarne dans une problématique stratégique commune pour offrir les mêmes chances aux deux camps en présence.

L'expression des résultats de ce tour doit normalement être moins efficiente que lors des tours suivants du fait d'une déperdition obligatoire pour les groupes qui découvrent la simulation et ont forcément besoin d'un temps d'adaptation pour que chacun puisse se présenter et qu'une ligne directrice soit définie. Ce tour exprime par conséquent le temps le plus propice aux problématiques de la sociologie de groupe (difficulté à trouver un consensus, perte de temps, trop plein d'information...).

- Problématique stratégique traitée :

Commune aux deux groupes qui selon leur camps doivent simplement en augmenter ou en diminuer les effets et décrire les procédés concrets qui sont envisagés : *Tentatives de déstabilisation des Etats baltes par la Russie*

- Décisions notables des joueurs :

Groupes	Estonie	Lettonie	Lituanie	Russie
Décisions clés	Focus sur les capacités de défense cyber et mobilisation des alliances pour assurer la crédibilité de la dissuasion. Actions de contre-influence et de mobilisation de la population pour lutter contre une instrumentalisation de la minorité russe	Mobilisation de la population, mise en œuvre de l'état d'urgence, constitution de stocks, modélisation du terrain pour rendre la traversée du pays délicate, mobilisation des alliés pour un renforcement de la présence aérienne	Mobilisation de la population, constitution de stocks énergétiques pour se prémunir d'une pression russe dans ce domaine, action d'influence avec l'OTAN, mobilisation des instances internationales, partenariats cyber avec l'Estonie	Focale uniquement militaire, mobilisation des forces, rapatriement de forces à la frontière. Pas d'actions notables de déstabilisation, pas d'usage du volet économique, diplomatique ou de moyens hybrides (cyber, influence)
Pertinence	Elevée	Moyenne : focale militaire qui n'est pas directement centrée sur le contre des manœuvres globales de déstabilisation	Elevée	Nulle (aucune action de déstabilisation)
Camp vainqueur	Bleu : bonne prise en compte des enjeux, solutions crédibles et variées face à un camp rouge ne répondant pas à la problématique			

- Résultats et enseignements immédiats :

1-0 Baltes.

La maîtrise du temps et la sociologie de groupe ont été déterminants dans les résultats de cette phase qui se conclue par une victoire sans appel du camp bleu. Les joueurs russes plus

nombreux n'ont pas su s'organiser et ont perdu du temps par la surabondance d'idées sans système de décision clairement défini (pas de leader et pas de règle d'expression et décision permettant d'acquiescer une vision claire).

En outre, déjà focalisés sur un conflit potentiel les joueurs russes se sont centrés sur le volet militaire ne prenant pas en compte la mission confiée d'une déstabilisation par des moyens non-militaires. A contrario, la bonne organisation des groupes baltes alliés à une bonne connaissance de leurs acteurs a permis l'expression d'actions cohérentes et exprimées dans les temps.

- ***Round II***

- Propos généraux :

Dans ce round la prise en compte des difficultés du tour précédent conduit les russes à mieux organiser leur temps et à prendre en compte une vision globale. Le résultat du round précédent étant une victoire Balte les problématiques traitées divergent et seront plus favorables politiquement à ces acteurs, tandis que la Russie se concentrera sur ses déterminants militaires.

- Problématique stratégique traitée :

Pour les Baltes : il s'agit de déterminer des solutions concrètes permettant d'augmenter l'efficacité et la force de frappe de l'OTAN en cas de conflit, une menace de déstabilisation étant dès à présent évitée, le cœur des problématiques se concentre sur les alliances.

Pour la Russie : l'échec des manœuvres de déstabilisation du tour précédent conduit la focale de la réflexion stratégique à la prise en compte du volet militaire avant tout, avec la question de la pertinence d'ouvrir le front Biélorussie au risque d'une prise de flanc possible en cas de contre-offensive polonaise.

▪ Décisions notables des joueurs :

Groupes	Estonie	Lettonie	Lituanie	Russie
Décisions clés	Poursuite de la logique stratégique précédente en développant les capacités cyber et guerre électronique et en conférant le commandement des opérations aériennes sur le territoire aux forces de l'OTAN, des relais logistiques et facilités de navigation sont également envisagées pour améliorer l'arrivée des renforts de l'alliance	Poursuite de la stratégie précédente de préparation du terrain pour ralentir l'offensive russe. La population est également mobilisée et le commandement des forces terrestre est donné au bataillon otanien de <i>l'enhanced forward presence</i>	Déplacement de la capitale politique plus à l'ouest en cas de conflit pour réduire la vulnérabilité à une invasion, facilitation logistique des forces otaniennes, demande de renforcement de la présence aérienne et de l'arrivée sur zone de la force de réaction rapide de l'OTAN compte-tenu des tensions grandissantes avec la Russie, rapprochement avec les Etats Nordiques pour action conjointe en cas de conflit ouvert avec la Russie	Refus d'ouverture du front, mais pas d'explications dédiées. Focale sur la continuation de massification des forces aux frontières, et développement à ce tour de nombreuses actions de déstabilisation (cyber, influence sur les minorités russes)
Pertinence	Elevée	Moyenne : concentration sur les capacités nationales	Elevée	Faible : actions intéressantes mais non-liées à la problématique, effet de rattrapage en répondant à la

				problématique précédente
Camp vainqueur	Bleu : pertinence des résultats même si possibilités limitées, et poursuite du schéma stratégique établi dans le tour précédent, a contrario la Russie bien qu'ayant fait un choix clair ne l'explique pas et fourni des décisions plus adaptées au round précédent qu'à la problématique en cours			

- Résultats et enseignements immédiats :

2-0 Baltes.

La sociologie de groupe et la dynamique d'atteinte des résultats a joué à plein dans cette phase, avec un camp bleu conscient de ne pouvoir obtenir que des succès très limités déroulant ainsi un plan cohérent même s'il repose sur peu de décisions et des moyens contraints. A l'inverse la Russie, centrée sur l'échec au tour précédent et souhaitant une victoire absolue (qu'elle ne peut plus obtenir) réalise un effet de rattrapage en insérant tous les éléments de réponse qu'elle n'a pu produire par manque de temps et de maîtrise au round précédent. Malheureusement ceux-ci lui font oublier le cœur de sa mission et passer à côté de la problématique stratégique à traiter, entraînant inéluctablement sa défaite.

- **Round III**

- Propos généraux :

La victoire balte du tour précédent, place la Russie dans une posture critique avec le risque d'une défaite totale lors de la première phase. Le groupe conscient de ce risque est mobilisé dans une rationalité optimale avec une organisation efficiente et une focale sur le traitement de la problématique soumise. Cette dernière est toutefois défavorable puisque fruit d'une défaite au tour précédent, qui pousse les russes à imaginer un scénario catastrophe l'obligeant à une posture défensive. A l'inverse les baltes sont dans une situation favorable qui leur permet d'envisager des actions offensives limitées en prélude d'un conflit.

- Problématique stratégique traitée :

Pour les Baltes : logique d'offensive limitée avec la question de la pertinence de frappes initiales sur Kaliningrad pour réduire les fronts potentiels russes.

Pour la Russie : étude en cas d'une difficulté de conquête des baltes, de la nécessité de défendre la frontière nord contre les finlandais et la Biélorussie contre une contre-offensive otanienne et/ou polonaise.

- Décisions notables des joueurs :

Groupes	Estonie	Lettonie	Lituanie	Russie
Décisions clés	Refus de frappes massives sur Kaliningrad pour éviter une escalade nucléaire mais préparation à la place à des contre-offensives limitées en cas d'invasion russe, et renforcement des moyens cybers et de mobilisation de la population pour une difficulté de maintien de l'ordre après la conquête russe	Accord pour des frappes sur Kaliningrad pour affaiblir la Russie et poursuite de la modélisation du territoire pour une bunkerisation et difficultés de circulation sur les axes principaux rendant l'offensive russe délicate	Refus de frappes massives sur Kaliningrad pour éviter l'escalade nucléaire mais mobilisation de la population pour une désobéissance civile, la constitution e partisans etc. afin de rendre l'occupation du territoire impossible et préparer au mieux la contre-offensive de l'OTAN	Utilisation de la menace d'escalade nucléaire pour sanctuariser le territoire, renforcement des capacités de déni d'accès pour augmenter l'attrition des forces aériennes otaniennes et mobilisation d'une division à la frontière avec la Finlande pour se prémunir de toute contre-attaque au nord
Pertinence	Elevée	Moyenne : pas de prise en compte du risque d'escalade	Elevée	Elevée
Camp vainqueur	Rouge : le désaccord entre les Baltes conduit de fait à une paralysie et à des frictions sur cette question, tandis que la logique russe est pertinente et parfaitement adaptée à la problématique stratégique posée			

- Résultats et enseignements immédiats :

2-1 Baltes.

La Russie se préserve d'une défaite totale en montrant une belle réflexion stratégique dans son domaine de prédilection qu'est le militaire, les Baltes souffrent de frictions dues à un manque de coordination qui empêchent une réelle efficacité à ce round.

- *Résultats de la phase et bilan critique a priori*

Cette première phase conclue par une victoire Baltes logique du fait d'une maîtrise de l'exercice et de la pertinence des solutions proposées offre de nombreux enseignements.

Le premier d'entre eux réside dans la démonstration parfaite dans le cas russe de l'irrationalité de la décision du fait d'une dynamique de groupe non-maîtrisée : l'absence de consensus, les frictions au sein du groupe et la pression du temps jouant un rôle prépondérant dans l'incapacité à répondre aux problématiques. Ce sont alors les défaites répétées qui poussent à une transformation en profondeur et à la mise en œuvre d'une logique rationnelle par la prise en compte de l'ensemble des erreurs passées (en premier lieu la mauvaise gestion du temps et le manque d'organisation au sein de la cellule décision).

Les Baltes fournissent le contrepoids parfait avec une action rationnelle continue, marquée par une vision stratégique cohérente et enrichie au fil des rounds permettant de s'affranchir des contraintes de temps et d'organisation. La définition d'un schéma clair pour chacun des groupes du camp bleu, fondé sur une espérance de pertes minimales (dilemme du prisonnier) adaptée aux moyens nationaux conduit à spécialiser les réponses dans un nombre restreint de domaines (renforcement des alliances, mobilisation de la population, cyber, etc.) mais à les adapter aux problématiques stratégiques, gage d'une réponse rapide et cohérente.

Au-delà du seul aspect des théories de la décision, les réponses des joueurs Baltes ont étonné par leur acuité et leurs concordances inconscientes avec les doctrines réelles de ces acteurs alors même que le panel était constitué de non-experts. L'échantillon de travail concernant l'étude de l'adéquation des concepts doctrinaux avec leur mise en pratique par le wargaming est ainsi plus fourni que ce qui avait été envisagé, bénéficiant d'autant à l'analyse critique postérieure.

- Phase 2 : Kriegspiel asymétrique
 - **Déploiement et plan des camps a priori**

Les conditions de victoire de la Russie (conquête de deux capitales ou de sept carrés au sein des Etats baltes) alliée à des forces réduites à deux divisions, n'empêchent pas un rapport de force favorable dû au parti pris de ce wargame construit selon un schéma asymétrique où le camp Balte n'a comme objectif que le gain de temps.

L'impératif d'un déploiement optimal et d'une pensée stratégique aboutie est ainsi beaucoup plus fort dans le camp bleu, devant survivre avec peu de moyens et des renforts étalés aux fil des tours (bataillons de l'OTAN aux troisième et cinquième tour, force finlandaise au cinquième tour, etc.), que dans le camp rouge qui peut se contenter d'un passage en force et ne devant qu'éviter les erreurs grossières pour gagner.

Au plan pratique, pour réaliser son déploiement chaque groupe a disposé d'un temps de réflexion et de planification entre les deux phases, puis d'un déploiement effectué seul sur la carte principale (plateau de jeu de la seconde phase). Par la suite l'ensemble des groupes a été réuni et la simulation a pu débuter.

- Déploiement :

Figure 2 : disposition des forces à la fin du déploiement



L'impossibilité pour les russes de faire effort sur l'ensemble des zones d'engagement les conduit à prioriser deux axes, l'un au nord depuis St Pétersbourg, l'autre au sud depuis Kaliningrad et la Biélorussie. En réaction, les Baltes disposent leurs forces en Lituanie et en Estonie bien décidés à couvrir l'ensemble de la progression russe.

- Plan apparent des camps :
 - Russie : Concentration des efforts en un nombre de points limités pour submerger les capacités défensives adverses et atteindre rapidement les capitales, l'action sur deux fronts éloignés devant diviser les forces adverses.
 - Baltes : Volonté d'opposition aux russes sur chaque axe pour privilégier une défense globale à une sanctuarisation de certains territoires.
- Commentaires a priori :

La manœuvre russe est simple mais pertinente jouant sur le rapport de forces en sa faveur pour miser sur une division des Baltes et un manque de coordination leur permettant une victoire rapide. Les Baltes, manquant de coordination notamment avec les soutiens OTAN, privilégient un rapport de force simple en s'opposant aux lignes d'efforts russes. Sans obérer une capacité de diversion ou de contre-offensive, le modèle apparaît précaire, à tout vouloir défendre peut-être finiront-ils par ne rien défendre...

- *Tour I*

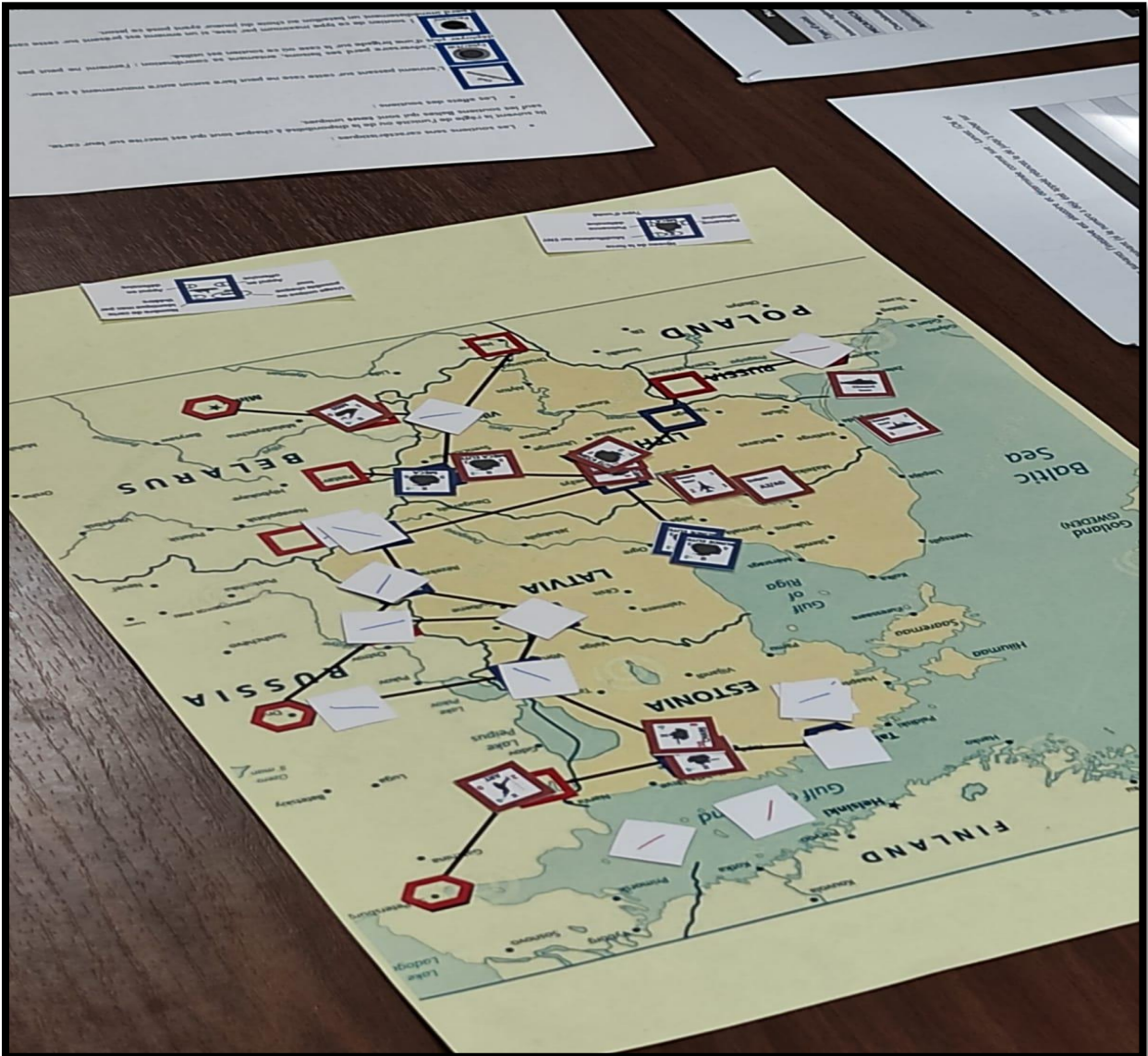
- Résumé du tour :

Confirmant le plan apparent, la Russie, qui a l'initiative complète en ce premier tour (l'ensemble de leurs fronts agissent puis c'est au tour des Baltes, l'initiative aléatoire ne débutant qu'au tour 2), fait une avancée massive en divisions complètes au sud et au nord

Figure 3 : mouvement initial russe, la marche vers la Lettonie depuis Kaliningrad !

Malgré une résistance organisée, mobilisant de nombreux soutiens, les forces Baltes sont trop peu nombreuses et sont forcées de se replier, enregistrant de fortes pertes. La Lituanie et l'Estonie sont rapidement conquises, même si les capitales demeurent pour l'heure sauvées. Les Baltes n'ont toutefois pas dit leur dernier mot et une contre-offensive s'organise autour de Vilnius forçant les russes à diviser leurs forces, de même le repli du principal corps de bataille de l'OTAN sur Riga offre une opportunité de défense ferme qui avait été oubliée lors du déploiement initial.

Figure 4 : la contre-offensive Balte et le repli sur Riga offrent un sursis face à la poussée russe



■ Résultats et bilan critique :

Les russes profitent des erreurs de déploiement des Baltes, qui en divisant leurs forces et en se coordonnant mal avec les soutiens OTAN (problèmes de maîtrise des règles ou de coordination stratégique ?), ont fait le jeu de leurs adversaires en présentant sur chaque front des forces affaiblies. La conquête russe semble de ce fait bien amorcée, toutefois la stratégie Balte de contre-offensive dans les zones lacunaires russes en particulier vers la Biélorussie offre des perspectives intéressantes. De même, le repli imposé des forces au sud conduit paradoxalement à renforcer la position Balte qui dispose à présent d'une force crédible face à la poussée russe. Sans renverser le déficit initial causé par un déploiement inadéquat, les Baltes par leur réaction et l'adaptation au cours des évènements ont limité la casse.

- *Tour II*

- Résumé du tour :

Profitant de l'initiative des groupes désormais produite par le hasard à partir de ce tour, les Baltes peuvent déployer des soutiens et mener combats perturbateurs entre les mouvements russes, contrariant la mise en œuvre de leur progression. Les soutiens otaniens sont plus massivement utilisés, de même que les atouts Baltes de mobilisation des partisans et de désobéissance civile pour interdire des accès ou clouer sur leurs positions les forces russes. Tallinn tient bon encore un tour, et le mouvement russe est suffisamment perturbé en Lettonie pour que la situation reste inchangée malgré des combats soutenus.

Figure 5 : l'usage par les Baltes d'une stratégie dilatoire fonctionne, offrant une stabilisation du front



- Résultats et bilan critique :

Le ralentissement russe est logique et rencontre les difficultés qu'elle aurait pu connaître dès la progression initiale si les Baltes avaient réalisés une concentration de leurs défenses sur leurs capitales en usant de leurs soutiens nationaux et otaniens pour ralentir/arrêter la progression russe dans les terres. Un sursis est ainsi offert aux Baltes, toutefois la position russe apparaît comme déjà suffisamment avantageuse pour espérer une victoire avant la deadline du cinquième tour durant lequel de nouvelles troupes de l'OTAN et surtout la division finlandaise au nord font leur apparition, rééquilibrant en partie le rapport de force et obligeant les russes à traiter avec de nouveaux fronts.

- *Tour III*

- Résumé du tour :

Ce tour apparaît dès à présent comme décisif, puisqu'en cas de nouvelle poussée russe les forces Baltes ne seront plus à même que de défendre une capitale, offrant aux russes la victoire au tour suivant.

La défensive concentrée sur Riga continue de fonctionner, mais ne permet pas d'engranger d'autres succès : la contre-offensive autour de Vilnius et en Russie est limitée et ne peut qu'agir dans les espaces vacants par peur d'une destruction en cas de confrontation avec les forces vives russes, tandis que Tallinn finit par tomber face au manque de moyens disponibles.

Même si les Baltes perturbent l'action russe (impossibilité de renforts depuis la Russie, axes impraticables), le rapport de force et les erreurs initiales ne peuvent être rattrapés, la fin semble proche...

Figure 6 : Tallinn est tombée, Vilnius est peu défendue du fait de forces Baltes cloisonnées dans Riga, les russes sont à portée de main de la victoire



■ Résultats et bilan critique :

La percée russe est inéluctable malgré de nouvelles tentatives dilatoires des Baltes, le rapport de force est désormais trop déséquilibré et seule l'action de défensive ferme et concentrée sur Riga fonctionne. La Baltes entrevoient les moyens qui auraient pu leur apporter le succès pour ralentir les russes au moins jusqu'au septième tour synonyme d'égalité, malheureusement trop tard. De leur côté les russes ne font pas d'erreur et déroulent leur manœuvre en s'emparant d'une première capitale et en ouvrant le chemin vers la seconde (Vilnius).

- ***Tour IV***

- **Résumé du tour :**

Le tour est rapidement conclu, par une offensive limitée depuis la Biélorussie face à une ville dépourvue de défense. Les russes prennent Vilnius atteignant leurs conditions de victoire et mettant fin à cette seconde phase de la simulation.

- **Résultats et bilan critique :**

La victoire russe à ce tour est logique et inéluctable, conséquence des actions des tours précédents.

- ***Résultat de la phase et bilan critique a priori***

Malgré une victoire russe rapide le résultat de cette phase n'est pas aussi univoque qu'il n'y paraît. En effet, du fait d'une dissymétrie importante des forces, le scénario se conclue la plupart du temps par une victoire russe³⁶⁸. Plus que le résultat ce sont les causes qui sont déterminantes, et en la matière les deux camps ont fourni des éléments pertinents et exploitables aussi bien en termes d'analyse décisionnelle que de concepts stratégiques.

Ainsi la Russie, choisissant délibérément une concentration des forces pour une victoire rapide conclue avant l'arrivée des premiers renforts alliés aux Baltes (tour 5) a privilégié des axes de progression clairement identifiés pour forcer les Baltes à une dispersion des forces en misant sur le rapport de force favorable. Le succès de ces prévisions conduisant à une victoire inéluctable malgré un changement de posture Balte perturbant leur progression à partir du second tour.

Les Baltes de leur côté ont réalisé un déploiement non-pertinent³⁶⁹ fondé sur la volonté d'une défense intégrale en positionnant des éléments face à l'ensemble des forces russes déployées,

³⁶⁸ 7 fois sur 10 en moyenne lors des parties test réalisées durant la création de ce wargame.

³⁶⁹ Dû pour certains joueurs à un manque de maîtrise des règles ainsi qu'à un manque de coordination entre les groupes, éléments importants qui sont notamment pris en compte dans l'exploitation des résultats mais qui

divisant leur potentiel de combat (déjà faible) et ne profitant pas à plein de leurs soutiens. Toutefois, l'apprentissage a été rapide et l'adaptation par une contre-offensive dans les zones lacunaires et l'usage d'une stratégie dilatoire (partisans, attaques cyber...) alliée à un passage en défense ferme sur Riga a permis de ralentir la progression russe. Ainsi, malgré la défaite finale, les joueurs baltes ont pu très rapidement déceler les actions aptes à assurer le gain de temps nécessaire à leur victoire, et l'importance fondamentale du déploiement initial. Ce dernier, compte-tenu des objectifs russes de prise de capitales ou de la quasi-totalité des carrés dans les trois Etats baltes, aurait alors du consister en une défense ferme sur deux capitales et leurs axes de progression immédiat (Riga et Tallin) et l'usage des soutiens sur les axes de manœuvre russe pour les forcer à perdre des tours de mouvement (notamment les cartes *civil disobedience* qui obligent les russes présent sur la case où la carte est jouée à ne pas pouvoir bouger durant un tour)³⁷⁰.

➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux deux objectifs de recherche, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire, un recoupement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer

n'empêchent pas une analyse de leurs actions d'autant plus qu'ils ont rapidement opérés un changement stratégique opportun.

³⁷⁰ Imposant une coordination poussée entre les baltes pour que l'un d'entre eux accepte de voir son Etat occupé rapidement et donc de ne plus jouer durant la phase 2 pour obtenir une victoire finale, dynamique de frictions de groupe et de coordination qui est l'un des enjeux d'étude de l'analyse décisionnelle de ce wargame. Mais vision qui sera celle choisie par Kiev dans la guerre réelle en Ukraine, en axant la défense sur les villes majeures et les axes au prix d'un sud peu défendu, permettant de résister aux russes et d'assurer leur survie dans les premiers instants du conflit, démontrant la pertinence des wargames comme outils d'anticipation...

du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant la première phase par l'usage des tableaux remplis pour répondre à chaque problématique, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes à chaque round. En ce qui concerne la seconde phase, l'enregistrement du jeu complet a permis d'analyser chaque action durant les quatre tours ainsi que le déploiement.

En complément de ces éléments factuels d'ordre quantitatif et d'étude qualitative à chaud, une appréciation critique postérieure du processus de décision perçu par les juges et ressenti par les joueurs a été conduite permettant d'ouvrir de nouveaux axes de réflexion. Pour ce faire, chaque joueur a été soumis à un débriefing post-wargame, afin de compléter un tableau dédié pré-rempli par les juges afin de confronter leur vision de la prise de décision avec la perception des joueurs (rationalité, place du hasard, difficultés d'anticipation et de coordination durant la seconde phase, explication de la difficulté de la prise de décision russe durant la première phase...).

De même, en ce qui concerne l'objectif de recherche affilié à l'usage et l'efficacité des concepts des Etats baltes dans le cadre d'une montée des tensions et d'un conflit ouvert avec la Russie, une analyse qualitative a été conduite. Elle repose sur un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges, permettant de fonder un point moyen pertinent.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisation de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est *in fine* fourni pour chaque objectif de recherche, base de

l'exploitation des résultats, ainsi qu'un autre tableau concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficacité et d'améliorer les expériences de jeu par la suite³⁷¹.

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

■ Expression des résultats

1. Concernant la prise de décision dans un jeu à somme nulle sous contraintes élevées

Estonie		
Processus de prise de décision	Consensus : prise de décision aisée, peu de frictions, groupe restreint aidant à la gestion du temps et à la prise de décision. La pression du temps et du hasard n'ont été que peu présente même en phase 2 où les erreurs proviennent d'un manque de maîtrise des règles et d'une vision stratégique inadéquate par manque de coordination avec les autres groupes du camp bleu	
Rationalité en phase 1	Consensus : rationalité optimale, bonne connaissance des acteurs, facilité à définir une continuité des décisions au fil des rounds, pas de pression du temps et pas de place laissée au hasard	
Rationalité en phase 2	Moyenne : rationalité faible du fait d'une forte pression du temps entre les tours, mais qui s'explique surtout par un manque de maîtrise stratégique et d'une vision construite	Dissensus : l'un des joueurs estime avoir eu un plan stratégique mais qui a dû être abandonné du fait d'un manque de coordination avec les autres groupes
Vision générale sur la prise de décision stratégique sous contrainte élevée	Consensus : rationalité toujours possible si maîtrise de l'acteur et anticipation de ses capacités et moyens disponibles. L'irrationalité de la seconde phase est due à un manque de maîtrise stratégique qui conduit à ne pas disposer d'une planification adaptée aux moyens nationaux et donc à laisser une place importante au hasard alors que cela aurait pu être évité. Dans tous les cas les expériences passées et les connaissances personnelles des joueurs sur l'acteur incarné ont été importantes dans la capacité à raisonner et décider de manière rationnelle	

Lettonie		
Processus de prise de décision	Consensus : prise de décision aisée, peu de frictions, groupe restreint aidant à la gestion du temps et à la prise de décision. La pression du temps et du hasard n'ont été que peu présente même en phase 2 où les erreurs proviennent d'un manque de maîtrise des règles et d'une vision stratégique inadéquate par manque de coordination avec les autres groupes du camp bleu	
Rationalité en phase 1	Consensus : rationalité optimale fruit d'une connaissance de l'acteur permettant de mieux définir la pertinence et la faisabilité des décisions, et surtout d'une bonne analyse des gains possibles. Ainsi le fait d'accepter que la disproportion des forces avec la Russie était inéluctable conduit à définir un modèle stratégique des pertes minimales et donc à correctement évaluer les moyens et actions disponibles et pertinentes pour l'acteur incarné	
Rationalité en phase 2	Consensus : irrationalité du fait d'une mauvaise planification et d'un manque de coordination avec les alliés ne permettant pas de définir une vision stratégique efficace faisant le jeu de l'adversaire	
Vision générale sur la prise de décision stratégique sous contrainte élevée	Consensus : les expériences passées et les connaissances personnelles sur l'acteur sont un facilitateur évident de la pertinence des décisions. La rationalité est toujours possible et peu de place sont laissées au hasard ou à la pression du temps au niveau stratégique puisque la planification adéquate conduit à la victoire ou à la défaite	

³⁷¹ Ce second tableau n'étant pas l'objet de cette partie il sera à retrouver dans la partie conclusive concernant les enseignements sur le *game design* du wargame.

Lituanie	
Processus de prise de décision	Consensus : prise de décision aisée, peu de frictions, groupe restreint aidant à la gestion du temps et à la prise de décision avec le leadership naturel d'un des joueurs habitué aux gestions de crise et maîtrisant mieux les problématiques stratégiques. La pression du temps et du hasard n'ont été que peu présente même en phase 2 où les erreurs proviennent d'un manque de maîtrise des règles et d'une vision stratégique inadéquate par manque de coordination avec les autres groupes du camp bleu
Rationalité en phase 1	Consensus : rationalité optimale, bonne connaissance des acteurs, facilité à définir une continuité des décisions au fil des rounds, pas de pression du temps et pas de place laissée au hasard, coordination avec les autres groupes et l'OTAN
Rationalité en phase 2	Consensus : rationalité faible du fait d'une forte pression du temps entre les tours, mais qui s'explique surtout par un manque de maîtrise stratégique et d'une absence de coordination entre les groupes conduisant à des solutions nationales divisant les forces et faisant le jeu de l'ennemi.
Vision générale sur la prise de décision stratégique sous contrainte élevée	Consensus : rationalité toujours possible si maîtrise de l'acteur et anticipation de ses capacités et moyens disponibles. L'irrationalité de la seconde phase est due à un manque de maîtrise stratégique qui conduit à ne pas disposer d'une planification adaptée aux moyens nationaux et à un manque de communication entre les groupes du camp bleu. Le hasard est alors peu présent puisque la décision rationnelle permet la victoire en phase 1, quand l'impossibilité de décision et de définition d'un ligne directrice conduit inéluctablement à la défaite en phase 2

Russie	
Processus de prise de décision	Consensus : prise de décision très délicate en phase 1 du fait d'une mauvaise gestion de la sociologie de groupe : trop plein d'informations sans traitement organisé, pas de leader désigné, perte de temps à chercher un consensus plutôt qu'à agir, frictions concernant la ligne directrice générale, focale sur la phase 2 et son volet militaire plutôt que sur les objectifs à chaque round... La facilité de décision en phase 2 provient d'une réaction d'urgence en fin de phase 1 sur les défaites cumulées obligeant à une évolution drastique, avec un partage clair des tâches et l'émergence de leaders définissant et imposant la vision stratégique aux autres
Rationalité en phase 1	Consensus : irrationalité quasi constante du fait d'une non-maîtrise de la sociologie de groupe, avec des places qui n'ont pas été réparties, une prise de décision impossible par un consensus qui n'émergeait pas entraînant une forte pression du temps et une inadéquation des réponses aux problématiques stratégiques. La principale leçon tirée étant qu'une répartition claire des rôles par commandement stratégique ou en fonction des phases (trois joueurs préparant la manœuvre de la phase 2 pendant que les autres décident pour la phase 1) aurait permis d'atténuer les frictions et d'obtenir une décision rationnelle plus à même de lutter contre la rationalité du camp bleu
Rationalité en phase 2	Moyenne : rationalité forte du fait d'une ligne stratégique claire et imposée par un leadership de circonstance fondé sur l'expérience passée de certains joueurs dans les <i>kriegspiel</i> . L'unicité du commandement ainsi construite permettant une planification optimale profitant de la désunion et du manque de vision du camp bleu Dissensus : l'un des joueurs fait état d'une autre raison présidant au choix d'un commandement unique lors de cette phase : le poids de la hiérarchie, avec des joueurs d'un niveau d'étude plus avancé laissant inconsciemment peu de place aux joueurs plus jeunes
Vision générale sur la prise de décision stratégique sous contrainte élevée	Consensus : rationalité toujours possible si maîtrise de l'acteur et anticipation de ses capacités et moyens disponibles. L'irrationalité de la première phase démontre toutefois la différence avec des simulations jouées en solitaire, avec l'importance fondamentale du facteur humain et de la dynamique de groupes amenant frictions, pertes de temps, etc. l'unicité de l'effort en définissant rapidement un mode de décision et un leader apparait de ce fait comme la clé de la rationalité des décisions, expliquant en grande partie le succès lors de la seconde phase

2. Concernant l'efficacité et l'utilité des concepts doctrinaux des Etats baltes

Concepts		Stratégie cumulative, garantie fondamentale de survie par les alliances, total défense, civil disobedance...			
Usage réel par le camp bleu		L'ensemble des concepts doctrinaux des Etats Baltes et en particulier de la Lituanie ont été mobilisés indirectement durant la première phase avec la mobilisation de la population, l'importance égale des actions non-militaires et militaires pour assurer la défense des pays Baltes, apport cardinal des alliances (en particulier l'OTAN pour renforcer les Baltes et assurer la survie sur le long terme, etc.			
Vision des joueurs sur l'importance des concepts pour assurer la survie des Baltes	Estimation	Indispensables	Utiles	Peu utiles	Inutiles
	Nombre de joueurs exprimant cet opinion (total : 17)	15	2	0	0
	Raisons évoquées	Les concepts décrits par les Etats Baltes correspondent à une analyse cohérente de leurs moyens rapportés à la menace russe identifiée dans ce cadre les alliances offrent la seule garantie ultime de dissuasion et de sécurité, et la mobilisation de la population ainsi que l'usage de l'ensemble des moyens de l'Etat pour la défense sont indispensables Logique rationnelle d'un petit Etat face à une puissance largement supérieure qui ne peut compter sur un volet militaire suffisant et se trouve dans l'obligation d'une externalisation partielle de sa sécurité ainsi que d'une doctrine mobilisant sa population directement et indirectement pour la défense	Si ces concepts doctrinaux sont utiles dans l'absolu pour assurer une vision stratégique cohérente aux Baltes face à l'adversaire russe, la probabilité faible d'un conflit rend cette perception des menaces discutable, et surtout la disproportion des forces rend inéluctable la défaite à court terme. La sécurité ne peut donc provenir de ces concepts doctrinaux seuls mais repose sur la mobilisation des alliances pour une contre-offensive libératrice qui est la réelle variable indispensable	Sans objet	Sans objet
Bilan		Les joueurs ont exprimés une parfaite transcription inconsciente des principes doctrinaux des Etats Baltes lors de la première phase, et ont tirés les leçons de la défaite en seconde phase comme relevant d'une sous-exploitation de ces particularités notamment pour compliquer la progression russe et s'appuyer en priorité sur l'aide des alliances. Bien que ne pouvant équilibrer immédiatement le rapport de force, ces éléments sont donc apparus très majoritairement indispensables pour assurer la survie des Baltes dans la durée, notamment par la perturbation de l'occupation russe et la garantie d'une contre-offensive alliée permettant la libération des territoires			

■ Analyse critique

Les résultats ainsi exprimés mettent en lumière un consensus rare dans le wargaming portant sur la rationalité de la décision. Ainsi tous les groupes ont exprimé que la planification et l'anticipation étaient toujours possibles et qu'elles permettaient de s'affranchir des pressions externes (temps, frictions, hasard) comme internes (gestion de groupe, modes de prise de décision). La victoire et la défaite apparaissent par conséquent au niveau stratégique comme relevant exclusivement de la capacité des joueurs à exprimer leur rationalité, et ce même en cas de rapport de forces dissymétrique. Les biais cognitifs sont largement absents de ces analyses puisque chaque groupe a connu la victoire et la défaite à l'une des phases du jeu, et que le consensus quasi-permanent sur leurs raisons prévient une logique d'excuse ou d'autojustification.

Le même constat d'un consensus rare peut être appliqué à l'analyse de l'efficacité des concepts Baltes, avec une quasi-unanimité sur leur caractère incontournable et surtout avec le constat d'un usage permanent par le camp bleu durant les deux phases. La vision doctrinale apparaît par conséquent comme relevant d'une vision stratégique adéquate et partagée par l'ensemble des joueurs quel que soit le camp.

Les causes de ce consensus proviennent en partie de la possibilité pour les joueurs de se confronter à chaque phase avec un acteur réussissant à adopter une logique rationnelle et une vision stratégique continue ou échouant du fait de son absence de mise ne œuvre pour contrer celle de l'adversaire. L'échec apparait de ce fait non-pas vis-à-vis de causes externes qui s'imposent à tous les joueurs (par exemple le manque de chance dans des jets de dé) mais bien du fait d'une absence de maîtrise qui conduit à introduire des frictions externes et/ou internes (pression du temps, gestion du groupe) qui auraient pu être évitées. La faible place laissée au hasard par l'absence d'évènements aléatoires à chaque tour, de même qu'une mécanique de jeu construite exclusivement sur la décision et non sur la chance (peu de jets de dé notamment) aura également renforcé le développement de ce ressenti chez les joueurs, sans pour autant lui ôter sa pertinence.

Le seul facteur limitant relevé par les juges comme les joueurs, étant la manque d'assimilation des règles de la phase 2 par de nombreux joueurs, conduisant à une potentielle irrationalité des décisions de fait, mais qui pourtant n'a pas été élevée en tant que cause des défaites puisqu'une planification plus étroite et une vision plus construite auraient permis, malgré l'absence de maîtrise des mécaniques de jeu, l'atteinte d'un résultat différent pour les Baltes.

Le réalisme de la simulation, proche d'une logique conflictuelle étudiée et/ou comprise par les joueurs, a également permis d'assurer la pertinence des choix et la possibilité pour chaque groupe d'agir rationnellement en définissant clairement les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser, expliquant en partie l'usage inconscient des concepts doctrinaux Baltes et la perception de leur usage indispensable. Un panel de néophytes complets aurait par conséquent pu produire des résultats moins probants et consensuels.

Quelles qu'en soit les causes, les résultats exprimés sont toutefois bien plus qualitatifs qu'attendus dans la cadre de la mise en œuvre d'un wargame réalisés par des non-experts (du wargaming et des acteurs incarnés), en renforçant la pertinence et la portée des enseignements concernant les deux objets de recherche que sont l'analyse décisionnelle et l'efficacité des concepts Baltes pour assurer leur survie face à la réalisation de leur paradoxe de sécurité avec la Russie.

Réponse aux objectifs de recherche

Les résultats de la simulation concernant l'adéquation des concepts doctrinaux des Etats baltes dans le cadre de la réalisation de la menace russe, fournissent un verdict sans appel d'une efficience certaine du fait d'une adéquation optimale de l'utilisation des moyens vis-à-vis de la menace considérée.

Dans ce cadre, le rapport dissymétrique des puissances conduit naturellement les Baltes à chercher une consolidation externe du volet militaire et des garanties ultimes de survie, et à développer parallèlement les moyens non-militaires comme clé de la perturbation de l'action adverse. La vision de *Total Defense* centrée notamment sur la mobilisation directe et indirecte de la population est ainsi indépassable et la voie la plus pertinente à mettre en œuvre. Bien que ne pouvant solutionner le dilemme de sécurité posé, ou équilibrer le rapport de force, l'édifice concept des Etats baltes est le modèle qui apparaît le plus efficient pour renforcer les capacités nationales et assurer la survie.

Seule la question de la réalité de la menace a pu être posée, notamment dans la probabilité réelle d'une action militaire russe, interrogeant les perceptions Baltes du paradoxe de sécurité. Toutefois, ces réserves ne sont pas de nature à remettre en cause les éléments précédemment évoqués puisqu'en cas de réalité de ce paradoxe, la meilleure option a été mise en œuvre par les Baltes au plan stratégique et doctrinal.

⇒ Conclusion/enseignements de cette simulation

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'analyse décisionnelle et l'efficience des concepts doctrinaux des Etats baltes et en particulier de la Lituanie face à la réalisation de leur paradoxe de sécurité.

Il est par conséquent temps à présent d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs, collectés lors des entretiens postérieurs à la simulation.

➔ Enseignements concernant le game design (type de simulation et considérations sur la forme)

Points positifs	Problèmes soulevés & Propositions d'amélioration	Solutions envisagées pour les prochains wargames
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisme du scénario ▪ Action sur deux phases permettant de lier les décisions dans premier temps avec les opérations dans un second temps (donne notamment de la profondeur à la simulation du conflit) ▪ Liberté décisionnelle de la première phase retranscrivant bien les possibilités politiques et diplomatiques et forçant les joueurs à user d'imagination ▪ Place très limitée du hasard permettant d'exprimer pleinement le poids et les effets des décisions et d'une meilleure planification/anticipation stratégique que l'adversaire ▪ Formation de non-experts à des problématiques peu enseignées (vision militaire pratique et sphère décisionnelle) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Délai trop court pour l'assimilation des règles ▪ La dynamique de victoire dans la phase 1 n'est-elle pas conditionnée par le camp qui remporte le premier round? ▪ Pour une plus grande qualité des décisions opérationnelles, introduire des coupures entre les tours de la phase 2 pour que les camps puissent réajuster leur stratégie ▪ Volonté de lier plus massivement les décisions de la phase 1 avec la réalité opérationnelle de la seconde phase 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour permettre une meilleure assimilation des règles, enregistrement de vidéos explicatives et d'un tour de jeu de la phase 2 à blanc, permettant aux joueurs de regarder plusieurs fois les mécanismes et actions possibles pour une maîtrise optimale des mécaniques de jeu ▪ Après de nouvelles parties test, il apparait que la victoire d'un camp au premier round ne conditionne pas le vainqueur final de la phase 1 ▪ Les coupures sont prises en compte mais semblent mieux correspondre à un scénario opérationnel différent puisqu'en l'espèce il risque de diminuer la pression du temps et l'importance de la vision stratégique initiale ▪ La liaison entre décisions dans la première phase et manifestations concrètes sur les opérations dans la seconde phase est bien prise en compte et sera intégrée dans de prochaines simulations en dissociant les jours où les deux phases sont jouées pour permettre la modification du théâtre des opérations au plus près des décisions des joueurs (ex : fortification, destruction d'axes, mobilisation de nouvelles forces, conclusion d'alliances, etc.)

➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

Les résultats exprimés sont clairs, validant les présupposés théoriques initiaux d'une adéquation des concepts doctrinaux des Etats baltes à la lutte contre le paradoxe de sécurité russe. L'efficacité de ces concepts est même clairement établie par un caractère indispensable quasi-unanime, plaçant l'édifice doctrinal Balte et plus particulièrement lituanien, comme le plus à même de remplir cette tâche, battant en brèche toute proposition alternative et validant par ailleurs la vision stratégique de ces Etats dans leur gestion des menaces actuelles et futures.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'un résultat isolé est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que neuf parties ont été réalisées, les résultats sont largement similaires, en se développant selon des catégories nettes qui tendent malgré leurs différences vers des conclusions identiques. Ainsi, si des divergences sont constatées, elles appartiennent à des catégories claires et ne se distinguent que dans le résultat brut de la simulation c'est-à-dire dans le camp qui a atteint ses objectifs et la victoire : en l'occurrence dans 6 simulations la victoire a été pour la Russie, quand dans les trois autres elle est revenue aux baltes. Toutefois, loin de remettre en cause le postulat des autres simulations, cette différence de résultats ne fait que confirmer les déterminants de la résilience des baltes fondée sur la mise en œuvre d'une approche intégrée ou les dimensions non-conventionnelles sont d'égales importance avec les opérations conventionnelle, sur le recours aux alliances comme fer de lance des opérations, et sur la défensive élastique permettant de retarder la progression ennemie comme manœuvre indispensable. Ce consensus des conclusions tirées, malgré la divergence des résultats bruts, ne doit cependant pas trouver une dimension prophétique, ainsi que la méthodologie du wargaming nous l'enseigne, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmes les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus. De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°1 du cas d'étude de la Lituanie : Gestion de crise		
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation
9	<p>Panel hétérogène de testeurs composé de spécialistes et de néophytes : 3 parties</p> <p>Panel de néophyte étudiant (connaissance globales sur le sujet mais non-experts et peu confrontés à l'usage du wargaming) : 1 partie</p>	Partie du panel d'étudiants néophytes

	Panel d'étudiants wargamers (connaissance globales sur le sujet mais non-experts, et maîtrisant l'usage du wargaming) : 3 parties			
	Experts (connaissances abouties sur le sujet et relativement à l'aise avec l'usage du wargaming) : 2 parties			
Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON		
	Divergents par catégories claires	OUI – NON	Nom de la catégorie	Victoire des Etats baltes
			Nombre de parties de cette catégorie de résultats	3
			Caractéristiques de la catégorie	<i>La victoire des baltes est obtenue dans les trois cas par la mise en œuvre d'un déploiement initial optimal centré sur la défense ferme et concentrée des capitales et le ralentissement de l'ennemi par l'usage de pions évènements sur les principaux axes de progression.</i> <i>L'intensité de la victoire (victoire majeure dans 1 cas sur 3, victoire mineure dans 2 cas sur 3) étant principalement fonction de la qualité de la manœuvre russe (contournement efficace dans 1 cas sur 3) et de la variance des dés (favorisant dans 1 cas sur 3) la survie et les bons résultats des forces armées baltes.</i>
			Nom de la catégorie	Défaite des Etats baltes
			Nombre de parties ayant cette catégorie de résultats	6
			Caractéristiques de la catégorie	<i>La défaite des baltes est concédée dans tous les cas par un déploiement initial sous-optimal entrainant dispersion des forces et centralité sur les armées</i>

				<i>conventionnelles. Toutefois, la reprise rapide des groupes et la mobilisation des moyens non-conventionnels alliés à une défense concentrée sur les points clés permettent d'équilibrer le conflit et de retarder l'échéance. Le résultat défavorable permet de ce fait toutefois de tirer des conséquences identiques concernant l'efficiace grande stratégique des Etats baltes: usage de la Total Defense, alliance de défense ferme et manœuvre de défense élastique de retardement.</i>
	Divergents par résultats éclatés	OUI – NON	Nom de chaque type de résultat	Sans objet
			Nombre de parties ayant réalisé cela	Sans objet
Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)		
	<p>Confirmation des hypothèses théoriques définies dans l'étude de cas de la Lituanie, par le bienfondé de la stratégie cumulative (alliances et forces nationales) pour assurer la sécurité du pays.</p> <p>Les concepts doctrinaux de <i>Total Defense</i> et de <i>comprehensive security</i> sont également confirmés comme le calcul optimal entre moyens limités et forte intensité de la menace.</p>	<p>Efficiace et résilience de la garantie fondamentale des alliances venant décupler la stratégie nationale de défensive asymétrique de retardement, et du schéma doctrinal de la Lituanie.</p> <p>Emerge toutefois de manière sous-anticipée la cardinalité de la phase initiale en cas de conflit, afin d'assurer la défense dans la durée pour essouffler le rythme de l'invasion (postulat également mis en lumière dans l'histoire immédiate avec le conflit en Ukraine). Il apparait de ce fait aussi important pour la Lituanie de développer sa stratégie militaire, pour assurer sa survie fondamentale avant l'intervention des alliances et des capacités non-militaires qui agiront en appui (en particulier la mobilisation de la population).</p>		

Ce premier wargame concernant la Lituanie, centré sur la réalisation du paradoxe de sécurité par l'invasion du territoire national par la Russie, aura permis une confirmation des postulats doctrinaux du cas d'étude. La dynamique d'une garantie fondamentale de sécurité assurée par une stratégie cumulative apparait de ce fait être validée, tout en ouvrant ses modalités à une dimension peu décrite dans la vision stratégique lituanienne, la cardinalité d'une planification de défense rigoureuse pour garantir la survie dans la phase initiale du conflit.

3.2.3. Simulation n°2 : Red Team

A. Livret de jeu

⇒ Présentation de la simulation

➔ Objectifs de la simulation :

Etant un scénario construit uniquement dans le but d'une validation pratique des présupposés de thèse, l'enjeu de cette expérimentation de type *red team* réside dans le test de l'efficacité des inclinaisons doctrinales de la Lituanie face à des problématiques stratégiques diverses.

➔ Objectifs de recherche :

Etude de l'adéquation des concepts théoriques avec l'usage pratique et de leur efficacité dans la garantie de sécurité de la Lituanie face à son paradoxe de sécurité. Le *red team* est ainsi utilisé en tant que mode de wargame le plus adapté à une réflexion en profondeur et dans la mobilisation des joueurs pour mettre en balance des concepts doctrinaux.

➔ Caractères de la simulation (synthèse) :

Type	Format
Simple : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Scénario réalisé en une phase unique de <i>red team</i> découpée en trois rounds 	1 étape d'1h30 découpée en trois rounds de 30min pour une réflexion sous contrainte de temps et maximisant la nécessité d'adaptation dans l'urgence et de gestion de la sociologie de groupe

⇒ Scénario, acteurs, objectifs

➔ Présentation du contexte :

La présente simulation étant construite sous la forme d'un *red team* il n'y a pas de scénario à part entière mais bien une mise en contexte générale qui concerne les déterminants stratégiques de l'acteur ainsi que les menaces perçues. Le wargame conduit dans ce cadre se fonde ainsi sur

la réalisation du paradoxe de sécurité de la Lituanie vis-à-vis de la Russie afin de tester l'efficacité de ces mécanismes doctrinaux et pratiques de défense et de production de sécurité.

➔ **Eléments cardinaux du contexte :**

En exploitation du scénario de la simulation, un ensemble de données fondamentales est fourni aux joueurs pour qu'ils puissent appréhender l'acteur qu'ils vont incarner et analyser stratégiquement le contexte pour déterminer les types d'actions qu'ils pourraient conduire.

Composition :

Le *red team* étant une simulation collaborative à somme non-nulle il n'y a pas de confrontation entre groupes, mais un groupe unique de joueurs face aux juges et à l'introduction de nouvelles problématiques stratégiques. Le panel constitué sera ainsi compris entre 10 et 25 joueurs en fonction des types de joueurs et des besoins de diversité.

Timeline :

La simulation n'a pas de timeline précise, mais souscrit à une continuité entre les rounds, avec des problématiques obligeant à une adaptation du schéma de réflexion. En ce sens, une arborescence est produite en amont pour les juges en fonction des orientations principales fournies par les joueurs à la fin de chaque round.

La simulation d'une durée d'1h30 est ainsi construite sur trois rounds de 25min, entrecoupés de 5min d'exploitation par les juges et de production des résultats.

Biais sélectionnés :

- Afin d'éviter tout blocage par une menace directe ou une fin prématurée du scénario, l'usage des ADM est interdit. La simulation considère ainsi que la dissuasion par MAD (*Mutual Assured Destruction*) opère entre les différents Etats.
- Les alliés des Baltes ne sont pas incarnés, toutefois les joueurs sont sensés intégrer ceux-ci dans leurs décisions (ex : proposition de partenariat militaire renforcé) et prévoir leurs réactions lorsqu'ils décident d'actions à entreprendre pour répondre aux problématiques soulevées

Hormis ces limitations toutes les décisions possibles peuvent être prises par les joueurs au plan politique (de même que dans le choix des moyens mobilisés), et ce afin de garantir une étude optimale du processus décisionnel.

Attitudes :

L'ensemble de présupposés censés être intégrés par les joueurs dans ce scénario correspondent aux dynamiques d'alliances et aux tensions actuelles générales dans la région.

Toutefois, afin de favoriser le travail individuel des joueurs, notamment dans l'objectif de lier la connaissance avec la qualité de la décision, la véritable plus-value consiste dans le travail et la connaissance des objectifs et actions possibles pour le groupe incarné ainsi que pour ceux des autres joueurs. Tous ces éléments viendront à la fois de l'analyse de ce livret de jeu, de l'étude de la question du round I et des connaissances personnelles des joueurs (notamment sur le volume des forces armées disponible et le rapport de force entre l'OTAN et la Russie).

En ce qui concerne les éléments fournis dans ce livret de jeu, une contextualisation rapide des présupposés théoriques et doctrinaux de Lituanie est présentée ci-dessous. Il est à noter qu'elle provient du travail de thèse effectué par l'auteur de ce wargame (pp. 243-245 et 264-270), disposition logique puisque ladite simulation est construite pour en valider les présupposés théoriques.

➔ La culture stratégique de la Lituanie et son influence

L'histoire stratégique de la Lituanie, bien que ne présentant pas un schéma de pensée intégral et continu, met en exergue une véritable richesse conceptuelle et grande stratégie, constitutives d'une culture stratégique influente.

En effet, nous pouvons discriminer trois éléments qui se co-constituent et forment le socle de la vision stratégique du pays : la permanence des menaces fondamentales, une continuité des piliers de l'action stratégique, et pour finir une logique doctrinale durable.

L'acuité des menaces est un des principes fondateurs de la mise en œuvre par un Etat d'une réponse doctrinale et stratégique, il apparait de ce fait logique que la haute intensité continue des menaces perçues ait une influence sur la posture stratégique de la Lituanie à travers son histoire. Ainsi, la quasi-permanence d'un paradoxe de sécurité lors des périodes d'indépendance entre 1240 et 2010, conduit par nature l'Etat lituanien à développer une posture de consolidation des ressorts traditionnels de la puissance, à savoir l'équilibre des capacités

militaires³⁷². Bien que la puissance nationale puisse s'exprimer (en particulier suite à la fin de la Guerre Froide) par d'autres biais comme le dynamisme économique, le volet militaire reste le ressort primordial de la sécurité. Nous retrouvons par ce biais une conception traditionnelle des rapports de force dans les relations internationales, qui fait de la Grande Stratégie³⁷³ pour la Lituanie le moyen de définir les moyens de la *deterrence* vis-à-vis de l'adversaire produisant le Dilemme de Sécurité. Paradoxalement, l'habitude d'une forte intensité des menaces portant sur la sécurité fondamentale du pays, fait de chaque période d'apaisement -même relatif- (XVIIIème siècle, entre-deux guerres, fin de la Guerre Froide) un moment de diminution brutale des capacités militaires et de diversification des moyens de la puissance.

Corollaire direct de cette permanence du *paradoxe de sécurité*, la vision stratégique lituanienne apparaît comme fondée sur deux piliers de sécurité indépassables visant à combler le déficit quantitatif avec la puissance adverse. Cette « stratégie cumulative » repose sur la constitution d'une dissuasion conventionnelle suffisante par le biais d'une ou plusieurs alliances de sécurité permettant de combler le déficit quantitatif, mais également (contrairement par exemple au Luxembourg) sur l'accroissement des capacités nationales dans une logique de *Self-Reliance* issue d'un passé d'autonomie par les armes³⁷⁴.

Par ruissellement, la mise en exergue de deux voies privilégiées de la sécurité, entraîne une constante doctrinale (plus ou moins officialisée) qu'est l'externalisation de la garantie fondamentale de sécurité, appuyée en grande partie par une capacité de résilience nationale. Ce dernier élément est particulièrement intéressant, puisqu'il s'agit d'une vision de *Total Defense*, qui fait de la Lituanie l'ultime garante de sa survie³⁷⁵.

³⁷² Major Général Andis Dilans, *The Baltic states' 15 years in NATO: which strategic direction should the shield face?*, Baltic Defence College, 2019, p. 24.

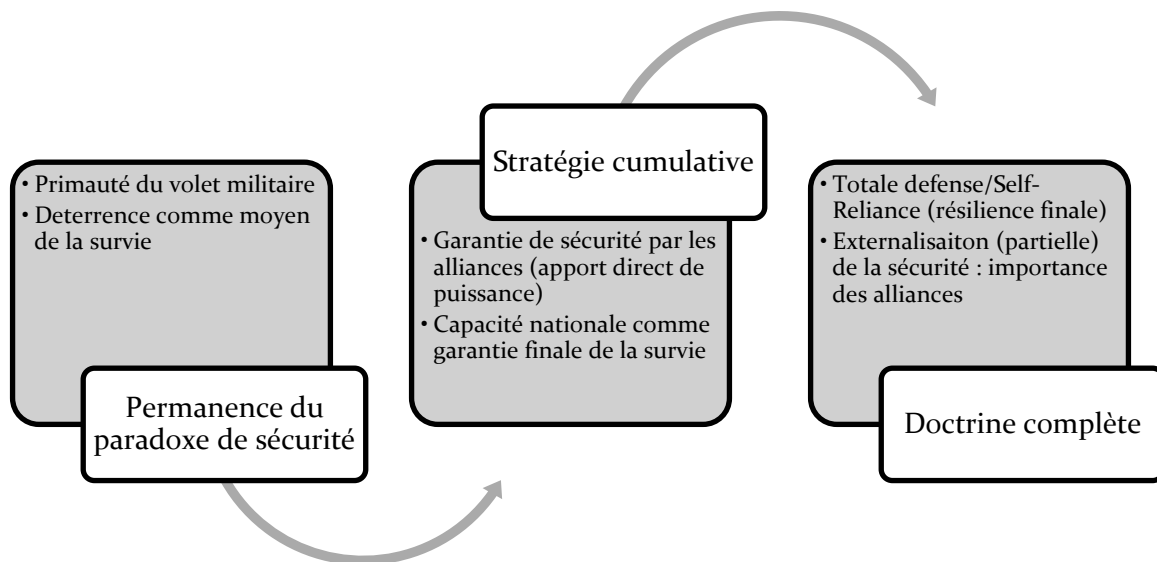
³⁷³ Ou du moins de la pensée stratégique et de la production doctrinale du pays.

³⁷⁴ La glorification du passé expansionniste au moyen-âge notamment au travers de Mindaugas, fonde encore aujourd'hui un fort sentiment national dans la volonté d'une capacité militaire crédible en autonome, et ce quand bien-même face aux adversaires identifiés il faille cumuler cela avec des alliances militaires : Affonsasa Eidintas, Alfredas Bumblauskas, Antanas Kulakauskas, Mindaugas Tomosaitis, *History of Lithuania*, op. cit., introduction.

³⁷⁵ Contrairement au Luxembourg qui lie dans ses documents doctrinaux la survie aux alliances, en identifiant son rôle de défense à celui des alliances. Pour plus de clarté, nous pourrions dire à ce stade qu'alors que le Luxembourg

En somme, le détail de ces éléments structurants de la vision stratégique de la Lituanie permet de déterminer une véritable pensée grande stratégique structurée formant la base de toute pensée contemporaine et future. Une vision synthétique de ce constat, servant de base comparative pour l'étude de la Grande Stratégie contemporaine de la Lituanie, est formée au sein du schéma suivant :

Schéma n°1 : La Grande Stratégie historique de la Lituanie, synthèse de sa culture stratégique



➔ La Doctrine

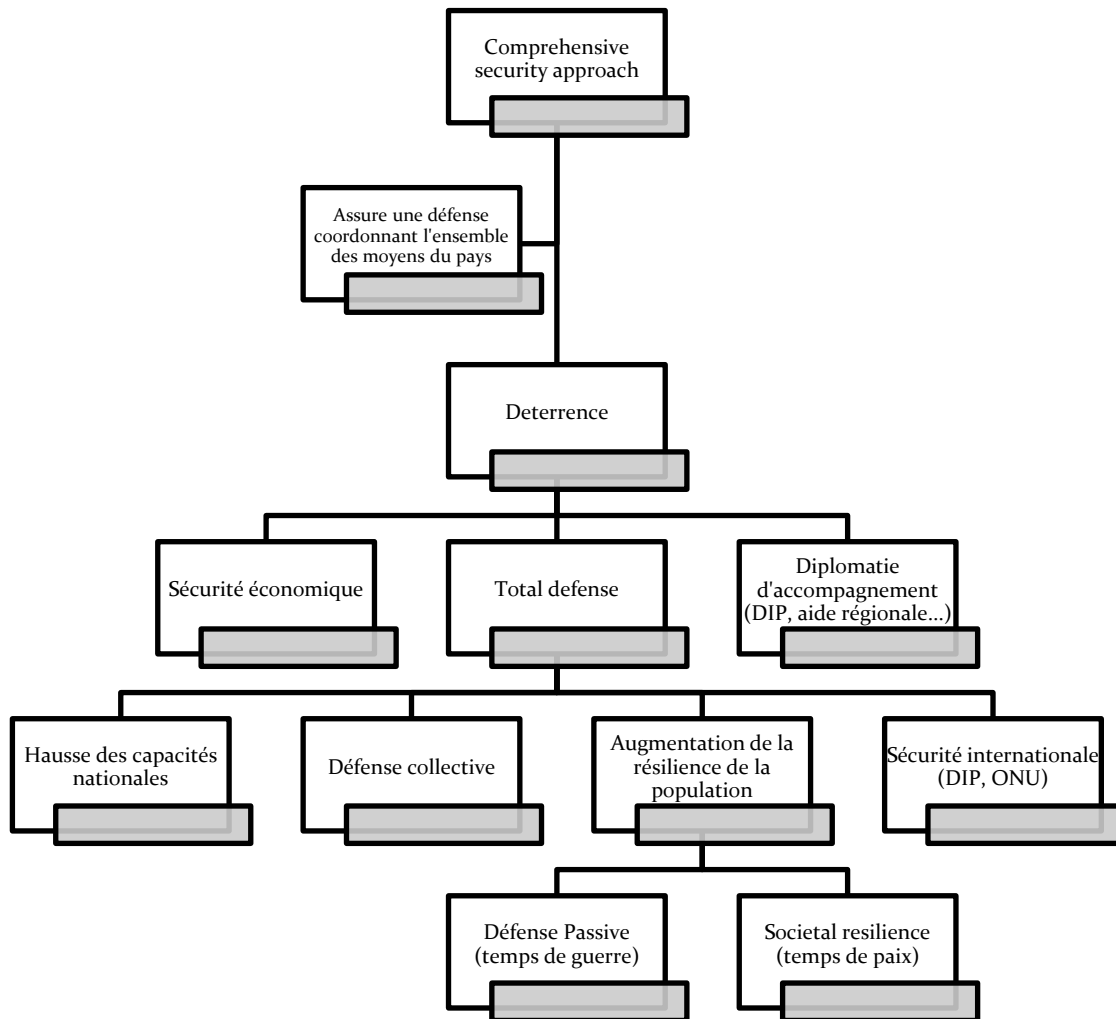
Concepts clés :

En application de la vision stratégique précédemment présentée l'on distingue dans le cas lituanien un ensemble doctrinal formel et clairement exprimé autour du concept de la *comprehensive security approach*, permettant de mettre en place une deterrence globale usant prioritairement de la variable militaire pour assurer la survie.

entend l'accroissement de sa sécurité par le renforcement des alliances et de son rôle au sein de celles-ci, et que Singapour entend l'accroissement de sa sécurité par le renforcement de sa propre puissance, la Lituanie tient une position médiane avec une dissuasion et une sécurité globale fondée en majorité sur les alliances (comme apport direct de puissance) mais une garantie finale de survie fondée sur l'accroissement de sa résilience nationale.

La mobilisation des concepts historiques traditionnels de Total Defense et Sel-Reliance, ainsi que l'accroissement de la sécurité par les alliances, formant la structure de cette approche de sécurité comprehensive.

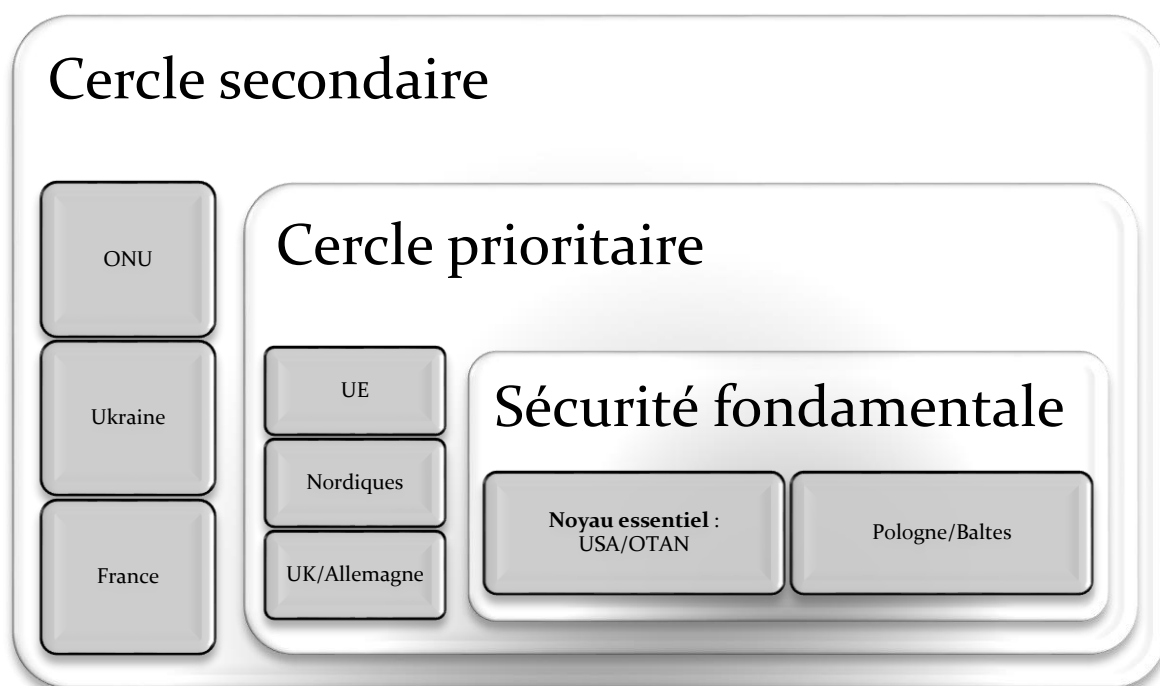
Schéma n°2 : La Doctrine lituanienne contemporaine : la *comprehensive security approach*



Toutefois, cette présentation de la Doctrine ne peut suffire, puisqu'elle minore par essence l'apport fondamental des alliances de sécurité dans la garantie de survie et de réponse au Dilemme de Sécurité. De fait, chaque paradoxe historique de sécurité rencontré par la Lituanie, du fait de moyens nationaux limités a cherché une solution dans la mutualisation des forces par les alliances pour combler le déficit quantitatif.

La vision contemporaine de la sécurité ne fait pas exception et du fait de la hausse de l'intensité des menaces depuis 2014 conduit à réaffirmer le rôle central des alliances pour la survie avec une architecture particulière exprimée en termes de priorité et d'importance des garanties apportées, synthétisée dans la modélisation suivante :

Schéma n°3 : Modélisation des cercles diplomatiques et de sécurité par les alliances de la Lituanie



➤ Prescription pour chaque domaine :

1/ Militaire : Total Defense mobilisant les alliances, la résilience nationale, l'intégration régionale et la modernisation des forces conventionnelles. Objectif de remontée en puissance rapide (hausse du niveau technique et du volume des forces).

2/ Economique : centré à la fois sur la sécurité énergétique et l'autonomie stratégique.

3/ Diplomatie : promotion de la stabilité internationale et multiplication des alliances pour renforcer ses capacités de dissuasion.

4/ Sociétale : résilience générale de la nation centrée sur la formation/intégration des citoyens à la défense, et le développement des moyens de résilience cyber.

➤ Actions mises en œuvre :

1/ Militaro-diplomatique :

- Spécialisation en cybersécurité : document stratégique de 2018, réseau national sécurisé depuis 2019, 4^{ème} rang mondial des réseaux stratégiques sécurisés
- Self Reliance : cohésion nationale, renforcement de la mémoire collective, promotion de la langue, de la culture et de l'histoire nationale, focus sur le développement de l'éducation
- Défense passive : formations pratiques à la résistance, manuel de désobéissance civile (2015)
- Forces conventionnelles : objectif atteint de 2% du PIB pour 2020, renforcement des réserves et milices, retour de la conscription (2016), hausse de l'interopérabilité OTAN/Baltes/Nordiques
- Modernisation des forces terrestres : deux nouveaux bataillons (Infanterie/artillerie), numérisation, refonte des véhicules
- Alliances : assistance à l'Ukraine, EFP, visibilité dans l'OTAN, intégration avec les nordiques (NORDEFECO + bataillon intégré), intégration avec les Baltes (bataillon tri-national)

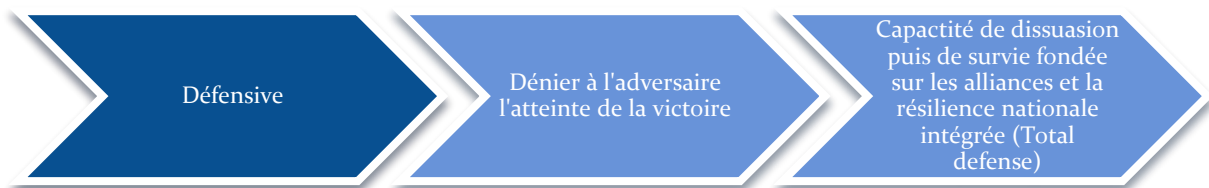
2/ Economique : stocks énergétiques et diversification, stocks et politiques communes avec l'UE, production nationale, politiques macro-économiques pour renforcer la stabilité monétaire, contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques.

➤ Modélisation de la doctrine selon la taxinomie de Barry Posen :

La Lituanie présente à la lumière des éléments énoncés une doctrine de troisième catégorie à savoir défensive.

Du fait de l'opposition à un paradoxe de sécurité, seuil très proche du déclenchement d'une guerre, la Lituanie est naturellement poussée à une structure doctrinale qui accepte la conflictualité même si elle souhaite l'éviter. Bien que la dissuasion soit une part fondamentale du schéma sécuritaire, elle n'est qu'une des deux logiques probables, à parts égales avec la capacité par les alliances et la défense nationale à empêcher l'adversaire de vaincre, c'est-à-dire assurer la survie dans le cadre d'un conflit armé.

Par conséquent, de manière schématique la Doctrine de la Lituanie selon la taxinomie de la Posen s'illustre comme suit :



➔ La Grande Stratégie

➤ Vision stratégique :

Sans revenir sur le détail de la vision stratégique Lituanienne contemporaine, qui a été réalisée précédemment, émerge néanmoins une dynamique claire du retour de l'impératif de survie imposant une politique renouvelée de sécurité militaire et de dissuasion globale fondée sur la garantie fondamentale des alliances et le renforcement des capacités nationales.

➤ Champs d'action :

Du fait du retour d'un paradoxe de sécurité, la logique historique de la pensée stratégique lituanienne réapparaît, offrant à la variable militaire une place dominante militaire pour une maximisation de la puissance garantissant la survie. Il s'agit de renforcer en priorité le domaine garantissant l'indépendance finale (capacité militaire de s'opposer à une action militaire

adverse d'annexion). Les autres moyens de la puissance, bien que majeurs (cf. alliances de sécurité) s'incarnant en tant que vecteurs de soutien selon quatre axes :

- Soutien diplomatique (DIP, maximisation des alliances)
 - Soutien économique (indépendance, sécurité énergétique)
 - Capacités nationales (résilience sociétale)
 - Alliances
- Eléments/Concepts clés :

Comprehensive security, total defense, societal resilience, civil resistance.

Coordination des domaines :

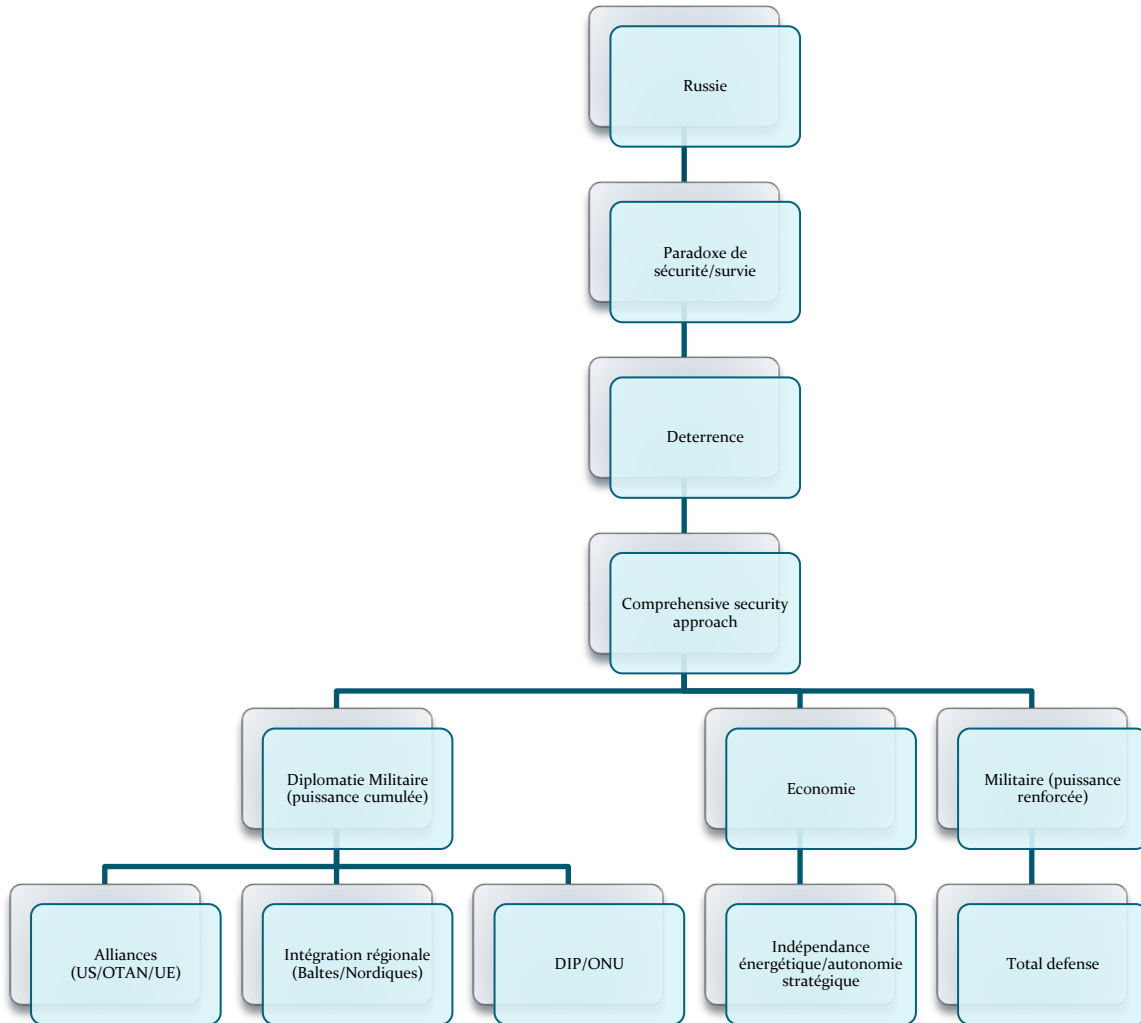
Vision globale de la sécurité cumulative, mêlant l'ensemble des vecteurs de la sécurité nationale et par les alliances (comme garantie de combler le déficit quantitatif) sous le concept de *Comprehensive security approach*.

Toutefois, la domination du domaine militaire demeure, orientant la coordination de ces domaines vers ce champ particulier qui est le plus formalisé et directement en résonance avec l'objectif d'assurer la survie pour solutionner le Dilemme de Sécurité.

➤ Modélisation synchrétique :

La vigueur conceptuelle de la pensée stratégique lituanienne contemporaine implique, dans une visée comparative étendue et claire avec les autres cas d'étude, une modélisation générale définitive permettant d'appréhender sa Grande Stratégie.

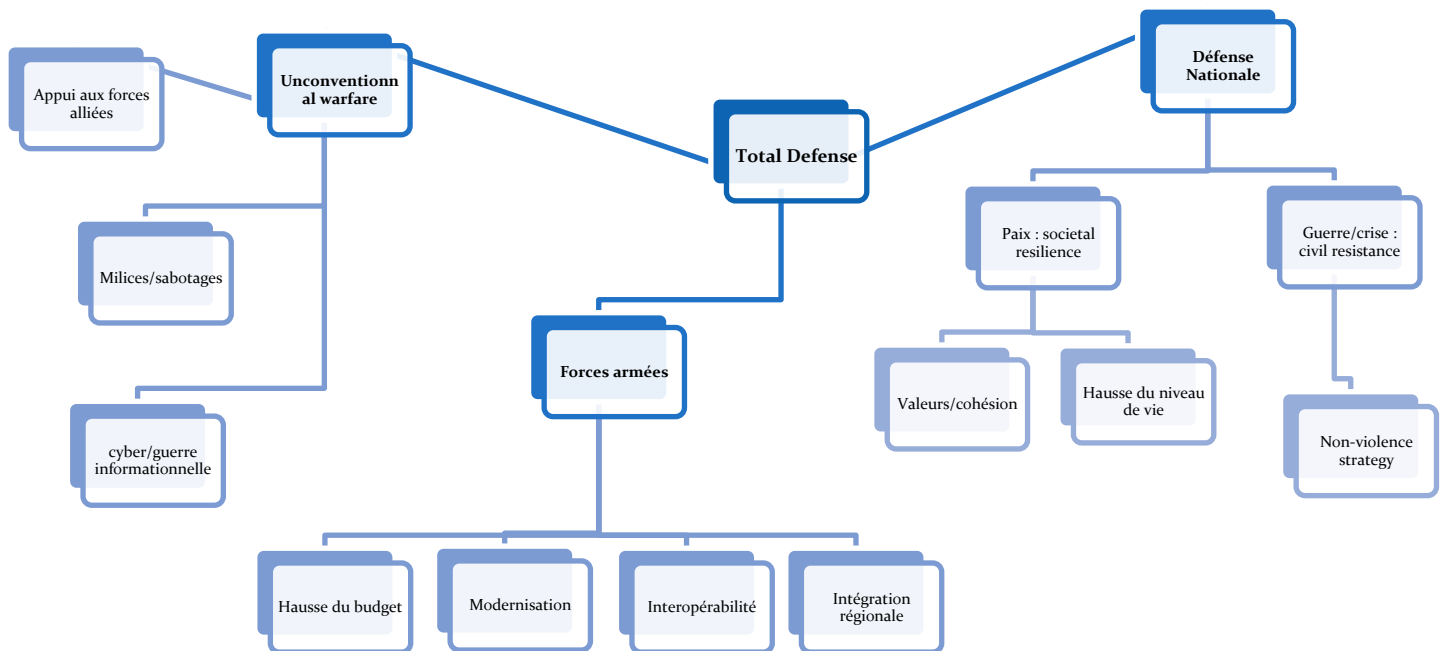
Schéma n°4 : La Grande Stratégie de la Lituanie, vision synchrétique



Le ruissellement ainsi produit entre menace existentielle (Russie/paradoxe de sécurité), vision stratégique, puis considérations doctrinales et applications par domaines n'est toutefois pas suffisant pour rendre compte de la prédominance du volet militaire centré sur la *Total Defense*.

Une fois n'est pas coutume, la Grande Stratégie théorique de la Lituanie modélisée implique un second schéma qu'est la *Total Defense* et ses ramifications, afin de fournir une image fidèle.

Schéma n°5 : Modélisation intégrale de la *Total Defense* : cœur de la Grande Stratégie lituanienne



➔ Conditions physiques et pratiques de la conduite du wargame :

Le wargame complet dure 2h réparti en trois rounds et un ensemble de procédures générales propres au wargaming.

Ainsi de manière détaillée la répartition de l'évènement se traduit comme suit :

- Accueil des joueurs, présentation logistique et répartition dans les groupes (10min) : non-pris en compte dans les 2h de la simulation.
- Briefing introductif (15min) : rappel des éléments cardinaux de la simulation, des règles, et du déroulé de la de simulation. Réponse aux ultimes questions.
- Conduite de la simulation (1h30) : cellule de crise du groupe, qui définit ses objectifs, plan d'action, réactions aux actions des ennemis potentiels, etc. en fonction des problématiques soumises par les juges. Ce travail sur trois rounds est réparti en trois

phases de 25min de réflexion et 5min de pause pendant lesquelles les juges produisent leurs résultats et définissent les problématiques suivantes.

- Conclusion du wargame (15min) : expression et explication des résultats, bilan tiré sur le wargame, réponses aux ultimes questions, présentation du compte-rendu à venir et de l'exploitation des résultats.

Le matériel exigé pour chaque joueur se réduit à disposer de quoi prendre des notes et d'une montre pour la gestion du temps.

➔ Objectifs des joueurs :

Il s'agit de produire le maximum de décisions et actions concrètes pour permettre à la Lituanie de répondre aux problématiques stratégiques qui lui sont posées. La qualité du travail des joueurs sera évaluée dans leur pertinence et crédibilité vis-à-vis du schéma doctrinal lituanien et de leur réalisation effective compte-tenu du contexte régional actuel et des moyens à disposition de la Lituanie.

⇒ Règles, moyens et procédés

Etant un wargame centré sur une décision rapide en coopération, la simulation est d'adjudication libre et présente de ce fait peu de règles. Ces dernières seront centrées sur les principes fondamentaux des rounds, les interactions entre les joueurs et les relations avec les juges.

➔ Tours de jeu et structure de la simulation

- Structure générale de la simulation

La simulation dure trois rounds consécutifs de 25min de réflexion, durant lesquelles les joueurs doivent répondre à des problématiques stratégiques en remplissant un tableau d'actions et décisions clés.

- Déroulé concret des rounds

Les joueurs ont à chaque round une problématique présentée par les juges, seule celle du premier round est connue en amont pour que les joueurs puissent se préparer à développer des

solutions et mieux entendre le type de connaissances qui sera exigé. A chaque fin de round, les juges collectent les résultats et définissent en fonction des inclinaisons des joueurs d'autres problématiques. A la fin du troisième round la simulation est terminée, les résultats généraux sont proclamés et un ETEX à chaud est effectué entre les juges et les joueurs.

- Expression des décisions des joueurs

Les décisions des joueurs seront à chaque round exprimées dans un tableau, dont un modèle générique est à retrouver ci-dessous. Les tableaux permettent de forcer les joueurs à des idées concises et d'application pratique en lien avec l'objectif de cette simulation qu'est l'efficacité de concepts doctrinaux face à l'expression d'une menace concrète pour la Lituanie ; ainsi que de fournir un matériau brut complet en vue de l'analyse postérieure des résultats³⁷⁶.

Round 2	
Groupe : Baltes	
Résultat round précédent : Victoire Balte	
Problématique : Comment augmenter rapidement la puissance de frappe de l'OTAN en Baltique?	
Décisions/Actions	Raisons (succinctes)

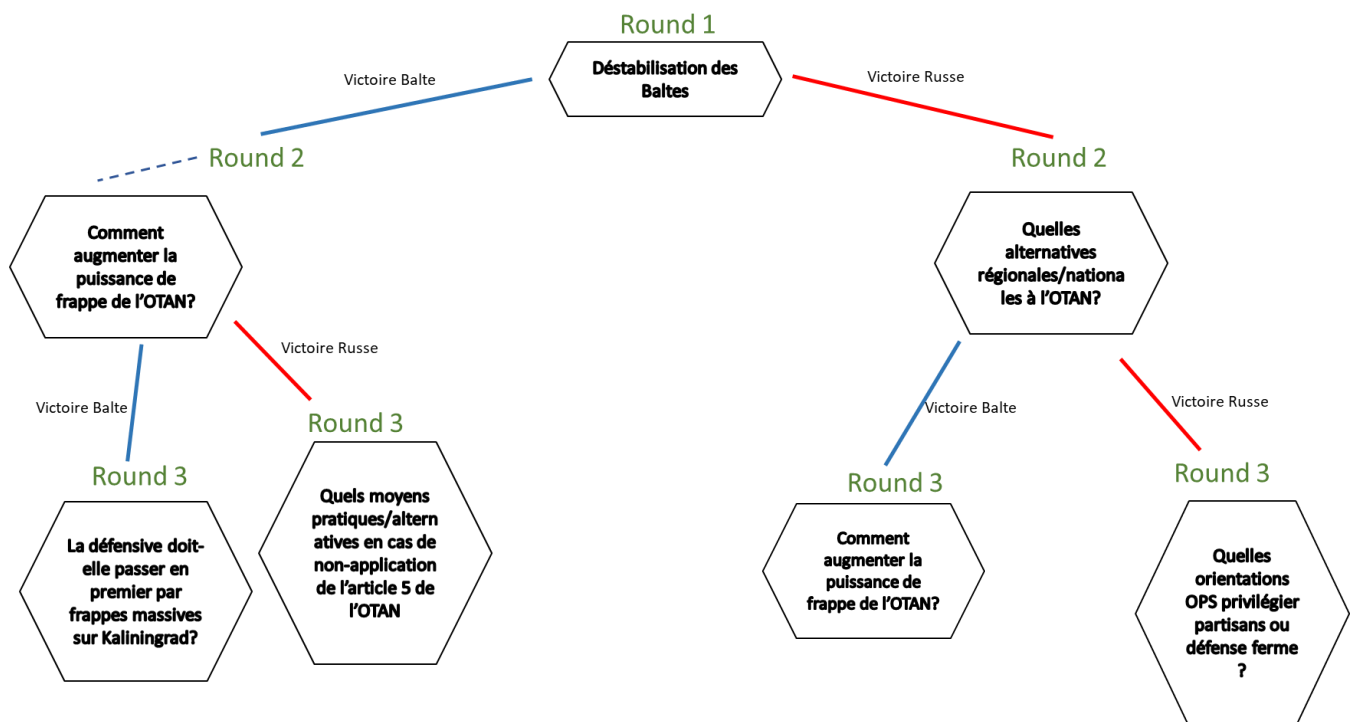
³⁷⁶ L'ensemble des décisions des joueurs est ainsi présentée, évitant la déperdition d'idées et informations obligatoire dans des échanges à dominante orale (la prise de note ne pouvant jamais être complète).

- Problématiques et expression des résultats

Les problématiques ne sont pas diffusées aux joueurs dans leur intégralité, seule la première (de portée générale) est communiquée pour orienter les joueurs dans le type de réflexions à conduire. Les problématiques sont par contre diffusées intégralement aux juges en amont qui les diffuseront à la fin de chaque round en fonction des résultats relevés (pertinence des décisions, mobilisation des concepts doctrinaux) selon une arborescence qui peut être adaptée en temps réel.

La problématique du tour 1 est la suivante : *Quels moyens et actions mettre en œuvre pour minimiser l'impact d'opérations russes de déstabilisation sur les Etats baltes et pour accroître les dissensions au sein de l'OTAN ?*

Les autres problématiques définies a priori sont à retrouver dans l'arborescence page suivante, faisant l'objet de tableaux dédiés :



➔ Dialogues et interactions

Entre les joueurs dans le groupe il s'agit de privilégier l'autonomie pour appliquer une analyse de sociologie de groupe. Ainsi est laissée une gestion libre de l'organisation, sans hiérarchie afin de déceler les processus d'organisation et les frictions éventuelles.

Entre les joueurs et les juges les interactions sont limitées durant les rounds au strict minimum, à savoir uniquement pour la précision de points de règlement ou sur initiative des juges pour introduire de nouveaux éléments contextuels et/ou problématiques de réflexion.

➔ Place et rôle des juges

Le wargame se déroulant en adjudication libre, les juges peuvent intervenir à tout moment pour recadrer ou orienter les actions des joueurs, ils veillent également à la bonne application des règles et à l'organisation des tours (durée, matérialisation des divers actes, etc.). Ils ont un rôle pivot puisqu'ils sont le cœur de la mise en œuvre et du bon déroulé du wargame durant les rounds et sont également les pourvoyeurs du dynamisme et des résultats de la simulation en définissant à chaque round les résultats et en fin de simulation les résultats et déterminants principaux de l'analyse.

Pour assurer au mieux l'exploitation des résultats en vue de l'atteinte des objectifs de recherche de ce wargame, des notes seront prises tout au long de la simulation de même qu'un débriefing ultérieur à froid entre les juges pour exploiter au mieux les données relevées.

⇒ Recueil et analyse des résultats

Pour correspondre à l'objectif de recherche, le recueil des résultats devra être minutieux et implique ainsi divers tableaux de *reporting* des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

- ***Dimension quantitative exploitée a priori***

Elle correspond à l'exploitation des tableaux remplis par les joueurs durant les rounds ainsi que de l'ensemble des notes des juges.

- ***Dimension qualitative centrée sur l'analyse du processus décisionnel et de l'usage des concepts doctrinaux (Etude de l'adéquation entre les concepts théoriques Baltes et l'action pratique)***

Purement d'ordre qualitatif, l'enjeu de cet objectif de recherche est de constater (ou non) l'utilisation inconsciente ou consciente des déterminants sécuritaires des Etats baltes ainsi que de l'efficience des divers moyens de sécurité mobilisés. Ainsi, un retour d'expérience structuré des joueurs confronté aux analyses a priori des juges permettra de fonder un point moyen pertinent à opposer aux conclusions de la partie théorique de la thèse sur ce cas d'étude. Cette étape aura pour but le remplissage du tableau page suivante.

Tableau n°2 : recueil des données concernant la validation des concepts pour la survie des Etats baltes face à leur paradoxe de sécurité :

Concepts	Usage réel			Vision des acteurs sur le concept (si mobilisés)			
	Rounds	Concept mobilisé directement	Concept mobilisé indirectement (et forme d'expression)	Rounds	Utile	Pas utile	Indifférent
Total Defense, Garantie fondamental e des alliances, cumulative strategy, civil desobediance,	1			1			
	2			2			
	3			3			
Bilan				Effectué de manière générale sur la vision des joueurs sur les concepts présentés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Total defense ▪ Stratégie cumunative ▪ Garantie des alliances ▪ Comprehensive security approcah ▪ Civil desobediance ...			

B. Note d'exploitation complète d'une partie jouée

➔ Objectifs de jeu et caractéristiques du wargame

La présente simulation, centrée sur la capacité de la Lituanie à développer ses moyens de lutte armée par le biais des alliances et du renforcement de ses capacités nationales, ne pouvait que s'incarner dans une dynamique de réflexion approfondie. C'est pourquoi, un modèle de jeu de type *red teaming* a été privilégié.

Il permet en premier lieu d'offrir une totale liberté d'action aux joueurs qui ne sont pas contraints dans leurs choix (à l'inverse de ce qu'implique un scénario d'emploi qui place l'acteur directement en situation conflictuelle) et peuvent prendre leurs décisions en fonction des intérêts perçus. En outre, il impose à l'inverse une logique décisionnelle bornée, et un positionnement

final clair, qui démontre de manière indiscutable la mise en œuvre et l'utilité (ou pas) des concepts doctrinaux, tout en formulant un point moyen naturel puisque les joueurs doivent aboutir à un consensus dans le remplissage des tableaux à chaque fin de round. Ce dernier point est essentiel puisqu'il permet une confrontation directe et continue des avis, offrant un regard croisé qualitatif en plus du quantitatif opéré par le nombre de simulations jouées pour un même wargame.

➔ **Game design permettant l'atteinte des objectifs**

Afin d'implémenter de manière pratique ce type de simulation dans l'étude de la Grande Stratégie de la Lituanie, le scénario a été construit en une phase de réflexion sur 3 rounds, permettant de conserver la pression du temps et l'imminence d'une décision à prendre.

Le caractère du *red team*, nécessitant un groupe aux profils divers permettant la contradiction forte, a conduit à définir un groupe idéal d'une dizaine de joueurs, modulable en fonction du nombre de participants afin de garantir le maximum de répétitions de la simulation malgré les aléas logistiques de la disponibilité des participants. Cette simulation, construite sous la forme d'un *red team*, est ainsi pensée sous la forme exclusive d'un jeu coopératif à somme non-nulle. Impliquant qu'une solution consensuelle est obligatoire pour remplir le tableau de décision à la fin de chaque round, quel que soit le mode d'expression (consensus, vote, leaders de fait...).

Bien entendu, afin de correspondre aux contraintes pratiques de la simulation (durée intégrale de 2h30) certaines dimensions ont été simplifiées, notamment dans le détail des mesures et décisions, qui ne peuvent être trop approfondies et sont au besoin aidés par les juges qui fournissent le cas échéant les datas nécessaires.

➔ **Game play**

➔ Présentation générale

La simulation a été réalisée par onze joueurs. Pour encadrer la simulation, deux juges étaient mobilisés durant toute la durée du wargame, dont le créateur du wargame.

La nature du *red team* faisant que la simulation ne peut connaître de fin prématurée, c'est un schéma décisionnel complet qui a été réalisé, permettant une validation des présupposés fondamentaux de sécurité et de grande stratégie, tout en minorant la portée pratique des concepts doctrinaux notamment pour pallier à des situations d'urgence. L'utilisation consciente d'éléments doctrinaux est toutefois indéniable et explique les embranchements pris, en recouvrant naturellement certaines interrogations subsidiaires par une approche d'ensemble de nature grand stratégique.

➔ Déroulé synthétique de la simulation

Round I

▪ Déroulé du Tour

La problématique soumise à ce round, portant sur les capacités pouvant être développées par les Etats baltes pour lutter contre les tentatives de déstabilisation russes, a connu une réponse multi domaines conforme à un esprit de *Total Defense*. Les joueurs se sont en particulier concentré sur le développement des capacités non-militaire de contre-influence (cyber, communication, sentiment nationale) et de mobilisation de la communauté internationale pour assurer la cohésion des alliances.

▪ Résultats et bilan critique

La focale non-militaire constatée, conforme à la crainte d'actions hybrides de déstabilisation, offre une lecture cohérente des enjeux qui pousse les juges à opter pour une problématique d'approfondissement des logiques décrites par les joueurs.

Round II

▪ Déroulé du tour

La problématique posée, concernant la définition d'actions permettant d'augmenter la puissance de frappe de l'OTAN dans la région, s'ancre dans une logique assumée de stratégie cumulative. La dynamique de jeu a lors été sans équivoque pour cette double dimensions :

- Renforcement de la cohésion/implication de l'alliance sur le sol balte pour garantir l'application de l'article 5.
- Développement des moyens militaires nationaux par livraison de systèmes lourds otaniens décuplant les capacités nationales.

▪ Résultats et bilan critique

La Doctrine des baltes est de nouveau expressément convoquée, avec dans le renforcement de la capacité des alliances, une dimension centrée sur l'approfondissement de la garantie externe mais également une dimension –moins évidente de prime abord- de modernisation des capacités nationales, c'est-à-dire de nouveau la mise en œuvre d'une stratégie cumulative.

L'adéquation par nature avec la Grande Stratégie lituanienne, conduit les juges à vouloir challenger plus intensément les joueurs et la Doctrine en l'orientant vers une problématique grande stratégique fondamentale qu'est le retrait du pilier des alliances.

Round III

▪ Déroulé du tour

La question posée au panel, portait cette fois-ci sur le retrait des alliances, à savoir les alternatives en cas de refus d'application de l'article 5, entraînait à ce tour une difficulté rehaussée. La réponse, fut toutefois aussi cohérente et aisée à mettre en œuvre pour les joueurs. Ils décidèrent de conserver une vision cumulative, mais en alliant aux capacités nationales non-pas les alliances globales mais l'intégration régionale. La défensive intégrée des trois Etats baltes ainsi que le recours direct et indirect à l'aide nordique et polonaise ont été ciblés comme moyens centraux du développement des capacités de résistance en obligeant l'ennemi à une invasion simultanée des trois Etats (voire des autres par peur de contre-offensive) compliquant d'autant sa tâche. En outre,

au plan national la préparation du territoire par la fondation de zones fortifiées ralentissant l'ennemi, a été perçue comme indispensable à la survie des baltes sans aide otanienne.

- Résultats et bilan critique

Le retrait d'un pan grand stratégique dans la doctrine lituanienne n'a pas placé les joueurs face à une difficulté insurmontable, puisqu'ils ont alors développé les autres volets de la sécurité en développant les capacités militaires et en cherchant des palliatifs à la sécurité externe en l'espèce par l'intégration régionale. La sécurité collective n'est donc pas abandonnée mais transformée en faisant évoluer l'importance des cercles de sécurité pour rétrograder l'OTAN et promouvoir l'intégration régionale.

Résultats et bilan critique a priori

Quelle que soit la problématique soulevée, la confirmation des inclinaisons doctrinales lituaniennes est sans appel. La stratégie cumulative est constamment appliquée (consciemment ou non), reposant alternativement sur une *Total Defense* renforcée, et sur le développement/remplacement des garanties offertes par les alliances. Une résilience de la Grande Stratégie lituanienne est d'autant plus confirmée, que malgré le retrait d'un des piliers doctrinaux, l'effondrement du système sécuritaire n'a pas lieu et il est au contraire évité par une évolution des moyens utilisés mais demeurant dans le cadre conceptuel (stratégie cumulative) établit en amont.

- ➔ Recueil et analyse des résultats

Méthode de recueil et d'exploitation des résultats

Pour correspondre aux objectifs de recherches de l'utilité et l'efficience des concepts doctrinaux lituaniens dans le cadre de problématiques stratégiques multiples, le recueil des résultats a été minutieux en impliquant divers tableaux de reporting des actions et décisions principales des joueurs, alliant données quantitatives et analyse qualitative a priori.

Pour ce faire un recoupement de données s'est avéré nécessaire afin de saisir au mieux les intentions des acteurs, les facteurs réels de la prise de décision (réflexion, hasard, pression du

temps...), le poids du groupe, les frictions rencontrées, etc. Il s'agit ainsi de tirer parti d'éléments quantitatifs aussi bien que qualitatifs concernant la prise de décision pour disposer du maximum d'informations et surtout retranscrire le rythme de la simulation qui a une nécessaire influence sur la prise de décision, le résultat final seul ne peut en effet donner une image cohérente, il s'agit également de saisir l'évolution (ou à l'inverse le maintien) des décisions et positions au fil des tours de jeu et de l'adaptation aux variations du contexte.

De manière pratique, en vue d'atteindre ces objectifs ont été collectées les décisions des joueurs durant les trois rounds par l'usage des tableaux remplis pour exprimer leurs choix, de même que toute note prise par les juges sur leur ressenti du travail des groupes.

Une fois collectés, les résultats sont utilisés selon une méthode statistique qualitative en exprimant les divers idées/ressentis des joueurs sur la forme et le fond de la simulation selon s'ils sont exprimés consensuellement au sein d'un groupe ou de manière isolée. Ils sont ensuite pondérés avec les faits relevés lors des tours de jeu et le ressenti des juges pour éviter les biais d'excuse ou de confirmation (idéalisation de la victoire, déni des causes d'un échec, place de l'égo...). Un tableau synthétique est in fine fourni pour les objectifs de recherche, base de l'exploitation des résultats, ainsi qu'un autre tableau concernant la forme de cette simulation afin d'en augmenter l'efficience et d'améliorer les expériences de jeu par la suite³⁷⁷.

Discussion générale sur les résultats et leurs causes

- Expression des résultats

Un tableau de synthèse, point moyen des divers éléments étudiés dans l'analyse de la simulation est réalisé, afin de disposer aussi clairement que possible des conclusions à tirer de la simulation et surtout de pouvoir les comparer aux résultats des autres simulations conduites dans le cadre de ce wargame, afin de disposer d'un point moyen définitif solide et cohérent.

³⁷⁷ Ce second tableau n'étant pas l'objet de cette partie de la note d'exploitation, il est à retrouver –si des enseignements précis ou des remarques ont été effectuées– dans la partie conclusive concernant les enseignements sur le *game design* du wargame.

<p>Concepts mobilisés en fréquence d'apparition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stratégie cumulative (8 fois) ▪ <i>Total Defense</i> (4 fois) ▪ <i>Comprehensive security</i> (2 fois) ▪ Garantie fondamentale des alliances (5 fois) ▪ <i>Self-Reliance</i> (3fois) ▪ Défense passive (2 fois) ▪ Résistance civile (1 fois)
<p>Avis des joueurs sur l'utilité et la pertinence des concepts mobilisés</p>	<p>L'ensemble de la structure conceptuelle de la Lituanie est perçue comme indispensable en tant que seule vision stratégique pertinente pour mettre en adéquation les moyens nationaux limités avec une menace de forte intensité.</p> <p>Seule la préparation nationale à l'invasion est analysée comme insuffisante (notamment dans la fortification du territoire), devant entraîner un effort capacitaire de nouveau rehaussé.</p>
<p>Bilan</p>	<p>L'importance mobilisation consciente des concepts doctrinaux offre une validation directe de l'efficacité de la vision grande stratégique de la Lituanie.</p> <p>La Doctrine apparaît de ce fait comme un incontournable à renforcer, plaidant pour un maintien du développement grand stratégique accéléré depuis 2014.</p>

- Analyse critique

La nature des questions posées ne semble pas avoir eu d'influence notable sur la réflexion des joueurs, qui ont consciemment mobilisés les concepts doctrinaux fournis, et ont développés une stratégie cumulative à chaque problématique, validant les orientations grand stratégiques étudiées.

Réponse aux objectifs de recherche

Le *red teaming* ici conduit, confirme en bloc les postulats sécuritaires généraux de la Lituanie, développant une stratégie cumulative et des concepts centraux comme la *Total Defense* et la *Self-Reliance*.

La simulation invite même à en approfondir l'application, en particulier au plan de la stratégie militaire pour démultiplier les capacités défensives en cas de réalisation du paradoxe de sécurité. La troisième problématique abordée, offre en outre une validation de l'efficacité doctrinale qui très souple permet de substituer un moyen sécuritaire (alliance régionale à l'OTAN) à un autre en cas de disparition d'une des garanties sécuritaires.

➔ Conclusion/enseignements de cette simulation

Au bilan, cette simulation aura permis de livrer de nombreux éléments d'analyse exploitables pour répondre aux objectifs de recherche posés lors de la création de ce wargame analytique. La conduite de la simulation apparaît de ce fait comme un succès, à même de fournir des données précises à exploiter dans les recherches sur l'étude prospective de la Grande Stratégie de la Lituanie. Il est par conséquent temps à présent d'en dégager les enseignements concrets, aussi bien concernant le wargame en lui-même que les questions de recherche. De manière pratique ces éléments sont le fruit des retours d'expérience des juges, du créateur de la simulation, et des joueurs collectés lors du débriefing à chaud de la simulation.

- Enseignements concernant le *game design* (type de simulation et considérations sur la forme)

Les règles imposées étant peu nombreuses dans le cadre d'un *red team*, le *game design* est moins susceptible d'être porté à modification que dans le cadre par exemple d'un *kriegspiel* où chaque partie permet d'affiner les règles et la dynamique de la partie. A ce titre, et contrairement à ce qui a pu être constaté dans le *red team* du cas luxembourgeois, le déterminisme des questions ne semble pas avoir influé de manière notable sur la prise de décision et les moyens mobilisés par les joueurs. Ces derniers n'ont donc relevé aucun besoin de modification/évolution des mécaniques de jeu de la simulation.

.

- ➔ Enseignements concernant les objectifs de recherche

Le résultat de cette simulation est sans équivoque, emportant confirmation directe des postulats sécuritaires fondamentaux de la Lituanie, tout en plaidant pour son approfondissement dans les années à venir.

C. Point moyen et détermination des conclusions/leçons de cette simulation

La note d'exploitation complète présentée précédemment, loin d'une image d'Epinal est la représentation conforme des leçons tirées de ce wargame à travers l'ensemble des simulations réalisées. De fait, alors que huit parties ont été réalisées, les résultats sont largement similaires, et ne divergent que dans une partie où la variation des problématiques a conduit à une présentation moins insistante de la capacité de la doctrine à s'adapter à la perte d'un pilier sécuritaire (la garantie otanienne). Ce consensus des résultats ne doit cependant pas trouver, comme énoncé pour les autres wargames aux résultats nets, une dimension prophétique, la simulation prospective n'a pas valeur de loi, elle n'est à prendre en compte que comme complément des recherches fondamentales sur une question stratégique afin d'en confirmer/infirmer les dynamiques et le cas échéant de faire émerger des éléments non-prévus.

De manière plus précise le reporting des résultats selon le point moyen de l'ensemble des simulations jouées pour ce wargame spécifique est présenté dans le tableau ci-dessous :

Wargame n°2 de l'acteur lituanien : <i>red team</i>			
Nombre de parties joué	Divers types de panels mobilisés	N° de la partie présentée dans la note d'exploitation	
8	<p>Un panel de testeurs composé d'experts et non-experts avec une maîtrise aboutie du wargaming : 4 parties</p> <p>Panel de non-experts aguerris à la pratique du wargaming (notamment dans des projets de mentoring conduits durant l'année auprès d'étudiants dans le cadre des activités professionnelles de l'auteur de la simulation) : 2 parties</p> <p>Panel d'experts des questions de défense et de sécurité mais non-aguerris à la pratique du wargaming : 2 parties</p>	Première partie du panel de non-experts aguerris à la pratique du wargaming	
Nature des résultats	Homogènes	OUI – NON	<p>Nombre de parties aux résultats identiques : 7</p> <p>Le résultat du <i>red team</i> conduit est exprimé dans l'ensemble des simulations, et malgré une approche selon un arbre des possibilités délivrant selon les choix des juges des problématiques différentes. Les garanties fondamentales de sécurité de la Lituanie sont valorisées et validées, de même que les choix doctrinaux dont l'effectivité pratique sont constatée même en cas de retrait de l'aide otanienne (7 cas sur 8).</p> <p>La nature Grand Stratégique des réponses est particulièrement exprimée à chaque problématique, par recours à la stratégie cumulative et à une mobilisation pan-domaines des moyens (reflet indirect d'une approche de <i>Total Defense</i>).</p> <p>La partie qui diverge, ne le fait pas sur les moyens utilisés ou sur la pertinence des concepts, mais sur le résultat concernant la problématique du retrait de l'OTAN avec une plus grande difficulté à passer outre et mobiliser des ressorts subsidiaires</p>

			<p>(contrairement aux autres qui ont érigé l'intégration régionale en palliatif par nature).</p> <p>Au final, le pourcentage de résultats identiques très élevé (87.5%), de même que l'unanimité (100% des simulations) concernant les dynamiques fondamentales de résultats, permet d'offrir un résultat homogène aux leçons solides par un consensus rare lors de la répétition d'un wargame.</p>		
	Divergents par catégories claires	OUI – NON	Nom de la catégorie	Sans objet	
			Nombre de parties de cette catégorie de résultats	Sans objet	
	Divergents par résultats éclatés	OUI – NON	Nom de chaque type de résultat	Sans objet	Sans objet
			Nombre de parties ayant réalisé cela	Sans objet	Sans objet
Contenu des résultats	Impact sur les hypothèses	Conclusions/leçons tirées (point moyen qualitatif)			
	<p>Ce wargame permet une validation directe des hypothèses fondamentales de la Grande Stratégie de la Lituanie, par la confirmation de la pertinence des grandes tendances de sécurité notamment la stratégie cumulative.</p> <p>En outre, la <i>Total Defense</i> et la multiplication des capacités nationales tout en maintenant la garantie externe par les alliances est vue comme une doctrine optimale compte-tenu des moyens à la disposition de la Lituanie, avec une effectivité telle quelle est perçue comme devant être approfondie.</p>	<p>Sont définies sans équivoque la pertinence et la résilience du schéma doctrinal choisi, quelle que soit d'ailleurs la problématique stratégique abordée.</p> <p>Comme pour le premier wargame sur la Lituanie, émerge toutefois comme donnée cardinale sous-estimée la préparation militaire du territoire en phase initiale à une invasion, pour décupler la capacité de résistance des forces nationales et garantir un enlèvement adverse permettant aux alliances de déployer leurs moyens pour équilibrer le rapport de force. Le volet militaire est donc perçu comme insuffisamment pris en compte et devant être approfondi pour décupler la capacité grande stratégique et donc la sécurité de la Lituanie.</p>			

Ce second wargame concernant la Lituanie, centré sur la résilience et l'adaptation du modèle sécuritaire face à de multiples problématiques stratégiques liées au paradoxe de sécurité rencontré, aura permis une confirmation des postulats doctrinaux du cas d'étude. La dynamique d'une garantie fondamentale de sécurité par les alliés apparaît validée, tout en confirmant le besoin d'un volet national pan-domaines de type *Total Defense*, validant l'orientation vers une stratégie cumulative.

L'énoncé des résultats de ce second wargame, clos la présentation des exercices pratiques de test de la Grande Stratégie de la Lituanie. Il appartient désormais d'en tirer des conclusions générales pour ce cas d'étude, au regard de la méthodologie de test définie dans le premier temps de cette thèse.

3.3. CONCLUSIONS DE L'ETUDE PRATIQUE DE LA GRANDE STRATEGIE DE LA LITUANIE

Le cas d'étude lituanien à l'instar du cas luxembourgeois nous offre une étude pratique complète, avec une « sanction des faits » historiques (en l'espèce par le biais de la réalisation indirecte du paradoxe de sécurité avec la guerre en Ukraine), et une réceptivité optimale aux wargames en tant que test de la résilience des concepts doctrinaux à visée prospective.

Il ne s'agit pas ici d'être redondant en rappelant les conclusions de chaque élément pratique mis en œuvre, mais bien de s'attacher désormais à la réponse définitive aux présupposés et hypothèses théoriques selon la méthodologie définie, à savoir : l'analyse de l'efficacité de la vision stratégique du cas d'étude par la réponse à trois objectifs :

- ⇒ *Suitability* : les fins politiques énoncées sont-elles réalisées et si oui proviennent-elles de la Grande Stratégie ou d'une cause extérieure ?
- ⇒ *Acceptability* : test des voies utilisées : les résultats sont-ils acquis, et si oui avec des coûts mesurés en accord avec les possibilités et l'identité de l'acteur ?

⇒ *Feasability* : les moyens envisagés sont-ils suffisants et/ou réalisables ou le succès a-t-il été dû à une cause extérieure ?

3.3.1. *Suitability*

La mise en œuvre par l'histoire immédiate et le wargaming du paradoxe de sécurité lituanien, permet de disposer d'une lecture immédiate de la capacité ou non de la Grande Stratégie établie de répondre aux objectifs politiques. Dans l'ensemble des cas étudiés (les deux wargames, et l'analyse du conflit ukrainien et de son influence), la mobilisation de la doctrine est non-seulement effective mais apparaît comme la seule solution pertinente pour répondre au Dilemme de Sécurité. La défense n'est ainsi crédible que dans une vision cumulative, et une application nationale pan-domaines appliquée dans le cadre de la *Total Defense* et la *Self-Reliance*.

En outre, contrairement à ce qui peut parfois être constaté (cf. Luxembourg) la Doctrine est bien le cœur –naturel- de la réponse aux défis stratégiques, et les causes extérieures sont soit absentes soit en confirmation des postulats établis (cf. leçons de la guerre en Ukraine sur la sécurité des baltes). Par conséquent, l'étude pratique de la Grande Stratégie de la Lituanie offre un exemple parfait d'utilité et d'efficacité dans l'atteinte des objectifs politiques, cochant la case de la *suitability*.

3.3.2. *Acceptability*

En ce qui concerne les moyens utilisés pour répondre à la mise en œuvre du paradoxe de sécurité ressenti par la Lituanie, le bilan est de nouveau positif. Les moyens engagés, bien que pan-domaines en mobilisant la totalité des ressources disponibles de la nation, sont en adéquation avec les capacités de la Lituanie et ne présentent pas dans les schémas mobilisés de coûts démesurés. L'intensité de la menace et le manque d'alternatives apparaissent dans ce cas déterminants, puisque c'est du fait d'un danger élevé que les sacrifices touchant à la mobilisation de la nation sont consentis, ils apparaîtraient sinon sûrement disproportionnés ou hors de propos en cas de protection indéniable (possession de l'arme nucléaire, enclavement entre pays amis...).

Cependant, une fois décrite cette adéquation entre l'intensité de la menace et les moyens mobilisés, l'acceptabilité des mesures prises et des inclinaisons doctrinales ne fait pas de doute. De fait, elle permet une atteinte des objectifs dans l'ensemble des cas de figure mentionnés (s'ils sont judicieusement utilisés, notamment en ce qui concerne la phase initiale du conflit), et est même approfondie par les joueurs en ce qui concerne le volet de la stratégie militaire. La Grande Stratégie de la Lituanie apparaît ainsi parfaitement adaptée dans son allocation et usage des moyens, et conforme à l'identité de l'acteur.

3.3.3. *Feasibility*

Ultime volet de l'étude de l'efficacité de la vision stratégique de la Lituanie, la faisabilité de la Grande Stratégie apparaît également indéniable. Elle repose en particulier dans la nature de la vision sécuritaire lituanienne, qui usant d'une stratégie cumulative pallie aux difficultés d'une vision unique (crédibilité de l'alliance, manquements des forces nationales) et crédibilise la solution retenue comme adéquate et suffisante pour assurer la survie de la Lituanie. La plasticité des concepts mobilisés est à ce titre assez effective pour permettre une efficience même en cas de retrait des moyens principaux (cf. activation de l'article 5), une ré-articulation des garanties sécuritaire est alors réalisée tout en restant conforme au schéma général de la sécurité cumulative. L'extériorité des causes peu de ce fait influer sur les modalités de mise en œuvre de la Grande Stratégie de la Lituanie, notamment en appliquant ou non l'intégralité des accords conclus, toutefois les modalités de réponse au défi sécuritaire demeurent identiques.

La Grande Stratégie de la Lituanie est donc non-seulement effective, mais incontournable pour répondre au paradoxe de sécurité rencontré. Les études pratiques conduites valident ainsi quasi-intégralement les postulats théoriques, que ce soit sous l'égide de l'histoire immédiate ou par l'application des wargames. Ce cas d'étude offre ainsi non-seulement la preuve de la création d'une Grande Stratégie par une petite puissance, mais démontre également qu'une pensée stratégique bien construite –même dans l'urgence entre 2014 et 2022- permet de solutionner de manière optimale un Dilemme de Sécurité rencontré.

La clôture de l'étude pratique du cas lituanien, conclut le troisième temps de ce travail de recherche. L'analyse grande stratégique des trois cas d'étude est ainsi complète, développée aussi bien au plan théorique que sous le prisme de l'analyse pratique par l'histoire immédiate et le wargaming. L'étude spécifique des petites puissances étant désormais achevée, il s'agit dans l'ultime moment de ce travail d'en tirer des implications plus générales, permettant de répondre aux objectifs et problématiques soulevées initialement par ce travail de thèse.

Partie III : la Grande Stratégie des Petites Puissances

L'analyse approfondie de chaque d'étude étant effectuée, aussi bien au plan théorique que pratique, le travail de thèse entre dans son ultime phase. Celle-ci entend répondre à la problématique et aux hypothèses initiales en adoptant une lecture plus générale fruit de l'exploitation des recherches conduites à propos des trois cas d'étude. Une fois ceci effectué, les leçons de ce travail pourront être dégagées, de même que les perspectives qui en découlent pour la poursuite de ce domaine de recherche dans des publications postérieures.

Afin de prendre en compte l'ensemble de ces ambitions, ce dernier moment de l'ouvrage sera composée de quatre moments.

En premier lieu, un bilan des études conduites pour chaque acteur, afin de répondre –en tirant les leçons des analyses théoriques et pratiques conduites–aux hypothèses formulées en amont et de réaliser un point moyen entre les cas d'étude par le biais de la méthode comparative (Chapitre 1).

Par la suite, en exploitation de ces éléments attachés aux cas d'étude, un bilan général du travail de thèse sera formulé, afin de fournir des réponses directes aux hypothèses générales de la thèse et à la problématique formulées dans le premier moment de ce travail (Chapitre 2).

Dans la foulée, une fois bouclé le cycle de la recherche par la réponse aux problématiques initiales, une mise en perspective approfondie des résultats sera mise en œuvre. Par ce biais, pourront être formulées les leçons de la thèse pour déterminer de manière plus globale les apports de ce travail de recherche aux études stratégiques et au domaine de recherche qu'est la Grande Stratégie des petites puissances (Chapitre 3).

Enfin, point final de la thèse, une conclusion générale sera formulée afin de présenter les voies identifiées de prolongement et de valorisation des conclusions et méthodes employées dans ce travail (Chapitre 4).

Chapitre 1. Discussion concernant les cas d'étude : adéquation et réponse par acteur aux hypothèses initiales

La clôture de l'étude pratique du Luxembourg, de la Lituanie et de Singapour ne permet pas d'achever le travail entrepris dans l'analyse approfondie de la Grande Stratégie de ces Etats. En effet, la partie pratique, comme celle théorique avant elle, ne permettent que de livrer les éléments d'étude de la Grande Stratégie d'un acteur, encore faut-il en opérer la synthèse et pour ce faire répondre aux hypothèses formulées initialement. C'est tout l'enjeu de ce chapitre, qui sera ainsi dédié au bilan par cas d'étude de l'analyse de sa Grande Stratégie, puis synthétisé par l'étude comparative entre les trois cas afin de livrer un point moyen à même de présenter des conclusions pouvant être exploitées pour répondre à la problématique générale et aux hypothèses fondamentales de ce travail.

1.1. LE LUXEMBOURG

Le premier cas d'étude qui a été mis au test doctrinal et grand stratégique est également le plus porteur en termes d'adéquation méthodologique. De fait, alors que les autres cas d'espèce (nous y reviendrons) disposent d'une Doctrine historique et éprouvée mettant en avant une Grande Stratégie clairement établie, le Luxembourg pour sa part présente le cas d'un acteur en cours de maturité doctrinale qui n'a donc pas à proprement parlé de Grande Stratégie, bien que le développement rapide des concepts et moyens mobilisés pour répondre aux menaces démontre une vision grande stratégique en voie d'acquisition. Ce cas, nous permet ainsi d'enrichir la vision méthodologique initiale concentrée sur l'étude d'un appareil Grand Stratégique supposément établi, pour s'attacher sans avoir besoin d'une quelconque modification de l'approche à déterminer l'avancée doctrinale d'un Etat et donc le degré de maturité atteint permettant d'établir l'atteinte prochaine ou non d'une vision grand stratégique. Ces éléments pris en considération,

une réponse claire aux hypothèses initiales de l'acteur peut être apportée dans le cadre du tableau ci-dessous :

Tableau n°12 : Bilan de l'étude de la Grande Stratégie du Luxembourg

Hypothèses	Résultat	Conclusions
Concernant l'influence des déterminants géostratégiques	Confirmé	L'enclave entre grandes puissances alliée a fait disparaître la menace existentielle sur la survie, et impose la délégation de sécurité par les alliances comme doctrine sécuritaire indispensable
Concernant les dilemmes de sécurité	Partiellement infirmé	Si la logique de développement de la Doctrine et d'une vision stratégique autonome est due en partie au développement des menaces sur les alliances, elle procède surtout d'une évolution interne avec une maturité doctrinale progressive (l'influence du Dilemme de Sécurité sur la production doctrinale apparaît de ce fait modérée voire faible)
Concernant la Grande Stratégie	Excédé	Bien que la Grande Stratégie ne soit pas encore totalement acquise ainsi que supposé, la maturité doctrinale est plus avancée que prévue avec une production documentaire rapide et prolifique sur ces deux dernières années (entraînant une accélération sans précédent de la production conceptuelle)
Concernant les concepts clés de la Doctrine	Confirmé	L'apport de la Politique 3D et de la délégation de sécurité aux alliances comme clé de la survie apparaît renforcée par l'Histoire immédiate, et ressort de l'étude pratique comme la seule possibilité de développement de la puissance militaire par le Luxembourg (l'utilité dans les alliances étant le point qui apparaît le plus cardinal)
Concernant l'efficacité de la vision stratégique et des actions entreprises	Excédé	La capacité du Luxembourg à influencer sur les alliances apparaissait réelle bien que limitée, l'étude pratique tout en confirmant ces présupposés a défini plus précisément les modalités d'influence du Luxembourg : liens forts à développer avec les nations cadres pour assurer la garantie sécuritaire en cas de crise ; mais a également permis de valider la bienfondé des alliances pour assurer la survie et ce quel que soit le type de crise mis en œuvre (l'isolement du Luxembourg n'ayant jamais été constaté)

Le cas du Luxembourg ainsi présenté offre une lecture claire du processus de création et de mise en œuvre d'une Grande Stratégie par une petite puissance. Du fait d'un changement de perception dans les relations internationales, par une hausse des menaces sur les garanties de sécurité (externes que sont les alliances en l'espèce), et un besoin interne de rationalisation, une pensée stratégique est progressivement formulée par le biais d'une Doctrine. Celle-ci, première étape de manifestation de la pensée stratégique de l'Etat se développe progressivement pour chaque secteur jugé prioritaire (en l'occurrence la cybergdéfense, et la politique spatiale) formant un tout cohérent dont la maturité progressive permet de déceler la mise en œuvre progressive d'une Grande Stratégie.

Le cas d'étude démontre ainsi de manière consciente la création par une petite puissance d'une Grande Stratégie, malgré un Dilemme de Sécurité qui apparaît faible, du fait du développement de moyens doctrinaux qui fondent une action stratégique de long terme consciente dans les relations internationales. La délégation de sécurité à des alliances, n'apparaît alors pas dans ce cas un frein à la pensée stratégique autonome, développant par cet exemple les champs d'application de la Grande Stratégie, les alliances ne pouvant simplement se substituer à la réflexion stratégique de l'acteur. L'efficacité constatée du modèle dans les mises en pratique, confirme d'ailleurs d'autant le bienfondé du schéma définit et la réalité d'une Doctrine cohérente et claire.

1.2. SINGAPOUR

Le second cas d'étude analysé dans ses dimensions théoriques et pratique, offre un contrepied parfait au cas du Luxembourg. En effet, Singapour présente un exemple unique d'aboutissement et de maturité d'une Grande Stratégie par un petit Etat. La pensée stratégique à l'étude est antérieure à la création de l'Etat en 1965, et assez complète et cohérente pour demeurer le fil conducteur de l'action de l'acteur dans les relations internationales jusqu'à aujourd'hui. La maturité doctrinale est non-seulement éprouvée mais elle est cohérente, et a permis de solutionner historiquement et en autonomie les dilemmes de sécurité pesant sur l'Etat (indépendance, survie et autonomie vis-à-vis des grandes puissances de la région, création d'une puissante armée nationale, développement économique). La Grande Stratégie, plus que dans son processus de

création, est matérialisée dans le cas de Singapour dans ses moyens de mise en œuvre et surtout dans sa capacité à développer la puissance de l'Etat qui la met en œuvre jusqu'à atteindre un statut de puissance régionale bien que les caractéristiques d'un petit Etat demeurent (taille, population, absence de ressources naturelles). C'est par conséquent, avant tout l'efficacité de la Grande Stratégie dont Singapour est le témoin, aussi bien au plan théorique que dans ses tests pratiques.

Ces éléments pris en considération, une réponse claire aux hypothèses initiales de l'acteur peut être apportée dans le cadre du tableau ci-dessous :

Tableau n°13 : Bilan de l'étude de la Grande Stratégie de Singapour

Hypothèses	Résultat	Conclusions
Concernant l'influence des déterminants géostratégiques	Confirmé	Le Détroit de Malacca apparaît comme un moyen essentiel du développement de la puissance de Singapour, de même que l'absence de présence directe d'une grande puissance dans l'étranger proche a favorisé un développement en autonomie pour régler le Dilemme de Sécurité initial pesant sur la survie.
Concernant les dilemmes de sécurité	Confirmé	Les dilemmes de sécurité ont bien évolué au fil du temps en perdant en intensité du fait d'une politique nationale permettant de disposer rapidement d'une capacité militaire et d'une puissance économique à même d'assurer la sécurité de l'île et de réduire les risques d'invasion. Très vite, la logique a été celle du développement de la puissance régionale, et les dilemmes de sécurité ont donc été plus liés au comportement de l'acteur qui fait face à de nouveaux défis à mesure que ses intérêts se diffusent, qu'à des causes externes.
Concernant la Grande Stratégie	Excédé	Bien que la Grande Stratégie ait été déterminée comme historique et complète, l'étendue de son succès a été dépassée par les analyses théoriques et pratiques. Le statut de puissance régionale apparaissant indéniable, permettant ainsi un rôle diplomatique affirmé alors même que plus aucune menace directe ne pèse sur l'indépendance. Les limites de la Grande Stratégie apparaissent également, dans l'impossibilité sans changement de contexte pour une petite puissance de devenir une grande puissance (résultat des wargames), mais celles-ci ne remettent pas en cause le postulat fondamental

		puisque la question n'est posée que lorsqu'un Etat en l'espèce Singapour a outrepassé tous ses dilemmes de sécurité et est devenue une puissance régionale, preuve de l'efficacité de la Grande Stratégie pour développer une réponse sécuritaire. Que cela ait des limites semble alors tout à fait normal.
Concernant les concepts clés de la Doctrine	Confirmé	L'apport de la Doctrine singapourienne, dans le succès de sa Grande Stratégie et le développement de sa puissance et de ses intérêts dans les relations internationales, apparaît indéniable. Les concepts mis en œuvre (<i>Total Defense, Self-reliance, deter or defeat</i>), bien que la plupart du temps formulés implicitement ou par le biais de publications dérivées (articles des officiels en poste dans des revues spécialisées ou mémoires des dirigeants), apparaissent comme des solutions pertinentes qui assurent le développement de Singapour sur le long terme, et sont la clé de la résilience de son modèle.
Concernant l'efficacité de la vision stratégique et des actions entreprises	Excédé	La capacité de Singapour à développer sa puissance nationale et à outrepasser les dilemmes de sécurité apparaît à tous les niveaux de l'analyse : historique, théorique et pratique. La vision stratégique développée est donc efficace, cohérente et durable.

Le cas d'étude de Singapour offre une manifestation claire du lien entre pensée stratégique, menaces et maximisation des intérêts et de la puissance d'un acteur. De fait, face à une menace existentielle pesant sur la survie et l'indépendance de l'Etat, une pensée stratégique complète formulée en amont et traduite dans une Doctrine cohérente a permis de solutionner le Dilemme de Sécurité et de le dépasser par le développement rapide des capacités nationales (le dilemme passant ainsi de forte intensité à faible intensité au fil des décennies). Singapour apparaît alors comme l'archétype de la petite puissance, qui non-seulement crée une Grande Stratégie et la met en œuvre au fil du temps, mais qui surtout fait reposer l'ensemble de ses succès dans les relations internationales et le développement de sa puissance sur l'application de sa Doctrine, qui n'est modifiée que marginalement pour s'adapter aux évolutions du contexte.

Singapour offre en outre une démonstration de la capacité pour une petite puissance de développer ses capacités et ses intérêts en autonomie.

Fait rare dans l'analyse des petites puissances, qui sont souvent envisagées sous l'angle de la recherche d'un protecteur ou bien d'une position de balancier profitant alternativement du soutien des grandes puissances selon le contexte (*hedging*). Singapour au contraire, démontre qu'alliances et protectorat des grandes puissances ne sont pas nécessaires à la survie d'une petite puissance face à un Dilemme de Sécurité, ou encore ne sont pas indispensables pour développer une pensée stratégique et des capacités militaires. Par conséquent, en sus des éléments développés ce cas d'étude permet de postuler que les petites puissances sont capables de créer et mettre en œuvre des grandes stratégies en autonomie, avec efficacité, permettant dans les cas les plus abouties (comme Singapour) d'outrepasser le statut initial de petite puissance pour devenir des puissances régionales répondant par elle-même aux dilemmes de sécurité posés³⁷⁸.

1.3. LA LITUANIE

Dernier cas traité, la Lituanie tranche par la singularité des menaces rencontrées. Elle offre de fait l'opposition quasi-constante à travers son histoire d'une petite puissance à un paradoxe de sécurité, c'est-à-dire à un Dilemme de Sécurité de la plus haute intensité. Ainsi, mieux que tout autre acteur, la Lituanie permet de constater la relation tripartite entre Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie et Doctrine. L'intensité des menaces forçant cet Etat à définir une action sur le long terme garantissant sa survie et le développement de sa puissance. La réflexion stratégique qui en découle, est formalisée sous le prisme d'une Doctrine historiquement consciente et clairement établit de sécurité cumulative, faisant reposer la survie tout autant sur l'accroissement des capacités nationales que sur les alliances (depuis la Pologne au moyen-âge, jusqu'aux intégrations régionales et à l'OTAN aujourd'hui). La maturité doctrinale ne fait pas de doute, et est dans ses manifestations modernes –contrairement à Singapour- explicitement formulée autour de concepts-guides comme la *Total Defense*, la *Comprehensive security approach*, et la *Societal resilience*. Formule historique adaptée aux moyens modernes et au contexte géopolitique contemporain, la Grande Stratégie lituanienne est d'autant plus efficiente qu'elle parvient à la

³⁷⁸ Israël malgré l'aide américaine des premiers temps exprime un schéma similaire.

fois à diffuser son modèle (l'aide à l'Ukraine en la matière est significative) et qu'elle apparait résiliente en cas de réalisation directe ou indirecte du paradoxe de sécurité (résultats constatés dans l'étude de l'histoire immédiate et des wargames conduits). La Lituanie offre ainsi le parfait exemple de confirmation de la méthodologie de création et de mise en œuvre de la Grande Stratégie par le biais de la Doctrine, ainsi qu'une validation du présupposé fondamental de la capacité d'une Grande Stratégie à solutionner les dilemmes de sécurité posés lorsqu'elle est construite de manière efficiente.

Ces éléments pris en considération, une réponse claire aux hypothèses initiales de l'acteur peut être apportée dans le cadre du tableau ci-dessous :

Tableau n°14 : Bilan de l'étude de la Grande Stratégie de la Lituanie

Hypothèses	Résultat	Conclusions
Concernant l'influence des déterminants géostratégiques	Confirmé	La permanence de la menace à l'Est est constatée, malgré une perception d'accalmie au début des années 2000, avec comme élément de réponse l'intégration régionale et la garantie fondamentale des alliances. Le paradoxe de sécurité est alors amplifié et redéfinit de manière explicite à partir de 2014.
Concernant les dilemmes de sécurité	Confirmé	L'ensemble des dilemmes de sécurité historiques ont été confirmés, et conduisent jusqu'à aujourd'hui à une confrontation de la Lituanie à un paradoxe de sécurité. Celui-ci peut-être mal perçu ce qui conduit à des surprises stratégiques (cf. 2014) mais il n'en demeure pas moins effectif, et implique à chaque manifestation nouvelle une Doctrine clairement établie qui repose sur la Grande Stratégie historique de la sécurité cumulative.
Concernant la Grande Stratégie	Excédé	Bien que la Grande Stratégie ait été déterminée comme historique et complète, l'étendue de son succès a été dépassée par les analyses théoriques et pratiques. De fait alors même que le paradoxe de sécurité a été réalisé de manière indirecte par l'Histoire immédiate (Guerre en Ukraine), il apparait que les choix entrepris concernant les moyens nationaux et la garantie des alliances soient non-seulement pertinents mais également efficaces. Ceci conduisant paradoxalement à une minoration de la menace perçue (les capacités

		de la Russie à conduire une invasion) alors même qu'elle s'est en partie réalisée.
Concernant les concepts clés de la Doctrine	Confirmé	L'apport de la Doctrine lituanienne, dans le succès de sa Grande Stratégie, apparaît indéniable. Les concepts mis en œuvre (<i>Total Defense, comprehensive security approach,...</i>), exprimés de manière explicite sont perçus dans l'étude pratique comme les seuls moyens de garantir l'indépendance et la survie de l'acteur (en particulier dans la conclusion d'alliances fortes comme garanties fondamentales de l'indépendance). Ils sont également suffisamment maîtrisés et universels pour être diffusés à d'autres Etats, en l'occurrence l'Ukraine dans le cadre de l'assistance fournie depuis 2014.
Concernant l'efficacité de la vision stratégique et des actions entreprises	Confirmé	La capacité de la Lituanie à développer sa puissance nationale et à réduire l'intensité des dilemmes de sécurité rencontrée par le biais de la stratégie cumulative, apparaît confirmée par les études théoriques et pratiques. Toutefois, la menace perdure et se trouve même actualisée par l'Histoire immédiate, empêchant de basculer par la Grande Stratégie dans une solution définitive apportée aux menaces. La Grande Stratégie apparaît de ce fait comme un moyen optimal d'endigement des menaces plus que comme la solution pour les faire disparaître.

La Lituanie se présente comme le cas d'école de la Grande Stratégie des petites puissances. En effet, face à une menace existentielle formulée sous l'angle d'un paradoxe de sécurité, l'acteur met en œuvre une Grande Stratégie dédiée à la survie en usant à la fois du renforcement de ses capacités nationales et d'une délégation partielle de sécurité par le biais d'alliances de sécurité et de l'intégration régionale. La Doctrine produite est alors formulée autour de concepts clairs et universalisables aux Etats dans une configuration similaire, permettant progressivement de contenir les menaces et de disposer d'un outil efficace en cas de crise. La maturité doctrinale est alors historique, du fait d'une permanence des menaces fortes pesant sur l'acteur, l'obligeant à une planification sécuritaire de long terme.

Dans ce cas, intensité du Dilemme de Sécurité rencontré et formulation d'une Grande Stratégie sont clairement liés, chaque paradoxe de sécurité émergeant ou fruit d'une surprise stratégique entraîne de fait une réponse doctrinale immédiate.

1.4. SYNTHÈSE

La conclusion de l'étude pour chaque cas d'espèce, permet à présent de formuler une analyse comparative entre eux afin de répondre à la problématique générale de la thèse ainsi qu'aux aspects méthodologiques et aux hypothèses formulées. Afin de présenter au mieux ce point moyen, le tableau ci-dessous a été réalisé :

Tableau n°15 : La Grande Stratégie des petites puissances : comparaison des trois cas d'étude

	Luxembourg	Lituanie	Singapour
Dilemme de Sécurité en cours			
Intensité	Faible	Forte (paradoxe de sécurité)	Faible à modérée
Mise en œuvre d'une Grande Stratégie			
Niveau de maturité de la Grande Stratégie	En cours de développement (maturité progressive)	Complète (notamment depuis 2014 et la réponse à la surprise stratégique)	Complète et continue depuis la création de l'Etat en 1965
Mise en œuvre d'une doctrine			
Niveau de maturité de la Doctrine	En cours de maturité mais à développement rapide	Complète et explicite	Complète et partiellement explicite (de nombreux fondements proviennent de sources indirectes : mémoires de dirigeants)

Influence du Dilemme de Sécurité sur la création d'une doctrine et d'une grande stratégie			
Présence d'une histoire immédiate			
Réceptivité aux wargames	Optimale	Optimale	Optimale
Bilan : la Grande Stratégie d'une petite puissance ?	Processus en cours d'acquisition d'une Grande Stratégie en réponse au développement d'un DS portant sur les alliances	Création historique d'une Grande Stratégie pour répondre à des paradoxes de sécurité	Création historique d'une Grande Stratégie depuis l'indépendance et maintenue de manière continue comme moyen de développement de la puissance économique et militaire de l'Etat



OUI



NON

La lecture de ce point moyen, permet en exploitation des résultats des trois cas d'étude de formuler une réponse claire quant à l'enjeu méthodologique et scientifique de cette thèse.

Les trois acteurs malgré leur statut de petite puissance ont pu mettre en œuvre des mécanismes doctrinaux aboutis pour répondre à des menaces caractérisées, et donc sont aptes à créer une Grande Stratégie. Le degré de maturité de cette dernière, dépend alors de l'intensité historique des menaces rencontrées, c'est-à-dire du Dilemme de Sécurité. De fait, en l'absence d'une menace directe, et en présence d'un contexte géopolitique apaisé (en l'espèce l'enclavement entre grandes puissances alliées pour le cas du Luxembourg) la Grande Stratégie n'apparaît pas nécessaire, et par conséquent la mise en œuvre d'une Doctrine est plus tardive et intervient en réaction à une dégradation perçue du système international qui impose une réponse nationale aux menaces émergentes (pesant dans le cas du Luxembourg sur les alliances), plaçant l'acteur dans

une Grande Stratégie en cours d'acquisition au fil de l'atteinte de sa maturité doctrinale. Le lien entre Dilemme de Sécurité, Grande Stratégie, et Doctrine, est donc non seulement confirmé mais il prend également de nouvelles dimensions tant sur la cardinalité de l'intensité de la menace pour la mise en œuvre historique d'une Grande Stratégie, mais également dans la preuve par le cas de Singapour qu'une Grande Stratégie efficace peut non-seulement endiguer des menaces mais également les faire disparaître et atteindre un statut de puissance régionale. La Doctrine apparaissant pour sa part comme le ciment indispensable de l'action stratégique de l'Etat dans le système international, en tant que guide et garant de la continuité. Elle dépasse ainsi le simple cadre méthodologique qui lui avait été assigné de manifestation concrète de la Grande Stratégie, pour devenir un outil à part entière de l'action de l'Etat dans les relations internationales (en particulier par la diffusion de modèles doctrinaux à d'autres acteurs, et de concepts y compris aux grandes puissances : cf. *Total Defense*).

En outre toujours au plan méthodologique, la réceptivité des trois cas d'étude au wargaming et la facilité à en tirer des leçons concrètes pour l'étude stratégique –quels que soient par ailleurs le scénario et le type de simulation mobilisés- valident l'utilité de cet outil pour l'étude du volet pratique de la Grande Stratégie en permettant d'en caractériser l'efficacité (aux côtés de l'Histoire immédiate lorsque celle-ci est disponible).

La réponse formelle obtenue dans l'étude comparative des trois cas d'étude à propos de la capacité à créer et mettre en œuvre une Grande Stratégie pour répondre à un Dilemme de Sécurité par le biais de la fondation d'une Doctrine, de même que la réceptivité des cas à la méthodologie mise en œuvre, permettent à présent de tirer des conclusions plus large du travail entrepris et de ce fait de répondre aux hypothèses générales et à la problématique de la thèse, objet du chapitre à venir.

Chapitre 2. Discussion concernant le travail de thèse : réponses aux hypothèses et à la problématique

Afin de répondre sans équivoque aux hypothèses fondamentales de la thèse ainsi qu'aux problématiques qui en ont découlé, une sous-section sera dédiée à chaque élément (ou à un groupe d'éléments lorsque ceux-ci entendent une réponse identique ou liée). Celle-ci sera composée de manière identique d'un rappel de l'hypothèse ou de la problématique en question qui avait été formulée dans le moment introductif de la thèse, puis de la réponse apportée du fait des conclusions tirées du point moyen et de l'analyse approfondie des trois cas d'étude.

2.1. DES REPONSES AUX HYPOTHESES INITIALES

2.1.1. A propos de la méthode de recherche

A. Le Dilemme de Sécurité créateur de la Grande Stratégie

Hypothèse n°1 – Le Dilemme de Sécurité est créateur de la Grande Stratégie

L'étude conduite permet de lier de manière directe et indéniable l'apparition d'un Dilemme de Sécurité et la fondation d'une Grande Stratégie. De fait, quelle que soit l'intensité du dilemme considéré, dès qu'il est perçu par un acteur, celui-ci fournit une réponse stratégique par le biais de la fondation d'une Doctrine qui modélise la réponse apportée à moyen et long terme. Une confirmation par la négative de ce lien a également été constatée, puisque en l'absence d'une menace perçue du fait d'un environnement pacifique, d'un éloignement vis-à-vis des menaces et/ou d'une garantie de protection par les alliances jugée suffisante, la Grande Stratégie n'apparaît pas utile et n'est donc pas formulée, les actions de politique étrangère étant conduites par seul pragmatisme et opportunisme sans guide stratégique sur le long terme.

Hypothèse n°3 – L'étude historique de la Grande Stratégie permet de déterminer des redondances dans la production stratégique des petites puissances

Corolaire de la réponse à la première hypothèse l'étude conduite permet, à la lecture des dilemmes de sécurité historiques rencontrés par les divers cas d'étude, d'établir un lien spécifique entre Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie. De fait, la nature du dilemme constaté, de même que sa permanence ou son évolution conduisent à une typologie précise de Grande Stratégie. Les redondances constatées sont ainsi nettes :

- Un paradoxe de sécurité entraîne une Grande Stratégie à dominante voire à exclusivité militaire
- L'émergence d'une menace perçue même diffuse entraîne une évolution drastique de l'acteur qui développe un corpus doctrinal et amorce la création d'une Grande Stratégie
- La redondance de dilemmes de sécurités de même nature (en l'espèce de paradoxes de sécurité) conduit à une pérennité de la Grande Stratégie, favorisant la pertinence et la profondeur des mécanismes de réponse formulés, et permettant une meilleure adaptation en cas de surprise stratégique (retour rapide aux disposition stratégiques historiques)
- L'augmentation de la puissance d'un Etat, permettant de solutionner progressivement les dilemmes de sécurité rencontrés ne conduit pas à la disparition de la Grande Stratégie, mais à son prolongement et à son adaptation puisque sa réussite apparait comme gage de succès pour l'avenir

In fine, l'étude historique de la Grande Stratégie permet non-seulement d'établir des redondances dans la pratique stratégique des Etats, mais également de confirmer le lien entre dilemmes de sécurité et réflexion stratégique.

B. La Doctrine moyen optimal de modélisation de la Grande Stratégie

Hypothèse n°2 – L'étude doctrinale générale des Etats est le seul moyen de saisir la pensée stratégique d'un Etat et son processus de création

L'étude de la Doctrine des cas d'étude, est apparue comme un indispensable méthodologique, puisque seul moyen de déterminer les menaces perçues officiellement par une petite puissance, ainsi que les réponses apportées et les concepts développés. Cette fondation théorique, formant par la même occasion la base de l'étude pratique, qui a consisté à tester l'efficacité des mécanismes de réponse du cas d'étude par le biais de ses concepts et de la réalisation des menaces décrites.

Sans le biais doctrinal, l'accès aux sources ouvertes ne permet pas de définir plus précisément la vision d'un acteur, d'autant que puisqu'il s'agit des menaces perçues par celui-ci sa production officielle apparaît donc comme la plus à même de la représenter, l'étude pratique ayant pour but de mettre en balance ces assertions théoriques sur le bienfondé des menaces et l'efficacité des moyens et concepts développés pour y répondre.

C. Wargaming et histoire immédiate comme moyens d'étude pratique de la Grande Stratégie et de son efficacité

Hypothèse n°4 – La Grande Stratégie étant une vision de l'action future elle ne trouve sa pertinence que dans l'efficacité qu'il faut par conséquent tester par l'histoire et le wargaming

Le volet pratique de la Grande Stratégie, exprimé par le recours à l'Histoire immédiate et le wargaming, a donné pleinement satisfaction. Non-seulement l'ensemble des cas d'étude ont été réceptifs à la simulation, mais celles-ci ont également permis d'infirmer ou de confirmer les hypothèses théoriques tout en faisant émerger des faits et éléments nouveaux qui n'avaient pas été pris en compte ou décelés lors de l'étude théorique. L'efficacité de la Doctrine et par la même occasion de la Grande Stratégie d'un acteur ayant de ce fait pu être testées, la Grande Stratégie dans son acception complète a été prise en compte (aussi bien théorique que pratique).

Un intérêt méthodologique particulier a d'ailleurs été constaté avec le wargaming, méthodologie particulièrement porteuse dans le cadre des études prospectives et du développement de la recherche fondamentale en dépassant les simples conjectures théoriques.

Deux éléments apparaissent cependant à prendre en compte dans le cadre de cette expérimentation : la place accordée au wargaming a été d'autant plus importante que les entretiens réalisés ont été réduits du fait de la crise de la covid empêchant des enquêtes de terrain plus approfondies ; et la méthodologie du wargaming pour être toujours plus pertinente doit s'accompagner d'une méthode d'exploitation des résultats des simulations poussée qui nécessite un volume de jeux réalisés et d'analyses conduites conséquentes. Par conséquent, le wargaming apparaît pour livrer son plein potentiel à l'avenir, comme devant faire l'objet d'une équipe de recherche dédiée en appui d'études théoriques et d'enquêtes de terrain poussées.

2.1.2. A propos du thème de recherche : la Grande Stratégie des petites puissances

- A. La Grande Stratégie des petites puissances procède d'un processus de création identique à celui des grandes puissances permettant de développer leurs intérêts dans le système international

Hypothèse n°1 – La production stratégique des petites puissances permet une maximisation de leurs intérêts à l'image des grandes puissances

&

Hypothèse n°2 – Le développement de grandes stratégies permet aux petites puissances d'augmenter leur puissance et influence dans le système international

L'étude pratique de la Grande Stratégie alliée à l'analyse historique, démontre que la définition d'une Grande Stratégie entend répondre aux menaces perçues mais implique pour ce faire dans la plupart des cas une maximisation de la puissance de l'acteur. Plus celui-ci est puissant, et ce quel que soit le domaine (économique, diplomatique, militaire par la puissance nationale ou les alliances), plus il est apte à répondre à la menace et à en éviter de nouvelles. Dans certains cas, cette production stratégique permet même de dépasser le statut de petite puissance et de développer un rayonnement régional certain et une réponse autonome aux menaces, en faisant disparaître le dilemme sécuritaire de survie pour une volonté de développement de la puissance nationale. Par conséquent, la production stratégique des petites puissances n'est pas particulière en ce qu'elle ne serait dédiée qu'à la survie ou à des interactions marginales dans les relations internationales. Elle apparaît au contraire comme identique dans sa nature à celle des grandes

puissances, dans la recherche de la maximisation des intérêts nationaux, le développement des capacités nationales et l'augmentation continue de la puissance.

A l'équivalence des buts, correspond également une équivalence de la méthode, puisque la production doctrinale des grandes puissances est également fondée sur la définition de menaces et la mobilisation des moyens à disposition pour les résoudre passant la plupart du temps par la production de concepts stratégiques. L'étude des petites puissances démontre un processus identique, et une production conceptuelle certaine, avec même en cas d'alliances de sécurité fortes une pensée stratégique nationale et un édifice doctrinal propre. Les petites puissances sont donc non-seulement aptes comme les grandes puissances à la production d'une Grande Stratégie, mais leurs objectifs et les procédés mobilisés sont identiques, ce qui permet d'établir l'absence d'une hiérarchie dans la qualité et la maturité des grandes stratégies selon la puissance.

B. Les concepts doctrinaux des petites puissances ont une portée globale à l'utilité certaine pour les grandes puissances

Hypothèse n°3 – Les concepts et moyens produits par les petites puissances sont aussi utiles que ceux développés par les grandes puissances

Conséquence des éléments développés précédemment, si la Grande Stratégie d'une petite puissance et la Doctrine qui en découle ne sont pas inférieures à ceux d'une grande puissance, alors les concepts produits apparaissent tout autant utiles que ceux des grandes puissances. Deux dimensions tendent à justifier cette confirmation de l'hypothèse formulée :

- La diffusion des concepts et l'inspiration doctrinale entre petites puissances est aussi effective qu'entre grandes puissances³⁷⁹ : le concept de *Total Defense* en est l'exemple le plus parlant, avec une diffusion d'Israël vers Singapour, de la Suisse vers les pays nordiques et baltes, puis de la Lituanie vers l'Ukraine, etc. L'efficacité des concepts

³⁷⁹ Dans le cas des grandes puissances, il suffit ces dernières années de s'intéresser au concept des opérations multi-domaines, qui développé par les Etats-Unis se sont diffusées largement dans le monde et ont été adaptées par les alliés (opérations multi-champs et multi-milieus en France, opérations multi-domaines au Royaume-Uni) comme les adversaires (guerres nouvelles générations en Russie).

développés étant source d'inspiration et d'appropriation pour les Etats faisant face à des situations similaires.

- Les petites puissances peuvent s'approprier des concepts de grandes puissances et inversement : le statut de petite puissance n'est pas réductible à une sphère conceptuelle précise sans lien avec les grandes puissances. Au contraire, des petites puissances développant leurs capacités peuvent souscrire à un modèle doctrinal ou à certains concepts des grandes puissances, ainsi par exemple Singapour qui a adopté la doctrine américaine des guerres réseaux-centrées (*Network Centric Warfare*) puis celle plus récemment des opérations multi-domaines. La réciproque est également vraie, avec des grandes puissances qui vont s'approprier la vision de petites puissances pour étoffer leur réponse sécuritaire ou doctrinale, la *societal resilience* développée par les pays nordiques et les Etats baltes étant désormais en partie reprise par les grandes puissance européennes notamment pour développer la force morale de la nation et l'implication des citoyens dans la défense.

En conclusion, une réponse à l'ensemble des hypothèses émises a été apportée, confirmant intégralement les présupposés établis, et formulant une vision claire de la Grande Stratégie des petites puissances et des considérations méthodologiques et thématiques qui en découlent. Une réponse directe à la problématique générale de la thèse est donc à présent possible, concluant la discussion concernant le travail de thèse.

2.2. DILEMME DE SECURITE, GRANDE STRATEGIE, ET PETITES PUISSANCES : LES REPNSES A LA PROBLEMATIQUE

A l'instar du travail effectué concernant les hypothèses générales, la réponse à la problématique ne peut se contenter d'un traitement global, et impose pour plus de clarté et de précision des développements spécifiques à chaque questionnement.

2.2.1. Les petites puissances sont capables de créer des Grandes Stratégies adaptées à leurs moyens et objectifs dans les relations internationales

Problématique générale : Comment une petite puissance peut-elle élaborer une Grande Stratégie lui permettant d'influer sur le système international par la résolution de dilemmes de sécurité ?

Elément essentiel, à l'origine de l'ensemble des autres questionnements, et donc le premier devant trouver une réponse, la problématique générale de la thèse met en exergue trois éléments complémentaire qu'il faut traiter : la capacité des petites puissances à élaborer des grandes stratégies ; la résolution de dilemmes de sécurité par la Grande Stratégie ; et l'influence des petites puissances dans le système international par le biais de la mise en œuvre de grandes stratégie.

L'étude conduite dans ce travail de thèse, permet de répondre sans équivoque à l'ensemble de ces éléments :

- Les petites puissances, comme cela a été démontré dans l'analyse spécifique aux cas d'étude et dans la réponse aux hypothèses, sont à même de créer des grandes stratégies et ce sous un format identique à celui des grandes puissances.
- Les grandes stratégies développées par les petites puissances, lorsqu'elles sont efficaces permettent d'endiguer les dilemmes de sécurité rencontrés (même de forte intensité comme des paradoxes de sécurité) voir de les résoudre et les dépasser par un développement suffisant de la puissance nationale.
- Quelle que soit la forme de l'action des petites puissances dans le système international (diplomatie, mise en œuvre d'alliances, développement économique, développement

militaire...) lorsqu'elles mettent en œuvre des grandes stratégies, la tentative de réponse aux dilemmes de sécurité conduit toujours à un développement de la puissance et à une maximisation des intérêts produisant une influence –même limitée- sur le système international en particulier en ce qui concerne les dynamiques régionales.

Ainsi, une vision par l'affirmative est apportée en réponse à la problématique générale avec pour les petites puissances la création d'une Grande Stratégie pour résoudre (ou tenter de le faire du moins) un Dilemme de Sécurité, et par ce biais une maximisation des intérêts nationaux qui a une influence sur le système international au plan régional et/ou mondial.

2.2.2. De la régularité de construction des grandes stratégies : réponse aux dilemmes de sécurité et maturité doctrinale

Quels sont les déterminants historiques présidant à la constitution et au succès d'une Grande Stratégie ?

&

Peut-on déceler des régularités dans la fondation des grandes stratégies des petites puissances ?

L'étude conduite au plan théorique comme pratique, démontre une redondance de la procédure de constitution d'une Grande Stratégie selon le triptyque désormais devenu classique de : la perception de menaces conduisant à la création d'un Dilemme de Sécurité, qui conduit à la formulation d'une pensée stratégique de long terme c'est-à-dire une Grande Stratégie, qui se trouve formalisée et exprimée sous la forme d'une Doctrine³⁸⁰. Le contexte dans lequel évolue l'acteur, de même que l'intensité du dilemme ne remettent pas en cause cet enchaînement ne

³⁸⁰ D'autres travaux récents adoptent par ailleurs une approche similaire, comme le cas de Hakan Edström, Dennis Gyllensporre, et Jacob Westberg, qui viennent définir la création de grandes stratégies en réponse à des menaces soudaines et de forte gravité qui imposent des réponses structurées sur le long terme. Ils utilisent alors le concept de « choc stratégique », mais celui-ci est finalement proche de ce que nous entendons dans la thèse comme Dilemme de Sécurité (concept jugé plus porteur puisque définit de manière plus approfondie et faisant l'objet d'un recul conceptuel et d'applications plus importantes) : Hakan Edström, Dennis Gyllensporre, and Jacob Westberg, *Military strategy of small states: responding to external shocks of the 21st century*, Routledge, 2019, 216pages.

faisant qu'en précipiter la réalisation lorsque l'intensité est élevée ou que le dilemme est le fruit d'une surprise stratégique.

En ce qui concerne le succès d'une Grande Stratégie, l'étude historique et pratique démontre que l'adéquation entre les moyens et la menace est la clé essentielle. Lorsque la définition de la menace est précise, et que les éléments nécessaires au succès sont clairement identifiés même des moyens faibles ou des actions limitées sont suffisants. Si l'on se rapproche du cas de la Lituanie l'on constate que les moyens nationaux ont été historiquement faibles face aux menaces considérées, cependant à chaque fois qu'un succès de l'endigement de celles-ci a été constaté il a résidé dans une juste évaluation de la menace et des possibilités de réponse, en l'occurrence une stratégie cumulative alliant hausse des capacités militaires nationales et fondation d'une alliance fondamentale de sécurité. De même, les succès notables engrangés par Singapour apparaissent avant tout comme une juste évaluation des besoins et moyens à développer pour répondre dans le temps aux défis sécuritaires posés. Il n'apparaît par conséquent pas de moyen ou d'action miracle, mais au contraire que le succès de la Grande Stratégie réside dans sa maturité conceptuelle et un travail approfondi de définition des menaces et moyens de réponse lors de sa fondation. La maturité doctrinale apparaît ainsi comme un levier fondamental du succès d'une Grande Stratégie.

2.2.3. Une efficacité sans conteste : la Grande Stratégie au prisme de l'Histoire et des études pratiques (wargaming et histoire immédiate)

Les grandes stratégies produites par des petites puissances sont-elles efficaces ? Présentent-elles des redondances ? Comment le mesurer ?

&

Quels éléments stratégiques produits par les petites puissances ont été/sont à même d'influer sur le système international et/ou la pensée stratégique ?

La mesure de l'efficacité des grandes stratégies des petites puissances et de leur redondance a été effectuée par le recours à l'Histoire pour les dilemmes de sécurité passés, et pour les doctrines et dilemmes actuels par le recours à l'Histoire immédiate lorsque celle-ci était disponible et pertinente (soulevant une réponse stratégique de l'acteur ou l'identification de nouvelles

menaces) et au wargaming par le biais de la simulation pour mettre en balance les doctrines des cas d'étude et les confronter à la réalisation des dilemmes de sécurité perçus. Dans tous les cas, la Grande Stratégie est apparue efficiente lorsqu'elle mobilisait les moyens nationaux face à une menace justement identifiée et traitée suffisamment en amont. Les petites puissances apparaissent de ce fait comme capables, à l'instar des grandes puissances, de définir une pensée stratégique efficiente et adaptée à leurs besoins de sécurité.

La redondance des réponses, étant comme évoqué précédemment, fonction de la similarité des contextes, conduisant à une diffusion des concepts et donc à une influence directe sur le système international et la pensée stratégique. Un champ stratégique propre aux petites puissances se développe ainsi naturellement.

Toutefois, il serait erroné de le réduire à cette simple dimension, et l'influence produite sur le système international et la pensée stratégique peut largement dépasser le cadre des petites puissances. Le développement de la sécurité d'un acteur peut en effet avoir des répercussions régionales ou mondiales (l'élargissement des alliances aux pays baltes conduisant à une opposition raffermie de la Russie à l'égard de l'OTAN, l'acquisition par Singapour du statut de puissance régionale et de première puissance militaire de l'Asie du Sud-Est a bouleversé les rapports de force dans la zone), de même que les concepts créés comme la *Total Defense* qui s'est largement diffusé et devient désormais un objet d'intérêt pour les grandes puissances et ce d'autant plus à l'aune des succès ukrainiens contre la Russie qui imposent aux grandes puissances d'anticiper une opposition à ce modèle doctrinal et militaire.

2.2.4. Synthèse : une Grande Stratégie des petites puissances réelle, efficiente, et mesurable

In fine, l'étude conduite dans la thèse permet de répondre directement à la problématique posée et aux questions qui en découlent : la Grande Stratégie des petites puissances est réelle, aisément et régulièrement mise en œuvre, efficiente dans la plupart des cas, et mesurable par le biais de l'étude doctrinale et des tests pratiques (en particulier le wargaming).

Bien entendu, cette assertion n'est en aucun cas sans conditions, et les facteurs structurants des relations internationales que sont le contexte géopolitique, les moyens à disposition, le poids de

l'histoire, et la puissance disponible, influent sur l'efficacité de la Grande Stratégie et la capacité d'un Etat à la mettre en œuvre. Les petites puissances, plus que les autres sont alors concernées par ces limites, puisque sans une évolution drastique du contexte géopolitique (effondrement d'une grande puissance, recomposition de l'ordre mondial) ces acteurs demeurent limités dans leurs moyens et donc dans leur capacité à devenir des grandes puissances. Le cas de Singapour est à ce titre symptomatique, puisque malgré les succès continuellement engrangés et l'atteinte d'un statut de puissance régionale, l'Etat demeure une puissance secondaire vis-à-vis des affrontements des grandes puissances sur le continent (rivalité Chine/Etats-Unis notamment) et ne pourrait s'affranchir dans ce contexte géopolitique de ce statut pour devenir une grande puissance. Si donc, contrairement aux grandes puissances (et encore une faible part d'entre-elles) les petites puissances ne peuvent prétendre à la course à l'hégémonie et donc au statut de grande puissance³⁸¹, elles n'en demeurent pas moins aptes à la mise en œuvre d'une Grande Stratégie permettant d'assurer leur sécurité et de développer leurs intérêts dans les relations internationales.

La thèse ayant désormais trouvé ses réponses, dans la confirmation et l'explication des hypothèses générales de même que dans la solution apportée à la problématique posée, l'analyse spécifique à l'objet de recherche est désormais achevée. Cependant, ce travail n'a pas encore livré tous ses apports, il convient pour ce faire d'en tirer les leçons aussi bien méthodologiques que spécifiques à la Grande Stratégie des petites puissances, afin de déterminer l'apport de la thèse pour la recherche.

³⁸¹ Dans le cas contraire, elles deviennent une grande puissance (cf. cas de Rome) mais dans ce cas le contexte géopolitique est transformé et l'acteur n'est plus une petite puissance qui développe une Grande Stratégie, mais une grande puissance qui développe une Grande Stratégie, elle n'est de ce fait plus concernée par les éléments étudiés dans la thèse.

Chapitre 3. Conclusion générale & leçons de la thèse : la Grande Stratégie des petites puissances

L'efficacité de la méthode de recherche et la caractérisation de la Grande Stratégie des petites puissances étant effective par la réponse à la problématique et aux hypothèses, il convient dans ce chapitre d'en tirer les leçons plus globales pour la recherche scientifique sur ce domaine, en répondant par la même occasion aux objectifs fixés à ce travail de thèse lors de sa conceptualisation.

3.1. LEÇONS CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES

3.1.1. Une grille d'analyse et de modélisation de la Grande Stratégie est possible par le biais de la Doctrine

La Grande Stratégie, loin des controverses conceptuelles quant à sa définition et à sa matérialité, apparaît par ce travail de thèse comme non-seulement effective mais aussi mesurable.

En effet, la pensée stratégique d'un Etat apparaît clairement dans les doctrines formulées, qui définissent les menaces rencontrées ou envisagées, et les moyens mobilisés pour y répondre. Par cette étude documentaire, mais également pratique par le biais du wargaming et de l'Histoire immédiate, la Grande Stratégie émerge clairement avec la modélisation des lignes directrices de long terme établies par un Etat pour répondre à des menaces. La grille d'analyse conçue au départ du travail de recherche apparaît de ce fait pertinente, adaptée aux trois cas d'espèce, et surtout adaptable à l'ensemble des intensités possibles de dilemmes de sécurité et de la diversité des doctrines et concepts. La Grande Stratégie d'un Etat apparaît donc, du moment qu'un corpus doctrinal est constitué en réponse à une menace, réelle et analysable quel que soit le contexte ou la nature de l'Etat étudié (petite ou grande puissance).

La Doctrine étant l'outil principal d'investigation, un nouveau champ de recherche à part entière émerge au sein des études stratégiques. Les études doctrinales étant par le biais de cette thèse un moyen efficient d'analyse de la pensée stratégique d'un acteur, aussi bien pour la modéliser que pour en tester la pertinence par le biais des études pratiques.

3.1.2. Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie sont des outils pertinents d'étude des relations internationales et notamment de l'action de l'Etat dans le système international

La Dilemme de Sécurité, souvent galvaudé par une réduction commune au paradoxe de sécurité de la course aux armements durant la Guerre Froide³⁸², retrouve dans ce travail de thèse toute sa profondeur pour s'attacher à l'ensemble des menaces perçues par un acteur qui justifient une action stratégique en réponse sur le long terme. Il apparaît ainsi comme un moyen de définition des priorités stratégiques d'un acteur. Cependant, d'autres leçons émergent de son utilisation dans la thèse, de par l'intensité du dilemme perçu par un acteur peut être mesuré le « pouls » géopolitique d'une région même en l'absence d'actes significatifs d'hostilité. En effet, si l'on prend en compte l'exemple lituanien, l'identification de l'ennemi russe selon un paradoxe de sécurité depuis 2014 démontre une zone sous tensions permanente avec risque de guerre (qui sera finalement avéré en 2022) et ce même si la situation paraissait relativement apaisée à la fin des années 2010. De même, et dans un cadre plus général, la présence en nombre (ou l'absence de dilemmes de sécurité) permet de déterminer de manière globale le degré de tension mondiale, plus les dilemmes sont nombreux plus les lignes de fractures géopolitiques sont grandes, et inversement.

La pertinence du Dilemme de Sécurité dans l'étude des relations internationales apparaît de ce fait réelle, et invite à en développer l'usage futur en redonnant à ce concept toute la place et la profondeur qu'il mérite.

³⁸² Thibault Fouillet, « Le dilemme de sécurité : caractériser la vision stratégique d'un Etat au XXIème siècle ? », *Revue Défense Nationale*, n°837 (L'art du commandement), février 2021, pp. 89-94.

Dans la même veine, la Grande Stratégie apparaît plus que jamais indispensable à la compréhension des actions de l'Etat dans les relations internationales.

Elle seule permet de définir concrètement la pensée stratégique formulée sur long terme, et la mobilisation des moyens envisagés dans le cadre des réponses apportées. Par ce biais, la thèse permet de rendre à ce concept l'utilité et l'importance qu'il mérite, en dépassant les controverses sur sa définition et le déterminisme militaire qui lui est souvent affilié.

Bien sûr, ce travail n'y échappe pas, la Grande Stratégie définit avant tout des réponses militaires, ou du moins elle repose initialement sur un présupposé militaire. Cependant ceci est logique puisqu'elle entend avant tout garantir la survie et l'indépendance de l'acteur qui repose *in fine* sur la capacité militaire à endiguer les menaces par le biais des moyens nationaux et/ou des alliances. La réponse à des problématiques sécuritaires, impose ainsi un ensemble militaire irréductible qui peut être perçu comme un biais. Toutefois, les analyses des différents cas d'étude l'on montré, les présupposés grand stratégiques fondamentaux d'un acteur peuvent être non-militaires en assurant le développement de la puissance nationale par d'autres biais (économiques, diplomatiques, technologiques...).

La Grande Stratégie est donc bien ce qu'elle a toujours voulu être, la coordination de l'ensemble des moyens de l'Etat pour définir sur le long terme des réponses aux menaces perçues et assurer le développement de la puissance nationale par la maximisation de ses intérêts dans les relations internationales. Un outil indispensable pour la compréhension des relations internationales et des dynamiques géopolitiques.

3.1.3. Le wargaming et l'Histoire immédiate sont des méthodes efficaces d'analyse stratégique

L'étude pratique conduite dans la thèse démontre sa pertinence et son utilité dans le cadre des recherches scientifiques au sens large, pour dépasser le seul prisme théorique et introduire de nouveaux moyens d'étude, mais développe toute son utilité avant tout pour l'analyse stratégique. De fait, puisque celle-ci porte soit sur le temps présent pour éclairer les dynamiques géopolitiques, soit de manière prospective pour anticiper les ruptures et tendances d'évolution du système international, elle se trouve magnifiée par l'usage de l'Histoire immédiate et du

wargaming. En effet, l'emploi de ces deux méthodologies permet de dépasser les seules conclusions théoriques et la définition de scénarios des possibles, par leur réalisation simulée. Ce nouvel horizon de l'analyse stratégique est cependant pertinent uniquement s'il s'appuie sur une méthodologie claire et approfondie, en particulier dans l'exploitation des résultats des simulations ou des faits de l'histoire immédiate. Il s'agit dans les deux cas de minimiser (sans jamais pouvoir intégralement les éviter) les biais rencontrés, et d'éviter de se contenter d'une simple recension des faits historiques ou du déroulé de la simulation. C'est bien dans l'analyse que réside l'intérêt de ces méthodes, les faits récents de même que la simulation n'étant que la partie visible mais secondaire de l'apport de ces outils.

Une fois ces limites prises en comptes, qui peuvent aisément être contournées par un volume important de simulations ou de faits et une grille d'analyse étoffée, l'Histoire immédiate et le wargaming apparaissent comme des méthodes nouvelles pour les études stratégiques qui sont particulièrement efficaces. Le wargaming notamment, offre une telle diversité d'applications et de facilité de mise en œuvre des scénarios, qu'il s'impose comme l'un des cadres de l'analyse prospective moderne, en apportant le volet pratique qui lui manquait. Si ce volet s'est révélé indispensable dans l'étude de la Grande Stratégie, en offrant pour la première fois l'analyse de sa seconde dimension fondamentale qu'est l'efficacité pratique (qu'il convenait de tester), il apparaît indéniable qu'il s'adaptera à la majorité des autres études stratégiques. Il s'agira alors pour une efficacité optimale de lier cet outil formidable avec les autres méthodes de recherche (Histoire, Science Politique, Relations Internationales, etc.) en tant que pierre agrégative pour que chacune comble les lacunes de l'autre et que cette pondération des méthodologies entre elles offre une analyse prospective sans équivalent.

3.2. LEÇONS SPECIFIQUES A LA GRANDE STRATEGIE DES PETITES PUISSANCES

3.2.1. Les petites puissances sont des acteurs à part entière du système international de par leur capacité à créer et mettre en œuvre des grandes stratégies

Réponse sous-jacente au questionnement sur la Grande Stratégie des petites puissances, la capacité de ces dernières à être des acteurs à part entière des relations internationales est un débat historique en Relations Internationales. Si ces oppositions ont été évoquées lors de la définition des petites puissances, elles trouvent par ce travail de thèse une réponse claire. De fait, les travaux conduits laissent à penser que les petites puissances ne peuvent plus désormais (si elles ne l'ont jamais été) être considérées comme des non-acteurs. Certes, elles ne peuvent prétendre à la lutte pour l'hégémonie mondiale, cependant leurs actions ainsi que leur pensée stratégique sont bien réelles. La Grande Stratégie est une de leur prérogative possible, utilisée pour répondre à des menaces structurelles, et construite selon un modèle identique à celui des grandes puissances. Une fois, mures et codifiées elles permettent une efficacité réelle qui dépasse la seule survie pour entraîner une politique d'augmentation de la puissance, pouvant aboutir à l'acquisition d'un statut de puissance régionale (Singapour, Israël).

Si d'autres travaux récents aboutissent à la même conclusion d'une possibilité pour les petites puissances de création d'une Grande Stratégie, ils ont tendances à la réduire à un impératif indépassable de survie qui confine cette vision stratégique à une logique défensive, avant tout militaire et centrée sur la recherche d'un protecteur ou l'utilisation alternative des grandes puissances pour assurer sa protection (*hedging*)³⁸³. Or, nous l'avons vu par ce travail de thèse, ce qui en fonde en partie l'originalité et l'apport pour la recherche scientifique, cette vision est trop réductrice et doit désormais être dépassée. En effet le cas de Singapour, comme celui d'Israël ou

³⁸³ C'est tout le propos notamment de publications comme celle d'Alexander Wivel ou David Martin Jones : Alexander Wivel, *The grand strategies of small states*, The oxford handbook of grand strategy, 2021, 18pages ; David Martin Jones, and Nicole Jenne, "Hedging and grand strategy in Southeast Asian foreign policy", *International Relations of the Asia-Pacific*, volume 01, 2021, pp. 1–31.

plus récemment de l'Ukraine, démontrent que la survie et l'autonomie peuvent résider dans les moyens nationaux y compris militaires et non-pas reposer sur les alliances (même si l'assistance militaire internationale peut tenir une place importante, il ne s'agit pas des soldats des alliés qui défendent l'Etat en question en cas de conflit) ou un jeu entre les grandes puissances apportant alternativement leur protection. Par la même occasion, les petites puissances peuvent mener une Grande Stratégie qui leur permet non-pas simplement de survivre mais également de rechercher la victoire c'est-à-dire l'obtention d'un statut nouveau, ou le développement de la puissance nationale en maximisant ses intérêts dans les relations internationales.

En conclusion, non seulement les petites puissances sont bien des acteurs des relations internationales, mais elles sont même des acteurs comme les autres, c'est-à-dire à même de développer des capacités de survie et de défense de leurs intérêts en autonomie ou par le biais des alliances, et ainsi à augmenter leur puissance et leurs atouts sur le long terme. La Grande Stratégie étant le moyen le plus abouti pour réaliser cette dynamique, et qui dépend dans ses modalités non-pas d'un irrédentisme lié au statut de petite puissance (qui les pousserai dans la seule survie par la recherche d'un protecteur) mais bien plutôt de l'intensité du Dilemme de Sécurité rencontré et du contexte géopolitique de l'acteur l'orientant en fonction vers une délégation de sécurité, une logique cumulative, ou encore le développement des seules capacités nationales au service d'une neutralité ou capacité de dissuasion affirmée.

3.2.2. La pertinence et l'efficacité stratégique des petites puissances, sources d'inspiration pour les grandes puissances

Conséquence directe de la leçon précédente, et déjà abordée dans la réponse aux hypothèses, la production conceptuelle et la réflexion stratégique des petites puissances est pertinente même pour les grandes puissances et fonde dans certains cas une source d'inspiration directe³⁸⁴.

Celle-ci prend la forme d'une reprise des concepts doctrinaux qui seront adaptés aux besoins des grandes puissances comme la sécurité cumulative ou la *societal resilience*, ainsi que nous l'avons évoqué. Néanmoins, un autre volet est particulièrement porteur, et qui réside non-pas dans la reprise des concepts, mais dans l'étude de la pensée stratégique des petites puissances pour les contrer ou du moins éviter des déconvenues stratégiques. Ce second point, particulièrement mis en exergue dans l'actualité brûlante de la guerre en Ukraine, est en réalité une redondance historique de la victoire dite du « faible au fort » dans laquelle la petite puissance tient tête à la grande puissance ou à une coalition de puissances par l'usage de procédés de contournement (guérilla vietnamienne par exemple), le développement d'une doctrine complète de défensive et résistance asymétrique (comme l'Ukraine face à la Russie en 2022) ou simplement un schéma stratégique plus abouti (cf. Israël face aux coalitions arabes). Ces échecs appellent les grandes puissances à une prise en compte plus profonde de la stratégie des acteurs jugés les plus faibles, et démontrent de ce fait la pertinence et l'efficacité du modèle des petites puissances pour les grandes puissances.

Les petites puissances sont donc à la lumière des études conduites, des acteurs stratégiques à part entière dont la production conceptuelle et doctrinale doit faire l'objet d'une attention particulière et s'insérer chaque fois que nécessaire dans la généalogie stratégique.

La primauté des grandes puissances n'étant plus naturelle (en tant que seuls acteurs capables de produire une pensée stratégique pertinente) mais bien conjoncturelle du fait d'un volume doctrinal plus conséquent impliquant une masse plus importante de concepts et de conflits engagés, et donc un plus grand volume de sources d'inspiration. Les petites puissances offrant quant à elles un apport aussi qualitatif bien que moins massif.

³⁸⁴ Alexander Wivel, *The grand strategies of small states*, op. cit., p. 12.

Au final, les leçons de la thèse sont nombreuses, aussi bien méthodologiques que dédiées à la Grande Stratégie des petites puissances, démontrant l'apport de ce travail à la recherche historique et stratégique. Le tableau ci-dessous exprime la synthèse de cette contribution :

Leçons du travail de thèse	
Méthodologiques	Thématiques
<ul style="list-style-type: none"> ➤ La Doctrine permet de définir et comprendre l'action d'un Etat dans les relations internationales ➤ Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie sont des clés de compréhension efficaces de l'Etat dans le système international et de l'état du système international ➤ Le wargaming est une méthode incontournable des études stratégiques et prospectives dont le développement dans la recherche apparait impératif pour disposer d'une méthode complète 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les petites puissances sont des acteurs à part entière des relations internationales, capable de créer et mettre en œuvre avec succès des grandes stratégies diverses ➤ Le statut de petite puissance n'impose pas un type unique de Grande Stratégie (de survie fondée sur la recherche de protecteurs) mais définit une réponse stratégique et doctrinale en fonction de l'intensité du Dilemme de Sécurité rencontré et du contexte géopolitique ➤ La production stratégique des petites puissances est fondamentale et nécessite une attention particulière de la part des grandes puissances pour éviter certaines déconvenues et surprises stratégiques

Chapitre 4. Pistes d'application future

Ce dernier temps de la thèse a permis de tirer la conclusion de l'analyse des cas d'étude par la méthode comparative, puis en exploitation de ces éléments de répondre aux hypothèses initiales et à la problématique du travail de recherche. Une fois ceci effectué, le cycle a été achevé par les leçons tirées, répondant à la fois aux objectifs de la thèse et à l'expression des apports de ce travail dans la recherche scientifique.

Les propos finaux que constitue ce dernier chapitre, n'est donc pas une synthèse des éléments précédents qui a été énoncée ci-dessus dans la conclusion générale, mais bien plutôt une prolongation de ceux-ci par l'exploration de la postérité possible de la thèse. Il s'agit en effet, de tirer les fils possibles d'utilisation et d'approfondissement du travail de recherche conduit, qui n'est que la première pierre (indispensable) d'un projet scientifique plus vaste.

Trois domaines émergent alors : les doctrines des petites puissances comme un champ incontournable de l'analyse stratégique contemporaine ; les petites puissances en tant que discipline historique et géopolitique ; et la méthode wargaming en tant qu'incontournable pour la recherche.

4.1. L'ETUDE DES DOCTRINES DES PETITES PUISSANCES : UN DOMAINE CLE DE L'ANALYSE STRATEGIQUE CONTEMPORAINE

La guerre en Ukraine offre de nouveau l'illustration du succès de la stratégie du faible au fort, et de ce fait la capacité qu'à une petite puissance à dénier la victoire à une grande puissance malgré un rapport de force initial défavorable. Constante de l'histoire stratégique, quel que soit le mode de guerre par ailleurs³⁸⁵, la victoire du faible n'est pas à proprement parler une surprise stratégique. Pourtant, par déterminisme les analyses se focalisent avant tout sur la défaite de la grande puissance, en expliquant les fautes commises, comme si en l'absence d'erreurs le succès aurait été immédiat et inévitable.

Ce déni de la capacité du plus faible à l'emporter nous ramène aux enjeux de ce travail de thèse, qui consiste à démontrer la capacité stratégique et grande stratégique des petites puissances. De fait, l'aveuglement ainsi créé qui entraîne bien souvent la grande puissance dans un échec, se fonde sur un refus de considérer la pensée stratégique du plus faible comme viable et donc refuse une analyse en profondeur de celle-ci. Pourtant, historiquement comme aujourd'hui, le plus souvent la Doctrine de la petite puissance est exprimée au grand jour, décrivant les actions préférentielles de l'acteur pour lutter contre les menaces perçues. Si l'on s'attache au cas ukrainien, la doctrine formulée entre 2018 et 2021 décrit précisément le modèle opérationnel qui a été mis en œuvre et a empêché la Russie de mener à bien l'invasion globale du pays et le renversement du régime, à savoir une défensive asymétrique conventionnelle³⁸⁶. Le comble étant que le plus souvent dans le cadre d'un paradoxe de sécurité avec une grande puissance, la petite puissance construit son modèle stratégique en opposition à celui de l'adversaire et donc en adaptation à celui-ci.

³⁸⁵ Si les exemples les plus criants sont souvent ceux des guerres de contre-insurrection (Vietnam, Afghanistan), cela concerne également des guerres conventionnelles majeures comme en Ukraine actuellement et la résistance finlandaise contre l'URSS en 1940, voire des batailles décisives comme la résistance des cantons suisses contre le Saint Empire Romaine Germanique.

³⁸⁶ Ministry of defense of Ukraine, *White book 2019-2020*, publication janvier 2021, 196pages.

Pourquoi dès lors la grande puissance refuse-t-elle de s'adapter ? Elle le fera bien souvent sur le tard en adaptant sa tactique à la contre-insurrection ou en revoyant ses ambitions à la baisse (comme la Russie en Ukraine en se focalisant à l'Est), mais au prix d'un échec initial couteux. Ce que ne peut pas se permettre la petite puissance qui joue sa survie et doit de ce fait anticiper au mieux l'emploi de ses moyens. La petite puissance, par son besoin constant de planification et d'anticipation stratégique, apparaît de ce fait (contrairement à la vision commune) comme un acteur grand stratégique supérieur aux grandes puissances.

Il apparaît par conséquent, qu'au-delà de l'étude des petites puissances en tant qu'objet propre, les grandes puissances ont intérêt à les prendre en compte et à porter sur l'analyse de leurs doctrines un intérêt certains. Etudier les doctrines des petites puissances, apparaît dès lors comme un aspect cardinal des études stratégiques contemporaines, prolongement naturel de ce travail de thèse³⁸⁷.

4.2. LES PETITES PUISSANCES : UNE DISCIPLINE A PART ENTIERE DES ETUDES HISTORIQUES ET GEOPOLITIQUES

La thèse aura permis de mettre en avant les petites puissances comme des acteurs à part entière des relations internationales, dont la pensée stratégique est prolix et pertinente. De ce fait, il apparaît qu'un domaine particulier doit désormais leur être réservé dans les études historiques et géopolitiques, disciplines qui se sont focalisées en majeure partie sur les oppositions entre grandes puissances. Or, la conflictualité contemporaine et future est en majeure partie – directement ou indirectement- celle des petites puissances (Ukraine, Taïwan, Syrie, Lybie, Yémen...) et semble mériter un traitement particulier. L'importance nouvelle de ces acteurs, et de leurs capacités d'action dans les relations internationales milite de ce fait pour un

³⁸⁷ Une conclusion déjà formulée en 1969 par Robert Keohane dont ce travail s'inscrit comme un prolongement : "If Lilliputians can tie up Gulliver, or make him do their fighting for them, they must be studied as carefully as the giant" : Robert O. Keohane, "Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics", *International organization*, volume 23, n°2, 1969, p.310.

développement de ces questions dans les débats scientifiques. Les publications et évènements réalisés dans ce domaine durant la thèse (colloque, articles dans des revues scientifiques, livre en cours de rédaction, etc.)³⁸⁸ à l'accueil enthousiaste, encouragent la poursuite des travaux en la matière et leur développement universitaire dans le cadre par exemple d'un enseignement dédié.

4.3. LA METHODE WARGAMING : UN INCONTOURNABLE POUR LA RECHERCHE

Ultime prolongement du travail de thèse, le wargaming apparaît comme un incontournable. Par sa capacité désormais éprouvée à soutenir un travail de recherche fondamentale de long court et son caractère innovant en tant que méthode prospective, il émerge comme un outil indispensable. En effet, il sera désormais difficile de conduire une analyse grande stratégique sans son utilisation puisque ce serait se couper de la dimension pratique de cet objet d'étude, de même qu'il apparaîtra incomplet de conclure une étude prospective ou stratégique à la seule expression de scénarios théoriques. Dans les deux cas, leur mise en pratique et le test des variables définies par le biais de simulations semble aller de soi³⁸⁹.

Une nouvelle étape semble cependant devoir être franchie, en institutionnalisant cette pratique au plan universitaire et professionnel. Ces deux volets, développés depuis un an (au sein de l'Université Lyon III, et d'un pôle dédié au sein de la Fondation pour la Recherche Stratégique) présentent des retours concluants, répondant à une forte demande d'évolution des contenus pédagogiques universitaires, et de pratique de la prospective pour les ministères et entreprises de défense. Il apparaît désormais essentiel d'en universaliser la pratique, pour que le wargaming puisse servir à toutes les études stratégiques et historiques qui le demandent, aussi bien pour la recherche fondamentale (méthodes de mémoires de recherche et de thèses) que dans le cadre d'enseignements dédiés (universités, écoles militaires, grandes écoles).

³⁸⁸ Dont la liste est à retrouver en annexe n°7 p.685.

³⁸⁹ Si les conditions dévolues à la recherche le permettent bien entendu : temps alloué, budget dédié, expert du wargaming disponible, etc.

La Grande Stratégie, dans son étude intégrale (aussi bien théorique que pratique), aura dans ce travail de thèse trouvé toute sa plénitude. En permettant de mettre à jour de nouvelles méthodes, de nouveaux concepts, mais surtout d'ouvrir un nouveau domaine de réflexion qu'est l'action des petites puissances dans les relations internationales à travers l'histoire. Celles-ci se trouvent d'ailleurs investies d'un rôle d'acteur stratégique en plein, aux doctrines efficaces et à la pensée abondante trouvant toutes leurs places dans la généalogie stratégique.

Un beau succès en somme, qui n'en est pourtant qu'au commencement de son parcours, dont ce travail ne forme que le fondement méthodologique et analytique. Il appartient désormais d'explorer ce champ d'étude nouveau, en se servant du modèle construit pour développer la recherche, tant sur les procédés (wargaming et grille analytique de la Grande Stratégie) que sur l'objet formidable que sont les petites puissances. Par ce biais, nous retrouvons pour le mot final de cet ouvrage, la définition de la Grande Stratégie formulée par son créateur, sir Basil Liddell-Hart³⁹⁰ :

« A un niveau supérieur, et avec une portée beaucoup plus large, est la grande stratégie : la transmission de la puissance sous toutes ses formes afin de conduire la politique au succès »

Une meilleure compréhension de l'Histoire et des questions stratégiques et internationales sera alors possible, en définissant au mieux les rapports de puissance entre l'ensemble des Etats, et non-plus simplement les plus puissants d'entre eux.

³⁹⁰ Basil H. Liddell-Hart, *Scipio Africanus: greater than napoleon*, Da capo press, 2020 (texte de 1926), page 256.

Annexes

Table des matières des annexes

Annexe n°1 : Grille d'analyse historique des évènements : John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, <i>A guide to the study and use of military history</i> , Center for military history, Washington, United States Army, 1988, pp. 52-55.....	p. 667
Annexe n°2 : Les concepts de la pensée stratégique soviétique : synthèse.....	p. 671
Annexe n°3 : Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie : mise en perspective historique.....	p.673
Annexe n°4 : Chronologie du wargaming.....	p. 676
Annexe n°5 : Repère bibliographique des entretiens conduits dans le cadre de la thèse.....	p. 684
Annexe n°6 : Les futures capacités militaires singapouriennes (horizon 2030-2040).....	p.687
Annexe n°7 : Valorisation de la Recherche : Publications et évènements réalisés en lien avec le travail de thèse.....	p.689
Annexe n°8 : Synthèse de l'ouvrage de l'auteur Wargaming : un outil de recherche stratégique.....	p.692
Annexe n°9 : Lettre d'approbation de la procédure des entretiens conduits dans le cadre de la thèse par le comité d'éthique de l'université du Luxembourg.....	p.695

Annexe n°1 :

Grille d'analyse historique des évènements : John F. Jessup Jr., Robert W. Coakley, *A guide to the study and use of military history*, Center for military history, Washington, United States Army, 1988, pp. 52-55

p.52 A Guide to the Study and Use of Military History material you study.

As military critic you are taking that step beyond merely understanding what happened and why it happened; judgment and assessment of accomplishments and errors are useful to the man interested in sharpening his perspective, Campaign and battle analysis can be conducted mentally only or in a written essay. There are different ways of organizing the analysis, some of which are familiar to any student of warfare. The commander's estimate of the situation is a good format. Ask then answer the questions: (1) who was involved? (2) what happened? (3) when did it happen? (4) where did it happen? (5) how did the action develop? (6) why did things progress as they did? and (7) what was the significance of the action? This will generally lead you systematically through the action. Another way of making a campaign analysis is the narrative technique, which can be organized in the following fashion: -Evaluation of the strategic situation (period of history; war; international adversaries; principal events leading up to the battle, campaign, or conflict analyzed] -Review of the tactical setting (location; any terrain advantages held by either antagonist: approximate force ratios: types of forces if relevant; feasible courses of action available to antagonist] ---List of other factors affecting the event (effects of terrain or weather; special advantages or disadvantages possessed by antagonists] -Synopsis of the conduct of the event [opening moves: salient features: outcome) -Statement of the historical lessons provided by the event -Assessment of the significance of the event The following analysis of the battle of Gaugamela, in which Alexander the Great defeated the Persian army in 331 B.C., illustrates the narrative format.

Strategic setting: Having secured the eastern Mediterranean with the victory at Issus and the successful siege of Tyre, Alexander marched his army eastward into the heart of the Persian Empire, Darius III was drawn into a decisive battle at Guagamela in the spring of 331 EX. Tactical setting: Darius placed his troops on a broad plain and employed chariots with his infantry. Although the terrain favored neither side, the more numerous Persians extended far beyond the Macedonian flanks. Darius attacked forcing Alexander to react. Expecting a Persian envelopment, Alexander had deployed his army to refuse his flanks and to provide all around

p. 53 An Approach to the Study of Military History.

The main striking force was positioned to exploit any gaps that might open in the advancing Persian front.

Other factors: Alexander had scouted the battlefield. The Macedonians were rested: the Persians, perhaps less confident, had remained awake through the night. Weather had no significant effect on the battle. Darius apparently had planned to attack all along the line with no provision to exploit weaknesses in the Macedonian formation.

Conduct of the battle: The Persian army closed with a chariot and cavalry charge, The Macedonians inclined to their right in oblique order and, as the Persians followed, a gap opened near the Persian left. Seizing the opportunity, Alexander drove a wedge of Companion cavalry into the breach and dispersed the Persian infantry. King Darius fled the battlefield close behind them. The Persian cavalry had enveloped the Macedonian left, but Alexander reinforced. The flight of the Persian infantry soon spread to the cavalry and a general retreat began. Alexander relentlessly pursued the remnants of the Persian force through the night, effectively destroying Darius's army.

Lessons: Alexander calculated that the Persian formation would break apart as it attacked and therefore was justified in surrendering the tactical initiative by standing on the defensive. Carefully weighing the terrain conditions, the experience of his army, and the disparity in leadership, Alexander took a calculated risk to offset the advantage in numbers enjoyed by the Persians. The Macedonian commander regained the initiative at the critical point in the battle and exploited the advantage he had created. Significance: The professional Macedonian army

was equal to the difficult task planned by its bold commander. Alexander's decisive victory assured his conquest of the Persian Empire. The Macedonian treasury was swelled with thousands of talents of gold and the palace of Xerxes in Persepolis was burnt. Further consolidation and expansion to India provided more territory to be divided at Alexander's death in 323' B.C. The Persian threat to the Hellenic world was eliminated.

Certainly not every analysis needs to be written. As you study battles, campaigns and wars, thoughtful mental analyses will deepen your understanding of cause and effect in war and will provide a better appreciation of the role of chance or friction. As a military critic you can probe the apparent errors made during the event in order to render your considered judgment and to identify those lessons that have meaning for you. Similarly, you may identify actions that had a positive influence on the outcome

p. 54 A Guide to the Study and Use of Military History of the event.

General Sir Edward Bruce Hamley saw his writings as enabling students to study military history "with the confidence of one who does not grope and guess, but surveys and judges"¹⁵ Analyses can also be organized around the critical decisions made during the course of events under examination. The important thing to remember in making a historical analysis is to organize your 'investigative process in an orderly fashion and then explore the subject in depth. Regardless of format, the questions you ask yourself are of utmost value. Absorbing information is not your goal, but it is an essential element of your study. Understanding is a legitimate goal of historical study: it is also a personal achievement which comes through hard work. Although there is a need to be systematic, study should not become an overburdening routine, a chore; to be accomplished. Seek diversity in your reading and avoid boredom. Evaluating different versions of historical events and decisions is one of the first hurdles you must clear in your reading. People write books for definite reasons-to inform, to entertain, to chastise, or even to precipitate a desired action by the reader. The reader must evaluate the author's reliability, how well the author supports his thesis with evidence and examples. In this way he can determine whether the book is honestly drawn. As Robin W. Winks observed, "'the truth ought to matter.'" "Physical evidence can be found in places other than books: for example, a Civil War battlefield still holds much information for a student of that conflict. Most of us have made the "tourist sweep" of our

National Park Service battlefields, but it is a far different experience to stand on the high ground one hundred yards north of the Bloody Lane at Antietam and look back at the muzzles of the Confederate battery in firing positions above the lane. Lieutenant Thomas L. Livermore of the 5th New Hampshire, which was in line as part of Maj. Gen. Israel B'ush Richardson's 1st Division, II U.S. Corps, observed, "in this road there lay so many dead rebels that they formed a line which one might have walked upon as far as I could see. . . . It was on this ghastly flooring that we kneeled for the last struggle." 15.

p.55 An Approach to the Study of Military History.

General John M. Schofield in 1899 saw the great object of historical study as "to reduce the 'chances' of war to the minimum; to bring it as nearly as possible within the domain of exact science; I, , to learn how to rapidly organize, equip, discipline, and handle new troops, and then to judge correctly what enterprises may be undertaken with a reasonable expectation of success." 8 Schofield concluded that the great value of study of this sort was the cultivation of a habit of thought which tempered hasty decisions and insured proper preliminary plans essential to effective orders, Military history is normally not utilitarian in a direct way. Eighteenth-century Austrian armies were molded in the Prussian image without the understanding that a Frederician system required a Frederick. Armies marched into Belgium and France in 1914 expecting another short war of maneuver culminating in a decisive battle as in 1870. The realities of modern war and faulty strategy soon matured in the trenches. But if you approach the study of the past with an attitude of growing wise forever rather than clever for the next time, there is a use for history. In battle, as elsewhere, great courage should be attended by sound intellect honed through study. The method you develop must be tied to your conception of military history.

Annexe n°2 : Les concepts de la pensée stratégique soviétique : synthèse

Aux origines de la pensée stratégique soviétique est opérée une distinction entre lois du conflit armé et lois de la guerre :

⇒ **Lois du conflit armé** : invariants que l'on retrouve à travers l'analyse de l'histoire militaire, permettant de dégager un minimum de prévisibilité.

⇒ **Lois de la guerre** : sens plus large provenant de la vision soviétique de la guerre comme *phénomène total* (p.4) : détermination des corrélations entre les divers domaines de l'action militaire (économie démographie, géographie, etc.).

D'où découlent des inclinaisons stratégiques : actions dans la profondeur et dans l'épaisseur (derrière le dispositif ennemi et sur l'ensemble de ces domaines : cyber, informationnel, militaire, économique, etc.).

Découlent de ces considérations un ensemble de concepts structurants :

⇒ **Révolutions Militaires** : modifications de la société et des techniques suffisamment importantes pour entraîner une transformation en profondeur de la conduite des opérations militaires (art militaire).

Les soviétiques avaient identifiés trois révolutions militaires entre le 19^{ème} et le 21^{ème} siècle :

- La guerre industrielle : armées de masses et supériorité du moteur (chars, avions)
- Les armes nucléaires
- Le numérique (collecte et traitement quasi-instantané de l'information)

⇒ **L'art opérationnel/Opératique** : Terme créé dans les années 1920 et mis en exergue par A. Svetchine = combinaison des mouvements opérationnels combinant eux-mêmes les résultats tactiques, pour produire des effets stratégiques.

Des modes principaux de l'opératque sont identifiés :

- Attrition : destruction des moyens adverses en une succession d'opérations répétées relativement rapidement et entraînant des pertes amies limitées (applicable aussi bien à une guerre d'usure qu'à une guerre de mouvement : c'est un mode opérationnel pas un type de guerre).
- Annihilation : combinaison de rupture et exploitation dans la profondeur du dispositif ennemi. Il s'agit alors de conduire une succession d'opérations combinées (dimension logistique fondamentale).

Ces divers éléments ont conduit à définir très tôt une vision des opérations comme forcément aéroterrestres, et avec une vision de l'action aérienne différente de la conception occidentale : pas de bombardements stratégiques, mais l'aérien comme support aux opérations afin de produire des effets stratégiques (en somme une théorie de l'Airland Battle avec 60ans d'avance). Le concept clé vis-à-vis des forces aériennes étant la suprématie aérienne, c'est-à-dire soit le déni d'accès (empêcher l'ennemi d'utiliser ses forces aériennes) soit de manière offensive une participation à la manœuvre dans la profondeur.

Annexe n°3 : Dilemme de Sécurité et Grande Stratégie : mise en perspective historique

Afin de mieux illustrer le propos et de donner une dimension concrète aux éléments théoriques précédents nous useront de deux exemples historiques de Grande Stratégie mettant particulièrement en exergue les liens avec le Dilemme de Sécurité : les cités-Etats grecques antiques dans leur rapport à la guerre, et la politique étrangère de Richelieu. Il s'agit dans les deux cas de fournir un archétype illustrant la logique théorique et conceptuelle, ils ne prétendent bien entendu pas à l'exhaustivité et sont largement perfectibles.

➤ **Le modèle de guerre des cités-Etats grecques : première manifestation du lien entre Grande Stratégie et action militaire³⁹¹**

La phalange hoplitique œuvrant en un affrontement direct et décisif n'est pas le fruit du hasard mais bien des conséquences d'une vision stratégique exprimée par les cités grecques de l'antiquité.

A l'origine prend place un contexte de recours régulier à la guerre entre cités du fait d'une concurrence exacerbée sans organe supranational de régulation, et prenant place dans des sociétés idéalisant la mort au combat faisant de la guerre une activité indispensable à la vie de la cité. La conséquence directe est la mise en œuvre d'un Dilemme de Sécurité fort et permanent qui est en réalité assez élevé pour former un *paradoxe de sécurité* dans la plupart des cas.

³⁹¹ Les développements suivants prennent leur source dans les travaux suivants : Victor Davis Hanson, *Le modèle occidental de la guerre : la bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, Paris, Texto, 2007, 298pages ; Victor Davis Hanson, *Carnage et culture : les grandes batailles qui ont fait l'occident*, Paris, Champs histoire, 1999, 598pages ; Victor Davis Hanson, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Champs Histoire, 2010, 588pages ; John Keegan, *Histoire de la guerre*, Paris, Perrin, 2014, 628pages.

Face à ce constat de la menace, l'objectif réside dans la mise en œuvre d'une structure de défense à même d'assurer la survie de l'Etat et de développer les ressources de la puissance.

Pour ce faire deux volets sont considérés comme primordiaux, au niveau militaire une action courte et décisive afin d'éviter une trop grande consommation des citoyens étant également les producteurs de richesse (agricole et minière) et le cœur de la cité ; au niveau économique la mise en œuvre si les conditions géographiques le permettent d'une marine de guerre permettant de contrôler les voies commerciales et ainsi de développer sa puissance financière et politique vis-à-vis des autres cités (cf. Thalassocratie athénienne).

La Doctrine mettant ces deux visions en pratique mêle à ses constats et objectifs les réalités pratiques de l'acteur. En l'occurrence les contraintes économiques et humaines d'un nombre de soldats limité et d'une mobilisation nécessairement courte pour ne pas empêcher le travail des champs sous peine de mettre en péril la cité, fondent l'action armée sur le besoin d'un affrontement direct et court, c'est-à-dire la bataille décisive. En outre, puisque les contraintes géographiques empêchent de nourrir d'importants troupeaux de chevaux, l'action armée sera conduite par une masse d'infanterie.

Au niveau opérationnel donc, sur terre comme sur mer l'action militaire sera fondée sur le choc, par l'éperonnage pour les navires, et par la poussée de la phalange hoplitique pour les affrontements terrestres.

➤ **La politique étrangère de Richelieu archétype d'une Grande Stratégie à dominante non-militaire³⁹²**

Lorsque Richelieu conceptualise la politique étrangère française il commence en premier lieu par tirer le bilan des menaces, le Dilemme de Sécurité soulevé réside alors dans la menace Habsbourg pesant sur la France par son encerclement (Espagne, Pays-Bas, Franche-Comté). L'objectif

³⁹² Mise en perspective des éléments décrits dans : John Keegan, *Histoire de la guerre*, Paris, Perrin, 2014, 628pages ; Hervé Dévriillon (dir.), *Histoire militaire de la France*, Paris, Perrin, 2018, 550pages.

politique est alors de garantir la survie de la couronne française et d'augmenter sa puissance en diminuant cette pression par la conclusion d'une paix avantageuse.

La Grande Stratégie définie consiste dans ce cadre à disposer d'une structure dissuasive suffisante sur le continent européen pour garantir le statu quo maintenant la couronne en place, et pour augmenter la puissance de l'Etat d'agir dans une zone moins gelée c'est-à-dire miser sur les moyens financiers et le prestige issus des colonies.

Donnant matière concrète à cette pensée stratégique la Doctrine mise en œuvre est centrée sur l'augmentation des moyens défensifs et de dissuasion politique d'une action des Habsbourg contre la France en Europe, dans le même temps priorité est donnée au développement des productions dans les colonies pour augmenter fortement les capacités financières de l'Etat.

Au niveau opérationnel trois domaines sont ainsi mobilisés :

- ⇒ Militaire : fortification des frontières et renforcement des capacités militaires (volumes de soldats de l'armée de terre et des vaisseaux pour la marine).
- ⇒ Diplomatique : négociations continues et alliances tout azimut pour garantir les intérêts français et offrir à l'adversaire un nombre d'ennemis potentiel trop important pour ses capacités en cas d'action de guerre contre la France.
- ⇒ Economique : priorité au commerce maritime et à l'exploitation des ressources des colonies en développant les plantations et en garantissant les voies maritimes.

Annexe n°4 : Chronologie du Wargaming

Source: Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, Newport papers n°43, 2019, pp. 379-385

2000 bc Date of an Egyptian mural that depicts two men apparently playing an abstract wargame. Later evidence indicates the game was called *T'au*.

600 bc Likely date of oldest surviving complete abstract wargame. Found in ruins of Ur, an important Sumerian city-state, located in modern-day Iraq.

400s bc Greek citizens begin playing *Petteia*, an abstract wargame.

300 bc Earliest known Chinese abstract wargame, *Weiqi*, now called *Go* in the West.

168 bc With the conquest of Greece, Rome acquires *Petteia*, renames it *Latrun-culi*. The game spreads throughout the empire, as evidenced by a set found in Britain.

400s *Weiqi* spreads to Korea, where it is called *Baduk*.

500s Earliest Indian abstract wargame. Called *Chaturang*, it is the earliest known ancestor of chess.

600s *Weiqi* spreads to Japan, where it is called *Igo*.

Chaturang spreads to Persia.

644 Following the Muslim conquest of Persia, *Chaturang* spreads throughout Muslim territory.

800s Earliest known use of *Chaturang* in Europe.

925 Earliest written mention of the Viking wargame *Hnefatafl*; oral tradition suggests it is much older, plausibly an evolution of the Roman game *Latrun-culi*. The Vikings go on to spread *Hnefatafl* to lands they settle.

1000 *Chaturang* is played throughout Europe.

1400s *Chaturang* evolves into chess. Earliest known chess sets.

1664 Christopher Weikmann, a German, introduces a variant of chess he calls “the Kings Game.”

1780 Helwig, master of pages at the court of Brunswick, introduces a game with a playing board of 1,666 squares, the color of a square representing the type of terrain.

1798 *Neues Kriegsspiel* is developed by Georg Vinturinus. The board depicts the border region of France/Belgium, and the sixty pages of rules include logistics.

1809 Schnorr von Carolsfeld develops military chess for the Saxon court.

1811 Herr von Reisswitz, the Prussian war councilor at Breslau, invents the first “modern” wargame—that is, simulation game of combat, not abstract.

1816–17 Herr von Reisswitz’s wargame is played by Prussian and Russian princes.

1824 Lieutenant von Reisswitz adapts his father’s wargame so it can be played on topographical maps, making the wider use of wargames practical.

Lieutenant von Reisswitz demonstrates his wargame to the Chief of Staff of the Prussian army. Result: each regiment is ordered to procure a copy of the wargame. Reisswitz is promoted to captain.

1827 Captain von Reisswitz takes his own life.

1828 First known occasion of Lt. Helmuth von Moltke advocating the use of wargames.

1835 Captain von Moltke teaches German staff procedures, including wargaming, to the Ottoman army.

1837 Moltke, now a general, becomes the Chief of Staff of the Prussian army and orders increased use of wargaming.

1846 First wargame handbook is published in Prussia.

1866 Wargaming adopted by the Austro-Hungarian military.

1871 Prussian victory in Franco-Prussian War leads to international imitation of the Prussian military, including wargaming.

1872 Captain Baring publishes a simplified version of German *Kriegsspiel* for use by the British army. Its rules are likely the first rules used by the British army.

1873 Rigid wargaming is adopted by the Italian military.

First publication in Germany arguing for the adoption of “free *Kriegsspiel*,” the use of professional judgment to speed adjudication.

1874 First known advocacy of wargaming in France.

1875 Tsar of Russia approves use of wargaming for instruction.

1877 Captain Naumann of Saxony publishes rules for what are now called “break points,” at which units cease to attack or defend despite orders.

1878 Capt. Philip Colomb, Royal Navy, patents earliest known naval wargame.

1883 Maj. W. R. Livermore, U.S. Army Corps of Engineers, publishes first set of wargame rules within the United States. The Army does not adopt his rule set.

First formal decision by the British army to adopt wargaming. Members of the “volunteer movement” (reservists) have already used the German game for some time for informal training.

1884 U.S. Naval War College is founded.

1886 First lecture on wargaming at the U.S. Naval War College.

1887 Major Livermore and Captain McCarty Little conduct the first joint (Army/ Navy) wargame. They are told by their superiors never to do so again.

1888 The Royal United Services Institute plays the tactical-warfare board game *Polemos* in its London headquarters—a learned academic society playing a wargame to learn.

1889 Adoption of wargaming by the French military.

First wargame becomes part of the U.S. Naval War College curriculum.

1894 U.S. Navy first uses wargaming to evaluate tactical impacts of design options.

First known international participation in a U.S. naval wargame: two Chinese observers.

U.S. Navy wargame is played assuming hostilities between the United States and the United Kingdom.

Wargaming begins uninterrupted presence in the U.S. Naval War College curriculum, extending to the present.

1895 Wargaming helps persuade the U.S. Congress to fund the Cape Cod Canal.

F. W. Kitchener publishes wargaming rules in the United Kingdom.

1896 U.S. Navy orders fleet experiments to confirm wargame indications of benefits from converting ships from coal to oil.

1898 Second edition of Livermore's *American Kriegsspiel* appears.

1900 U.S. Army War College is founded, incorporating wargaming in its curriculum from the start.

In France the use of wargaming for staff planning down to the regimental level becomes standard practice.

1902 Decrease in wargaming by the British military. One explanation: contemporary wargames had not addressed factors that proved critical to the outcome of the Boer War.

1903 U.S. Navy wargame indicates merit in keeping fleet concentrated.

Earliest reported use by Russia of wargames for operational planning.

1905 Schlieffen conducts his final staff-ride wargame, which ends in a German victory over France before Britain can intervene. Schlieffen begins advocating this strategy should Germany go to war.

Unofficial wargame played in England ending in a German victory over France before Britain can intervene apparently influences decision to enhance British readiness.

1906 First U.S. use of wargaming in development of a battle plan, sent to fleet for "examination and testing." (Was this a live wargame?)

Moltke the Younger becomes the chief of the German general staff, improves wargaming.

1908 Capt. Farrand Sayre, U.S. Army, writes *Map Maneuvers and Tactical Rides*, to be published in 1911.

1911 U.S. Navy wargame conducted examining ships versus coastal defenses.

1912 Article by McCarty Little on wargaming published in the U.S. Naval Institute *Proceedings*. It is still one of the best papers on the subject.

1914 (April) Russian general staff conducts a wargame of its planned invasion of East Prussia. Adjudication indicates that the Russian army would be destroyed, approximately where it actually would be four months later, but plan is not changed.

1916 Frederick Lanchester devises differential equations modeling power relationships between opposing forces. Lanchester's equations are at the heart of many computerized wargames today.

1922 U.S. Navy upgrades its tactical wargaming with actual weapons data.

1927 Under leadership of Lt. Cdr. Sokichi Takagi, the Japanese navy wargames an attack on a U.S. fleet at Pearl Harbor, Hawaii. It goes badly for Japan.

1929 First Link Trainer built.

First wargame of the type later called "political-military," or "pol-mil," played in Germany.

1933 Wargame at the U.S. Naval War College indicates that war with Japan will require four to five years, principally owing to logistical restraints.

1938 In an effort to persuade Hitler not to invade Czechoslovakia, German army chief wargames the plan. Outcome points to a Pyrrhic victory that would leave Germany vulnerable to attack.

1939 German army given so little notice that it cannot wargame the invasion of Poland, its only major operation in World War II not gamed.

1940 Germany conducts four months of wargames to refine plans for attack-ing the Netherlands, Belgium, and France. The games lead to significant changes.

German wargame of Operation Sealion, the planned invasion of Britain, identifies many difficulties and contributes to the decision to cancel.

Germany wargames the imminent invasion of the Soviet Union. The game, Operation Otto, is unprecedented in length and, probably, depth. Led by Lt. Gen. Friedrich Paulus, the game plays

the first six months of the war on the Eastern Front. The game situation for November 1941 seems to indicate near victory but also that the Wehrmacht has neither strength nor logistical support to conquer Russia in one short campaign.

1942 Allies use wargames in planning the Torch landings in French North Africa.

1942–45 Capt. Gilbert Roberts, Royal Navy, uses wargaming for anti-U-boat training and operational analysis in the Western Approaches Tactical School.

1944 Allied and German wargames of the invasion of Normandy project Allied success. Germany orders reinforcements; two of three units arrive by D-day.

German wargame of the defense of the Ardennes interrupted by actual U.S. offensive but wargame continues using actual development as inputs.

1945 Combined U.S., British, and Soviet wargame in Moscow indicates feasibility and likely success of a Russian attack on Japan.

1946 Stanford Research Institute is founded.

1948 RAND is founded.

1954 Charles Roberts publishes *Tactics*, considered by many the first second-generation board wargame for a civilian audience.

1958 First computerized wargame, Navy Electronic Warfare Simulator (NEWS), becomes operational; it costs \$7 million and takes up three floors.

Charles Roberts publishes *Tactics II*, the first unambiguously second-generation board wargame for a civilian audience. He also founds Avalon Hill, which will be for over a decade the leading publisher of second-generation print wargames for the civilian market.

1962 First civilian computerized wargame, *Spacewar*, programmed by students at MIT.

In Britain, Donald Featherstone writes his classic *War Games*, inspiring a generation of hobbyists and professional wargamers. Its impact is greatest in the United Kingdom but is significant in the Commonwealth nations and the United States. At least some copies will be sold in most nations.

1964 *Sigma II*, a pol-mil wargame of the Vietnam conflict, is played in the Pentagon basement and indicates a likely initial stalemate.

1969 The U.S. Navy establishes its Fighter Weapons School, better known as “Top Gun,” with live wargaming at its core. The school will be credited with improving the Navy’s air-to-air loss ratio in the closing years of the Vietnam War, during which the Air Force’s loss ratio remains nearly unchanged.

1977 Dunn/Kempf wargame sets with 1 : 300–scale models are widely issued in the American army as training tools.

1981 U.S. Army activates at Fort Irwin, California, the National Training Center, which will push the envelope of live wargaming.

1982 The Warrior Preparation Center opens, as a U.S. Air Force–only wargaming facility.

1983 The movie *War Games* opens.

1984 U.S. Army joins the Warrior Preparation Center, making it the first joint Air Force / Army wargame facility in Europe.

Tactical Training Group activated at Hurlburt Field, Florida, Air Operations Center Wargames.

Air Force Wargaming Center opens at Maxwell Air Force Base, Alabama.

Center for Applied Strategic Learning founded, consolidating all National Defense University wargame branches.

1986 Joint Warfare Center opens at MacDill Air Force Base, Florida.

1990 USCENTCOM wargames the Iraqi invasion of Kuwait and Saudi Arabia.

1993 First “Connections” wargaming conference held at Maxwell AFB, brings together all wings of U.S. wargaming community; international participation follows shortly.

1995 U.S. Marine Corps modifies the commercial computer wargame Doom to serve as a virtual game for a four-Marine fire team.

1996 U.S. Navy joins Warrior Preparation Center.

1999 USCENTCOM conducts the Desert Crossing wargame, which identifies problems of a post-Saddam Iraq, as well as solutions—findings that will be ignored by U.S. leadership when planning Operation Iraqi Freedom.

Wargame Center opens at the German War College.

2003 (March) The Army component of USCENTCOM wargames the invasion of Iraq. Game results that suggest high casualties in Iraqi cities prompt changes in the Army's plan.

2004 British army adopts a commercial personal computer-based game, VBS2, as a key infantry training tool.

2008 Pentagon begins developing a \$130 million simulated Internet for live cyber wargames.

2012 The chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff initiates Strategic Seminar Series, conducted as a very free *Kriegsspiel*.

2013 First Connections UK wargame conference, high international participation.

2014 USSTRATCOM Wargame Center opens at Offutt Air Force Base, Nebraska.

First Connections Australia conference.

2015 Deputy Secretary of Defense Robert O. Work calls for the reversal of the atrophy of wargaming in the U.S. military.

First Connections Netherlands conference.

2017 The United Kingdom's Ministry of Defence publishes its first wargame doctrinal publication, the *Wargaming Handbook*.

Annexe n°5 : Repère bibliographique des entretiens conduits dans le cadre de la thèse

NB : Les entretiens réalisés sont le fruit de deux dynamiques complémentaires, des sollicitations *intuitu personae* et la mobilisation d'experts sur la géopolitique des petites puissances durant la conférence éponyme organisée par l'auteur à la Bibliothèque nationale de France (BnF) en 2022. Ainsi, la mention de cette dernière apparaîtra régulièrement dans la rubrique « format » des entretiens réalisés.

Entretiens réalisés pour le cas d'étude du Luxembourg :

1/ M. Stronck, ex directeur de la Défense et actuel ambassadeur du Luxembourg aux Etats-Unis :

- Format : réunion virtuelle depuis Washington
- Durée : 2h
- Date : 2021

2/ M. Patrick Fautsch, colonel honoraire des forces armées du Luxembourg, ex-responsable du bureau planification et doctrine de l'armée du Luxembourg et chargé de la planification stratégique auprès du Ministre :

- Format : nombreux échanges de mails et conversations téléphoniques entre février et juin 2021, travail en commun sur un article de recherche, échanges réguliers courant 2022, participation à la conférence sur la géopolitique des petites puissances à la BnF

3/ Lieutenant-Colonel Heinrich, des forces armées du Luxembourg :

- Format : échange de mails et conversations téléphonique
- Durée : 1h pour l'échange téléphonique
- Date : 2020

Entretiens réalisés pour le cas d'étude de Singapour et une critique des conclusions de la thèse :

1/ M. Antoine Maire, professeur à SciencesPo, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique, spécialiste des petites puissances asiatiques et de leur action dans les relations internationales :

- Format : réunion virtuelle depuis Paris
- Durée : 1h30
- Date : 2022

2/ M. Antoine Bondaz, chargé de recherches à la Fondation pour la Recherche Stratégique, spécialiste de l'Asie :

- Format : colloque géopolitique des petites puissances
- Durée : 30minutes
- Date : 2022

3/ M. Cédric Tellenne, professeur de géopolitique en classes préparatoires et responsable de la collection « repères géopolitiques » aux éditions La Découverte, spécialiste de la géopolitique de l'énergie et des problématiques des petites puissances :

- Format : colloque géopolitique des petites puissances
- Durée : 30minutes
- Date : 2022

Entretiens réalisés pour le cas d'étude de la Lituanie et une critique des conclusions de la thèse :

1/ Céline Bayou, Docteure en civilisation russe et post-soviétique de l'INALCO, chargée de cours à l'INALCO et rédactrice en chef de la revue en ligne Regard sur l'Est, experte des pays Baltes :

- Format : colloque géopolitique des petites puissances
- Durée : 30minutes
- Date : 2022

2/ Colonel (ret.) Gintaras Bagdonas, expert associé à l'Eastern Europe Study Center et ancien officier supérieur de l'armée lituanienne :

- Format : colloque de l'IISS à Berlin : ISR in the cold : assessing capabilities and planning in the Baltic and Arctic Europe
- Durée : 1h
- Date : 2022

Annexe n°6 : Les futures capacités militaires singapouriennes (horizon 2030-2040)

Source : Ministère de la Défense de Singapour, 2021, rubrique « next-generation SAF », https://www.mindef.gov.sg/web/portal/pioneer/article/cover-article-detail/ops-and-training/2019-Q2/apr19_cs.

NEXT-GEN SAF PROGRESS UPDATE

The Singapore Armed Forces (SAF) ensures it remains a strong and capable future-ready force by planning for and acquiring new surveillance capabilities and advanced next-generation platforms.



Delivery begins

Next-Gen Armoured Fighting Vehicle

- Designed locally
- To replace ULTRA M113 Armoured Fighting Vehicle
- Enhanced firepower, protection, mobility and connectivity



First launch

Littoral Mission Vessels

- All eight to be operational by 2019
- Designed and built locally
- First five ships quickly deployed for operations and exercises upon commissioning



First launch

Type 218SG Submarine

- First of four fully customised Invincible-class submarines launched
- Part of submarine force renewal programme
- Improved operational and combat capabilities
- Delivery expected from 2021 onwards



First launch

F-35 Fighter Jet

- To replace the F-16 fighters
- Stealthy, able to penetrate enemy defences without being detected
- More lethal with advanced weapons, unmatched sensor and electronic warfare capabilities
- Vital information node for the SAF

2019 **From 2020** **Beyond 2030**



Delivery begins

CH-47F - Heavy Lift Helicopter

- To replace CH-47D Chinook helicopters
- More advanced avionics and capabilities



Delivery begins

H225M - Medium Lift Helicopter

- To replace Super Puma helicopters
- Requires less manpower support
- 20% longer range



Next-Gen Howitzer

- Fully-automated, high-mobility 155mm weapon system
- Three-man crew compared with nine-man crew of FH-2000 system



Next-Gen Infantry Battalion

- Man-unmanned teaming
- Augmented with robotics
- Enhanced urban warfighting



Multi-Role Combat Vessel

- To replace Victory-class Missile Corvettes by 2030
- Expand surveillance and influence with unmanned systems
- Quickly configurable for different types of missions



Next-Gen Unmanned Aerial Vehicle (UAV)

- To replace the RSAF's UAVs that are approaching the end of their operational lives in a few years.



Joint Multi Mission Ship

- To replace Endurance-class Landing Ships Tank
- Greater lift capacity and command platform capabilities



Annexe n°7 : Valorisation de la Recherche :

Publications et événements réalisés en lien avec le travail de thèse

Publications (achevées) :

- Thibault Fouillet, « La remontée en puissance terrestres des Etats baltes: mise en perspective opérationnelle » *Défense & Industries*, n°16, juin 2022, 8pages.
- Thibault Fouillet, *Coup d'œil à l'Est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, Note de la FRS n°09/2022, mars 2022, 9pages.
- Thibault Fouillet, « Le dilemme de sécurité : caractériser la vision stratégique d'un Etat au XXIème siècle ? », *Revue Défense Nationale*, n°837, février 2021, pp.89-94.

Publications (à paraître) :

- Ouvrage individuel : éditions l'Harmattan, Collection Perspectives stratégiques : *Wargaming : un outil de recherche stratégique*.
- Ouvrage collectif : éditions La découverte, Collection Repères géopolitiques : *géopolitique des petites puissances*.
- Ouvrage collectif : stratégie des petites puissances (dir. Thomas Kolnberger et Harlan Koff) : Thibault Fouillet, Antony Dabila, « WHAT IS A SMALL STATE SECURITY POLICY? LUXEMBOURG, SINGAPORE & AL. ».

Interventions (colloques, médias) :

- Intervention au colloque de l'IISS (Berlin) : *ISR in the cold : assessing capabilities and planning in the Baltic and Arctic Europe*, lors du panel n°1 portant sur "The geostrategic importance of the Baltic region, the High North and the Arctic, and the role of ISR", intervenant n°2 sur le sujet : *The geostrategic importance of the Baltic region*, 14 septembre 2022.
- Interview et citation pour article auprès du journal Le Monde : « La montée en puissance de l'armée polonaise n'échappe pas à la logique populiste du gouvernement », 2 septembre 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/02/la-montee-en-puissance-de-l-armee-polonaise-n-echappe-pas-a-la-logique-populiste-du-gouvernement_6139992_3210.html.
- Intervenant dans le podcast *le temps du débat* de la radio France Culture aux côtés de Céline Bayou et Yves Plasseraud, 27 juin 2022, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-comment-protger-les-pays-baltes-4402631>.
- Interview et citation pour article auprès du journal L'Express : « Tensions Russie-Lituanie : Kaliningrad, poudrière en Europe ? », 24 juin 2022, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/on-ne-peut-exclure-aucun-scenario-kaliningrad-poudriere-en-europe_2175818.html.
- Interview et citation pour article auprès de France 24 : « Le corridor de Suwalki, un enjeu stratégique pour les pays baltes et l'Otan », 18 mai 2022, <https://www.france24.com/fr/europe/20220518-le-corridor-de-suwalki-un-enjeu-strat%C3%A9gique-pour-les-pays-baltes-et-l-otan>.
- Interview et citation pour article auprès du journal L'Express : « Guerre en Ukraine : en Pologne et dans les pays baltes, la peur d'être les prochaines cibles », 1^{er} mars 2022, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/guerre-en-ukraine-en-pologne-et-dans-les-pays-baltes-la-peur-d-etre-les-prochaines-cibles_2168874.html.
- Interview et citation pour article auprès du journal L'Express : « Crise en Ukraine : dans les pays baltes, la crainte d'être les prochains sur la liste », 28 janvier 2022,

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/crise-en-ukraine-les-pays-baltes-craignent-de-se-retrouver-au-menu-du-geant-russe_2167026.html.

- Intervention conférence Université du Luxembourg, panel : whose capacities ? small states' institutional security capacities and limitations, sujet : WHAT IS A SMALL STATE SECURITY POLICY? LUXEMBOURG, SINGAPORE & AL., 25 septembre 2021.

Organisation d'évènements :

- Wargames et évènements affiliés : atelier wargame de la conférence archipel de l'université de Grenoble juin 2022, Mentoring wargame (continué chaque année mais dont le dernier évènement : wargame naval – guerre du Pacifique remonte à juin 2022), Fabrique Défense Lyon décembre 2021, Wargame spatial IESD novembre 2021.
- Colloque à la Bibliothèque nationale de France : la Géopolitique des petites puissances réalisé le 21 avril 2022.

Annexe n°8 : Synthèse de l'ouvrage de l'auteur

Wargaming : un outil de recherche stratégique

Deux ambitions ont porté ce travail, redonner au wargaming sa signification réelle et en faire une méthode d'analyse pour toute personne qui s'intéresse aux questions stratégiques.

La tâche n'était pas aisée et implique en réalité de contrevvenir à beaucoup d'idées reçues et de simplifications à travers l'histoire. Ainsi en ce qui concerne l'objet même des wargames, l'on constate un décalage entre un usage généralisé et souvent inconscient (jeux de hobbies sur plateau, jeux vidéo de stratégie et de tactique) et une pratique professionnelle centrée sur la variable militaire. Pour surmonter cet écueil il faut revenir aux sources en déroulant le fil d'ariane de l'histoire des wargames. L'on tranche ainsi avec la vision commune d'une discipline inventée au XIX^{ème} siècle par les prussiens, pour redécouvrir un objet protéiforme riche de deux mille ans d'existence. La nature même du wargaming s'en trouve modifiée pour aboutir à une définition nouvelle prenant en compte l'ensemble des facettes de ce domaine. Emerge alors une distinction entre la discipline qu'est le wargaming, et les multiples applications possibles que sont les wargames. Loin de la vision première d'une simulation d'état-major tactico-opérative, l'éventail des possibles s'élargit pour intégrer toute simulation sur des questions stratégiques quelle que soit le format utilisé (jeux de plateau, gestion de crise, *red team*, etc.), le niveau étudié (du tactique à la grande stratégie), ou le domaine mobilisé (politique, militaire, économique). De même, du fait de leçons tirées par des jeux venant du secteur privé, il ne s'agit plus de discriminer le caractère professionnel d'un wargame du fait de son origine (créé par l'administration en particulier les Etats-Majors) mais bien en fonction de la finalité pour laquelle il est réalisé, à savoir la poursuite d'une visée récréative ou d'apprentissage³⁹³.

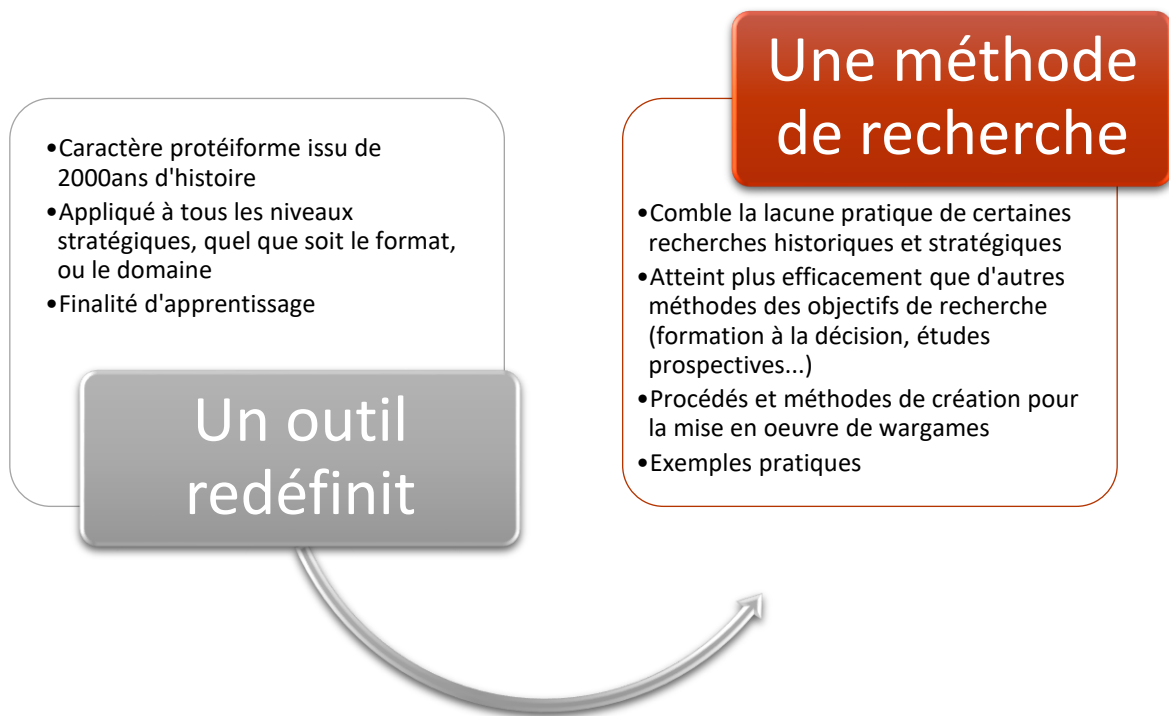
³⁹³ Le terme est ici entendu dans son acception large, c'est-à-dire un apprentissage par la formation des joueurs, mais également un apprentissage par la compréhension des mécaniques d'un scénario ou d'un acteur face à une menace, voire même un apprentissage prospectif par l'expérimentation d'un des futurs possibles.

Par le biais de cette fonction fondamentale d'apprentissage est approchée la seconde ambition de l'ouvrage qu'est de considérer l'apport du wargaming en tant qu'outil de recherche et de compréhension des questions stratégiques. De fait, si l'on a œuvré à redéfinir la nature du wargaming c'est parce qu'il permet de développer une approche de la recherche novatrice et au potentiel formidable. Ainsi, il répond à deux lacunes fondamentales de l'étude historique et des questions stratégiques que sont la grande difficulté à mobiliser des éléments pratiques, tant pour des raisons logistiques³⁹⁴, qu'événementielles³⁹⁵ ; ainsi que l'impossibilité d'étudier le futur au-delà des conjectures, ce que les wargames par la simulation de l'ensemble des scénarios possibles rendent atteignable. Ainsi, bien que comme toute méthode de recherche il ne saurait être question d'une panacée, le wargaming permet d'atteindre, plus aisément que les autres outils de compréhension, bon nombre de buts de l'étude stratégique notamment la validation des concepts théoriques, la formation à la décision, ou encore l'adéquation des capacités théoriques aux menaces planifiées. Une fois les objectifs établis, encore faut-il en déterminer les moyens, c'est pourquoi une étude des fondements théoriques du wargaming a été conduite portant en particulier sur les théories de l'acteur rationnel (théorie des jeux, dilemme de sécurité...) afin d'en comprendre la logique, de même qu'ont été définis de manière générique les procédés et étapes nécessaires à la constitution de wargames.

³⁹⁴ Mobiliser des milliers d'Hommes pour un exercice est moins aisé et surtout plus difficilement répétable qu'une simulation sur cartes.

³⁹⁵ Difficile en effet de souhaiter un conflit nucléaire ou de grande ampleur en Europe pour tester la praticité des planifications sur ces sujets... le wargaming permet ainsi de réaliser tous ces scénarios sans d'autres effusions que l'encre des prises de notes.

Souscrivant à l'adage classique qu'un « exemple vaut mieux que mille mots », d'autant plus quand l'on traite d'un objet par essence empirique, il aurait été inconvenant de s'arrêter aux dimensions théoriques du wargaming sans en présenter des manifestations concrètes. C'est pourquoi la dernière partie de l'ouvrage a trait à la présentation de deux wargames réalisés entre novembre 2020 et avril 2021.



Annexe n°9 : Lettre d'approbation de la procédure des entretiens conduits dans le cadre de la thèse par le comité d'éthique de l'université du Luxembourg

Prof. Sonja KMEC,
Université du Luxembourg
Maison des Sciences Humaines
Porte des Sciences 11
L-4366 Esch-Belval

Esch-sur-Alzette, 27 May 2022
ERP 22-058 IG3S GZ/cd



Research project: Interviews PHD Grand Strategy and Small States (ERP 22-058 IG3S)

Dear Prof. KMEC,

The Ethics Review Panel of the University of Luxembourg received your revised request on 24 May 2022 concerning the approval of your project: **Interviews PHD Grand Strategy and Small States (IG3S)**.

Your request included:

- application form
- consent form
- information sheet

After examining all the documents, the Ethics Review Panel has decided to **approve** the project description and the related documents, in the form provided to the Ethics Review Panel.

Please note that the ERP has to be informed of any changes to the study that affect the parts that were subject to ethics approval.

Yours sincerely,

Dr. Gerben ZAAGSMA
Chair of the Ethics Review Panel

Ethics Review Panel of the University of Luxembourg

Address for correspondence:

2, av. de l'Université
L-4365 Esch-Belval
erp-submissions@uni.lu
Cc: Thibault FOUILLET

www.uni.lu

Campus Belval
2, avenue de l'Université
L-4365 Esch-Sur-Alzette
T. +352 / 46 66 44 4020

Campus Limpertsberg
162a, avenue de la Faïencerie
L-1511 Luxembourg
T. +352 / 46 66 44 6000
F. +352 / 46 66 44 6667

Campus Kirchberg
6, rue Richard Coudenhove-Kalergi
L-1359 Luxembourg
T. +352 / 46 65 44 5000
F. +352 / 46 66 44 5500

Établissement public
Loi modifiée du 27 juin 2018
Mémorial AS67 du 11 juillet 2018
TVA Intracom LU 18065732
N° R.C.S.L. – Luxembourg J20

Bibliographie

Table des matières de la bibliographie

Bibliographie alphabétique.....	p. 698
▪ Ouvrages.....	p.698
▪ Articles.....	p.706
▪ Sources internet.....	p.708
▪ Divers.....	p.710
Bibliographie thématique.....	p.711
▪ Théories des relations internationales.....	p.711
▪ Etudes stratégiques et doctrines.....	p.713
▪ Histoire/Histoire militaire.....	p.716
▪ Etude des petits Etats.....	p.718
▪ Cas d'étude de la Lituanie.....	p.719
▪ Cas d'étude du Luxembourg.....	p.721
▪ Cas d'étude de Singapour.....	p.723
▪ Wargaming.....	p.725

BIBLIOGRAPHIE ALPHABÉTIQUE

Ouvrages

- Air force Research Laboratory, *Investigating the fundamentals of the third-generation wargame: wargaming a course for future development*, US Air Force, 2008, 17pages
- Allen Thomas B., *Wargames*, New-York, McGraw-Hill book company, 1988, 416pages
- Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962, 767pages
- Battistella Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Science Po les presses, 3^{ème} édition : 2009, 694pages
- Beaufre André, *Introduction à la stratégie*, Pluriel, 2012 (texte de 1963), 192pages
- Bennett Vernon Noël, *Military forces structures in small states : providing for relevant and credible military capability*, Thèse soumise à l'Université Victoria de Wellington, 2018, 268pages
- Bitzinger Richard A. (2021): Military-technological innovation in small states: The cases of Israel and Singapore, *Journal of Strategic Studies*, DOI:10.1080/01402390.2021.1947252
- Booth Ken, Wheeler Nicholas J., *The security dilemma : fear, cooperation and trust in world politics*, Palgrave Mcmillan, 2008, 484pages
- Buzan Barry, *People, state and fear*, Colchester, ECPR Press, 3^{ème} édition: 2007, 311pages
- Caffrey Matthew, *Toward a history based doctrine for wargaming*, US Air force university, 2000, 37pages
- Carr Edward, *The twenty years crisis: 1919-1939*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2^{ème} édition : 2001 (texte original: 1949), 256pages
- Chambre des députés, *Loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire*, 1997

- Chambre des députés, *Projet de loi n°5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire*, Luxembourg, 11 février 2003
- Chambre des députés, *Projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M*, 2004, 11pages
- Chambre des députés, *commission de la force publique et commission des affaires étrangères et européennes de la défense, de la coopération et de l'immigration : procès-verbal de la réunion du 20 mars 2014*, 2014, 9pages
- Chambre des députés, *Projet de loi autorisant le gouvernement à participer au programme multinational « multi-role tanker transport » (MRTT)*, 2016, 8pages
- Chapaux Vincent, Pieret Julien, « statocentrisme », *Dictionnaire encyclopédique de l'Etat*, Berger Levrault, Paris, 2015, pp. 864-874
- Charillon Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Science Po, 2002, 437pages
- Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, *Vision stratégique : supériorité opérationnelle 2030*, Armée de Terre, avril 2020, 20pages
- Clausewitz Carl Von, *De la guerre*, Paris, Tempus, 2014, 427pages
- Conseil Interparlementaire consultatif de Benelux, *Rapport fait au nom des commissions réunies problèmes extérieurs & coopération transfrontalière*, 2 décembre 2013, 148pages
- Cour des comptes du Grand-Duché de Luxembourg, *Rapport spécial sur la défense*, 2015, 90pages
- Coutau-Bégarie Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2011 (7^{ème} édition), 1200pages
- Curry John, Engle Chris, Perla Peter, *The matrix games handbook*, 2018, 280pages
- Cybersecurity agency of Singapore, *Singapore's cybersecurity strategy*, Ministry of Defense, 2016, 48pages
- Davis Paul K., *Illustrating a model-game-model paradigm for using human wargames in analysis*, Rand Corporation : national security research division, 2017, 35pages

- Delacroix C., Dosse F. (dirs.), « Histoire du temps présent », *Historiographie : concepts et débats*, Volume I, Folio histoire, 2020 (1^{ère} édition : 2010), pp. 282-293 (646pages)
- Delbrück Hans, *La stratégie oubliée : Précilès, Frédéric le grand, Thucydide et Cléon*, Broché, 2015 (texte original de 1890), 192pages
- Dévriillon Hervé (dir.), *Histoire militaire de la France*, Paris, Perrin, 2018, 550pages
- Drew Dennis M., Snow Donald M., *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, Washington, Air University press, 2006, 290pages
- Dunningan James, *Wargames handbook: how to play and design commercial and professional wargames*, Writers club press, 2000 (3^{ème} edition), 440pages
- Edström Hakan, Gyllensporre Dennis, and Westberg Jacob, *Military strategy of small states: responding to external shocks of the 21th century*, Routledge, 2019, 216pages
- Fouillet Thibault, *Coup d'œil à l'est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, Note de la FRS n°09/2022, mars 2022, 9pages
- Hanson Victor Davis, *Le modèle occidental de la guerre : la bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, Paris, Texto, 2007, 298pages
- Hanson Victor Davis, *Carnage et culture : les grandes batailles qui ont fait l'occident*, Paris, Champs histoire, 1999, 598pages
- Hanson Victor Davis, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Champs Histoire, 2010, 588pages
- Howard Michaël, *La guerre dans l'histoire de l'occident*, Fayard, 1988, 168pages
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie spatiale de défense*, Février 2022, 24pages
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie de cyberdéfense du Luxembourg*, février 2021, 20pages

- Jablonsky David, "National power", *Guide to national security issues*, Washington, US Army war college, 2008, 388pages
- Jessup Jr. John F., Coakley Robert W., *A guide to the study and use of military history*, Center for military history, Washington, United States Army, 1988, 498pages
- Joint Force Commander and Chiefs of staff, *Red teaming guide*, Development concept and doctrine center: UK Ministry of Defence, 2013, 126pages
- Jomini Antoine-Henri, *Vie politique et militaire de Napoléon : racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric*, Forgotten books, 2019, 490pages
- Kasekamp Andres, *A history of the Baltic States*, Londres, Macmillan essential histories, 2018 (2nd edition), 235pages
- Keegan John, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013, 420pages
- Keegan John, *Histoire de la guerre*, Paris, Perrin, 2014, 628pages
- Langendorf Jean-Jacques, *Faire la guerre : Antoine-Henri Jomini, Tome II : le penseur politique, l'historien militaire, le stratéguiste*, Paris, Broché, 2004, pp. 192-194
- Liang Qiao, Xiangsui Wang, *La guerre hors-limites*, Beijing, Rivage Poche, 2006, 310pages
- Liddell-Hart Basil H., *Scipio Africanus: Greater than Napoleon*, Da capo press, 2020 (texte de 1926), 280pages
- Liddell-Hart Basil H., *Stratégie*, Paris, Tempus Perrin, 2015, 568pages
- Liddel-Hart Basil H., *Why don't we learn from history?*, Sophron, 2012, 126pages
- Luttwak Edward, *La grande stratégie de l'empire romain*, Paris, Economica, 2009 (2^{ème} édition), 268pages
- Mearsheimer John, *The tragedy of great power politics*, New-York, Norton, 2001, 592pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, 2011, 111pages

- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+*, document de travail, 2016, 50pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2017, 29pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Rapport d'activité du Luxembourg*, 2018, 126pages
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2012-2017*, Lithuania, 2012, 9pages
- Ministry of national defense of the republic of Lithuania, *The world 2030: Updated and expended edition*, 2013, 96pages
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2014-2019*, Lithuania, 2014, 7pages
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2016-2021*, Lithuania, 2015, 5pages
- Ministry of national defense, *Prepare to survive emergencies and war: a cheerful take on serious recommendations*, Republic of Lithuania, 2015, 60pages
- Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, 2016, 10pages
- Ministry of defense, *White paper: Lithuanian defense policy*, Vilnius, 2017, 64pages
- Minister of defense, *Lithuanian defense system: facts and figures 2020*, 12pages
- Ministry of defense, *National security concept*, Estonian ministry of defense, 2017, 22pages
- Ministry of defense of Ukraine, *White book 2019-2020*, publication janvier 2021, 196pages

- Morgenthau H., *Scientific man VS power politics*, Chicago, Chicago university press, 1946, 245pages
- Nash John, *Non-cooperative games*, Princeton University, Thèse soumise à l'Université de Princeton en 1950, 32pages
- Naval War College, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, Newport Papers, n°43, 2019, 445pages
- Nilsons Martins, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2015, 12pages.
- Norwegian ministry of defense, *The defence of Norway capabilities and readiness: long term defense plan 2020*, Norvège, Juillet 2020, 24pages
- OTAN, *Concept stratégique 2022*, 30 juin 2022, 16pages
- Penisson Bernard, *Histoire de la pensée stratégique : de Sun Zi au Nucléaire*, Ellipses poche, 2019, 448pages
- Perla Peter, *The art of wargaming*, Naval Institute press, 1990, 328pages
- Phua Thong Teck Alex (MAJ), *What are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, Ministère de la défense de Singapour, 2019, 24pages
- Poirier Lucien, *Stratégie théorique II*, Paris, Economica, 1987, 330pages
- Posen Barry R., *The sources of military doctrine : France, Britain, and Germany between the world wars*, Cornell studies in security affairs, 1984, 282pages
- Reichel Daniel (Colonel), *Le choc*, Armée Suisse, service historique, 1984, 64pages
- Second Investigation Department, *Assessment of threats to national security*, Ministry of defense (Lithuania), Vilnius, 2014, 29pages
- Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, resolution n°XIII-202 du 17 janvier 2017, 17pages
- Shlapak David A. and Johnson Michael W., *Reinforcing deterrence on NATO's eastern flank : wargaming the defense of the Baltics*, 2016, 16 pages

- Shun Ng Pak, *From 'poisonous shrimp' to 'porcupine': an analysis of singapore's defence posture change in the early 1980s*, National Library of Australia, 2005, 66pages
- Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Folio classique, 2000, 912pages
- UK ministry of defence, *Wargaming handbook*, Development concept and doctrine center, 2017, 98pages
- Von Neumann John, Oskar Morgenstern, Harold William Kuhn, *Theory of games and economic behavior*, Princeton university press, 2007, 776pages
- Waltz K., *Man, the state and war*, New-York, Columbia university press, 1959, 282pages
- Waltz K., *Theory of international politics*, New-York, Mac-Grav-Hill, 1979, 256pages
- Wight Martin, *Power Politics*, edited by Hedley Bull and Carsten Holbraad, Leicester University Press and The Royal Institute of International Affairs, 1978. 317pages
- Wivel Alexander, *The grand strategies of small states*, The Oxford handbook of grand strategy, 2021, 18pages
- Tan Keng Yam Tony (Ministre de la défense de Singapour), *Defending Singapore in the 21th century*, Ministère de la défense de Singapour, 2000, 78pages
- Yew Lee Kuan, *From the third world to first: Singapore and the Asian economic boom*, HarperCollins, 2000, 768pages
- Yew Lee Kuan, *Hard Truths To Keep Singapore Going*, Singapour Press, 2019, 377pages

Articles

- Aljunied Syed, *Managing global threats in Singapore: national security and strategic renewal*, University of western Australia, 2018, pp. 52-61
- Anisimenko Vitalijus, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2018, pp. 17-27
- Bartholomees J. Boone, *A survey of the theory of strategy*, Washington, US Army war college, 2008, pp.13-41
- Bourke Joanna, "New military history", *Palgrave advances in modern military history*, Palgrave Macmillan, 2006, pp.258-280
- Fouillet Thibault, « Le dilemme de sécurité : caractériser la vision stratégique d'un Etat au XXIème siècle ? », *Revue Défense Nationale*, n°837 (L'art du commandement), février 2021, pp. 89-94
- Fouillet Thibault, « La remontée en puissance terrestre des Etats baltes: mise en perspective opérationnelle », *Défense et Industrie*, n°16, juin 2022, pp. 20-27
- Gallois Pierre M., "Postface", *Anthologie mondiale de la stratégie* (auteur : Gérard Chaliand), Rober Laffont, 2009, pp. 1491-1496
- Garcia Patrick, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS*, 2003, 5pages
- Géré François, « Entre révolution et restauration : la pensée stratégique américaine », *Stratégique n°49 : la pensée stratégique*, 1991, pp.83-143
- Graig R., « Thucydide and contemporary strategy », *Guide to national security issues*, Washington, US army war college, 2008, pp.129-142
- Greene Tayla, « The impact of culture clash on deployed troops », *Military medicine*, n°175, 2010, pp958-963
- Herz John H., "Realism and idealism in international politics", *World politics*, vol.5, n°1, 1952, pp.116-128

- Hetecka Jiri, “New military history of the first World War”, *History-theory-criticism*, volume 1, 2018, pp. 99-123
- Jervis Robert, “Cooperation under the security dilemma”, *World politics*, vol.30, n°2, 1978, pp.167-214
- Jones David Martin, and Jenne Nicole, “Hedging and grand strategy in Southeast Asian foreign policy”, *International Relations of the Asia-Pacific*, volume 01, 2021, pp. 1–31
- Jouvenel Hugues de, *Brève histoire de la prospective, futuribles*, 2012, 5pages
- Keohane Robert O., “Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics”, *International organization*, volume 23, n°2, 1969, pp. 291-310
- Laurent Jacques, *Evolution de la pensée militaire soviétique : à la recherche d'une stratégie adéquate*, Paris, Institut de stratégie comparée, 1991, pp.146-160
- Leclère Yvan, « L'imposition des obligations militaires en Lituanie soviétique, 1940-1953 », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 10, 2009, pp.10-11
- Luik Jüri, *A visionary approach to Baltic Security: the next 20years*, Baltic defence college, 2019, pp. 315-318
- Martres Jean-Louis, « De la nécessité d'une théorie des relations internationales », diplomatie.gouv.fr, 2015, 35pages
- Mölder Holger, « The development of military cultures », *Twenty years of defence development in the Baltic States*, Baltic defense college papers, pp.85-121
- Oral History Association, *Oral history metadata and description : a survey of practices*, survey report, Décembre 2020, 36pages
- Rullière Jean-Louis, « L'indétermination et la méthode de John Nash », *Revue économique*, vol. 51 n°5, 2000, pp. 1169-1184
- Sapir Jacques, *Le discours stratégique soviétique. Elaboration et pertinence d'un langage stratégique*, Persée éditions, 1997, 12pages

- Seselgyte Margarita, « How to defend society? Baltic responses to hybrid threats », *The world of small states vol.7 : Small states and the new security environment*, New-Zealand, 2021, pp. 73-85
- MAJ Tay Bernard, *Is the SAF's Defence Posture Still Relevant as the Nature of Warfare Continues to Evolve?*, SAF's defense journal, vol.42 n°2, 2020, pp.25-32
- Vera Dolzo Paul E., *Military transformation: effort and institutional commitment*, Military Review, 2019, pp.51-59
- Wagner Armin (LTC), *Can small-and medium-sized states have grand strategies ?*, in *Ad securitatem : the best essays written by students at the Baltic Defence College*, 2016, 15pages
- Wendt Alexander, “Anarchy is what states make of it. The social construction of power politics”, *International theory: critical investigations*, 1992, pp.127-177

Sources internet

- ASEAN, « Political-security community », asean.org, 2021, <https://asean.org/our-communities/asean-political-security-community/>
- Chan Samuel, « Developing Singapore's next-generation military », eastasiaforum.org, 2 janvier 2021, <https://www.eastasiaforum.org/2021/01/02/developing-singapores-next-generation-military/>
- Direction de la Défense (Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg), « François Bausch annonce des mesures d'assistance et d'appui militaires en faveur de l'Ukraine », defense.gouvernement.lu, 28 février 2022, <https://defense.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Bto-utes-actualites%2Bcommuniqués%2B2022%2B02-fevrier%2B28-bausch-ukraine.html>
- Grand-Duché de Luxembourg, « Loi du 2 juin 2021 portant modification : de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ; de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires », Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, legilux.public.lu, <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/06/02/a416/jo>
- Gay Justine, « Classement PIB/habitants : les pays les plus riches en 2021 », journaldunet.com, 20 janvier 2021
- Guide Me Singapore, « A brief history of Singapore », 2021, <https://www.guidemesingapore.com/business-guides/immigration/get-to-know-singapore/a-brief-history-of-singapore>
- Henrotin Joseph, « Stratégie et grande stratégie : introduction », *Institut de stratégie comparée*, institut-strategie.fr, 2005
- Khoman Thanat, "ASEAN conception and evolution", ASEAN, asean.org, 2021 (publication originelle 1992), <https://asean.org/about-asean/the-founding-of-asean/asean-conception-and-evolution-by-thanat-khoman/>.

- Latvian ministry of defence, *Defense policy*, mod.gouv.lv, 2020
- Republic of Lithuania ministry of national defense, *Defense policy*, kam.lt, 2020
- Ministry of national defence, « Ministry of National Defence issued third publication on civil resistance », Republic of Lithuania, kam.lt, 27 octobre 2016, https://kam.lt/en/news_1098/current_issues/ministry_of_national_defence_issued_third_publication_on_civil_resistance.html
- MINDEF Singapore, « 3G SAF », mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf>
- MINDEF Singapore, « Total Defense », mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>
- Ministère du Tourisme, « About Singapore », visitsingapore.com, 2021, <https://www.visitsingapore.com/travel-guide-tips/about-singapore/>
- Nations Unies, « Progression du nombre des Etats de 1945 à nos jours », un.org, 2020, <https://www.un.org/fr/sections/member-states/growth-united-nations-membership-1945-present/index.html>.
- Perspective Monde, « Evolution du PIB de Singapour : dollars US constant », perspective.usherbrooke.ca, 2021, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD&codePays=SGP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=SGP&optionsDetPeriodes=avecNomP>

Divers

- Cours : Koessler Frédéric, « Théorie des jeux », U-cergy.fr, Août 2005
- Podcast : Fouillet Thibault, Plasseraud Yves, Bayou Céline, « Guerre en Ukraine : comment protéger les pays baltes ? », *Podcast le Temps du Débat* (présenté par Emmanuel Laurentin), France Culture, émission du 27 juin 2022, 37minutes, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-comment-protoger-les-pays-baltes-4402631>

BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE

Théories des relations internationales

- Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962, 767pages
- Battistella Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Science Po les presses, 3^{ème} édition : 2009, 694pages
- Booth Ken, Wheeler Nicholas J., *The security dilemma : fear, cooperation and trust in world politics*, Palgrave Mcmillan, 2008, 484pages
- Buzan Barry, *People, state and fear*, Colchester, ECPR Press, 3^{ème} édition: 2007, 311pages
- Carr Edward, *The twenty years crisis: 1919-1939*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2^{ème} édition : 2001 (texte original: 1949), 256pages
- Chapaux Vincent, Pieret Julien, « statocentrisme », *Dictionnaire encyclopédique de l'Etat*, Berger Levrault, Paris, 2015, pp. 864-874
- Charillon Frédéric (dir.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de science po, 2002, 437pages
- Herz John H., "Realism and idealism in international politics", *World politics*, vol.5, n°1, 1952, pp.116-128
- Jervis Robert, "Cooperation under the security dilemma", *World politics*, vol.30, n°2, 1978, pp.167-214
- Martres Jean-Louis, « De la nécessité d'une théorie des relations internationales », diplomatie.gouv.fr, 2015, 35pages
- Mearsheimer John, *The tragedy of great power politics*, New-York, Norton, 2001, 592pages
- Morgenthau H., *Scientific man VS power politics*, Chicago, Chicago university press, 1946, 245pages

- Wendt Alexander, “Anarchy is what states make of it. The social construction of power politics”, *International theory: critical investigations*, 1992, pp.127-177
- Waltz K., *Man, the state and war*, New-York, Columbia university press, 1959, 282pages
- Waltz K., *Theory of international politics*, New-York, Mac-Grav-Hill, 1979, 256pages
- Wight Martin, *Power Politics*, edited by Hedley Bull and Carsten Holbraad, Leicester University Press and The Royal Institute of International Affairs, 1978. 317 pages

Etudes stratégiques et doctrines

- Aron Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Levy, 1962, 767pages
- Bartholomees J. Boone, *A survey of the theory of strategy*, Washington, Us Army war college, 2008, pp.13-41
- Beaufre André, *Introduction à la stratégie*, Pluriel, 2012 (texte de 1963), 192pages
- Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, *Vision stratégique : supériorité opérationnelle 2030*, Armée de Terre, avril 2020, 20pages
- Clausewitz Carl Von, *De la guerre*, Paris, Tempus, 2014, 427pages
- Coutau-Bégarie Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2011 (7^{ème} édition), 1200pages
- Delbrück Hans, *La stratégie oubliée : Précilès, Frédéric le grand, Thucydide et Cléon*, Broché, 2015 (texte original de 1890), 192pages
- Drew Dennis M., Snow Donald M., *Making twenty-first century strategy: an introduction to modern security process and problems*, Washington, Air University press, 2006, 290pages
- Edström Hakan, Gyllensporre Dennis, and Westberg Jacob, *Military strategy of small states: responding to external shocks of the 21th century*, Routledge, 2019, 216pages
- Fouillet Thibault, « Le dilemme de sécurité : caractériser la vision stratégique d'un Etat au XXI^{ème} siècle ? », *Revue Défense Nationale*, n°837 (L'art du commandement), février 2021, pp. 89-94
- Gallois Pierre M., "Postface", *Anthologie mondiale de la stratégie* (auteur : Gérard Chaliand), Rober Laffont, 2009, pp. 1491-1496
- Géré François, « Entre révolution et restauration : la pensée stratégique américaine », *Stratégique n°49 : la pensée stratégique*, 1991, pp.83-143
- Graig R., « Thucydide and contemporary strategy », *Guide to national security issues*, Washington, US army war college, 2008, pp.129-142

- Greene Tayla, « The impact of culture clash on deployed troops », *Military medicine*, n°175, 2010, pp958-963
- Hanson Victor Davis, *Carnage et culture : les grandes batailles qui ont fait l'occident*, Paris, Champs histoire, 1999, 598pages
- Henrotin Joseph, « Stratégie et grande stratégie : introduction », *Institut de stratégie comparée*, institut-strategie.fr, 2005
- Howard Michaël, *La guerre dans l'histoire de l'occident*, Fayard, 1988, 168pages
- Jablonsky David, "National power", *Guide to national security issues*, Washington, US Army war college, 2008, 388pages
- Keegan John, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013, 420pages
- Keegan John, *Histoire de la guerre*, Paris, Perrin, 2014, 628pages
- Langendorf Jean-Jacques, *Faire la guerre : Antoine-Henri Jomini, Tome II : le penseur politique, l'historien militaire, le stratéguiste*, Paris, Broché, 2004, pp. 192-194
- Latvian ministry of defence, *Defense policy*, mod.gouv.lv, 2020
- Laurent Jacques, *Evolution de la pensée militaire soviétique : à la recherche d'une stratégie adéquate*, Paris, Institut de stratégie comparée, 1991, pp.146-160
- Liang Qiao, Xiangsui Wang, *La guerre hors-limites*, Beijing, Rivage Poche, 2006, 310pages
- Liddell-Hart Basil H., *Scipio Africanus: greater than napoleon*, Da capo press, 2020 (texte de 1926), 280pages
- Liddell-Hart Basil H., *Stratégie*, Paris, Tempus Perrin, 2015, 568pages
- Luttwak Edward, *La grande stratégie de l'empire romain*, Paris, Economica, 2009 (2^{ème} édition), 268pages
- Ministry of defense, *National security concept*, Estonian ministry of defense, 2017, 22pages

- Ministry of defense of Ukraine, *White book 2019-2020*, publication janvier 2021, 196pages
- Norwegian ministry of defense, *The defence of Norway capabilities and readiness: long term defense plan 2020*, Norvège, Juillet 2020, 24pages
- Penisson Bernard, *Histoire de la pensée stratégique : de Sun Zi au Nucléaire*, Ellipses poche, 2019, 448pages
- Poirier Lucien, *Stratégie théorique II*, Paris, Economica, 1987, 330pages
- Posen Barry R., *The sources of military doctrine : France, Britain, and Germany between the world wars*, Cornell studies in security affairs, 1984, 282pages
- Colonel Reichel Daniel, *Le choc*, Armée Suisse, service historique, 1984, 64pages
- Sapir Jacques, *Le discours stratégique soviétique. Elaboration et pertinence d'un langage stratégique*, Persée, 1997, 12pages
- U.S Department of Defense, *National defense strategy of the United States of America*, summary, 2018, 14pages
- Vera Dolzo Paul E., *Military transformation: effort and institutional commitment*, Military Review, 2019, pp.51-59
- Wivel Alexander, *The grand strategies of small states*, The oxford handbook of grand strategy, 2021, 18pages

Histoire/Histoire militaire

- Bourke Joanna, “New military history”, *Palgrave advances in modern military history*, Palgrave Macmillan, 2006, pp.258-280
- Delacroix C., Dosse F. (dirs.), « Histoire du temps présent », *Historiographie : concepts et débats*, Volume I, Folio histoire, 2020 (1^{ère} édition : 2010), pp. 282-293 (646pages)
- Dévriillon Hervé (dir.), *Histoire militaire de la France*, Paris, Perrin, 2018, 550pages
- Ecole Normale Supérieure, « La bataille de Grunwald », *Histoire et mémoire en Pologne*, normalsup.org, 2021, <http://www.normalesup.org/~dthiriet/Grunwald/bataille.html>
- Garcia Patrick, « Essor et enjeux de l’histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l’histoire du CNRS*, 2003, 5pages
- Hanson Victor Davis, *Carnage et culture : les grandes batailles qui ont fait l’occident*, Paris, Champs histoire, 1999, 598pages
- Hanson Victor Davis, *Le modèle occidental de la guerre : la bataille d’infanterie dans la Grèce classique*, Paris, Texto, 2007, 298pages
- Hanson Victor Davis, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Champs Histoire, 2010, 588pages
- Hetecka Jiri, “New military history of the first World War”, *History-theory-criticism*, volume 1, 2018, pp. 99-123
- Howard Michaël, *La guerre dans l’histoire de l’occident*, Fayard, 1988, 168pages
- Jessup John F. Jr., Coakley Robert W., *A guide to the study and use of military history*, Center for military history, Washington, United States Army, 1988, 498pages
- Jomini Antoine-Henri, *Vie politique et militaire de Napoléon : racontée par lui-même au tribunal de César, d’Alexandre et de Frédéric*, Forgotten books, 2019, 490pages
- Jouvenel Hugues de, *Brève histoire de la prospective, futuribles*, 2012, 5pages
- Keegan John, *Histoire de la guerre*, Paris, Perrin, 2014, 628pages
- Liddel-Hart Basil H., *Why don’t we learn from history?*, Sophron, 2012, 126pages

- Oral History Association, *Oral history metadata and description : a survey of practices*, survey report, Décembre 2020, 36pages
- Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Folio classique, 2000, 912pages

Etude des petits Etats

- Anisimenko Vitalijus, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2018, pp. 17-27
- Bennett Vernon Noël, *Military forces structures in small states : providing for relevant and credible military capability*, Thèse soumise à l'Université Victoria de Wellington, 2018, 268pages
- Gay Justine, « Classement PIB/habitants : les pays les plus riches en 2021 », *journaldunet.com*, 20 janvier 2021
- Jones David Martin, and Jenne Nicole, “Hedging and grand strategy in Southeast Asian foreign policy”, *International Relations of the Asia-Pacific*, volume 01, 2021, pp. 1–31
- Keohane Robert O., “Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics”, *International organization*, volume 23, n°2, 1969, pp. 291-310
- Nations Unies, « Progression du nombre des Etats de 1945 à nos jours », *un.org*, 2020, <https://www.un.org/fr/sections/member-states/growth-united-nations-membership-1945-present/index.html>.
- Nilsons Martins, *Can small-and medium-sized states have grand strategies?*, Baltic defence college, 2015, 12pages
- LTC Wagner Armin, *Can small-and medium-sized states have grand strategies ?*, in *Ad securitatem : the best essays written by students at the Baltic Defence College*, 2016, 15pages
- Wivel Alexander, *The grand strategies of small states*, *The oxford handbook of grand strategy*, 2021, 18pages

Cas d'étude de la Lituanie

- Fouillet Thibault, Plasseraud Yves, Bayou Céline, « Guerre en Ukraine : comment protéger les pays baltes ? », *Podcast le Temps du Débat* (présenté par Emmanuel Laurentin), France Culture, émission du 27 juin 2022, 37minutes, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/guerre-en-ukraine-comment-protoger-les-pays-baltes-4402631>
- Fouillet Thibault, « La remontée en puissance terrestre des Etats baltes: mise en perspective opérationnelle », *Défense et Industrie*, n°16, juin 2022, pp. 20-27
- Kasekamp Andres, *A history of the Baltic States*, Londres, Macmillan essential histories, 2018 (2nd edition), 235pages
- Leclère Yvan, « L'imposition des obligations militaires en Lituanie soviétique, 1940-1953 », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 10, 2009, pp.10-11
- Luik Jüri, *A visionary approach to Baltic Security: the next 20years*, Baltic defence college, 2019, pp. 315-318
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2012-2017*, Lithuania, 2012, 9pages
- Ministry of national defense of the republic of Lithuania, *The world 2030: Updated and expended edition*, 2013, 96pages
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2014-2019*, Lithuania, 2014, 7pages
- Ministry of defense, *Guidelines of the ministry of defense for 2016-2021*, Lithuania, 2015, 5pages
- Ministry of national defense, *Prepare to survive emergencies and war: a cheerful take on serious recommendations*, Republic of Lithuania, 2015, 60pages
- Ministry of national defense, *The military strategy of the republic of Lithuania*, 2016, 10pages

- Ministry of defense, *White paper: Lithuanian defense policy*, Vilnius, 2017, 64pages
- Minister of defense, *Lithuanian defense system: facts and figures 2020*, 12pages
- Ministry of national defence, « Ministry of National Defence issued third publication on civil resistance », Republic of Lithuania, kam.lt, 27 octobre 2016, https://kam.lt/en/news_1098/current_issues/ministry_of_national_defence_issued_third_publication_on_civil_resistance.html
- OTAN, *Concept stratégique 2022*, 30 juin 2022, 16pages
- Republic of Lithuania ministry of national defense, *Defense policy*, kam.lt, 2020
- Second Investigation Department, *Assessment of threats to national security*, Ministry of defense (Lithuania), Vilnius, 2014, 29pages
- Seimas of the republic of Lithuania, *National security strategy*, resolution n°XIII-202 du 17 janvier 2017, 17pages
- Seselgyte Margarita, « How to defend society? Baltic responses to hybrid threats », *The world of small states vol.7 : Small states and the new security environment*, New-Zealand, 2021, pp. 73-85
- Shlapak David A. and Johnson Michael W., *Reinforcing deterrence on NATO's eastern flank : wargaming the defense of the Baltics*, 2016, 16 pages

Cas d'étude du Luxembourg

- Chambre des députés, *Loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire*, 1997
- Chambre des députés, *Projet de loi n°5094 portant réactivation du fonds d'équipement militaire*, Luxembourg, 11 février 2003
- Chambre des députés, *Projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M*, 2004, 11pages
- Chambre des députés, *commission de la force publique et commission des affaires étrangères et européennes de la défense, de la coopération et de l'immigration : procès-verbal de la réunion du 20 mars 2014*, 9pages
- Chambre des députés, *Projet de loi autorisant le gouvernement à participer au programme multinational « multi-role tanker transport » (MRTT)*, 2016, 8pages
- Conseil Interparlementaire consultatif de Benelux, *Rapport fait au nom des commissions réunies problèmes extérieurs & coopération transfrontalière*, 2 décembre 2013, 148pages
- Cour des comptes du Grand-Duché de Luxembourg, *Rapport spécial sur la défense*, 2015, 90pages
- Direction de la Défense (Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg), « François Bausch annonce des mesures d'assistance et d'appui militaires en faveur de l'Ukraine », defense.gouvernement.lu, 28 février 2022, <https://defense.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Bto%2Bactualites%2Bcommuniques%2B2022%2B02-fevrier%2B28-bausch-ukraine.html>
- Grand-Duché de Luxembourg, « Loi du 2 juin 2021 portant modification : de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ; de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; de la loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires », Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, legilux.public.lu, <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2021/06/02/a416/jo>

- Fouillet Thibault, *Coup d'œil à l'est : les implications stratégiques de la guerre en Ukraine pour les États baltes et la Pologne*, Note de la FRS n°09/2022, mars 2022, 9pages
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie spatiale de défense*, Février 2022, 24pages
- Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (Ministère des affaires étrangères et européennes : direction de la défense), *Stratégie de cyberdéfense du Luxembourg*, février 2021, 20pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Défense luxembourgeoise : lignes directrices de la politique de défense à l'horizon 2025+*, document de travail, 2016, 50pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, 2017, 29pages
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Note d'orientation pour une défense intégrée*, 2011
- Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg, *Rapport d'activité du Luxembourg*, 2018, 126pages

Cas d'étude de Singapour

- Aljunied Syed, *Managing global threats in Singapore: national security and strategic renewal*, University of western Australia, 2018, pp. 52-61
- ASEAN, « Political-security community », asean.org, 2021, <https://asean.org/our-communities/asean-political-security-community/>
- Bitzinger Richard A. (2021): Military-technological innovation in small states: The cases of Israel and Singapore, Journal of Strategic Studies, DOI:10.1080/01402390.2021.1947252
- Chan Samuel, « Developing Singapore's next-generation military », eastasiaforum.org, 2 janvier 2021, <https://www.eastasiaforum.org/2021/01/02/developing-singapores-next-generation-military/>
- Cybersecurity agency of Singapore, *Singapore's cybersecurity strategy*, Ministry of defense, 2016, 48pages
- Ecole Normale Supérieure, « La bataille de Grunwald », *Histoire et mémoire en Pologne*, normalsup.org, 2021, <http://www.normalesup.org/~dthiriet/Grunwald/bataille.html>
- Khoman Thanat, "ASEAN conception and evolution", ASEAN, asean.org, 2021 (publication originelle 1992), <https://asean.org/about-asean/the-founding-of-asean/asean-conception-and-evolution-by-thanat-khoman/>
- MINDEF Singapore, « 3G SAF », mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/3g-saf>
- MINDEF Singapore, "Total Defense", mindef.gov.sg, 2021, <https://www.mindef.gov.sg/web/portal/mindef/defence-matters/defence-topic/defence-topic-detail/total-defence>
- MAJ Phua Thong Teck Alex, *what are the past, present and future challenges to Singapore's national security?*, Ministère de la défense de Singapour, 2019, 24pages

- Shun Ng Pak, *From 'poisonous shrimp' to 'porcupine': an analysis of singapore's defence posture change in the early 1980s*, National Library of Australia, 2005, 66pages
- Perspective Monde, « Evolution du PIB de Singapour : dollars US constant », perspective.usherbrooke.ca, 2021, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD&codePays=SGP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=SGP&optionsDetPeriodes=avecNomP>
- MAJ Tay Bernard, *Is the SAF's Defence Posture Still Relevant as the Nature of Warfare Continues to Evolve?*, SAF's defense journal, vol.42 n°2, 2020, pp.25-32
- Dr. Tan Keng Yam Tony (Ministre de la défense de Singapour), *Defending Singapore in the 21th century*, Ministère de la défense de Singapour, 2000, 78pages
- Yew Lee Kuan, *From the thirld world to first: Singapore and the Asian economic boom*, HarperCollins, 2000, 768pages
- Yew Lee Kuan, *Hard Truths To Keep Singapore Going*, Singapour Press, 2019, 377pages

Wargaming

- Air force Research Laboratory, *Investigating the fundamentals of the third-generation wargame: wargaming a course for future development*, US Air Force, 2008, 17pages
- Allen Thomas B., *Wargames*, New-York, McGraw-Hill book company, 1988, 416pages
- Caffrey Matthew, *Toward a history based doctrine for wargaming*, US Air force university, 2000, 37pages
- Curry John, Engle Chris, Perla Peter, *The matrix games handbook*, 2018, 280pages
- Davis Paul K., *Illustrating a model-game-model paradigm for using human wargames in analysis*, Rand corporation : national security research division, 2017, 35pages
- Dunningan James, *Wargames handbook: how to play and design commercial and professional wargames*, Writers club press, 2000 (3ème edition), 440pages
- Joint Force Commander and Chiefs of staff, *Red teaming guide*, Development concept and doctrine center: UK ministry of defence, 2013, 126pages
- Koessler Frédéric, « Théorie des jeux », U-cergy.fr, Août 2005
- Nash John, *Non-cooperative games*, Princeton University, Thèse soumise à l'université de Princeton en 1950, 32pages
- Naval war college, *On wargaming: how wargames have shaped history and how they may shape the future*, Newport Papers, n°43, 2019, 445pages
- Neumann John Von, Oskar Morgenstern, Harold William Kuhn, *Theory of games and economic behavior*, Princeton university press, 2007, 776pages
- Perla Peter, *The art of wargaming*, Naval institute press, 1990, 328pages
- Rullière Jean-Louis, « L'indétermination et la méthode de John Nash », *Revue économique*, vol. 51 n°5, 2000, pp. 1169-1184